

ATLAS HISTORIQUE

LA II^e GUERRE ISRAËLO-ARABE 1956

R MEDITERRANÉE

Intervention franco-anglaise 5-XI

Tel-Aviv

Napouse

JÉRUSALEM

Gaza 2-XI (8h)

1-XI (8h)

ISRAËL

JORDANIE

Port-Saïd

Port-Fouad

El-Arich

2-XI (5 h)

1-XI (6 h)

El-Kantara

Ismailia

Suez

Bir-Hasne 30-X (8 h)

Golfe de Mitla

30-X (12h)

El-Kuntilla

29-X (20 h)

Eilat

D'Aqaba

SINAI

ARABIE SAOUDITE

Dahab 3-XI (6h)

4-XI (20h)

Sanafir

Tiran

Charm al-Chaykh évacuation par Israël mars 1957

ÉGYPTE

Mer Rouge

0 100 km



Larousse

Préface

L'*Atlas historique Larousse* est sorti des presses il y a neuf ans. Depuis lors il a reçu du public un accueil si favorable qu'il est apparu nécessaire de le rendre aujourd'hui plus accessible. En voici donc une édition moins coûteuse, destinée à répandre plus largement l'usage de cet indispensable instrument de connaissance, d'enseignement et de recherche. Allégée, la présentation conserve toute son élégance et sa clarté. Une sélection rigoureuse a permis de condenser sans l'appauvrir le texte des notices, et, si quelques cartes ont été retirées parce qu'elles ne semblaient pas d'utilité majeure, d'autres, qui manquaient, viennent ici en complément. Sous sa forme nouvelle, le livre répond ainsi aux mêmes exigences qui incitèrent naguère à le proposer aux historiens de profession, aux enseignants, à leurs élèves et à leurs étudiants, mais aussi à tous ceux qui cherchent à mieux comprendre ce qui dans le présent les surprend, les inquiète ou retient leur curiosité.

Car, d'une part, l'actualité s'éclaire par tout ce qui l'a précédée et la détermine : à tout instant, la référence à l'histoire s'impose. D'autre part, l'histoire s'inscrit sur le sol, et non seulement l'histoire politique, mais celle des institutions, des croyances, de la création artistique, celle des mœurs ou des relations économiques. Pour pousser plus avant ses investigations, le chercheur ne peut se passer de la carte, puisque la représentation graphique met en lumière des rapports imprévus entre les faits qu'il découvre. Le professeur sait bien qu'il lui faut utiliser la carte pour soutenir son discours devant ceux qui écoutent ses leçons. Et chacun d'entre nous, portant son regard sur le monde, sent le besoin, lorsqu'il voyage, lorsqu'il visite une exposition, ou bien lisant un livre, enfin pour tirer parti des multiples informations qui lui parviennent, de situer exactement dans l'espace des événements, proches ou lointains, ainsi que les mouvements profonds qui firent au cours des âges se modifier le nombre des hommes, leurs opinions, leur culture, leurs attitudes politiques, leurs manières de vivre.

Encore convient-il que les cartes soient parfaitement lisibles et qu'on puisse aisément s'y référer. Ont donc été mis en œuvre ici les procédés les plus efficaces pour exprimer les faits historiques par le trait, la couleur et la nomenclature. Un classement simple, de sobres commentaires, un index aident à se repérer parmi les figures, à exploiter sans peine les riches renseignements qu'elles procurent. L'*Atlas historique* n'a rien perdu des qualités qui firent son éclatant succès. Il est complet. Il est séduisant. Rajeuni, peut-être est-il plus pratique encore qu'il n'était.

Georges Duby

Le monde ancien jusqu'à l'an mille



Le progrès récent des connaissances en préhistoire permet de faire remonter très haut l'histoire de l'homme. Au début du Miocène, les primates, regroupés sous l'appellation des Dryopitèques, se sont différenciés en Gigantopitèques, Ramapitèques, Kenyapitèques, Australopitèques, premiers primates à la bipédie

permanente qui ont évolué en Afrique orientale entre 3,7 millions et 1,5 million d'années. Vers 2 millions d'années survient le genre « Homo » : *Homo habilis*, africain également, se tient plus vertical et son crâne est de plus grande capacité (il a été trouvé en premier lieu dans le site d'Olduvai, en Tanzanie).

Mais la préhistoire commence véritablement avec les premiers outils, quelques galets taillés, dont les plus anciens, trouvés en Éthiopie, datent de 2 millions et demi d'années. Ils sont attribuables aussi bien à l'Australopitèque qu'à *Homo habilis*, qui coexistèrent quelque temps.

Ensuite, *Homo habilis* différencie son outillage lithique en grattoirs, rabots, perçoirs, racloirs, etc., formant ce qu'on appelle l'Oldowayen. *Homo erectus* qui dérive de *Homo habilis*, se présente sous diverses formes. Le Sinanthrope, le plus évolué, avec un cerveau de plus de 1 000 cm³, est connu par le site de Zhoukoudian, en Chine. Le Pithécantrophe a fait son apparition à Java. L'Atlantrophe a colonisé l'Afrique du Nord, où il est apparu d'abord à Ternifine. *Homo erectus* s'est installé aussi en Europe, où il a dû s'adapter aux rigueurs d'un climat périglacière. Ses progrès se suivent dès lors grâce aux lieux d'apparition de l'outillage caractéristique de l'industrie acheuléenne : à Ubeidiya (Israël), il y a 900 000 ans, en Chine, à Lantian, puis à Zhoukoudian, où il s'épanouit de 700 000 à 300 000 ans. Il est arrivé tôt en France : il y a 900 000 ans à la grotte du Vallonnet, 800 000 à Solheillac, et s'est répandu dans de nombreux sites (Tautavel, Terra Amata, Lunel-Vieil, Le Lazaret, etc.). La pierre se travaille différemment, on commence à utiliser l'os et sans doute le bois. L'utilisation du feu serait apparue lors d'une glaciation (Mindel) : les premiers témoignages se rencontrent à Zhoukoudian, à Vértesszöllös et, peut-être avec un aménagement caractérisé, à Terra Amata.

Les débuts de l'aventure humaine



Dans l'Orient ancien, la médiocrité des conditions techniques explique l'importance du milieu naturel ; on distingue, du nord-est au sud-ouest, une bordure montagneuse (Zagros), une dépression irriguée par le Tigre et l'Euphrate (Croissant fertile) et un désert (Arabie). Les premiers cultivateurs sédentaires sont repérés dès le VI^e millénaire (Eridou ; Our). Le critère linguistique ne donne aucune certitude concernant la civilisation de Sumer, la plus ancienne connue ; celle-ci apparaît au XXXII^e siècle, sous la forme de cités-États évoluant vers une monarchie d'abord militaire, puis théocratique ; le roi et les temples possèdent la terre, donnent son essor au commerce ; on utilise l'écriture cunéiforme ; la

religion et la monarchie engendrent l'art. Une renaissance au XXI^e siècle (Our) est précédée par l'installation dans le pays d'Akkad de conquérants sémites, archers venus des steppes d'Arabie ; ces nomades, sédentarisés, se constituent en royaume notamment sous l'influence de Sargon d'Akkad (v. 2325). Leur postérité est assurée.

Ayant d'abord connu un grand essor commercial grâce à ses échanges avec l'Anatolie, surtout dans sa partie cappadocienne (XIX^e s.), l'Assyrie se militarise et domine un empire étendu (XIV^e-XIII^e s.) ; la Babylonie, au contraire, se caractérise par son goût pour le commerce et les lois : code du roi Hammourabi [1792-1750]. Les XVI^e-XV^e siècles sont des « siècles obscurs ».



La Mésopotamie ancienne





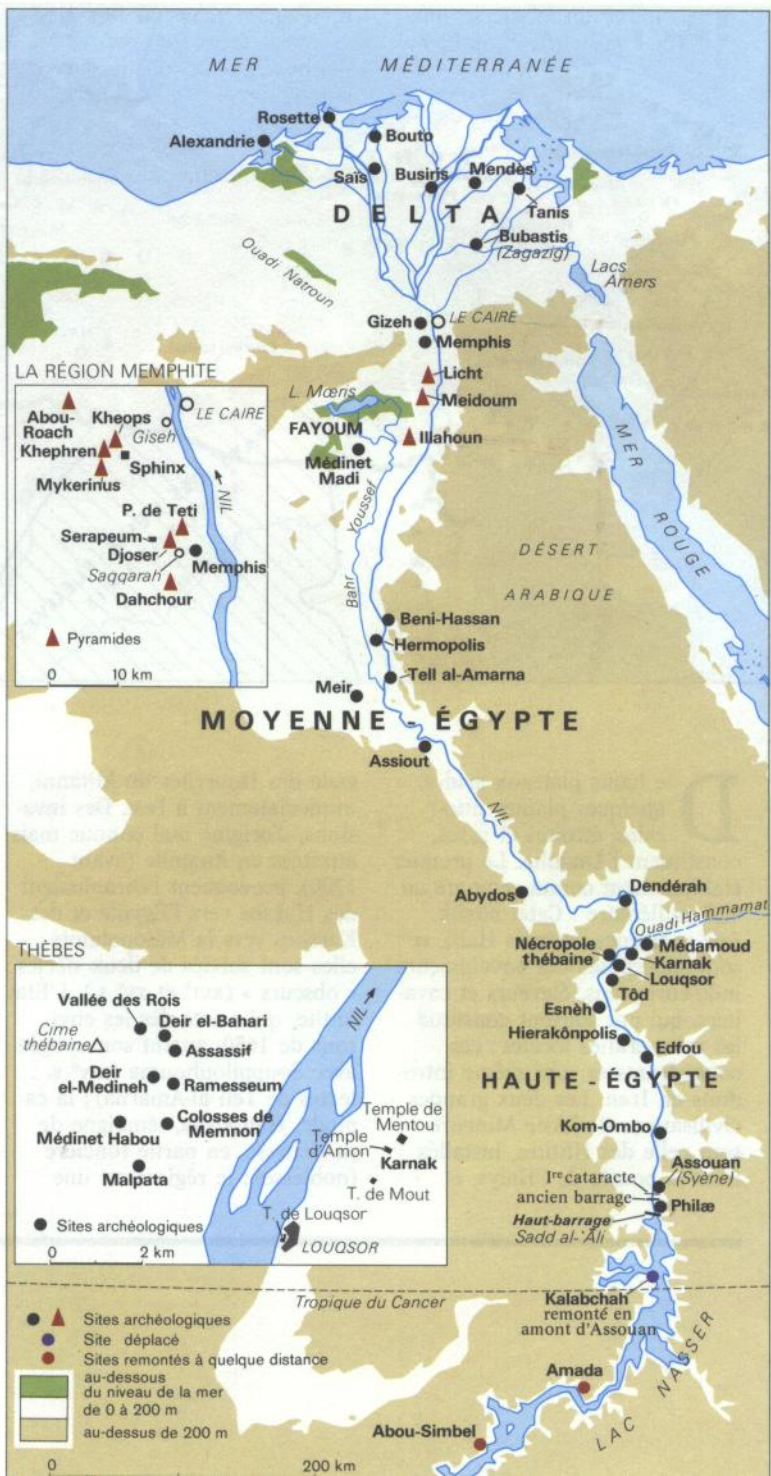
L'Anatolie ancienne

De hauts plateaux arides, quelques plaines littorales, étroites et rares, constituent l'Anatolie. Le premier établissement connu remonte au VII^e millénaire : Çatal höyük. Aux indigènes, appelés Hatti, se sont superposés des envahisseurs indo-européens, éleveurs et cavaliers, qui ont souvent constitué les aristocraties locales ; ces conquérants se sont même introduits en Iran. Les deux grandes civilisations de l'Asie Mineure sont celle des Hittites, installés dans la boucle de l'Halys, et

celle des Hourrites du Mitanni, immédiatement à l'est. Des invasions, d'origine mal connue mais attestées en Anatolie (avant 1700), provoquent l'ébranlement des Hyksos vers l'Égypte et des Kassites vers la Mésopotamie ; elles sont suivies de deux siècles « obscurs » (xv^e et xiv^e s.). L'État hittite, qui existe dès les environs de 1650, atteint son apogée avec Souppiloulouma (xiv^e s. : textes de Tell al-Amarna) ; la capitale, Hattousha, témoigne de sa richesse, en partie foncière (noblesse) ; le régime est une

monarchie militaire (chars) ; la religion, vive, témoigne d'un syncrétisme avancé (divinités indigènes et indo-européennes) ; elle alimente un art imposant. Le Mitanni n'est puissant qu'au xv^e siècle. Au xii^e siècle arrivent de nouveaux envahisseurs : les Ioniens développent une civilisation de très haut niveau ; les Phrygiens créent une société où se côtoient Hittites et Thraces. Au vi^e siècle, la riche Lydie des Mermnades domine l'Anatolie occidentale. (V. carte p. 10.)

L'art égyptien atteint presque sa perfection dès l'Ancien Empire. Il exprime trois idées : majesté du pharaon, puissance des dieux, croyance en l'au-delà. Le caractère royal de cet art explique l'importance des capitales comme centres artistiques, Memphis et Thèbes ; il s'exprime dans les statues officielles (colosses de Ramsès II). L'aspect sacré est mieux représenté. La religion, polythéiste, est largement zoomorphe, et la magie joue un grand rôle (scarabées) ; sous le Nouvel Empire, la tentative d'Akhenaton en faveur d'Aton (le disque solaire) provoque la naissance de l'art de Tell el-Amarna (portraits de Nefertiti) ; mais, alors qu'Akhenaton échoue, on voit s'esquisser un syncrétisme entre le Rê d'Héliopolis et l'Osiris d'Abydos. Les créations sacrées les plus importantes sont les temples hypostyles de Karnak, reliés au sanctuaire de Louqsor par l'allée des Sphinx, et ceux d'Abou-Simbel. La liaison entre politique et religion est évidente dans le culte des morts, par le gigantisme des sépultures royales ; sous l'Ancien Empire, aux *mastabas* (« bancs ») succèdent les pyramides de Saqqarah, puis de Gizeh ; sous le Nouvel Empire, les temples funéraires sont distincts des tombes : Vallée des Rois, Deir el-Bahari. Le peuple est présent dans l'art égyptien, mais son rôle y est secondaire.

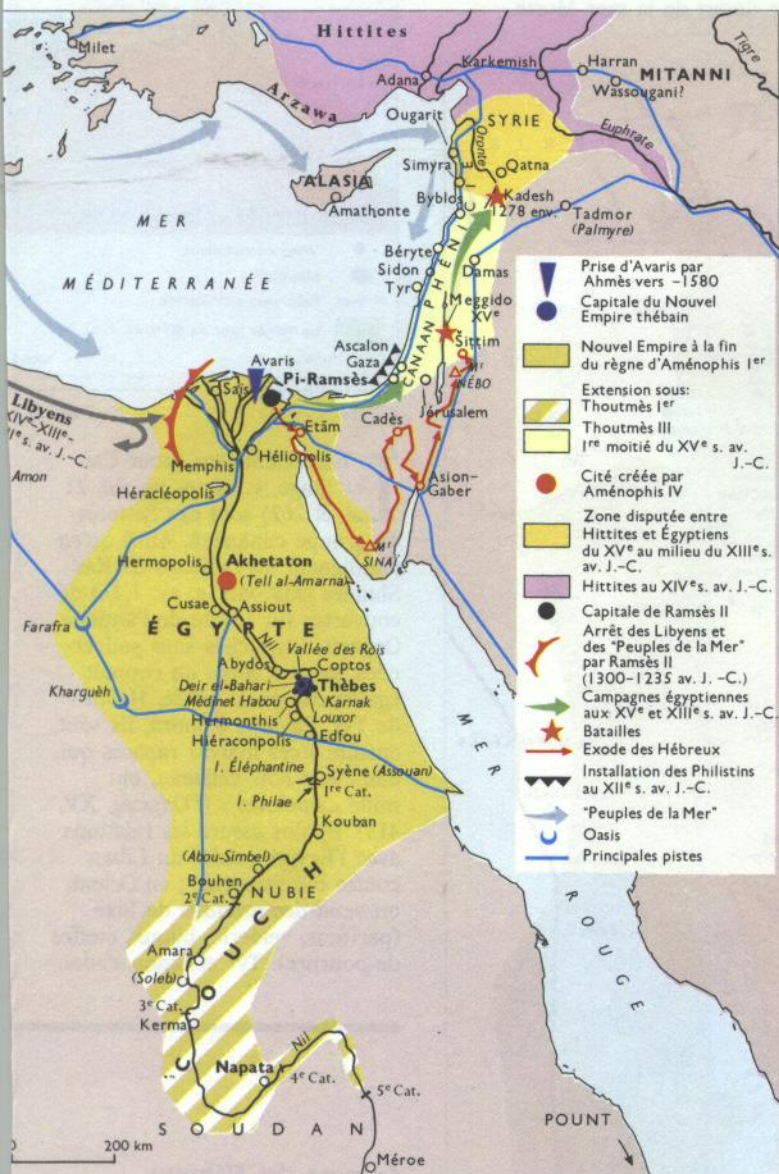


Du XVI^e au XI^e siècle, quatre puissances dominent le Proche-Orient : l'Égypte, les Hittites, l'Assyrie et Babylone ; les autres cités ou royaumes sont soumis aux uns ou aux autres, sauf en de brefs

moments d'indépendance. Une première étape (XVI^e-XV^e s.) est marquée par la constitution d'un empire égyptien ; l'Égypte domine déjà la Nubie, mais, en représailles contre les assauts des Hyksos, elle est amenée à

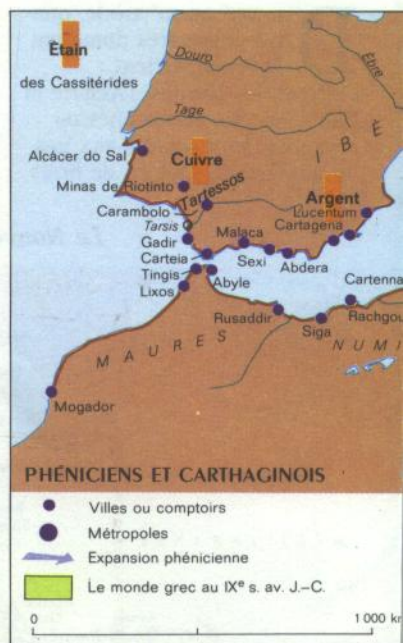
pénétrer en Asie et à y demeurer ; pour y parvenir, Ahmôsis, Aménophis I^{er} et Thoutmôsis I^{er} développent leur armée (chars et arcs légers) ; la conquête, accompagnée d'une activité diplomatique intense (tablettes de Tell al-Amarna et de Boğazköy), se heurte à l'État hourrite du Mitanni, qui résiste (XV^e s.), puis s'effondre sous les coups conjugués des pharaons, des Hittites, des Assyriens. Une deuxième étape (XIV^e-XIII^e s.) est marquée par deux conflits parallèles. Le premier oppose Égyptiens et Hittites ; sous Aménophis III, un certain équilibre s'instaure (v. 1365), mais Souppiloulouma relève la puissance des siens, domine Syrie, Phénicie, Mitanni ; Seti I^{er}, puis Ramsès II réagissent : Hittites et Égyptiens s'opposent à la bataille de Kadesh ; en 1284, la menace assyrienne contraint Hattousili III à traiter avec l'Égypte. L'Assyrie est précisément l'un des protagonistes du second conflit, qui l'oppose à Babylone ; un siècle de guerres indécises aboutit à quelque stabilité. À ce moment-là, le Proche-Orient est bouleversé par les Peuples de la Mer (v. 1191) ; les Phrygiens s'attaquent à l'Empire hittite, les Philistins menacent l'Égypte, qui les rejette mais ne peut les empêcher de se maintenir entre Gaza et le mont Carmel : le pharaon a perdu l'Asie.

Le Nouvel Empire

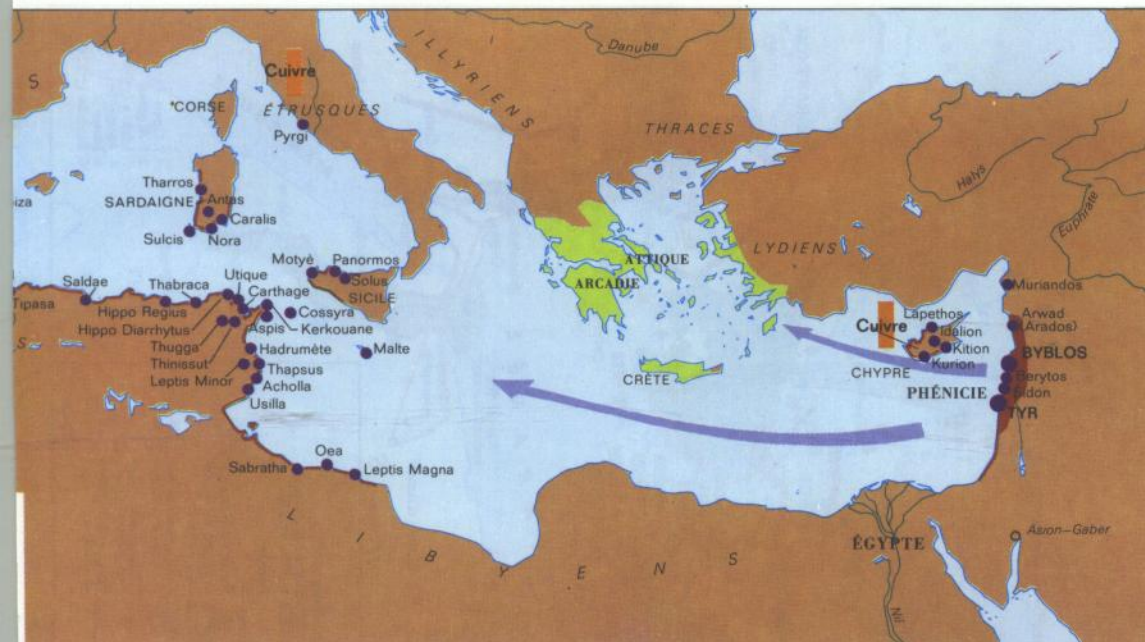


Peuple sémitique, les Hébreux sont longtemps nomades ; après leur sortie d'Égypte, ils s'emparent de la terre de Canaan (XIII^e s.), « où ruissellent le lait et le miel »

(Deutér., XXVI, 9) : une plaine littorale précède deux lignes de collines – pauvres au sud (Judée, Samarie, Moab), plus riches au nord (Galilée) –, qui encadrent le désert de la mer Morte.



Les Phéniciens (pour Carthage, v. cartes pp. 20, 21 et 262) sont des Sémites du groupe cananéen. Ainsi qu'en témoignent les tablettes de Ras Shamra (XIV^e-XIII^e s. av. J.-C.) découvertes sur le site de l'antique Ougarit, leurs cités sont gouvernées par des rois : on connaît également, au X^e siècle, Hiram de Tyr. Paysans d'abord, ils sont ensuite « ces marins rapaces qui, dans leur noir vaisseau, ont mille camelotes » (*l'Odyssée*, XV, 415). Byblos assure les relations avec l'Égypte (cèdre du Liban contre blé, papyrus) ; en Orient, on vend des produits de luxe (parfums, verrerie, bijoux, étoffes de pourpre). Tyr et Sidon s'adon-



Phéniciens et Carthaginois

ment à un commerce plus lointain, avec la Sicile, l'Afrique, l'Espagne, pour y échanger des produits de luxe contre des métaux (Espagne), de l'ivoire (Afrique), des esclaves. Partout, ils répandent leurs établissements : à Chypre dès le IX^e siècle ; à Rhodes au VII^e siècle ; dans l'Ouest méditerranéen surtout après la fondation d'Utique et de Carthage, d'où ils diffusent hommes, produits et cultes principalement agraires, au-delà même des Colonnes d'Hercule (auj. détroit de Gibraltar). On attachera davantage d'importance à la plus extraordinaire des inventions de ce peuple : l'alphabet.

LE BASSIN MÉDITERRANÉEN DU IX^e AU III^e SIÈCLE AV. J.-C.

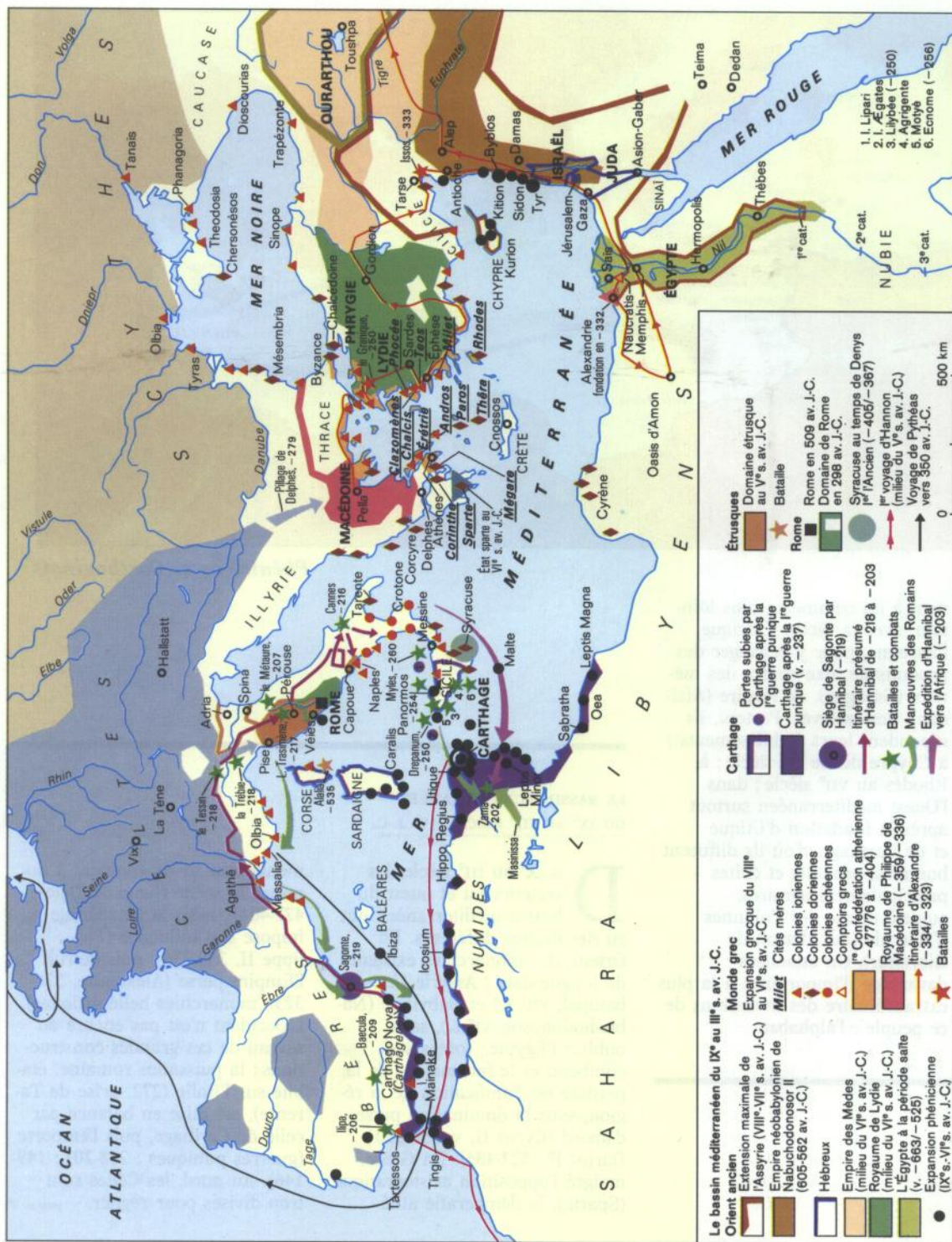
Du IX^e au III^e siècle, les secteurs est et ouest du bassin méditerranéen ont eu des destins différents. En Orient, des monarchies existent de longue date : Assyrie (Assourbanipal, VII^e s.) et Babylone (Nabuchodonosor, VI^e s.), sans oublier l'Égypte ; toutes succombent, et le fait majeur de la période est l'unification de la région, sous la domination perse d'abord (Cyrus II, v. 556-530 ; Darios I^{er}, 522-486). En Grèce, malgré l'opposition aristocratique (Sparte), la démocratie athé-

nienne réussit un moment à dominer la scène (ligue de Délos, 477-404) ; mais la Macédoine lui impose son influence (Philippe II, 359-336), puis détruit l'Empire perse (Alexandre, 336-323 ; monarchies hellénistiques). L'Occident n'est pas encore au niveau de ces grandes constructions ; la puissance romaine, établie sur l'Italie (272, prise de Tarente), est mise en balance par celle de Carthage, puis l'emporte (guerres puniques : 218-201 ; 149-146). Au nord, les Celtes sont trop divisés pour régner.

carte p. 10 →

BASSIN MÉDITERRANÉEN - ASSYRIE - BABYLONE

← notice p. 9





Babylone

Babylone est construite en fonction de la ziggourat (« tour de Babel ») et du temple de Mardouk ; le palais et ses terrasses ont donc un rôle secondaire, mais illustrent la civilisation néobabylonienne, qui est à son apogée sous Nabuchodonosor II (605-562).

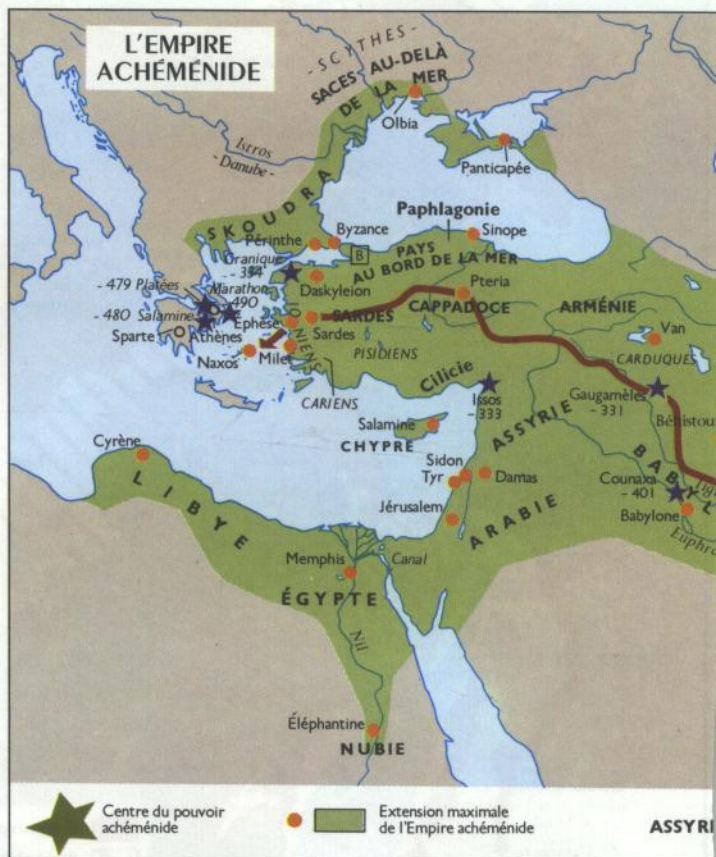


L'Assyrie expansion maximale (VIII^e-VII^e s. av. J.-C.)

L'Assyrie se constitue au XIV^e siècle, à l'issue de l'effondrement du Mitanni, qui avait longtemps établi son autorité sur le pays (v. carte Mésopotamie p. 4). Les luttes contre les montagnards du Zagros habituent les Assyriens à la guerre et à ses méthodes les plus →

barbares. Le premier Empire (xiv^e-xii^e s.) annexe le Mitanni, occupe un moment le pays de Babylone, puis s'amenuise sous l'effet des raids des Araméens. Du ix^e au vii^e siècle, l'Assyrie ne vit que pour la guerre et se constitue ainsi un empire immense. Sous Assour-nâsirapli II (à tort Assour-Nasirpal II) [883-859], elle attaque vers la mer Noire au nord et impose son autorité à une partie des montagnards du Zagros. L'expansion s'arrête pendant une longue période de troubles intérieurs causés par les rébellions des villes et des nobles. Puis, avec Toukouliti-apilêsharra III (Téglat-Phalasar III) [746-727], elle est presque à son apogée, ayant vaincu l'Ourarthou, les Araméens (Syrie), l'Élam, la Samarie. Cette conquête a été rendue possible grâce à une armée bien équipée (arc, lance, épée longue), bien organisée (infanterie, chars, cavalerie pour les nobles ; la polio-cétique est devenue une science). Le palais de Sargon II (722-705) à Khursabâd est l'heureux témoin de cette grandeur : il se caractérise par le gigantisme architectural, l'abondance ornementale, cependant que Ninive offre le luxe de ses reliefs ciselés. Fin lettré et roi cruel, Assour-bân-apli (Assourbanipal) [669-626] détruit Thèbes d'Égypte en 663 : jamais l'armée d'Assour n'a été aussi loin de ses bases. Mais Babylone et les Mèdes forment une coalition et prennent Assour en 614 et Ninive en 612. La monarchie assyrienne et son armée s'effondrent définitivement peu après.

La culture assyrienne a été fortement influencée par Babylone. L'art a perpétué les techniques antérieures : villes, palais et ziggourats ont été édifiés en terre crue, sur de hauts terre-pleins.



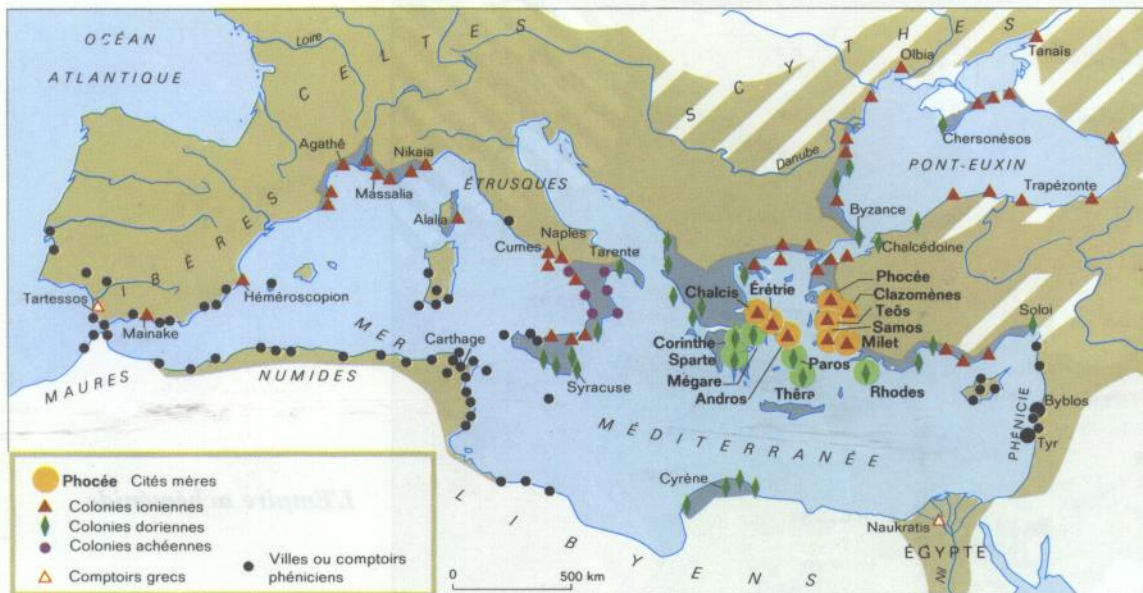


L'Empire achéménide

Mèdes et Perses sont des conquérants indo-européens arrivés peut-être dès le II^e millénaire en Iran (traces d'habitat en Susiane dès le IV^e millénaire). La dynastie des Achéménides est issue du sud-ouest de l'Iran et règne sur un vaste empire grâce aux conquêtes de Cyrus II (v. 556-530) : vers l'ouest, il conquiert la Lydie (prise de Sardes en 547 ou 546), toute l'Asie Mineure (v. 540), la Mésopotamie (chute de Babylone en 539) ; à l'est, il étend son influence jusqu'à l'Indus. Outre qu'elle émane de sa personnalité, sa force repose sur la souplesse de la domination

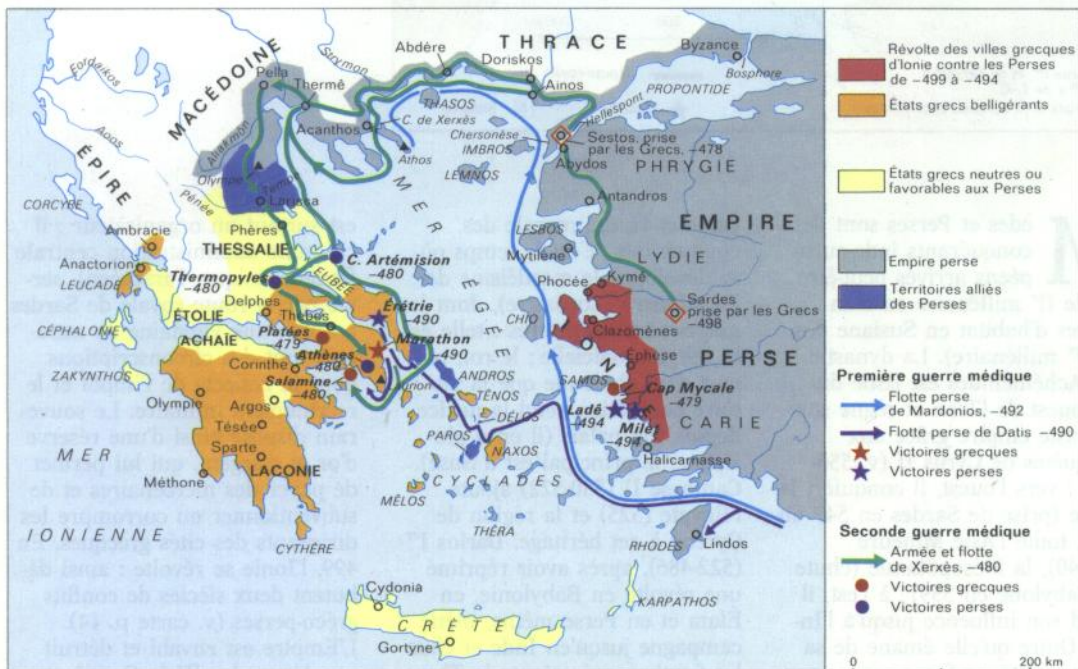
perse et l'unité morale des conquérants ; c'est le temps où se développe le mazdéisme de Zarathoustra (Zoroastre), dont les mages sont les prêtres : telle est la religion officielle ; le roi, porteur d'un charisme que la victoire concrétise, rend la justice depuis son palais (il en a plusieurs ; le principal est à Suse). Cambyse II (530-522) ajoute l'Égypte (525) et la région de Cyrène à cet héritage. Darios I^{er} (522-486), après avoir réprimé une révolte en Babylonie, en Élam et en Perse même, mène campagne jusqu'en Inde et chez les Scythes, puis ajoute la Thrace (Skoudra) à cet empire ; mais il

est surtout un organisateur : il crée une administration centrale (langue unique, l'araméen), servie par la route royale de Sardes à Suse ; une vingtaine de satrapies sont des circonscriptions pour la collecte de l'impôt et le recrutement militaire. Le souverain dispose ainsi d'une réserve d'or et d'argent, qui lui permet de payer des mercenaires et de subventionner ou corrompre les dirigeants des cités grecques. En 499, l'Ionie se révolte : ainsi débutent deux siècles de conflits gréco-perses (v. carte p. 14). L'Empire est envahi et détruit par Alexandre III le Grand en 330 av. J.-C.



L'expansion grecque (VIII^e-VI^e s. av. J.-C.)

notices p. 16 →



Les guerres médiques (V^e s. av. J.-C.)



La Grèce au V^e s. av. J.-C.

notice p. 16 →

Athènes

Au centre de la plaine d'Athènes, le rocher de l'Acropole domine, au sud, la ville riche et, au nord, l'Agora, le tribunal de l'Aréopage et le quartier populaire du Céramique. Cimon, puis Périclès construisent les Longs Murs, qui relient la cité au Pirée, son port depuis Thémistocle.

L'EXPANSION GRECQUE
(VIII^e-VI^e S. AV. J.-C.)

La colonisation est un moment privilégié de « l'aventure grecque » (P. Lévêque). L'exemple avait été donné par les Mycéniens, les Phéniciens, Ulysse ; on se demande encore si la cause principale en est la faim de terres ou l'intérêt commercial, mais il est sûr que ce mouvement a été facilité par des progrès dans l'art militaire et par le clergé de Delphes. On distingue deux grandes vagues de colonisation. Pour la première (v. 775-v. 675), les considérations agricoles semblent avoir prédominé ; les métropoles sont des cités de l'Isthme et de l'Eubée ; les pays de destination sont en Grande-Grece. Les préoccupations commerciales ont dû avoir plus d'importance pour la seconde étape (v. 675-v. 550) ; cette fois, les métropoles sont en Grèce propre et en Asie Mineure ; les terres de colonisation sont la Gaule, l'Espagne, l'Afrique, la Thrace, le Pont (Phocée fonde Marseille, et Théra, Cyrène ; Milet essaime autour du Pont-Euxin). Les colons sont de jeunes aventuriers menés par un *œkiste* (fondateur) promis au destin de demi-dieu ; un enrichissement rapide permet une civilisation brillante sans rupture avec la métropole.

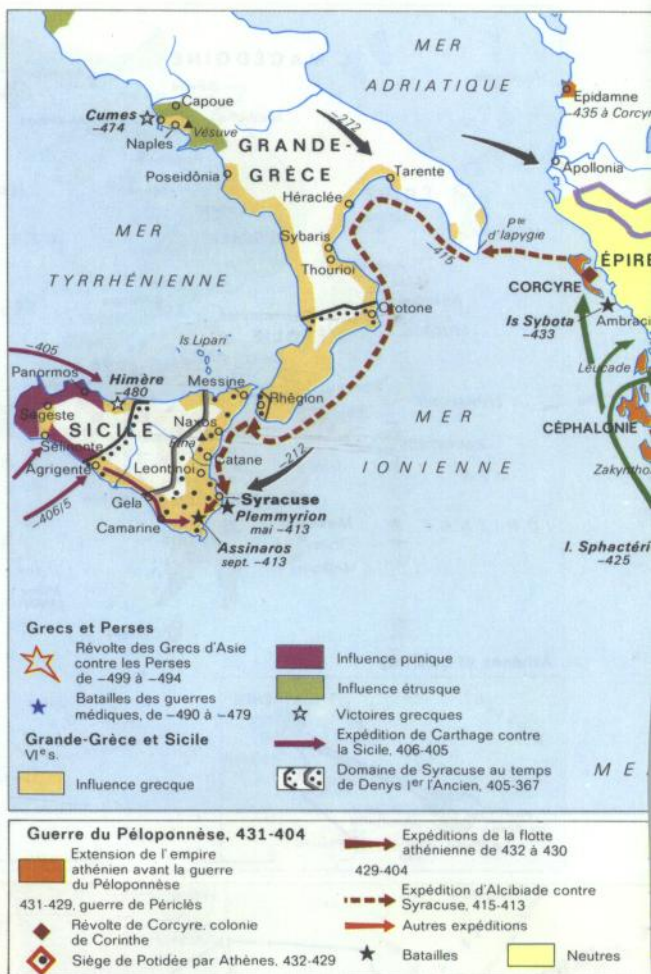
LES GUERRES MÉDIQUES
(V^e S. AV. J.-C.)

La révolte de l'Ionie contre la domination perse (499) entraîne l'intervention d'Athènes en faveur des insurgés. Darios I^{er}, qui fait tenter un débarquement, subit un échec (Marathon, 490) ; puis Xerxès est battu (Salamine, 480) : au terme de ces deux guerres médiques, la menace perse est écartée.

LA GRÈCE AU V^e S. AV. J.-C.

Né à la suite des guerres médiques, l'impérialisme démocratique d'Athènes fait l'unanimité chez les négociants et les prolétaires. On distingue trois phases. En 477, Aristide crée la ligue de Délos (île qui abrite l'assemblée fédérale et le trésor) ; Athènes commande l'armée et installe des clérouques (colonies militaires), notamment en Thrace. En 454, l'alliance devient empire : la gestion du trésor, transféré sur l'Acropole, passe à l'*ecclesia* d'Athènes ;

de nouvelles clérouques sont installées sur la route des détroits : Eubée, Asie Mineure, Thrace. Mais la guerre du Péloponnèse (431-404) oppose à Athènes, cité ionienne et démocratique, l'aristocratique Sparte, ville dorienne ; après des péripéties complexes, un gouvernement oligarchique est installé en 404 à Athènes ; celle-ci ne s'en remet pas et, malgré l'installation de nouvelles clérouques (nord de l'Égée), malgré une seconde confédération (378-338), l'Empire athénien est ruiné (guerre des alliés : 357-355).



Homère nous fait connaître une Grèce gouvernée, aux IX^e et VIII^e siècles, par des rois ; à ceux-ci succèdent des régimes aristocratiques, eux-mêmes en crise au VI^e siècle : l'enrichissement général, l'apparition de l'hoplite font perdre leur rôle aux nobles, supplantés par des tyrans (les Cypselides à Corinthe ; Pisistrate à Athènes) ou des législateurs (Solon, Clisthène à Athènes). Après les guerres médiques (v. carte p. 14) s'ouvre le temps des hégémonies ; chaque cité, poussée par son impérialisme propre, domine à son tour la scène. Athènes, d'abord, unit la puissance politique (v. carte p. 15), la richesse et la civilisation la plus brillante ; au temps de Périclès (444/443-429), elle est « l'école de la Grèce » (Thucydide, II, 41) : Hérodote vient d'Halicarnasse, Myron d'Éleuthères et Hippocrate de Cos. Après l'hégémonie de Sparte (404-371) et celle de Thèbes (371-362), marquée par les victoires d'Épaminondas sur les Lacédémoniens, le temps des cités est révolu : entretenant dans Athènes même un parti à sa dévotion, Philippe de Macédoine (359-336) étend sa domination sur la Grèce lorsqu'il écrase les démocraties à Chéronée (338). Son successeur, Alexandre (336-323), n'a plus à se préoccuper de la Grèce (v. carte pp. 18-19).

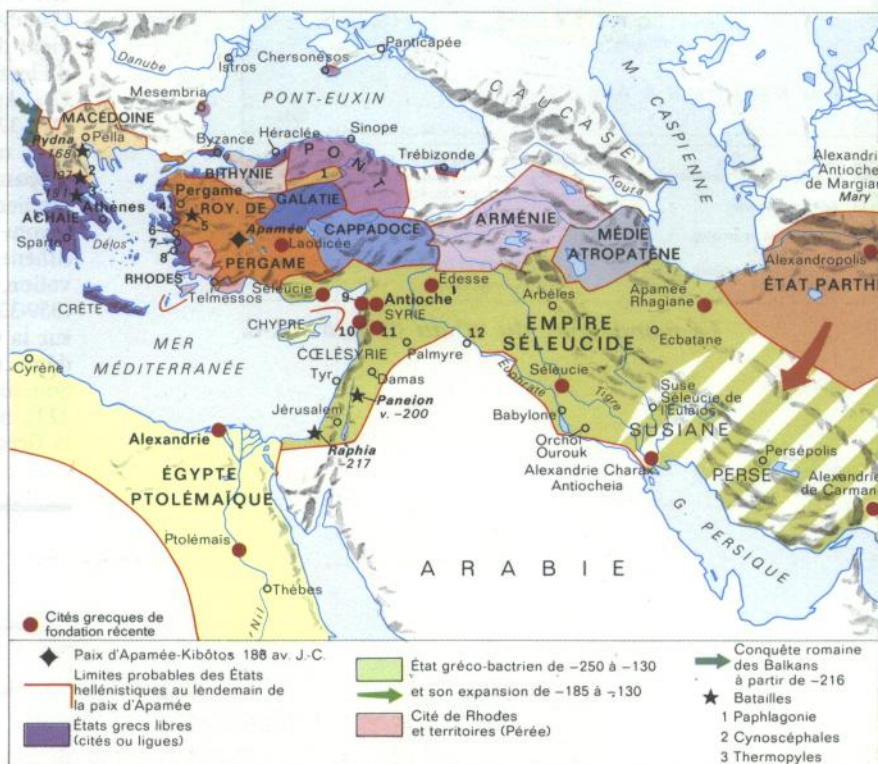


Le monde grec du VI^e au III^e s. av. J.-C.

L'EMPIRE D'ALEXANDRE ET LE MONDE HELLÉNISTIQUE



L'Empire d'Alexandre et les débuts du monde hellénistique

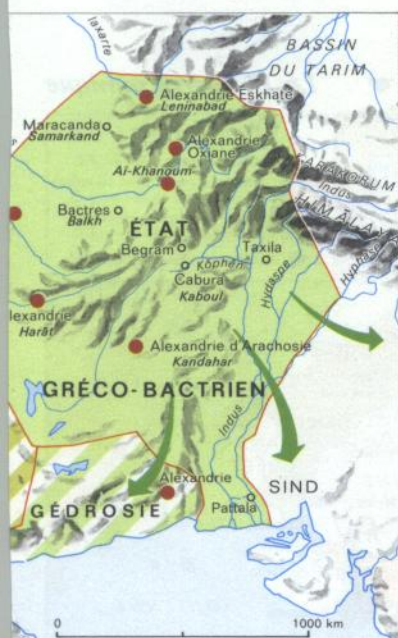




Pour réaliser des exploits héroïques sur les traces de Dionysos et achever les guerres médiques, Alexandre, grâce à la phalange et à la cavalerie macédoniennes, élargit le monde connu. Après la conquête de l'Orient méditerranéen, marquée par les victoires du Granique en 334 et d'Issos en 333, il fonde Alexandrie, s'empare des capitales perses (Gaugamèles, 331), pousse jusqu'à l'Indus, qu'il descend jusqu'à Pattala. Après un retour difficile, il meurt à Babylone (323).

Alexandre s'est efforcé de diffuser la culture grecque ; il a permis que s'ouvre une période,

longtemps décriée, aujourd'hui reconnue comme la « renaissance hellénistique » (Ch. Picard) ; mais sa construction politique se désagrège tandis que cette civilisation se développe. A la mort du conquérant, Perdicas gouverne l'Orient, Antipatros l'Occident. En 321, à la mort de Perdicas, un premier partage se fait à Triparadisos entre les *diadoques* (successeurs), Antipatros, Séleucos et Antigonos Monophtalmos. Après la bataille d'Ipsos (301), qui élimine Antigonos, l'Empire d'Alexandre est partagé entre Séleucos, Cassandre, Lysimaque et Ptolémée.

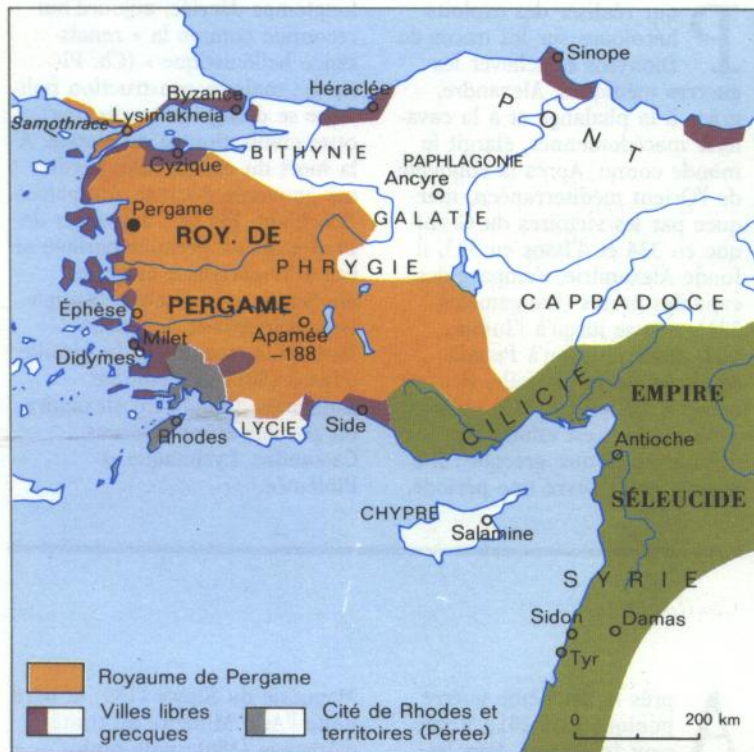


Après la deuxième guerre punique (218-201), Rome peut intervenir dans les affaires d'Orient, mais elle ne le fait que parce que le roi de Macédoine, Philippe V (221-179), la provoque en s'alliant avec Hannibal. A deux reprises, ce souverain sauve son royaume, mais, moins heureux, son fils et successeur, Persée, est vaincu à Pydna. Conquête en 168, la Macédoine devient province romaine en 148. La Syrie résiste plus longtemps : l'ambition d'Antiochos III Mégas (223-187) effraie Rhodes et Pergame, qui appellent Rome ; le souverain séleucide est battu par les Scipions à

Magnésie du Sipyle (189) et perd toute l'Asie Mineure au traité d'Apamée (188) ; puis Antiochos IV Épiphane (175-164/163) doit faire face à une révolte juive animée par les Maccabées ; en 141, les Parthes Arsacides s'emparent de la Babylonie ; à Pompée revient la tâche de réduire en province ce qui reste de la Syrie (65/64). A son tour, la riche Égypte attire d'autant plus Rome que, politiquement, elle est en complète décadence ; quand Octave l'emporte à Actium (31), Cléopâtre se suicide, et l'Égypte entre dans le monde romain (30 av. J.-C.). [Royaume de Pergame, p. 20.]

- | | |
|----------------------------|------------------------|
| 5 Magnésie du Sipyle. -189 | 10 Laodicée |
| 6 Éphèse | 11 Apamée-sur-l'Oronte |
| 7 Priène | 12 Doura-Europos |
| 8 Milet | |
| 9 Séleucie de Piérie | |

*Le monde hellénistique
en 188 av. J.-C. au lendemain de la paix d'Apamée*



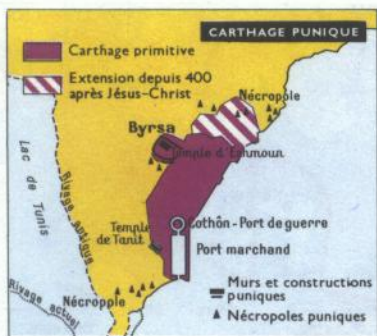
L'enjeu de la première guerre punique (264-241) est la Sicile. Maîtresse de cette île, l'aristocratie Carthage abandonne sa défense à des mercenaires ; face à ceux-ci, les soldats-paysans de Rome poussent à l'intervention en faveur des mercenaires campaniens installés à Messine (contrôle du détroit). Après des succès initiaux qui montrent son adaptation à la mer (prise d'Agrigente en 262, victoire de Duilius à Myles en 260, débarquement de Regulus près de Clupea, en Afrique, en 256), Rome se heurte à des difficultés (échec en Afrique, défense de la Sicile par Hamilcar Barca, combat de Drepanum) ; mais un dernier sursaut (victoire des îles Égates) lui permet d'imposer un traité à Carthage, qui perd la Sicile, la Corse et la Sardaigne.

Le royaume de Pergame en 188 av. J.-C. au lendemain de la paix d'Apamée

Indépendante en fait vers 282, sous le gouvernement de Philétairos, érigée en royaume par Attalos (Attale) I^{er} en 240, Pergame est le dernier des États hellénistiques. Menacé par la Macédoine à l'ouest, la Syrie et les Galates à l'est, le royaume de Pergame s'allie le plus souvent à l'Égypte et à Rome ; son apogée se place sous Euménès (Eumène) II (paix d'Apamée, 188). Il laisse des trésors d'art (Pergame), suscités par une étonnante politique d'évergétisme (portique d'Attalos à Athènes) et par une administration rigoureuse. Attalos III, par testament, lègue en 133 ses États à Rome (province d'Asie).

La 1^{re} guerre punique





Carthage punique

Née près du « tophet » de Tanit, Carthage s'est développée entre ses ports et sa citadelle (Byrsa). Pratiquement anéantie en 146 av. J.-C., la cité bénéficie des soins de Caius Gracchus, de César et d'Auguste (centuriations). Port de l'annone, elle est peut-être, au milieu du III^e siècle apr. J.-C., la deuxième ville de l'Empire.

Carthage romaine

La 2^e guerre punique

La domination en Méditerranée occidentale est l'enjeu de la deuxième guerre punique (218-201). Fort des richesses ibériques, espérant les alliances gauloise et campagnienne, Hannibal, ayant pris Sagonte (219), gagne les Alpes et, grâce à ses mercenaires, remporte une série de victoires en Italie (le Tessin, la Trébie, 218 ; le lac Trasimène, 217 ; Cannes, 216). Mais il hésite (« délices de Capoue ») ; Rome se renforce, contre-attaque en Espagne ; au Métaure, l'armée d'Hasdrubal est détruite (207). Critiqué par le parti pacifiste des Hannon, Hannibal est vaincu à Zama (202) par Scipion, allié à Masinissa. Carthage accepte un traité qui, la désarmant, la livre à la merci de Rome.



Le monde celtique



Les Celtes sont des Indo-Européens dont l'origine précise est mystérieuse ; on les cerne pour la première fois avec précision dans l'actuelle Autriche : la civilisation de Hallstatt dure de 800 à 500 av. J.-C. env. (*tumuli*) ; puis, jusqu'à l'ère chrétienne, c'est le site de La Tène (Suisse) qui sert de référence (tombes à fosse, épées longues, bijoux). Durant le I^{er} millénaire av. J.-C., ils émigrent par petits groupes, qui dominent,

sans les éliminer, les populations vaincues, et se constituent en une sorte de « tribu royale des chefs » (T.G.E. Powell), contribuant à créer des peuples mixtes. Présents dans les régions alpines et danubiennes (Boiens de Bohême, Gaulois de Cisalpine), ils gagnent le nord de la Gaule (civilisations de Hallstatt et, aux Jogasses, de La Tène) ; de là, ils passent en Bretagne ; vers le sud, ils deviennent Celtibères en Espagne et à l'ouest du

Rhône (Ensérune), Celto-Ligures à l'est du fleuve (Entremont) ; les plus audacieux se sont établis en Anatolie, en 275/274 (Galates). Pour les Anciens, ils étaient surtout des guerriers et aussi des hommes très pieux, honorant, dans les bois et sanctuaires, des dieux fort divers (personnages masculins, déesses mères, divinités animales). [L'économie est étudiée dans la notice de la carte des Celtes de Gaule p. 28.]

LE MONDE CELTIQUE

- Sites archéologiques
 Vix Sites importants
 Lyon Autres sites
 Boiens Peuples celtes
 Limite méridionale des expéditions celtes
 ★ Batailles
 Voyage de Pythéas vers 300 av. J.-C.
 aller retour



L'Étrurie est limitée par l'Arno, le Tibre et le rivage de la mer Tyrrhénienne. Là vivait un peuple aux origines mystérieuses (langue inconnue). Au ^{vi} siècle, les Étrusques sont gouvernés par des tyrans ou des aristocraties et atteignent alors leur apogée : en politique, ils constituent une do-

décapole et étendent leur influence sur le Latium, la Campanie, la plaine du Pô ; ils développent la métallurgie (fer de l'île d'Elbe, forges de Populonia et de Vetulonia, cuivre) ; les nécropoles de Tarquinia et de Caere (orfèvrerie, céramique, fresques) nous révèlent une civilisation opulente.

L'Étrurie

L'ÉTRURIE

- Cités étrusques (Cités/États)
- Villes étrusques
- Agglomérations étrusques
- △ Centres étrusquises
- ◊ Cités latines étrusquisées
- ◆ Cités grecques de Campanie
- Ports francs
(commerçants grecs ou phéniciens)





La conquête romaine de l'Italie

LA CONQUÊTE ROMAINE DE L'ITALIE

Rome s'impose d'abord à ses voisins latins et étrusques (siège de Véies en 406-396), bien qu'elle soit vaincue en 390 sur l'Allia par les Gaulois. Les Samnites sont ensuite vaincus au terme d'une longue lutte (Sentinum, 295). Enfin,

la conquête du sud de l'Italie s'achève avec la prise de Tarente (272). Les premières acquisitions (région centrale) constituent l'*ager romanus* (les cités y sont municipes, préfectures) ; le reste du pays est l'*ager sociorum* (colonies, cités fédérées ou libres).

ROME
SOUS LA RÉPUBLIQUE

A l'extrémité occidentale d'un plateau volcanique, sur la rive gauche du Tibre, sept collines (Capitole, Palatin, Aventin, Caelius, Esquilin, Viminal, Quirinal), encadrant une dépression (*Forum*), ont vu naître la Ville. De peuplement italique et étrusque à l'origine, Rome remplit plusieurs fonctions : politiques (*Forum*), économiques (*Forum ; emporium*). Le rôle religieux est très évident (Capitole), et les lieux de loisirs sont encore peu nombreux. Très vite, l'aristocratie occupe le Palatin.



Rome sous la République

LE MONDE ROMAIN À LA FIN DE LA RÉPUBLIQUE

Au gré des circonstances, les motifs de la conquête romaine sont économiques, militaires (guerres défensives victorieuses) ou psychologiques (besoin de sécurité). Au début du II^e siècle av. J.-C., Rome domine l'Italie, la Sicile, la Corse, la Sardaigne, la côte espagnole. A partir de 150 env., sous la pression de ses hommes d'affaires, elle annexe ou contrôle des territoires riches (Macédoine en 148, Grèce et Afrique en 146, Espagne centrale après la prise de Numance en 133 et Narbonnaise vers 120-117). Prenant le relais, les *populares* poussent à des conquêtes plus lointaines (Asie en 129, Cilicie en 101). Mais, au I^{er} siècle av. J.-C., ce sont les *imperatores* qui dirigent tout : de 67 à 62, Pompée réorganise l'Orient (Pont, Syrie), après les annexions de 74 (Bithynie, Cyrénaïque) et avant celle de 58 (Chypre); César s'empare de la Gaule (58-51), de l'*Africa nova*, c'est-à-dire d'une partie de la Numidie (46). Ces conquêtes provoquent une crise grave d'où naît l'Empire.

Le monde romain à la fin de la République



LES CAMPAGNES DE CÉSAR



La conquête des Gaules, de 58 à 51 (v. carte p. 29), a été la première grande guerre menée par César, qui y gagne richesses et prestige. À Rome, la situation politique est instable, et, bien vite, une guerre civile va l'opposer à Pompée, champion de l'aristocratie conservatrice et que le sénat, inquiet des troubles, a nommé consul unique. Soutenu par une équipe d'officiers fidèles et par des soldats qui lui offrent leurs services gratuitement, César, après avoir hésité à s'engager dans un conflit, joue le tout pour le tout en franchissant le Rubicon (49). « Le sort en est jeté », dit-il (*Alea jacta est*). Il quitte ainsi la Cisalpine, dont le gouvernement ne lui a pas été prorogé, et pénètre en Italie où sa présence à la tête d'une armée est illégale. Cinq jours plus tard, Pompée s'enfuit précipitamment de Rome. Il parvient à

Brundisium et s'embarque pour la Grèce. César occupe l'Italie puis gagne, par voie de terre, l'Espagne, où se sont réfugiés bon nombre de pompéiens. Il assiège Massalia révoltée, qui capitule. Vainqueur des pompéiens à Ilerda, il revient à Rome pour se faire attribuer la dictature, puis le consulat pour 48, trouvant ainsi une légitimité nouvelle. Il gagne alors l'Épire puis la Thessalie, et il bat Pompée à Phar-

sale. Celui-ci s'enfuit en Égypte, où il est assassiné par les agents du roi Ptolémée Aulète. César se fait alors remettre sa tête. La partie n'est pas définitivement gagnée, car les partisans de son adversaire, s'ils sont dispersés, restent résolus. César demeure près de Cléopâtre, qu'il a installée sur le trône d'Égypte, et doit faire face à une insurrection dans Alexandrie, menée par les partisans de Ptolémée. La ville



Les campagnes de César

finir par capituler en 47. La même année, César quitte l'Égypte et se tourne contre Pharnace, fils du Grand Mithridate, roi du Bosphore Cimmérien (63-47), qui a trahi son alliance avec Rome. Il gagne rapidement l'extrémité de l'Anatolie et écrase celui-ci à Zéla. Relatant cet épisode, il écrira : *Veni, vidi, vici* (« Je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu »). En 46, il est en Afrique, où il bat les pompéiens

à Thapsus. L'un d'eux, Caton, se suicide dans Utique assiégée. César se dirige alors vers l'Espagne, où se sont réfugiés les derniers pompéiens sous le commandement du fils de Pompey, Cneius Pompeius. Ils sont vaincus à Munda. Les légionnaires auraient tué 33 000 hommes. La guerre civile s'achève sur cette bataille, qui précède de quelques mois la mort du dictateur, aux ides de mars 44.

La Gaule transalpine (« au-delà des Alpes » pour les Romains) est constituée de deux ensembles : au sud-est, la « Province », conquise en 125/117, est flanquée sur la côte d'un chapelet de colonies grecques (Massalia [Marseille]); au nord-ouest, « la Gaule, dit César (I, 1), est [...] divisée en trois

parties : l'une [...] est habitée par les Belges, l'autre par les Aquitains, la troisième par (les) [...] Celtes » (sur leur origine, v. carte p. 22). Dispersés en une soixantaine de tribus ayant pour centre un *oppidum* (place forte), ces derniers créent parfois des confédérations (« royaumes »); la religion des druides constitue

le seul élément réel d'unité. Cependant, la Gaule possède une économie prospère : blé et orge y sont cultivés sur les domaines des nobles avec des instruments perfectionnés; on y élève bovins et chevaux; on y exploite les métaux et le bois. Mais ces richesses attirent autant les Romains que les Germains (Suèves).

La Gaule
vers 60
av. J.-C.



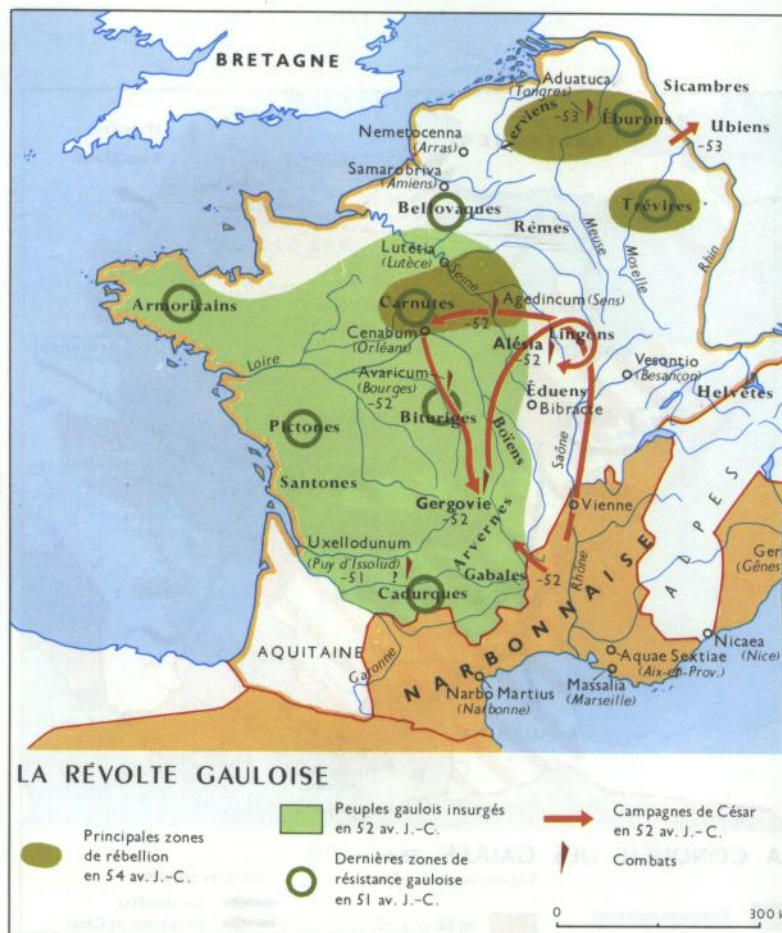


La conquête des Gaules (58-54 av. J.-C.)

A l'âge où Alexandre le Grand avait conquis le monde, César avait le sentiment de n'avoir rien fait. C'est alors que, proconsul de Gaule Cisalpine, à laquelle le sénat avait ajouté la Gaule Transalpine, il trouve l'occasion de montrer sa valeur. En 58, les Helvètes sollicitent l'autorisation de traverser rapidement la Transalpine, dans le cadre d'une de ces migrations fréquentes chez les peuples barbares. César refuse. Les Helvètes s'enfoncent alors dans la Gaule indépendante (la « Gaule chevelue »), provoquant l'inquiétude des Éduens. César, pour leur porter secours, entraîne ses légions à la rencontre des Helvètes et les bat sur la Saône. Au cours de la même année, il est amené à débarrasser la Gaule du péril germanique, incarné par Arioviste, un chef venu aider les Séquanes en conflit avec les Éduens, leurs voisins. Il trouve bientôt un infime prétexte pour attaquer les Belges, qui s'effondrent (57). En 56, en son absence, ses lieutenants opèrent presque aussi vite et occupent tout l'Ouest et le Sud-Ouest, de la Picardie à la Saintonge et à l'Agenais. Établi sur les côtes de l'Océan, César veut aller plus loin. Alexandre s'était aventuré en Orient, lui va vers l'ouest. Il risque une tentative de débarquement en Bretagne insulaire, mais ne parvient qu'à rassembler du bétail avant de rembarquer précipitamment pour la Gaule.

La révolte gauloise

Les opérations de César sur les confins septentrionaux de la Gaule ont été globalement médiocres. Si le général a conservé, à Rome, tout son prestige de conquérant, il n'en va pas de même en Gaule, où se fomentent des complots. En 54, une légion est attaquée chez les Éburons. La répression commence un an plus tard : les colonnes romaines dévastent l'Ardenne et les régions environnantes, avec l'aide occasionnelle d'aventuriers et même de troupes germaniques. En 52, le signal de la grande révolte est donné avec le massacre des commerçants romains établis à Cenabum, en pays carnute. Vercingétorix, qui avait accompagné un temps les troupes romaines, avec d'autres Gaulois « plus ou moins volontaires ou otages » (Albert Grenier), se distingue en tant que chef de la coalition des peuples en rébellion. Il impose le repli, avec la tactique de la terre brûlée, à laquelle beaucoup de Gaulois répugnent. César, ren-



tré en hâte d'Italie, assiège Avaricum et y fait un carnage. Mais il subit un échec devant Gergovie, qui se révèle imprenable, tandis que les Éduens, alliés de Rome, se rallient à la révolte. L'armée romaine doit battre en retraite vers la Province romaine. Harcelés par les cavaliers gaulois, les Romains les mettent

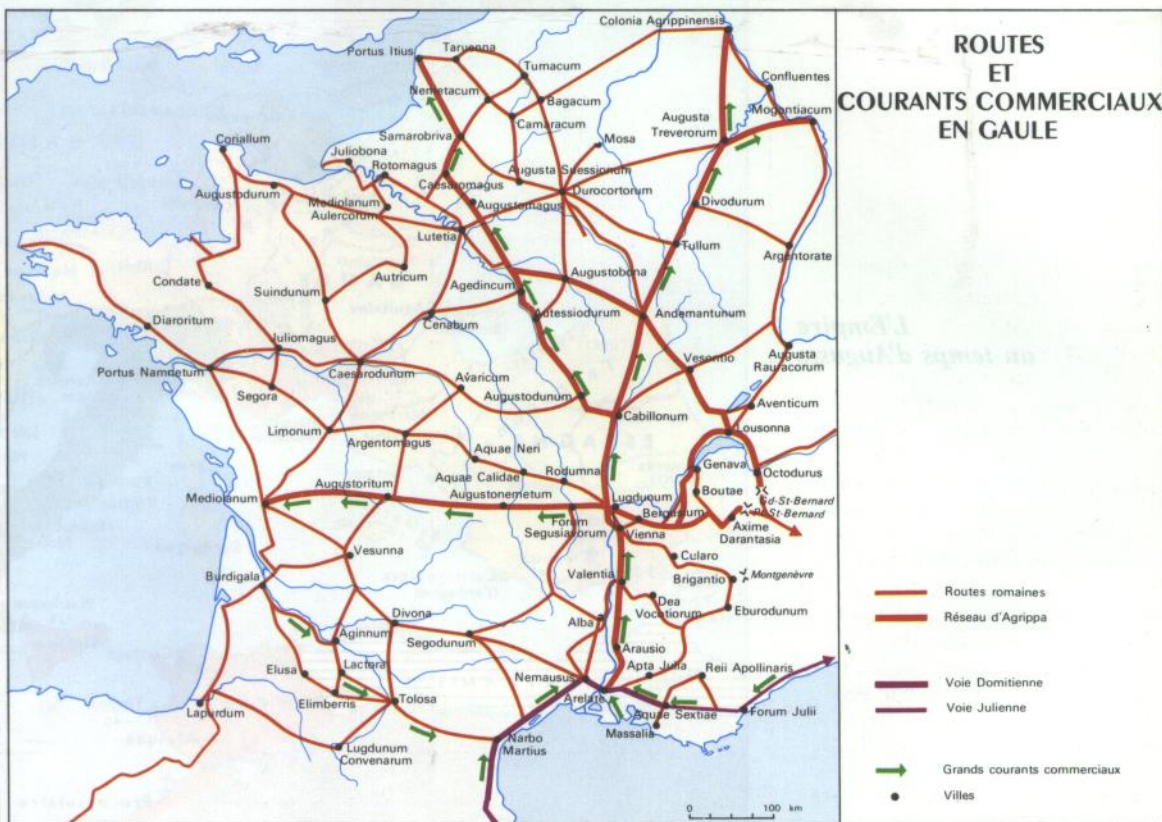
en déroute et les poursuivent jusqu'à Alésia, où ils se sont enfermés et qui est bientôt investie. Après diverses péripéties et malgré l'arrivée d'une armée gauloise de secours, les assiégés doivent s'avouer vaincus. César distribue les guerriers gaulois à ses soldats, en qualité d'esclaves.

Les Gaulois possèdent un important réseau de pistes, parfois recouvertes de bois, qui relient entre elles leurs capitales. La plus ancienne des routes romaines en Gaule est la voie Domitienne, menant de la Provence à l'Espagne. La voie Aurélienne longe de loin la côte provençale et ligurienne et se poursuit vers l'Italie. Agrippa, gendre et collaborateur d'Auguste, crée

les principales artères du réseau routier gaulois, à partir de 19 av. J.-C. Les voies ont un tracé très rectiligne, qui se reconnaît encore dans le paysage. Indifférentes aux accidents de la topographie, elles traversent même les Alpes. La chaussée, recouverte de grandes et lourdes dalles, supporte l'intense trafic des unités militaires en déplacement et des marchands trans-

portant vin, huile, céramique (la céramique sigillée), métaux, tissus, produits manufacturés divers. Parmi les itinéraires les plus fréquentés se trouvent celui de la vallée du Rhône et de la Saône, par Lugdunum (Lyon), avec une longue prolongation jusqu'à Trèves et Cologne, en zone militaire, et une autre voie dirigée vers le nord-ouest pour atteindre Portus Itius.

Route et courants commerciaux en Gaule



En 31 (bataille d'Actium), la guerre civile est terminée. Dès 27, Auguste impose un partage de l'Empire. Le sénat conservait les provinces pacifiées, et donc désarmées, les plus riches (Asie, Achaïe, Bétique...); elles étaient gouvernées par un proconsul, assisté, pour

les finances, par un questeur. L'empereur gardait les provinces récemment annexées, moins riches et moins stables : les plus grandes, défendues par des légions (ex. : la Germanie, créée en 16 av. J.-C.), sont administrées par un légat impérial pro-préteur, secondé d'un procura-

L'Empire au temps d'Auguste



teur financier ; les plus petites n'ont pour garnison que des auxiliaires (Alpes-Grées...) et sont laissées à deux procurateurs, l'un pour l'administration, l'autre, son subordonné, pour les finances. L'Égypte fait exception : trop importante (blé), elle est en quelque sorte la propriété du

prince, qui la confie à un préfet, véritable vice-roi, assisté d'une administration fiscale complexe. Les provinces ne sont plus, comme sous la République, des pays vaincus, donc des zones à exploiter.

Sa qualité de pays conquérant place l'Italie, avec Rome, sous

un régime administratif ancien. L'*urbs* conserve les comices, le sénat, les magistratures (sauf la censure). Elle est par ailleurs le siège des institutions administratives récentes et de l'autorité impériale. Auguste découpe la ville en 14 régions qui dépassent de beaucoup les limites de l'époque républicaine, lesquelles débordent le tracé du mur de Servius, d'époque royale. L'Italie est divisée en 11 régions, dépourvues de représentant du pouvoir central.

En matière militaire, il existe une différence de traitement entre l'Italie et les provinces. L'Italie est considérée comme une zone démilitarisée, sauf Rome, où sont présents des gardes de l'empereur et les services publics municipaux : police et pompiers. Dans les provinces sont casernées 28 légions, puis seulement 25 après le désastre subi par le général Varus lors d'une incursion téméraire en Germanie.

L'EMPIRE AU TEMPS D'AUGUSTE

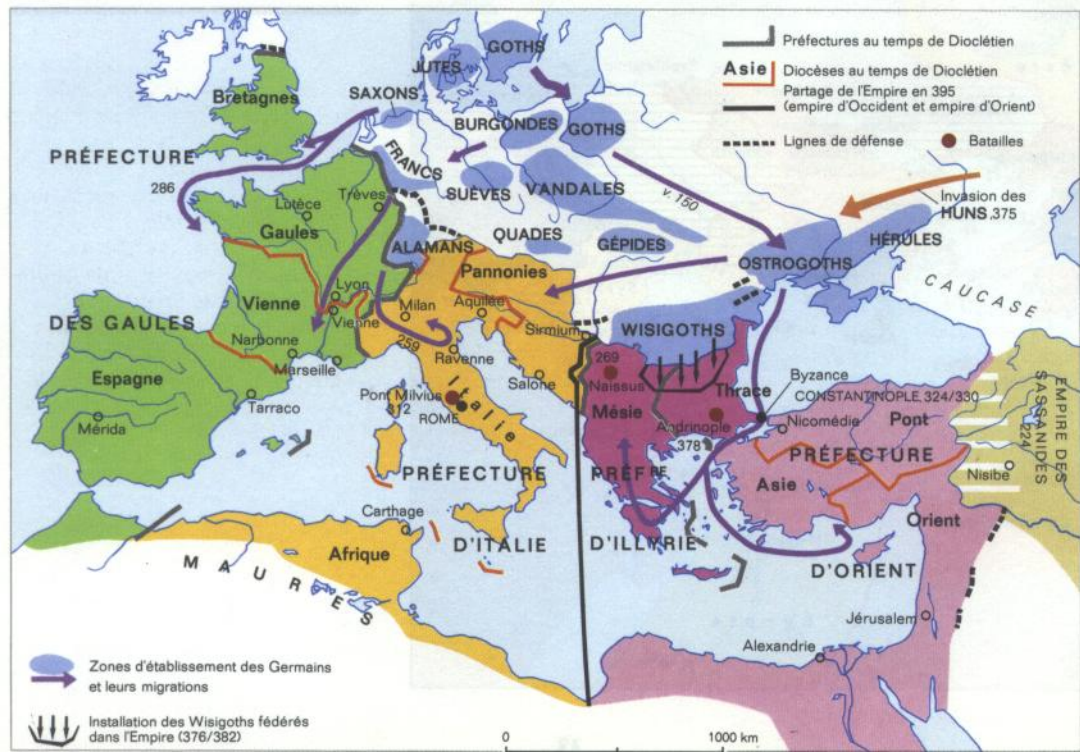
- | | | |
|---|--|---------------------------|
|  | Provinces sénatoriales | 1 Alpes-Grées-et-Pennines |
|  | Provinces impériales | 2 Alpes-Cottiennes |
|  | Royaumes ou principautés "protégés" et territoires autonomes | 3 Alpes-Maritimes |
|  | Batailles | |
|  | Paix de Brindes 40 av. J.-C. | |
- Galatie province en 25 av. J.-C.
Judée province en 6 apr. J.-C.

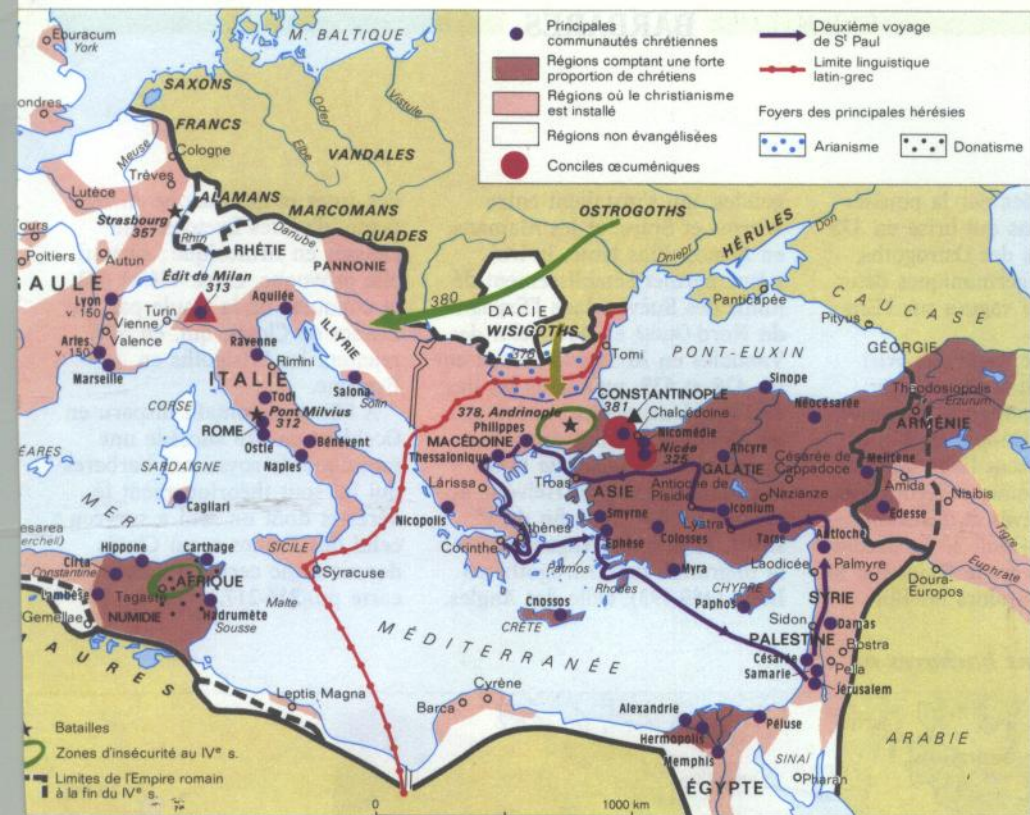


Aux III^e et IV^e siècles, une triple menace pèse sur l'Empire : au nord se pressent les Germains, nombreux, instables et belliqueux ; à l'est, les Perses Sassanides, vainqueurs des Parthes Arsacides, constituent le seul État organisé face à Rome ; au sud, les nomades sahariens sont les moins dangereux. La crise est particulièrement grave de 256 à 269, quand les ennemis conjuguent leurs assauts : Châhpuhr I^{er} sur l'Euphrate (capture en 260, près d'Édesse, et supplice de l'empereur Valérien), les Goths sur le Danube et les Francs sur le Rhin (invasions de la Gaule en 253 et 258/259). Mais, de Claude II (268-270) à Dioclétien (284-305),

les empereurs illyriens redressent la situation, en dépit de difficultés réelles (Alamans et Francs se jettent sur la Gaule en 275, etc.) : parfois ils traitent, notamment avec les Sassanides ; mais surtout Dioclétien réorganise l'armée (unités fixes aux frontières, réserve mobile à l'arrière), et ainsi Perses, Goths et Francs sont vaincus, ce qui assure un demi-siècle de tranquillité – paix renforcée grâce au caractère résolu de Valentinien I^{er} (364-375). Remise en cause par la crise de 376, l'œuvre du Bas-Empire s'effondre en Occident, alors qu'elle survit en Orient, où la défense romaine permet la gestation de l'Empire byzantin (v. carte pp. 42-43).

Le Bas-Empire





La diffusion du christianisme dans l'Empire romain jusqu'en 395

Issu du judaïsme, le christianisme s'en différencie vite (saint Paul), avant de s'opposer à lui. Toutefois, c'est souvent par le biais des synagogues qu'il pénètre dans les provinces, et, en Occident, il reste longtemps une religion d'étrangers. Il est difficile d'en faire le culte d'un groupe précis : religion des pauvres à l'origine, il atteint bientôt toutes les couches sociales ; seuls résistent les milieux ruraux (au moins en Gaule :

païen vient de paysan) et certains cercles de sénateurs à Rome. Parti de Jérusalem, il gagne, dès le 1^{er} siècle, la Syrie depuis Antioche, l'Asie Mineure, la Grèce, Alexandrie, Ostie et Rome. Au 1^{er} siècle, il atteint l'Afrique, essentiellement les villes. L'Espagne et la Gaule ne sont réellement touchées que dans la seconde moitié du 3^e siècle. Chez les Barbares et hors de l'Empire, s'il rencontre relativement peu de succès en Orient,

il séduit des Germains par le biais d'une hérésie (arianisme) et les Berbères par celui d'un schisme (donatisme). L'opposition de l'État (persécutions de Néron, Marc Aurèle, Dèce, Dioclétien), encouragée par les calomnies de concurrents moins heureux (cultes orientaux), s'apaise à partir de Constantin (« paix de l'Église » après la bataille du pont Milvius), et devient appui avec Théodose (379, 380, 391).

Provoquées par la poussée des Huns qui brise en 375 l'empire des Ostrogoths, les invasions germaniques déferlent en quatre vagues sur l'Empire romain.

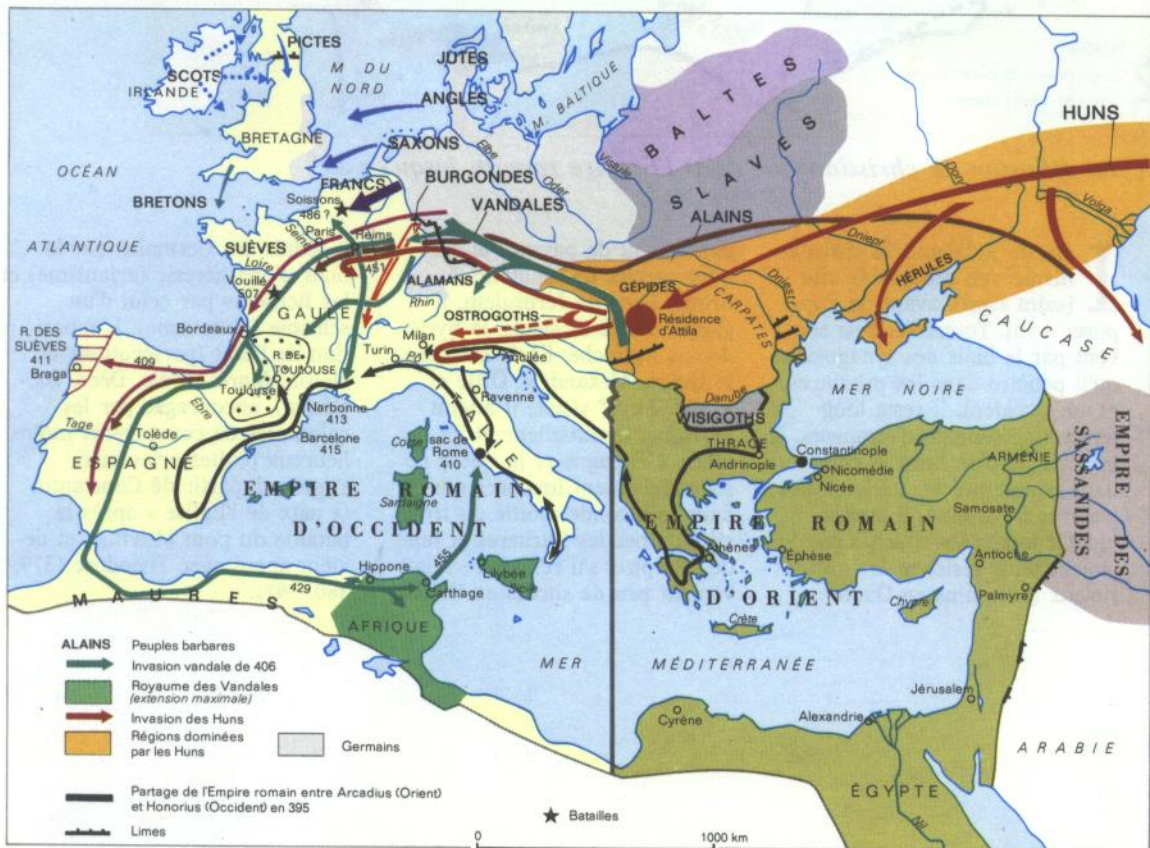
La première, celle des Wisigoths, franchit le Danube en 376, bat l'empereur Valens qui est tué à Andrinople en 378 et atteint finalement l'Aquitaine en 418. La deuxième, celle des Vandales, des Suèves et des Alains, se rue sur la Gaule le 31 décembre 406 à travers le Rhin. Par la brèche affluent alors les Bur-

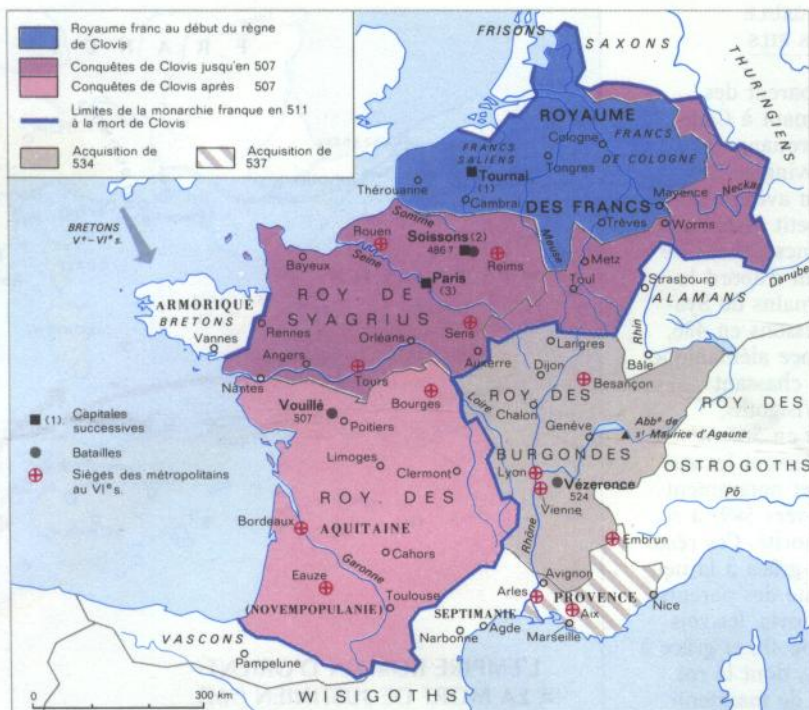
gondes, qui s'installent entre Worms et Spire, et les Alamans, en Alsace. Plus lente, la troisième permet l'établissement définitif des Suèves dans l'Espagne du Nord-Ouest en 409, celui des Vandales en Afrique du Nord entre 429 et 439, puis dans les îles de l'Occident méditerranéen entre 455 et 468, enfin celui des Burgondes en *Sabaudia* (alias *Sapaudia* : Savoie et Helvétie actuelles) en 444. À la fin du V^e siècle, la dernière vague entraîne la migration des Ostrogoths en Italie (489-493), celle des Angles,

des Jutes et des Saxons en Bretagne, d'où les Bretons sont chassés en Armorique ; surtout elle provoque, entre 486 et 511, la conquête de la Gaule par les Francs de Clovis, qui, en 507, rejettent les Wisigoths en Espagne.

À l'Empire romain disparu en Occident en 476 succède une mosaïque de royaumes barbares qui lui sont théoriquement fédérés et dont un seul a survécu : celui des Francs à qui Clovis donnera une certaine unité. (V. carte pp. 216-217.)

Les invasions barbares au V^e s.





Conquête de la Gaule par Clovis et ses fils

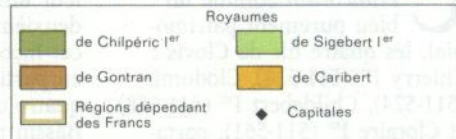
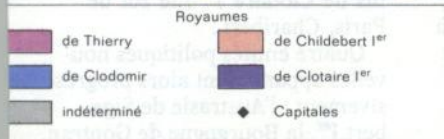
notices pp. 38-39 →



Partage de la Gaule à la mort de Clovis (511)



Partage de la Gaule à la mort de Clotaire (561)



CONQUÊTE DE LA GAULE PAR CLOVIS ET SES FILS

Sans doute parent des princes régnant à Cambrai, à Théroüanne et à Cologne, le Mérovingien Clovis I^{er} n'est, à son avènement en 481-482, que le petit mais ambitieux roi des Francs Saliens de Tournai. Annexant d'abord le royaume des Romains de Syagrius, battu à Soissons en 486, brisant la puissance alémanique entre 496 et 506, chassant d'Aquitaine les Wisigoths, vaincus à Vouillé en 507, il contraint parallèlement les autres rois francs (et notamment ceux de Cologne vers 509) à reconnaître son autorité. Ces résultats sont obtenus grâce à la neutralité bienveillante des parents par alliance de Clovis, les rois burgonde et ostrogoth, et grâce à l'appui de l'Église, dont le roi franc a l'habileté de maintenir en place les cadres administratifs à la suite de sa conversion au catholicisme entre 498 et 506. Après sa mort en 511, cette œuvre territoriale est parachevée par ses fils. Vaincus à Vézérone en 524, ceux-ci annexent pourtant le royaume des Burgondes, en 534, et se font céder la Provence ostrogothique, en 537. Amputée de la Septimanie wisigothique et de l'Armorique bretonne, mais augmentée vers 531 de la Thuringe, la Gaule a dès lors reconstitué son unité dans le cadre du *Regnum Francorum*.

PARTAGE DE LA GAULE À LA MORT DE CLOVIS (511)

Considérant le *Regnum Francorum* comme un bien purement patrimonial, les quatre fils de Clovis : Thierry I^{er} (511-534), Clodomir (511-524), Childeberr I^{er} (511-558) et Clotaire I^{er} (511-561), parta-



gent son héritage en quatre lots équivalents. Comprenant chacun un quart des vieux pays francs au nord de la Loire et un quart de la riche Aquitaine au sud, les royaumes de Reims, d'Orléans, de Paris et de Soissons perdent leur unité territoriale. Seul le deuxième d'entre eux échappe à cet inconvénient que compense en partie le regroupement des quatre capitales au cœur du Bassin parisien.

PARTAGE DE LA GAULE À LA MORT DE CLOTAIRE (561)

Le nouveau partage du *Regnum Francorum* en 561 est remanié dès 567, après la mort de l'un des quatre fils de Clotaire I^{er} : le roi de Paris, Charibert.

Quatre entités politiques nouvelles apparaissent alors progressivement : l'Austrasie de Sigebert I^{er}, la Bourgogne de Gontran,

L'EMPIRE ROMAIN D'ORIENT À LA MORT DE JUSTINIEN (565)



L'Empire romain d'Orient à la mort de Justinien (565)

En consolidant la frontière danubienne, en mettant un terme en 532 au long conflit qui l'oppose à la Perse sassanide, l'empereur Justinien I^{er} (527-565) libère les forces qui vont lui permettre de reconstituer, autour de la Méditerranée, l'unité de l'Empire romain, replié depuis le V^e siècle sur sa moitié orientale.

En 533, une première expédition submerge l'Afrique, puis la Sardaigne, la Corse et les Baléares. Vaincus à *Ad Decimum*, puis à *Tricamarum* par Bélisaire, les Vandales disparaissent de l'histoire. Dès 535, une deuxième expédition déferle sur l'Italie. Pris en tenaille par les forces de Mundus et par celles de Bélisaire qui occupent alors respectivement la Dalmatie et la Sicile, les Ostrogoths ne sont définitivement éliminés par Narsès qu'en 554-555. Enfin, en 554, la dernière expédition, dirigée par Liberius, meurt sur les rivages de la Bétique et de la Carthaginoise.

L'Empire romain paraît dès lors restauré dans sa plénitude méditerranéenne. La Dalmatie est rattachée à l'Illyricum ; les préfectures du prétoire d'Afrique et d'Italie sont rétablies ; les provinces de Sicile (rattachées à Constantinople) et d'Espagne sont reconstituées. En fait, l'œuvre est inachevée, donc fragile, puisqu'elle exclut la Maurétanie, l'Espagne intérieure et la Gaule.

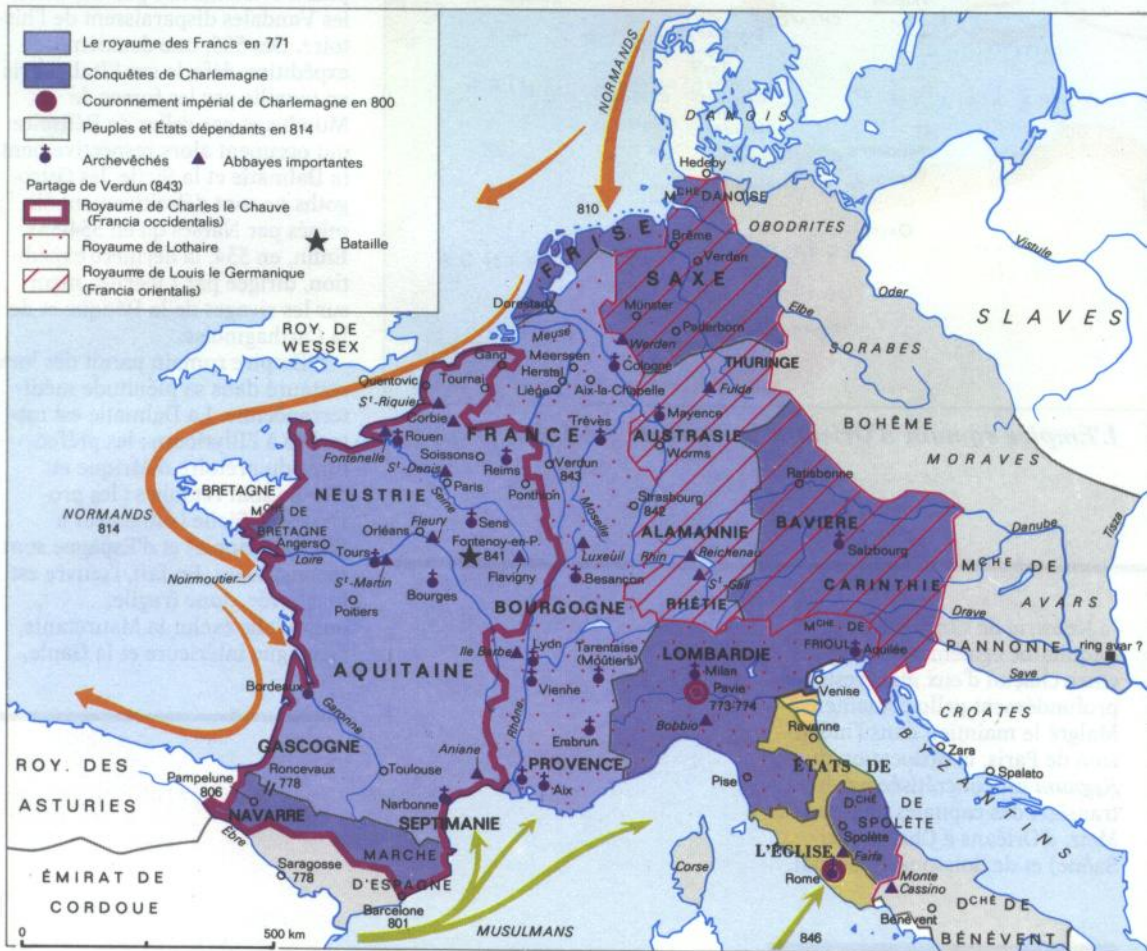
la Neustrie de Chilpéric I^{er} et l'Aquitaine également partagée entre chacun d'eux mais restée profondément gallo-romaine. Malgré le maintien dans l'indivision de Paris, la dislocation du *Regnum* est concrétisée par le transfert des capitales de Reims à Metz, d'Orléans à Chalon(-sur-Saône) et de Soissons à Tournai.

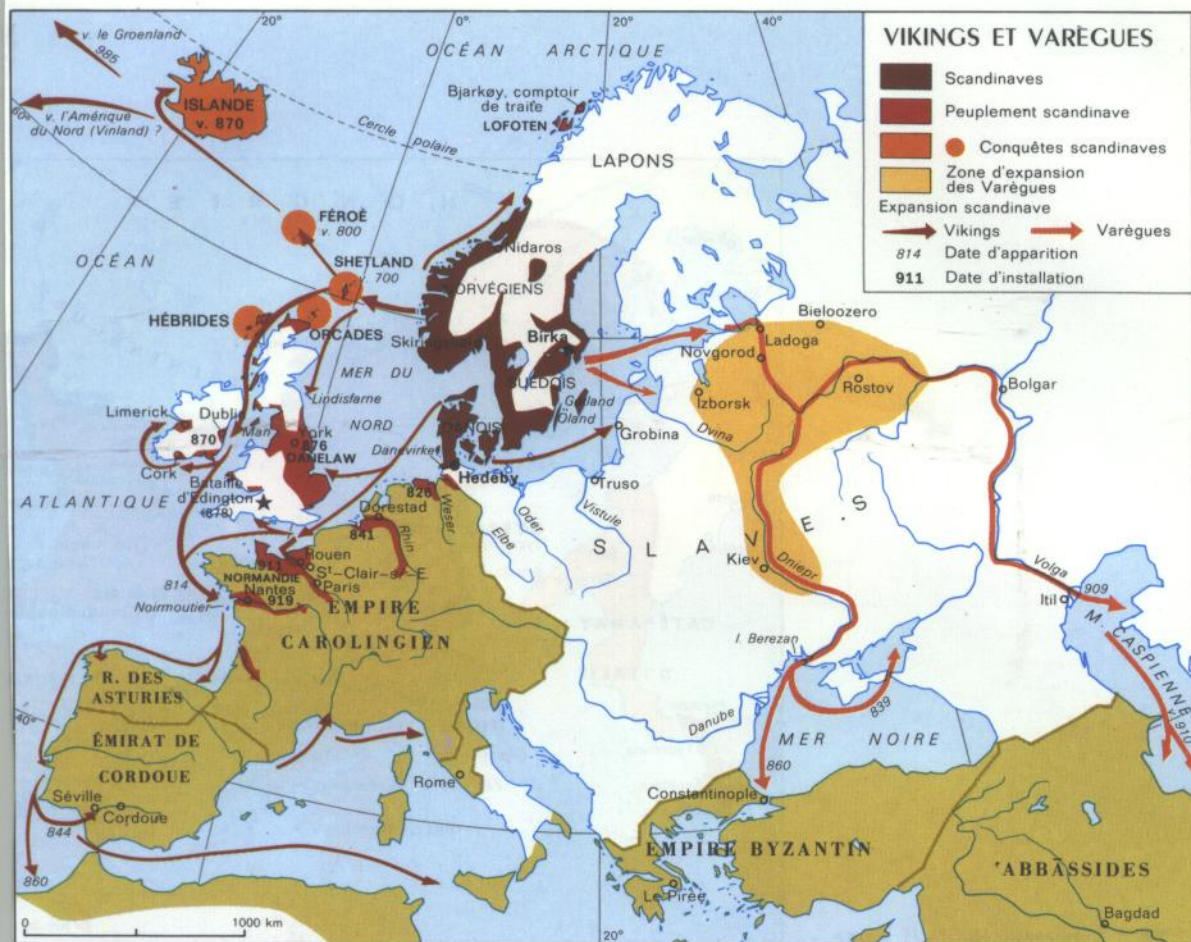
Augmentés de l'Alamannie et de la Provence, les vieux royaumes d'Austrasie, de Neustrie et de Bourgogne constituent le cœur du *Regnum Francorum* restauré en 751 par Pépin le Bref. Dès lors débute l'expansion du *Regnum* : extension sous son règne (751-768) aux limites de l'ancienne Gaule, par l'incorporation de la Septimanie et de l'Aquitaine ;

conquête par Charlemagne (768-814), à partir de son avènement, de régions d'Italie et de Germanie, dont l'annexion justifie la restauration à Rome de l'Empire en 800 ; ajustements territoriaux enfin aux confins slaves et hispaniques de l'Empire entre 800 et 814, période au cours de laquelle est achevée la mise en place d'un vaste glacis de marches : Espagne, Frioul, Pannonie, Ba-

vière, pays des Danois, Bretagne. Ces grands commandements militaires ne peuvent d'ailleurs rendre imperméables les frontières carolingiennes aux raids de hardis aventuriers, et notamment à ceux des Normands, qui dévastent ses côtes en 810 (Frise) et en 824 (Noirmoutier). Ainsi, à la mort du conquérant en 814, la survie de l'Empire apparaît-elle déjà menacée.

Formation et partage de l'Empire carolingien





Vikings et Varègues

Vikings et Varègues sont des Germains originaires de Scandinavie où ils se sont différenciés du VI^e au XI^e siècle en trois peuples peu nombreux : Danois au sud, Norvégiens à l'ouest, Suédois à l'est. Les uns et les autres sont entrés en contact dès le IX^e siècle avec les marchands occidentaux à Hedeby, carrefour commercial du Nord entre 804 et 1050.

À la fois pirates et marins, les Vikings sont les agents de l'expansion scandinave, qui se déploie au IX^e et au X^e siècle à travers l'Atlantique, sur les rives duquel ils fondent trois principautés (dites « danoises ») en Angleterre et quatre autres (dites « normandes ») sur le continent. Au XI^e siècle, ils pénètrent même en Méditerranée (Aversa, Pouille, Sicile, Antioche).

Plus spécifiquement marchands, leurs frères Varègues ont développé parallèlement le commerce fluvial le long de la Dvina, du Dniepr et de la Volga. Fondateurs, au passage, des dynasties princières de Novgorod et de Kiev, ils ont finalement rejoint les Vikings occidentaux à Constantinople, où les empereurs recrutent parmi eux leur « garde varangue ».



L'empereur Basile II a une très forte volonté et une personnalité d'homme d'État. En dépit d'une absence de formation, il sait faire face à l'adversité, acquérir des qualités de chef et affirmer son caractère. Le début de son règne est troublé par la sédition du général Bardas Sklêros, acclamé par ses troupes en 976. Ce rival menace Constantinople. Basile fait appel à un redoutable guerrier, Bardas Phokas, qui réussit à vaincre Sklêros en combat singulier, et le fait fuir avec son armée. À partir de 986, Basile se trouve moins soumis aux entraves politiques. Toutefois se poursuivent les apparitions de nouveaux pré-

tendants au trône, expression du conflit entre monarque et aristocrates. Ces problèmes intérieurs vont durer treize ans. Le basileus se replie sur lui-même, gouverne seul, en autocrate et en adversaire de la noblesse. L'empire, à son avènement, ne gardait de consistance territoriale qu'en Asie Mineure et dans les Balkans. Encore faut-il préciser que, dans cette dernière région, la souveraineté impériale a été

longtemps limitée par la présence des Bulgares, dont l'empire fut difficilement réduit, après trente ans de luttes, par l'empereur Basile II, depuis lors surnommé le *Bulgaroctone* (le « Tueur de Bulgares »).

Le monarque triomphant s'efforce désormais d'élargir à nouveau l'aire territoriale de l'Empire byzantin : à l'est, en occupant le Vaspourakan arménien, dont la conquête est conso-



L'Empire de Basile II

idée après sa mort par celle d'Ani et d'Édesse ; à l'ouest surtout, en repoussant ou en assujettissant Slaves, Germains ou Arabes, dans le nord-ouest des Balkans, en Italie du Sud et même en Sicile, où il fait occuper Messine en 1025. Coulant ses conquêtes dans le moule administratif des *thèmes* et dans ceux des duchés et des *capétanats*, mieux adaptés à la défense des provinces frontalières, il porte

à son apogée l'Empire byzantin, dont la défense reste assurée par des tronçons de l'ancien limes, qui, d'ailleurs, n'a jamais été continu. Il est utile en Syrie comme sur le Danube. Un réseau de routes part de Constantinople pour diverger vers les régions frontalières, les bouches du Danube, Sirmium et Thessalonique, la Grèce et l'Adriatique. À l'est, la traversée de l'Anatolie par le sud amorce la route ter-

restre des Indes ; une autre, par le nord, mène en Arménie. Une certaine cohésion de l'Empire reste aussi assurée par la culture hellénique, propre à ces territoires et bien établie dès avant la période romaine. À cela s'ajoute l'existence d'une même foi chrétienne, en dépit de querelles théologiques, justement qualifiées de « byzantines ».

Au temps de Basile II, le commerce méditerranéen connaît une reprise, avec l'Italie en particulier, et en dépit de la menaçante présence arabe. Les industries de luxe sont florissantes : toiles, soieries, tapisseries, objets de métal ouvragé et décoré.

Construite de 324 à 330 apr. J.-C. sur l'ordre de l'empereur Constantin et sur l'emplacement de la colonie grecque de Byzantion, qui aurait été fondée au VII^e siècle av. J.-C., la « Nouvelle Rome » fut dotée du plan et des privilèges de l'ancienne.

Ensermée par la mer et donc facile à défendre, se dressant en ou-

tre en un lieu où se rejoignent l'Europe et l'Asie, Constantinople attire naturellement à elle les hommes, leurs produits et leurs idées.

Ville de ce fait la plus peuplée de l'Europe médiévale puisqu'elle contient au moins 400 000 habitants sous les Commènes, Constantinople fut, pendant un millénaire, la capitale de l'Empire

byzantin et l'un des foyers économique, spirituel et culturel de l'humanité. En témoignèrent l'intensité de son commerce, la qualité de sa production artisanale, la beauté de ses palais (Boukoleon, Blachernes) et de ses églises (Sainte-Sophie), l'éclat de son enseignement supérieur et le rayonnement, encore actuel, de son patriarcat sur le monde orthodoxe.



L'Europe depuis l'an mille

Cartes générales

LE MONDE OCCIDENTAL EN L'AN MILLE

Le légendaire an mille connaît des bouleversements considérables. L'Islam se décompose entre califats abbasside de Bagdad, fatimide du Caire, omeyyade de Cordoue, incapable de contenir la poussée chrétienne en Espagne et en Méditerranée orientale. Les deux autres ensembles qui ont succédé à la Romania connaissent des destins contrastés. L'Empire romain d'Orient élimine l'Empire bulgare (v. carte pp. 42-43), étendant son influence sur la principauté slave de Kiev qui ébauche les limites de la future Russie.

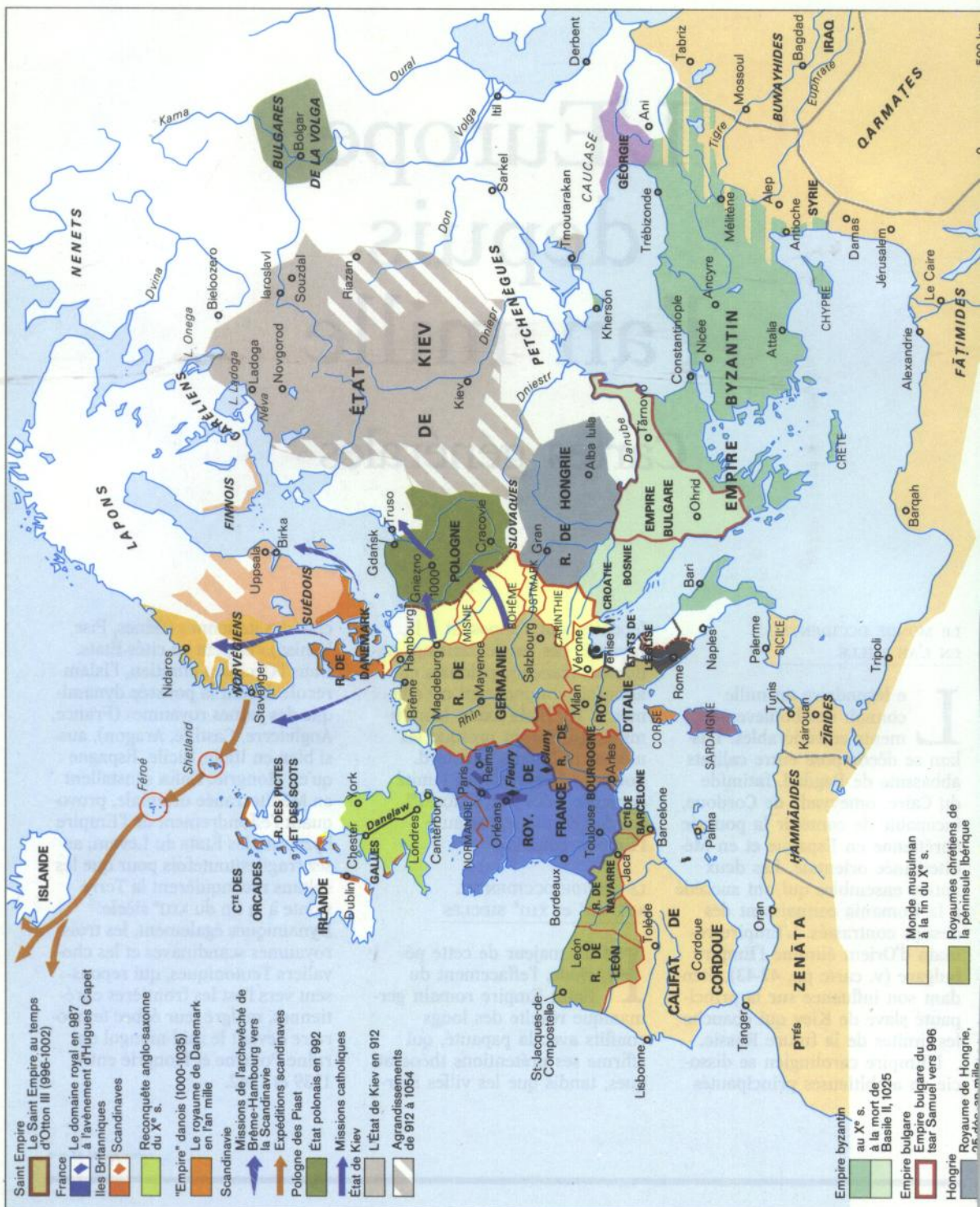
L'Empire carolingien se disloque en ambitieuses principautés

féodales, qui s'opposent à la royauté. Les particularismes nationaux français, polonais et hongrois commencent à s'affirmer et les États fixent leurs limites, qui seront presque les mêmes mille ans plus tard. Pourtant l'aspiration à l'unité demeure : dès 962, Otton I^{er} roi de Germanie, restaure l'Empire romain.

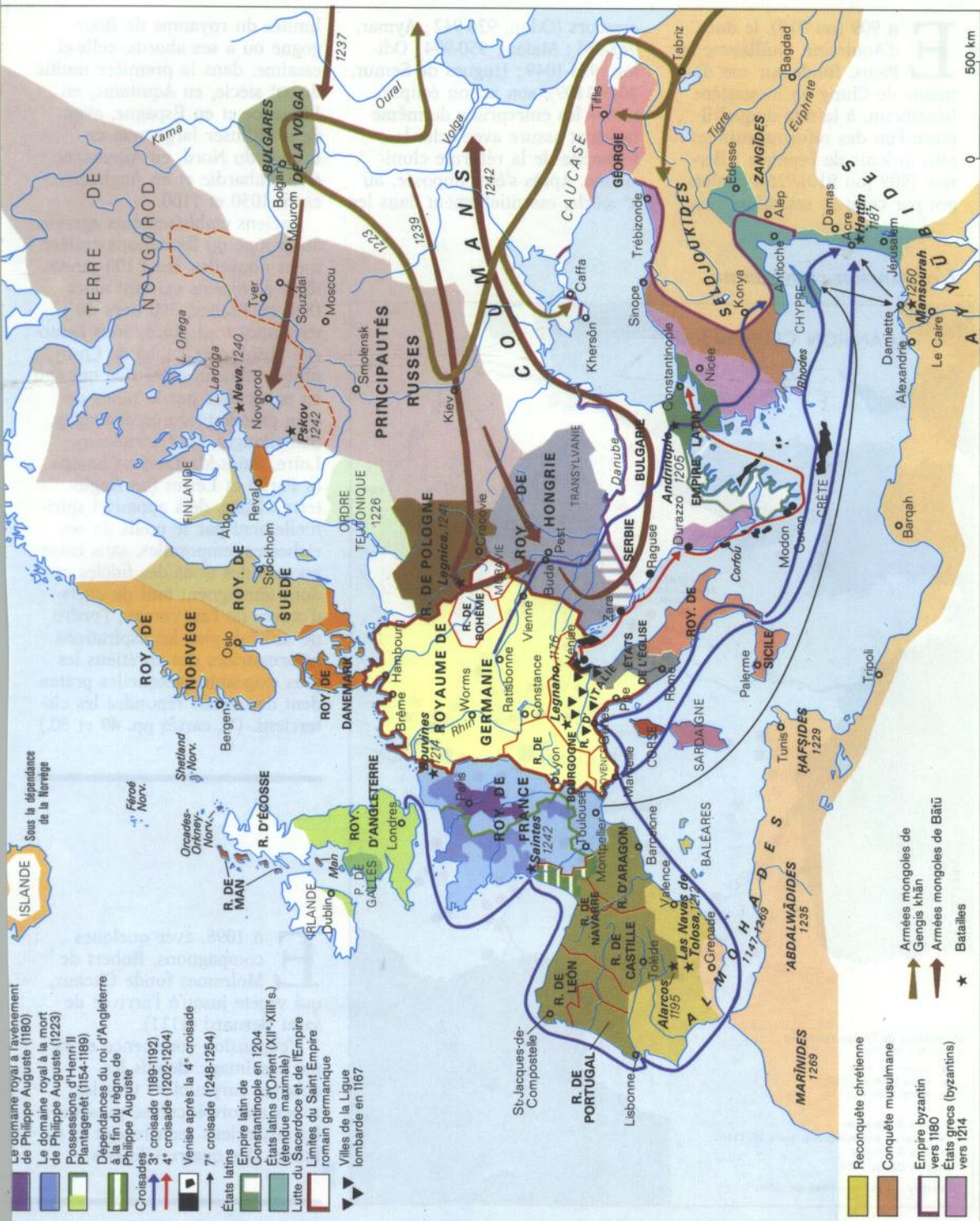
LE MONDE OCCIDENTAL AUX XII^e et XIII^e SIÈCLES

Fait majeur de cette période, l'effacement du Saint Empire romain germanique résulte des longs conflits avec la papauté, qui affirme ses prétentions théocratiques, tandis que les villes mar-

chandises italiennes (Gênes, Pise, Venise) s'érigent en cités-États. Dans l'Occident chrétien, l'Islam recule devant la poussée dynamique des jeunes royaumes (France, Angleterre, Castille, Aragon), aussi bien en Italie, Sicile, Espagne qu'en Hongrie. Enfin s'installent en Méditerranée orientale, provoquant l'effondrement de l'Empire byzantin, les États du Levant, assez fragiles toutefois pour que les sultans reconquièrent la Terre sainte à la fin du XIII^e siècle. Dynamiques également, les trois royaumes scandinaves et les chevaliers Teutoniques, qui repoussent vers l'est les frontières chrétiennes, malgré leur échec temporaire devant le raid mongol qui ruine Pologne et Hongrie entre 1239 et 1242.



LE MONDE OCCIDENTAL : XII^e-XIII^e S.



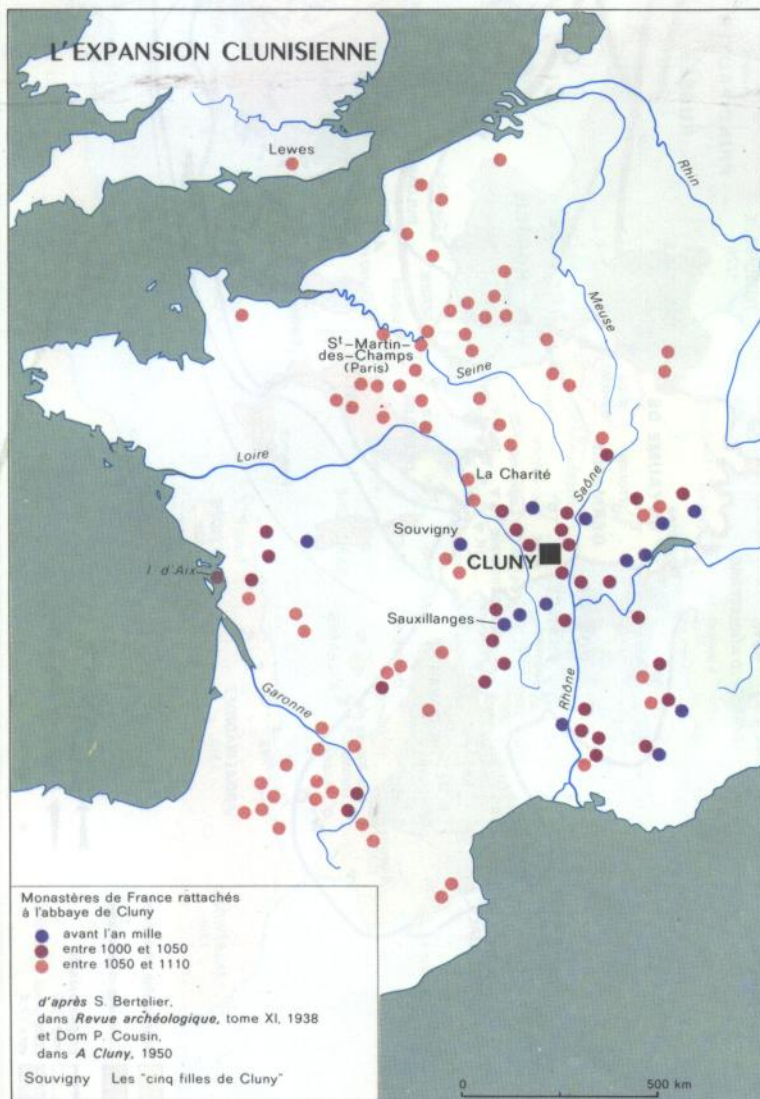
En 909 (ou 910), le duc d'Aquitaine, Guillaume le Pieux, fonde sur son domaine de Cluny un monastère bénédictin, à la tête duquel il place l'un des réformateurs les plus ardents de l'époque : Bernon (909 [ou 910]-926). Prolongée par celle de ses saints suc-

cesseurs (Odon, 926-942 ; Aymar, 943-965 ; Maieul, 950-994 ; Odilon, 994-1049 ; Hugues de Semur, 1049-1109), son action éclipsé toutes les entreprises de même ordre et assure avec éclat le triomphe de la réforme clunisienne. Après s'être imposée, au x^e siècle, essentiellement dans les

limites du royaume de Bourgogne ou à ses abords, celle-ci essaime, dans la première moitié du x^e siècle, en Aquitaine, en Provence et en Espagne, avant de se diffuser largement en France du Nord, en Allemagne, en Lombardie et en Angleterre, entre 1050 et 1100.

Anciens établissements agrégés au groupe ou fondations entièrement nouvelles, les 1 100 monastères clunisiens existant alors (800 en France, 300 hors du royaume) sont placés sous l'autorité absolue de l'abbé de Cluny, unique maison directrice qui agit en particulier par le relais de cinq grands prieurés, Souvigny, Sauxillanges, La Charité-sur-Loire, Saint-Martin-des-Champs (à Paris) et Lewes (en Angleterre). Mais, déjà appauvri spirituellement par le poids de ses richesses temporelles, sans cesse accrues des dons des fidèles et dont témoignent tant de chefs-d'œuvre de l'art roman, l'ordre ne satisfait plus les aspirations réformatrices des chrétiens les plus exigeants, auxquelles prétendent désormais répondre les cisterciens. (V. cartes pp. 49 et 50.)

L'expansion clunisienne



En 1098, avec quelques compagnons, Robert de Molesmes fonde Cîteaux, qui végète jusqu'à l'arrivée de saint Bernard (1111).

L'expansion commence alors, par essaimage, depuis les abbayes surpeuplées vers les zones encore incultes, puisque les cisterciens recherchent la solitude. Des quatre « filles »



L'expansion de l'ordre de Cîteaux au XII^e s.

de Cîteaux, la plus prolifique est Clairvaux, par l'action de son premier abbé, saint Bernard. De son abbatiat (1115-1153) date le grand essor de l'ordre. Il se prolonge pendant trois décennies et reste très vif dans le nord-est de la chrétienté. Au début du

XIII^e siècle, le monachisme cistercien domine encore la spiritualité de l'Europe ; cependant, les avant-gardes se situent désormais dans d'autres mouvements religieux. Le triomphe des ordres mendiants, franciscain et dominicain, se prépare.

- Clairvaux : 80 filles
- Cîteaux : 28 filles
- Morimond : 28 filles
- ▲ Pontigny : 16 filles
- ▲ La Ferté : 5 filles
- Zone de densité monastique

En tout : 525 abbayes à la fin du XII^e siècle

L'art roman, s'épanouit à la fin du ^xe siècle, encouragé par la croissance économique et par les donations des souverains les plus puissants. Ses foyers créateurs se situent alors dans l'Empire ottonien (Saxe, Rhénanie, Italie du Nord), dans les royaumes de France

(Tournus, Saint-Benoît-sur-Loire) et d'Angleterre, ainsi qu'en Catalogne, où l'audacieuse architecture mozarabe l'influence. Après 1050, ce sont les grandes institutions monastiques, riches des aumônes des fidèles, qui multiplient les chefs-d'œuvre, en particulier Cluny dont la congré-

gation rayonne dans le sud de la chrétienté (Bourgogne, Auvergne, Poitou, Suisse romande, nord de l'Espagne). L'Italie et l'Allemagne perpétuent longtemps l'esthétique romane alors que dans la France du Nord triomphe l'art gothique.



L'art gothique naît au milieu du XII^e siècle, en l'église abbatiale de Saint-Denis. À la fois religieux et civil, il affirme la maîtrise technique de l'homme sur la matière : arcs brisés, hautes voûtes sur croisées d'ogives, effacement des parois murales avec fenêtres ouvertes

sur la clarté. Les cathédrales sont les premiers chefs-d'œuvre gothiques en Île-de-France, Champagne, Picardie et Angleterre, préparant la voie à l'équilibre classique de Chartres et au style rayonnant de Reims, d'Amiens et de la Sainte-Chapelle au XIII^e siècle. Puis l'art gothique

se diversifie dans le sud de la France, où les ordres mendiants le font pénétrer. Enfin il se diffuse dans toute l'Europe occidentale et même jusqu'au Levant, grâce à la puissance capétienne et à l'extension des routes internationales de commerce.



LES PRODUCTIONS du monde occidental au XIII^e s.



Une forte pression démographique due à un certain reflux de la mortalité, la multiplication des centres urbains, en particulier en Flandre et en Italie et les exigences nouvelles d'une bourgeoisie dynamique et influente en pleine extension expliquent l'effort de l'Occident pour augmenter et diversifier les produits alimentaires, textiles et minéraux répondant aux nouveaux besoins.

Les paysans étendent les terres céréalières depuis la Vieille-Castille jusqu'au nord de l'Europe :

froment sur les meilleures terres, seigle rustique, qui pousse partout, orge, avoine essentielle pour le cheval. La vigne se développe là où le climat le permet, mêlée à l'olivier en terres méditerranéennes. Le sel, extrait des mines de l'Europe continentale ou fourni par les salins des côtes

atlantiques ou méditerranéennes, répond à une demande accrue. Quant à la culture des plantes tinctoriales (safran, pastel) et à l'élevage du mouton à laine, ils s'étendent à la mesure des nécessités nouvelles de l'artisanat textile.

L'essentiel reste pour les pro-



Les productions du monde occidental au XIII^e s.

ducteurs la proximité d'un fleuve ou d'une mer, seuls aptes à transporter les pondéreux que commercialisent les marchands occidentaux (Italiens, Flamands, Allemands surtout).

Ces marchands se hasardent désormais fort loin, rapportant du Levant et de son arrière-pays

asiatique, au sud, le sucre de canne, les épices, la soie, l'alun. Ils diffusent aussi les richesses du monde baltique, au nord : hareng, miel, bois, fourrures.

Enfin les marchands répandent les métaux précieux (or, argent) ou les produits utiles (charbon, étain, cuivre, fer, plomb), dont

l'Europe centrale accélère l'extraction, la Sicile fournissant le soufre. Deux grandes régions de concentration artisanale, la Flandre et l'Italie du Nord et du Centre, connaissent alors un remarquable essor. Spécialisées surtout dans la draperie, elles profitent de la convergence des courants commerciaux. Celle-ci entraîne la concentration urbaine et la multiplication des places d'affaires, où domine une riche bourgeoisie avide de luxe alimentaire ou de faste vestimentaire. (V. carte pp. 54-55.)

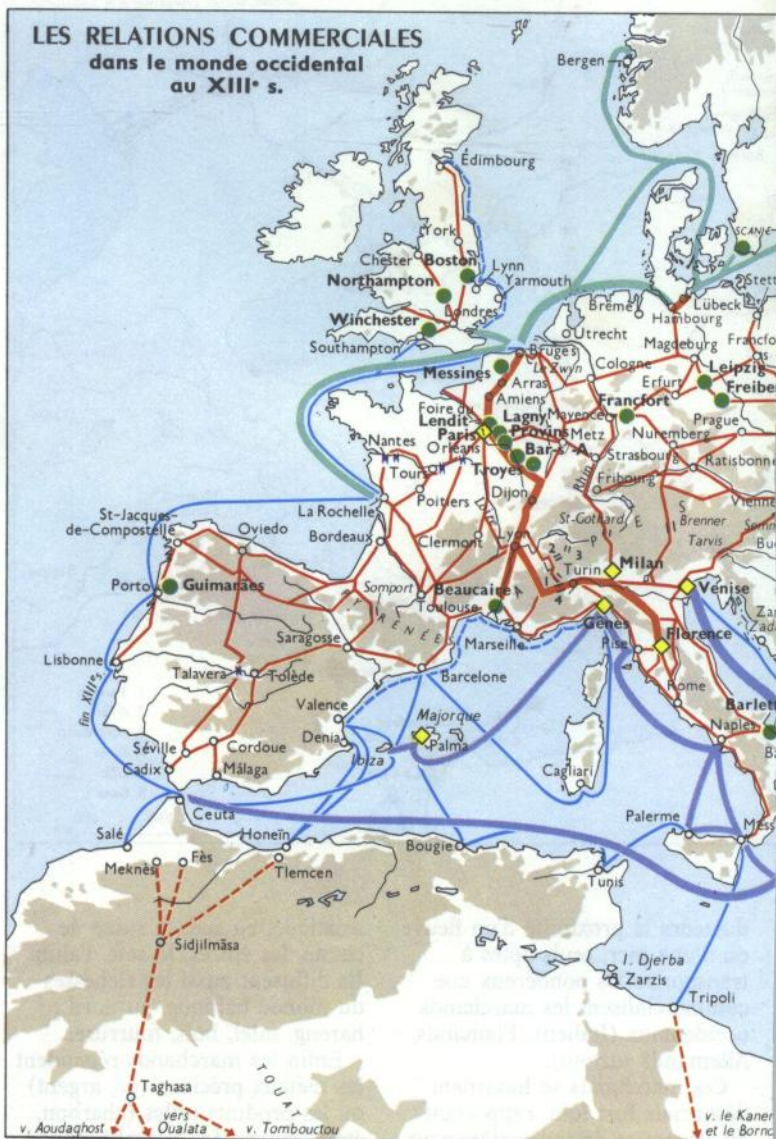
Les courants commerciaux de l'Occident sont stimulés par la croissance de la production et des besoins (v. carte pp. 52-53).

Deux faits majeurs conditionnent au XIII^e siècle leur renouvellement : l'incorporation à l'Occident de l'Orient méditerranéen, au bénéfice des marchands

italiens, et la pénétration profonde de la Hanse en Scandinavie et dans les pays slaves. Le personnage du marchand professionnel s'affirme alors dans la société médiévale, toujours prêt au risque, sur mer notamment, mais bénéficiaire d'une étonnante fortune.

Deux grandes régions commer-

Les relations commerciales dans le monde occidental au XIII^e s.



draps, et, dans l'autre, celle du bois, des fourrures et du grain. La région méditerranéenne comprend deux grandes orientations : de Venise, Gênes ou Palerme, on emporte vers le Levant, l'Égypte ou le Pont-Euxin, du bois, des armes, du fer, des draps en échange d'alun, de soie, de coton, de blé, de sucre et

d'épices ; du Maghreb vers les Baléares, Barcelone, Naples ou la Sicile sont transportés, presque à sens unique, les peaux, l'or, les laines, le corail. À partir de 1278, Gibraltar va s'animer du trafic des Génois qui, pour éviter le coût des routes terrestres, gagnent Southampton et Bruges par l'Atlantique.

Entre ces deux grandes aires commerciales maritimes circulent sur des routes médiocres, les marchands attachés aux deux grands pôles économiques de l'Europe que sont la Flandre et l'Italie. Les voies d'eau sont souvent préférées, pour leur plus grande sécurité et leur gros tonnage. Sur les routes, les marchandises circulent à dos d'homme, de mulets bâtés ou dans les chariots rendus plus efficaces par les perfectionnements d'attelage. Les foires de Champagne (Troyes, Provins, Lagny, Bar-sur-Aube) sont les lieux de rencontre privilégiés et ininterrompus de ce grand commerce.

Ainsi se trouvent stimulés les échanges interrégionaux, qui enrichissent assez l'Europe (surtout par l'exportation des draps en Orient) pour que sa balance commerciale positive contribue à la reprise de la frappe de l'or.





Les premières croisades (XI^e-XII^e s.)

Entamé en Espagne, où il revêt dès 1064 un caractère interrégional grâce à la participation de guerriers venus d'outre-Pyrénées à la prise de Barbastro, qui marque le début de la Reconquista (v. cartes pp. 47 et 110), facilité par l'occupation de la Sicile par les Normands également aux dépens

de l'Islâm (1050-1091), le mouvement des croisades prend réellement naissance à Clermont, le 28 novembre 1095, à l'appel du pape Urbain II.

Précédée par les foules de la croisade populaire, massacrée par les Turcs en Asie Mineure dès 1096, la croisade des barons emprunte des itinéraires unique-

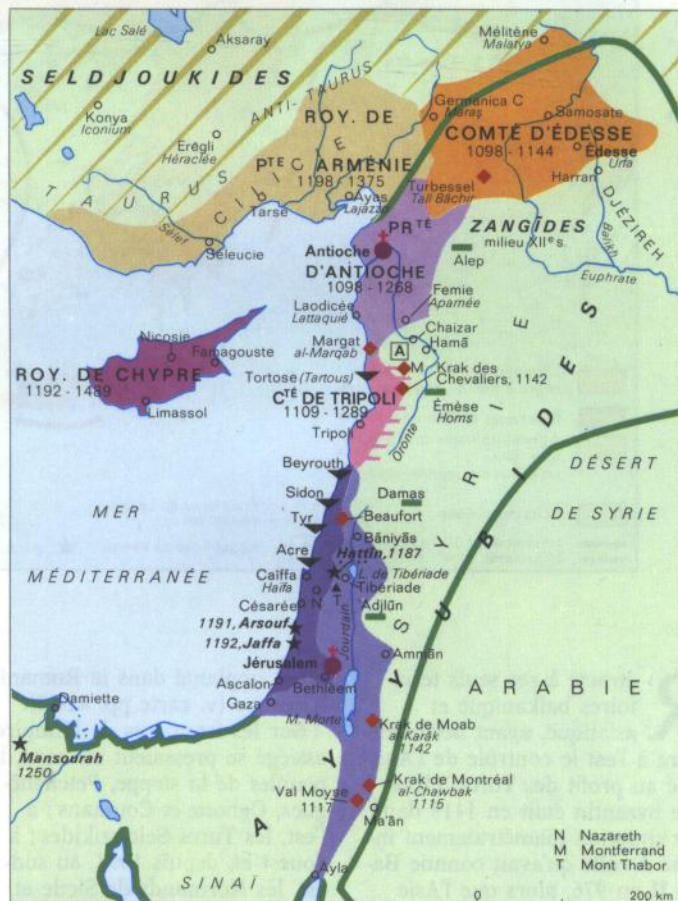
ment terrestres qui convergent à Constantinople. Aboutissant à la libération des Lieux saints et à l'organisation des quatre États latins du Levant, cette expédition s'oppose, en tous points, aux deux suivantes.

Dirigées cette fois par des souverains qui se sont croisés au lendemain de graves échecs

Isolés au sein de l'Islâm hostile, dépourvus de toute cohésion territoriale et juridique, faiblement colonisés et donc difficiles à défendre, les quatre États latins du Levant n'ont pas résisté aux assauts de leurs adversaires. Trop en flèche, le comté d'Édesse succombe le premier en 1144-1146. Accrochés

au rivage, disposant depuis 1192 d'une base inexpugnable, le royaume de Chypre, les trois autres États ne font que survivre pendant un siècle à la défaite de Hattin et à la prise de Jérusalem par Saladin en 1187. En 1291, en conquérant Acre, les Mamelouks effacent deux siècles de présence latine en Terre sainte.

L'Orient latin (XII^e-début du XIII^e s.)



subis par les Latins – perte d'Édesse en 1144, chute de Jérusalem en 1187 –, elles échouent l'une et l'autre, la dernière au terme d'un long périple maritime dont le seul fruit fut la conquête en 1191 par Richard Cœur de Lion de l'île byzantine de Chypre, dont hérita Gui de Lusignan en 1192.

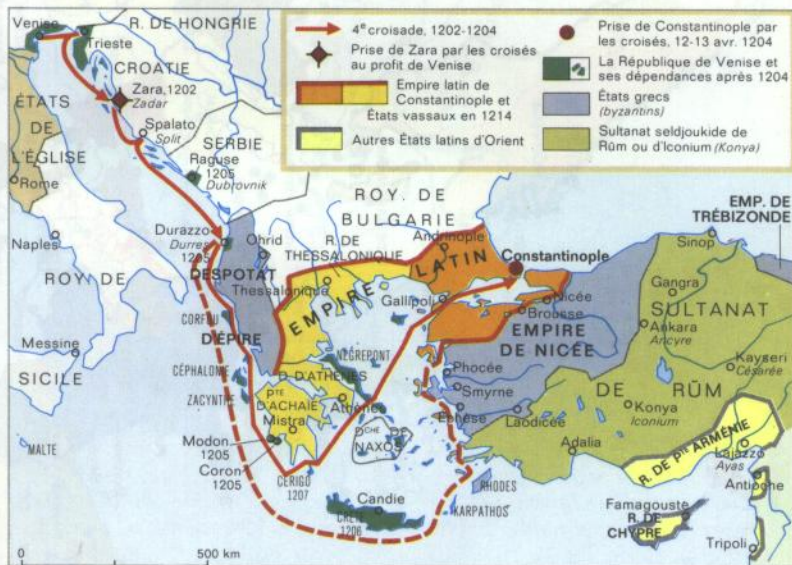
- Royaume de Jérusalem de 1099 à 1187 extension maximale
- Royaume de Jérusalem après la paix de Jaffa, 1229
- Dernières possessions chrétiennes perdues en 1291
- Sièges des patriarches
- Principales forteresses musulmanes
- Musulmans
- Empire de Saladin en 1189 (Salāh al-Dīn Yūsuf)
- Secte des Assassins (Hachichyiyin)
- Batailles
- Mont Tabor



Destinée par Innocent III à frapper la puissance musulmane en Égypte, la 4^e croisade est détournée, en 1202-1203, vers Constantinople par les Vénitiens. Aussi aboutit-elle paradoxalement, en 1204-1205, à la dislocation de l'Empire byzantin défaillant en trois principautés indépendantes, à la création de l'Empire latin de

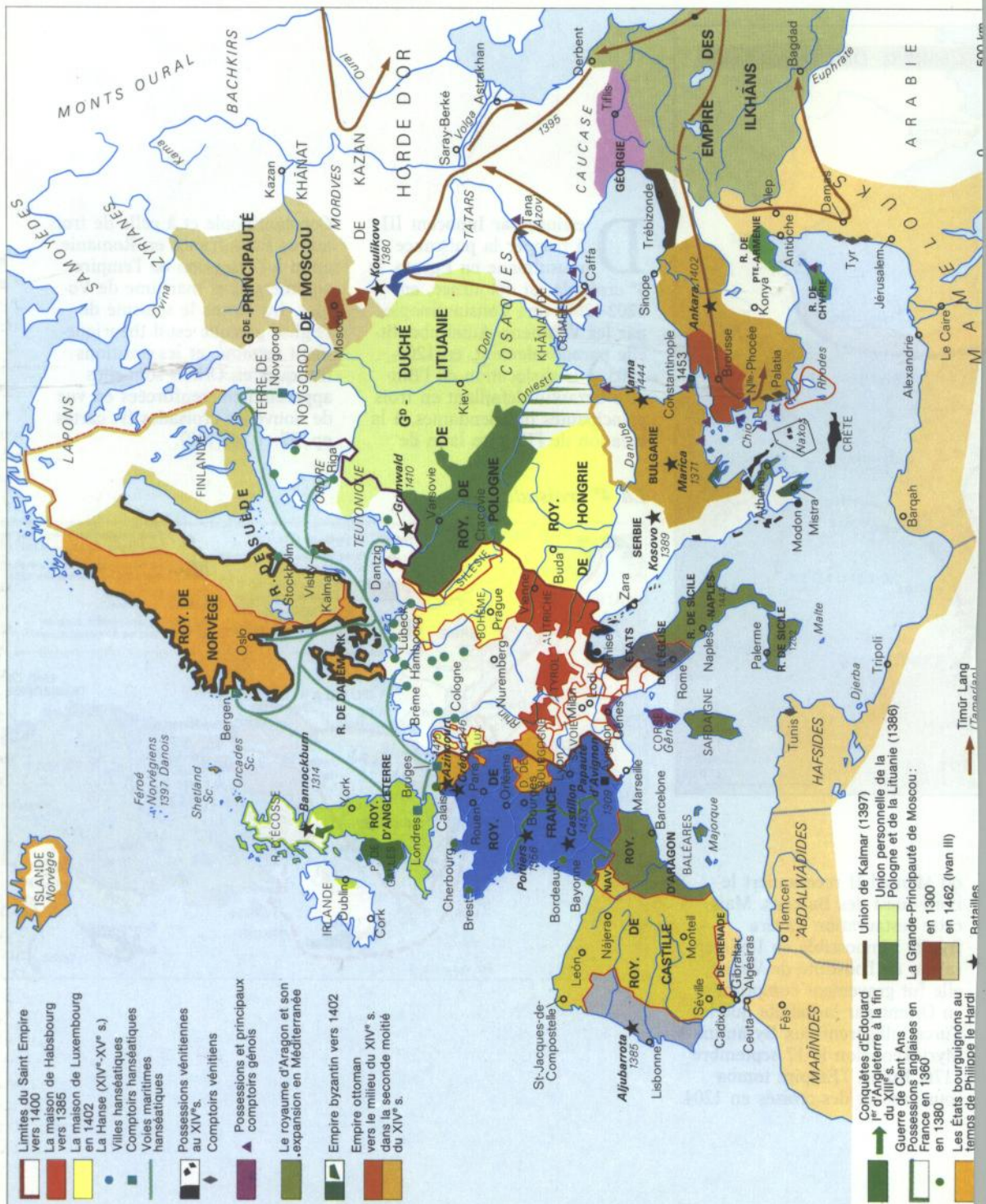
Constantinople et à celle de trois autres États francs en Roumanie, enfin à l'extension de l'empire commercial et maritime de Venise. Du moins le schisme de l'Église grecque est-il théoriquement terminé, et les positions franques en Orient sont-elles apparemment renforcées en vue de nouvelles croisades (v. cartes pp. 57 et 148-149).

La 4^e croisade

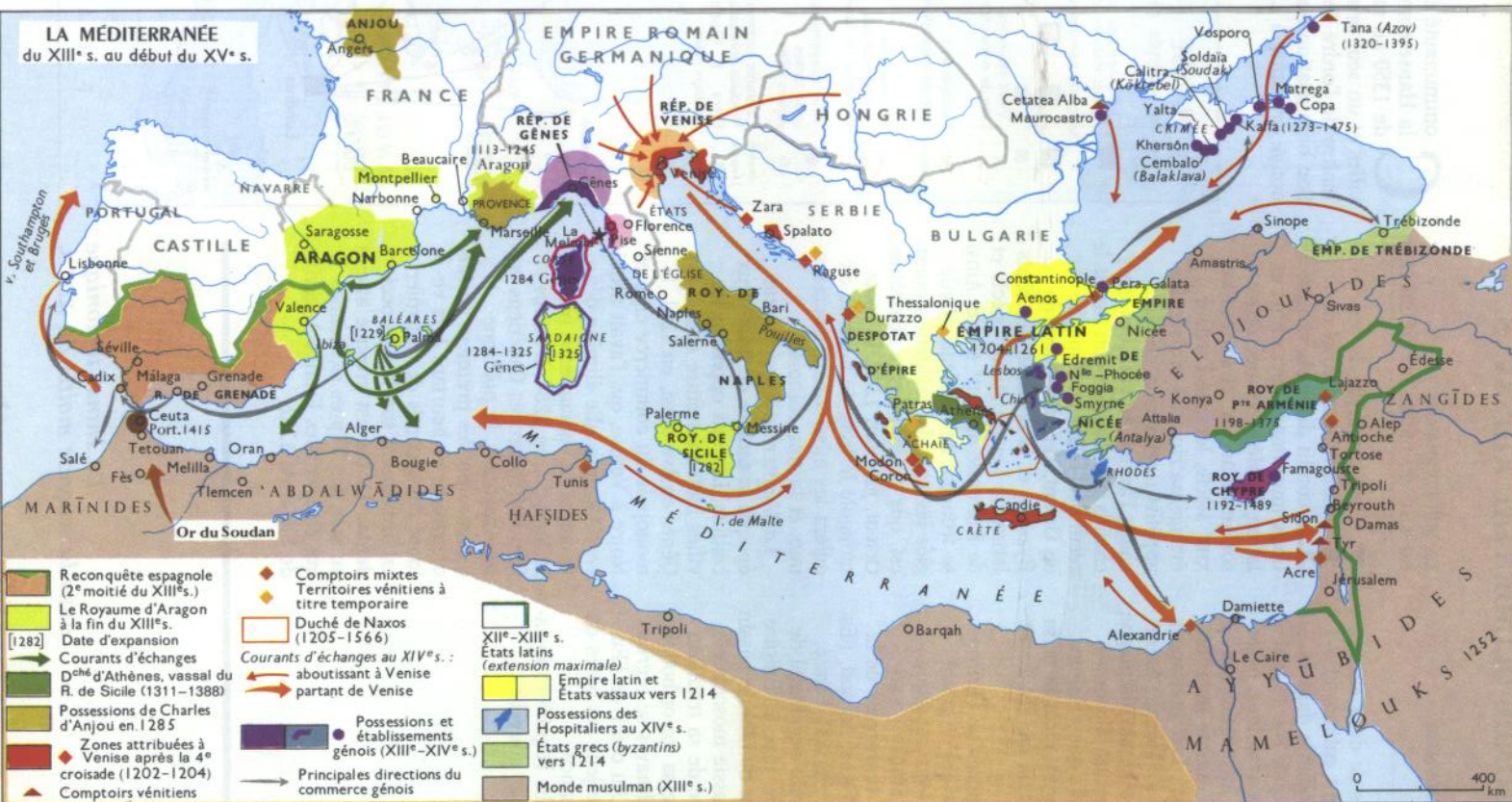


où Manuel II reconquiert le nord-ouest des Balkans. Mais cette restauration s'avéra fragile : impossible en Italie en raison de l'hostilité de Venise, elle fut gravement compromise en Orient par la défaite que les Turcs infligèrent aux Byzantins à Myrioképhalon le 17 septembre 1176. Ruiné, l'Empire tomba sous l'assaut des croisés en 1204.

LE MONDE OCCIDENTAL XIII^e-XV^e S. - MÉDITERRANÉE



Le monde occidental (1270-1454)



La Méditerranée du XIII^e s. au début du XV^e s.

LE MONDE OCCIDENTAL
(1270-1454)

En moins de deux siècles, l'Occident enfante l'Europe moderne dans la douleur provoquée par le malheur des temps (famines, peste noire, conflits internationaux, guerres civiles, ultime invasion asiatique à l'est). Les puissances traditionnelles s'effacent : Saint Empire et papauté en Allemagne et en Italie, devant la montée des villes, tandis que l'Empire byzantin disparaît après la prise de Constantinople par les Turcs (1453).

Les protagonistes de l'Europe nouvelle sont alors en place : à l'ouest, l'Angleterre, quoique vaincue, et la France, victorieuse, sortent renforcées de la guerre de Cent Ans. Au sud, l'Espagne, en marche vers l'unité, maîtrise le bassin occidental de la Méditerranée, face à l'Empire ottoman qui en domine le bassin oriental. La Russie moscovite s'agrandit, forte de sa tradition byzantine et de sa foi orthodoxe. Les pays scandinaves se regroupent au nord. Au cœur de l'Europe, l'Autriche jette les bases de sa future puissance.

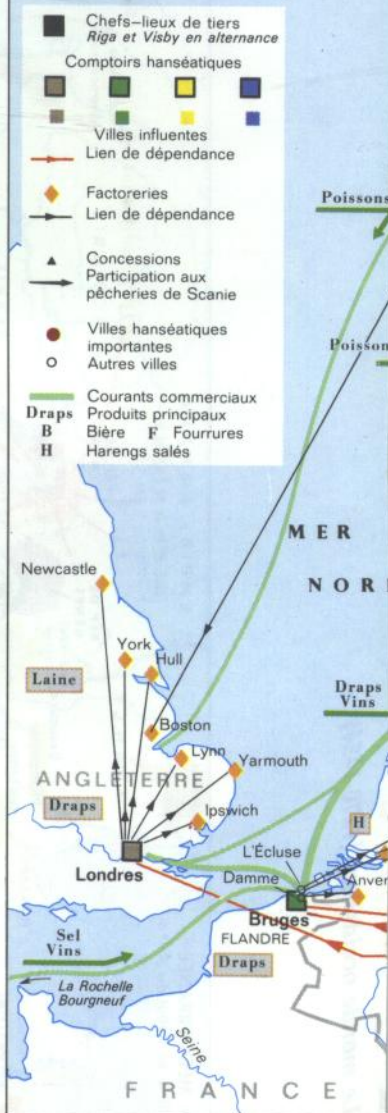
Reste à établir l'équilibre instable de ces forces nouvelles.

LA MÉDITERRANÉE
DU XIII^e AU DÉBUT DU XV^e SIÈCLE

Lieu privilégié de rencontre mais aussi de conflit des trois civilisations musulmane, byzantine et latine, la Méditerranée retrouve son unité au XII^e et surtout au XIII^e siècle, lorsque l'ardeur évangélisatrice des croisés, les appétits territoriaux de leurs chefs, l'apreté au gain des marchands occidentaux entraînent le recul de l'Islâm en Espagne et en Orient, l'effondrement de Byzance et la création des États latins du Levant au XII^e siècle et de Romanie au XIII^e siècle. Ainsi se trouvent de nouveau privilégiés les axes de navigation ouest-est, que prolonge vers l'Extrême-Orient, jusqu'en 1368, la route mongole le long de laquelle circulent les missionnaires occidentaux et la soie chinoise.

La Méditerranée est à cette époque le théâtre de nombreux conflits. Les uns opposent les villes italiennes entre elles : Gênes enlève ainsi, en 1261, le monopole du commerce en mer Noire à Venise, qui l'avait acquis en 1204, puis elle élimine définitivement la concurrence pisane à la Meloria, en 1284. D'autres font s'affronter les Capétiens et les Aragonais, la politique d'expansion des premiers en Méditerranée se heurtant à la volonté des seconds de contrôler exclusivement son bassin occidental. Le but est presque atteint au soir des Vêpres siciliennes qui chassent les Franco-Angevins de Sicile en 1282.

Communauté économique, la Hanse compte à partir de 1350 au moins 129 villes et un seul prince, le grand maître de l'ordre Teutonique. Son organisation assez lâche donne primauté à Lübeck, où se

LA HANSE TEUTONIQUE
dans la seconde moitié du XIV^e s.

*La Hanse teutonique
dans la seconde moitié du XIV^e s.*

tient en général le *Hansetag*, et aux villes où se tiennent les assemblées de tiers : Visby, Riga, Dortmund. Elle prétend au monopole du commerce maritime baltique, de Novgorod à Londres, par Riga, Lübeck et

Bruges, de là son contrôle militaire et financier sur le Sund (1370). Sa puissance économique s'appuie sur les anciens privilèges que ses membres maintiennent dans les quatre comptoirs hors d'Allemagne, où ils entre-

tiennent des factoreries locales : Novgorod, Bergen, Londres et, surtout, Bruges, où s'échangent les produits du Nord et de l'Est (bois, fourrures, poissons...) avec ceux d'Occident, de Méditerranée et d'Orient.



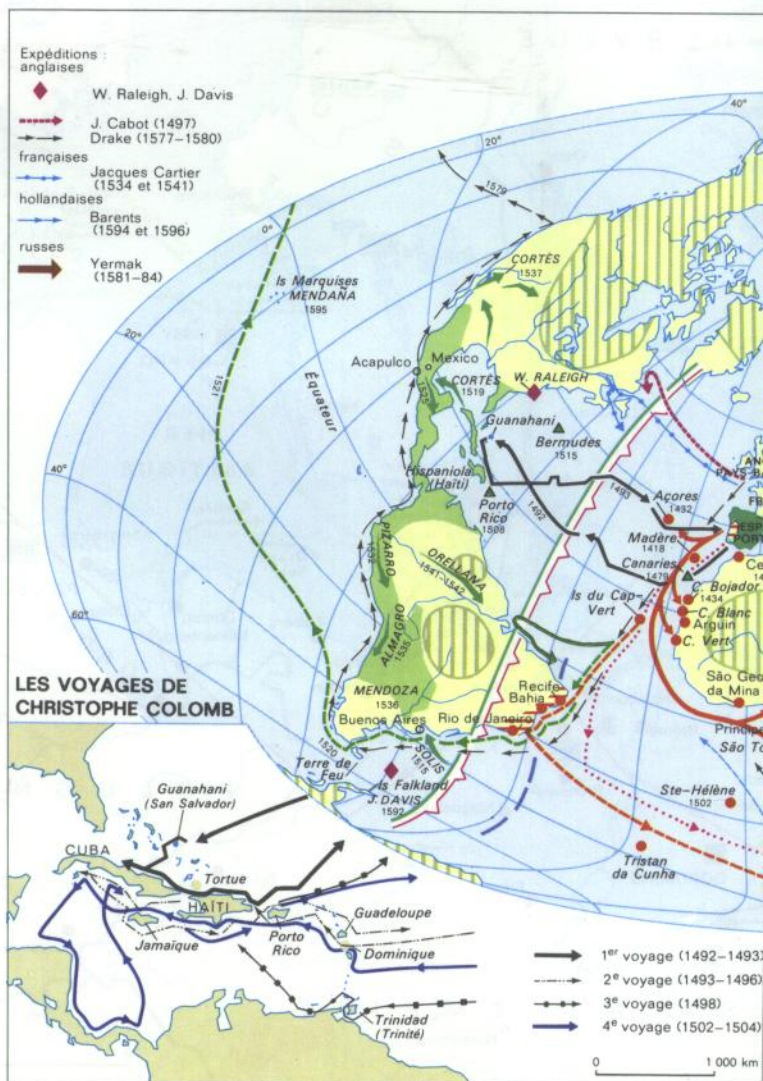
Le Moyen Âge ajoute peu au monde connu des Anciens, bien qu'au XIII^e siècle le Vénitien Marco Polo, qui traverse l'Asie, fasse connaître Cathay (la Chine) et Cipango (le Japon), avant son retour par l'Inde et l'île Saint-Laurent (Madagascar).

Au XIV^e siècle, on ne commerce guère qu'en Méditerranée ou sur la côte atlantique, Génois et Dieppois ayant fondé quelques comptoirs sur la côte d'Afrique. Avec le XV^e siècle débute les grandes découvertes, suscitées par le prosélytisme religieux, le désir d'atteindre les Indes (pays des épices), puis l'appât de l'or et d'un commerce fructueux, enfin par la curiosité scientifique.

Avec leurs coques solides, leurs voiles carrées et latines, les caravelles des navigateurs européens, rapides, maniables, défient les tempêtes.

Poussés par l'infant Don Henri, les Portugais s'aventurent d'abord de plus en plus loin sur les côtes d'Afrique (cap Bojador en 1434, cap Vert en 1445, cap de Bonne-Espérance en 1487). Grâce à Vasco de Gama, qui atteint les Indes (1497-98), le Portugal va placer sous son contrôle toutes les routes de l'océan Indien, y créant une cinquantaine

de comptoirs. Chargé d'une expédition en Inde, le navigateur Cabral atteint en 1500 la côte du Brésil. Dans l'intervalle, Christophe Colomb, Génois au service de l'Espagne, a découvert l'Amérique. Pensant que la Terre était ronde, il voulait joindre les Indes par l'Occident, mais il sous-estimait leur distance par rapport à l'Espagne. Le 12 octobre



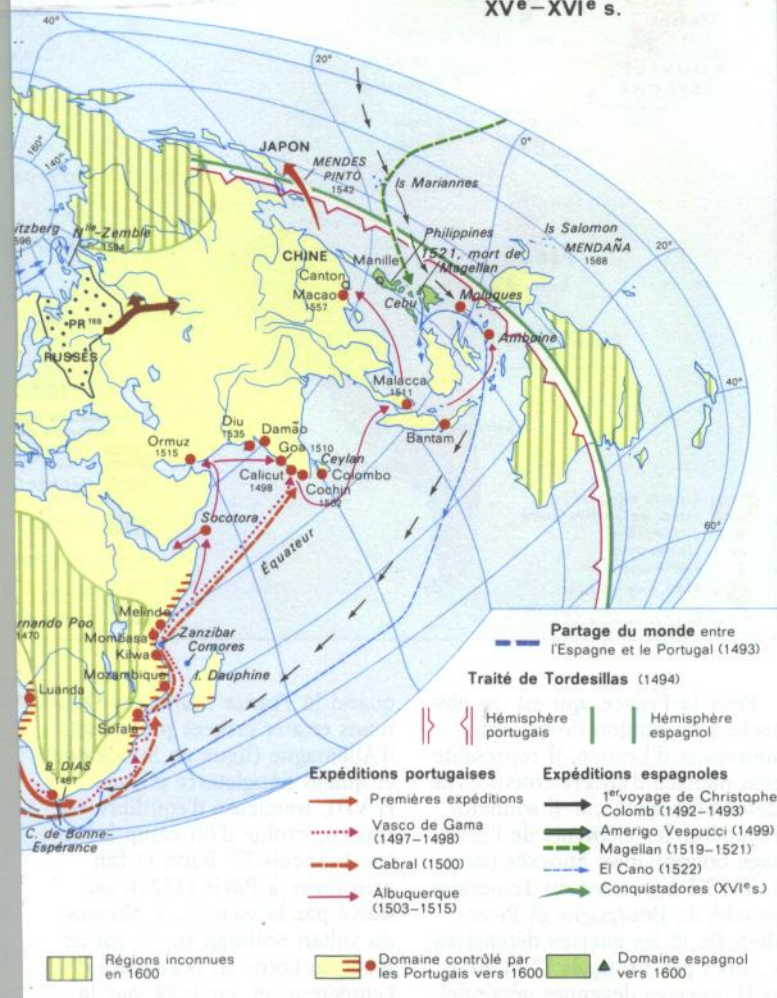
1492, il aborde à Guanahani, puis à Cuba et Haïti ; en 1493-1494, il atteint les Petites Antilles et la Jamaïque. En 1498, il visite la Trinité et suit la côte nord de l'Amérique du Sud. Lors de son quatrième voyage (1502-1504), cherchant toujours un passage vers l'Inde, il explore le fond du golfe, et meurt sans se douter qu'il a trouvé un continent. Ame-

rico Vespucci, voyageur florentin, parle le premier d'un « nouveau monde », que des savants lorrains baptisent « Amérique » (1507). L'erreur de Christophe Colomb apparaît clairement après la découverte du Pacifique par Balboa, qui traverse l'isthme de Panamá en 1513. En 1520, Magellan trouve enfin la route de l'Inde par l'ouest.

Bien que le monde soit encore aux trois quarts inconnu, le pape Alexandre VI le partage par une bulle de 1493, démarcation confirmée par le traité de Tordesillas (1494) : les pays à l'ouest des Açores (Amériques et Pacifique) sont réservés à l'Espagne, les pays à l'est (Orient, Inde, Afrique, Asie) au Portugal. Dans l'Atlantique Nord des pêcheurs de morue anglais, français, espagnols et portugais arrivent dans les parages de Terre-Neuve.

Vers la fin du xvi^e siècle, la période des grandes découvertes se termine. Les Espagnols ont trouvé le pays de l'or, les Portugais celui des épices. Cortés a conquis pour l'Espagne le Mexique, Pizarro et Almagro le Pérou et le Chili. Quant aux Portugais, tombés sous la domination de l'Espagne, ils voient leur immense et fragile empire côtier grignoté par les Hollandais, explorateurs à leur tour.

LES GRANDES DÉCOUVERTES XV^e - XVI^e s.



Les grandes découvertes (XV^e-XVI^e s.)

Héritier des Habsbourg, dont la dynastie avait, depuis 1438, constamment occupé le trône impérial, Charles Quint recueille entre 1506 et 1519 trois héritages qui font de lui le maître d'un domaine sans pareil en Europe. De son père, descendant du Téméraire, il reçoit l'Artois, la Flandre, le Brabant, le Luxembourg, la Franche-Comté. Par sa mère, écartée comme incapable, il est roi d'Aragon et de Castille, avec leurs dépendances d'Italie (Sardaigne, Sicile, Naples), auxquelles s'ajoute l'immense Amérique. De son grand-père Maximilien, il hérite les domaines familiaux des Habsbourg, c'est-à-dire les archiduchés de Haute-Autriche et Basse-Autriche et leurs annexes (Styrie, Carinthie, comté du Tyrol, landgraviat de Haute-Alsace). Élu empereur en 1519, il rêve d'unifier les 400 États allemands, de rogner les « libertés germaniques », puis d'étendre encore sa puissance territoriale, déjà redoutable, selon la fière devise « Toujours plus outre », enfin de diriger la chrétienté en établissant son hégémonie sur les autres princes d'Europe.



Pour la France, qui est un obstacle à la réunion de ses deux morceaux d'Europe, il représente une menace d'encerclement et de démembrement, car il souhaite récupérer les éléments de l'héritage bourguignon annexés par Louis XI à la mort du Téméraire (duché de Bourgogne et Picardie). De là les guerres défensives menées par François I^{er} et Henri II, guerres devenues générales

quand la France s'allie aux Ottomans et aux princes protestants d'Allemagne (ligue de Smalkalde) et quand l'Angleterre d'Henri VIII, soucieuse d'équilibre européen, évolue d'un camp à l'autre. François I^{er}, battu et fait prisonnier à Pavie (1525), est sauvé par la victoire, à Mohács, du sultan Soliman sur le roi de Hongrie Louis II, beau-frère de l'empereur, et, en 1529, par la

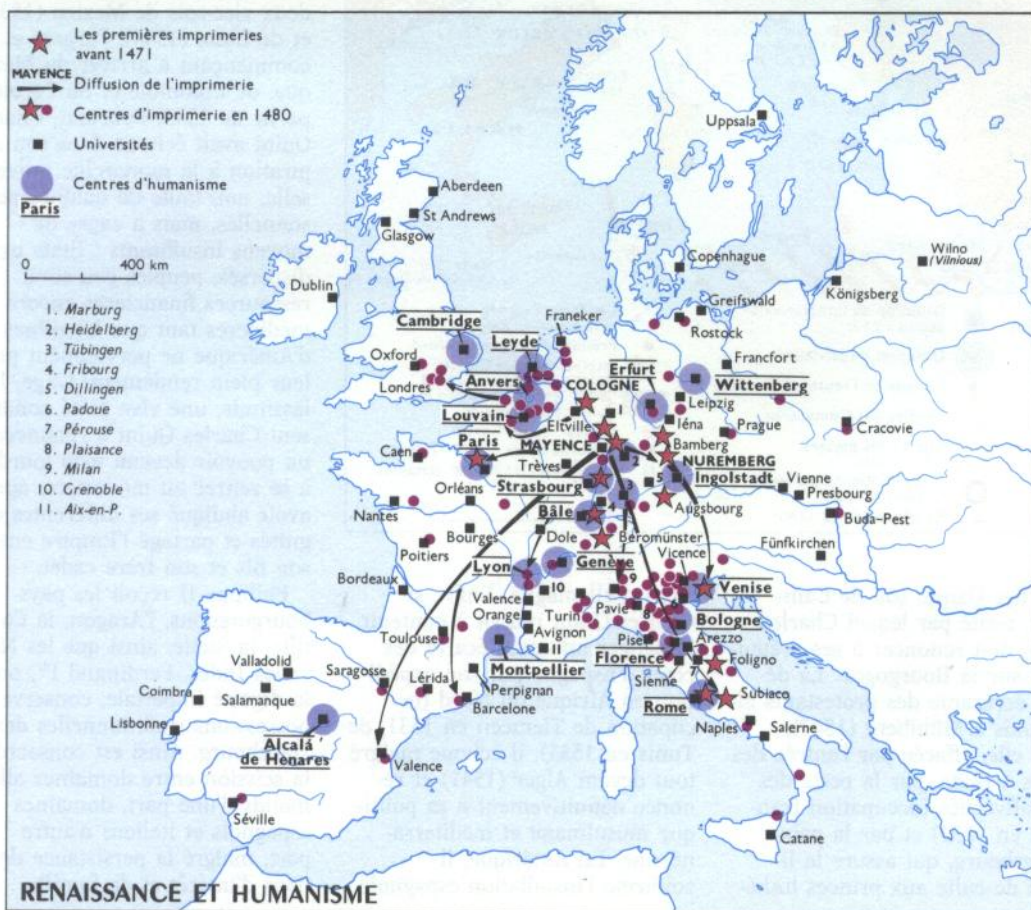
Annoncé en Italie par Pétrarque au ^{xiv}^e siècle, l'humanisme s'épanouit à partir du concile de Florence (1439), lorsque la pensée de Platon fait « renaître » les penseurs, qui se croient plus proches de l'homme, « humaniores » ; les humanistes sont les érudits, ou, plus généralement, ceux qu'exaltent les valeurs proprement humaines. L'expansion de l'humanisme est rapide dans un Occident prêt à le recevoir, au moment où se diffuse l'imprimerie, dont l'essor, parti de la vallée du Rhin, se répand dans toute l'Europe occidentale. Sans doute im-

prime-t-on d'abord les ouvrages favorisés du Moyen Âge, mais, bientôt, les humanistes italiens, allemands, français demandent des éditions « classiques ». Malgré la modération d'Érasme et de Budé cherchant à harmoniser hellénisme et christianisme, l'humanisme aide à la Réforme.

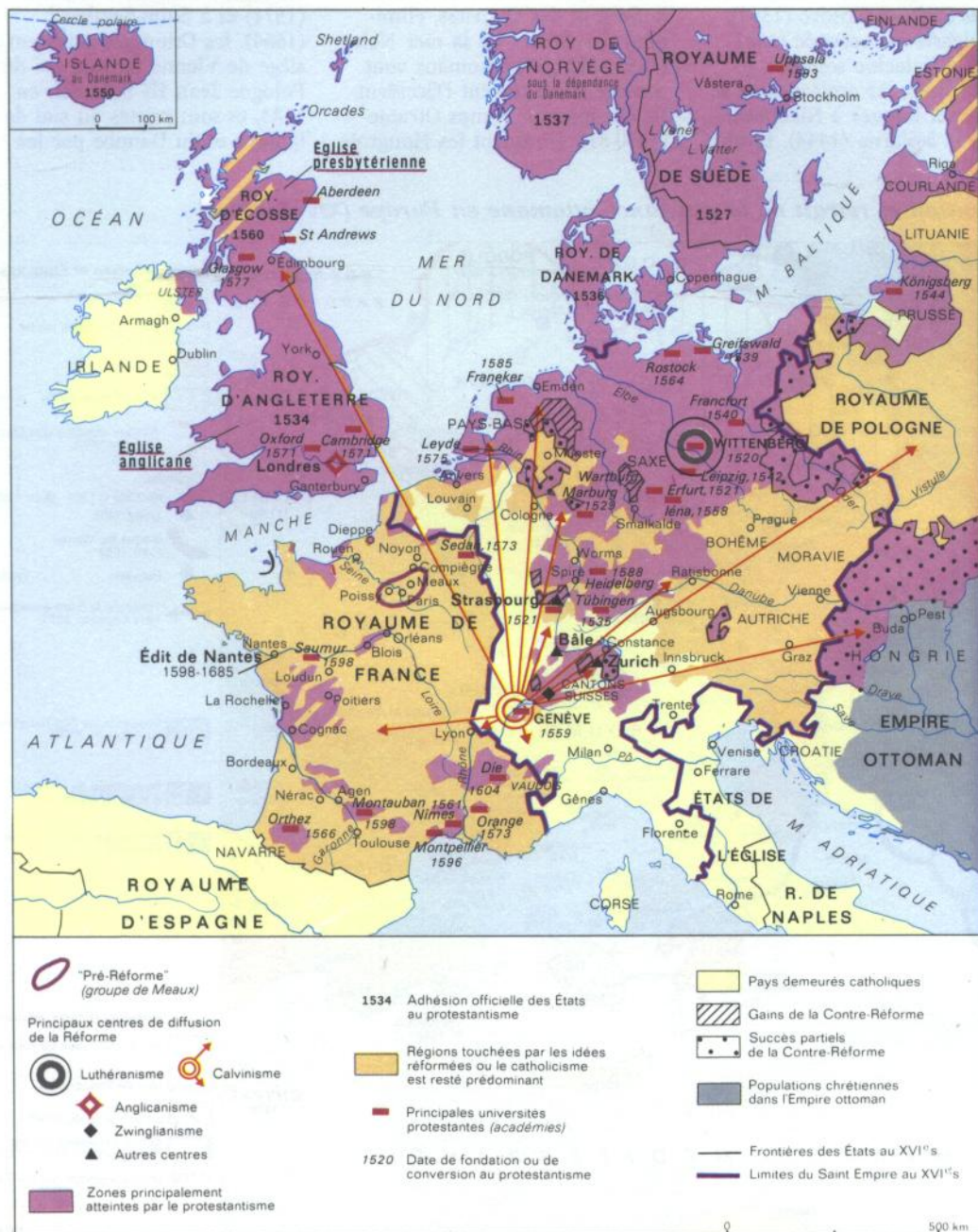
La « Pré-Réforme », en France, a moins d'influence que les réformateurs : Zwingli, en Suisse ; Luther, en Allemagne du Nord, Scandinavie, Finlande ; Calvin à

Genève, puis aux Pays-Bas, en Écosse, dans la plupart des communautés françaises, enfin en Amérique du Nord. Le mouvement s'affaiblit en se fragmentant : anglicanisme d'Henri VIII, presbytérianisme des Écossais et nombreuses sectes. La Réforme laisse l'Europe divisée en une moitié nord, partagée entre des confessions rivales, et une moitié sud, restée fidèle à Rome, qui reconquiert après 1540 une partie de l'Allemagne et la Belgique actuelle. La France, restée catholique, accepta le dualisme de l'édit de Nantes, forme alors unique de tolérance.

Renaissance et humanisme



La diffusion de la Réforme au XVI^e s.



En sollicitant l'aide des Ottomans contre les Serbes dès 1344-45, les Byzantins les attirent en Europe. Établis en 1354 à Gallipoli, les Osmanlis battent les Serbes à Kosovo (1389). La Bulgarie est occupée (1383-1393), la Valachie soumise au tribut (1395), les croisades de secours sont battues à Nicopolis (1396) et à Varna (1444). Enfin

Constantinople tombe le 29 mai 1453. L'Empire byzantin disparaît de l'histoire. Achevant la conquête de la Grèce (Morée, 1460) et les Balkans au sud de la Save et des Carpates, éliminant des Génois de la mer Noire (1461-1475), les Ottomans vont menacer directement l'Occident. Ils occupent un temps Otrante (1480-81), éliminent les Hongrois

à Mohács en 1526, vassalisent la Transylvanie. Mais le reflux s'amorce après la victoire de Chypre (1571). Vaincus par la chrétienté coalisée à Lépante (1571) et à Saint-Gotthard (1664), les Ottomans échouent au siège de Vienne face au roi de Pologne Jean III Sobieski, en 1683, et sont rejetés au sud de la Save et du Danube par les

Expansion et retrait de la puissance ottomane en Europe (XIV^e-XVIII^e s.)

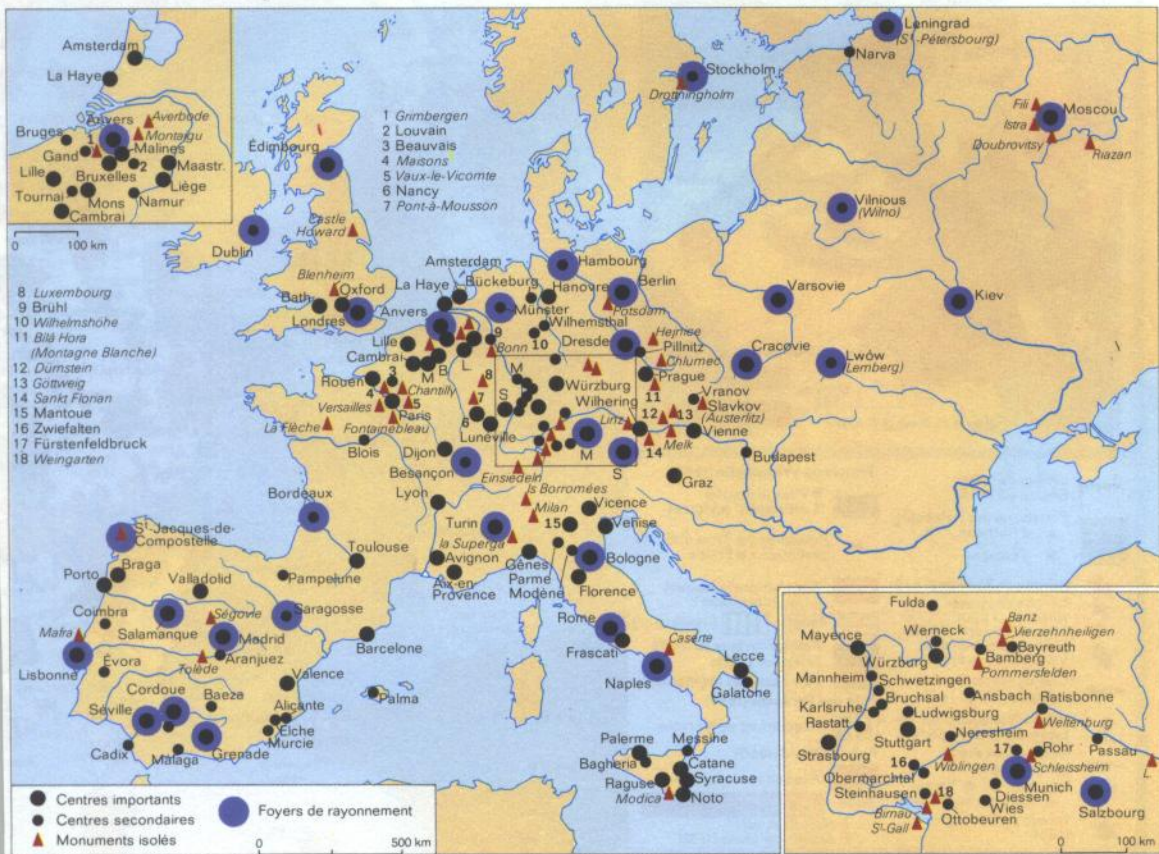


Habsbourg (Karlowitz, 1699; Passarowitz, 1718; Belgrade, 1739). En 1774 et 1792, les Romantov leur ôtent la Crimée et la Bessarabie. Avec l'arrivée des Russes, protecteurs naturels des Slaves orthodoxes, aux bouches du Danube, s'ouvre la question d'Orient.

Né dans l'État pontifical où la réforme catholique affirme après 1570 son triomphalisme face au puritanisme de la réforme protestante, le baroque s'impose à Rome grâce au Bernin, à Borromini et à Guarini. Se diffusant plus particulièrement dans les États habsbourgeois, en particulier à l'initiative des jésuites, il s'épanouit dès le XVII^e siècle dans la péninsule Ibérique, puis marque de son empreinte au XVIII^e siècle les pays germaniques, où il prend naturellement

une forme plus sévère dans les États protestants qui n'ont pu résister à sa contagion. Se caractérisant par une recherche esthétique qui vise à toucher les sens par l'organisation de l'espace architectural, par la somptuosité et la surabondance des formes décoratives qui font de lui, par excellence, l'art de la fête mystique, le baroque donne des rapports de l'homme et de Dieu une conception nouvelle, qui imprègne profondément les arts plastiques jusque dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

L'art baroque en Europe



Malgré leur échec au XVI^e siècle, les Habsbourg de Vienne et ceux de Madrid reprennent au XVII^e siècle leurs rêves d'Empire héréditaire et de domination catholique universelle. Le conflit, purement allemand au début, devient

européen avec l'intervention du Danemark et de la Suède. L'empereur Ferdinand II parut sur le point d'atteindre à l'hégémonie quand il eut écrasé la Bohême, vaincu le Danemark, proclamé en 1629 par l'édit de Restitution l'obligation faite aux protestants

de rendre les terres qu'ils avaient sécularisées, et repoussé les Suédois (mort de Gustave Adolphe, 1632). En 1635, l'empereur paraît dominer en Allemagne.

C'est alors que Richelieu, après avoir restauré l'autorité royale,

La guerre de Trente Ans et ses prolongements (1618-1660)



lance la France dans la guerre afin de briser l'encerclement du royaume, après avoir conclu alliance avec la Suède, les princes protestants allemands et les Provinces-Unies. Les victoires françaises, après des débuts difficiles, permettent l'occupation de l'Ar-

tois, de l'Alsace et du Roussillon, obligeant l'empereur à signer les traités de Westphalie (1648), charte du droit public européen jusqu'à la Révolution. Étendant la liberté de conscience aux calvinistes, proclamant l'égalité entre protestants et catholiques, accordant aux princes l'autorité suprême en matière religieuse, ces traités faisaient de l'Allemagne un « tout inorganique ».

L'empereur élu était désarmé devant l'oligarchie princière dans une Allemagne où triomphaient les « libertés germaniques ». Les Habsbourg de Vienne étaient vaincus. La France obtenait les droits et les possessions de la maison d'Autriche en Alsace et la reconnaissance officielle de son installation dans les Trois-Évêchés et à Pignerol.

Il fallut à l'Allemagne, champ de bataille de l'Europe, plus d'un siècle pour réparer ses ruines matérielles (chute démographique, terres incultes, famine) et

se relever de son affaiblissement intellectuel et moral (tradition nationale brisée, mœurs devenues brutales).

La France, d'abord paralysée par les Frondes, ne put imposer sa victoire sur les Habsbourg de Madrid que cinq ans plus tard. Mazarin poursuivit la politique de Richelieu ; ayant encerclé les Pays-Bas en obtenant l'alliance anglaise et en formant la ligue du Rhin, il imposa le traité des Pyrénées (1659), après les victoires décisives de Turenne. L'Espagne abandonnait à la France l'Artois (moins Aire-sur-la-Lys et Saint-Omer), la haute Cerdagne et le Roussillon, et quelques places de Flandre, du Hainaut et du Luxembourg. Consacrant la toute-puissance et l'habileté diplomatique de Mazarin, l'Europe demanda alors à la France d'arbitrer la paix du Nord, qui fut favorable à son alliée la Suède (v. carte p. 102).



L'idée d'équilibre général a remplacé au XVIII^e siècle les prétentions des Habsbourg puis, après eux, des Bourbons à l'hégémonie. Par ailleurs, à côté des puissances anciennes entrent en lice deux puissances nouvelles : la Prusse et la Rus-

sie, dont les ambitions compliquent la situation internationale. Aussi, pendant cinquante ans, l'Europe est-elle troublée par des guerres dites « de succession », dans lesquelles sont engagés tous les pays, inquiets des agrandissements territoriaux qui risque-

raient d'accroître la puissance de l'un d'entre eux.

Aux conflits continentaux s'ajoutent par ailleurs les rivalités maritimes et coloniales entre la France et l'Angleterre, qui étendent la guerre au monde entier. Au cours de ces luttes, les

L'Europe au temps de la prépondérance britannique



puissances, disposant de forces à peu près égales, recherchent des alliés pour réaliser leurs desseins au mieux de leurs intérêts.

En 1717, afin de contrecarrer les dangereuses ambitions de l'Espagne, la France, l'Angleterre et la Hollande signent la Triple

Alliance pour maintenir les traités d'Utrecht. En 1733, s'ouvre la succession de Pologne, qui oppose la France à l'Autriche, alliée de la Russie : la Pologne est placée avec Auguste III sous l'autorité austro-russe, mais la France s'assure la réunion de la Lorraine, soustraite à l'Empire, après la mort de Stanislas Leszczyński. La guerre de la Succession d'Autriche oppose Frédéric II de Prusse à l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche : l'Autriche alliée à l'Angleterre lutte contre la France, alliée de la Prusse, qui, en conservant la Silésie, est la grande bénéficiaire du conflit. Enfin la guerre de Sept Ans (1756-1763) partage à nouveau l'Europe en deux camps, les alliances s'étant renversées : Prusse et Angleterre contre France, Autriche et Russie.

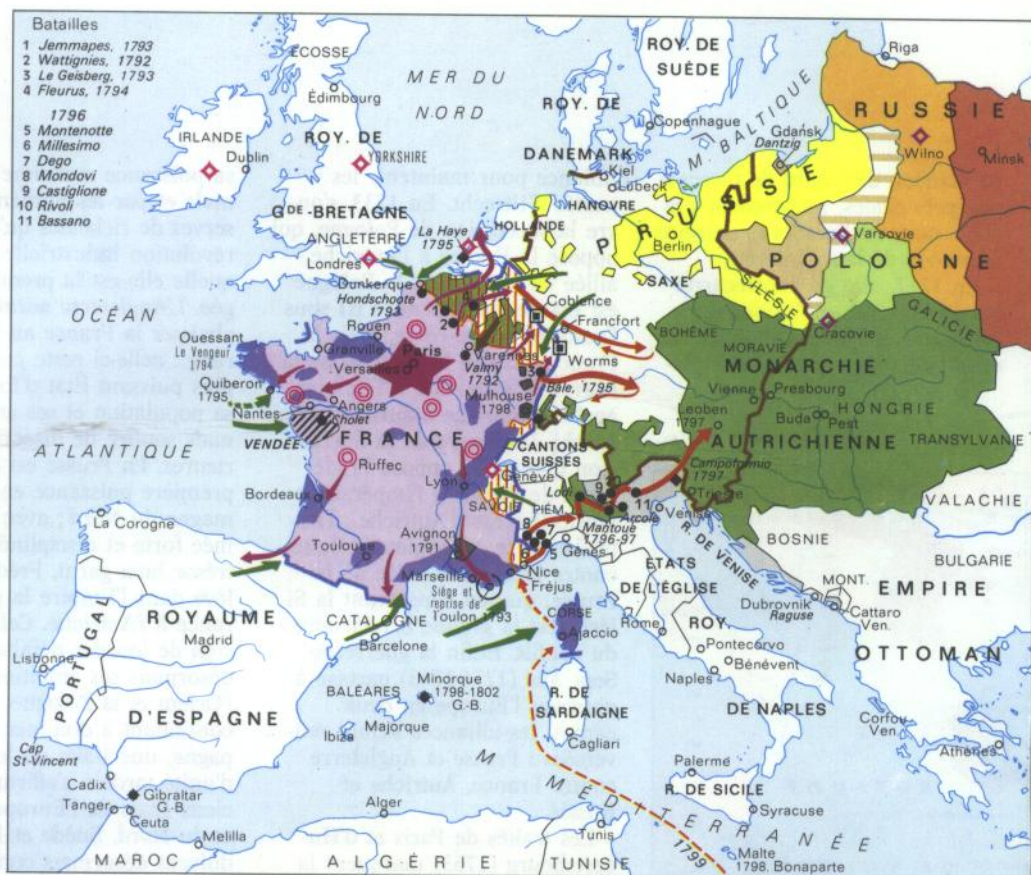
Les traités de Paris et d'Hubertsbourg (1763) marquent la défaite de l'Autriche et de la France, qui perd la plus grande partie de son empire colonial en Amérique et en Asie au profit de l'Angleterre, tandis qu'en apparence le statu quo est restauré en Europe continentale.

Bien qu'elle ne soit qu'une île, l'Angleterre s'est alors haussée en Europe au rang d'arbitre par

sa puissance maritime et coloniale et par les immenses réserves de richesses qu'annonce la révolution industrielle dans laquelle elle est la première engagée. L'Angleterre aurait voulu abaisser la France au second rang : celle-ci reste pourtant le plus puissant État d'Europe par sa population et ses armées, mais souffre de discords intérieures. La Prusse est devenue la première puissance en Allemagne du Nord ; avec une armée forte et disciplinée et un trésor bien garni, Frédéric II enlève dans l'Empire la prépondérance à l'Autriche. Celle-ci, qui a subi de lourdes défaites, tourne désormais ses ambitions vers l'Orient et la Pologne, tout en continuant à dominer, avec l'Espagne, une Italie où le sentiment d'unité tarde à s'affirmer. Les anciens États de l'Europe de l'Est et du Nord, Suède et Pologne, doivent désormais compter avec la Russie, renouée par Pierre le Grand en État moderne, en façade du moins.

Avec l'énergique Catherine II, la Russie, brusquement transformée, devient une force européenne de premier plan. Ainsi l'équilibre européen est totalement bouleversé par des données nouvelles.





La révolution en Europe (1789-1799)

L'ascension de la bourgeoisie, la poussée des idées libérales, le mécontentement populaire déclenchent en France une révolution. Devenu violent par l'intervention du peuple des villes et des masses paysannes (la Grande Peur), ce mouvement inquiète les souverains étrangers, impressionnés par la propagande des émigrés. Cette hostilité et les difficultés intérieures françaises expliquent la déclaration de guerre à l'Au-

triche (20 avril 1792), alliée à la Prusse.

L'invasion austro-prussienne est arrêtée à Valmy, le 20 septembre 1792, mais, en 1793, la radicalisation de la Révolution et l'entrée des armées françaises en Belgique suscitent une coalition générale. Attaquée de toutes parts, minée par les insurrections vendéenne et fédéraliste, la nouvelle république n'est sauvée, à partir de l'été 1793, que par la Terreur : la mobilisation politi-

que, économique et surtout militaire qu'elle suscite permettent en effet la victoire sur tous les fronts.

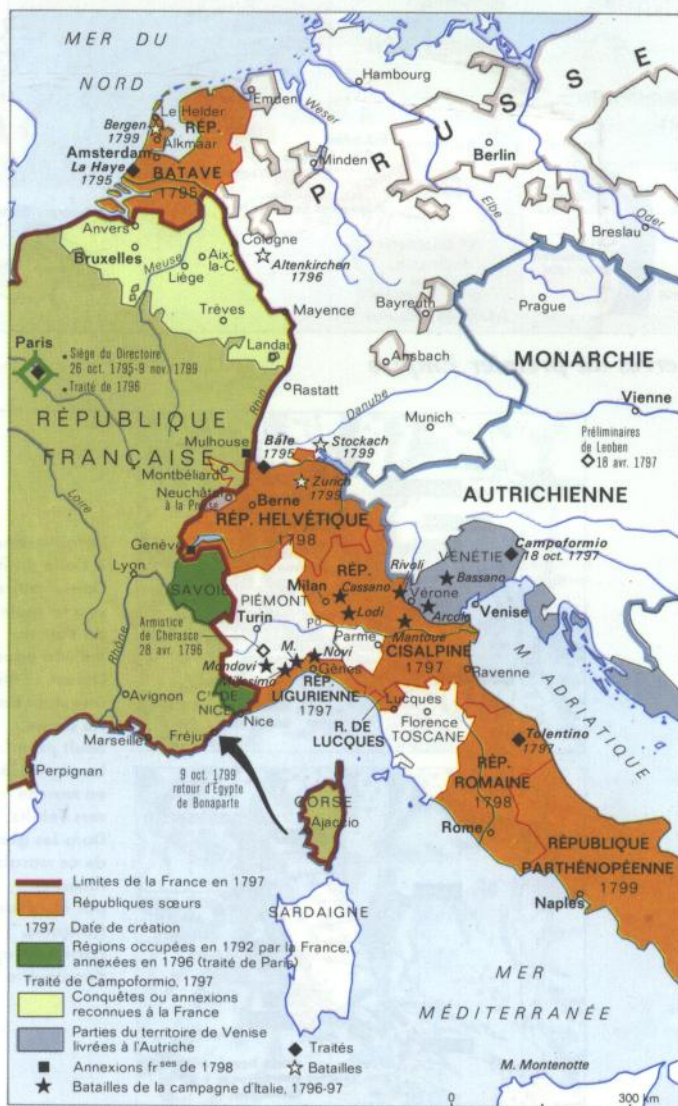
Après la dislocation de la coalition en 1795, trois armées sont lancées en 1796 contre l'Autriche. Bonaparte mène en Italie une rapide et brillante campagne. La route de Vienne ouverte, l'Autriche doit, au traité de Campoformio, renoncer à la Rhénanie et à ses possessions italiennes, sauf la Vénétie.

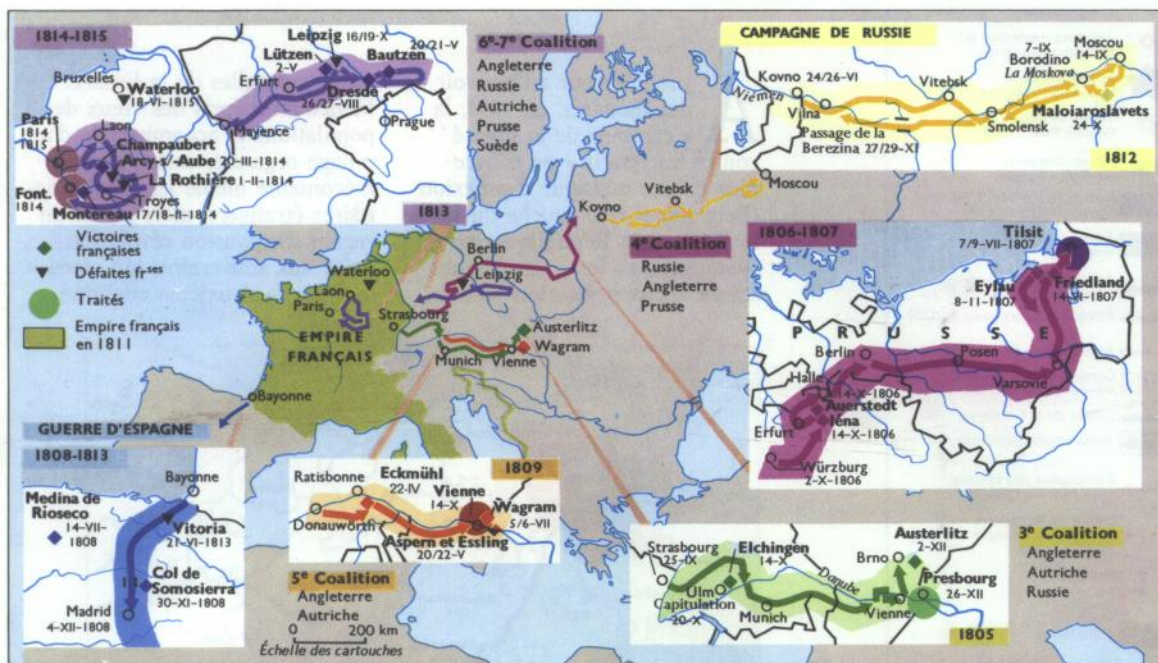


Avec le retour au pouvoir des modérés, en 1794, la « croisade de la liberté contre les tyrans » ne couvre plus qu'une politique d'annexion (Belgique et rive gauche du Rhin intégrées à la République) ou de vassalisation : les « républiques sœurs », aux institutions cal-

quées sur celles de la France. Menée au mépris des vœux des populations et accompagnée d'un pillage organisé, cette politique mécontente même les révolutionnaires étrangers, mais paraît un regain d'expansion révolutionnaire aux souverains, qui ripostent par la deuxième coalition.

Les républiques sœurs





Les guerres du premier Empire



Bataille d'Austerlitz.
 A l'aile droite,
 Davout attire l'ennemi
 vers la route
 de Vienne.
 À l'aile gauche,
 Lannes et Murat
 refoulent Bagration.
 Au centre,
 Soult prend de flanc
 les régiments
 en marche
 vers Telnitz.
 Dans les glaces
 de ce marais
 rompus
 par la canonnade
 française,
 l'artillerie russe
 s'engloutira.

**Bataille
 d'Austerlitz
 (1805)**

Reprenant la guerre dès 1803, l'Angleterre organise des coalitions, avec l'Autriche et la Russie (1805), la Russie et la Prusse (1806-1807), l'Autriche et les insurgés espagnols (1809). Elles sont vaincues par l'efficace stratégie napoléonienne (division des adversaires, battus par de rapides mouvements tournants).

Napoléon occupe le Portugal en 1807 et remplace le roi d'Espagne par Joseph Bonaparte (1808). Mais, dès 1809, le rapport de forces s'inverse. La population espagnole résiste. Les Anglais réoccupent le Portugal, libèrent l'Espagne (1812) et envahissent la France (1814). Après la rupture de l'alliance franco-russe en 1811, la campagne de Napoléon en Russie (dès juin 1812) échoue face à la stratégie

russe de recul et de « terre brûlée ». Après l'occupation de Moscou, la Grande Armée en retraite est décimée par la « grande guerre patriotique » des Russes, l'hiver et la faim. Au cours de la sixième coalition, la France, qui perd l'Allemagne en 1813, est envahie en 1814. Malgré la brillante campagne de février, Paris capitule le 30 mars et l'Empereur abdique le 6 avril à Fontainebleau.

Le Code civil, promulgué en 1804, traduit en règles juridiques l'évolution individualiste et libérale de la société française, qu'accélère la victoire de la bourgeoisie : égalité formelle devant la loi, liberté individuelle, propriété sacralisée. Ce Code se répand dans tous les pays soumis à l'hégémonie française, d'où un contraste durable entre une Europe de l'Ouest, où sont en place les bases juridiques de la révolution libérale et de l'essor du capitalisme, et une Europe centrale et orientale, encore féodale.

Diffusion du Code civil. Code Napoléon



L'Europe napoléonienne en 1811

En 1811, toute l'Europe subit l'influence de Napoléon, sauf l'Angleterre et le Portugal (que l'Angleterre occupe en partie), la Sardaigne, la Sicile et Malte. Pour abattre l'Angleterre, maîtresse des mers depuis Trafalgar (1805), l'Empereur a cru pouvoir l'asphyxier économiquement en retournant contre elle l'arme du blocus qui prohibe les marchandises ennemies. Il doit donc contrôler toute l'Europe. De là, l'annexion ou l'administration directe des zones côtières.

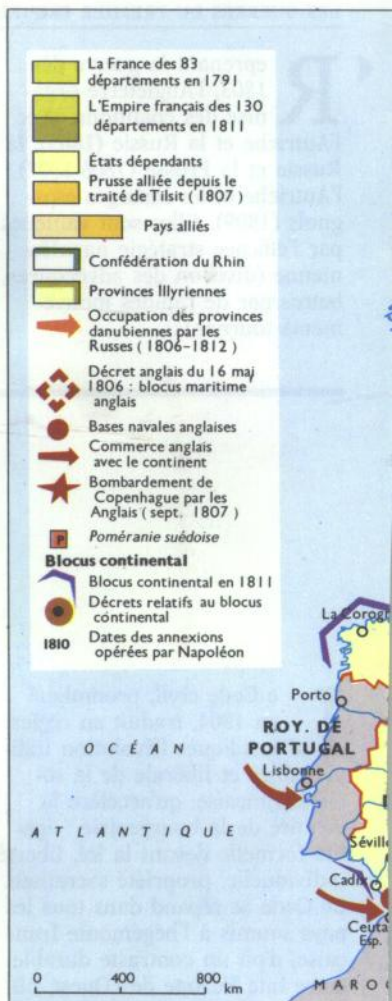
Après l'occupation des États de l'Église et l'annexion de la Hollande, l'Empire français compte ainsi 130 départements. Certains États sont personnellement gouvernés par Napoléon : le royaume d'Italie, où le prince Eugène le représente comme vice-roi, les Provinces illyriennes (Dalmatie, Istrie, Haute-Carinthie, Carniole, Frioul et Croatie), dont Marmont est gouverneur.

Instituant un système familial, Napoléon a établi ses proches parents sur les trônes européens. Les « Napoléonides » gouvernent ainsi le royaume de Naples (Murat, son beau-frère), le grand-duché de Toscane (Élisa, sa sœur), le royaume de Westphalie (Jérôme, son frère), le grand-duché de Berg (Napoléon-Louis, son neveu, le royaume d'Espagne (Joseph, son frère).

L'Allemagne de l'Ouest et du Centre, dont les 36 États sont rassemblés dans la Confédération du Rhin, est placée sous le protectorat officiel de Napoléon. En Suisse, celui-ci est médiateur de la Confédération helvétique. Le grand-duché de Varsovie est placé sous sa tutelle.

D'autres États sont, de gré ou de force, officiellement ses alliés : ainsi, le Danemark et la Russie, malgré une alliance quelque peu ébranlée en 1808 par l'attitude du tsar à Erfurt.

Enfin certains États se rappor-



chent de la France ou cherchent à obtenir son amitié : la Prusse, sous l'influence de son ministre Hardenberg, s'engage dans une alliance avec la France ; l'Autriche, après le mariage de Napoléon avec Marie-Louise, s'apprête à fournir un contingent ; la



Suède, qui a pris pour roi le maréchal français Bernadotte, semble, après une longue hostilité, témoigner de dispositions favorables. Réserve faite de l'Angleterre et de l'Empire ottoman où, après la mort du sultan Sélim III, l'influence française re-

cule, l'Empereur semble n'avoir en Europe que des amis ou des alliés, malgré l'incertitude de l'alliance russe. Le prestige de Napoléon et ses alliances donnent aux idées françaises une incomparable force d'expansion. Mais l'arme du blocus apparaît

vite inefficace face à la contrebande qui part des bases anglaises, favorisée par l'hostilité de la bourgeoisie française et surtout par celle des populations européennes, pénalisées économiquement et opprimées politiquement.

L'EUROPE APRÈS LE CONGRÈS DE VIENNE



L'Europe du congrès de Vienne

Pour les vainqueurs, la chute de Napoléon doit substituer l'ère de la Sainte-Alliance à celle de la Révolution. Ils réorganisent donc l'Europe, au mépris des vœux des peuples, selon les principes de légitimité, de restauration et de solidarité des princes, que tempère le souci d'un équilibre européen au profit des grandes puissances : les survivances médiévales d'Allemagne et d'Italie disparaissent ; le Saint Empire est remplacé par la Confédération germanique de trente-huit États ; les grandes puissances

agrandissent leurs domaines (la Prusse en Rhénanie, l'Autriche en Italie et dans les Balkans, la Russie en Pologne), l'Angleterre se contentant de bases maritimes ; la France, coupable de révolution, est surveillée par deux États tampons renforcés, les Pays-Bas et le royaume de Sardaigne.

Refusant pour son pays un destin si cruel, redoutant pour lui-même un exil plus lointain que l'île d'Elbe, où il a « régné » du 4 mai 1814 au 26 février 1815, Napoléon I^{er} tente, lors des Cent-Jours (20 mars-8 juillet

1815), de remettre en cause l'œuvre du congrès de Vienne, avant même que celle-ci ne soit validée par l'Acte final du 9 juin 1815.

Consacrée le 18 à Waterloo par la défaite de l'Empereur, qui s'embarque, le 15 juillet, près de Rochefort sur le *Bellerophon*, cette œuvre du congrès de Vienne établit un équilibre des forces en Europe, qui, pour l'essentiel, ne fut pas remis en cause avant la signature du traité de Versailles le 28 juin 1919. (V. carte pp. 92-93.)

En 1846-1848, une crise économique affaiblit les gouvernements et cristallise le mécontentement des bourgeoisies libérales et des masses réduites à la misère. Dès 1846 s'amorce un mouvement révolutionnaire qui, à partir des insurrections de Paris et de Vienne, balaie toute l'Europe. D'inspiration démocratique en France et

libérale dans les pays autocratiques, le mouvement prend un sens national dans l'Empire d'Autriche, où les nationalités réclament leur autonomie, en Allemagne et en Italie, où aspirations libérales et unitaires se mêlent.

Ce « printemps des peuples » est bref. La réaction l'emporte en France (mai 1849) et en Italie, avec la réinstallation des

Bourbons à Naples, du pape à Rome et la défaite du Piémont par l'Autriche (mars 1849). La répression est cruelle à Vienne, en Bohême et en Hongrie. Enfin, lors de l'humiliante reculade d'Olmütz, en novembre 1850, le gouvernement de Vienne ruine le rêve d'une Allemagne unifiée par la Prusse. [V. cartes pp. 104 et 182.]

Les révolutions de 1848 et la réaction





L'Europe des nations (1850-1914)



Les Balkans (1912-1913) ▲

De 1850 à 1914, le principe d'État-nation l'emporte sur celui de légitimité. Le Piémont réalise l'unité italienne, la Prusse de Bismarck l'unité de l'Allemagne (guerres contre l'Autriche en 1866 ; contre la France en 1870). L'Autriche doit accepter le dualisme austro-hongrois (1867), l'Empire ottoman subit la poussée des nationalités balkaniques aidées par les grandes puissances.

Profitant des révoltes des populations chrétiennes de Bulgarie et de Bosnie, la Russie intervient en 1877 contre la Turquie, mais se voit imposer un partage des zones d'influence dans les Balkans par l'Autriche et la Grande-Bretagne. En 1912, les petits États des Balkans infligent une défaite à l'Empire ottoman, mais la guerre reprend en 1913 entre la Bulgarie et ses anciens alliés.

L'EMPIRE COLONIAL PORTUGAIS

À la fin du ^{xv}^e siècle, les Portugais fondent un empire colonial (Brésil, comptoirs d'Asie, possessions africaines). Après la perte de leurs comptoirs d'Asie, puis l'indépendance du Brésil (1822), ils étendent leurs possessions africaines, qu'ils conservent jusqu'en 1974.

L'EMPIRE COLONIAL ESPAGNOL

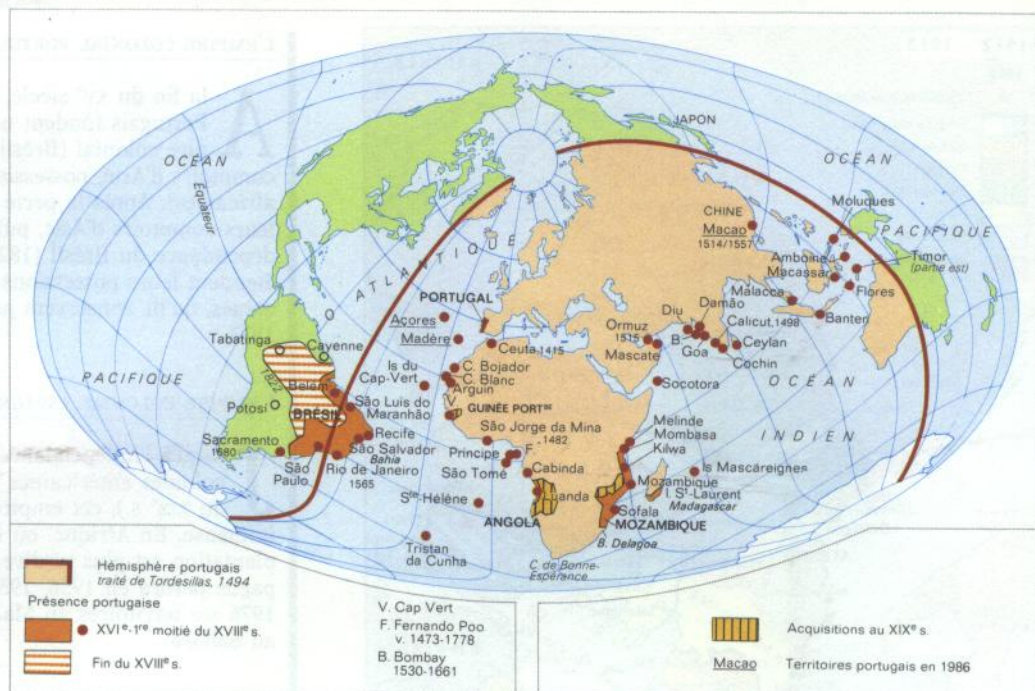
Jusqu'à l'indépendance des colonies américaines (début du ^{xix}^e s.), cet empire est immense. En Afrique, où l'implantation est plus tardive, l'Espagne perdra en 1956, 1958 et 1976 ses territoires au Maroc et au Sahara.

L'EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS

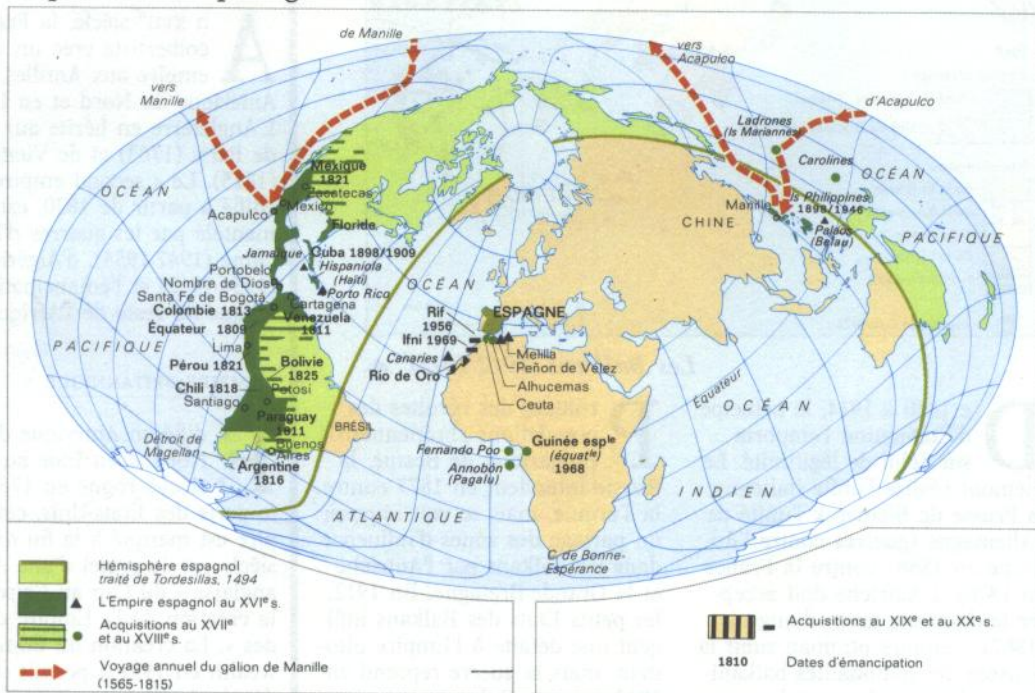
À u ^{xvii}^e siècle, la France colbertiste crée un vaste empire aux Antilles, en Amérique du Nord et en Inde. L'Angleterre en hérite aux traités de Paris (1763) et de Vienne (1815). Le « second empire », édifié à partir de 1830, est démantelé par les guerres d'Indochine (1947-1954), d'Algérie (1954-1962) et l'émancipation pacifique du reste de l'Afrique.

L'EMPIRE BRITANNIQUE

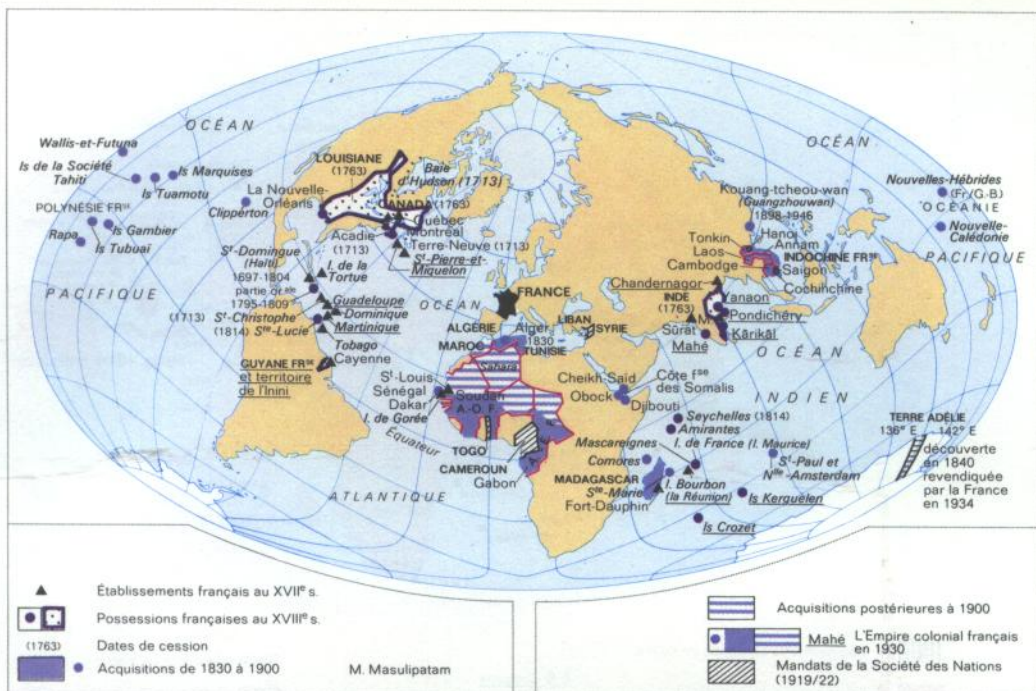
Édifié en Amérique du Nord et en Inde au ^{xviii}^e siècle, rogné en 1763 par la perte des États-Unis, cet empire est marqué à la fin du ^{xix}^e siècle par le projet d'une Afrique anglaise « du Cap au Caire » et la création de l'« Empire des Indes ». La création du Commonwealth en 1931 a permis une décolonisation sans trop de heurts.



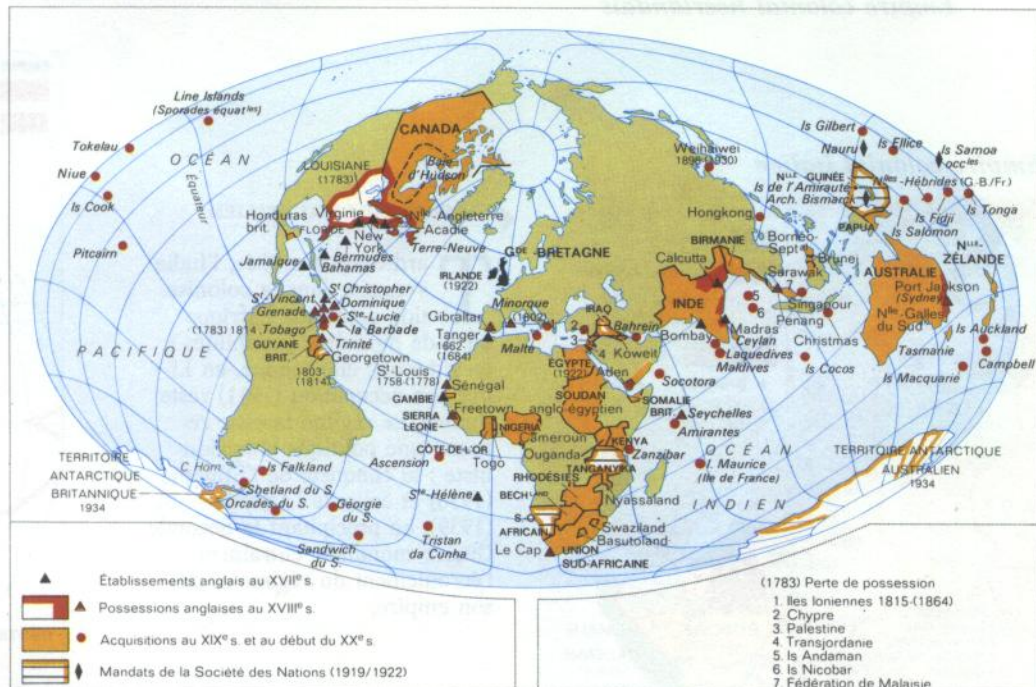
Empire colonial portugais



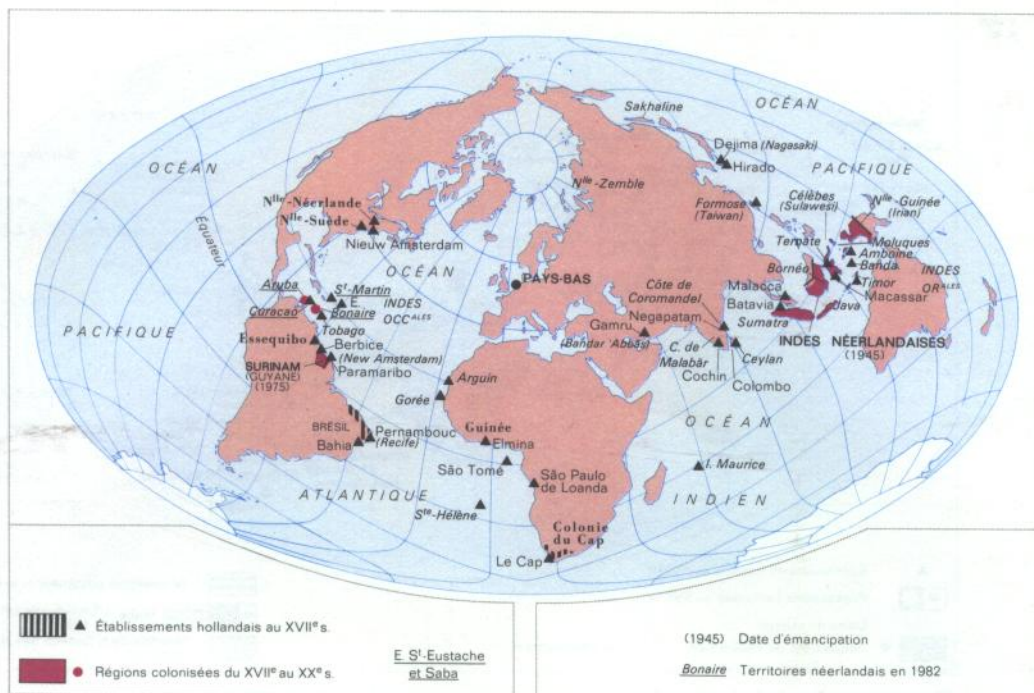
Empire colonial espagnol



Empire colonial français



Empire britannique



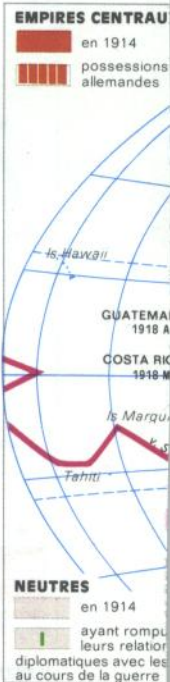
Empire colonial néerlandais

Empire colonial italien



L'EMPIRE COLONIAL ITALIEN

Tardivement unifiée, l'Italie s'engage dans la colonisation alors que l'Afrique offre de moindres possibilités : en Éthiopie, elle échoue, en Libye son occupation (1911) reste limitée. Le régime fasciste reprend une politique annexionniste : la conquête de l'Éthiopie (1936) et celle de l'Albanie (1939), en précipitant la Seconde Guerre mondiale, entraînent l'écroulement du régime et de son empire.



L'EMPIRE COLONIAL NÉERLANDAIS

Après leur émancipation (1579), les Provinces-Unies créent une véritable thalassocratie aux dépens des puissances ibériques. Les compagnies des Indes établissent des comptoirs le long des grandes routes maritimes, assurant au XVII^e siècle la primauté commerciale des Hollandais aux Antilles et en Asie du Sud-Est.

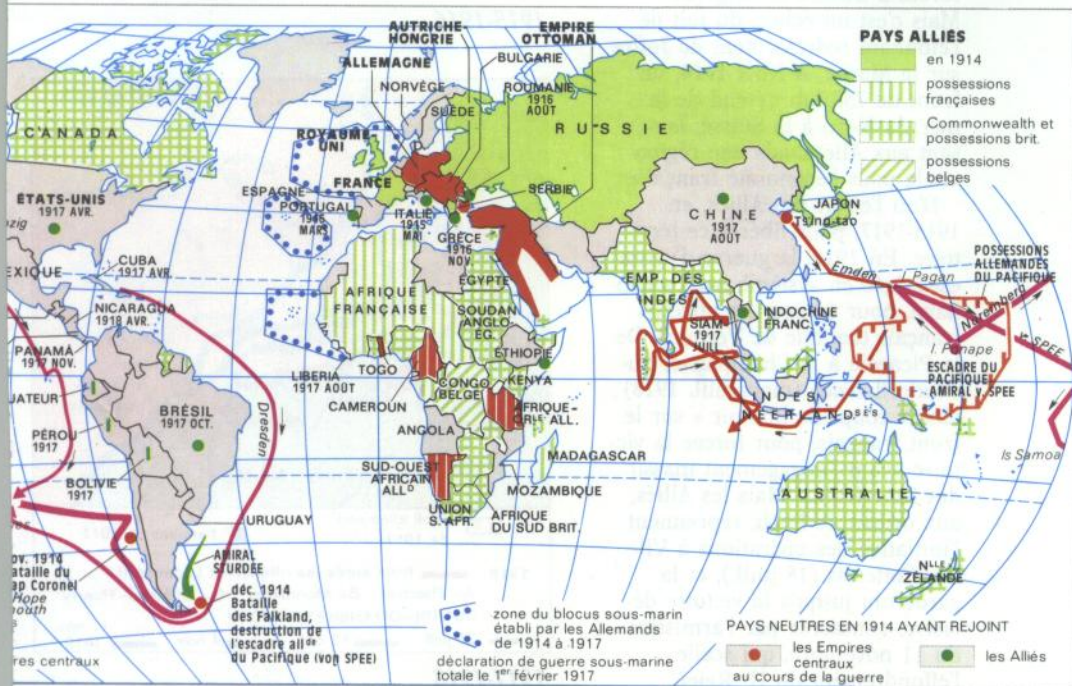
Mais l'Angleterre, à la faveur des guerres révolutionnaires et napoléoniennes, retire à la Hollande ses points d'appui. Limitée aux Indes orientales, la colonisation prend au XIX^e siècle un aspect d'exploitation capitaliste. Le mouvement d'émancipation nationale mené par Sukarno et stimulé par l'occupation japonaise de 1942 à 1945 aboutit finalement à l'indépendance de l'Indonésie (1954).

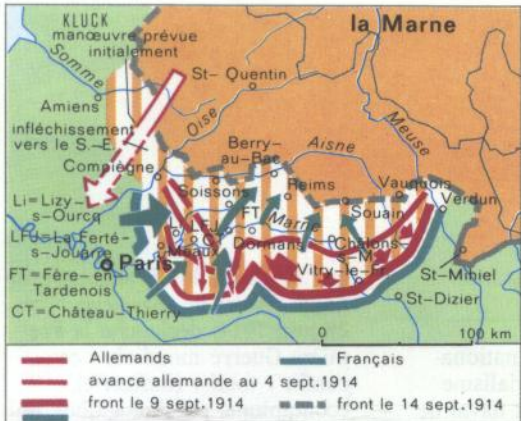
LA GUERRE DANS LE MONDE (1914-1918)

La montée des nationalismes, l'impérialisme économique et naval de l'Allemagne, l'antagonisme germano-slave dans les Balkans et la course aux armements de la Triple-Entente (France, Grande-Bretagne, Russie) et de la Triple-Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) font de l'Europe de 1914 une « poudrière ». L'assassinat par un étudiant bosnia-

que de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche (Sarajevo, 28 juin 1914) déclenche la Première Guerre mondiale : ce conflit « total » (industriel, économique, psychologique), qui gagne les colonies des États européens, le Japon (1914), les États-Unis, la Chine et divers États sud-américains (1917), entraînera la mort de 8 millions d'hommes avant de se terminer, le 11 novembre 1918, par la signature de l'armistice par l'Allemagne, à Rethondes.

La guerre dans le monde (1914-1918)





La Marne

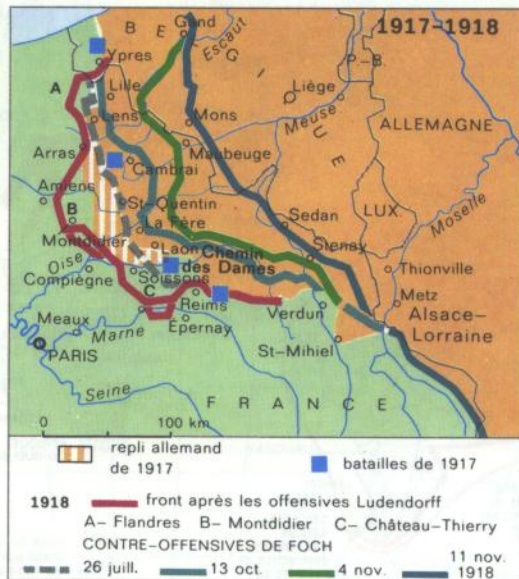
C'est sur le front français que, de 1914 à 1918, se joue le sort de la guerre. Suivant le plan conçu par Schlieffen face à l'alliance franco-russe, Moltke fonde sa manœuvre sur la rapidité et l'ampleur du mouvement de ses forces à travers la Belgique. Mais c'est un échec, du fait de l'étonnant redressement de Joffre sur la Marne. À Noël 1914, un front de 750 km s'étend de la mer du Nord à la Suisse, laissant aux Allemands une région vitale pour l'économie française.

D'où l'effort des Alliés, en 1915-1917, pour libérer ce territoire. En 1916, la guerre d'usure est érigée en système par Falkenhayn, pour épuiser les effectifs français (bataille de Verdun). De la Picardie à la Champagne, Ludendorff lance (mars-juill. 1918) cinq « coups de boutoir » sur le front français, pour forcer la victoire avant l'engagement massif des Américains. Mais les Alliés, aux ordres de Foch, reprennent l'initiative des opérations à Villers-Cotterêts (18 juill.), et la garderont jusqu'à la victoire décisive, consacrée par l'armistice du 11 novembre, qui scelle l'effondrement du II^e Reich.

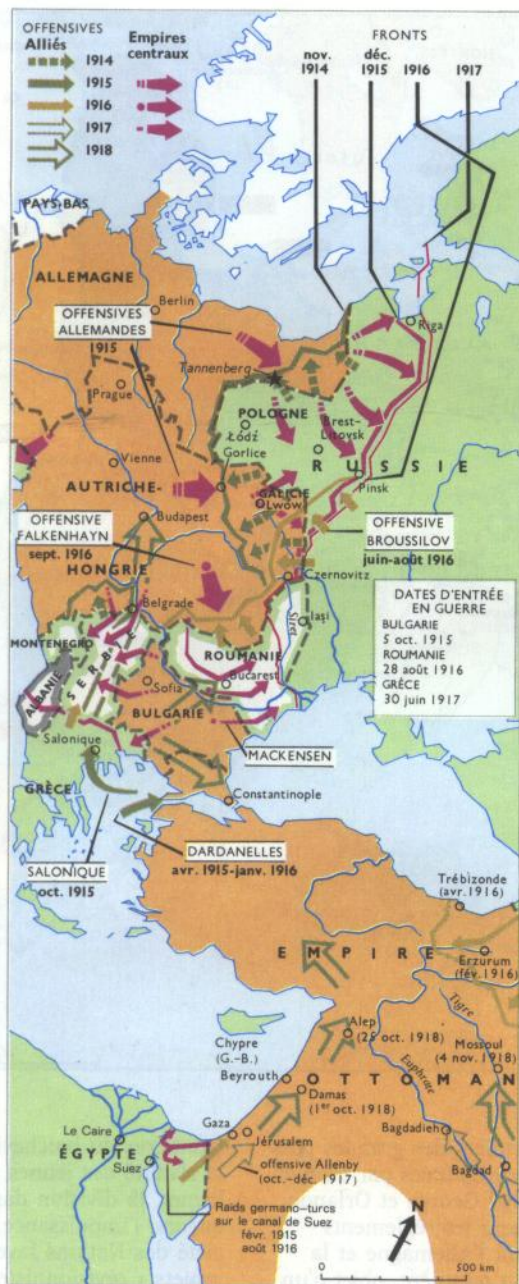
Fronts français



1915-1916



1917-1918



Fronts d'Europe et du Moyen-Orient

Sur le front d'Europe orientale, l'offensive russe (août 1914) est stoppée par Hindenburg à Tannenberg, mais les Autrichiens sont battus ; puis le front se stabilise. En 1915-1917, l'expédition des Dardanelles et le débarquement de Salonique, organisés par les Alliés pour aider les Russes et les Serbes et éliminer la Turquie, sont un échec. En 1916, les armées du tsar percent le front autrichien, mais la prise du pouvoir par Lénine, en novembre 1917, entraîne la défection des Russes et l'armistice de Brest-Litovsk (déc.). L'année 1918 est décisive : offensive alliée dans les Balkans et rupture du front bulgare.

Au Moyen-Orient, l'offensive anglaise en Égypte et en Palestine doit protéger le canal de Suez. Arrêtés par les Turcs (Gaza, 1917), les Anglais fomentent la révolte arabe contre la domination ottomane, et le chérif Hussein soutient leur campagne en Palestine (entrée à Jérusalem, déc. 1917 ; à Damas, sept. 1918). Bagdad est occupée en mars 1917. En 1918, le front de Palestine étant rompu par les Anglais, les Ottomans signent l'armistice de Moudros (30 oct.).

L'EUROPE ENTRE LES DEUX GUERRES



Les traités de 1919-20 fondent la paix sur le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », affirmé par les « Quatorze Points » du président Wilson, qui consacrent l'achèvement du mouvement des nationalités : démembrement des Empires austro-hongrois et ottoman, indépendance des pays Baltes, de la Finlande, de la Pologne. Mais les craintes ou les ambitions

contradictoires des grandes puissances, représentées par Clemenceau, Lloyd George et Orlando, compliquent les règlements concernant l'Allemagne et la Russie. La première, objet d'un affrontement franco-anglais, est désarmée, coupée en deux par le « corridor de Dantzig », humiliée mais non abattue. Pour la Russie, un « cordon sanitaire » doit rejeter le plus à l'est possible les

frontières du bolchevisme. Mais la rivalité des jeunes nationalismes, la division des vainqueurs, l'impuissance de la Société des Nations favorisent les projets « révisionnistes » : dès 1919, D'Annunzio s'oppose au statut de Fiume. En 1923, la Turquie impose à Lausanne la révision totale du traité de Sèvres et ampute la Grèce de Smyrne et de la Thrace.



L'Europe de 1919 à 1923

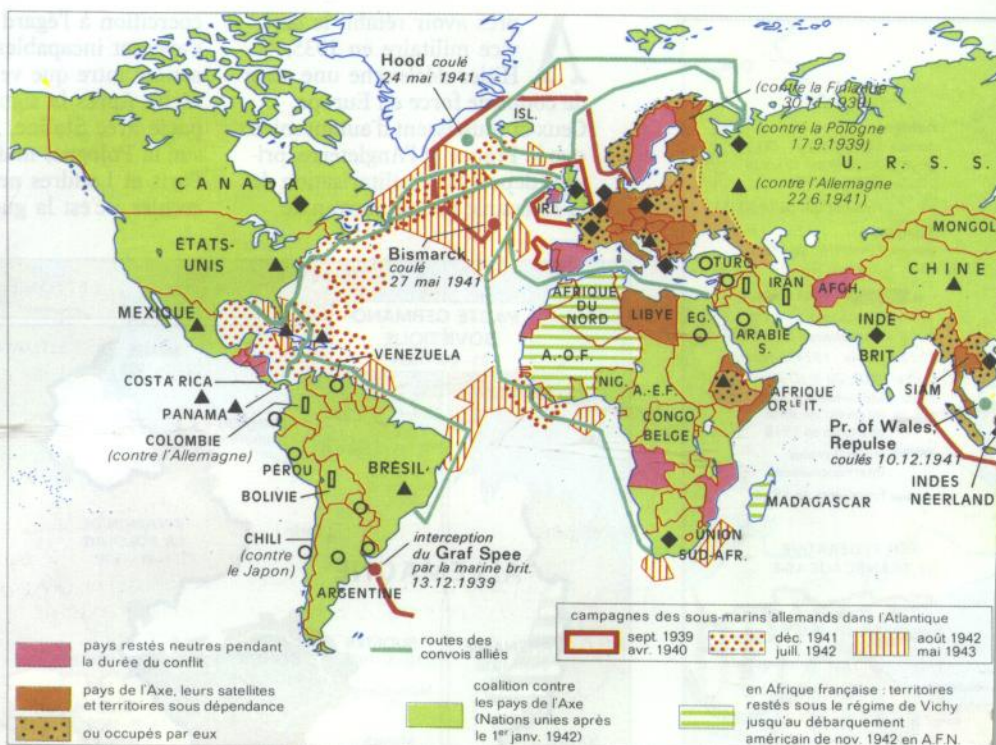
L'expansion hitlérienne de 1935 à 1939

Après avoir rétabli le service militaire en 1935, Hitler déclenche une série de coups de force en Europe. Ceux-ci réussissent d'autant mieux que la France et l'Angleterre, privées depuis la remilitarisation de la Rhénanie de tout moyen de

coercition à l'égard du Reich, s'avèrent incapables de toute réaction autre que verbale (Munich). Après la signature du pacte avec Staline, Hitler se jette sur la Pologne, mais, cette fois, Paris et Londres ne peuvent plus reculer : c'est la guerre.

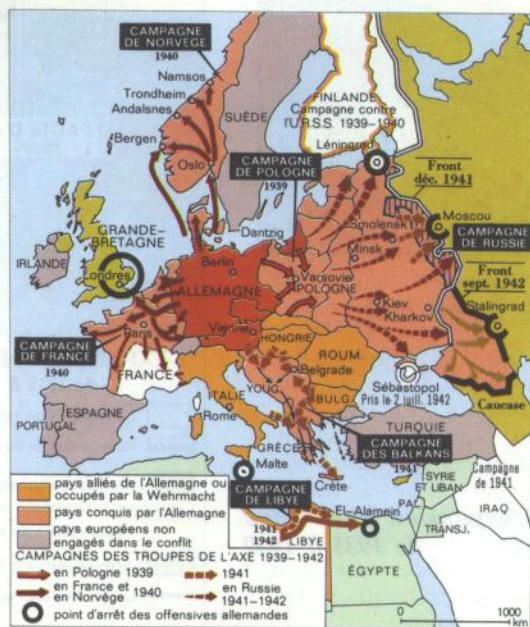


La guerre dans le monde (1939-1945)



L'affaire de Dantzig sert de prétexte à Hitler pour déclencher un conflit qui doit affranchir le III^e Reich du « diktat » de Versaillais et lui permettre de dominer l'Europe. À partir de 1941, le conflit embrase le monde, à la seule exception de la neutralité, maintenue jusqu'en 1945, entre l'U.R.S.S. et le Japon. Il oppose les puissances démocratiques alliées aux puissances totalitaires de l'Axe, qui atteignent le maximum de leur puissance expansive au cours de l'été 1942. La guerre se caractérise ensuite par la reprise de l'initiative par leurs adversaires, et ne se termine qu'en 1945, après l'apocalypse d'Hiroshima et de Nagasaki.

La guerre en Europe (1939-1942)





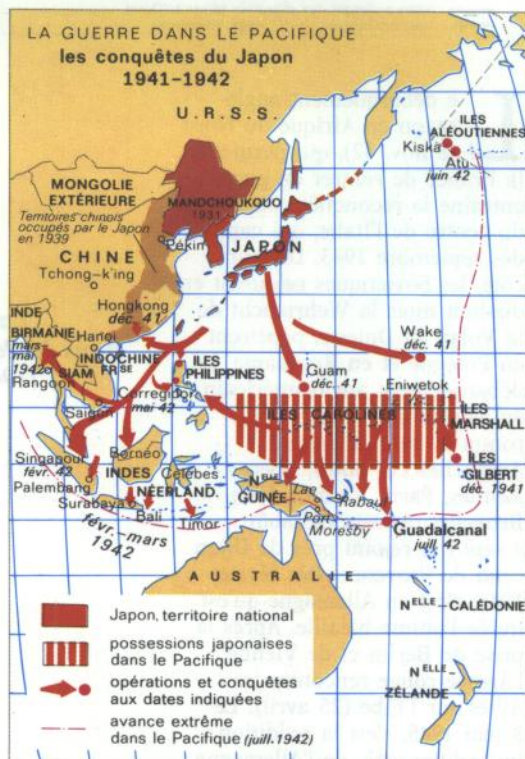
slavie et de la Grèce, la Wehrmacht s'attaque à l'U.R.S.S. le 22 juin 1941. Mais, pour la première fois, les Allemands doivent reculer devant Moscou. Après leur seconde offensive (juin 1942), la contre-attaque soviétique lancée à Stalingrad marque la fin de la guerre-éclair.

Inquiets de l'influence croissante du Japon dans le Pacifique, les États-Unis ripostent par l'embargo total des exportations vers ce pays. Assuré de la neutralité soviétique, le Japon at-

taque par surprise la flotte américaine à Pearl Harbor (7 déc. 1941) et les États-Unis entrent dans la guerre. Pendant six mois, le Japon obtient en Extrême-Orient des succès considérables. Il conquiert les Philippines (déc. 1941-mai 1942), la Malaisie et Singapour (janv.-févr. 1942), l'Indonésie et la Birmanie (janv.-mars 1942). Au début de l'été, une ultime avance permet aux Japonais de débarquer aux Aléoutiennes, à Guadalcanal et en Nouvelle-Guinée. Leurs avions, qui ont bombardé l'Australie et Ceylan, attaquent l'Alaska et l'île canadienne de Vancouver (20 juin). Tokyo est alors maître de la moitié du Pacifique.

La guerre dans le Pacifique (1941-1942)

Gâce au couple avion-char, la guerre-éclair (*Blitzkrieg*) procure au Reich trois ans de succès. Après la conquête de la Pologne (1^{er}-26 sept. 1939), du Danemark, de la Norvège, la Wehrmacht lance une offensive générale à l'ouest, le 10 mai 1940. Six semaines plus tard, Pays-Bas et Belgique ont capitulé. La France voit s'écrouler son front Aisne-Somme, et l'Italie, neutre jusqu'alors, lui déclare la guerre. Signés par Pétain, les armistices (22-24 juin) consacrent l'occupation des trois cinquièmes du sol français. Après la conquête de la Yougo-



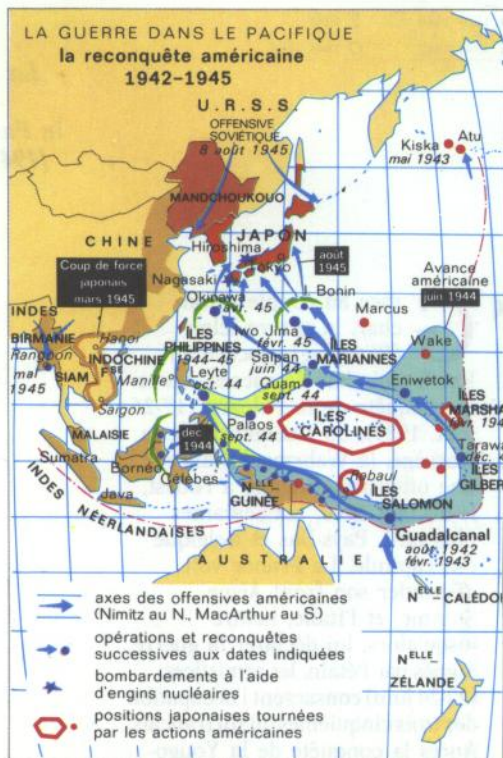


La guerre en Europe (1942-1945)

Le débarquement anglo-saxon en Afrique du Nord (8 nov. 42), qui permet à la France de rentrer en guerre, entraîne la reconquête du sud et du centre de l'Italie, qui capitule dès septembre 1943. De leur côté, les Soviétiques refoulent en dix-huit mois la Wehrmacht de la Volga au Dniestr, pénètrent en Pologne et en Roumanie. Le débarquement anglo-américain en Normandie (6 juin 1944) rompt le front allemand à Avranches (1^{er} août), libère Rennes, Paris, Verdun, Lille, Bruxelles, Anvers (25 août-4 sept.) et rejoint près de Dijon celui de Provence. Dès février 1945, c'est en Allemagne qu'est livrée l'ultime bataille. Après la prise de Berlin et de Vienne, l'Armée rouge rencontre les Alliés sur l'Elbe (25 avril). Le 8 mai 1945, c'est la reddition inconditionnelle de l'Allemagne.

La guerre dans le Pacifique (1942-1945)

Après la libération de Guadalcanal (févr. 1943), les offensives américaines se portent sur les îles Gilbert (déc. 1943), Mariannes (juin 1944) et sur la Nouvelle-Guinée. La flotte nipponne est pratiquement détruite sur l'île de Leyte (oct. 1944). Les Philippines sont attaquées, puis les abords mêmes du Japon, lequel est dans une situation désespérée après ses défaites en Birmanie. Les 6 et 9 août 1945, les bombes atomiques américaines détruisent Hiroshima et Nagasaki. Le 8 août, l'U.R.S.S. déclare la guerre au Japon, qui capitule le 2 septembre, en rade de Tokyo.





L'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Les accords de Yalta (4-11 févr. 1945), entre les États-Unis, l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, définissent des zones d'influence dans l'Europe d'après-guerre. La conférence de Potsdam (juillet-août 1945) par-

tage l'Allemagne, administrée en commun, en quatre zones d'occupation alliées. Berlin reproduit ce schéma. Les traités marquent une nouvelle avance des Slaves vers l'ouest : l'Italie (1947) cède l'Istrie à la Yougoslavie, Trieste

devient ville libre. La Pologne s'étend jusqu'à la ligne Oder-Neisse et cède la moitié de ses territoires à l'est à l'U.R.S.S., qui gagne également les États baltes, la Carélie sur la Finlande, la Bessarabie sur la Roumanie.

Les pays d'Europe

Sacré et proclamé *rex Francorum* à Aix-la-Chapelle le 8 août 936, prenant à Pavie le 23 septembre 951 le titre de *rex Langobardorum* (ou *Italicorum*), également à l'instar de Charlemagne, exerçant depuis 937 une tutelle de fait sur le royaume de Bourgogne, Otton I^{er} étend dès lors son autorité sur les deux tiers de l'ancien Empire carolingien, à l'exclusion de la *Francia occidentalis*. Auréolé du prestige du vainqueur des Hongrois et des Slaves au Lechfeld et sur la Recknitz les 10 août et 16 octobre 955, il reçoit à Rome la couronne impériale des mains du pape Jean XII le 2 février 962. Relayant l'Empire carolingien dans sa prétention à assurer l'héritage de l'Empire romain et donc à imposer aux autres royaumes chrétiens d'Occident un *dominium mundi* idéal mais irréalisable, le *Sacrum Imperium* est déjà dans les faits romain germanique. Flanquée, à l'est, de marches constituées en pays slave et évangélisées à partir de Magdeburg, cette construction politique apparaît très fragile, les souverains ne pouvant exercer leur autorité que s'ils contrôlent les six ducs nationaux. Retenant le droit de lever l'armée, ceux-ci jouent un rôle essentiel dans l'élection des rois de Germanie. En 1002, la mort d'Otton III scelle l'échec du rêve d'un Empire universel.

Le Saint Empire au X^e s.





Le Saint Empire au temps des Hohenstaufen (XII^e-XIII^e s.)

ambitions des princes : l'Allemagne se pulvérise en une multitude de petits États, vassaux en droit, indépendants en fait des empereurs. Qu'ils appuient leurs actions sur ce royaume (Frédéric I^{er} Barberousse, 1152-1190) ou sur la Sicile, que le mariage d'Henri VI (1190-1197) fait passer entre les mains de Frédéric II (1197-1250), que leurs troupes soient vaincues à Legnano en 1176 ou victorieuses à Cortenuova en 1237, les Staufen ne peuvent maîtriser la coalition qui, autour de la ville nouvelle d'Alexandrie, lie la papauté aux communes italiennes unies au sein des ligues lombardes de 1167 et de 1226. Humiliée à Venise par le pape en 1177, à Constance par les villes en 1183, l'autorité impériale ne survit pas à la mort, en 1250, de Frédéric II et à l'émiettement de la souveraineté de part et d'autre des Alpes. En apparence, tout au moins, le triomphe du Sacerdoce sur l'Empire est assuré.

Au XII^e et au XIII^e siècle, le Saint Empire est le champ clos des rivalités de deux familles : celle des ducs de Bavière, puis de Saxe, les *Welfs* (*al. guelfes*), qui n'accèdent qu'épisodiquement à l'Empire (Otton IV de Brunswick, 1198/1209-1218) ; celle des ducs de Souabe, les *Staufen* (ou *Waiblingen*, *al. gibe-*

lins), adversaires irréductibles du Saint-Siège, auquel ils disputent le *dominium mundi*, dans le cadre de la querelle du Sacerdoce et de l'Empire. L'insuffisance et la dispersion de leurs biens patrimoniaux ainsi que le mirage italien, qui séduit même Otton IV, ne permettent pas aux rois de Germanie de juguler les

Les princes et la Réforme



En proclamant que les biens du clergé appartiennent à chacun, Luther avait déchaîné une tempête de convoitises, exacerbées par l'inflation : la Réforme semblait dans l'anarchie. Elle fut sauvée par les princes, qui, après avoir écrasé les masses des hobereaux et des paysans (v. carte p. 67), sécularisèrent les biens d'Eglise.

L'Électeur de Saxe, Jean-Frédéric 1^{er}, et Philippe de Hesse voulaient fonder un Empire évangélique et n'hésitèrent pas à combattre Charles Quint quand il ordonna de rétablir le passé ; leur ligue de Smalkalde est à l'origine de ce que l'on a appelé le « protestantisme militaire et politique », car la politique l'emporta : la Ligue accepta la

France et la Bavière catholiques, le Pape même ! Ce protestantisme armé brisa, plus que ne le firent François I^{er} et Henri II, la tentative d'hégémonie des Habsbourg. La paix d'Augsbourg fut la victoire des princes luthériens : les biens sécularisés leur restèrent, et la religion du prince fut désormais celle de ses sujets, selon le principe *cujus regio, ejus religio*.

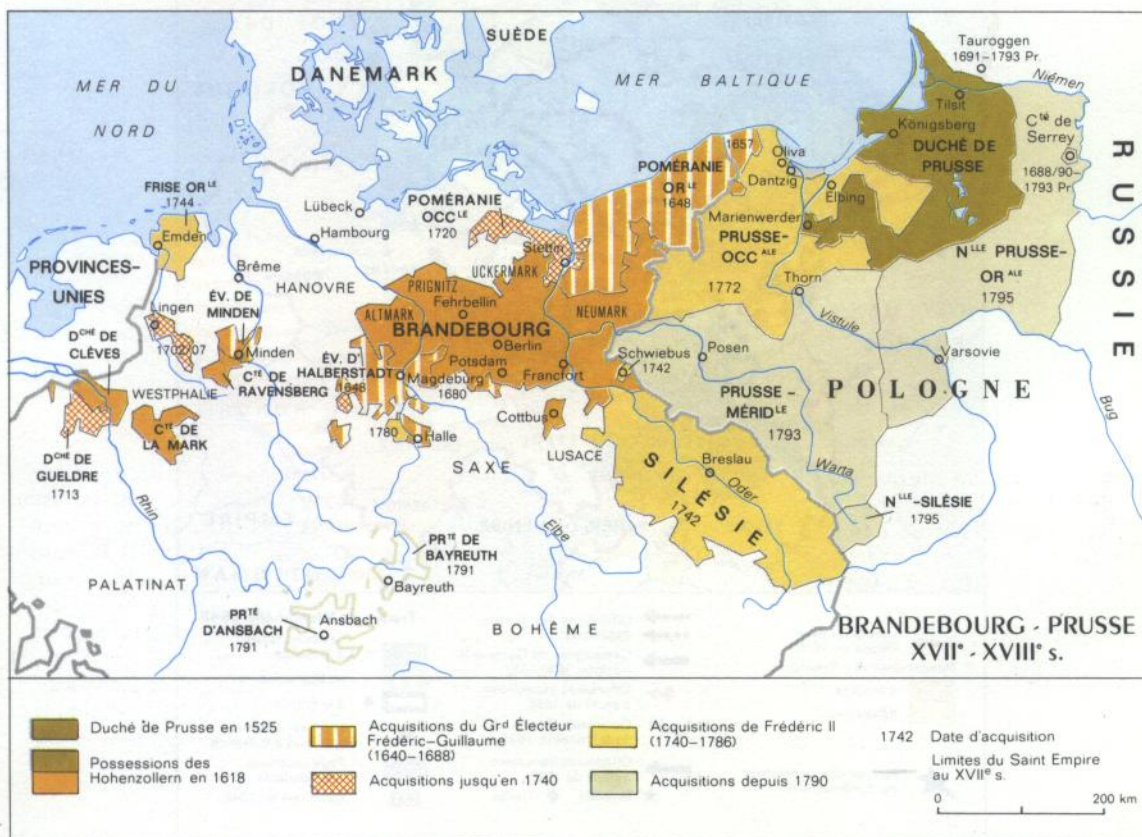
Deux héritages heureux (Clèves en 1614, Prusse en 1618), un traité bénéfique (Westphalie, 1648) permettent aux Hohenzollern de constituer dès le XVII^e siècle, tout autour de l'électorat de Brandebourg, un État certes discontinu, mais qui s'étire en écharpe à travers la plaine de l'Allemagne du Nord, des rives du Niémen à

celles du Rhin. Consacrée par l'octroi d'une couronne royale « en » Prusse, c'est-à-dire « hors » du Saint Empire, le 18 janvier 1701, cette œuvre territoriale est parachevée par Frédéric II (1740-1786).

En 1763, au terme d'une longue et parfois dangereuse lutte contre l'Autriche, ce souverain annexe définitivement la Silésie.

Cette possession fait de l'État des Hohenzollern une grande puissance, à laquelle le triple partage de la Pologne, en 1772, en 1793 et en 1795, assure à la fois cohésion géographique et vocation à réaliser l'unité allemande aux dépens des Habsbourg, mais il faudra attendre 1871 pour qu'elle devienne réalité. (V. carte p. 103.)

Brandebourg-Prusse (XVII^e-XVIII^e s.)



Ferdinand II tenta de réaliser par les armes ses desseins d'hégémonie. Pour commander ses bandes de mercenaires, il eut deux bons généraux : Tilly, un Wallon, Wallenstein, un Tchèque. Tilly écrasa l'insurrection de la Bohême à la Montagne Blanche et battit, à Lutter, Christian IV de Danemark, que Wallenstein coupa, à Dessau, des Transylvains et des

Turcs. L'irruption, en 1630, de Gustave-Adolphe transforma la guerre : une armée nationale, un armement léger, des formations en ordre mince. Tilly fut vaincu et tué, et Wallenstein battu à Lützen, mais Gustave-Adolphe périt dans l'action. La victoire de Ferdinand sur les Suédois à Nördlingen en 1634 lui rendit la prépondérance dans l'Empire. La France entra alors dans la

guerre. Condé et Turenne furent vainqueurs à Fribourg-en-Brigau en 1644 et à Nördlingen en 1645 ; la jonction de Turenne avec les Suédois à Zusmarshausen menaça directement Vienne et contraignit l'empereur à négocier (traités de Westphalie, 1648) ; l'état de dévastation quasi totale de l'Allemagne ne lui laissait d'ailleurs que ce choix. (V. carte pp. 72-73.)

L'Allemagne pendant la guerre de Trente Ans (1618-1648)





Les Allemagnes à la fin du XVIII^e s. (1786)

Réduit depuis 1273 au seul royaume de Germanie, mais pulvérisé en plus de 400 États princiers et urbains, le Saint Empire n'est plus, au XVIII^e siècle, qu'une institution prestigieuse sans contenu réel. A la Diète (Reichstag), trois collègues rivaux (neuf électeurs, princes, villes) s'affrontent, opposés par leur statut juridique,

leur condition économique et sociale, leur religion, leurs intérêts politiques, sans jamais aboutir à l'unanimité réglementaire. Ainsi, le Habsbourg de Bohême et d'Autriche, le Hohenzollern du Brandebourg, le Welf de Hanovre, respectivement rois en Hongrie, en Prusse et en Grande-Bretagne, mènent des politiques discordantes. Ainsi s'aggravent

l'anarchie et le particularisme, au moment où l'Aufklärung favorise la naissance du despotisme éclairé et du sentiment national allemand. Enfin Habsbourg et Hohenzollern engagent pour la Silésie un long combat dont l'enjeu est la réunification des Allemagnes, qui ne se réalisera qu'en 1871 au profit de la Prusse. (V. carte p. 105.)

ALLEMAGNE - LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE



L'AFFAIRE DES DUCHÉS

La Confédération germanique (1815-1866)

L'« affaire des duchés » est la première étape de la politique prussienne d'unification de l'Allemagne. Ces trois territoires, surtout peuplés d'Allemands, ont été incorporés au Danemark en 1863 : se posant en champion du nationalisme allemand, la Prusse entraîne l'Autriche dans une guerre rapidement menée, qui aboutit (convention de Gastein), à un partage des duchés favorable à la Prusse (qui construit le canal de Kiel).

L'affaire des duchés

Le congrès de Vienne organise les États d'Europe centrale en une Confédération germanique qui remplace le Saint Empire. Cette association, citadelle du particularisme, défend surtout les intérêts des Habsbourg et ceux des petits

États. Malgré la tentative d'union économique (Zollverein, 1834), la Confédération est vite anachronique. Le réveil des idées nationales en 1848, puis la politique unitaire prussienne ruinent la Confédération, dont l'Autriche, vaincue, se retire en 1866.

L'UNITÉ ALLEMANDE

Commencée dès 1834 au plan économique par une union douanière (*Zollverein*) qui renforce la primauté de la Prusse en Allemagne du Nord, l'unification politique de l'Allemagne passe désormais par l'élimination de l'Autriche. Fort de

L'unité allemande

L'UNITÉ ALLEMANDE

Affaire des duchés

Convention de Gastein, 1865

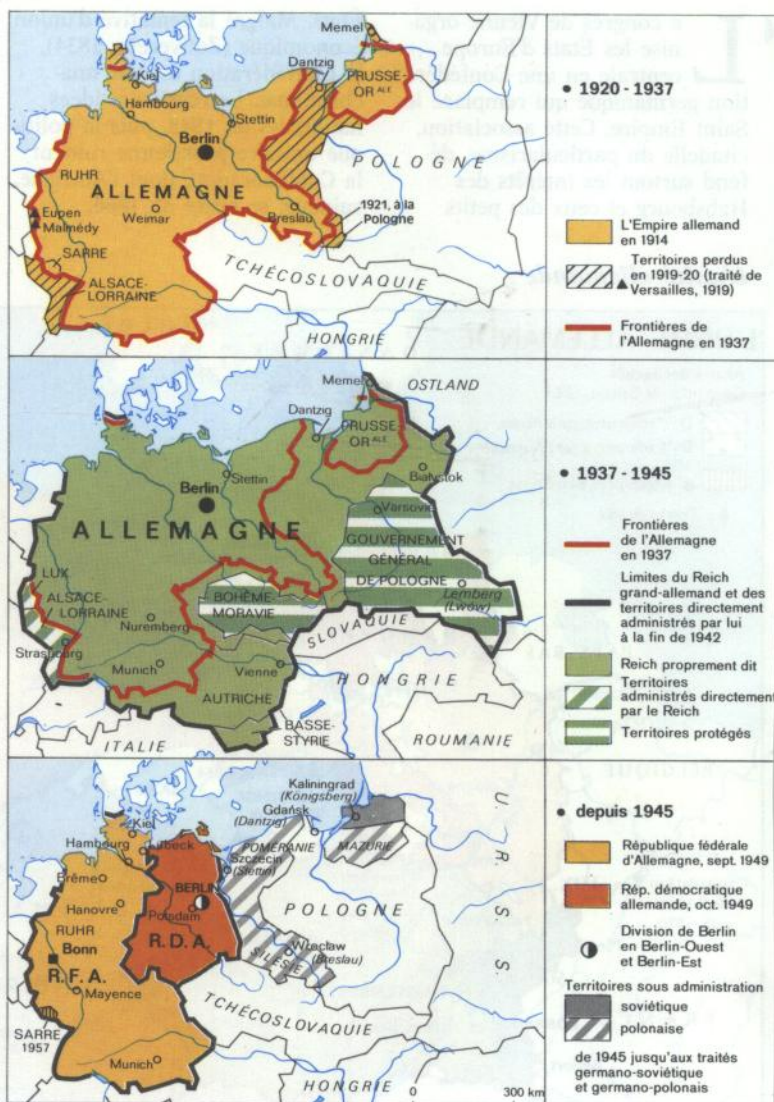
-  Dché administré par la Prusse
-  Dché administré par l'Autriche

 Acquisitions de la Prusse

 Traités de paix



l'appui de la bourgeoisie rhénane, des milieux nationalistes et même des libéraux, gagnés par un projet de réorganisation de la Diète, Bismarck rompt avec l'Autriche dès 1866 ; l'armée prussienne, modernisée et « rodée » par la guerre des Duchés, bat rapidement les alliés de l'Autriche à Langensalza et défait celle-ci à Sadowa. Mais, soucieux de se concilier l'Empire, Bismarck limite ses ambitions à l'exclure de la nouvelle Allemagne, en constituant, autour de la Prusse agrandie, une Confédération de l'Allemagne du Nord dont le roi de Prusse est le président. Reste, pour achever l'unité, à rallier les États du Sud : la maladresse de la diplomatie française (qui a réclamé, en échange de sa neutralité en 1866, des compensations en Allemagne) en offre l'occasion ; permettant l'annexion de l'Alsace-Lorraine, qui devient « terre d'Empire », c'est-à-dire la propriété commune de tous les États allemands, la guerre de 1870 cimente l'unité, qui est concrétisée par la proclamation de l'Empire allemand, dont la structure fédérale ménage le particularisme du Sud. (V. carte p. 136.)



Les frontières allemandes depuis 1914

Vaincue en 1918, l'Allemagne est contrainte (traité de Versailles, 28 juin 1919) de restituer l'Alsace-Lorraine à la France, Eupen et Malmédy à la Belgique, le Schleswig du Nord aux Danois, de céder la Posnanie et la haute Silésie à la Pologne. Le couloir de Dantzig coupe l'Allemagne de son territoire de Prusse-Orientale. Hitler remilitarise la Rhéna-

nie (1936), annexe l'Autriche, démembré la Tchécoslovaquie, envahit la Pologne (1939). L'Allemagne de 1945, ramenée à ses frontières de 1937 (moins la Poméranie, la Prusse-Orientale et la Silésie), est divisée en zones d'occupation anglaise, américaine, française et soviétique. En 1949, les trois premières forment la R.F.A., la zone soviétique devenant la R.D.A.



L'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Après la capitulation de l'Allemagne (8 mai 1945), l'autorité de l'État revient au Conseil de contrôle quadripartite, chargé de limiter la puissance industrielle du pays et de procéder à sa démilitarisation, sa dénazification et sa démocratisation. Mais, en déclenchant la « guerre froide » en 1947,

l'U.R.S.S. accélère la socialisation économique de sa zone. Les alliés occidentaux favorisent alors le redressement économique de leurs propres zones d'occupation. D'où le blocus de Berlin-Ouest par les Soviétiques (24 juin 1948-12 mai 1949), qui conduit à la coupure définitive de l'Allemagne en deux (République fédérale,

République démocratique), matérialisée par la construction du mur de Berlin (12-13 août 1961).

V. AUTRICHE	p. 183
BELGIQUE	p. 161
BULGARIE	pp. 192-193
CHYPRE	pp. 57, 189
DANEMARK	pp. 178-179



L'Espagne wisigothique

La conquête musulmane



Chassés du sud de la Gaule – sauf de Septimanie – par Clovis (Vouillé, 507), les Wisigoths réduisent leur domination à l'Espagne, dont Tolède devient, vers 554, la capitale politique et spirituelle. Fixant l'essentiel de leur peuple en Vieille-Castille, ils annexent en partie le royaume des Vascons (578), celui des Suèves (585), et chassent au VII^e siècle les Byzantins du sud-est du royaume. Affaibli par les intrigues successorales et aristocratiques, celui-ci est submergé de 711 à 714 par les Maures islamisés de Tàriq.

En 711, l'invasion berbéro-musulmane franchit les colonnes d'Hercule (futur détroit de Gibraltar) et écrase le roi Rodrigue près de Cadix. En 713, toute la Péninsule, soumise au gouverneur du Maghreb, Mūsā ibn Nusayr, forme un émirat au sein du califat. Mais des territoires chrétiens indépendants subsistent au nord (Pyrénées) et au nord-ouest (Asturies) de l'Espagne. Après le coup d'arrêt donné à cette invasion par Charles Martel en Gaule franque (Poitiers, 732), les Maures se replient en deçà des Pyrénées.

La Reconquête au XI^e s.



Au début du XI^e siècle, les États créés au nord de l'Espagne (Navarre, Aragon) s'ouvrent à l'influence française : celle des pèlerins de Saint-Jacques-de-Compostelle et celle des chevaliers qui participent aux raids des princes espagnols contre les 25 royaumes

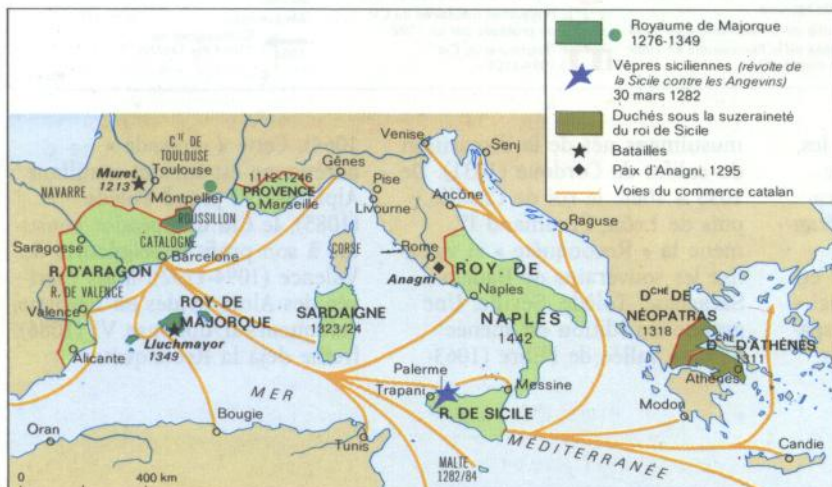
musulmans nés de la disparition du califat de Cordoue (1031). De 1035 à 1065, le roi de Castille, puis de León, Ferdinand I^{er}, mène la « Reconquête » et vassalise les souverains de Badajoz, Saragosse, Tolède, Séville. Une grande expédition est menée dans la vallée de l'Èbre (1063-

1064). Cette « croisade » chrétienne est surtout castillane : Alphonse VI prend Tolède (1085), le Cid Campeador constitue à son profit la seigneurie de Valence (1094-1102). Mais l'arrivée des Almoravides en Espagne, vainqueurs d'Alphonse VI (1086), freine déjà la Reconquête.

ESPAGNE ET PORTUGAL



La Reconquête au XIII^e s.



Expansion de l'Aragon en Méditerranée

Les possessions espagnoles en Europe jusqu'en 1714



LA RECONQUÊTE AU XIII^e SIÈCLE

Créé en 1139-1143, le royaume du Portugal est, au XII^e siècle, le seul gain des États chrétiens face à l'Islâm des Almohades. Affaiblie par ses luttes contre le León, la Castille est battue à Alarcos (1195), mais le traité de Cazola (1179) relance la Reconquête (victoire de Las Navas de Tolosa, 1212). Refoulés au-delà de la sierra Morena, les musulmans ne s'accrochent plus, après 1232, qu'au royaume nasride de Grenade.

EXPANSION DE L'ARAGON EN MÉDITERRANÉE

Après la défaite de Muret devant la France (1213), qui met fin à son rêve occitan, l'Aragon se tourne vers

l'Espagne (conquête de Palma de Majorque en 1229, de Valence en 1238), puis la Méditerranée. Les Vêpres siciliennes (1282) chassent les Angevins de Sicile, et Pierre III en est proclamé roi. Par la paix d'Anagni (1295), Jacques II obtient le droit de conquérir la Corse et la Sardaigne, mais il renonce à la Sicile et à Majorque.

LES POSSESSIONS ESPAGNOLES EN EUROPE JUSQU'EN 1714

A la paix des Pyrénées (1659), l'Espagne cède à la France le Roussillon et l'Artois, et consent au mariage de l'infante Marie-Thérèse avec Louis XIV, qui gagnera une partie de la Flandre (1668) et la

Franche-Comté (1678). Dès 1701, la non-renonciation du nouveau roi d'Espagne, Philippe V, petit-fils de Louis XIV, à ses droits à la couronne de France, coalesce l'Europe contre les Bourbons ; En 1703, l'archiduc d'Autriche, Charles de Habsbourg, est reconnu roi d'Espagne. Animée par son père, l'empereur Léopold I^{er}, et surtout par l'Angleterre, la guerre de la Succession ruine la France et l'Espagne, sauvées par les victoires de Villaviciosa et de Denain. A Utrecht et à Rastatt, la présence des Bourbons à Madrid est confirmée, mais les Habsbourg d'Autriche et la Savoie se partagent les Pays-Bas et l'Italie espagnols, et l'Angleterre obtient la maîtrise des mers.

*Guerre civile d'Espagne
(1936-1939)*



La victoire, aux élections de février 1936, du *Frente popular*, accompagnée d'une vague d'agitation sociale (réclamation d'une réforme agraire, mouvements anarchistes), alarma les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, solidement appuyés sur l'armée et l'Église. Le soulèvement organisé le 18 juillet par les généraux Sanjurjo et Franco ne réussit pourtant que partiellement, en raison de la résistance populaire organisée par le gouvernement socialiste, avec l'appui des syndicats ouvriers, des salariés agricoles, des autonomistes basques et catalans.

La guerre civile s'internationalise bientôt en raison de l'importance stratégique de l'Espagne et de l'enjeu idéologique de la guerre (dictature ou démocratie ; fascisme ou socialisme). Mais les forces sont inégales entre les nationalistes de Franco, puissamment aidés par l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, et les gouver-

nementaux, qui ne reçoivent que des secours limités (rôle surtout des brigades internationales) : après l'écrasement du Pays basque durant l'été 1937, une offensive nationaliste en Aragon coupe en deux la zone gouvernementale. La contre-offensive désespérée sur l'Ebre ne peut empêcher la chute de la Catalogne en janvier 1939. En mars, la

prise de Madrid par les franquistes achève une guerre qui a fait au moins 636 000 morts, entraîné le départ en exil d'environ 350 000 Espagnols, et ruiné un pays dont le territoire a servi de base d'essai aux armements et aux troupes des protagonistes de la Seconde Guerre mondiale.

V. FINLANDE pp. 178-179



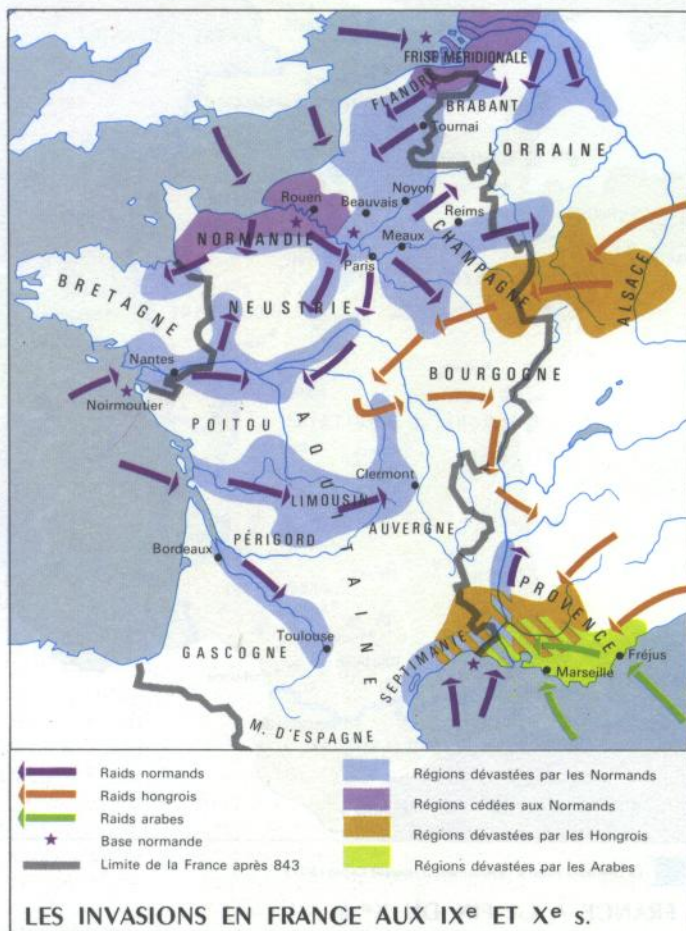
Coincitant avec le déclin de l'Empire carolingien, les invasions, normandes et sarrasines au IX^e siècle, hongroises au X^e siècle, convergent au cœur de la *Francia occidentalis*, n'épargnant que les régions éloignées des côtes et à l'écart des fleuves.

Apparus vers 810 au nord et à l'ouest, multipliant à partir de 834 leurs raids depuis leurs bases (Angleterre, Noirmoutier),

remontant la Seine, la Loire... sur leurs légers *snekkja*, poursuivant à cheval leur pénétration à l'intérieur du royaume, les Normands contraignent les souverains à leur verser de lourds tributs, puis à reconnaître l'existence des États qu'ils créent sur leurs territoires (Nantes, 919-937 ; duché de Rouen, 911).

S'orientant du sud vers le nord depuis la Méditerranée dès 828, mais ne devenant systématiques

qu'avec la constitution de la base de *Fraxinetum* près de Saint-Tropez (v. 890-972/973), les raids des Sarrasins ravagent les Alpes jusqu'aux abords du lac de Constance, où ils recoupent les rapides chevauchées des Hongrois qui, venus de l'est, sèment la désolation de la Lorraine au Languedoc entre 917 et 955. Ils porteront un coup fatal à la puissance carolingienne, qui ne s'en relèvera pas.



Les invasions en France aux IX^e et X^e s.

Si la force des armes et la vertu d'un traité (Saint-Claire-sur-Epte, 911) sont à l'origine du duché de Normandie, celui-ci se distingue par la vigueur de son particularisme régional, voire ethnique et linguistique. Un même particularisme caractérise toutes les principales périphéries qui se sont

constituées entre 880 et 920 : duchés d'Aquitaine et de Bourgogne ; comtés de Bretagne, de Barcelone, de Toulouse et de Flandre.

Plus petites, plus tardivement émancipées sont les principautés comtales du cœur de la *Francia* (Anjou et Maine, Vermandois, Blois et Chartres, Troyes et

Meaux). Elles restent soumises à l'autorité des ducs de France, les descendants de Robert le Fort. L'un d'eux, Hugues Capet, est élu roi, contre le Carolingien Charles, à Senlis en 987. Il se hâte d'associer, par le sacre, à la magistrature royale son fils aîné Robert. Ainsi commence la dynastie capétienne.

La France à la fin du X^e s.



LE DOMAINE ROYAL SOUS LOUIS VI

LE DOMAINE ROYAL SOUS LOUIS VI

● Localité où le roi possède des droits

This map illustrates the extent of the French Royal Domain during the reign of Louis VI. The domain is centered around Paris and extends along major river valleys. Key locations marked include Corbie, Beauvais, Compiègne, St-Leger-aux-Bois, Quennevières, Crépy, Laon, Jouy, Soissons, Bethisy-St-Pierre, Fay, Barbary, Charlepoint, Vauledand, Château-Thierry, Celles, Condé, Clichy, Chelles, Fontenay-sous-Bois, Joinville, Villeneuve-le-Roi, Juvisy, Limoges-Fourches, Melun, Châtelet-en-Brie, Soisy, Avon, Montereau-faut-Yonne, Moret, Larchant, Ury, Augerville, Pithiviers, Toury, Janville, Fresnay-l'Évêque, Villépion, Cintay, Orléans, Château-Neuf, St-Benoît, Cour-Marigny, Ferrières, Beaune-la-Rolande, Bellegarde, and Sens. The map also shows the Seine, Oise, Aisne, Marne, Yonne, and Loire rivers.

d'après W.M. Newman

les comtés du Gâtinais et du Vexin, la vicomté de Bourges, et des droits sur les grandes abbayes de Corbie et de Saint-Denis.

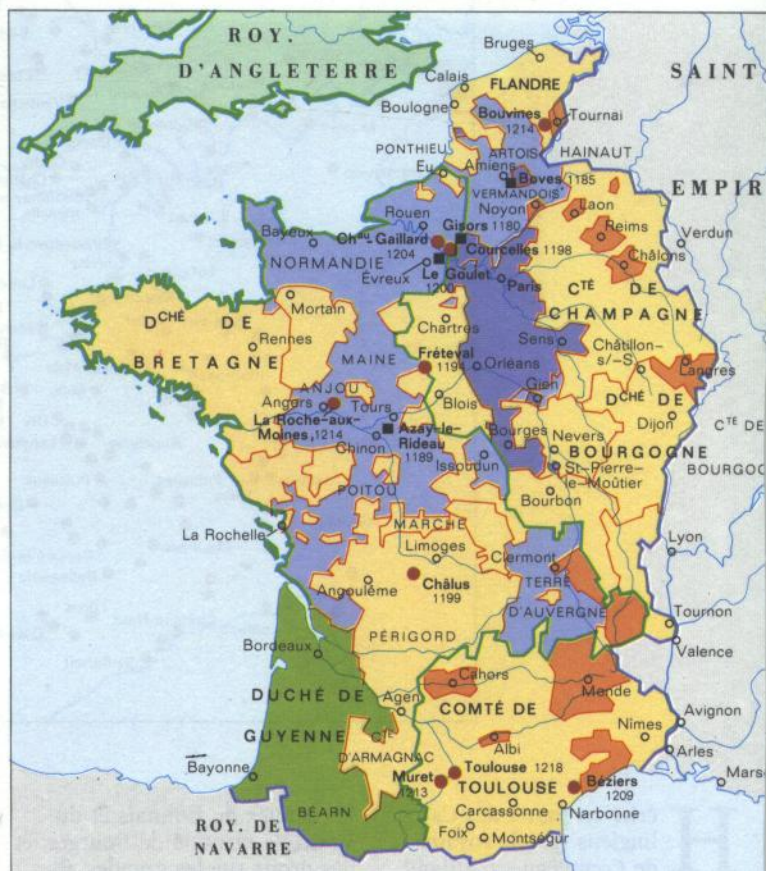
lhéry, de Montmorency, tentent d'y créer des principautés indépendantes : Philippe I^{er} et Louis VI s'acharnent à les ramener à la soumission. La politique d'expansion des comtes de Blois-Champagne menace le domaine. Mais, joint au prestige du sacre et aux prérogatives féodales du souverain, le domaine royal forme l'assise de la puissance capétienne.

La puissance capétienne s'affirme réellement à l'aube du XIII^e siècle, lorsque Philippe II Auguste réussit à tripler, pour le moins, la superficie du domaine royal par les moyens les plus divers : acquisitions matrimoniales (Artois, 1180, avec, au traité de Boves, en 1185, la reconnaissance par les barons de la possession d'Amiens et du Vermandois); commise féodale en 1202 des terres d'un vassal félon, le roi d'Angleterre, Jean sans Terre et, en dépit de périodes critiques (défaites de Fréteval en 1194 et Courcelles en 1198 infligées par Richard Cœur de Lion, qui meurt à Chalus en 1199), occupation progressive des fiefs de ce dernier par la force des armes (Normandie, Maine, Anjou, Touraine, Terre d'Auvergne). En brisant la coalition anglo-germano-flamande de 1214 à La Roche-aux-Moines et à Bouvines, où Jean sans Terre et l'empereur Otton IV de Brunswick sont tour à tour vaincus, Philippe II Au-

guste consolide ses conquêtes, affaiblit de manière décisive la dangereuse puissance des Plantagenêts à l'intérieur du royaume de France et, par contrecoup, affirme la sienne propre à l'égard des autres grands vassaux : l'avenir de la dynastie est

assuré, à tel point que son fils et successeur, Louis VIII le Lion (1223-1226), rompant avec une tradition qui remontait à Hugues Capet, ne se fait pas couronner du vivant de son père, mais trois semaines après la mort de celui-ci. (V. carte p. 141.)

La France au temps de Philippe Auguste (1180-1223)



LA FRANCE AU TEMPS DE PHILIPPE AUGUSTE, 1180-1223

- Le domaine royal en 1180
- Fiefs mouvant de la Couronne
- Seigneuries ecclésiastiques
- Le domaine royal en 1223
- Possessions d'Henri II Plantagenêt en 1154
- Possessions anglaises en France à la fin du règne de Philippe Auguste
- Batailles
- Traités

0 300 km

Maitres d'un royaume riche de 12 à 16 millions d'habitants ainsi que d'un domaine qui en englobe désormais les deux tiers – et qui s'accroît en 1349 de Montpellier et du Dauphiné –, les Valois disposent dès 1338 de

moyens incomparablement supérieurs à ceux des Plantagenêts. L'Angleterre n'est, en effet, peuplée que de 4 millions d'habitants, et les possessions continentales de ses rois sont réduites au Ponthieu et à la Guyenne, terres pour lesquelles ces derniers vou-

draient être déliés de tout hommage à l'égard du roi de France, dont ils revendiquent par ailleurs la couronne.

La médiocrité politique et militaire des premiers Valois et la crise économique et monétaire française permettent à Édouard III d'Angleterre de l'emporter progressivement, grâce à des alliances avec le Hainaut, Berg, Clèves, le Brabant, le Limbourg, et avec l'aide des Flamands (à partir de 1340) puis celle, dès 1341, des Bretons de Jean de Montfort, pour des motifs dynastiques. La supériorité militaire des Anglais est plus marquée encore, grâce à l'enrôlement des montagnards aguerris venant du pays de Galles et d'Écosse. Le roi Édouard est vainqueur sur mer, le 24 juin 1340 à l'Écluse, sur terre, le 26 août 1346 à Crécy et le 4 août 1347 à Calais, qu'il transforme en tête de pont économique et militaire en France du Nord. La guerre peut reprendre.



LES DÉBUTS DE LA GUERRE DE CENT ANS DE 1338 À 1350

- Le domaine royal à la mort de Charles IV le Bel (1328)
- Le domaine royal à l'avènement de Philippe VI de Valois (1328)
- Acquisition de 1349
- Fiefs du roi d'Angleterre au début de la guerre de Cent Ans (1338)
- Zones d'influence anglaise
- Chevauchée d'Édouard III (1346)
- Siège et prise de Calais par Édouard III (4 sept. 1346–4 août 1347)
- Batailles

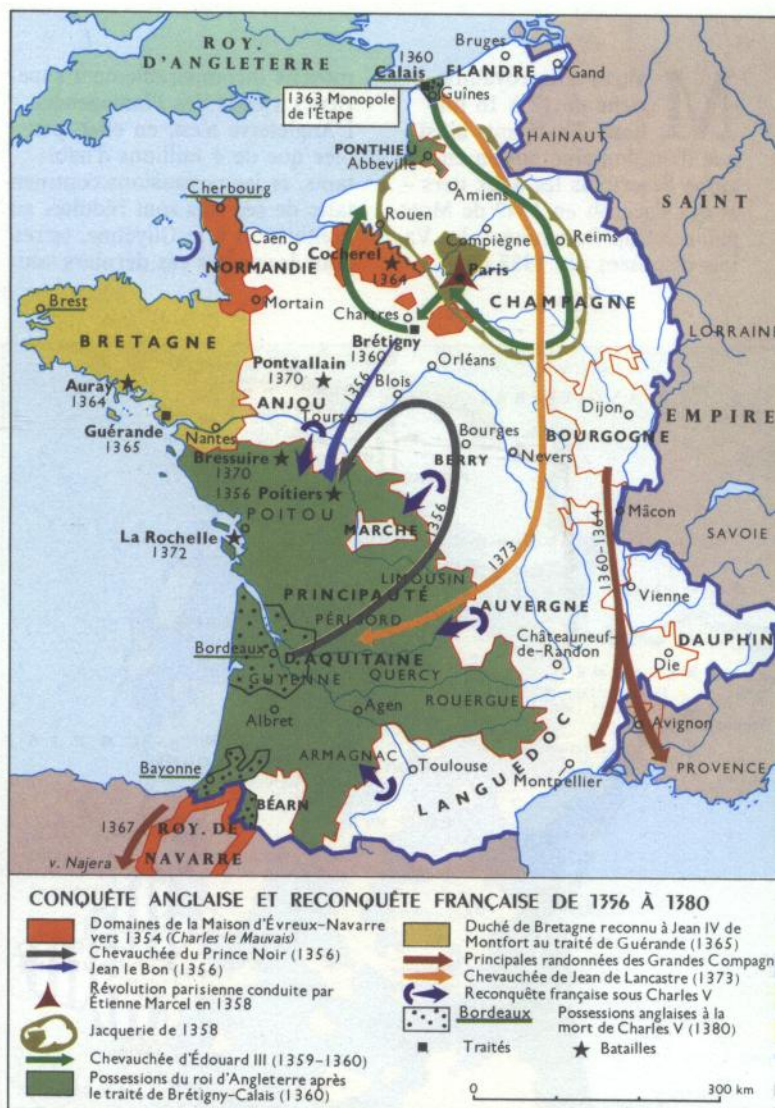
0 300 km

Les débuts de la guerre de Cent Ans de 1338 à 1350

Conquête anglaise et reconquête française de 1356 à 1380

Trois bases territoriales (Bordelais, Ponthieu, Calaisis), l'appui des maisons de Montfort en Bretagne, d'Évreux-Navarre en Normandie, tels sont les atouts dont dispose Édouard III lorsque le prince de Galles Édouard (le Prince Noir) fait prisonnier Jean II le Bon près de Poitiers en 1356, contraignant ce souverain à signer en 1360 le traité de Brétigny-Calais. Cette victoire assure la possession de l'Aquitaine aux Plantagenêts, dont l'empire continental est partiellement reconstitué à l'heure où les Valois sont affaiblis par la révolution parisienne d'Étienne Marcel et par l'insurrection paysanne des Jacques.

La crise intérieure surmontée dès 1358, Charles V et du Guesclin renversent la situation : Charles le Mauvais est vaincu à Cocherel en 1364 ; la Bretagne



rentre dans la vassalité française par le traité de Guérande en 1365 ; la France est libérée des Grandes Compagnies qui sont envoyées en 1367 en Castille, laquelle devient son alliée ; les Anglais, enfin, vaincus à Pontval-

lain et à Bressuire en 1370, sont rejetés hors du royaume, où ils ne contrôlent plus en 1380 que cinq ports : Calais, Cherbourg, Brest, Bordeaux et Bayonne. La reconquête française semble alors parvenue à son terme.

La France de 1415 à 1436



de 1415 à 1419, l'assassinat de Jean sans Peur à Montreuil par les hommes du Dauphin entraînant, le 21 mai 1420, la signature du traité de Troyes. Celui-ci rend possible l'avènement d'Henri VI de Lancastre au trône de France le 21 octobre 1422 et consacre la division du royaume entre les trois dominations, anglaise, bourguignonne (Philippe le Bon), delphinale (Charles VII).

L'intervention de Jeanne d'Arc renverse alors la situation : Orléans est sauvée le 8 mai 1429, et Charles VII sacré à Reims le 17 juillet. L'exécution de l'héroïne à Rouen, le 30 mai 1431, pour hérésie, bloque un moment la reconquête. Favorisée par la paix franco-bourguignonne d'Arras du 21 mai 1435, celle-ci aboutit à la reprise de Paris par les troupes de Charles. Le destin des Lancastre en France est scellé.

Longtemps retardée en France par la folie de Charles VI, par la querelle des Armagnacs et des Bourguignons, en Angleterre par la crise dynastique de la fin du ^{xiv}^e siècle, la reprise des hostilités est

provoquée en 1411 par l'appel du duc de Bourgogne, Jean sans Peur, à Henri IV de Lancastre.

La victoire décisive de son successeur, Henri V, à Azincourt le 25 octobre 1415, l'occupation de la Normandie par ses troupes

Les acquisitions de Louis XI

But essentiel de la politique de Louis XI, le renforcement de l'autorité monarchique dans les domaines économique et politique se traduit par les résultats suivants : création de foires franches à Lyon, à Caen et à Rouen, afin de favoriser l'enrichissement du royaume ; rétablissement de la paix avec l'Angleterre par la trêve de Picquigny, qui met pratiquement fin à la guerre de Cent Ans le 29 août 1475 ; adjonction, enfin, au domaine royal des biens de la maison de Bourgogne, après la défaite et la mort de Charles le Téméraire devant Nancy en 1477 (duché de Bourgogne, Picardie et Boulonnais) et de l'héritage angevin dans (Anjou, 1480 ; Maine, 1481) et hors du royaume (Provence, 1481), à la mort du roi René en



1480 et à celle de Charles du Maine en 1481. Bien que Charles VIII rétrocède à l'Aragon en 1493 la Cerdagne et le Roussillon occupés depuis 1475 et bien qu'il restitue aussi aux

Habsbourg en 1493 l'Artois et le « comté » de Bourgogne, également occupés depuis 1477, l'essentiel des acquisitions territoriales de Louis XI reste aux mains de la monarchie.

Relevant soit de l'Empire, soit du royaume de France, l'État fondé par Philippe le Hardi se caractérise à l'origine par une triple hétéro-

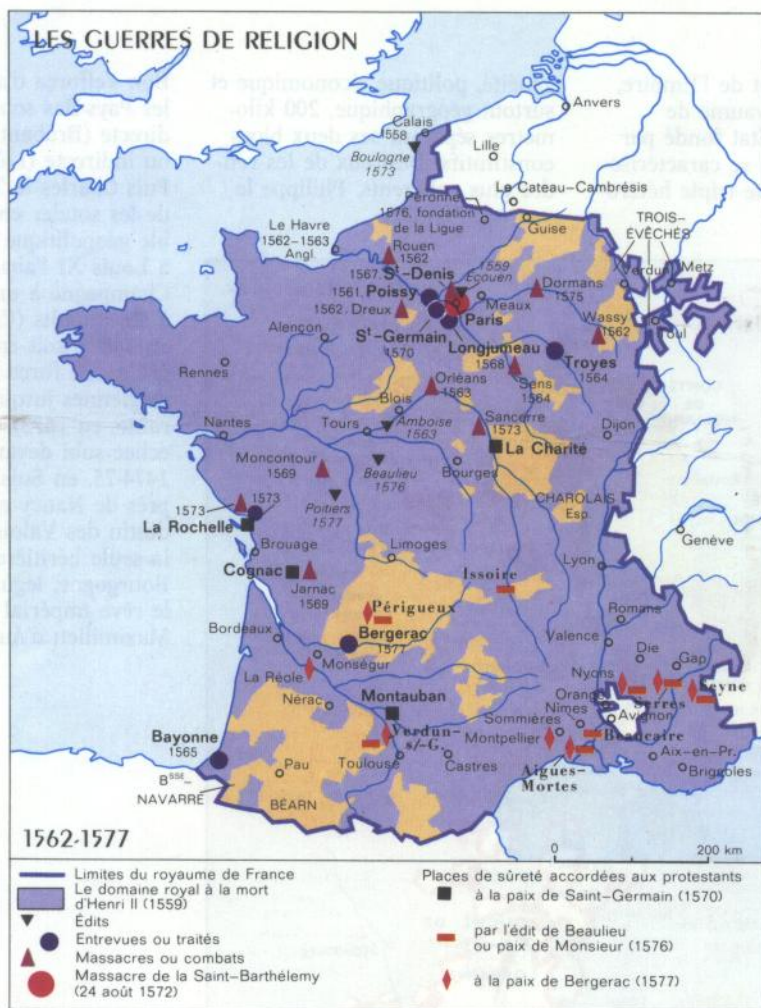
généité, politique, économique et surtout géographique, 200 kilomètres séparant ses deux blocs constitutifs. Désireux de les rendre plus cohérents, Philippe le

Bon s'efforça d'abord d'unifier les Pays-Bas sous son autorité directe (Brabant, Luxembourg) ou indirecte (Liège, Cambrai). Puis Charles le Téméraire tenta de les souder en un seul ensemble géopolitique soit en imposant à Louis XI l'abandon de la Champagne à un prince dévoué à ses intérêts (Charles de France, en 1468), soit en occupant de gré ou de force les terres lotharingiennes jusqu'au Rhin (Lorraine, en 1473). Mais le triple échec subi devant Neuss en 1474-75, en Suisse en 1476 et près de Nancy en 1477 scella le destin des Valois-Bourgogne dont la seule héritière, Marie de Bourgogne, légua aux Habsbourg le rêve impérial en épousant Maximilien d'Autriche.



L'État bourguignon

Les guerres de Religion (1562-1577)

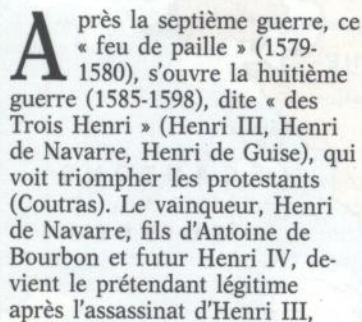


Les protestants avaient d'abord été des réformateurs, puis ils fondèrent une Église séparée, obtenant par le premier édit d'Amboise (1560) une liberté de conscience illimitée et une liberté de culte limitée. Enfin, ils s'organisèrent en parti politique dirigé par Antoine de Bourbon, le prince de Condé, son frère, et l'amiral de Coligny. Mais le parti catholique s'était

uni derrière la famille des Guise, dont la nièce, Marie Stuart, avait épousé le jeune roi François II. S'ouvrit alors l'ère des révoltes, combats, traités », la reine mère, Catherine de Médicis, cherchant vainement la conciliation. Il y eut huit guerres civiles. Durant les six premières, les protestants furent le plus souvent battus (à Saint-Denis, Jarnac, Moncontour). Mais les « paix » leur

rendaient les libertés de 1560, parfois accrues : paix d'Amboise, de Longjumeau, de Saint-Germain (ils obtinrent quatre « places de sûreté »), de La Rochelle, de Beaulieu (la plus avancée : huit places de sûreté), de Bergerac (1577). Une république protestante s'était peu à peu créée au sein du royaume. Mais tous n'admettaient pas son existence.

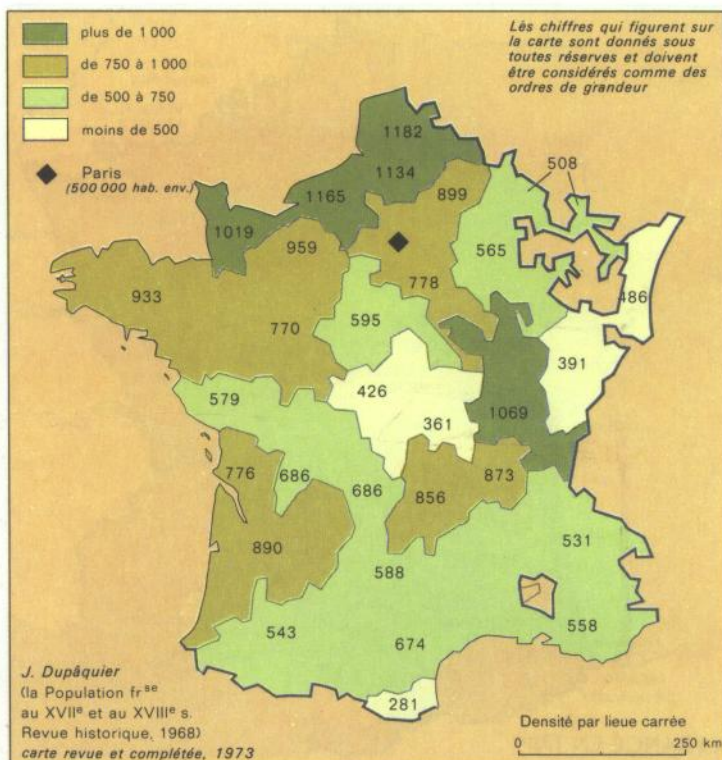
Les guerres de Religion (1578-1598)



lassitude entraînent un mouvement général de soumission à Henri IV, qui a abjuré le protestantisme (1593). L'édit de Nantes (1598) assure la paix intérieure en garantissant aux protestants la liberté complète de conscience, une centaine de places de sûreté, l'égalité des droits civils et politiques et la liberté partielle de culte : tolérance unique en Europe !



Les traités de Westphalie et des Pyrénées n'avaient fait qu'améliorer les mauvaises frontières de l'Est et du Nord : l'Espagne en Franche-Comté, l'Alsace sans Strasbourg, la Lorraine occupée mais non annexée, les plaines sans défense des Pays-Bas espagnols d'où débouchent les routes d'invasion de la Lys, de l'Escaut, de la Sambre. Dès 1662, Louis XIV acheta Dunkerque à Charles II d'Angleterre. A Aix-la-Chapelle, il acquit une partie de la Flandre maritime et gallicante, avec Lille ; et, pour servir soit de bases de départ soit de monnaie d'échange, il obtint, en outre, des enclaves au nord (Oudenaarde, Ath, Binche, Charleroi). Ces enclaves furent échangées, à Nimègue, contre douze villes, dont Saint-Omer, Cambrai, Valenciennes, Maubeuge qui fermaient les voies d'invasion ; l'Espagne céda la Franche-Comté. En pleine paix, Louis XIV « réunit » Strasbourg (*Gallia Germanis clausa*) et d'autres positions avancées, qu'il fallut rendre au traité de Ryswick ; mais Strasbourg resta française ; en outre, la Lorraine retournait à son duc. Ainsi, les frontières actuelles au nord étaient à peu près atteintes. Elles restèrent intactes, malgré les défaites de la guerre de la Succession d'Espagne ; mais, par le traité d'Utrecht, l'Angleterre obtint en 1713 la destruction des forts et du port de Dunkerque : ainsi renforça-t-elle sa prépondérance dans la Manche et en mer du Nord.



Répartition de la population française vers 1700

Cette carte a été établie d'après les dénombrements de la période 1695-1699 et ceux de 1709 à 1713, dont les résultats, confrontés, ont permis d'éliminer un certain nombre de chiffres invraisemblables.

Malheureusement, la superficie des intendances n'étant connue avec précision que pour la fin du XVIII^e s., les calculs ont dû être faits dans le cadre administratif de la fin de l'Ancien Régime, qui a subi de profondes modifications de 1770 à 1787, avec la création des intendances d'Auch et de Pau.

Vers 1700, on peut distinguer deux zones de haute pression démographique : la région du Nord-Nord-Ouest, entre Dunkerque et Avranches, et la région Bourgogne-Auvergne ; et trois zones de basse pression : l'Est, le sud du Bassin parisien (Berry-Bourbonnais) et le Roussillon. A noter que la ville de Paris n'a pas été prise en compte pour le calcul de la densité de sa généralité : sur une carte plus détaillée, l'Île-de-France apparaîtrait entourée d'une couronne de pays faiblement peuplés (sauf au nord de Paris).

La frontière du nord et de l'est de la France sous le règne de Louis XIV



La France en 1789

L'absolutisme, qui définit théoriquement un pouvoir sans limites et fortement centralisé, est en fait limité par le maintien de « privilèges » sociaux et territoriaux. C'est ce qui explique l'absence d'unité nationale véritable : aux pays d'élection, où la centralisation est très forte (notamment au point de

vue fiscal), s'opposent les pays d'états, dans les régions périphériques les plus récemment réunies : dans ces derniers, l'existence d'états provinciaux, aux importantes attributions administratives et fiscales (ils lèvent eux-mêmes la taille « réelle »), limite le pouvoir des intendants. Ils disparaîtront en 1789.

Les premières défaites dans la guerre commencée le 20 avril 1792 ont provoqué en été (10 août) une radicalisation du mouvement révolutionnaire qui aboutit à la proclamation de la république le 21 septembre. Ce sursaut permet d'arrêter l'invasion austro-prussienne à Valmy dès le 20 septembre et même de pénétrer en Belgique (victoire de Jemmapes). Mais les succès mêmes de la Convention, qui semble défier l'Europe par l'exécution du roi le 21 janvier 1793, provoquent une coalition des pays voisins, dont les armées bousculent les troupes françaises, souvent mal commandées (trahison de Dumouriez après son échec à Neerwinden le 18 mars). La nouvelle poussée à gauche qui en résulte suscite des révoltes intérieures, attisées et utilisées par les Anglais : celle des paysans de l'Ouest, solidement encadrés par leurs seigneurs et par un clergé fanatisé, contre la levée de 300 000 hommes décrétée par la Convention le 24 février ; celle de la bourgeoisie « girondine » éliminée du pouvoir le 2 juin 1793 et qui appelle à une insurrection des provinces contre le Paris des « sans-culottes ». L'extrême péril de l'été 1793 explique la formation du gouvernement révolutionnaire qui, mobilisant les énergies par la Terreur, écrase dans le sang (surtout à Lyon, à Nantes, en Vendée) les révoltes intérieures, avant de passer à l'offensive à l'extérieur : la victoire de Fleurus permet l'occupation des Pays-Bas et de la rive gauche du Rhin.

LA FRANCE SOUS LA CONVENTION

- Limites de la France en 1792
- Attaques des coalisés de 1793
- Villes assiégées par les coalisés
- Armées de la Convention
- ★ Victoires françaises 1793-1794
- ↕ Traités
- Défaite française
- Conquêtes et annexions de 1792 à 1795



Les « sections » parisiennes, simples circonscriptions électorales en 1790, deviennent vite des organismes politiques permanents, regroupant les éléments les plus avancés de la « sans-culotterie », dont les soulèvements périodiques organisés par la puissante Commune

(installée après le 10 août 1792), jouent un rôle essentiel dans l'accélération de la Révolution.

Ce rôle de Paris s'explique d'abord par son poids démographique : dans l'enceinte des Fermiers généraux s'entassaient déjà environ 550 000 personnes, inégalement réparties entre les fau-

bourgs (encore de gros villages, principalement à l'ouest) et le centre surpeuplé (ce qui y explique l'acuité du problème des subsistances). D'ailleurs, hormis les faubourgs de l'ouest, Paris est une ville populaire (280 000 personnes vivent du salariat) : le centre et le nord, fortement ou-

Paris pendant la Convention



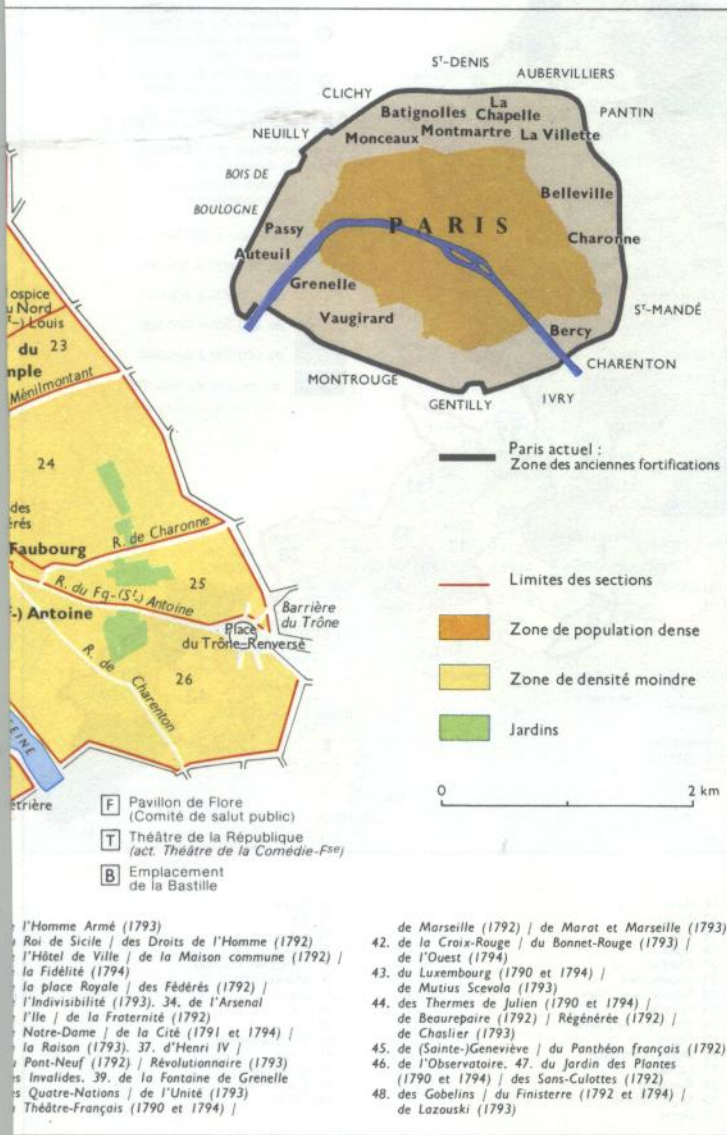
vriers (avec des entreprises relativement grandes), apparaissent curieusement moins « remuants » que les faubourgs de l'est (Saint-Antoine) et du sud (Saint-Marceau), dont la population plus composite comprend des petits artisans, des compagnons, et surtout des indigents

(un habitant sur trois dans le faubourg Saint-Antoine). La sans-culotterie est moins une classe qu'un groupe social hétérogène, pour qui le droit de manger et l'égalité des propriétés sont les revendications essentielles. Son action politique sera, en fait, de courte durée.

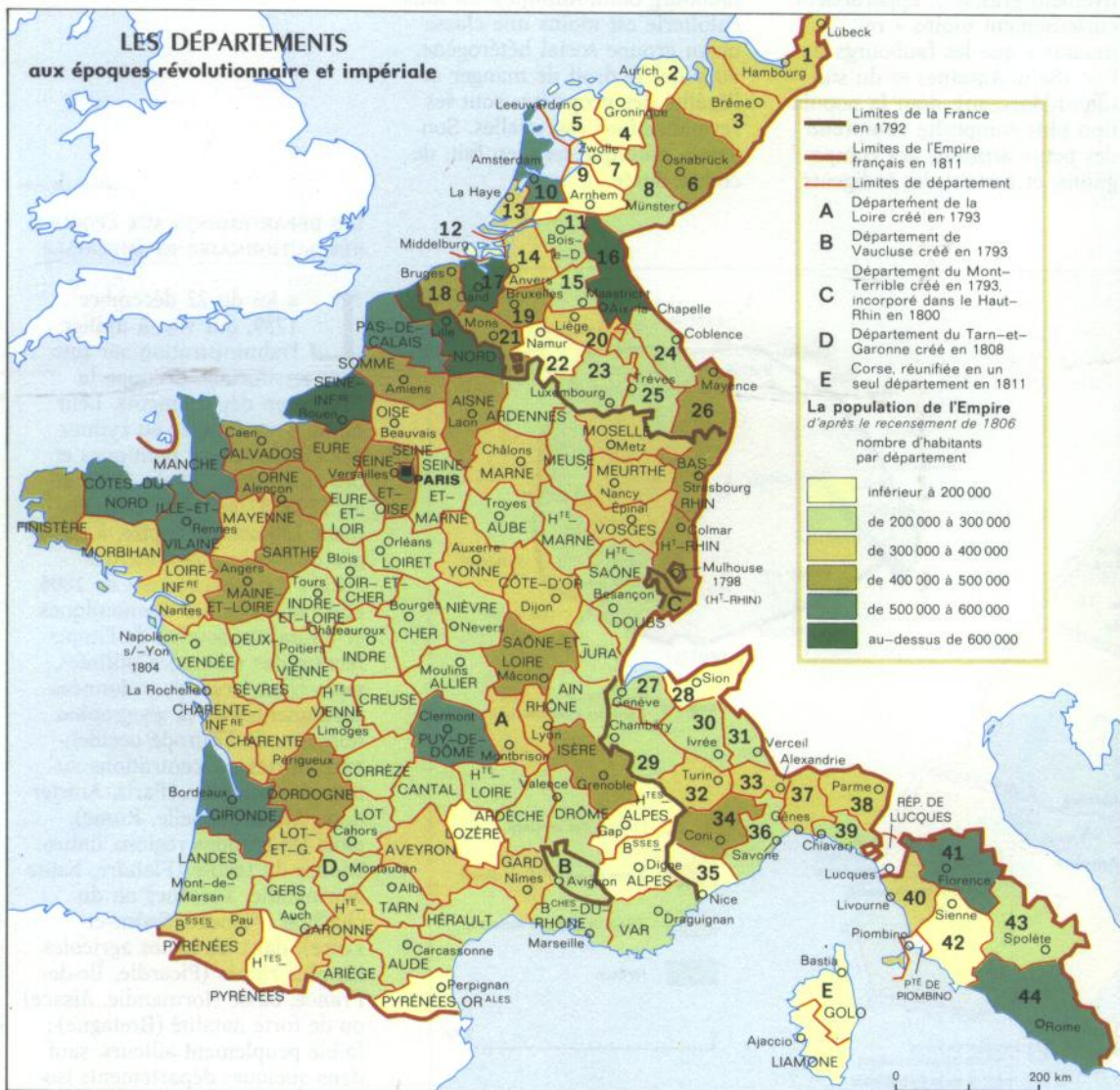
carte p. 130 →

LES DÉPARTEMENTS AUX ÉPOQUES RÉVOLUTIONNAIRE ET IMPÉRIALE

La loi du 22 décembre 1789, qui vise à unifier l'administration sur une base territoriale, découpe la France en départements. Leur nombre va évoluer au rythme des circonstances politiques et des conquêtes : 83 en 1790, 86 en 1793, 87 en 1808, et finalement 130 sous l'Empire, à l'apogée du système continental (1811). Le recensement de 1806, effectué à des fins économiques et militaires, souffre de l'imperfection des méthodes utilisées, mais éclaire certaines données permanentes de la géographie humaine de l'Europe occidentale : fortes concentrations autour des capitales (Paris, Amsterdam, Aix-la-Chapelle, Rome), dans les grandes régions industrielles du textile (Flandre, haute Normandie, Toscane) ou du charbon (Flandre, Saône-et-Loire), dans les zones agricoles les plus riches (Picardie, Île-de-France, basse Normandie, Alsace) ou de forte natalité (Bretagne) ; faible peuplement ailleurs, sauf dans quelques départements isolés (Gironde et Dordogne viticoles, Isère industrielle) ; sous-peuplement enfin dans les départements montagnards (Alpes méridionales, Lozère, Hautes-Pyrénées) et dans les pays pauvres que les Italiens (Ombrone) et les Néerlandais (est des Provinces-Unies) n'ont pas encore aménagés systématiquement. (V. cartes pp. 77 et 81.)



LES DÉPARTEMENTS aux époques révolutionnaire et impériale



Départements hors de France

- | | | |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|
| 1. Bouches-de-l'Elbe | 16. Roer | 31. Sésia |
| 2. Ems Oriental | 17. Escaut | 32. Pô |
| 3. Bouches-du-Weser | 18. Lys | 33. Marengo |
| 4. Ems Occidental | 19. Dyle | 34. Stura |
| 5. Frise | 20. Ourthe | 35. Alpes-Maritimes |
| 6. Ems-Supérieur | 21. Jemmapes | 36. Montenotte |
| 7. Bouches-de-l'Yssel | 22. Sambre-et-Meuse | 37. Gènes |
| 8. Lippe | 23. Forêts | 38. Taro |
| 9. Yssel-Supérieur | 24. Rhin-et-Moselle | 39. Apennins |
| 10. Zuiderzee | 25. Sarre | 40. Méditerranée |
| 11. Bouches-du-Rhin | 26. Mont-Tonnerre | 41. Arno |
| 12. Bouches-de-l'Escaut | 27. Leman | 42. Ombrone |
| 13. Bouches-de-la-Meuse, 1810 | 28. Simplon | 43. Trasimène |
| 14. Deux-Nèthes | 29. Mont-Blanc | 44. Tibre |
| 15. Meuse-Inferieure | 30. Doire | |

Malgré le principe de l'obligation et de la gratuité de l'enseignement primaire proclamé par la Révolution, la scolarisation est médiocre en 1830, l'école renvoyant l'image d'une société archaïque : un adulte sur deux est analphabète. Une ligne Saint-Malo-Genève partage le pays en deux zones inégales de scolarisation. Plus urbanisée et ouverte sur

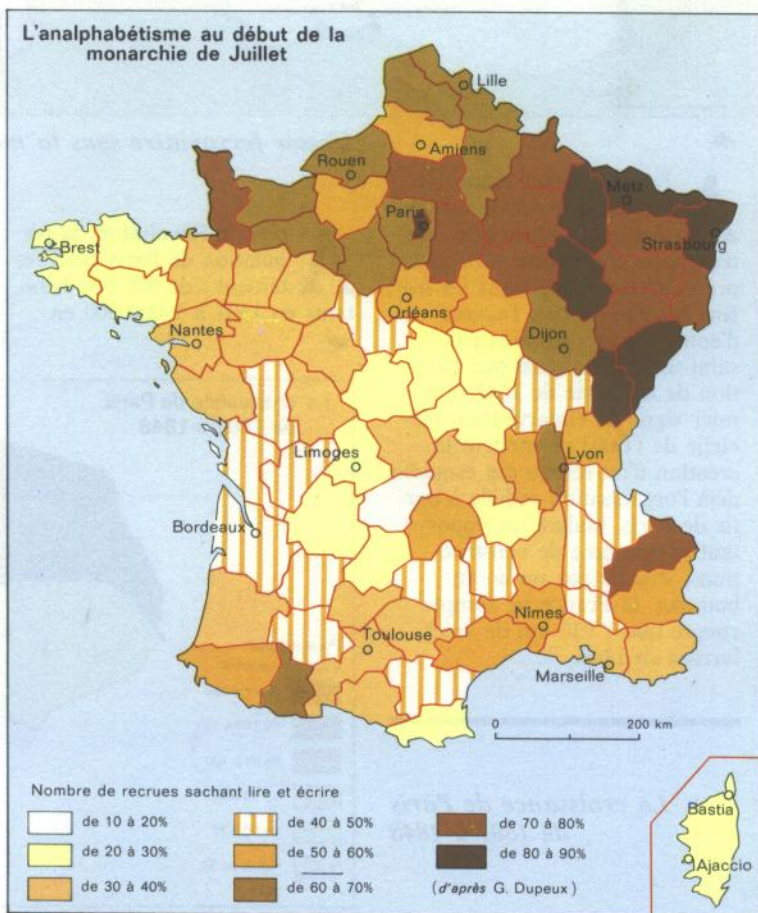
l'extérieur, dotée d'une industrie rurale qui élargit l'« horizon mental » des villageois, la France du Nord est déjà bien scolarisée (740 816 élèves pour 13 millions d'habitants). En tête viennent la région parisienne, la Lorraine et la Normandie. Plus exclusivement rurale, confinée dans des activités agricoles, la France de l'Ouest et du Sud apparaît comme un désert scolaire

(375 931 élèves pour 18 millions d'habitants). Partout, les taux de fréquentation estivale (mai-novembre) sont inférieurs, parfois des deux tiers, à ceux d'hiver. A ces insuffisances, la loi Guizot du 28 juin 1833 sur l'enseignement primaire apporte un premier remède, qui reste insuffisant. Il faudra attendre Victor Duruy et surtout Jules Ferry pour voir reculer l'analphabétisme.

L'analphabétisme au début de la monarchie de Juillet

Les départements aux époques révolutionnaire et impériale

L'analphabétisme au début de la monarchie de Juillet



L'essor ferroviaire sous la monarchie de Juillet

1840



1848



d'après J.-M. Jouffroy

L'essor ferroviaire sous la monarchie de Juillet

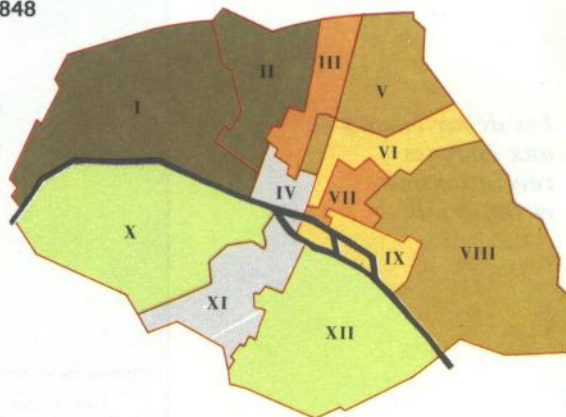
A l'origine, les chemins de fer ont une fonction exclusivement industrielle : les transports charbonniers (d'où la précocité des lignes dans les bassins houillers). Mais l'action d'entrepreneurs inspirés par le saint-simonisme ainsi que l'adoption de la charte de 1842 (premier signe de l'intervention officielle de l'État) permettent la création d'un réseau qui esquisse déjà l'organisation radiale à partir de Paris. Malgré un important programme de constructions, stimulé par un boom boursier, la France ne compte encore que 1 930 km de voies ferrées en 1848.

Après la Révolution, la population de Paris croît fortement : de 550 000 habitants en 1801 à 1 000 000 en

1848. Le centre, déjà surpeuplé, se gonfle de miséreux (début de l'exode rural), surtout dans les quartiers est (faubourg Saint-An-

La croissance de Paris de 1801 à 1848

Pourcentage d'accroissement



La croissance de Paris de 1801 à 1848

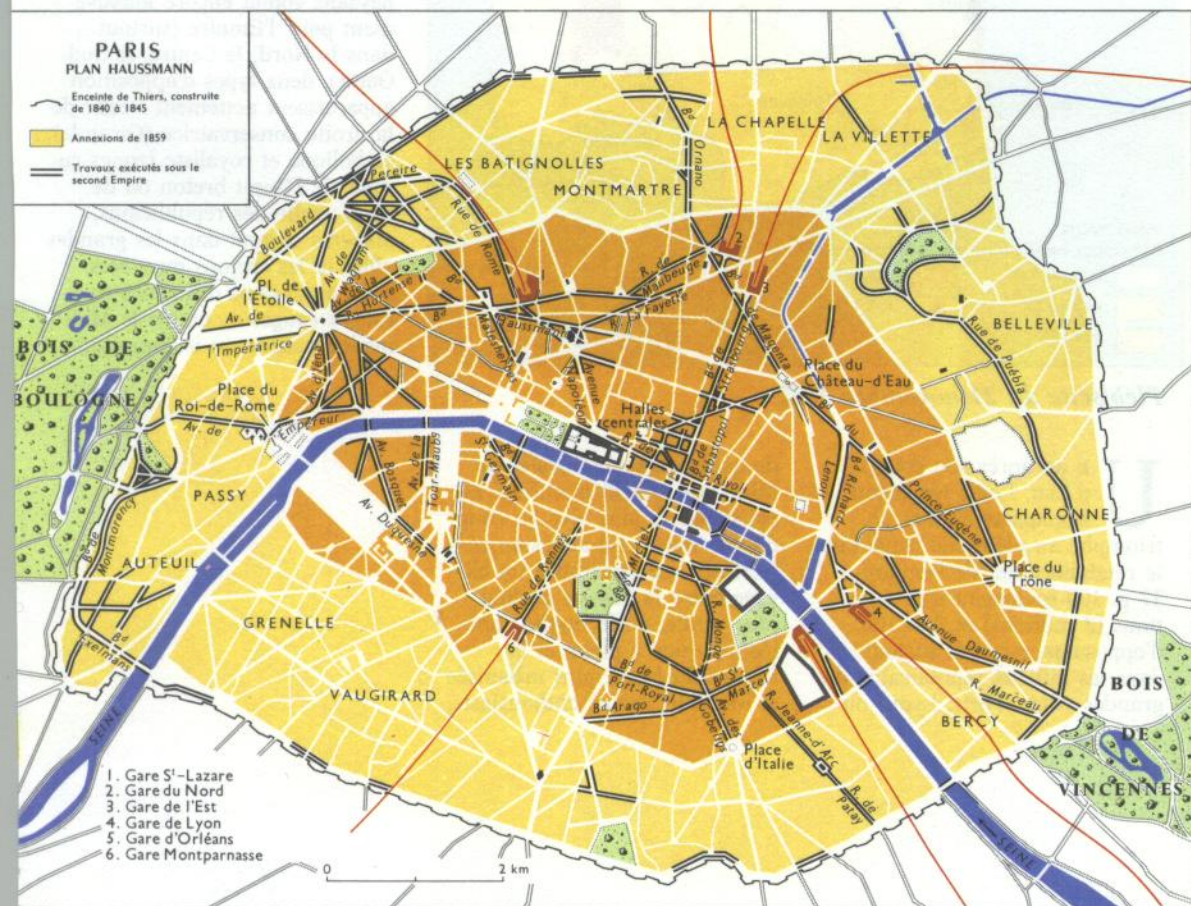
d'après Ch. Pouthas, *La population française pendant la 1^{re} moitié du XIX^e s.*, P.U.F.

toine), qui se prolétarisent de plus en plus. Mais ce sont les quartiers ouest de la rive droite qui connaissent la plus forte croissance, la moindre densité et les aménagements napoléoniens y attirant la bourgeoisie parisienne et les notables venus de province.

Face à l'extraordinaire croissance de la population (121 000 personnes entre 1851 et 1856), Napoléon III décide une modernisation complète de Paris, réalisée par le préfet Haussmann. Assainissement de la ville par la destruction des îlots insalubres du centre, par l'achèvement du réseau d'égouts, par l'organisation des espaces verts ; meilleur ravitaillement en eau et en nourriture (reconstruction des Halles) ; moyens de communication plus

aisés (chemin de fer de ceinture, service d'omnibus, dégagement des six grandes gares) : les préoccupations sociales et économiques sont évidentes ; la recherche du prestige aussi. Mais la réorganisation de la voirie (percement des grands axes du centre, création de rocade unissant les divers arrondissements) répond autant au désir d'empêcher les barricades et d'expulser les éléments populaires vers la périphérie qu'à la volonté de faciliter les communications.

Paris, plan Haussmann



Plébiscite du 21 nov. 1852



Plébiscite du 21 novembre 1852

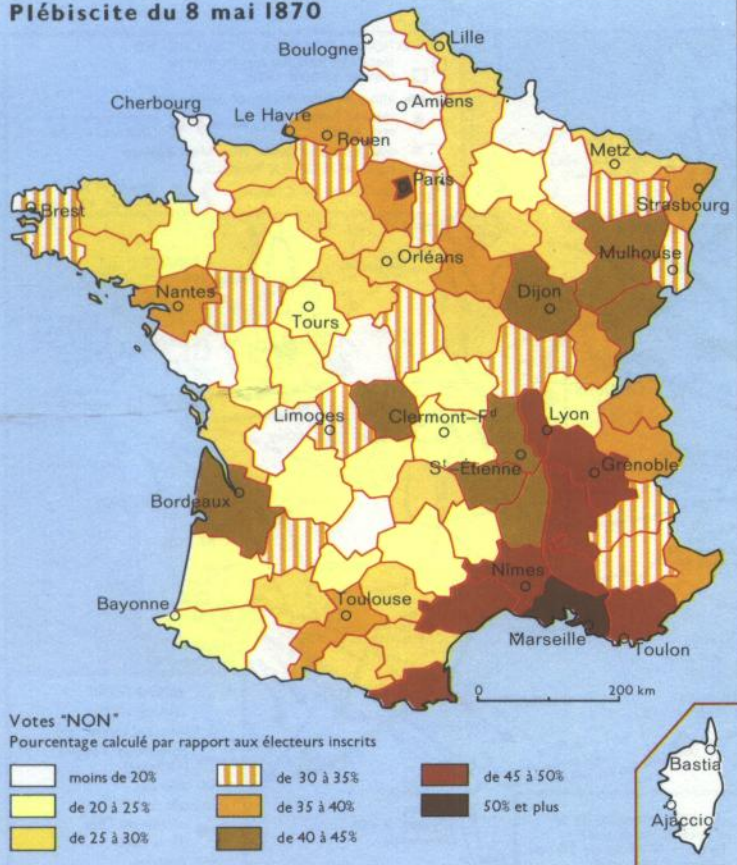
Un an après son coup d'État, Louis Napoléon Bonaparte obtient un triomphe au plébiscite proposant le rétablissement de l'empire : 17 p. 100 seulement d'abstentions (2 millions) et 3 p. 100 d'opposants, recrutés surtout dans les milieux républicains des grandes villes (Paris, Lyon) ou

de quelques zones rurales du Midi, qui avaient manifesté la résistance la plus vive au coup d'État. Mais cette adhésion collective laisse apparaître un clivage entre la France du Sud, plus rurale, où le mythe napoléonien joue à plein, et la France du Nord, plus urbanisée et instruite, moins enthousiaste.

PLÉBISCITE DU 8 MAI 1870

Dix-huit ans plus tard, un autre plébiscite, malgré son ambiguïté, semble consolider le régime impérial chancelant (7 358 000 « oui », 1 572 000 « non », 113 000 bulletins nuls et près de 2 000 000 d'abstentions). Pourtant, si les paysans votent encore massivement pour l'Empire (surtout dans le Nord, le Centre, le Sud-Ouest), deux types d'opposition apparaissent nettement : celle de la droite conservatrice (Gironde), catholique et royaliste (zones rurales de l'Ouest breton ou de l'Est) ; celle des républicains, présents surtout dans les grandes villes et les régions ouvrières, mais aussi dans des zones rurales « rouges » comme le Midi méditerranéen ou le Limousin.

Plébiscite du 8 mai 1870



Plébiscite du 8 mai 1870

LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE (1870-1871)

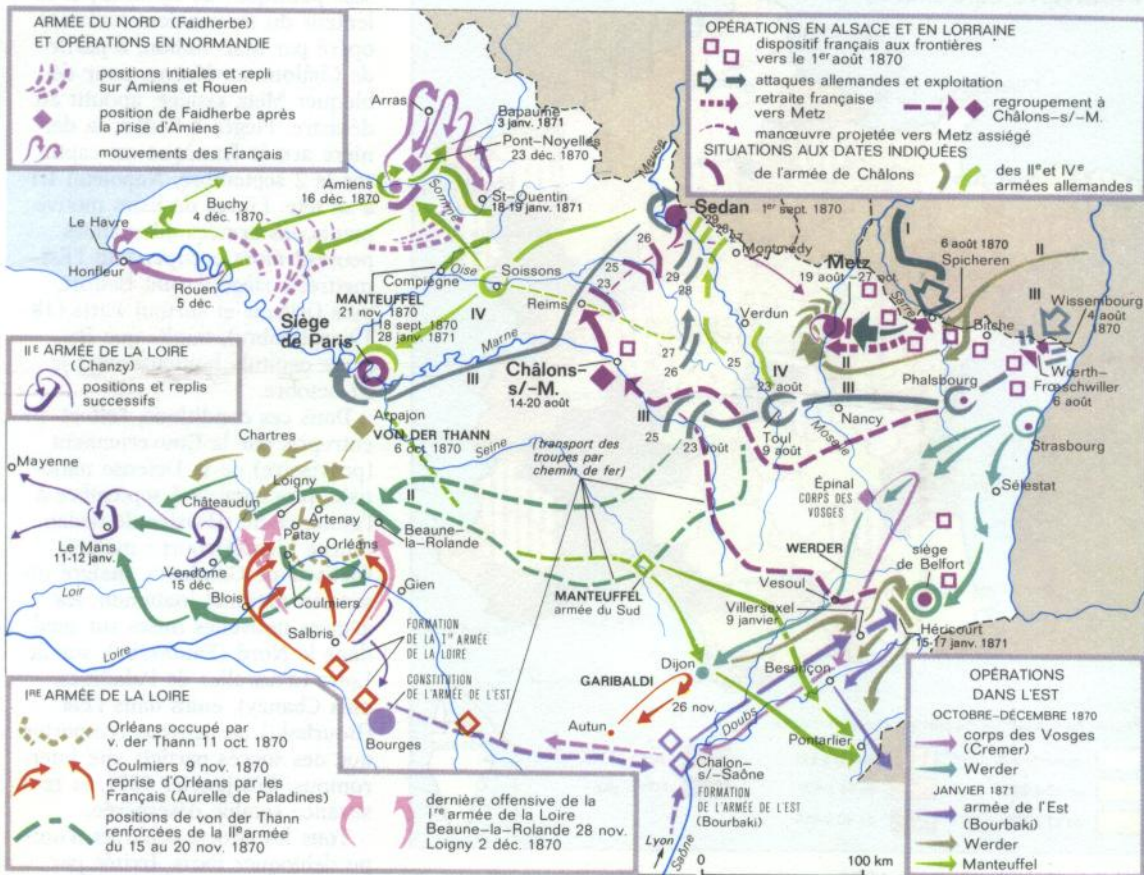
Née de la volonté prussienne d'achever l'unité allemande et du désir de Napoléon III de restaurer le prestige de l'Empire, la guerre franco-allemande s'engage le 19 juillet 1870 dans les plus mauvaises conditions possibles pour la France : isolement diplo-

matique, impréparation militaire, infériorité du matériel, du commandement et de la stratégie, face à une armée allemande moderne, entraînée, plus rapide dans ses mouvements. Le résultat en est l'écrasement rapide des armées impériales du 13 août au 3 septembre 1870 : l'Alsace est abandonnée en dix jours ; l'armée de Lorraine doit s'enfermer dans Metz par suite

de l'indécision et des arrière-pensées politiques de Bazaine ; et la lenteur du mouvement tournant opéré par Mac-Mahon, à partir de Châlons-sur-Marne, pour débloquer Metz assiégé, aboutit au désastre. Piégée à Sedan, la dernière armée française est capturée le 2 septembre, Napoléon III à sa tête. Libres de leurs mouvements, les armées allemandes peuvent alors occuper tout l'Est, mettre le siège devant Belfort, puis Orléans et surtout Paris (18-19 septembre), tandis que Bazaine capitule honteusement le 27 octobre.

Dans ces conditions, l'effort entrepris par le Gouvernement (provisoire) de la Défense nationale, proclamé le 4 septembre à l'annonce du désastre de Sedan, tourne bientôt court : malgré l'activité de Gambetta, malgré un sursaut national inattendu, les armées nouvelles mises sur pied dans le Nord (Faidherbe), sur la Loire (d'Aurelles de Paladines, puis Chanzy), enfin dans l'Est (Bourbaki) ne peuvent remporter que des succès partiels vite interrompus. Dès janvier 1871, la résistance semble désespérée.

Tous les efforts déployés n'ont pu débloquer Paris. Irritée par les échecs des tentatives de sortie, affamée, soumise à un bombardement intensif, la population s'agite de plus en plus ; c'est finalement la crainte d'un soulèvement populaire (qui éclatera, en effet, le 18 mars 1871 avec la Commune) qui décide le gouvernement provisoire à signer l'armistice le 28 janvier 1871 et à sacrifier l'armée de l'Est. Libérée de la guerre, jouant d'un sentiment national exacerbé par la perte de l'Alsace-Lorraine, détenant la majorité à l'Assemblée nationale élue le 8 février 1871, la France rurale et conservatrice décide de briser le Paris populaire et révolutionnaire de la Commune.



CARTEL DES GAUCHES (1924)

Victorieux en 1924, le Cartel des gauches (radicaux et socialistes), ne survit pas à ses contradictions internes et aux difficultés financières, qui provoquent le retour au pouvoir de Poincaré, le 23 juillet 1926.

FRONT POPULAIRE (1936)

Dans un climat international tendu par les premiers succès des dictatures, les élections de 1936

voient s'opposer deux France. La gauche radicale, socialiste et communiste du Front populaire (régions ouvrières, rurales de petite propriété et laïques) l'emporte avec 386 sièges.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE (1965)

Aux élections de 1965, le général de Gaulle, dont le « charisme » tend à s'estomper (fin du problème algérien, plan de stabilisation de 1963), est mis en ballottage par F. Mitterrand. La carte du

gaullisme s'identifie plus nettement à celle de la droite.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE (1981)

François Mitterrand remporte les élections du 10 mai 1981 avec 51,75 p. 100 des suffrages exprimés, contre 48,24 p. 100 pour le président sortant, V. Giscard d'Estaing. La dissidence des électeurs chiraquiens, qui, au second tour, se sont abstenus ou ont reporté leurs voix sur F. Mitterrand, explique en partie la relative ampleur de ce succès.

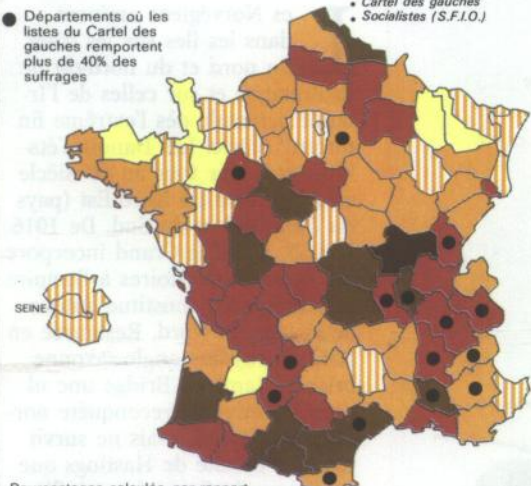
Carte dressée
d'après G. Lachapelle,
Élections législatives
du 11 mai 1924,
Paris, Roustan, 1924

Listes de cartel et forces de gauche

non communistes - 11 mai 1924

- Républicains de gauche
et radicaux nationaux
- Cartel des gauches
- Socialistes (S.F.I.O.)

● Départements où les
listes du Cartel des
gauches remportent
plus de 40% des
suffrages



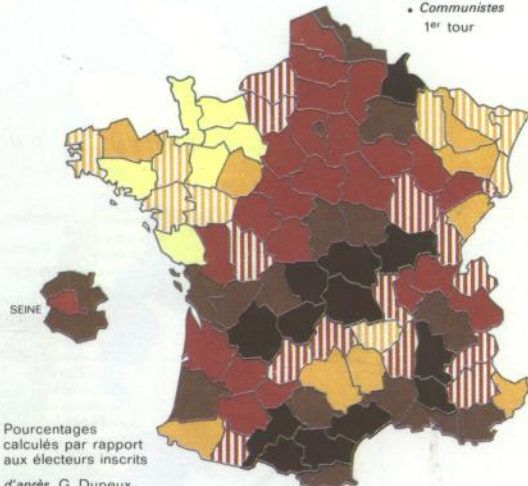
Pourcentages
calculés par rapport
aux électeurs inscrits

78,7%	35 à 45%
50 à 60%	20 à 35%
45 à 50%	moins de 20%

Front populaire

26 avril 1936

- Radicaux
 - Socialistes
 - Communistes
- 1^{er} tour



Pourcentages
calculés par rapport
aux électeurs inscrits

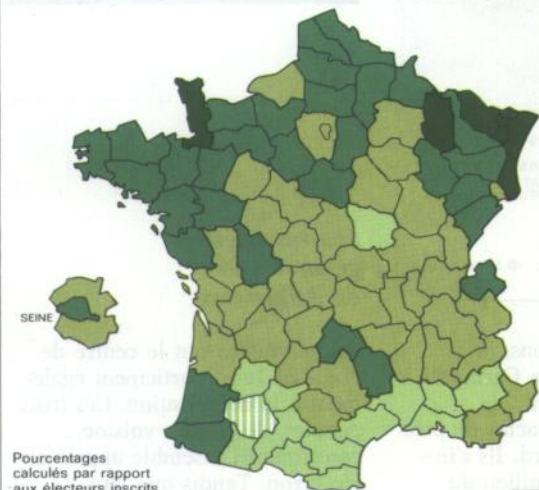
d'après G. Dupeux

60% et plus	30 à 37,5%
52,5 à 60%	22,5 à 30%
45 à 52,5%	moins de 22,5%
37,5 à 45%	

Élection présidentielle

5 déc. 1965 - 1^{er} tour

Général de Gaulle



Pourcentages
calculés par rapport
aux électeurs inscrits

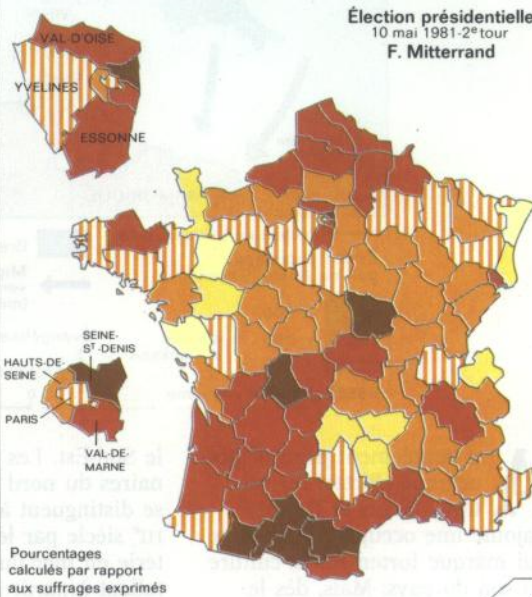
d'après A. Lancelot

45% et plus	22,5 à 30%
37,5 à 45%	15 à 22,5%
30 à 37,5%	

Élection présidentielle

10 mai 1981 - 2^e tour

F. Mitterrand



Pourcentages
calculés par rapport
aux suffrages exprimés

30 à 40%	50 à 55%
40 à 45%	55 à 60%
45 à 50%	60 à 64%

L'ANGLETERRE ANGLO-SAXONNE ET LES INVASIONS SCANDINAVES

Les Norvégiens arrivent dans les îles sur les côtes du nord et du nord-est de la Bretagne et sur celles de l'Irlande orientale dès l'extrême fin du VIII^e siècle. Les Danois s'établissent à leur tour au IX^e siècle en Angleterre du Nord-Est (pays du *Danelaw*) et du Sud. De 1016 à 1035, Knud le Grand incorpore ces derniers territoires à l'empire maritime qu'il constitue autour de la mer du Nord. Restaurée en 1042, la royauté anglo-saxonne brise à Stamford Bridge une ultime tentative de reconquête norvégienne (1066), mais ne survit pas à la défaite de Hastings que Guillaume le Conquérant inflige la même année à Harold.

Introduit outre-Manche, le régime féodal assure le renforcement de la puissance royale anglaise dont la supériorité s'affirme à l'égard du pouvoir capétien, un moment miné par la féodalisation.



Les invasions germaniques en Angleterre

Au peuplement primitif pré-celtique (Pictes) ou celtique (Scots et Bretons) s'ajoute une occupation romaine qui marque fortement la culture du sud du pays. Mais, dès le début du ^v^e siècle, les dernières troupes de l'Empire quittent l'île. Les envahisseurs d'origine germanique arrivent peu après dans

le Sud-Est. Les Saxons, originaires du nord de la Germanie, se distinguent à partir du III^e siècle par leurs actes de piraterie en mer du Nord. Ils s'installent à partir du milieu du V^e siècle dans l'Essex, le Sussex et le Wessex. Les Angles, probablement originaires du pays d'Angeln, dans le Schleswig,

colonisent surtout le centre de l'île. Les Jutes participent également à la colonisation. Ces trois peuples, de culture voisine, constituent l'ensemble appelé anglo-saxon. Tandis que leur occupation progresse d'est en ouest, une partie de la population ancienne se réfugie en Armorique.

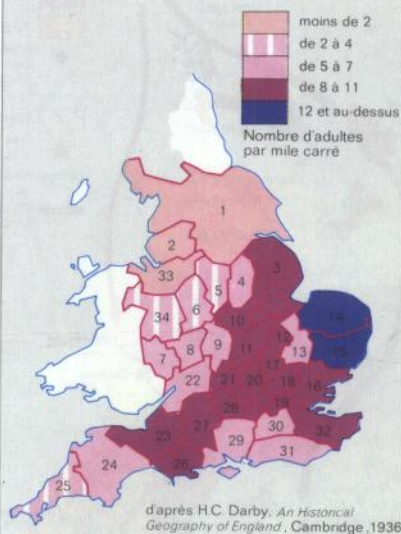
Les comtés anglais en 1086 d'après le *Domesday Book*

- | | |
|---------------------|--------------------|
| 1 Yorkshire | 18 Hertfordshire |
| 2 Lancashire | 19 Middlesex |
| 3 Lincolnshire | 20 Buckinghamshire |
| 4 Nottinghamshire | 21 Oxfordshire |
| 5 Derbyshire | 22 Gloucestershire |
| 6 Staffordshire | 23 Somerset |
| 7 Herefordshire | 24 Devon |
| 8 Worcestershire | 25 Cornwall |
| 9 Warwickshire | 26 Dorset |
| 10 Leicestershire | 27 Wiltshire |
| 11 Northamptonshire | 28 Berkshire |
| 12 Huntingdonshire | 29 Hampshire |
| 13 Cambridgeshire | 30 Surrey |
| 14 Norfolk | 31 Sussex |
| 15 Suffolk | 32 Kent |
| 16 Essex | 33 Cheshire |
| 17 Bedfordshire | 34 Shropshire |

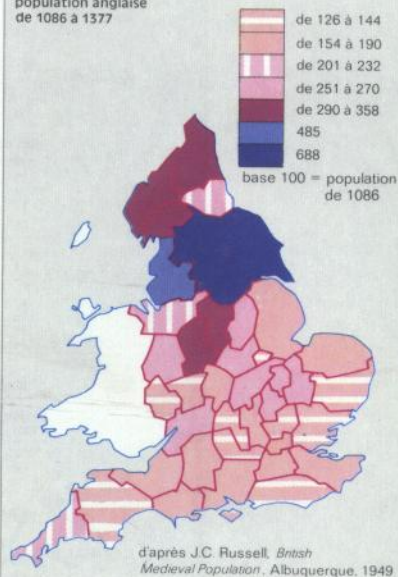
— Limites de comté



Repartition de la population anglaise au temps du *Domesday Book*, 1086



Accroissement de la population anglaise de 1086 à 1377



Évolution de la population en Angleterre (XI^e-XIV^e s.)

Le *Domesday Book* est le livre du « Jugement dernier », ou « Sans appel », selon l'expression familière de l'époque. Ce livre, que l'on appelle également la *Description de l'Angleterre*, est un recueil cadastral contenant un résumé des situations fiscales de toutes les terres du royaume, avec les valeurs des propriétés, le nom des propriétaires successifs, les droits et charges, les surfaces, le nombre de tenanciers et d'ouvriers, les moulins, les étangs et toute chose pouvant fournir un profit. Il a été exécuté sur ordre de Guillaume le Conquérant, de 1086 à 1090 environ, et il ne donne qu'un résumé d'une immense enquête, qui, d'ailleurs,

provoqua l'irritation des populations. Ce fut le plus célèbre ouvrage administratif de son temps. C'est aujourd'hui un instrument précieux pour les historiens. Son analyse permet d'évaluer à 1 500 000 le nombre des habitants de l'Angleterre à cette époque ; la plupart vivant dans l'East Anglia et le bassin de Londres ; la Cornouailles, les confins anglais du pays de Galles et de l'Écosse sont de deux à six fois moins peuplés.

Il n'en est plus de même au début du XIV^e siècle ; ces régions frontalières, longtemps vides d'hommes, ont été les grandes bénéficiaires, par voie de migrations intérieures, d'un croît démographique biséculaire. Dû

sans doute à une nuptialité précoce et à un taux de natalité supérieure à 50 p. 1 000, celui-ci a porté la population anglaise à 3 500 000 habitants et déterminé les progrès de l'urbanisation, dont ont profité surtout les villes-marchés et les ports, notamment Londres qui aurait compté 34 900 habitants en 1377. Le déclin démographique provoqué par la famine des années 1315 et 1316 et surtout par la peste noire de 1348-49 et ses séquelles ne réduit pas entièrement les effets de cette croissance : on estime à 2 200 000 habitants la population de l'Angleterre d'après le recensement des personnes assujetties à la *poll tax* en 1377.

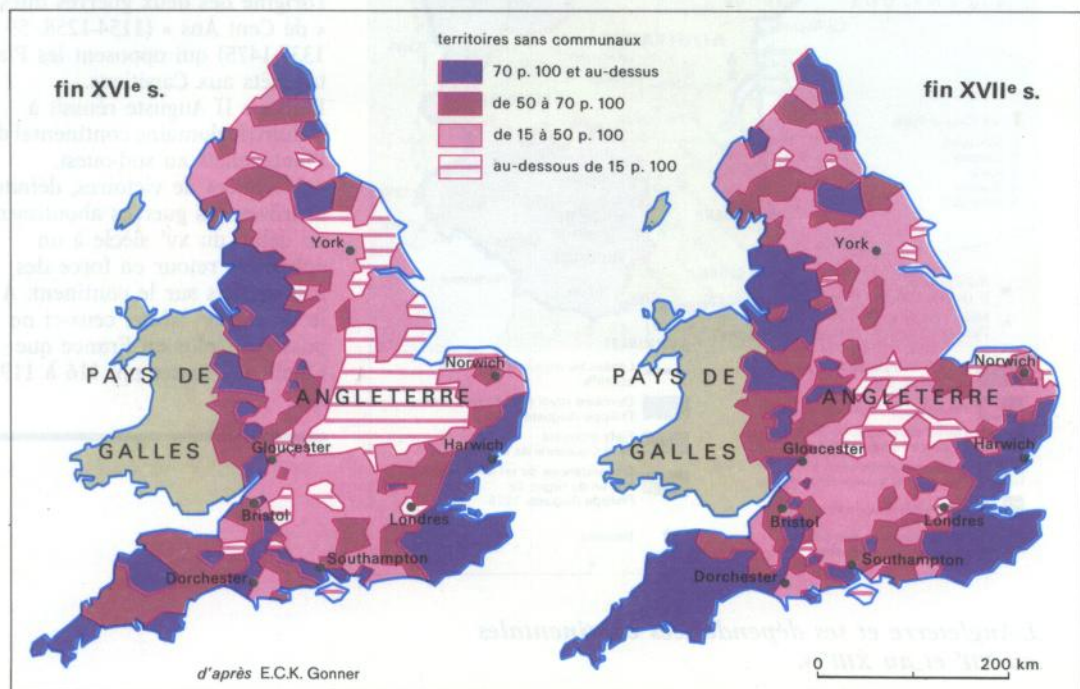
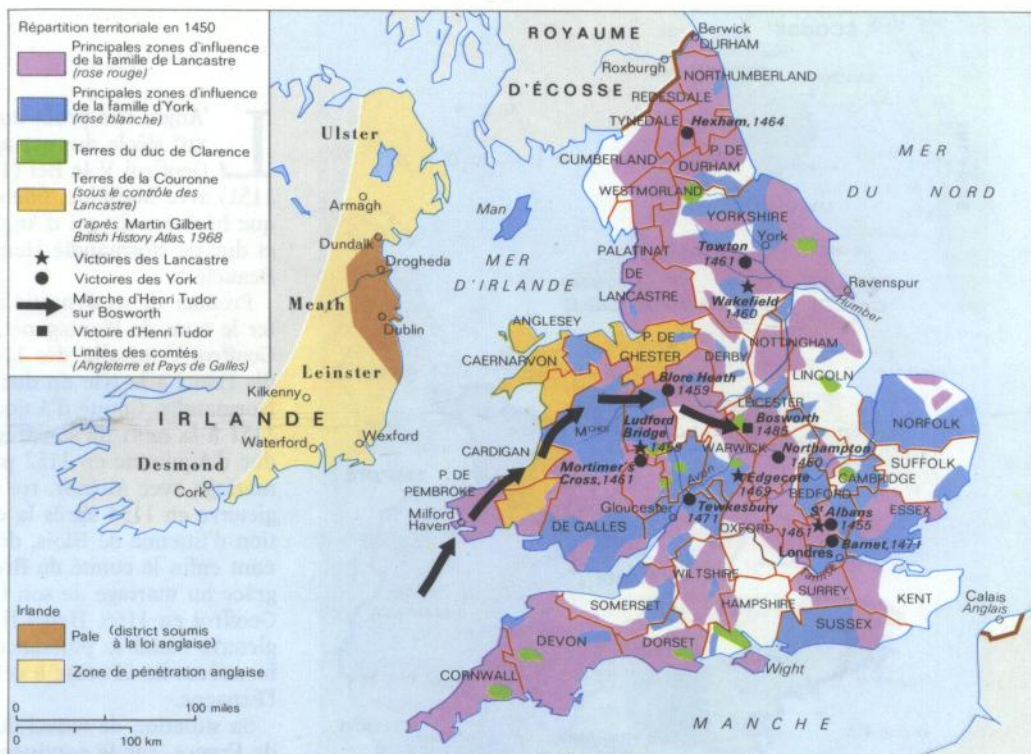


L'Anjou tire profit au XII^e siècle du mariage de Geoffroi V le Bel (1131-1151) avec Mathilde, fille et unique héritière du roi d'Angleterre et duc de Normandie Henri I^{er} Beauclerc.

Premier de sa dynastie à porter le nom de Plantagenêt, Geoffroi V installe, dès 1144, son fils Henri à la tête du duché de Normandie. Comte d'Anjou en 1151 à la mort de son frère, duc d'Aquitaine en 1152 par son mariage avec Aliénor, roi d'Angleterre en 1154 après la disparition d'Étienne de Blois, dominant enfin le comté de Bretagne grâce au mariage de son fils Geoffroi en 1166, Henri II d'Angleterre étend sa puissance des frontières de l'Écosse à celles de l'Espagne.

Sa situation de vassal du roi de France, sur le continent, est à l'origine des deux guerres dites « de Cent Ans » (1154-1258/59 et 1337-1475) qui opposent les Plantagenêts aux Capétiens. Philippe II Auguste réussit à réduire le domaine continental des Plantagenêts au sud-ouest.

Marquées de victoires, défaites et trêves, les guerres aboutissent au début du XV^e siècle à un éphémère retour en force des rois anglais sur le continent. À la fin du XV^e siècle, ceux-ci ne possèdent plus en France que Calais. (V. cartes pp. 116 à 119.)



La guerre des Deux-Roses (1450-1485)

Affrontement entre les maisons de Lancastre (rose rouge) et d'York (rose blanche) qui, descendant toutes les deux d'Édouard III, se disputent la couronne, la guerre des Deux-Roses est la dernière des guerres féodales en Angleterre. Les York l'emportent d'abord. Richard d'York devient « protecteur du royaume » après la victoire de Saint Albans (1455), mais la guerre reprend, ponctuée de défaites et de succès. Les York paraissent devoir l'emporter (Édouard IV est reconnu en 1471 par presque toute l'Angleterre), malgré la restauration temporaire d'Henri VI de Lancastre.

Henri VII Tudor, l'héritier des deux maisons, met un terme (1485) à une guerre civile qui laisse l'Angleterre affaiblie économiquement et démographiquement ; mais la monarchie en sort renforcée.

Né dès la fin du ^{xiv}^e siècle, le mouvement des enclosures permet de remembrer les terres et de séparer les cultures des pâtures. Ruinant les petits paysans, mais améliorant les rendements, le mouvement est ralenti par le Parlement qui le condamne en 1515 mais lève son opposition en 1556. Dès la fin du ^{xvii}^e siècle, l'openfield recule largement.

L'essor des enclosures
(fin du ^{xvi}^e s.-fin du ^{xvii}^e s.)

En 1603, l'avènement du roi d'Écosse Jacques I^{er} Stuart au trône d'Angleterre assure l'union des deux royaumes antérieurement ennemis. Mais la politique absolutiste des Stuart en matière financière et religieuse mécontente les Britanniques. En 1642, le Parlement anglais prend la tête de la guerre civile. Vaincu, Charles I^{er} est exécuté (1649). Olivier Cromwell instaure alors le Commonwealth, reconquiert l'Irlande, re-

pousse le prétendant Charles II et assure la primauté maritime et commerciale de l'Angleterre sur les Provinces-Unies. Fragile, le nouveau régime s'effondre après la mort de son fondateur. Charles II est restauré (1680-1685). Les imprudences de Jacques II (1685-1688) provoquent une seconde révolution au bénéfice de son gendre, Guillaume III d'Orange, qui, reconnu roi d'Angleterre en 1689, doit accepter un régime constitutionnel.

Les îles Britanniques au ^{xvii}^e s.



La révolution industrielle (1750-1850)

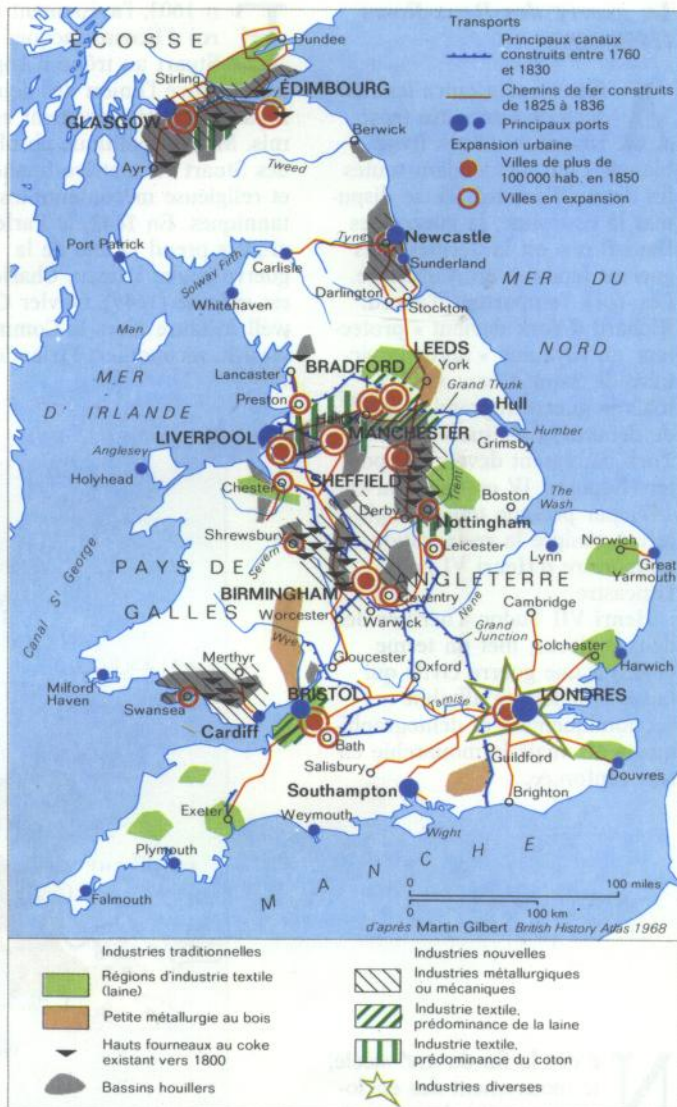
À u XVIII^e siècle, l'Angleterre bénéficie de circonstances exceptionnellement favorables à l'essor du machinisme, caractéristique essentielle de la « révolution industrielle » : une forte augmentation de la population (de 6 millions à 28 millions entre 1750 et 1850), un accroissement de la production et de la productivité agricole, la maîtrise du commerce mondial qui assure l'afflux des matières premières (coton) et l'accumulation d'un capital qui s'investit habilement dans l'industrie, enfin une maturité intellectuelle favorable à l'éclosion de nombreuses inventions.

Les régions riches en houille ou proches des grands ports deviennent des centres industriels florissants, reliés entre eux par des canaux dès 1760, puis par des voies ferrées à partir de 1825.

Les industries textiles bénéficient des premières des inventions (navette de John Kay, 1733 ; machine à filer d'Ark-

wright, 1768...) et connaissent une croissance rapide (production lainière et cotonnière accrue de 150 p. 100 au XVIII^e siècle). La mise au point du procédé de fonte au coke par Abraham Darby (1709-1713) et celle de la machine à vapeur par James Watt (1769) font la fortune des industries charbonnières et sidérur-

giques. Avec près d'un siècle d'avance sur les autres pays, l'Angleterre passe de l'âge artisanal à l'ère industrielle. Capable de produire des articles de bonne qualité à bien meilleur marché, elle s'enrichit et devient « l'atelier du monde », sa prépondérance restant incontestée jusqu'en 1914.



La population britannique passe dans cette période de 32 à 48,7 millions d'habitants. En 1931, avec 150 habitants au kilomètre carré, la Grande-Bretagne est en tête de

tous les grands pays européens pour la densité de sa population. Stimulée par l'expansion économique, la croissance démographique reste forte jusque vers 1914 (plus de 1 p. 100 d'ac-

croissement annuel), avant de décliner à partir de 1921 ; cette croissance rapide résulte de l'excédent des naissances sur les décès (34 p. 100 en 1875, 25 p. 100 en 1930).

La vie industrielle entraîne d'importants déplacements de population. L'exode rural vide les campagnes pauvres (Highlands d'Écosse, massif gallois, Irlande surtout) pour gonfler les grandes agglomérations et surtout les régions industrielles, où s'opère une distinction entre zones de vieille industrie textile (Lancashire, Cotswolds), à faible croissance, et zones d'industries métallurgiques et minières, plus dynamiques (Lowlands, Cumberland, sud du pays de Galles, Midlands et région de Birmingham). La croissance de Londres est exceptionnelle depuis 1850 : la City perd ses habitants (129 000 en 1801, 13 000 en 1901) au profit de la banlieue, le « Greater London » passant de 6 581 000 habitants en 1851 à 7 476 000 en 1921. Enfin il faut noter la forte émigration britannique : de 1815 à 1920, la Grande-Bretagne a ainsi perdu 10 millions d'habitants environ.

Évolution de la population britannique de 1871 à 1931

Diminution (par comté)

- de 0 à 28%
- supérieure à 28%

Augmentation (par comté)

- supérieure à 100%
- de 55 à 100%
- de 0 à 55%



Évolution de la population britannique et irlandaise de 1871 à 1931

V. GRÈCE	p. 189
HONGRIE	p. 188
IRLANDE	p. 139
ISLANDE	p. 46, 97

L'ITALIE BYZANTINE ET LOMBARDE

Érigée en préfecture en 554 et débarrassée des derniers Ostrogoths par les Byzantins en 555, la péninsule est envahie dès 568 par les Lombards qui constituent un royaume ainsi que les duchés de Spolète et de Bénévent. Mais les Byzantins s'accrochent à l'exarchat de Ravenne dont l'autorité s'exerce en théorie sur le reste de l'Italie byzantine. A Rome,

l'indépendance de fait de la papauté, réelle sous Grégoire le Grand (590-604), est consolidée en 756, Pépin le Bref donnant alors à « saint Pierre » ses conquêtes.

FORMATION DE L'ÉTAT PONTIFICAL

Les États de l'Église sont fondés en 756 lorsque Pépin I^{er} le Bref fait don à « saint Pierre » des territoires conquis sur les Lombards : l'exarchat de Ravenne et une partie de la Pentapole. Un étroit couloir (Pérouse) les relie au Patrimoine de Saint-Pierre. Au VIII^e siècle, les États s'accroissent de nouvelles donations carolingiennes.

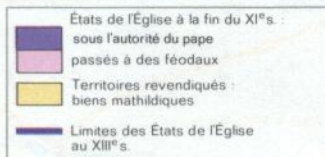


Formation de l'État pontifical

L'Italie byzantine et lombarde

LES ÉTATS DE L'ÉGLISE DU XI^e AU XIII^e SIÈCLE

Pour consolider les États de l'Église, les papes tentent de leur ajouter les terres de Toscane léguées par la comtesse Mathilde en 1077. Mais les empereurs disputent à l'Église sa souveraineté temporelle, afin de mieux contrôler l'Italie. L'indépendance temporelle des États reste un enjeu de la longue lutte qui oppose le Sacerdoce à l'Empire (1154-1250).



Les États de l'Église du XI^e au XIII^e s.

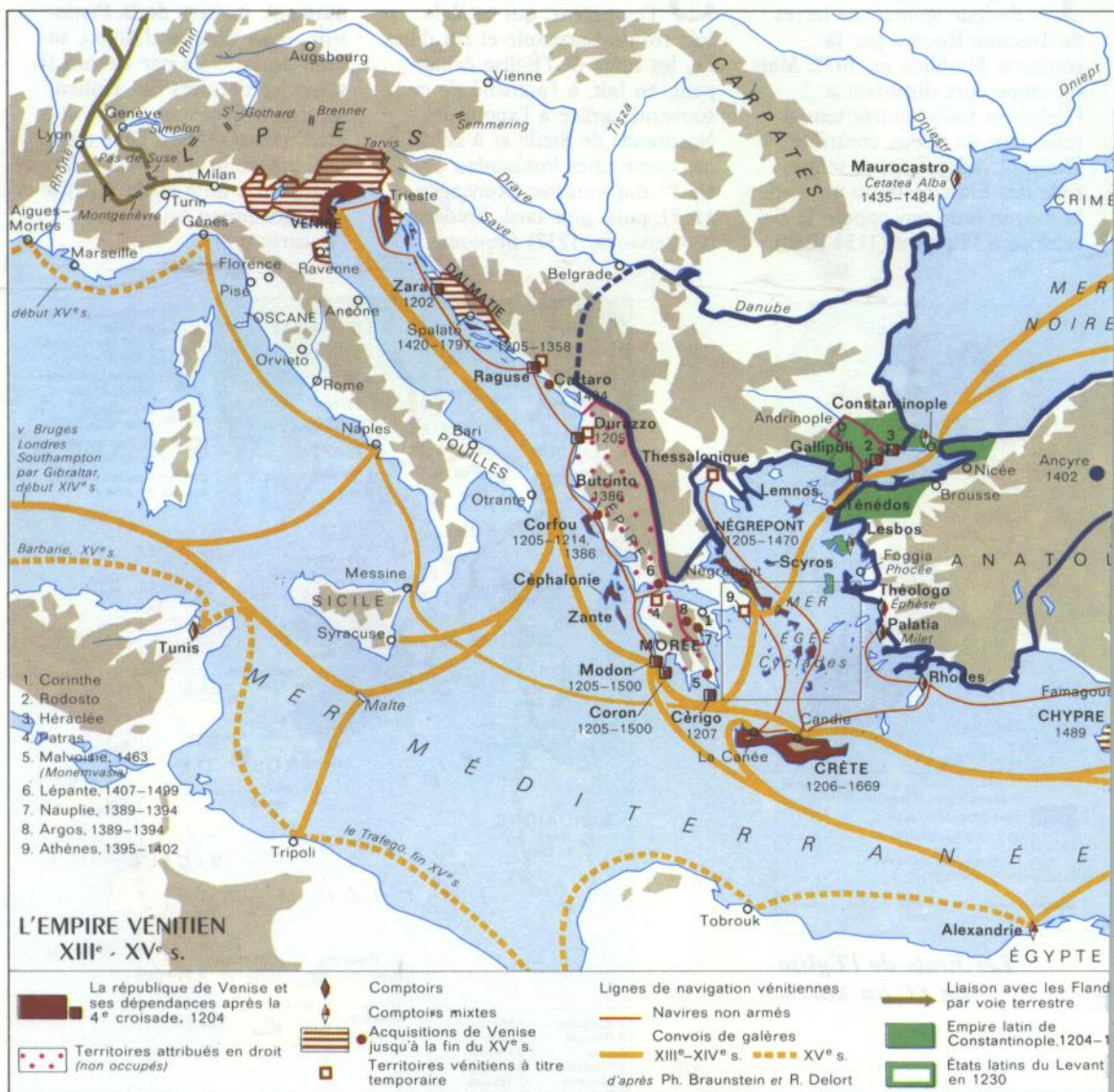
L'Italie au XII^e et au XIII^e s.

L'ITALIE AU XII^e ET AU XIII^e SIÈCLE

Si le nord de la Péninsule est soumis à l'autorité de l'empereur, qui est à la fois roi de Germanie et roi d'Italie, les États de l'Église échappent, en fait, à l'autorité de ce souverain grâce à l'appui des Normands de Sicile et à celui des communes lombardes. Frédéric I^{er} Barberousse (Roncaglia, 1158), puis, plus tard, Frédéric II (Cortenuova, 1237) imposent

leur volonté à la Ligue lombarde constituée en 1167. Le double avènement de Henri VI à l'Empire (1190) et en Sicile (1194) rend les Hohenstaufen, un bref moment, maîtres de la Péninsule, mais Charles d'Anjou, investi de la Sicile par Urbain II, vainc les derniers des Hohenstaufen à Benevento (1266) et à Tagliacozzo (1268). Leur disparition assure la survie des États de l'Église. La lutte entre l'Église et l'Empire prend fin. (V. carte p. 99.)







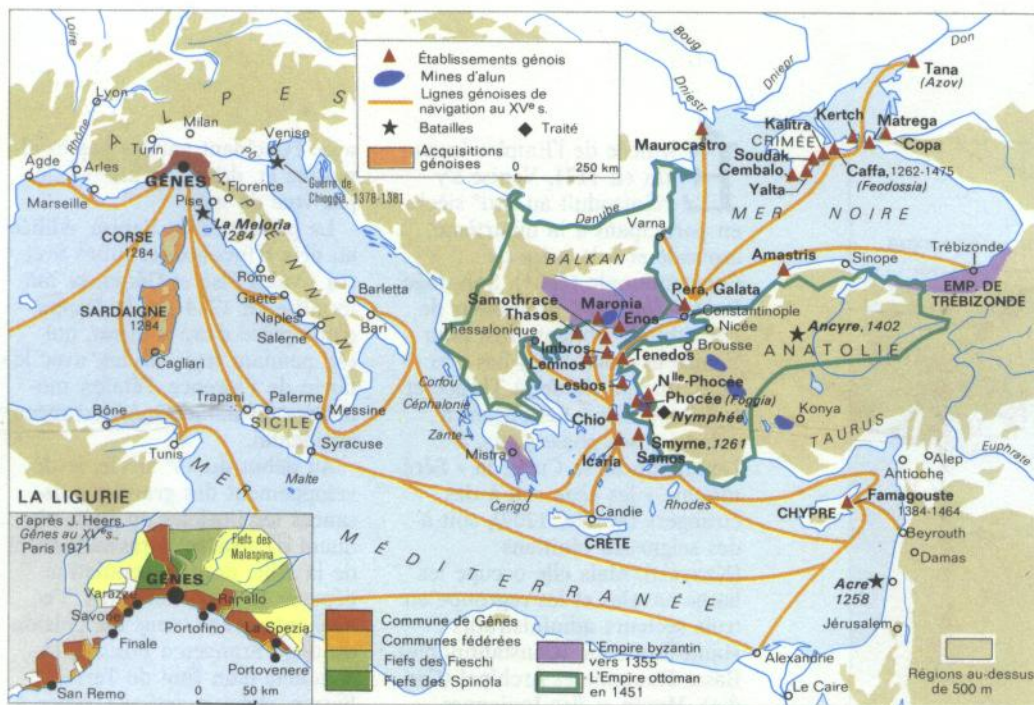
Évincée de l'Empire byzantin en 1171, Venise s'y réintroduit au XIII^e siècle en participant à la quatrième croisade et à la prise de Constantinople (1204). Son doge, Enrico Dandolo, promoteur de l'expédition, obtient ainsi pour Venise la plupart des îles grecques, une partie de la Thrace et le Péloponnèse. Renonçant à coloniser ses possessions, à l'exception de la Crète, la « Sérénissime » les cède soit à des étrangers (Morée, 1209), soit à des seigneurs vénitiens (Naxos...). Mais elle occupe les bases navales et les regroupe en trois secteurs administratifs : Haute Romanie (Constantinople), Basse Romanie et Archipel (Candie), Morée et îles Ioniennes (Corfou). Depuis 1211, des convois annuels les unissent à leur métropole, qui dispose d'escales et d'entrepôts sur la route de l'Orient. Perdant le monopole du commerce de la mer Noire en 1261, menacée, en outre, par les Ottomans dès la fin du XIV^e siècle, Venise acquiert Chypre en 1489 et recherche des marchés de substitution en Afrique du Nord. Parallèlement, elle entretient des relations régulières

avec l'Occident par les passes alpestres et, depuis le XIV^e siècle, par voie de mer.

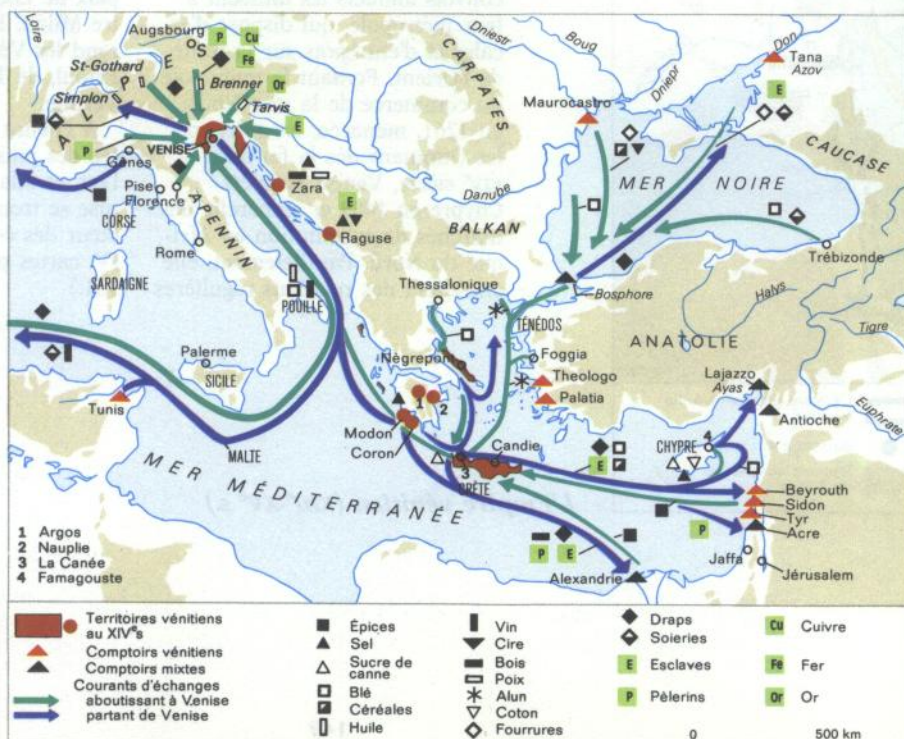
La puissance de Venise, édifiée au prix d'incessantes luttes avec ses rivales Pise et Gênes, se matérialise en 1284 par la frappe d'une pièce d'or, le ducat, qui est, pendant trois siècles, avec le florin de Florence, l'étalon monétaire du monde méditerranéen occidental.

Au début du XV^e siècle, le développement des grandes puissances territoriales en Italie risquant d'entraver le ravitaillement de la ville, dont la population dépasse 100 000 habitants, Venise entreprend, sous l'impulsion du doge Francesco Foscari, la conquête d'un État de Terre Ferme, riche et agricole, grâce à une armée de mercenaires. La paix de Lodi (1454), conclue entre Milan, Florence et Venise, rend les Vénitiens maîtres du Frioul, de Trévise, Padoue et Vérone.

A l'heure où s'affirme la montée des puissances ottomane à l'est, et atlantiques à l'ouest, Venise se trouve ainsi entraînée au cœur des conflits européens. (V. cartes pp. 59, 60, 150 et 151.)



Gènes du XIII^e au XV^e s.



Le commerce vénitien au XIV^e s.

Puissance maritime fondée dès la fin du x^e siècle (premiers comptoirs en Terre sainte), Gênes hérite, en 1284, des droits de Pise sur la Sardaigne et la Corse (victoire de La Meloria). Battus à Acre par les Vénitiens, leurs rivaux pour le monopole du commerce méditerranéen (1258), les Génois obtiennent (1261) Smyrne, Pera et Galata de leur allié Michel VIII, qui a détruit l'Empire latin. Le contrôle de l'empire de Trébizonde leur donne accès aux marchés d'Extrême-Orient, dont ils distribuent les produits précieux en Europe, tout en créant les premières assurances maritimes et en fournissant des flottes à tous les souverains.

AU XIV^e SIÈCLE

Dès le début du xiv^e siècle, Venise est au cœur des grands courants d'échanges maritimes. Des marchands allemands acheminent vers le sud, par le col du Brenner, le fer et le cuivre d'Europe centrale, stockés et négociés au *fondaco dei Tedeschi*. Des convois annuels relient Venise à Londres, Southampton, Bruges (draps), d'autres à ses comptoirs de Méditerranée et de mer Noire. Elle revend ainsi au monde entier les produits d'Orient (soie, épices...) et du monde slave (bois, fourrures...), exporte ceux des îles et de la Terre Ferme (blés, vins, fruits...), des Pouilles et de Dalmatie. Elle assure aussi le transport des esclaves et des pèlerins.

DE LODI (1454)

En Italie, délivrée de fait de la tutelle impériale depuis 1250, le regroupement des nombreux petits États de la Péninsule est achevé pour l'essentiel vers 1450. Au nord, la maison de Savoie obtient en 1416 le titre ducal ; au sud, celle d'Aragon recrée en 1443 l'unité des Deux-Siciles au détriment des Angevins. Dans la plaine du Pô et en Toscane, les communes ont dû céder la seigneurie aux

seules puissances capables de s'assurer les coûteux services des *condottieri* (chefs mercenaires). C'est le cas de Venise, de Milan (dont le condottiere Francesco Sforza est duc en 1450), et de Florence (dont Cosme de Médicis étend le territoire à toute la Toscane, sauf Sienne). Signée entre ces trois États, la paix de Lodi (1454) prélude à la conclusion, pour vingt-cinq ans, de la Très Sainte Ligue unissant les États italiens sous l'égide du pape (1455).

L'Italie après la paix de Lodi (1454)



Les guerres d'Italie

Le morcellement politique de la Péninsule, des conflits intérieurs qui traditionnellement suscitent l'appel des Italiens à l'étranger, facilitent les interventions françaises en Italie. Celles-ci sont justifiées par les droits que Charles VIII fait valoir sur Naples et Louis XII sur Milan, en tant qu'héritiers respectifs des maisons d'Anjou et d'Orléans-Visconti.

Parcourant triomphalement l'Italie (1494-1495), Charles VIII doit céder devant la Sainte Ligue des princes italiens, brusquement effrayés par ses succès trop rapides. Il rapatrie son armée victorieuse à Fornoue, mais il ne peut sauver de la capitulation la garnison française de Naples encerclée à Atella par Gonzalve de Cordoue (1496).



Plus prudent, allié de nombreux princes italiens et des Suisses, Louis XII occupe Milan à deux reprises (1499 et 1500), ainsi que Naples ; mais, pressées par Gonzalve de Cordoue sur les bords du Garigliano, ses forces sont chassées du royaume dès 1504. Victorieuses de celles de Venise à Agnadell et de celles du pape et de l'Espagne à Ravenne, elles doivent pourtant évacuer le Milanais après la défaite de Novare, victimes des incessants re-

tournements d'alliance de Jules II.

Plus modeste, François I^{er} limite ses ambitions au Milanais : Marignan et les Suisses le lui donnent en 1515 ; La Bicoque en 1522 et, plus encore, Pavie en 1525 le lui retirent. Charles Quint le contraint à renoncer définitivement à ses ambitions italiennes, au profit de l'Espagne, par les traités de Madrid (1526) et de Cambrai (1529). [Voir carte p. 67.]



*L'Italie
de 1714 à 1748*

La paix de Lodi (1454) n'a pas mis fin aux luttes entre princes et cités oligarchiques. L'habitude de faire appel à l'étranger a livré l'Italie aux ambitions de l'Espagne, de l'Autriche et de la France. Après le traité du Cateau-Cambrésis (1559), elle ne parvient plus à contester la domination espagnole, qui dure plus d'un siècle, jusqu'à la guerre de la Succession d'Espagne (1701-1713). Les traités d'Utrecht et de Rastatt at-

tribuent alors à l'empereur Charles VI de Habsbourg le Milanais, Naples, la Sardaigne et Mantoue. Le duc de Savoie reçoit la Sicile, qui sera échangée en 1720 contre la Sardaigne.

Jusqu'en 1748, l'Italie est intéressée par les derniers épisodes de la lutte entre les Bourbons et les Habsbourg. Après le mariage de Philippe V d'Espagne avec la Parmesane Élisabeth Farnèse, l'Espagne tente de réviser le traité d'Utrecht. Le fils aîné

d'Élisabeth, le futur Charles III d'Espagne, obtient la succession de Parme, Plaisance et Naples. Mais l'Espagne est trop faible pour pouvoir intervenir dans ses possessions. Si la Savoie parvient à accroître ses territoires aux dépens du Milanais, les Autrichiens renforcent leur domination. À l'extinction des Médicis, la Toscane est ainsi attribuée à l'époux de Marie-Thérèse, François III de Lorraine, qui la fait passer sous l'influence de l'Autriche.



L'Italie de 1815 à 1848

Dominiée par l'Autriche après 1815, l'Italie voit naître une opposition libérale d'inspiration romantique (Risorgimento), dont le Piémont devient le foyer. Les insurrections de 1820 (Naples), 1821 (Piémont), 1831 (Romagne, Marches...), 1834 (Savoie) sont réprimées une à une. Charles-Albert,

roi du Piémont, qui lance en mars 1848 la guerre de libération nationale par les Italiens (« Italia farà da se »), est battu à Custoza (23-25 juillet 1848) et à Novare (23 mars 1849). L'ordre ancien triomphe en Italie, où le Piémont apparaît seul capable de cristalliser le mouvement nationaliste.

Fondés en 756, les États de l'Église, qui prennent ensuite la Péninsule en écharpe de l'Adriatique à la Tyrrhénienne, acquièrent leurs pleines fonctions sous le pontificat de Jules II. Après de nombreuses vicissitudes entre 1797 et 1849, ils sont amputés en 1860 (Romagne, Marche, Ombrie) au profit du royaume d'Italie. Celui-ci les annexe enfin, à la seule exception de la Cité du Vatican, dont la loi des Garanties (13 mai 1871) reconnaît au pape la possession en toute souveraineté. (V. cartes pp. 146-147.)

Les États de l'Église du XVI^e au XIX^e s.





Les débuts de l'unité italienne

Après la guerre victorieuse menée contre l'Autriche avec l'appui de la France (1859), Cavour, président du Conseil du royaume sarde, organise en 1860 des plébiscites qui unissent l'Italie centrale au Piémont, et consacrent la cession à la France de la Savoie et de Nice. Durant l'été, après avoir aidé l'expédition des Mille de Garibaldi, qui occupe la Sicile, il organise celle qui s'empare des Marches et de l'Ombrie, et confisque à Naples la victoire des républicains. Le nouveau royaume d'Italie est proclamé en 1861.



L'Italie de 1860 à 1870

Pour régler le problème vénitien, l'Italie s'allie à la Prusse, le 8 avril 1866, par l'entremise de Napoléon III, et selon une stratégie éprouvée en 1858-59. A l'issue de la guerre austro-prussienne de 1866, elle peut donc récupérer la Vénétie, malgré les défaites de Custoza et de Lissa. Mais, après l'échec de Garibaldi à Mentana en 1867, échec dû à l'intervention armée de Napoléon III, soucieux de conserver intact l'appui des catholiques, les Italiens doivent attendre 1870 pour recouvrer Rome. L'Unité italienne est alors achevée.

Les Pays-Bas du IX^e au XIII^e s.

Plus profondément pénétrés par la mer que de nos jours au sud, moins au nord, où le lac Flevo ne s'est élargi qu'à la fin du XIII^e siècle dans le vaste Zuiderzee, les Pays-Bas ont été le premier terrain de l'expansion franque. Originaires de l'Austrasie, les Carolingiens établissent sur ses lisières la capitale impériale, Aix-la-Chapelle; l'aristocratie laïque et religieuse y poursuivant la colonisation agricole, une intense activité batelière s'y développe, assurant les échanges entre le continent, l'Angleterre et la Scandinavie. Les Vikings y multiplient leurs incursions au IX^e siècle; Arnulf de Carinthie les repousse à Louvain en 891.

Partagés en 870 en vertu du traité de Meerssen entre la *Francia occidentalis* et la *Francia orientalis*, les Pays-Bas se décomposent en plusieurs principautés: à l'ouest, les comtés de Flandre, d'Artois et de Boulogne relèvent de la mouvance capétienne; à l'est, le duché de

Basse-Lotharingie, divisé en 959 en duchés de Haute-et de Basse-Lorraine, appartient au Saint Empire.

Continue du XI^e au XIII^e siècle, l'expansion démographique favorise alors le renforcement des États, la disparition du servage, la création de *polders*, le défrichement des terres pauvres des *kampen*, le développement des villes et des ports à la confluence des fleuves (Gand), à

la tête des estuaires (Anvers), à l'abri des digues. Bien situées au point d'aboutissement des itinéraires qui, venant d'Italie, traversent les foires de Champagne, les villes d'Artois et de Flandre bénéficient d'un grand essor commercial (foires de Messines) et artisanal (draperie d'Ypres, de Gand); Bruges est un grand carrefour de l'Europe du Nord-Ouest, à la fin du XIII^e siècle. (V. cartes pp. 41, 52 et 54.)



De Charles Quint les Pays-Bas étaient la patrie : il était né à Gand et abdiqua à Bruxelles. Avec une opiniâtreté invincible, malgré son éloignement et son immense empire, il a réalisé les ambitions de ses ancêtres bourguignons : unification et centralisation. De 1521 à 1549, il a : 1° acquis Tournai et le Tournaisis, la seigneurie de Frise, la principauté d'Utrecht et l'Overijssell, la seigneurie de Groningue et la Drenthe, le duché de Gueldre et le comté de Zutphen ; 2° rompu, par le traité de Madrid (1526) et par la paix de Cambrai (1529), les liens parfois très anciens de ces pays avec la couronne de France ; 3° satellisé les princi-

pautés épiscopales de Liège et de Cambrai ; 4° organisé les « dix-sept provinces » en cercle de Bourgogne, État centralisé dont la puissance résultait autant de sa situation géographique que de son économie : draps, mines, agriculture, pêche, marché international d'Anvers. Gouvernés par sa tante Marguerite d'Autriche (1518-1530) puis par sa sœur Marie de Hongrie (1531-1555), bien administrés par des magistrats issus essentiellement de la

bourgeoisie belge, les Pays-Bas sont, par contre, déchirés par les querelles religieuses. L'humanisme, l'imprimerie avaient, en effet, favorisé la pénétration des idées réformées dans ces populations laborieuses, sensibles à la doctrine nouvelle de la glorification du travail et du succès dans l'entreprise. En déclenchant des persécutions contre leurs adeptes, Charles Quint affaiblit un régime auquel la durée semblait pourtant assurée.

Les Pays-Bas au temps de Charles Quint



Les Pays-Bas de 1555 à 1648



Prince espagnol ignorant des réalités néerlandaises au contraire de Charles Quint, Philippe II (1555-1598) pratique à l'égard des Pays-Bas une politique de centralisation et de répression religieuse (Inquisition). Brisée en 1566 par Marguerite de Parme (1559-1567), la révolte des ouvriers du textile d'Armentières justifie l'instauration en 1567 par le duc d'Albe (1567-1573) d'un Conseil des troubles. Des têtes tombent en 1568 : celles des comtes d'Egmont et de Hornes. Les calvi-

nistes répondent par un nouveau soulèvement : la guerre de Quatre-Vingts Ans commence. Rapidement maîtresse du Nord, s'imposant même dans le Sud après le premier sac d'Anvers par les Espagnols en 1576, l'insurrection semble obtenir satisfaction par la pacification de Gand, le 8 novembre. Les maladresses de Guillaume d'Orange, l'intolérance des réformés provoquent une rupture définitive. Dans les provinces catholiques de l'Union d'Arras (6 janvier 1579), l'université de Douai et les Jésuites assu-

rent désormais le triomphe de la Contre-Réforme ; dans les sept provinces de l'Union d'Utrecht (23 janvier 1579), par contre, les universités de Leyde, puis d'Utrecht renforcent la cohésion doctrinale des calvinistes. Ainsi naissent les Provinces-Unies. Au terme d'une longue lutte, l'Espagne reconnaît leur indépendance *de facto* en 1609, puis *de jure* en 1648 par le traité de La Haye, qui les accroit officiellement des bouches de l'Escaut et des pays de la Généralité, devenus biens communs de l'État.



Les Pays-Bas et les Provinces-Unies de 1648 à 1715

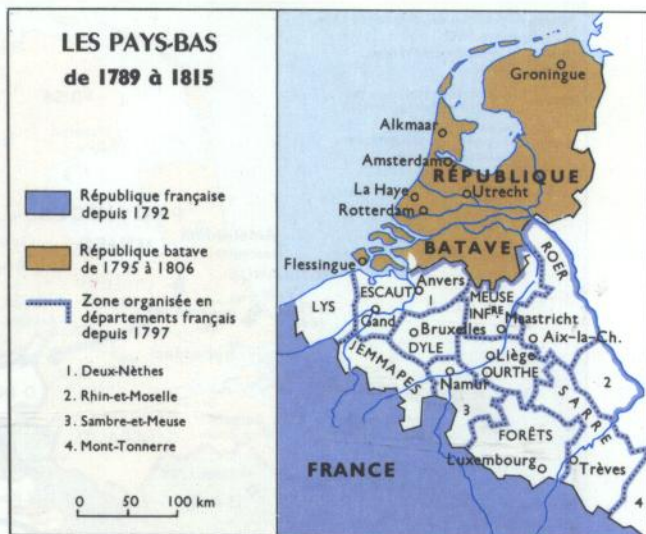
Au traité de La Haye (1648), l'Espagne reconnaît la souveraineté des Provinces-Unies et leur abandonne les bouches de l'Escaut et les pays de la Généralité. Les Provinces-Unies se voient, en outre, confirmer la possession des colonies enlevées au Portugal et à l'Espagne. Désormais séparées, les deux parties des Pays-Bas vont vivre leur destin propre jusqu'à la réunification de 1815. Théâtre des guerres de Louis XIV, les Pays-Bas espagnols sont amputés, au profit de la France, de l'Artois,

perdu dès 1640 (traité des Pyrénées, 1659), de la Flandre gallicante (traité d'Aix-la-Chapelle, 1668), de la Flandre maritime et de Valenciennes (paix de Nimègue, 1678). A la mort de Charles II d'Espagne, les Pays-Bas reviennent au duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV. Les Hollandais et les Anglais s'opposent à leur occupation par les Français. A l'issue de la guerre de la Succession d'Espagne, les Pays-Bas sont remis à l'Autriche, qui doit cependant, pour préserver la liberté des Provinces-Unies, entre-

tenir des garnisons hollandaises dans les places de la Barrière.

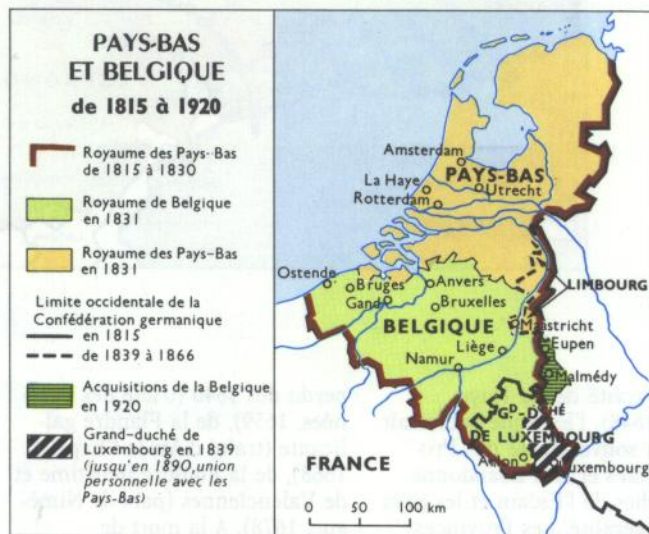
La solidarité des Provinces-Unies ne joue que face aux menaces extérieures, l'Union d'Utrecht (1579) ayant préservé les libertés municipales et provinciales. Elles doivent affronter les ambitions de Louis XIV et les projets de Colbert, qu'inquiète leur puissance commerciale et maritime (guerre de Hollande, 1672-1676 ; guerre de la ligue d'Augsbourg, 1688-1697 ; guerre de la Succession d'Espagne, 1701-1714).

L'occupation française en Belgique, conquise une première fois en 1792-93, y est perçue comme une libération vis-à-vis de la tutelle autrichienne. Incorporée à la France, la Belgique est dotée d'une législation libérale, qui permet l'essor des manufactures. Par contre, la transformation des Provinces-Unies en une « république sœur », puis en royaume de Hollande, mécontente les populations : le Blocus continental lèse les intérêts commerciaux néerlandais.



Les Pays-Bas de 1789 à 1815

Créé en 1815 comme « État tampon » contre la France, le royaume des Pays-Bas unit deux peuples séparés par leurs convictions religieuses, leur rivalité économique, leur tempérament national propre, forgé par deux siècles et demi d'histoire. Malgré les efforts du roi Guillaume I^{er} pour souder politiquement et économiquement les deux parties du royaume, une coalition se forme en 1828 entre catholiques flamands et libéraux wallons francophiles. L'émeute du 25 août 1830 à Bruxelles débouche sur la proclamation de l'indépendance de la Belgique, qui sera reconnue en 1839 par les Pays-Bas. Le grand-duché de Luxembourg voit sa partie occidentale incorporée au royaume



Pays-Bas et Belgique de 1815 à 1920

de Belgique, sa partie orientale restant propriété personnelle du souverain. A la mort de Guillaume III d'Orange-Nassau en 1890, le grand-duché devient pleinement indépendant sous le règne d'Adolphe de Nassau. De

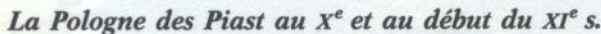
1914 à 1918, les Allemands respectent la neutralité des Pays-Bas, mais non celle du Luxembourg et de la Belgique. Cette dernière est occupée presque entièrement. A l'issue du conflit, elle obtient Eupen et Malmédy

Née d'une volonté nationale commune, la Belgique a longtemps ignoré le problème linguistique malgré la coexistence de quatre régions linguistiques différentes (de langue française, néerlandaise, allemande, Bruxelles étant bilingue). La question n'est posée qu'après 1870, le parti catholique, marqué par le nationalisme flamand, obtenant l'emploi du néerlandais dans l'administration de l'État (1878), des provinces et des

communes flamandes (1921). Enfin, les lois de 1932-1935 imposent (sauf à Bruxelles) l'unilinguisme administratif, judiciaire et scolaire, de part et d'autre d'une limite qui fixe le néerlandais au nord, le français au sud. La montée des générations unilingues flamandes issues de ces lois fait renaître, dans les années 1960, la tension linguistique. Une Flandre sociale-chrétienne, prospère économiquement et démographiquement, s'oppose à une

Wallonie socialiste touchée de plein fouet par la crise de la sidérurgie. Dès 1960, les Flamands exigent une coupure définitive entre les deux pays. Depuis 1972 la Belgique est divisée en 3 régions, Flandre, Wallonie et Bruxelles. Les nouvelles lois linguistiques entraînent des affrontements violents, dont la querelle des Fourons – commune francophone rattachée au Limbourg néerlandophone – est le symbole toujours d'actualité.





tin de la Pologne, constituée en l'an 1000 en province ecclésiastique autonome. L'unité du pays autour des rois de Pologne Boleslas I^{er} et Boleslas II lui permet de survivre à des échecs nombreux au XI^e siècle : perte du glacie de l'Elbe au Bug, quelles dynastiques, troubles intérieurs, déposition en 1079 de Boleslas II. Mais le partage du royaume en quatre duchés héréditaires au profit des fils de Boleslas III Bouche-Torse (1102-1138) entraîne le morcellement et l'affaiblissement de la Pologne.

Grands-ducs héréditaires de Lituanie (1377-1392 et 1440-1572), les Jagellons conservent la couronne élective de Pologne de 1386 à 1572. Ladislas II Jagellon, fondateur de la dynastie, reçoit très rapidement l'hommage des princes de Moldavie (1387), de Valachie (1389) et de Bessarabie (1396). Il devient donc maître d'un immense empire catholique, constitué aux dépens de l'Église orthodoxe, celle-ci n'espérant plus convertir les Lituanais désormais catholiques, mais aussi au détriment des chevaliers Teutoniques : la défaite de Grunwald (1410) ôte à ceux-ci la Samogitie ; la paix de Toruń, un demi-siècle plus tard, leur enlève la Poméranie et Gdańsk. L'ordre se reconnaît alors vassal de la Pologne pour ses autres possessions (1466). Accédant à la Baltique, les Jagellons s'assurent aussi les couronnes de Bohême (1471-1526) et de Hongrie (1490-1526). Dès 1503, le tsar Ivan III reconquiert le tiers des terres russes du grand-duché. Privés de tout accès à la mer Noire par les Ottomans (1475-1485), les Jagellons vont perdre les couronnes de Bohême et de Hongrie (défaite de Mohács, 1526). Le déclin s'amorce, consacré, en 1569, par l'Union de Lublin, qui fond Lituanie et Pologne en une « république commune », dont Varsovie est capitale. Désormais élective, la fonction grand-ducale devient l'enjeu des enchères diplomatiques européennes. Celles-ci sont ouvertes dès 1572, par la mort de Sigismond II Auguste, dernier des Jagellons. (V. cartes pp. 46, 60, 62, 98 et 170.)

POLOGNE ET LITUANIE



Les États de la maison des Jagellons (XIV^e-XVI^e s.)

Après l'« âge d'or », la Pologne connaît un « âge de fer ». Ce déclin est dû à l'absence de frontières naturelles, à la constitution de l'État (à la fois république, monarchie élective et oligarchie), qui est surtout une anarchie organisée, et à l'esprit national de croisés des Polonais. Sous la dynastie sué-

doise des Vasa (1587-1668), ceux-ci occupent Moscou (1610-1612), combattent la Suède, restent neutres pendant la guerre de Trente Ans, refoulent les Turcs. Mais, sous Jean II Casimir, Russes, Suédois et Ottomans ravagent le pays. Jean III Sobieski (élu roi en 1674) écrase les Turcs sous les murs de Vienne

en 1683, mais les pertes territoriales sont lourdes : l'Électeur de Brandebourg devient indépendant en Prusse, les Suédois occupent la Livonie (paix d'Oliva, 1660), les Russes enfin acquièrent Smolensk et Kiev. Seule la Podolie est reprise aux Turcs (1699). (V. cartes pp. 70 et 179.)



La Pologne au XVII^e s.



Les partages de la Pologne au XVIII^e s.

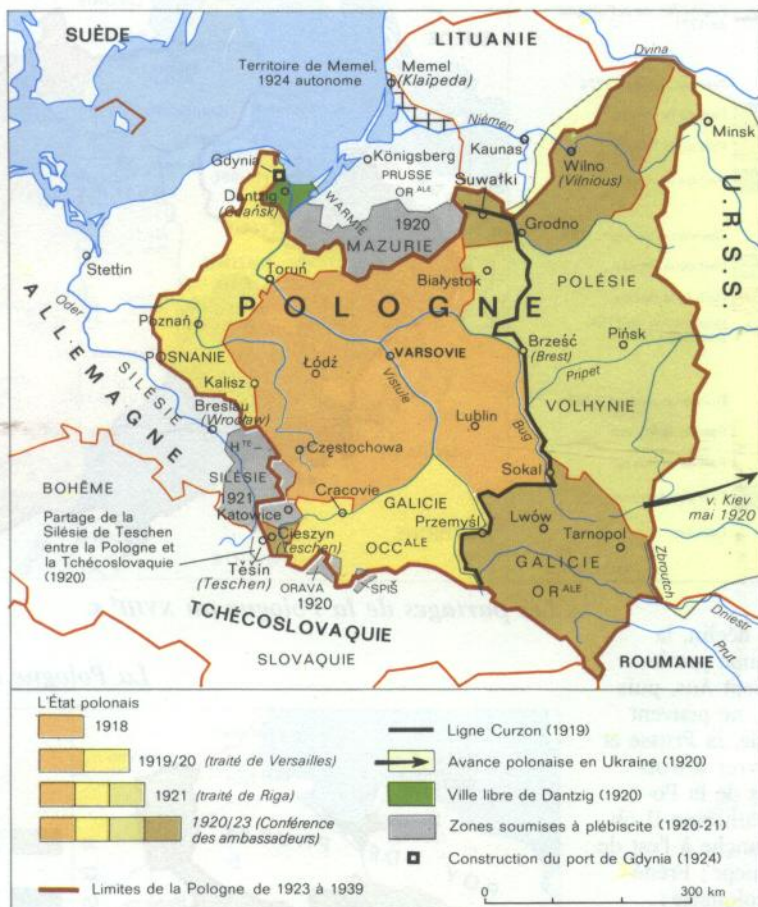
La Suède en déclin, la France retenue par la guerre de Sept Ans, puis par la Révolution, ne peuvent empêcher la Russie, la Prusse et l'Autriche de se livrer à trois partages successifs de la Pologne. En 1772, Catherine II obtient la Russie Blanche à l'est de la Dvina et du Dniepr ; Frédéric II, la Prusse polonaise ; Marie-Thérèse, la Galicie. L'adoption de la Constitution révolutionnaire (1791) provoque un second partage, entre Russie et Prusse. Après l'insurrection nationale de 1794 enfin, la Russie annexe la Courlande et la Lituanie, la Prusse, la Mazovie avec Varsovie, l'Autriche, Cracovie et la Mazovie méridionale (1795).

La Pologne de 1807 à 1815



En 1807, Napoléon se contente de reprendre à la Prusse l'essentiel de sa part de Pologne, et y ajoute, en 1809, une partie de la Galicie autrichienne. Au congrès de Vienne (1815), la Prusse reçoit Poznań et Gdańsk ; l'Autriche re-

trouve sa part du premier partage ; la Russie, celle des deux premiers partages. Les négociateurs créent un « royaume du Congrès », lié à jamais à la Russie et dont le tsar est roi. Cracovie devient république indépendante.



La Pologne après la Première Guerre mondiale

La création d'une « Pologne indépendante avec accès à la mer » : ce principe, proclamé le 8 janvier 1918 par le président Wilson dans son « treizième point », est accepté par tous, même par l'Autriche et l'Allemagne qui, pendant la guerre, avaient promis aux Polonais l'indépendance pour obtenir leur appui. Outre le problème de la cohésion du nouvel État, qui regroupe des régions séparées depuis plus d'un siècle, la question essentielle est celle des frontières. A l'ouest, le traité de Versailles donne satisfaction aux Polonais, en restaurant à peu près

le tracé immédiatement antérieur au partage de 1772 (voir carte p. 165). La Pologne recouvre la Posnanie ; un « corridor », qui coupe l'Allemagne en deux, lui donne accès à la Baltique par Dantzig (Gdańsk), qui est déclarée ville libre. Mais les Polonais sont déçus par les plébiscites en Mazurie (1920) et en Haute-Silésie (1921), qui leur sont défavorables. A l'est, la décision échappe aux Alliés : au nom des frontières de 1772, les Polonais disputent avec succès le grand-duché de Lituanie à l'armée rouge, dès le début de 1919. Refusant la ligne Curzon, ils lan-

cent l'offensive jusqu'à Kiev (mai 1920). Après un recul jusqu'aux abords de Varsovie et une contre-attaque soutenue par les Alliés (« miracle de la Vistule », août 1920), le traité de Riga (mars 1921) trace à quelque 200 kilomètres à l'est du Bug la frontière orientale de la Pologne. Cette frontière sera reconnue en 1923 par les Alliés. Mais cet expansionnisme est dangereux, à la fois par ses implications internationales et par ses conséquences intérieures, le pouvoir revenant très vite aux militaires (Pilsudski, puis Rydz-Śmigły et Beck).



La Pologne de 1939 à 1945

Ayant signé, le 23 août 1939, avec l'U.R.S.S. un pacte de non-agression assorti d'un protocole secret de partage de la Pologne en zones d'influence, l'Allemagne nazie attaque cette dernière le 1^{er} septembre, sans déclaration de guerre. Privés de tout appui, les Polonais, dont l'armée a été surprise en cours de mobilisation, sont rapidement battus par les troupes allemandes. Le 28 septembre, le partage est accompli, la frontière entre l'U.R.S.S. et le Reich est établie sur le Bug et correspond en gros à la ligne Curzon. Après une consultation

populaire, l'U.R.S.S. intègre les zones annexées aux républiques soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie. Le 8 octobre, les territoires ayant appartenu à l'Allemagne avant 1918 et la région industrielle de Łódź sont incorporés au Grand Reich. Mais, dès 1940, la résistance polonaise est animée de Londres par le général Władysław Sikorski jusqu'en 1943, puis par Stanisław Mikołajczyk, qui forme en février 1942 une armée nationale de l'intérieur. Elle s'amplifie lorsque, après l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. (qui entraîne l'occupation de toute la Pologne

par les Allemands), celle-ci encourage la formation de la « Garde populaire », transformée, en 1944, en *Armia Ludowa* (A.L.) et soutient la création d'un Conseil national populaire, qui organise en 1944 le Comité de Lublin, présidé par le socialiste Osóbka-Morawski. Mais cette résistance suscite une très violente répression : déportations massives en camps de concentration, extermination des juifs, écrasement (été 1944) du soulèvement de Varsovie. A la fin de la guerre, on compte environ 6 millions de morts.

La Pologne depuis 1945



Refusant d'admettre en 1945 la reconstitution de la Pologne dans les frontières de 1921, Staline obtient à Yalta l'accord de principe des Anglo-Américains sur la translation vers l'ouest du territoire polonais, au profit de l'U.R.S.S. et au détriment de l'Allemagne. Retrouvant à l'est le tracé de la ligne Curzon, se fixant à l'ouest le long de la ligne Oder-Neisse, incorporant au nord la moitié de la Prusse-Orientale, les nouvelles frontières de la Pologne réduisent sa superficie de 380 000 à 300 000 km², mais la dotent

d'une façade maritime de 400 km. Le problème du corridor de Dantzig disparaît, ainsi que celui des minorités, avec le rapatriement des deux millions de Polonais originaires de Galicie, de Polésie et de Volhynie, qui s'établissent dans les provinces occidentales dont sont chassés deux ou trois millions d'Allemands. Compte tenu des victimes de la guerre (6 millions dont 3 millions de juifs) et des déplacements de population, la Pologne ne compte donc plus en 1945 que 24 millions d'habitants contre 35 en 1938.

Le problème de la nature du régime politique est compliqué par l'existence de deux gouvernements rivaux : celui de Londres, soutenu par les Anglo-Américains ; celui de Lublin, appuyé par les Soviétiques. Leur fusion, le 28 juin 1945, en un seul gouvernement d'union nationale présidé par le socialiste Osóbka-Morawski, ne résiste pas à la guerre froide : Mikołajczyk s'exile en octobre 1947 et le parti ouvrier polonais (communiste) s'empare de tous les rouages du pouvoir. En 1949, la démocratie populaire est en place.



L'État de Kiev

Les tribus des Slaves orientaux qui ont donné naissance au peuple russe s'individualisent, au VIII^e et au IX^e siècle, dans la région du Volkhov et du Dniepr, fleuves parcourus, au IX^e et au X^e siècle, par les Varègues, marchands d'origine scandinave. Partant de la Suède, leur commerce

converge vers Novgorod et Kiev. Les Varègues créent autour de ces villes les premières principautés russes sous l'autorité de Riourik et de son fils Oleg. Ce dernier fait de Kiev, vers 882, la capitale du premier État russe unifié. Combattant les Khazars, les Bulgares et les Polonais, Oleg (882-912) et ses héritiers éten-

dent leur souveraineté sur l'ensemble des Slaves orientaux. Ils adoptent la foi chrétienne vers 988. La principauté de Kiev connaît son apogée en 1054, puis se désagrège aux XI^e et XII^e siècles sous l'effet des luttes de succession et des assauts incessants des Coumans ou Polovtses. (V. cartes pp. 41 et 46.)



La Moscovie de 1300 à 1598



La Russie de Pierre le Grand et de Catherine II (1682-1796)

LA MOSCOVIE DE 1300 À 1598

Née en 1263 du legs consenti par le prince de Vladimir-Souzdal, Alexandre Nevski, à son fils cadet Daniel, la petite principauté de Moscou lie habilement son sort à celui de la Horde d'Or, qui confère en 1328 à son souverain le titre de grand-prince. Aussi s'étend-elle rapidement autour du noyau originel. Après la conversion au catholicisme de la Lituanie, qui s'unit à la Pologne en 1386 et abandonne de ce fait à la Moscovie le rôle de seul rassembleur des terres russes et orthodoxes, la progression s'oriente vers le nord et vers l'est. Une victoire fugitive mais prestigieuse sur les Mongols à Koulikovo en 1380, la chute de Constantinople en 1453, le mariage en 1472 de Zoé Paléologue avec Ivan III (1462-1505) font d'ailleurs de Moscou la « troisième Rome », et de ses princes les héritiers des Césars byzantins, dont Ivan IV (1533-1584) prend pour la première fois le titre (tsar) en 1547. Ivan III, qui s'était proclamé souverain de toute la Russie dès 1494, puis Basile III (1505-1533) ont achevé déjà le rassemblement des terres russes en exploitant le déclin de la Horde d'Or. Annexant Kazan en 1552, puis Astrakan en 1556, Ivan IV laisse Iermak s'engager en 1581 sur la voie sibérienne (v. carte p. 174). Au nord, le port d'Arkhangelsk est construit sur les bords de la mer Blanche en 1584. C'est à l'ouest et au sud que se jouera, au XVII^e siècle, la survie de l'État.

LA RUSSIE DE PIERRE LE GRAND ET DE CATHERINE II

À la veille du règne de Pierre le Grand (1682-1725), la Russie s'affirme déjà comme une puissance continentale. Réformant les institutions, Pierre le Grand se proclame empereur en 1721. La flotte et l'armée régulière qu'il organise lui permettent d'acquiescer une fenêtre sur la Baltique, où il fait construire Saint-Petersbourg, la nouvelle capitale. Les excès du « règne des Allemands » ne remettent pas en cause son œuvre, dont Catherine II (1762-1796), adepte de la « philosophie des Lumières », est la véritable héritière. Elle charge Potemkine d'une certaine décentralisation administrative, libère la noblesse du service de l'État et de l'impôt, pour lui permettre de se consacrer à la création de richesses nouvelles (textile, métallurgie), favorise l'essor des communautés urbaines (marchands), et donc du commerce. Mais elle abandonne aux nobles 800 000 paysans libres, réduits au servage. Catherine II a les moyens de faire de la Russie une grande puissance européenne. Ses troupes, victorieuses des Ottomans, occupent la Crimée (1771). Elle obtient (traité de Kutchuk-Kaïnardji, 1774) un accès à la mer Noire ; elle annexe la Biélorussie, l'Ukraine occidentale, la Lituanie, à l'issue des trois partages de la Pologne (1772, 1793, 1795). Elle attire enfin les Ottomans dans la coalition de l'Europe contre la France (1792). Le réalisme l'emporte sur le rêve.

L'ASIE CENTRALE AU XVIII^e SIÈCLE

Région de bassins séparés par de hautes chaînes de montagnes, l'Asie centrale s'ouvre à l'ouest sur l'immensité des steppes de l'Eurasie, à l'est sur le désert de Gobi. Tout au long de son histoire se sont constitués, autour des vallées de l'Amou-Daria, du Syr-Daria et du Tarim, des États sédentaires, exposés aux attaques des nomades. Ils étaient traversés par la route de la soie



qu'empruntaient les pèlerins bouddhistes, nestoriens ou musulmans, ainsi que les caravanes marchandes. Deux pistes venant de Chine et contournant le désert central les conduisaient d'oasis en oasis : l'une atteignait la Fergana à travers Tourfan et Kachgar, l'autre Balkh et l'Iran à travers Khotan, Yarkand et le Pamir. Les routes terrestres du XVIII^e siècle empruntent les mêmes itinéraires.

À cette époque, le Khârezm et l'ancienne Transoxiane sont dominés par les Ouzbeks, maîtres

des khânats de Khiva, de Boukhara et de Kokand, tandis que la Dzungarie et la Kachgarie appartiennent à l'empire dzungar, dernier empire mongol, fondé au XVII^e siècle par les Kalmouks ou Oïrats. Cet empire est anéanti par le souverain chinois Qianlong, qui en extermine la population. Ainsi, l'empire chinois des Qing, qui a déjà assujéti les Mongols Khalkas, conquiert la Dzungarie, la région de l'Ili et la Kachgarie (1759).

Au XIX^e siècle, les Russes enlèvent la région de l'Ili aux Chi-

nois et soumettent Tachkent et Samarkand dans les années 1860. L'actuelle frontière sino-soviétique, séparant la Région autonome ouïgoure du Xinjiang (Sin-Kiang) des républiques soviétiques du Tadjikistan, du Kirghizistan et du Kazakhstan, entérine l'expansion russe vers l'est. Habitée par des peuples composés en majorité de Turcs et de musulmans, l'Asie centrale connaît actuellement un remarquable essor démographique. (V. cartes pp. 176-177 et 232.)



*L'Asie centrale
au XVIII^e s.*



Formation de l'Empire russe (1689-1900)

Continental à l'origine, l'État russe cherche depuis la fin du xvi^e siècle à s'assurer des fenêtres maritimes, et à jouer ainsi un rôle international de premier plan. L'expansion est menée au nord, où Arkhangelsk est fondée sur la mer Blanche (1584) ; à l'ouest, où Saint-Petersbourg est édifée sur la Baltique en 1703 ; au sud, où Catherine II étend à la mer Noire l'accès entrouvert au xviii^e siècle sur la mer d'Azov ; à l'est, où les Russes atteignent le détroit de Béring dès 1648, puis, en 1860, la mer du Japon, après

avoir été écartés durant deux siècles, par la Chine, des bassins de l'Amour et de l'Ossouri. Au xix^e siècle, un glacié destiné à protéger les terres russes est mis en place à l'ouest (Finlande, 1809 ; Bessarabie, 1812 ; Pologne, 1815) ; au sud du Caucase (Géorgie, 1801 ; Azerbaïdjan, Arménie, 1828), puis au sud de la Sibérie (Kazakhstan, 1846). En Asie centrale, un gouvernement général du Turkestan est créé en 1867, et un protectorat imposé aux khanats de Boukhara et de Khiva (1868 et 1873). (V. cartes pp. 170 et 171.)

LA GUERRE CIVILE (1917-1921)

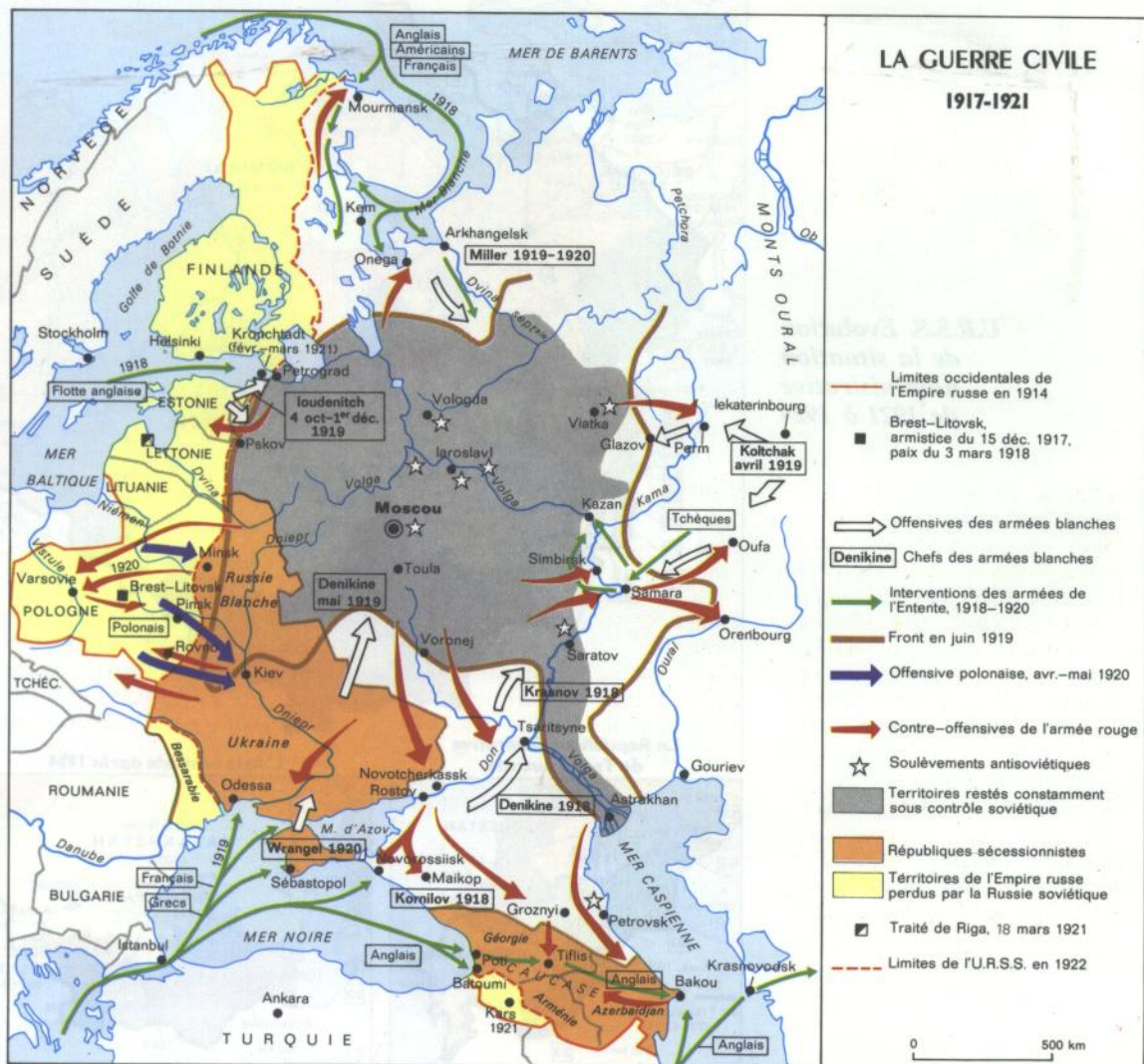
Née de la révolution d'octobre de 1917, la Russie bolchevique se trouve confrontée à deux dangers immédiats : l'intervention maritime directe des Alliés qui relaie celle des Empires centraux après la signature du traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918) et isole le régime du monde extérieur ; la rébellion intérieure des allogènes et des contre-révolutionnaires. Les premiers proclament leur indépendance (Finlande, États baltes, Pologne, Ukraine, Bessa-

rabie, Transcaucasie), les seconds opposent des armées blanches (500 000 hommes) à l'armée rouge constituée par Trotski (5 millions d'hommes) à partir du 28 janvier 1918. Bénéficiant d'une position centrale, l'armée rouge l'emporte finalement sur des adversaires mal coordonnés, et qui font l'erreur de restaurer,

dans les territoires reconquis, les grands propriétaires dans leurs droits, ou de réincorporer à la Russie les allogènes qui s'en sont détachés. Génératrices de jacqueries, de soulèvements nationaux, ces mesures contribuent aux échecs successifs de 1919 (ceux de Koltchak à l'est, Denikine au sud, Ioudenitch au

nord-ouest, Miller au nord). Malgré la victoire des Polonais devant Varsovie (15 août 1920), l'ultime effort de Wrangel pour menacer Moscou (juin-sept. 1920) échoue. La guerre civile est quasiment terminée. Mais le pays exsangue et l'économie ruinée nécessitent un très vigoureux effort de reconstruction.

La guerre civile (1917-1921)



En affirmant le droit à la sécession, le décret sur les nationalités ou Déclaration des droits des peuples de Russie du 15 novembre 1917 témoignait à la fois du désir d'en finir avec le « chauvinisme grand-russe » et d'une reconnaissance réaliste d'un état de fait. Mais les succès bolcheviques dans la guerre civile permettent de récupérer les provinces perdues (Ukraine, Biélorussie, pays

du Caucase, Asie centrale, Extrême-Orient), puis d'y installer des républiques soviétiques liées à la R.S.F.S.R. Le 30 décembre 1922, la création de l'U.R.S.S. soude ces républiques en une fédération hiérarchisée

selon l'importance des groupes ethniques. Elle comprend des républiques fédératives (R.S.F.S.R. [Russie], Transcaucasie), des républiques socialistes (Ukraine, Biélorussie...), des républiques autonomes (Turkestan...), des ré-

U.R.S.S. Évolution de la situation administrative de 1921 à 1924



La République fédérative de Transcaucasie



L'Asie centrale après 1924



gions autonomes (des Komis, d'Ossétie du Sud...); elle est « ouverte », ce qui laisse la possibilité de remodelages (Asie centrale entre 1924 et 1929), de scissions et de réunions. (V. aussi pp. 97 et 296.)



R.S.F.S.R. 1918. Rép. socialiste fédérative soviétique de Russie
A.S.S.R. du Turkestan
A.S.S.R. bachkire, 1919
A.S.S.R. tatare, 1920
 Commune prolétaire de Carélie (transformée en juillet 1923 en A.S.S.R. de Carélie)
 R.A. tchouvache
 A.S.S.R. de Kirghizie
 R.A. des Votés (Oudmourtes)
 R.A. des Maris
 A.S.S.R. de la montagne, 1921 à 1924
 1922. autonomie des régions
 • kabardine-balkare
 • tchetchène
 • karatchai-tcherkesse
 1924. régions autonomes
 • d'Ossétie du Nord
 • Ingouches
A.S.S.R. du Daguestan, 1921
 R.A. des Komis (Zyriane)
 R.A. des Kabardines
 R.A. des Bouriates-Mongols
 R.A. des Tcherkesses
 A.S.S.R. de l'akoutie
 R.A. des Oïrotes

- 18 R.A. des Adyguéens (Tcherkesses)
- 19 S.S.R. d'Ukraine
- 20 S.S.R. de Biélorussie
- 21 S.S.R. fédérative de Transcaucasie
- 22 S.S.R. d'Azerbaïdjan
- 23 R.A. du Nakhitchevan
- 24 S.S.R. d'Arménie
- 25 S.S.R. de Géorgie
- 26 A.S.S.R. d'Abkhazie, 1921
- 27 A.S.S.R. d'Adjarie, 1921
- 28 R.A. d'Ossétie du Sud
- 29 République démocratique soviétique du Kharezm (anc. Khiva), 1920
- 30 République démocratique soviétique de Boukhara, 1920

A.S.S.R. République autonome socialiste soviétique
 S.S.R. République socialiste soviétique
 R.A. Région autonome
1918 Date de formation
 • des républiques
 • des républiques autonomes
 • des régions
 République d'Extrême-Orient de 1920 à 1922
 Chemin de fer ■ Traités

LA SCANDINAVIE AU MOYEN ÂGE

Parallèlement à l'ébauche politique de trois royaumes (Suède VII^e siècle, Danemark VIII^e siècle, Norvège IX^e siècle), la Scandinavie se convertit au christianisme sous l'influence des missionnaires venus de Brême et de Hambourg. Les rois s'appuient sur l'Église et combattent en son nom, renforçant leur autonomie par la création des archevêchés de Lund en 1103, de Nidaros (act. *Trondheim*) en 1152 et d'Uppsala en 1164. Plus largement ouvert aux influences occidentales, le Danemark construit, le premier, d'éphémères empires autour de la mer de Norvège (XI^e siècle), puis sur les rives de la Baltique (XIII^e siècle) : Lübeck

et Tallin (Reval) deviennent ainsi villes danoises. La Norvège, plus tardivement unifiée, crée un empire nord-atlantique comprenant, au XIII^e siècle, l'Islande et le Groenland. La Suède érige à la même époque un empire baltique grâce à la conquête de la Finlande (1250-1266). À la suite de mariages et d'héritages heureux, et après sa victoire sur le

roi de Suède (1369), la reine Marguerite de Danemark devient souveraine de fait des trois États et consacre par l'Acte de Kalmar (1397) l'union personnelle et perpétuelle de ces États, qui restent pourtant des entités distinctes. L'Union de Kalmar ne survivra pas à l'avènement de Gustave Vasa au trône de Suède (1523). [V. cartes pp. 41, 46, 47, 62-63.]

LA SCANDINAVIE ET LES RÉGIONS BALTIQUES (XVI^e-XVIII^e s.)

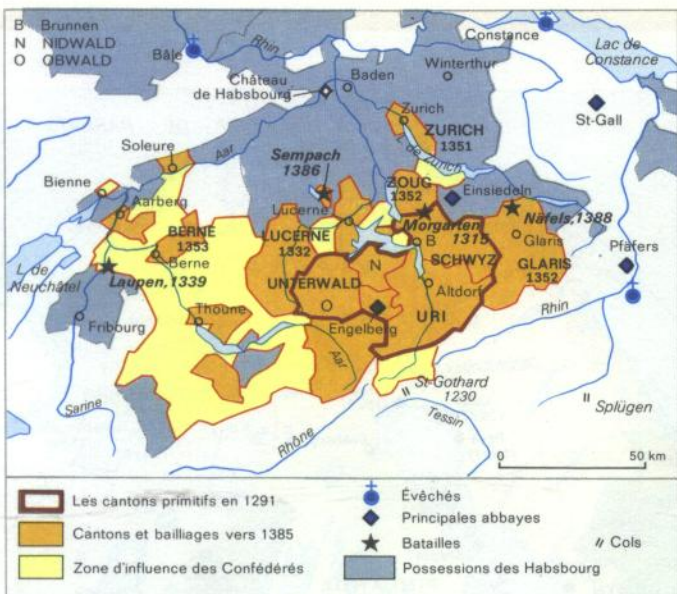
En rompant l'Union de Kalmar en 1523, Gustave I^{er} Vasa restaure l'indépendance de la Suède, désormais opposée au royaume dano-norvégien pour la maîtrise de la Baltique. Après avoir affranchi le commerce suédois du contrôle hanséatique, il réorganise l'État puis engage une guerre de sept ans (1563-1570) contre le Danemark et la Pologne afin de contrôler les détroits danois. La Réforme luthérienne ayant triomphé, les Scandinaves vont donner une dimension religieuse à leurs conflits avec les Polonais, les Impériaux catholiques et les Russes orthodoxes. Gustave II Adolphe (1611-1632) veut faire de la Baltique un lac suédois. Sa victoire sur les Danois exempte ses navires des droits de péage dans les détroits et sa victoire sur les Russes lui assure l'Ingrie et la Carélie orientale. La Suède s'engage ensuite aux côtés de la France dans la guerre de Trente Ans (1618-1648). Ses victoires lui permettent d'obtenir du Danemark les îles et provinces d'Ôsel, de Gotland, de Halland, de Jämtland et de Härjedalen. Elle annexe également la Poméranie occidentale et la Scanie. Sous Charles XII (1697-1718), la Suède poursuit son essor (victoire sur le Danemark, la Pologne et la Russie). Mais, au traité de Nystad (1721), elle doit accepter que prenne fin sa prépondérance en Baltique. (V. cartes pp. 102, 164, 171.)





La Confédération des huit cantons vers 1385

Menacés dans leurs libertés traditionnelles par les Habsbourg, les cantons montagnards (*Waldstätte*) de Schwyz, Uri et Unterwald s'unissent par un pacte perpétuel de défense, le 1^{er} août 1291. Ainsi naît la Confédération suisse, du nom du principal canton associé. En conflit en 1313 avec la riche abbaye d'Einsiedeln qui est protégée par Frédéric de



La Confédération du XV^e au XVIII^e s.



1513 Date d'adhésion à la Confédération

Conflit avec les Bourguignons : bataille de Grandson, 2 mars 1476

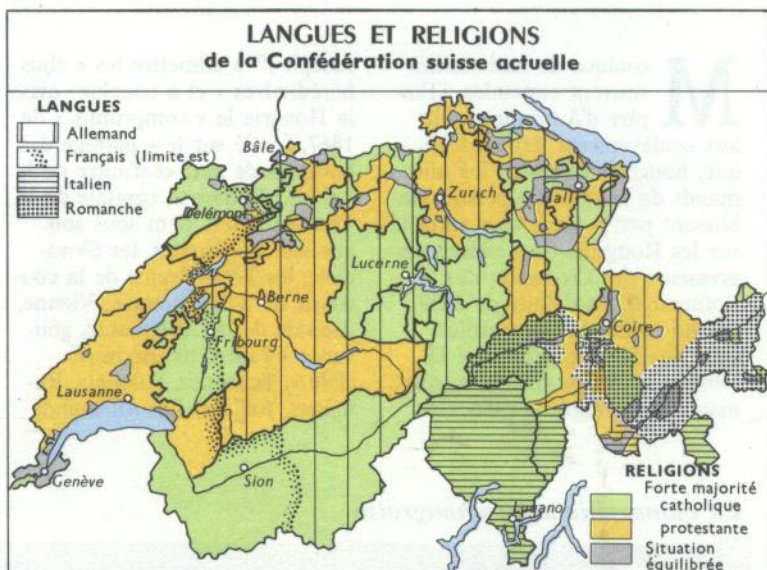
→ Bourguignons → Confédérés
→ Bourguignons → Confédérés

La Confédération de 1536 à 1798

BERNE Villes souveraines
Cantons souverains
Pays sujets d'un seul canton
Bailliages communs

GENÈVE Alliés à titres divers
Pays sujets d'un allié
Principaux centres de diffusion de la Réforme
Abbayes
Batailles
Traités
Châteaux
Frontières actuelles de la Confédération

Habsbourg, les confédérés brisent, à Morgarten, le 15 novembre 1315, une tentative du frère de celui-ci, Léopold I^{er}, pour rétablir l'autorité de sa maison. Les adversaires des Habsbourg s'associent alors, selon des formes diverses, à la Confédération : Lucerne en 1332, Zurich en 1351, Glaris et Zoug en 1352, enfin Berne en 1353. S'étant déjà exercée aux dépens des seigneurs féodaux à Laupen en 1339, la puissance militaire bernoise aide les confédérés à vaincre les Autrichiens à Sempach en 1386 et à Näfels en 1388. Par l'armistice de 1389, les Habsbourg reconnaissent l'existence de la Confédération des huit cantons, dont la cohésion militaire est assurée en 1393 par le convenant de Sempach. (V. cartes pp. 60 et 66-67.)



Langues et religions de la Confédération suisse actuelle

LA CONFÉDÉRATION DU XV^e AU XVIII^e SIÈCLE

Au XV^e siècle, les Habsbourg perdent leurs possessions en Suisse, la Confédération restant membre de l'Empire jusqu'en 1499, date à laquelle les cantons, vainqueurs de Maximilien dans la guerre de Souabe, obtiennent la reconnaissance de leur indépendance (traité de Bâle). La Confédération, qui compte 13 cantons en 1513, devient une puissance internationale, avec une excellente armée, pourvue d'une artillerie dès le XV^e siècle. Manquant de terres, les Suisses s'engagent dans les armées étrangères, où leur valeur militaire est appréciée (alliance offensive et défensive avec le roi de France en 1521 : la Suisse mettra ses mercenaires au service de la France jusqu'en 1830). L'élite urbaine,

passionnée de controverses théologiques, se jette dans la Réforme, prêchée par Zwingli (Zurich), puis Calvin (Genève), mais les cantons montagnards restent catholiques. La guerre civile qui en résulte rompt l'unité religieuse de la Confédération, dès lors divisée en deux groupes de cantons opposés : sept catholiques et quatre protestants, seuls Glaris et Appenzell admettant la liberté religieuse. Malgré la prospérité industrielle (textile, horlogerie) et bancaire, les classes populaires urbaines restent misérables, dominées par un riche patriciat très fermé, qui maintient immuables les institutions : aussi l'agitation grandit-elle au XVIII^e siècle, sous l'influence des Lumières et des idées du Genevois Jean-Jacques Rousseau, et la Révolution française dans ses débuts rencontre en Suisse un large écho.

En raison de sa situation au cœur de l'Europe alpestre, la Suisse est le point de rencontre de quatre ethnies (alémanique, romande, italienne, rhéto-romane), auxquelles s'ajoute un gros afflux d'étrangers (14,2 p. 100 de la population en 1982). L'allemand (parlé par 65 p. 100 de la population) domine dans seize cantons, le français (18 p. 100), dans six cantons, l'italien (10 p. 100), dans le Tessin, le romanche (1 p. 100), dans les Grisons. L'allemand et l'italien progressent en valeur absolue. Les protestants (44 p. 100 de la population totale) voient leur importance diminuer au profit des catholiques (48 p. 100), qui progressent rapidement par l'effet d'une plus forte natalité et de l'immigration de travailleurs étrangers, des Italiens pour la plupart. (V. cartes pp. 69 et 100.)

V. TCHÉCOSLOVAQUIE pp. 184-185
U.R.S.S. pp. 176-177

Mosaïque de nationalités souvent ennemies, l'Empire d'Autriche survit aux soulèvements italien, tchèque, hongrois de 1848 ; les Allemands de la région alpestre rétablissent par la force leur autorité sur les Hongrois (eux-mêmes oppresseurs des Croates et des Roumains). La défaite de 1859, qui lui enlève la Lombardie, celle de 1866, qui lui coûte la Vénétie et la suprématie en Allemagne, contraignent François-

Joseph I^{er} à admettre les « abus héréditaires » et à conclure avec la Hongrie le « compromis » de 1867, fondé sur le « partage des hordes » de part et d'autre de la Leitha : Budapest, capitale de la Transleithanie, tient sous son autorité les Croates, les Slovaques, les Transylvains de la couronne de Saint-Étienne ; Vienne, capitale de la Cisleithanie, gouverne « l'autre moitié impériale », Tchèques, Polonais, Ruthènes, Italiens. Les Allemands

empêchent le dualisme de devenir un « trialisme » au profit des Tchèques. En 1878, le congrès de Berlin autorise l'Autriche-Hongrie à occuper « provisoirement » la Bosnie-Herzégovine, peuplée de Slaves ; son annexion, en 1908, provoque les protestations des Serbes soutenus par la Russie. La guerre pourtant n'éclate qu'en 1914, après l'attentat de Sarajevo. (V. cartes pp. 82, 83, 84, 85, 104, 105 et 183.)

La monarchie austro-hongroise



En novembre 1918, l'empire des Habsbourg se disloque. Le Trentin, le Haut-Adige et l'Istrie sont rattachés à l'Italie ; le Banat de Timișoara et la Transylvanie à la Roumanie ; la Galicie à la Pologne. Slovinie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Dalmatie et Serbie forment le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. La Tchécoslovaquie est créée au nord. Les traités de Saint-Germain-en-Laye (19 sept. 1919) et de Trianon

(4 juin 1920) démembrent l'Empire austro-hongrois. Des plébiscites (1920) donnent la Silésie de Teschen à la Pologne, Klagenfurt puis le Burgenland à l'Autriche, Sopron à la Hongrie. Celui du 20 mars 1921, en Haute-Silésie, est favorable à l'Allemagne, mais celle-ci doit céder le tiers de ce pays à la Pologne. Peu peuplés, les nouveaux États, dotés de frontières démesurées et contestées, sont stratégiquement indéfendables. L'équilibre

économique de l'Europe centrale est rompu, la Bohême, la Haute- et la Basse-Autriche industrielles étant coupées de la Hongrie et de la Transylvanie agricoles. Vienne échappe difficilement à l'attraction de l'Allemagne. Interdit par les traités, mais fruit fatal de leur application, l'*Anschluss* est réalisé par Hitler le 13 mars 1938. Cette décision porte en germe le second conflit mondial. (V. cartes pp. 91, 92, 93, 182, 184-188 et 190.)

Nouvelles frontières en Europe centrale (1919-1921)

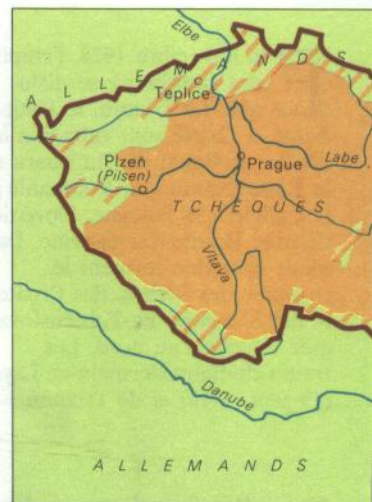


Formation de la Tchécoslovaquie

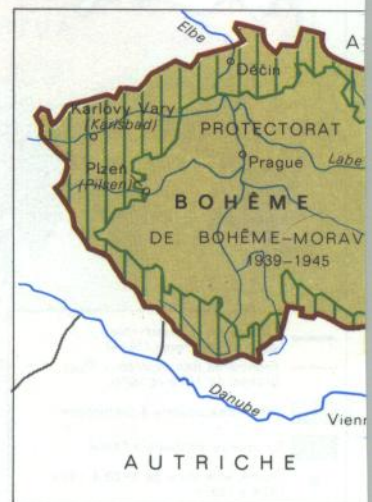
L'idée de réunir en un seul État les peuples tchèque et slovaque, séparés depuis le x^e siècle, apparaît lors de la révolution de 1848. À la fin du xix^e siècle, T. Masaryk la reprend à son compte. Mais il faut attendre le bouleversement de la Première Guerre mondiale pour que les deux nationalités sœurs envisagent de s'unir en dehors du cadre de la monarchie des Habsbourg. Masaryk, qui émigre en 1914, organise à Londres, puis à Paris un Comité national tchèque (1915), futur Conseil national des pays tchèques (1916), que les Alliés vont reconnaître comme gouvernement de fait (1918). Son action est soutenue en Bohême par le Comité national de Prague, qui prend le pouvoir le 28 octobre 1918, lors de l'effondrement du gouvernement

impérial de Vienne. En novembre, une assemblée de 201 Tchèques et 69 Slovaques proclame à Prague la déchéance des Habsbourg et élit T. Masaryk président de la République.

Les traités de Versailles et de Saint-Germain-en-Laye (1919), puis de Trianon (1920), qui établissent les frontières de la Tchécoslovaquie avec l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne et la Hongrie, avantagent le nouvel État. Mais celui-ci est très composite : la partie tchèque (Bohême, Moravie), issue de l'Autriche industrialisée, s'oppose à la partie précédemment hongroise, agricole et attardée. De plus, le pays englobe de très fortes minorités ethniques (35 p. 100 de la population, dont 3,2 millions d'Allemands des Sudètes). Aussi le nouvel État est-il déjà menacé.



La Tchécoslovaquie de 1920 à 1945

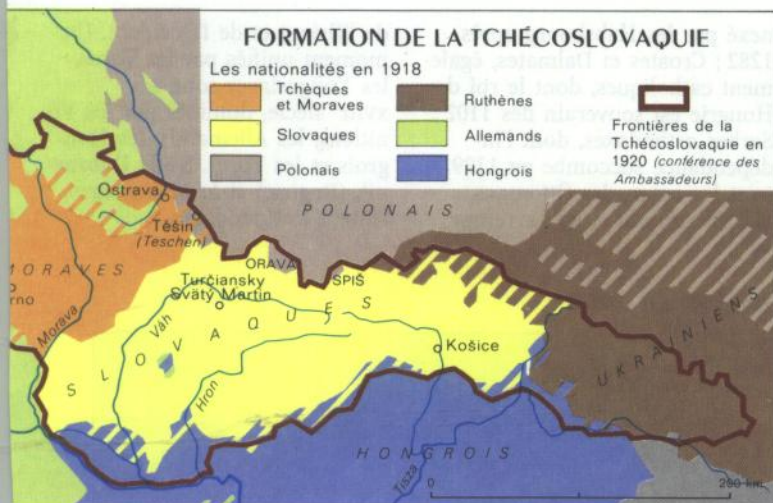


FORMATION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Les nationalités en 1918

 Tchèques et Moraves	 Ruthènes
 Slovaques	 Allemands
 Polonais	 Hongrois

 Frontières de la Tchécoslovaquie en 1920 (conférence des Ambassadeurs)



Le gouvernement, où domine la bourgeoisie tchèque (représentée par Tomáš Masaryk et Edvard Beneš) mène une politique de centralisation. Cette politique suscite des oppositions chez les Slovaques et surtout chez les Allemands, victimes de la « nostrification » économique (naturalisation des

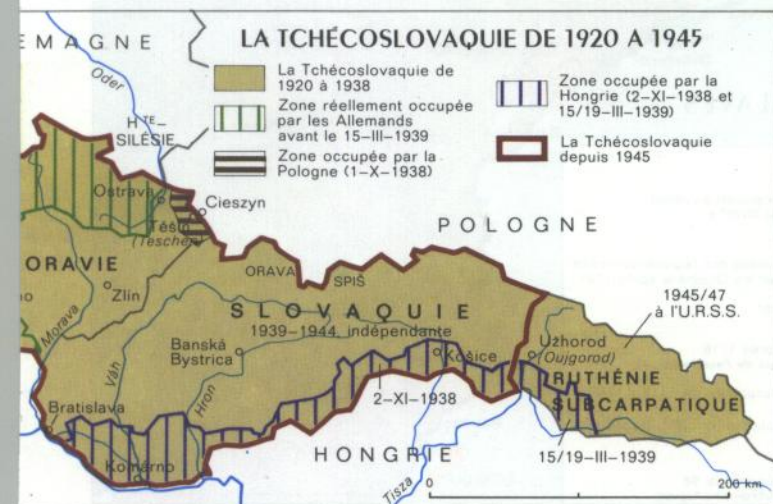
sociétés ayant leurs entreprises en Tchécoslovaquie) : l'Allemagne nazie profite de l'agitation entretenue par le *Sudeten-deutsche Partei* (parti allemand des Sudètes) de Konrad Henlein pour intervenir et annexer, après la conférence de Munich des 29 et 30 septembre 1938, tout le pourtour de la Bohême, d'une grande importance stratégique. Le démembrement de la Tchécoslovaquie, désormais impuissante, est achevé, le 15 mars 1939, par la création du « protectorat (allemand) de Bohême-Moravie » et d'une Slovaquie théoriquement indépendante, en fait asservie à l'Allemagne. Libéré en 1945, le pays retrouve alors ses frontières de 1920 (sauf à l'est, où la Ruthénie – ou Ukraine subcarpatique – est annexée par l'U.R.S.S. en juin 1945), le problème des minorités étant réglé par l'expulsion des Allemands des Sudètes. (V. pp. 92-93, 182 et 183.)

LA TCHÉCOSLOVAQUIE DE 1920 A 1945

 La Tchécoslovaquie de 1920 à 1938
 Zone réellement occupée par les Allemands avant le 15-III-1939
 Zone occupée par la Pologne (1-X-1938)

 Zone occupée par la Hongrie (2-XI-1938 et 15/19-III-1939)

 La Tchécoslovaquie depuis 1945



Diversité des origines, des confessions religieuses, ambitions des princes et compartimentation du relief opposent les Slaves du Sud, les livrant à des influences centrifuges : Slovènes catholiques, dont le pays est peu à peu an-

nexé par les Habsbourg après 1282 ; Croates et Dalmates, également catholiques, dont le roi de Hongrie est souverain dès 1102 ; Serbes orthodoxes, dont l'indépendance succombe en 1389 sous les coups des Ottomans ; Bosniaques enfin, au carrefour

de l'Orient et de l'Occident. Un moment unifiés par les Turcs, les Yougoslaves sont, au XVIII^e siècle, dominés par les Vénitiens, les Allemands, les Hongrois et les Turcs. Seuls Dubrovnik (Raguse) et le Monténégro restent indépendants.

Les régions « yougoslaves » du XVI^e au XVIII^e s.



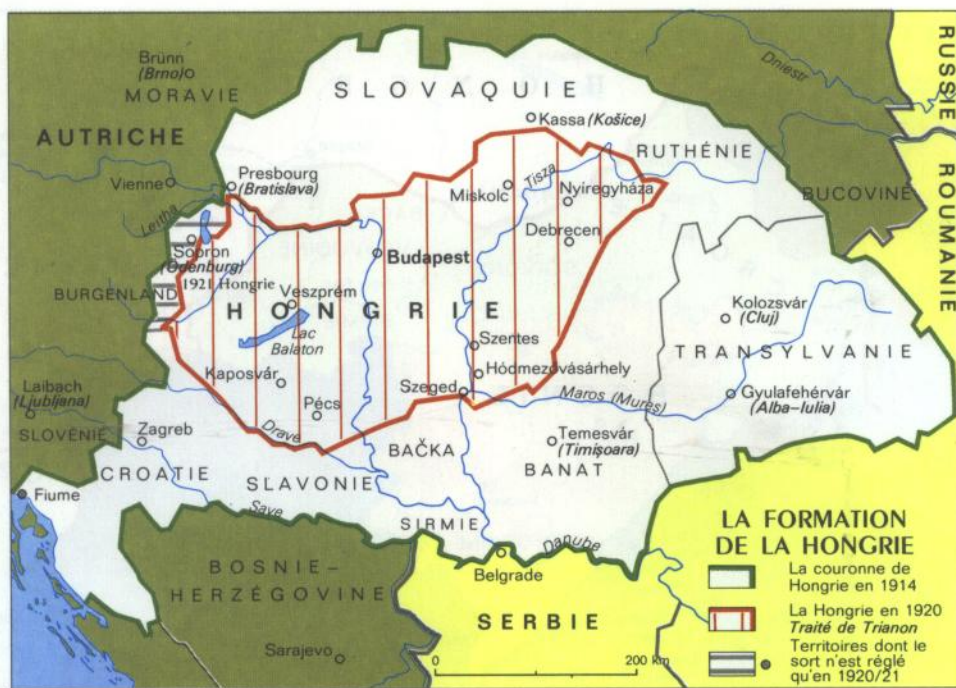


Formation de la Yougoslavie

En 1878, à l'issue du conflit russo-turc, les Serbes deviennent indépendants. Le royaume serbe, qui double son territoire lors des guerres balkaniques de 1912-13, attire à lui les populations « yougoslaves » de l'Empire

austro-hongrois. Il entre en guerre avec ce dernier après l'attentat de Sarajevo (28 juin 1914). La défaite austro-hongroise permet l'unification yougoslave : le 1^{er} décembre 1918 est créé le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes (royaume de

Yougoslavie, 1929). Démembré par l'Allemagne nazie (1941), libéré par la résistance intérieure dirigée par Tito, le pays devient une république fédérale au socialisme original, indépendante politiquement de l'U.R.S.S. dès 1948.



Formation de la Hongrie

L'ancienne Transleithanie, où est proclamée, le 16 novembre 1918, une république qui ne dure que 133 jours, sort démembrée de la guerre. Après la rupture officielle de ses liens avec l'Autriche (1^{er} mars 1920), elle perd (traité de Trianon, 4 juin 1920) la Slovaquie, la Ruthénie, la Transylvanie, la Croatie, Fiume et le Banat. Les 11 millions de Slaves et de Roumains obtenant leur indépendance, la « petite Hongrie » ne compte plus que 8 millions d'habitants. Elle ne regroupe même pas tous les Magyars, dont près de 3 millions

sont dispersés. Après un plébiscite, elle est amputée, en septembre 1922, du Burgenland. Cette situation explique la politique « révisionniste » de l'amiral Horthy, le rapprochement avec l'Italie fasciste (traité d'amitié de 1927) et avec l'Allemagne nazie : un pacte italo-austro-hongrois est signé dès 1934. En 1938, lors du démembrement de la Tchécoslovaquie, la Hongrie récupère une partie de la Slovaquie. Elle adhère au pacte anti-Komintern (févr. 1939), occupe la Ruthénie (19 mars), et obtient, le 30 août 1940, la restitution du nord de la Transylvanie. La collaboration

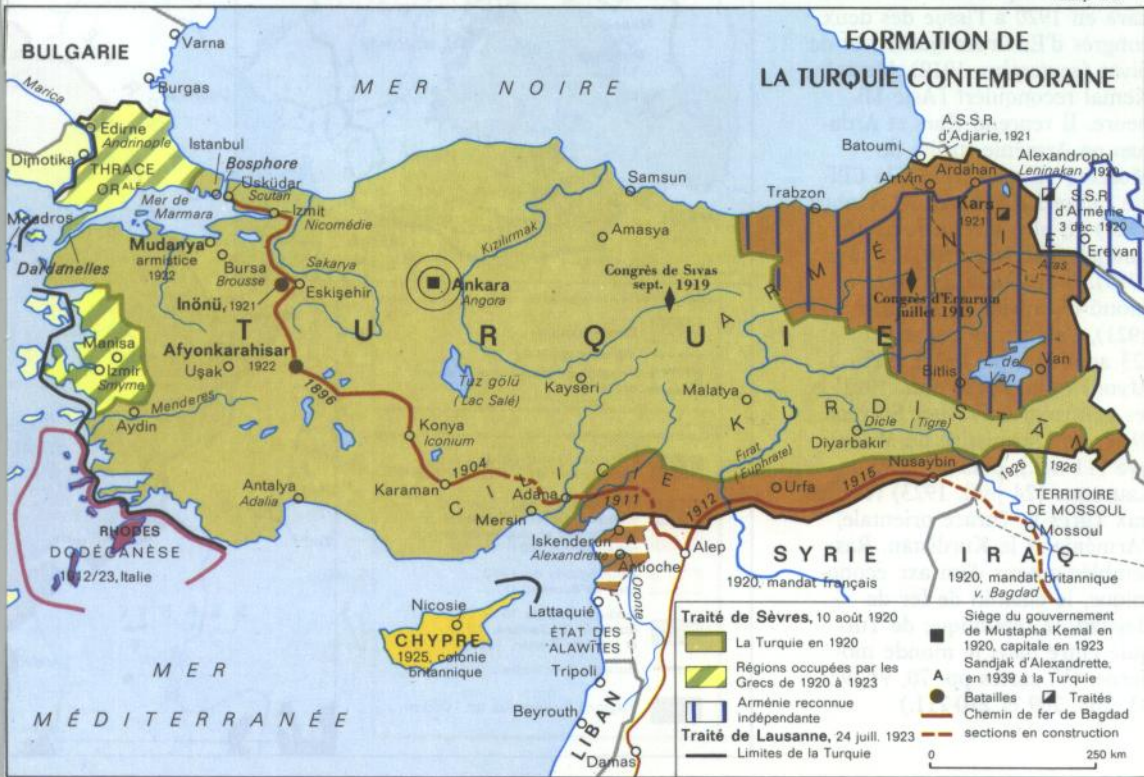
avec l'Allemagne nazie pendant la guerre vaut à la Hongrie d'être ramenée, en 1945, à ses frontières du 1^{er} janvier 1938. 500 000 Allemands sont expulsés du territoire. (V. carte p. 97.) Favorisé par la présence de l'Armée rouge, le parti communiste s'est reconstitué. Aux élections de novembre 1945, qui voient la victoire du parti agrarien, il n'obtient que 17 p. 100 des voix, mais contrôle le ministère de l'Intérieur, ce qui lui permet de préparer la prise du pouvoir. La République populaire hongroise est proclamée le 20 août 1949.



Formation de la Grèce contemporaine

La frontière de Vólos à Árta, établie en 1830 lors de l'indépendance, n'est qu'une base de départ en vue de la résurrection de l'Empire byzantin (*Megali Idea*). En 1864, la Grande-Bretagne cède les îles Ioniennes; en 1881, l'Empire ottoman renonce à la Thessalie et au district d'Árta. Les guerres balkaniques procurent, en 1913, Salonique, une partie de la Macédoine, l'Épire du Sud, la Crète, Samos, Khíos, Lesbos; après la Première Guerre mondiale, la Bulgarie lui cède la Thrace occidentale; la Turquie, la Thrace orientale et Smyrne, reprises en 1923 (v. p. 190). Le Dodécanèse n'est récupéré qu'en 1947.

notice p. 190 →

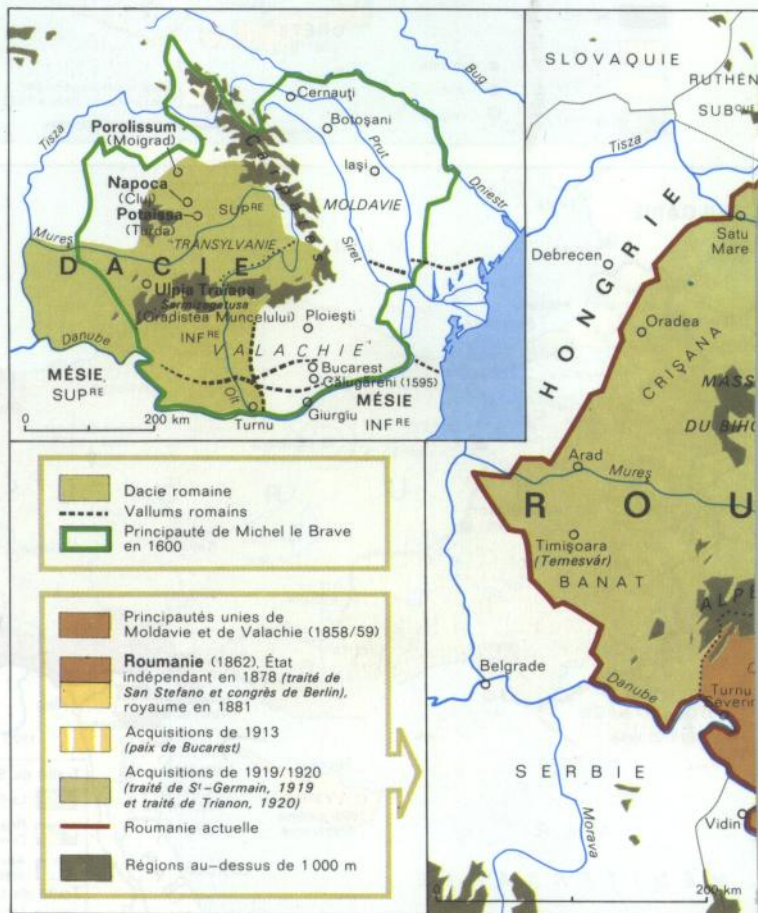


FORMATION

DE LA TURQUIE CONTEMPORAINE

Vaincu en Iraq, en Syrie et en Thrace, l'Empire ottoman signe le traité de Sèvres, le 10 août 1920. Ne conservant en Europe qu'Istanbul, il est amputé en Asie des ses provinces arabes et arménienne. À l'ouest, la Grèce annexe la Thrace orientale et Smyrne. Au sud-est, le Liban, la Syrie, la Palestine et l'Iraq sont placés sous mandat français ou britannique; l'Arabie devient indépendante. À l'est sont reconnues l'autonomie du Kurdistan et l'indépendance de l'Arménie. L'Anatolie méridionale et orientale est divisée en trois zones d'occupation : italienne (Antalya, Konya), française (Cappadoce, Kurdistan occidental), britannique (Kurdistan septentrional). Établissant le siège de son gouvernement à Ankara en 1920 à l'issue des deux congrès d'Erzurum (juillet) et de Sivas (septembre 1919), Mustafa Kemal reconquiert l'Asie Mineure. Il reprend Kars et Ardahan en Arménie (traité de Moscou, 16 mars 1921), la Cilicie (accord d'Ankara, 20 octobre 1921) et, plus tardivement, le sandjak d'Alexandrette (23 juin 1939). Il repousse les Grecs à İnönü (7 janvier et 31 mars 1921), puis sur la Sakarya (23 août-13 sept. 1921), enfin à Afyonkarahisar (26 août 1922) et les contraint à évacuer Smyrne (9 sept.). L'armistice de Mudanya (11 oct.), puis le traité de Lausanne (24 juill. 1923) rendent aux Turcs la Thrace orientale, l'Arménie et le Kurdistan. Rassemblée autour d'un axe économique, le chemin de fer de Bagdad, la république de Turquie entre dans le monde moderne. (V. cartes pp. 70, 91, 92-93, 208, 209 et 210-211.)

L'originalité de la Roumanie (sensible encore aujourd'hui parmi les démocraties populaires) est d'abord d'ordre culturel : la persistance, dans un monde slave, d'une langue romaine héritée de l'occupation de la Dacie par des colons romains. Pourtant, malgré le bref épisode du prince valaque Michel le Brave en 1600-1601, la Roumanie, coupée en deux par les Carpates, ne réalise son unité qu'au xx^e siècle : tandis que la



Transylvanie est englobée dans l'empire des Habsbourg en 1699, la Moldavie et la Valachie sont la proie des ambitions contradictoires des Ottomans et des Russes. Profitant de l'affaiblissement des premiers et de la guerre de Crimée, les deux principautés obtiennent une véritable autonomie en 1858. Unifiées en 1859, elles fusionnent en 1862 en un seul État, la Roumanie. L'entrée en guerre contre les Turcs aux côtés des Russes (1877-78) a

pour conséquence l'indépendance totale du pays (mai 1877) ; à l'issue du conflit, la Roumanie annexe la Dobroudja, à majorité bulgare. Sa participation à la Première Guerre mondiale aux côtés des Alliés à partir de 1916 lui permet d'achever son unité. Par le traité de Trianon du 4 juin 1920, la Hongrie lui cède en effet la Transylvanie et le Banat de Timișoara (Temesvár). Entérinées par les Alliés en 1920, l'annexion de la Bessarabie et

celle de la Bucovine le 28 novembre 1918 sont contestées par l'U.R.S.S., qui impose à la Roumanie leur rétrocession le 28 juin 1940. Celle-ci est confirmée le 10 février 1947 (traité de Paris), en même temps que la restitution de la Dobroudja méridionale à la Bulgarie, qui la détenait depuis le 7 septembre 1940. La Roumanie devient une démocratie populaire le 30 décembre 1947. (V. cartes p. 70, 182, 183, 193, 208 et 209.)



*Formation
de la Roumanie*

J'ean III Asen II restaure la Grande Bulgarie quatre cents ans après le tsar Siméon. Son empire, ouvert sur trois mers, se referme sur Constantinople. Il conserve la

Thrace, conquise avec Andrinople par Kalojan en 1205, détruit à Klokotnica le despotat d'Épire (Albanie), qu'il annexe avec la Serbie orientale. Attirant des Italiens, il stimule la vie économi-

que et culturelle. Sa capitale Tarnovo devient le siège de l'Église bulgare, autonome en 1235. Après Jean III, l'Empire, morcelé, est absorbé par les Ottomans au ^{xiv}^e siècle.



La Bulgarie sous le règne du tsar Jean III Asen II (1218-1241)



Au lieu de la Grande Bulgarie édiflée à San Stefano par les Russes, le congrès de Berlin crée une principauté de Bulgarie, vassale de la Porte, et une Roumélie orientale à demi autonome, qui s'unit à la Bulgarie en 1885. Indépendante en 1918, la Bulgarie sort victorieuse d'une première guerre contre les Ottomans (1912-13). Mais, vaincue par les Serbes, les Grecs, les Roumains et les Turcs au cours d'une seconde guerre, elle perd la Dobroudja méridionale et ne conserve qu'un fragment de Macédoine et la Thrace occidentale avec Dedeagač. (V. cartes pp. 84 et 85.)

La Bulgarie (1878-1913)



Vaincue par l'Entente, la Bulgarie rétrocède en 1919 la Macédoine, enlevée à la Serbie en 1915, la Dobroudja du Sud, arrachée à la Roumanie en 1916, et enfin son débouché sur la mer Égée. Grâce à l'Allemagne, elle reprend en 1940 la Dobroudja méridionale et croit restaurer la Grande Bulgarie en occupant en 1941 la Macédoine, le port de Kavalla, Thasos et Samothrace. La paix de 1947 la refoule dans ses frontières de 1919, sauf au nord où l'appui de l'U.R.S.S. lui permet de conserver Silistrie et la Dobroudja méridionale. (V. cartes pp. 91, 92-93, 94, 96 et 97.)

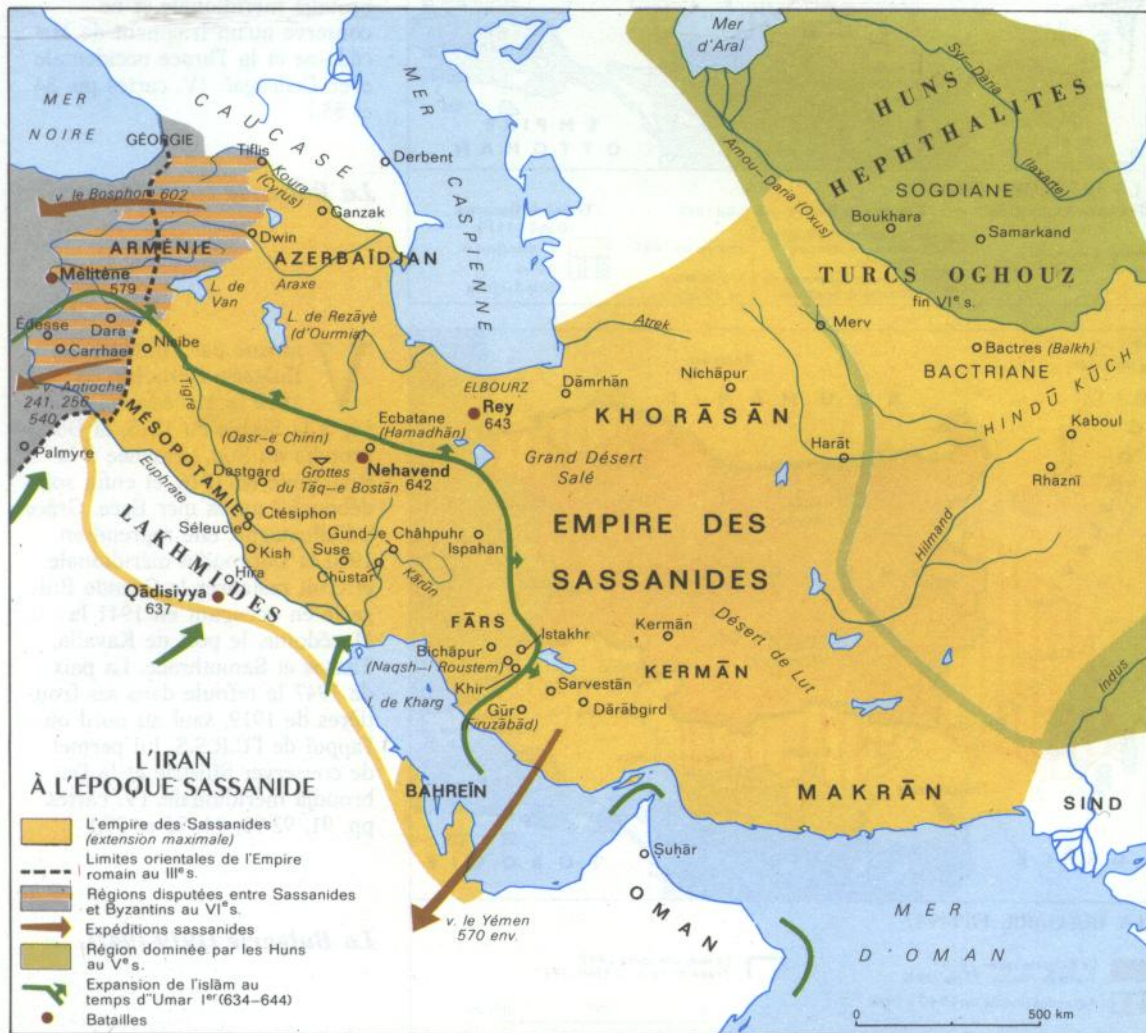
La Bulgarie (1919-1947)

L'Asie

L'Iran est un vaste plateau largement ouvert aux menaces extérieures : nomades au nord-est et au sud-ouest, Romains, puis Byzantins à l'ouest ; cette situation, qui détermine la création d'une armée solide (cavaliers, archers), explique la longue occupation étrangère des Parthes Arsacides, finalement chassés par une réaction natio-

nale. Sans rejeter totalement l'héritage parthe, les Sassanides prétendent restaurer l'Empire achéménide (v. carte p. 12-13). Après la conquête de l'Iran (216-224) et celle de la Mésopotamie (230-232), marquée par la prise de Ctésiphon (226), Ardachîr I^{er} organise un État centralisé, soumis au mazdéisme. L'ennemi principal, aux III^e et IV^e siècles,

L'Iran à l'époque sassanide



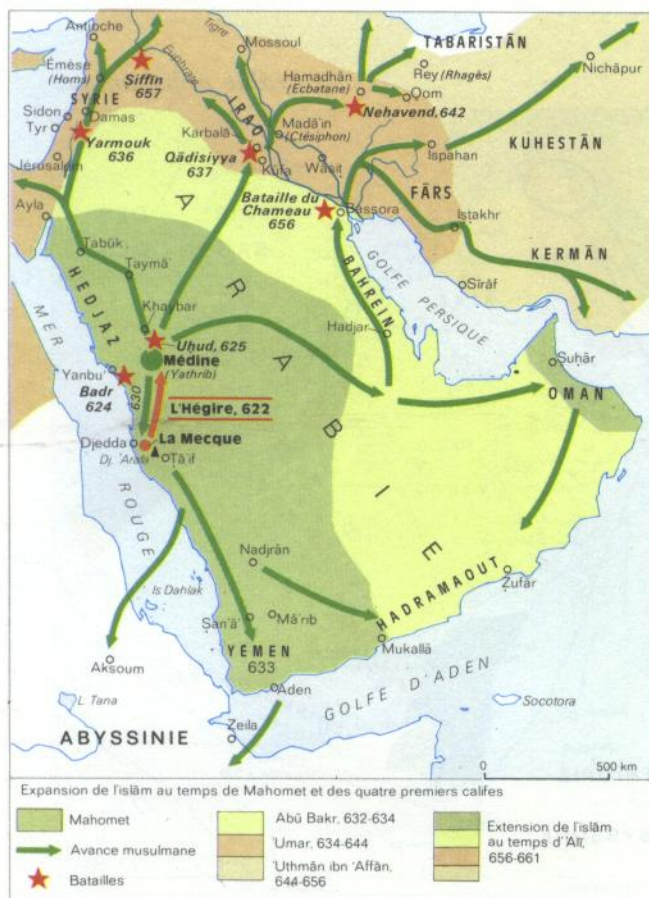
est Rome, qui résiste malgré d'humiliantes défaites infligées à des empereurs qui y trouvent la mort : Valérien en 260, Julien en 363. Au ^v^e siècle, la menace vient des Huns Blancs, ou Hephthalites, et de l'Empire byzantin, qui affirme des ambitions territoriales et prend, en même temps, la défense des chrétiens établis en Iran. Khosrô I^{er} traite avec Justinien en 532, après une offensive victorieuse de Bélisaire, mais il anéantit le royaume des Huns Blancs avec l'aide des Turcs Oghouz ; vers 570, appelé par les Arabes, il intervient au Yémen contre les Éthiopiens. Khosrô II met en danger Constantinople, mais il est repoussé par Héraclius (610 et 622-627). Ces longues guerres, souvent victorieuses, rendent d'autant plus brutale la conquête arabe : les cavaliers musulmans venus du désert prennent Séleucie et Ctésiphon, après la bataille de Qādisiyya (637) ; à Nehavend (642), ils remportent la victoire décisive. L'Iran perd son indépendance. Yazdgard III s'enfuit, mais son assassinat près de Merv scelle le destin de la dynastie en 651. (V. cartes pp. 34 et 38-39.)

L'Arabie préislamique



Après la conquête par Rome des royaumes nabatéen en 106 apr. J.-C. et palmyrénien en 272, l'Arabie connaît une période de déclin, aggravé par le dépérissement de la civilisation du Yémen envahi par les Sassanides vers 570. Protégée au nord par les tribus rhassânides et lakhmides, vassalisée par les Byzantins et par les Perses, l'Arabie bénéficie, au ^{vi}^e siècle, de l'affrontement perso-byzantin, qui détourne vers le

Hedjaz une partie du trafic entre Méditerranée et Extrême-Orient. Dans une société à structure pourtant tribale, une telle situation a une double conséquence : croissance des villes et des oligarchies marchandes, notamment à La Mecque ; pénétration du monothéisme juif ou chrétien, qui se superpose à une religion à la fois fétichiste et polythéiste et qui influence la prédication de Mahomet. (V. cartes pp. 34-35, 38-39 et 194.)

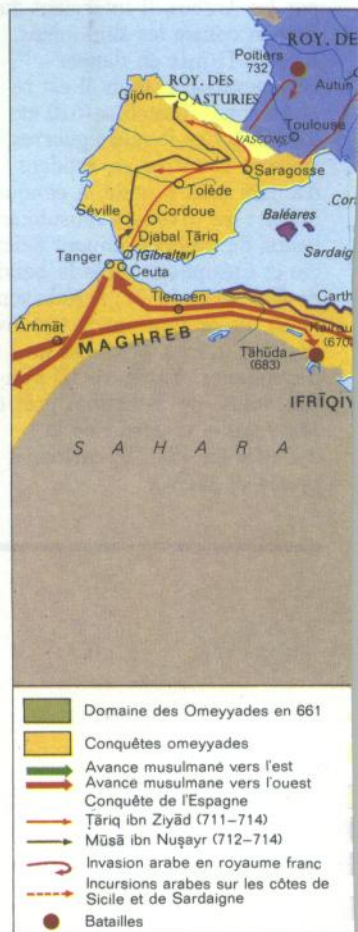


L'Arabie islamique

Contraint à fuir La Mecque en 622 pour Yathrib, qui devient alors Médine (la ville du Prophète), Mahomet organise une communauté ouverte à tous les musulmans, l'*umma*, bientôt assez forte pour unifier l'Arabie. Après sa mort (632), l'expansion vers le nord, au nom du *djihad*, est facilitée par la faiblesse des Empires byzantin et sassanide : en douze ans, les Byzantins perdent la Palestine, la Syrie et l'Égypte.

Amputé de l'Iraq dès 637, l'Empire sassanide disparaît en 655. L'expansion est alors interrompue par l'affrontement entre le calife 'Alī (656-661), gendre de Mahomet, et le gouverneur de Syrie, Mu'āwīyya. Légitimant son avènement par la capture d'A'icha, la jeune veuve du Prophète (bataille du Chameau, 656), 'Alī doit ensuite accepter l'arbitrage d'Adhruh, qui permet à son rival de l'éliminer. (V. carte p. 194.)

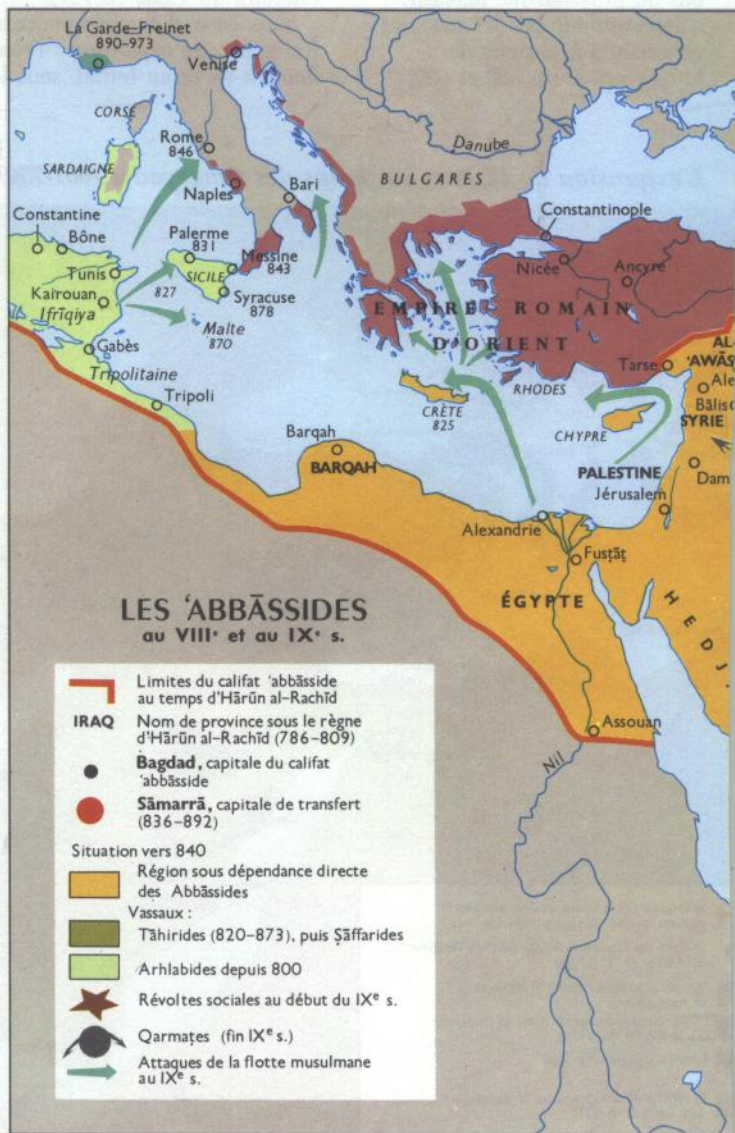
L'élimination d'Alī par Mu'āwīyya (661-680) est à l'origine de violentes tensions religieuses : mouvement khāridjite, d'inspiration égalitaire, qui récusé l'arbitrage d'Adhruh et dont les adeptes assassinent finalement 'Alī ; mouvement chī'ite, de nature purement politique, qui estime que le califat doit être réservé aux membres de la famille de Mahomet, c'est-à-dire au cousin et gendre de ce dernier, 'Alī, et à ses descendants. Malgré cette rupture



La dynastie 'abbāsside est portée au pouvoir par une véritable révolution. Un chef militaire, Abū Muslim, réunit des mécontents autour d'Ibrāhīm ibn Muḥammad, descendant d'al-'Abbās, oncle du prophète. Autour de lui se rassemblent des Arabes, des Iraniens, désireux d'un retour à un islām originel, plus ouvert. Abū Muslim est vainqueur au Grand Zab (749). Ibrāhīm étant mort précocement, c'est Abū al-'Abbās qui devient le premier calife 'abbāsside. Son successeur, al-Manṣūr, transfère la capitale à Bagdad, fondée en 762 : c'est une revanche pour la Perse sassanide. Ainsi s'expliquent le rôle prépondérant des Persans dans

la vie publique et l'adoption progressive de leurs traditions politiques (sacralisation du calife, administration complexe et hiérarchisée, dirigée par le tout-puissant *vizir*) ; ainsi s'explique surtout l'épanouissement d'une civilisation arabo-persane très brillante.

L'essor économique est considérable ; les villes se développent, ainsi que les transports. En matière religieuse, la dynastie entend appliquer l'islām idéal et sa loi religieuse (*char'ā*), considérée comme seule valable. Elle doit en même temps faire face à des soulèvements, inspirés par

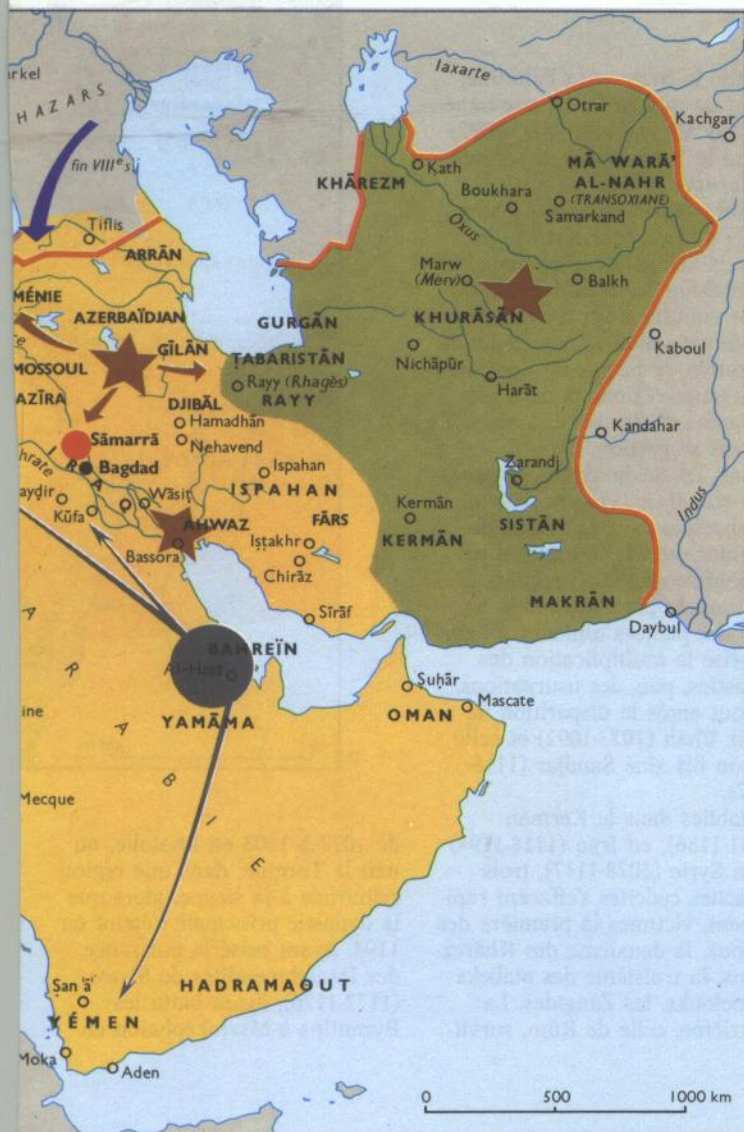


des idéologies politico-religieuses, où l'égalitarisme social côtoie les affirmations théologiques. Les princes d'Occident y trouvent des appuis pour constituer des États relativement indépendants, en respectant l'autorité de Bagdad : émirat omeyyade de Cordoue (756-1031), érigé en califat en

929 ; principauté des Idrīrides au Maghreb (788-974), des Arhlābides en Ifrīqiya (800-909). Après le règne d'Hārūn al-Rachīd (786-809), qui marque l'apogée de l'Empire 'abbāsside, la décadence politique est rapide.

Hārūn se débarrasse des vizirs de la famille des Parmécides, de-

venus trop puissants. Cependant, les désordres financiers, les querelles doctrinales entre sunnites et chi'ites *mo'tazilites*, la place croissante des officiers turcs, qui tendent à dominer le califat, expliquent l'affaiblissement de l'État au IX^e siècle. L'hostilité populaire amène les 'Abbāssides à transférer la capitale à Sāmarrā. Les gouvernements provinciaux se muent en dynasties plus ou moins indépendantes, aux confins iraniens et en Égypte, où les Tūlūnides s'imposent de 868 à 905. Le mouvement qarmāte, qui mêle les revendications égalitaristes d'inspiration khāridjite et le fanatisme chi'ite, accentue le déclin 'abbāsside à la fin du IX^e siècle.



**Les 'Abbāssides
au VIII^e et au IX^e s.**

Les Seldjoukides (XI^e-début XIII^e s.)

D'origine oghouz, les Seldjoukides partent de Djand à la conquête du Proche-Orient. Profitant des conflits opposant les Sāmānides d'Iran aux Karakhānides d'Asie centrale, ils occupent la Transoxiane, chassent du Khorāsān les Turcs Rhaznévides vaincus à Dandān-qān (1040), s'emparent du Khazem (1042), puis de l'Iran et de l'Iraq.

Leur chef, Toghrul Beg (1038-1063), prend Hamadhān en 1046 et fait de Rey (Ravy) sa capitale. Ispahan est prise peu après, l'Iraq est occupé. Toghrul, défenseur de l'islām sunnite face au chiïsme des *Buyides* (Buwayhides), est sollicité par le calife dans sa lutte contre ses adversaires : il entre à Bagdad en 1055. En 1058, il est proclamé roi et sultan, à côté du calife. Il bat à plusieurs reprises le général révolté al-Basārīrī. Son neveu Alp Arslan (1063-1073) lui succède : il consolide son pouvoir avec l'aide du vizir persan et sunnite Nizām al-Mulk.

Occupant Alep en 1070, écrasant en 1071 à Mantzikert l'empereur byzantin Romain IV Diogène, rejetant les Byzantins sur le littoral, Alp Arslan étend sa domination sur la majeure partie de l'Asie Mineure. Il conquiert

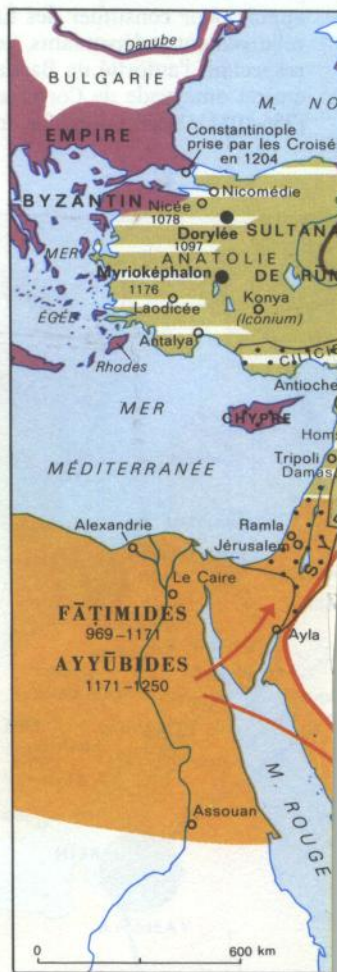
ensuite la Syrie et la Palestine, avant de mourir en Transoxiane. Son fils Malik Chāh (1073-1092) prend la Transoxiane et soumet le Kermān révolté.

Ayant ainsi constitué à leur profit un immense empire, les Grands Seldjoukides en assurent la cohésion en défendant l'orthodoxie sunnite et en mettant en place une solide armature administrative, respectueuse des particularismes régionaux dans son recrutement (Iraniens, Arabes...) et dans sa gestion.

Mais les Seldjoukides ne peuvent stabiliser l'empire pour de nombreuses raisons : refus de la sédentarisation ; conception patrimoniale de l'État ; recours à des *atabeks* pour assurer la tutelle des princes mineurs, ce qui favorise la multiplication des dynasties, puis des usurpations, surtout après la disparition de Malik Chāh (1073-1092) et celle de son fils aîné Sandjar (1118-1157).

Établies dans le Kermān (1041-1186), en Iraq (1118-1194) et en Syrie (1078-1117), trois dynasties cadettes s'effacent rapidement, victimes la première des Oghouz, la deuxième des Khārezmiens, la troisième des atabeks mamelouks, les Zangides. La quatrième, celle de Rūm, survit

de 1077 à 1308 en Anatolie, où naît la Turquie, dans une région retournée à la steppe, alors que la dynastie principale s'éteint en 1194. Ayant brisé la puissance des Dānichmendites de Sivas (1172-1176), ayant battu les Byzantins à Myrioképhalon en





1176, les sultans iranisés de Konya ouvrent leur pays au commerce international en 1207 et favorisent un large peuplement turc de l'Anatolie. Les mercenaires turcs se mettent au service des empereurs byzantins et interviennent dans les querelles

autour du pouvoir. Le sultanat subit de rudes vicissitudes : passages des croisés occidentaux, intervention des Mongols qui assujettissent l'ensemble des terres seldjoukides entre 1221 et 1244. (V. cartes pp. 46, 47, 56-57, 58-59, 61, 198-199 et 225.)

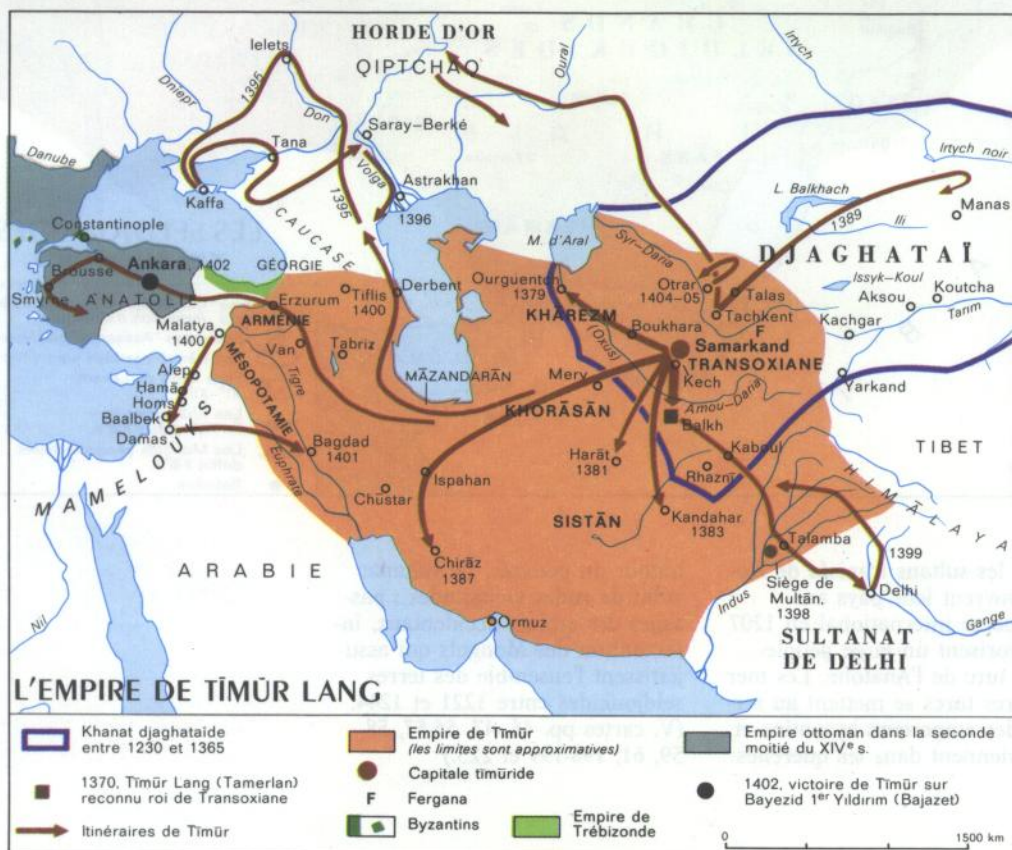
Turc de Transoxiane qui se proclame roi à Balkh en 1370, Timūr Lang établit sa domination sur le Khārezm (1370-1379) puis entreprend de reconstituer l'empire de Gengis Khān par une série de raids audacieux. Pénétrant profondément dans les pays de la Horde d'Or en 1391 et en 1395, s'avançant à l'est jusqu'à Delhi en 1399, attei-

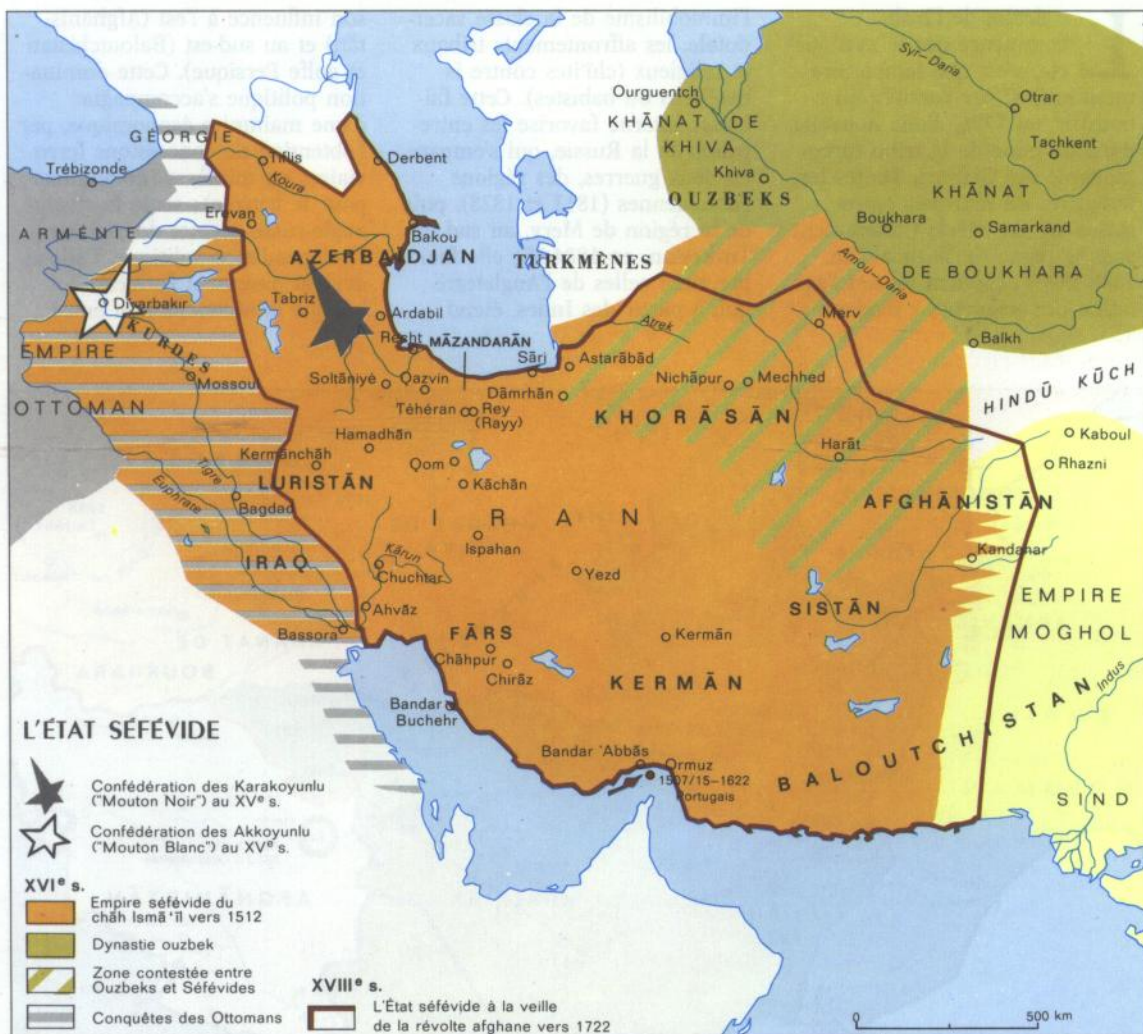
gnant la mer Égée après avoir momentanément détruit l'Empire ottoman à Ankara en 1402, Timūr s'engage enfin sur la route de la Chine, mais il meurt le 19 janvier 1405.

Son œuvre reste inachevée car en fait, son autorité ne débordait pas les limites de l'ancien empire des Grands Seldjoukides. Il a abattu toutes les puissances

musulmanes du Proche-Orient sans pouvoir leur substituer un État organisé ; au sein de l'empire, il a apanagé largement ses héritiers, dont un seul, son fils Chāh Rukh Mīrzā (1405-1447) réussit à restaurer temporairement la puissance timūride dans le respect de la culture de l'Iran. (V. cartes pp. 70, 170, 203, 208, 224-225.)

L'empire de Timūr Lang





L'État séfévide

De souche iranienne, peut-être kurde, la dynastie des Séfévides, originairement sunnite, adhère au XV^e siècle au chiïsme qui est érigé en religion d'État par le premier roi séfévide, Chāh Ismā'īl I^{er} (1502-1524). Les Séfévides unifient facilement, sous leur autorité,

l'Orient, de l'Afghānistān à l'Euphrate (1503-1510), mobilisant l'énergie de leurs sujets contre leurs adversaires sunnites : Ouzbeks et Ottomans, qui progressent sur les marches de l'Iran. L'alliance avec les Habsbourg jule la poussée ottomane. Elle permet à la civilisation persane

de s'épanouir dans les résidences successives de la cour : Tabriz, puis Isfahan. Chāh 'Abbās I^{er} (1587-1629) reconquiert Ormuz sur les Portugais et fonde le port de Bandar 'Abbās en 1622. Les Afghans usurpent la royauté en 1722, puis sont évincés en 1736 par Nādir Chāh. (V. carte p. 208.)

Le déclin de l'Iran, commencé dès le ^{xvii}^e siècle, n'est que temporairement enrayé par l'arrivée au pouvoir, en 1796, d'une nouvelle dynastie issue de la tribu turcomongole des Qādjārs. Toutes les tentatives de réformes entreprises au ^{xix}^e siècle (notamment sous le règne de Nāsir al-Dīn, 1848-1896) échouent devant l'agitation des seigneurs « féodaux »,

l'immobilisme de la classe sacerdotale, les affrontements tribaux et religieux (chi'ites contre ismaéliens ou babistes). Cette faiblesse interne favorise les entreprises de la Russie, qui s'empare, en deux guerres, des régions caucasiennes (1813 et 1828), puis de la région de Merv, au sud du Turkestan, en 1884-85; elle facilite aussi celles de l'Angleterre qui, à partir des Indes, étend

son influence à l'est (Afghānistān) et au sud-est (Baloutchistan et golfe Persique). Cette domination politique s'accompagne d'une mainmise économique, par l'obtention de concessions ferroviaires ou minières (notamment pour le pétrole); seule la rivalité anglo-russe permet de maintenir l'indépendance politique. Celle-ci devient purement formelle, lorsque la réconciliation entre

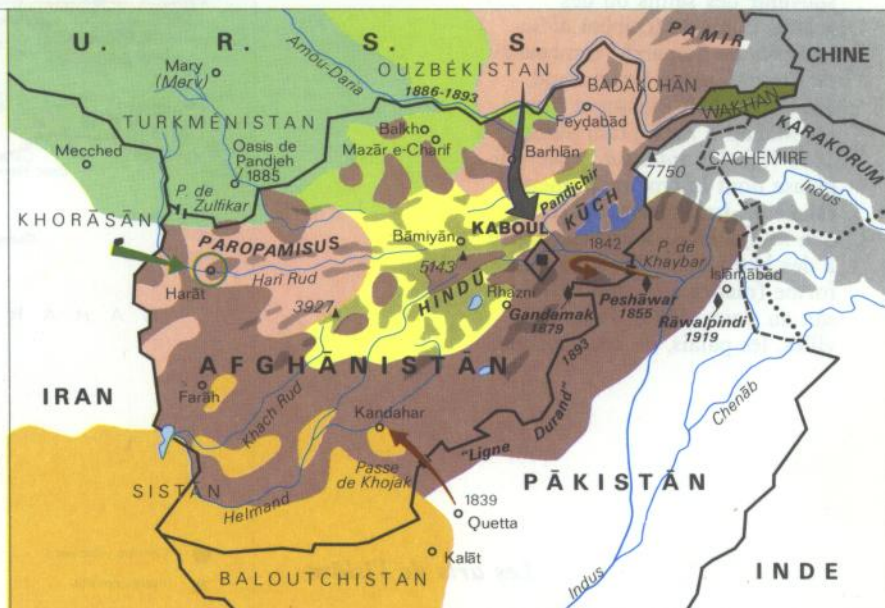


L'Iran au XIX^e et au début du XX^e s.

Russes et Anglais aboutit, le 31 août 1907, à un partage en deux zones d'influence séparées par une zone tampon. Secoué par l'agitation nationaliste (née dans les centres chi'ites) contre la mainmise étrangère et le despotisme impérial, le pays sombre alors dans l'anarchie. Il n'en sort définitivement qu'en 1925-26 avec l'avènement à l'empire de Rezā Chāh Pahlavi, dont la dynastie régnera jusqu'à la révolution islamique de 1979. (V. carte pp. 210-211.)

L'Afghānistān devient indépendant en 1747, lorsque Ahmad Khān fonde la dynastie des Durrāni. Le pays est gouverné de 1838 à 1973 par Dust Moḥammad (1834-1863) et ses descendants. Malgré sa résistance aux Britanniques (guerres de 1839-1842 et 1878-1880), il doit accepter leur contrôle sur sa politique étrangère (traité de Gandamak, 1879) et la fixation de ses frontières par une commission anglo-russe (1888-1893). Amān Allāh Khān obtient la reconnaissance de l'indépen-

dance du pays par les Britanniques (1919) et par les Soviétiques (1921). La république est proclamée en 1973 et le coup d'État de 1978 porte au pouvoir les communistes. Ceux-ci, soutenus par les Soviétiques, qui interviennent militairement fin 1979, se heurtent à la résistance acharnée des *moudjahidin*. Sous ces régimes successifs, le pouvoir est resté l'apanage des Pachtous, qui ont réussi dans les années 1880 à imposer leur contrôle à l'ensemble des ethnies d'Afghānistān. (V. cartes pp. 203 et 245.)



Dans le vaste cadre indoméditerranéen conquis par l'Islâm entre le VI^e et le XVII^e siècle, l'unité de la foi et l'unité du climat imposent l'unité de civilisation à travers la diversité des traditions nationales.

À l'unité de la foi, le monde de l'Islâm doit ses monuments les plus typiques. La mosquée, édifice cultuel, emprunte à Byzance son plan en rotonde et son décor de mosaïques (Couple du Rocher, à Jérusalem, 688-691), puis s'adapte aux besoins de la nouvelle religion à Damas, où la Grande Mosquée est ornée, à partir de 705, d'un mihrâb, niche indiquant la direction de La Mecque, et d'un minaret d'où est lancé l'appel à la prière. Le mausolée perpétue le souvenir des saints ou des grands hommes (Qubbat al-Şulaybiyya de Sāmarrā; tombeaux de Timur Lang à Samarkand, 1404; de Chāh Djahān et Mumtāz Maḥall à Āgrā [Tādj Maḥall, 1630-47]). La *madrasa*, école religieuse dont le type monumental est né en Iran oriental à l'époque seldjoukide, donne naissance à des bâtiments de plan cruciforme (madrasa du Sultan Ḥasān au Caire, 1356). Dans les villes, les palais, de construction

récente (Alhambra de Grenade au XIII^e siècle, palais moghols de Delhi et d'Āgrā, séfévides d'Ispahan aux XVII^e-XVIII^e s., ottomans d'Istanbul), traduisent dans leur parure le raffinement d'une civilisation intimiste : les demeures privées, closes sur l'extérieur, s'ouvrent sur une cour intérieure ou des jardins ceints de hauts murs. La multiplication des bassins, des canaux, des fontaines, l'importance des bains dans les villes de l'Islâm soulignent l'influence dans l'art musulman du

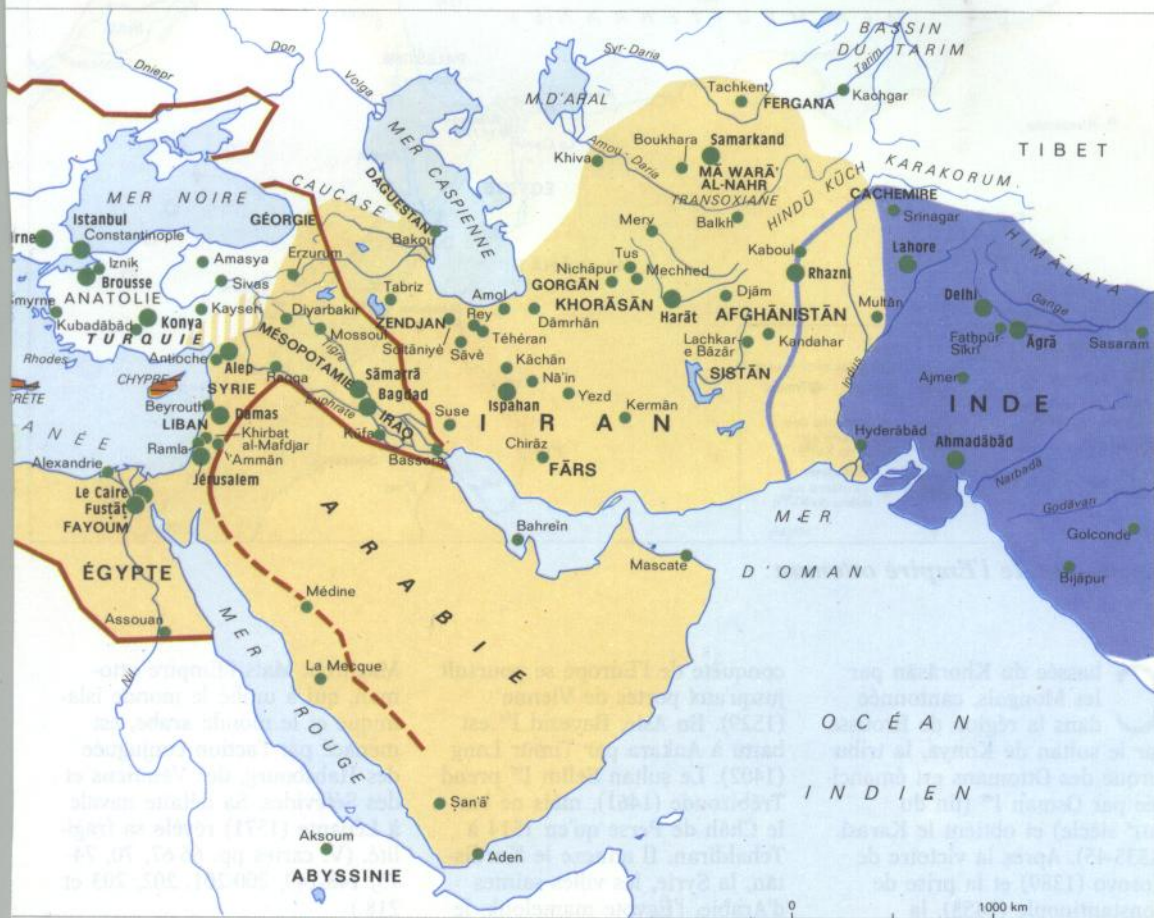
facteur climatique, qui impose au nomade la quête perpétuelle de l'eau. Manquant de bois, mais bénéficiant de la transparence et de la luminosité de l'air, architectes et décorateurs ont construit les plus nobles monuments à partir de simple terre. Sur leurs parois, la céramique, aux bleus et ors somptueux, dispose un décor calligraphique, géométrique ou floral, l'Islâm interdisant à l'artiste, à partir du IX^e siècle, la reproduction d'êtres vivants. Mais les pays musul-



Les arts de l'Islâm

mans, généralement non sémitiques et à forte individualité nationale, ne rejettent pas toute représentation de la vie : Espagne našride (fontaine de la cour des Lions, Grenade, XIV^e siècle) ; Espagne chrétienne de la Reconquête, où l'art mudéjar synthétise les apports de l'Islām et de la chrétienté romano-gothique du XIII^e au XV^e siècle (Alcázar de Séville, construit à partir de 1360) ; Perse chiïte, où les miniaturistes des écoles de Tabriz et de Chirāz font de

l'homme le centre de leur recherche au XIV^e siècle ; Empire ottoman, où les apports iraniens et locaux créent un art musulman original, dont la peinture, attentive aux scènes de la vie quotidienne, restitue à la femme la dimension sensuelle que lui a accordée la tradition indienne, comme en témoignent les miniatures des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. (V. cartes pp. 46, 47, 52, 54, 56, 58, 60, 61, 70, 195, 198, 200, 202, 208, 209, 244 et 245.)





Formation de l'Empire ottoman

Chassée du Khorāsān par les Mongols, cantonnée dans la région de Brousse par le sultan de Konya, la tribu turque des Ottomans est émanée par Osman I^{er} (fin du XIII^e siècle) et obtient le Karasi (1335-45). Après la victoire de Kosovo (1389) et la prise de Constantinople (1453), la

conquête de l'Europe se poursuit jusqu'aux portes de Vienne (1529). En Asie, Bayezid I^{er} est battu à Ankara par Timūr Lang (1402). Le sultan Selim I^{er} prend Trébizonde (1461), mais ne bat le Chāh de Perse qu'en 1514 à Tchaldiran. Il annexe le Kurdistan, la Syrie, les villes saintes d'Arabie, l'Égypte mamelouk, le

Maghreb. Mais l'Empire ottoman, qui a unifié le monde islamique et le monde arabe, est menacé par l'action conjuguée des Habsbourg, des Vénitiens et des Séfévides. Sa défaite navale à Lépante (1571) révèle sa fragilité. (V. cartes pp. 66-67, 70, 74-75, 148-149, 200-201, 202, 203 et 218.)

Inc capable de se réformer, miné par les tendances centrifuges et l'agitation des chrétiens des Balkans, l'Empire ottoman devient la proie des puissances étrangères à partir du XVIII^e siècle. L'Autriche étend sa domination dans la zone autour du Danube, la Russie s'empare

des régions du nord de l'Empire et cherche à mettre la main sur les Détroits, mais se heurte à la politique britannique de contrôle de la Méditerranée et de la route des Indes. Après 1830, le déclin ottoman se marque plus par l'indépendance des populations balkaniques et l'emprise économi-

que anglo-française que par de nouvelles annexions étrangères. La réaction nationaliste du mouvement jeune-turc (révolution de 1908) va précipiter la dislocation de l'Empire en l'engageant dans la Première Guerre mondiale. (V. cartes pp. 70, 84, 85, 182-183, 186-187, 189-193 et 208.)

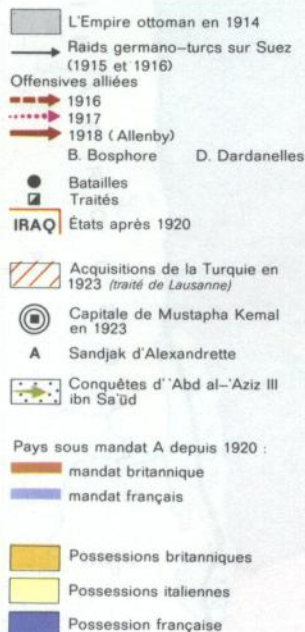
Démembrement de l'Empire ottoman (1863-1920)





Le Moyen-Orient pendant et après la Première Guerre mondiale

LE MOYEN ORIENT PENDANT ET APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE



Entre 1915 et 1918, Français et Anglais convergent vers Istanbul (Constantinople) depuis Salonique, Bassora et Suez. Animées par des états-majors allemands, les forces ottomanes s'opposent aux Britanniques en Mésopotamie et en Palestine, et aux Russes sur le front du Caucase, où le grand-duc Nicolas remporte deux brillants succès en 1916, à Erzurum (janvier) et Trébizonde (avril). Pour les Anglais, au contraire, 1916 est une année difficile : le 28 avril, ils doivent capituler à Kût al-Amāra (Mésopotamie) devant les assauts des Turcs, qui lancent en août un deuxième raid contre Suez. C'est alors que débute en milieu arabe l'action du jeune T. E. Lawrence, qui, ayant gagné la confiance d'Abdullah et de Fayçal, fils d'Husayn ibn 'Alī, roi du Hedjaz, organise avec eux la libération de la « nation arabe » du joug ottoman. En 1917-18, Lawrence obtient de brillants succès en préparant et en appuyant l'action des troupes d'Allenby dans la conquête de la Palestine. Le 1^{er} octobre 1918, Lawrence et Fayçal arrivent à Damas, et la foule proclame Husayn roi des Arabes.

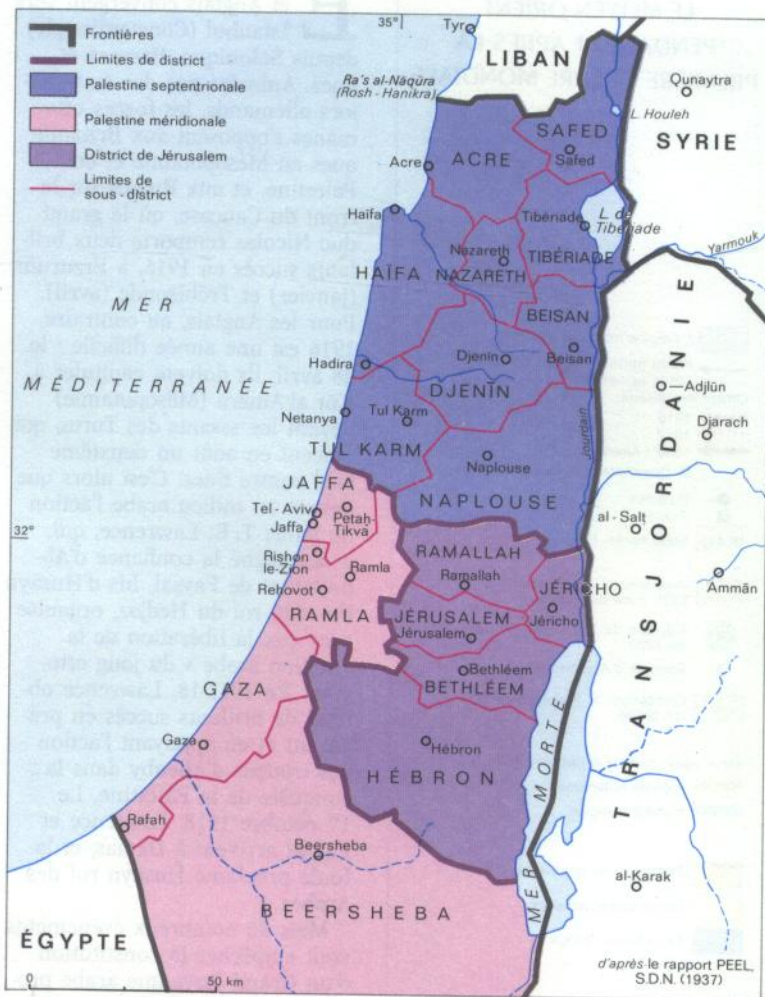
Mais de nombreux événements vont empêcher la constitution d'un Grand Royaume arabe promis par la Grande-Bretagne à Husayn : à l'insu de Lawrence, Paris et Londres ont conclu en mai 1916 un accord partageant l'Empire ottoman en deux zones

d'influence politique et économique : l'une, française, incluant la Syrie et le Liban, l'autre, anglaise, comprenant la Palestine, l'Iraq et la Transjordanie (accords Sykes-Picot). Le 2 novembre 1917, la Grande-Bretagne, qui entend jouer à la fois la carte sioniste et la carte arabe, affirme sa volonté de « créer après la guerre un Foyer national juif en Palestine » (déclaration Balfour). En 1920 enfin, la S.D.N. attribue un mandat sur la Syrie et le Liban à la France, sur la Palestine et la Mésopotamie à la Grande-Bretagne. En 1924-25, le Hedjaz est occupé par l'émir whahābite du Nadjd Abd al 'Aziz ibn Sa'ud : les fils d'Husayn ibn 'Alī, les Hachémites Fayçal I^{er} et Abdullah, deviennent respectivement roi d'Iraq en 1921, et émir de Transjordanie en 1922.

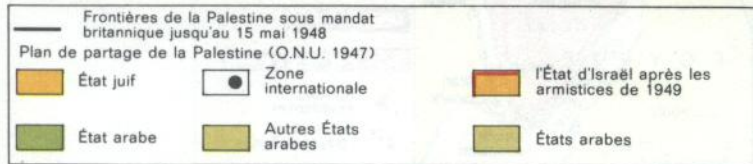
Imposant la démilitarisation des détroits turcs (1920-1923), se maintenant sur les rives du canal de Suez malgré l'indépendance de l'Égypte (1922), étendant progressivement depuis 1899 sa protection à tous les États du golfe Persique, partie prenante de l'Iraq Petroleum Company (Mossoul) et de l'Anglo-Iranian Company (Abadan), la Grande-Bretagne maîtrise la route des Indes et le pétrole du Proche-Orient. À la France, protectrice des chrétiens du Levant, reste le rôle ingrat de briser la révolte des Druses (1925-1927). (V. cartes pp. 91, 92-93, 209, 212 et 213.)

En avril 1920, la conférence de San Remo confie à la Grande-Bretagne le mandat sur la Palestine. La Transjordanie (rive orientale du Jourdain), exemptée en 1922 par la S.D.N. des clauses relatives au Foyer national juif, devient, le 15 mai 1923, un émirat indépendant dirigé par Abdullah, fils du chérif Husayn ibn 'Ali.

En Palestine, l'hostilité arabe à la déclaration Balfour (voir p. 210-211) et au régime mandataire suscite de violentes manifestations antijuives (1920-21). Londres annonce alors (Livre blanc du 3 juin 1922) que l'immigration juive sera désormais fonction de la capacité d'accueil économique de la Palestine, tandis que Juifs et Arabes se dotent d'institutions communautaires représentatives : Histadrout (syndicat), Agence juive auprès de l'administration mandataire d'une part ; Comité exécutif arabe et Conseil musulman de Palestine d'autre part. Après la « Grande Révolte » arabe, la commission anglaise Peel suggère le partage de la Palestine entre un État arabe uni à la Transjordanie et un État juif, une zone restant sous mandat britannique (juill. 1937) mais ce projet n'aboutira pas. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les plans de règlement des Britanniques ayant tous échoué, ceux-ci confient à l'O.N.U. le soin de régler la question palestinienne (févr. 1947).



La Palestine sous mandat britannique



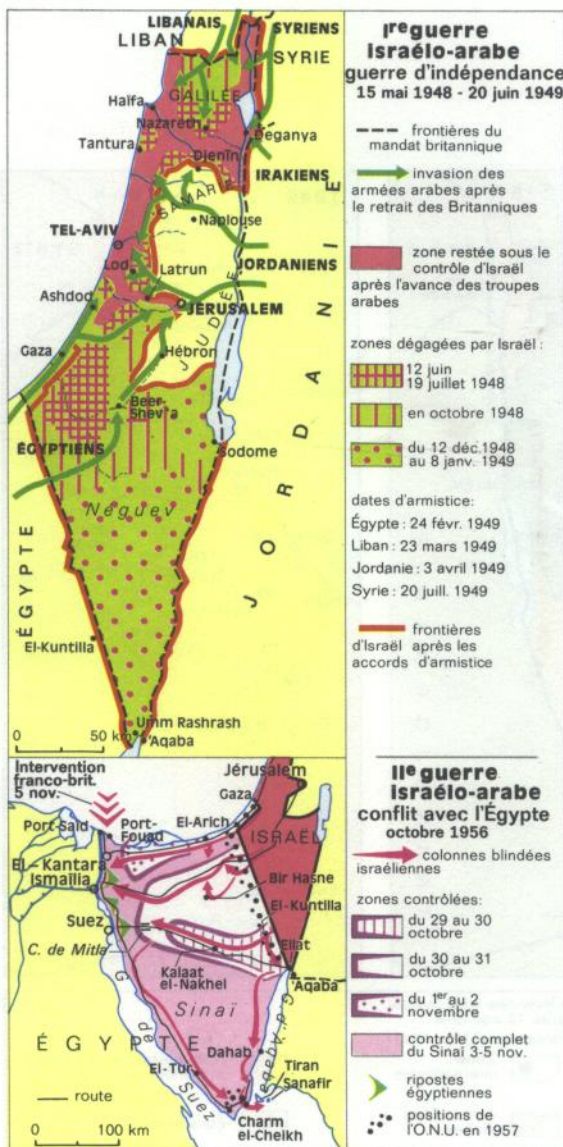
Formation de l'État d'Israël

Né de la recrudescence de l'antisémitisme à l'époque contemporaine, le mouvement sioniste milite en faveur de la création d'un État juif en Palestine (Theodore Herzl, 1896) ; il est renforcé par la Déclaration Balfour (1917) qui promet la constitution d'un Foyer national juif dans ce pays. Mais, devant l'hostilité arabe suscitée par l'afflux d'immigrants, les Britanniques bloquent l'immigration en mars 1940. Maintenu alors que 6 millions de Juifs sont exterminés en Europe, cette mesure provoque en 1946 une insurrection juive menée par l'armée de protection (*Haganah*) et par des mouvements de résistance (*Irgoun*, groupe *Stern*). Le 29 novembre 1947, l'O.N.U. décide le partage de la Palestine en deux États indépendants, aux territoires également éclatés en trois morceaux. Le refus des Arabes déclenche la guerre civile, qui s'internationalise le 14 mai 1948, quand David Ben Gourion proclame l'indépendance d'Israël. Vaincus malgré leur supériorité numérique, les cinq États arabes signent les armistices entre le 24 février et le 20 juillet 1949 ; l'exode des Palestiniens s'accroît. Les lignes de cessez-le-feu deviennent les frontières d'Israël, qui est alors doté d'un territoire continu, mais difficile à défendre et qui comporte une partie de la ville de Jérusalem.

I^{re} GUERRE ISRAËLO-ARABE

Guerre d'indépendance
mai 1948-juin 1949

Refusant le partage de la Palestine décidé par l'O.N.U. (nov. 1947), l'Égypte, l'Iraq, la Syrie, la Transjordanie et le Liban attaquent l'État d'Israël, fondé le 14 mai 1948. Après une trêve de quatre semaines (11 juin-8 juill.), les Israéliens refoulent les forces arabes lors de l'offensive des « dix jours ». Après une nouvelle trêve, ils repoussent les Égyptiens jusqu'à El-Arich et s'emparent du Néguev et de la Galilée (oct. 1948-janv. 1949). L'Égypte obtient un armistice (24 févr. 1949), suivie par le Liban (23 mars), la Jordanie (3 avr.), la Syrie (20 juill.). L'Iraq retire ses troupes. Les lignes de cessez-le-feu deviennent les frontières d'Israël.



II^e GUERRE ISRAËLO-ARABE

Conflit avec l'Égypte, oct. 1956

En juillet 1956, Nasser nationalise la Compagnie du canal de Suez. La France et la Grande-Bretagne décident d'intervenir en Égypte. Israël s'y associe secrètement. Lancées

vers le Sinaï (29 oct.), trois colonnes blindées israéliennes mettent en déroute l'armée égyptienne, la quatrième prend Charm el-Cheikh. Un ultimatum anglo-français a été adressé (30 oct.) aux « belligérants » pour qu'ils retirent leurs troupes de 15 km de part et d'autre du

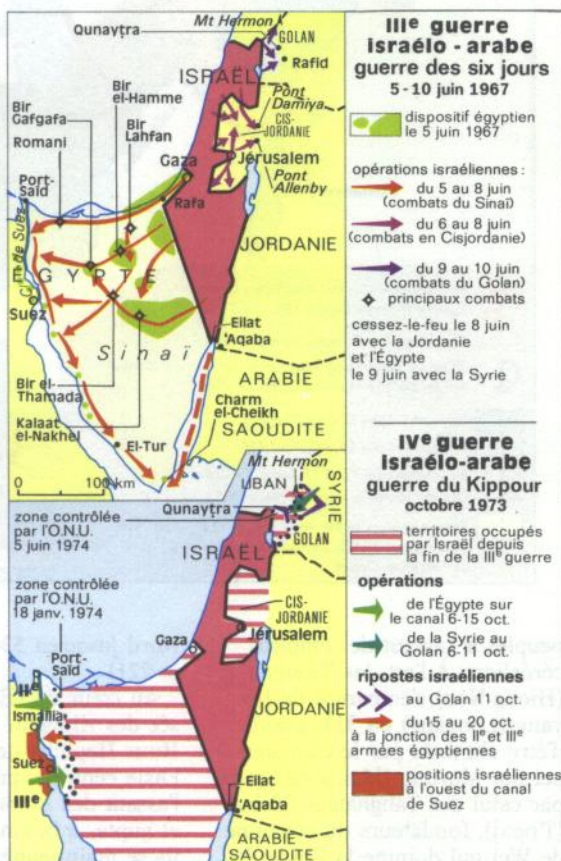
canal. Le refus du Caire entraîne l'intervention franco-anglaise (5-6 nov.), qui est stoppée devant les vives réactions internationales. Le 15 novembre, une force de police internationale de l'O.N.U. réoccupe le Sinaï et rétablit la ligne de cessez-le-feu de 1949 entre Israël et l'Égypte.

III^e GUERRE ISRAËLO-ARABE

Guerre des six jours, juin 1967

L'alliance politico-militaire entre l'U.R.S.S. et l'Égypte s'est approfondie et, de leur côté, les Occidentaux ont fourni à Israël les armes les plus performantes. Le 19 mai 1967, Nasser obtient la relève des casques bleus de l'O.N.U. par sa propre armée et réoccupe Charm el-Cheikh. Les Israéliens, dès le 5 juin, répliquent par une campagne préventive de six jours, qui est un succès. Ils prennent la

Cisjordanie, puis se tournent vers la Syrie et marchent sur Damas. Un cessez-le-feu, exigé par l'O.N.U., est accepté le 8 par l'Égypte et la Jordanie, le 9 par la Syrie, puis par Israël, qui occupe la poche de Gaza, le Sinaï (sauf Port-Fouad), la Cisjordanie et le Golan. Votée le 22 novembre 1967, la résolution 242 de l'O.N.U. détermine les conditions politiques d'un retour à la paix : retrait israélien des territoires occupés mais reconnaissance d'Israël par les États arabes, et solution raisonnable du problème des réfugiés palestiniens.



IV^e GUERRE ISRAËLO-ARABE

Guerre du Kippour, oct. 1973

Le 6 octobre 1973, une attaque surprise est déclenchée par la Syrie sur le front du Golan et en Égypte, sur le canal de Suez. L'Iraq, la Jordanie, le Maroc et l'Algérie participent à ce conflit, que le président égyptien Sadate paraît avoir provoqué pour déclencher une intervention internationale et faire appliquer la résolution 242. Surpris, les Israéliens contre-attaquent (11-15 oct.) dans le Golan et au nord des lacs Amers, où la III^e armée égyptienne est isolée. Le 17 octobre, l'O.P.E.P. décide de réduire ses envois vers les pays occidentaux et hausse brutalement ses tarifs. Le 23 octobre, Israël et l'Égypte acceptent le cessez-le-feu exigé par les États-Unis, l'U.R.S.S. et l'O.N.U. Le 25, une force de l'O.N.U. est interposée entre les belligérants.

Les migrations de peuples en Eurasie du IV^e au VI^e s.

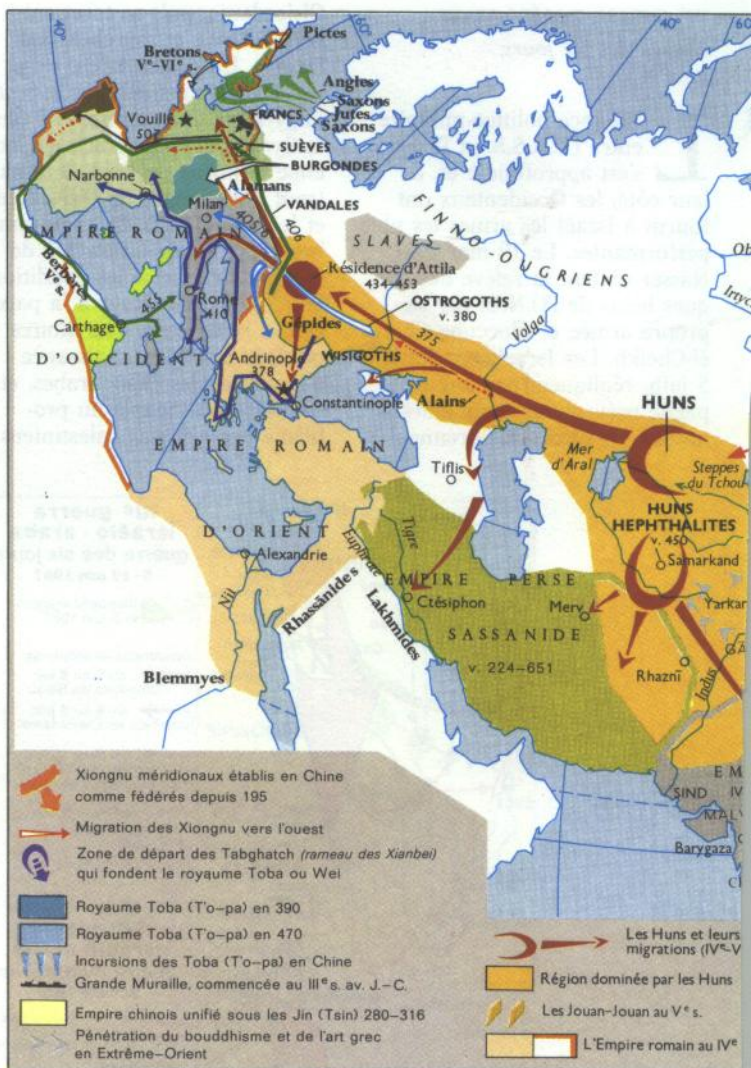
Au IV^e siècle, l'Eurasie est dominée par les quatre grands Empires chinois, indien (gupta), perse (sassanide) et romain, bien défendus par des obstacles naturels (montagnes de l'Asie centrale et du Caucase) ou artificiels (Grande Muraille de Chine, *limes* romain). Mais à leurs frontières se pressent alors de nombreux peuples barbares, qui parfois s'introduisent même sur leurs territoires à titre de fédérés : nomades éleveurs des steppes asiatiques (Xianbei [Sienpei] de Mandchourie, Xiongnu [Hiong-Nou] au nord-ouest du Huanghe) ; peuples pasteurs du Proche-Orient (Lakhmides, Rhasanides), et d'Afrique du Nord (Blemmyes, Berbères) ; chasseurs, éleveurs ou agriculteurs des forêts et clairières d'Europe (Germains) ; pêcheurs pirates des rives des mers du Nord et d'Irlande (Scots, Pictes, Germains).

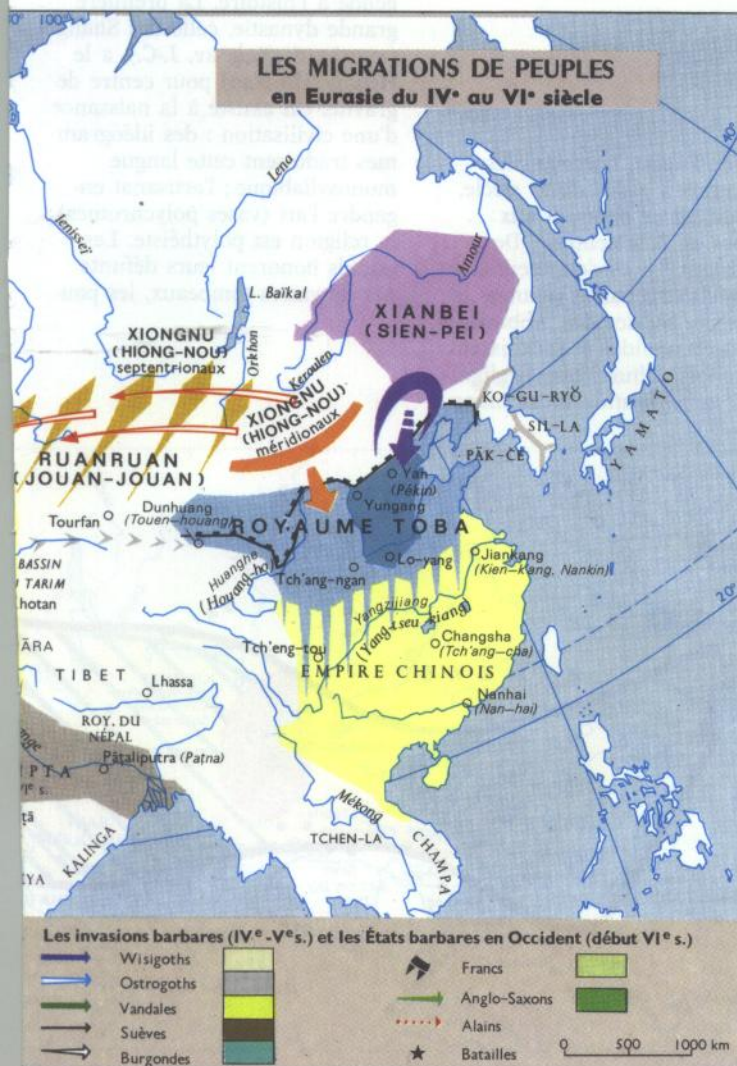
Au IV^e siècle, une possible dégradation du climat, plus sûrement une croissance démographique entraînant une surcharge pastorale des pâturages au rendement immuable lancent ces

peuples à l'assaut des empires céréaliers. À l'est, les Xiongnu (Hiong-Nou) s'emparent de Lo-yang (Luoyang) en 311, avant d'être éliminés par le clan sienpei des Murong (Mou-jong), puis par celui des Tabghatchs (Toba [T'opa]), fondateurs du royaume de Wei qui domine la Chine du

Nord jusqu'en 534/581 (v. carte p. 221).

Au cœur de l'Eurasie, la poussée des Xiongnu fait glisser les Huns Hephthalites de l'Altai vers l'Asie centrale, puis les jette à l'assaut des Empires sassanide et gupta, à la jonction desquels ils se maintiennent jusque vers





565. À l'ouest enfin, la progression de ces mêmes Xiongnu pousse Huns et Germains en quatre vagues successives à l'intérieur de l'Empire romain, à partir de 375 (v. carte p. 36).

Les Huns représentent l'élément le plus spectaculaire parmi les peuples en quête de terres

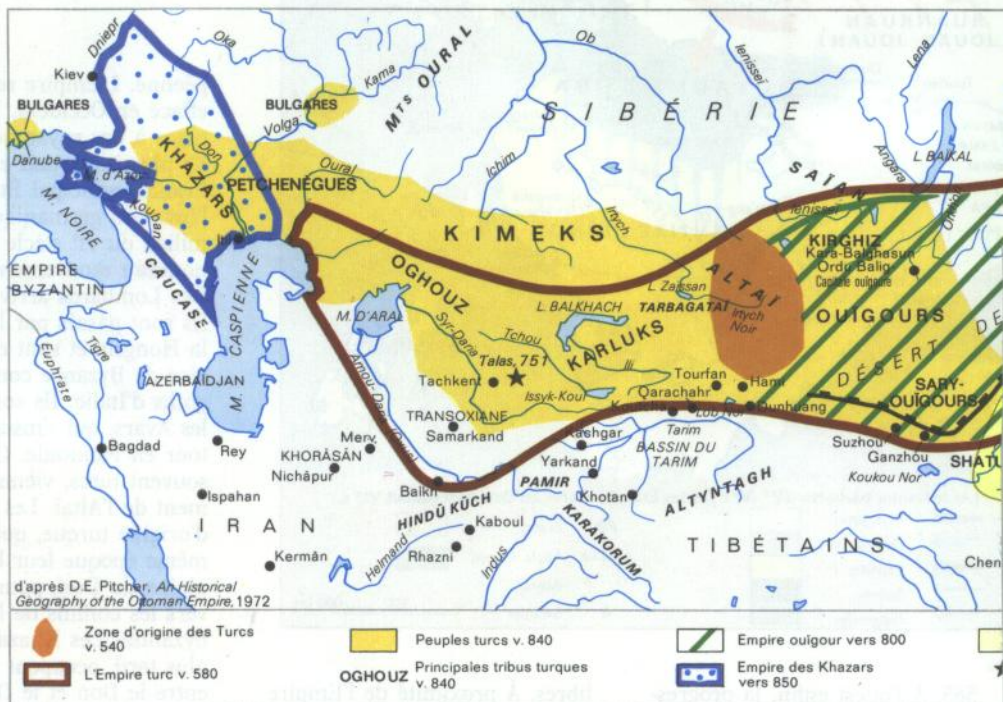
libres. À proximité de l'Empire romain, un Empire hunnique est sur le point de se fixer en Europe au temps d'Attila, qui installe sa résidence en Pannonie et intervient là où les défenses sont les plus faibles. À la fin du V^e siècle, ces Huns d'Occident se diluent dans la population euro-

péenne. L'Empire romain s'est effacé en Occident, laissant la place à des royaumes barbares. Le plus important est celui des Francs, principal État issu de l'invasion germanique. Vers le milieu du VI^e siècle s'opère un nouveau mouvement d'ensemble. Des Lombards arrivent en Italie. Ils sont passés par l'Autriche et la Hongrie et sont entrés au service de Byzance contre les Ostrogoths d'Italie. Ils sont suivis par les Avars, qui s'installent à leur tour en Pannonie. Ces cavaliers, souvent turcs, viennent probablement de l'Altaï. Les Bulgares, d'origine turque, quittent à la même époque leur berceau de la plaine du Don, pour se porter vers les confins de l'Empire byzantin. Les Khazars, partis plus tard, occupent les steppes entre le Don et le Dniepr. L'Europe est donc transformée par une multitude d'apports ethniques du Nord et de l'Est. Les contacts culturels entre la romanité et les peuples immigrés fondent les bases de la civilisation médiévale. (V. cartes pp. 34, 38-39 et 194.)

Les Turcs deviennent les maîtres de l'Altaï vers 540. Leur empire s'étend rapidement, se sépare un moment en deux empires, occidental et oriental, se réunifie avant que la partie orientale ne soit confisquée au profit de l'empire ouïgour (v. 744). Expansionnistes, certains Turcs prennent le che-

min de l'ouest, harcelant les Byzantins à partir du ^xe siècle. Au sud, ils se heurtent aux Arabes en Asie centrale. De nombreux Turcs s'engagent alors comme mercenaires (mamelouks) au service des Abbassides et des Sāmānides et fournissent un apport culturel non négligeable à la civilisation musulmane.

Après l'âge de la pierre, la Chine, à l'âge du bronze, passe lentement de la légende à l'histoire. La première grande dynastie, celle des Shang (xviii^e-xii^e siècle av. J.-C.), a le Henan (Ho Nan) pour centre de gravité. On assiste à la naissance d'une civilisation : des idéogrammes traduisent cette langue monosyllabique ; l'artisanat engendre l'art (vases polychromes) ; la religion est polythéiste. Les grands honorent leurs défunts par de vastes tombeaux, les pau-



**La conquête des steppes de l'Eurasie
et les premiers Empires turcs (540-946)**

vres implorant les génies de la nature. Avec les Zhou (à partir du ^{xii}^e siècle av. J.-C.), le centre géographique se déplace vers le Shǎnxī (Chen-si). Jusqu'en 771 av. J.-C., sous les Zhou occidentaux, le roi gouverne avec de nombreux fonctionnaires ; après cette date, sous les Zhou orientaux (772-221), le souverain est un véritable « roi fainéant » ; aux ^{vii}^e et ^{vi}^e siècles, les *hé*-

mons, princes féodaux du Qi (Ts'i), du Jin (Tsin), du Chu (Tch'ou), du Wu (Wou) et du Yue, triomphent, car ils président aux rites d'alliance entre cités qui permettent aux plus puissantes de dominer les plus faibles. Depuis l'époque Shang, on s'efforce de suivre le *tao* (la « voie »); de grands philosophes apparaissent, Laozi (Lao-tseu) le mystique et Confucius. L'art pro-

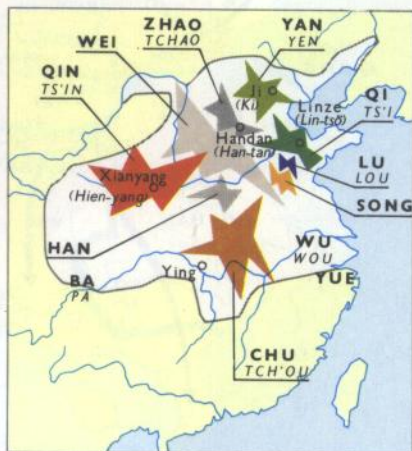
duit des vases de bronze et des objets de jade. L'époque des Royaumes combattants (453-221) est une période de crise qui correspond aux débuts de la fonte du fer ; en 221 av. J.-C., la dynastie de Qin (Ts'in) réalise, sous le premier empereur Qin Shi Huangdi (Ts'in Che Houang-ti) [221-210 av. J.-C.], le premier rassemblement de toute la terre chinoise.



Préhistoire et période shang (XVIII^e-XII^e s. av. J.-C.)



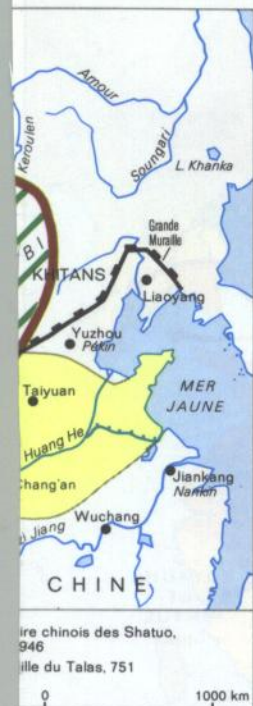
Les Zhou et la période des hégémons (VII^e-V^e s. av. J.-C.)



Les Royaumes combattants (V^e-III^e s. av. J.-C.)



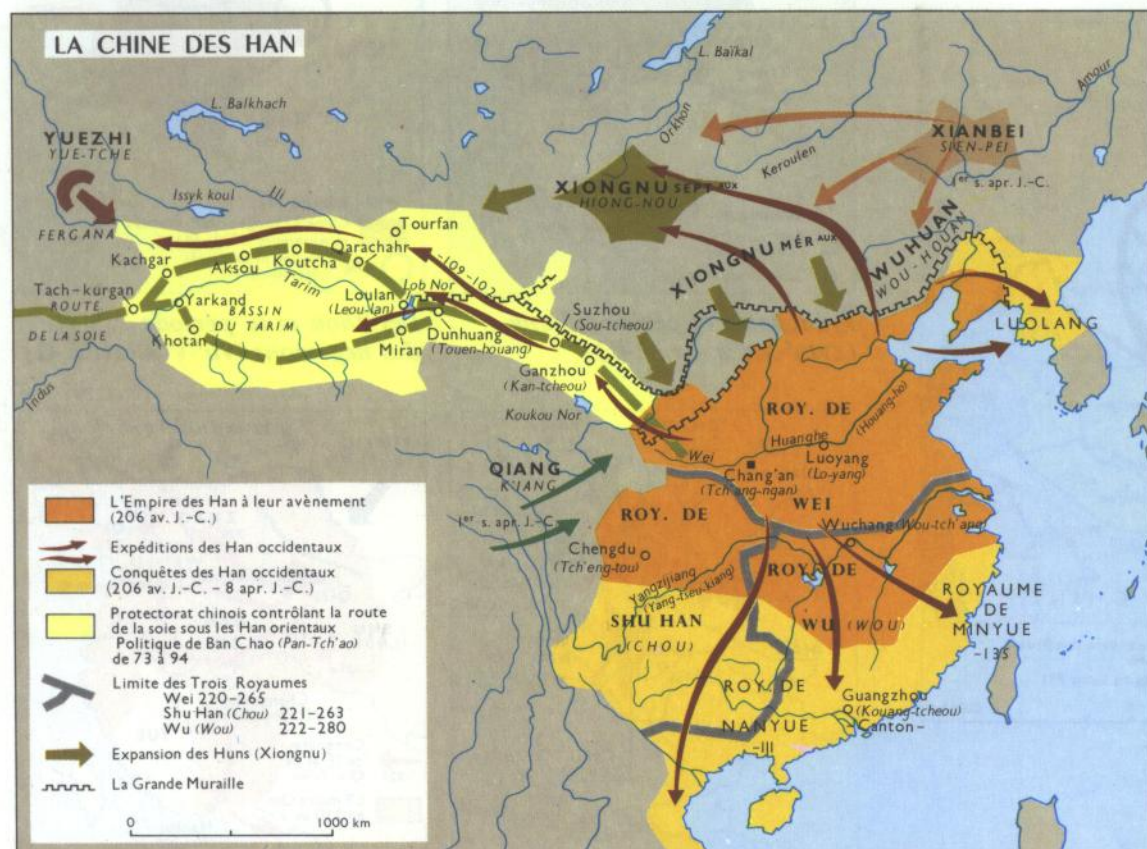
Les Qin (III^e s. av. J.-C.)



Sous les Han, le pouvoir impérial, tyrannique, s'appuie sur une armée forte et sur des finances aisées (impôts élevés et monopoles d'État). La société, où s'imposent les lettrés, est dominée par une noblesse d'argent qui entretient esclaves et harems. Les paysans, métayers et libres le plus souvent, vivent mal. La religion tend à n'être plus que philosophie ; celle-ci est divisée en écoles correspondant aux aspirations de différents groupes : le confucianisme des hauts fonctionnaires, formaliste, est un

athéisme de fait ; les humbles cherchent le salut par le taoïsme, puis par le bouddhisme ; les légistes, militaires, artisans ou commerçants, prônent l'établissement de la justice par la force. Les techniques (moulins à eau, papier) et les sciences (astronomie) brillent autant que les arts, bronzes, bijoux. Une telle prospérité assure à l'empereur Wudi (Wouti) [140-87 av. J.-C.] les moyens de dilater son empire dans trois directions : vers le nord-ouest et l'ouest, où, malgré les Xiongnu (Hiong-nou), est

ouverte la route du Tarim où s'établit Ban Chao au 1^{er} siècle apr. J.-C. ; vers le sud, où le royaume de Nanyue (Nan-yue) est annexé en 111 av. J.-C. ; vers le nord-est, où celui de Luolang (Lo-lang) est plus difficilement occupé en 108-107 av. J.-C. Mais, à partir du milieu du 1^{er} siècle apr. J.-C., le jeu des clans (eunuques, généraux, lettrés) et la misère (révolte des Turbans jaunes en 184) ainsi que les menaces barbares préparent la chute des Han. La Chine est alors partagée en trois royaumes.



La Chine du IV^e au VI^e s.



S'exerçant contre la Chine depuis le Nord et le Nord-Ouest, la menace barbare s'ajoute, du IV^e au VI^e siècle, à la crise interne. Les pouvoirs du monarque sont limités, nombre de souverains meurent assas-

sinés ; le pays est divisé, dès le III^e siècle, entre les Trois Royaumes (Wei, Wu [Wou] et Shu [Chou] Han) [v. carte p. 220] ; après une brève réunification sous l'autorité des Jin (Tsin) de l'Ouest (280-316), il se

trouve de nouveau divisé entre le Sud, où se succèdent cinq dynasties d'origine chinoise, et le Nord, où règnent des dynasties barbares pendant la période dite « des Seize Royaumes » (311-436), parmi lesquels émerge celui des Wei du Nord (386-534/557). Dite également « des Six Dynasties » (cinq dans le Sud, une dans le Nord), cette période (316-580) s'achève par le retour à l'unité imposée par les Sui (Souei) de 581 à 618. Dans le même temps, les mentalités et la société évoluent : recul du confucianisme devant le bouddhisme et le taoïsme ; apparition de deux nouveaux types d'homme : l'aventurier et le dilettante.



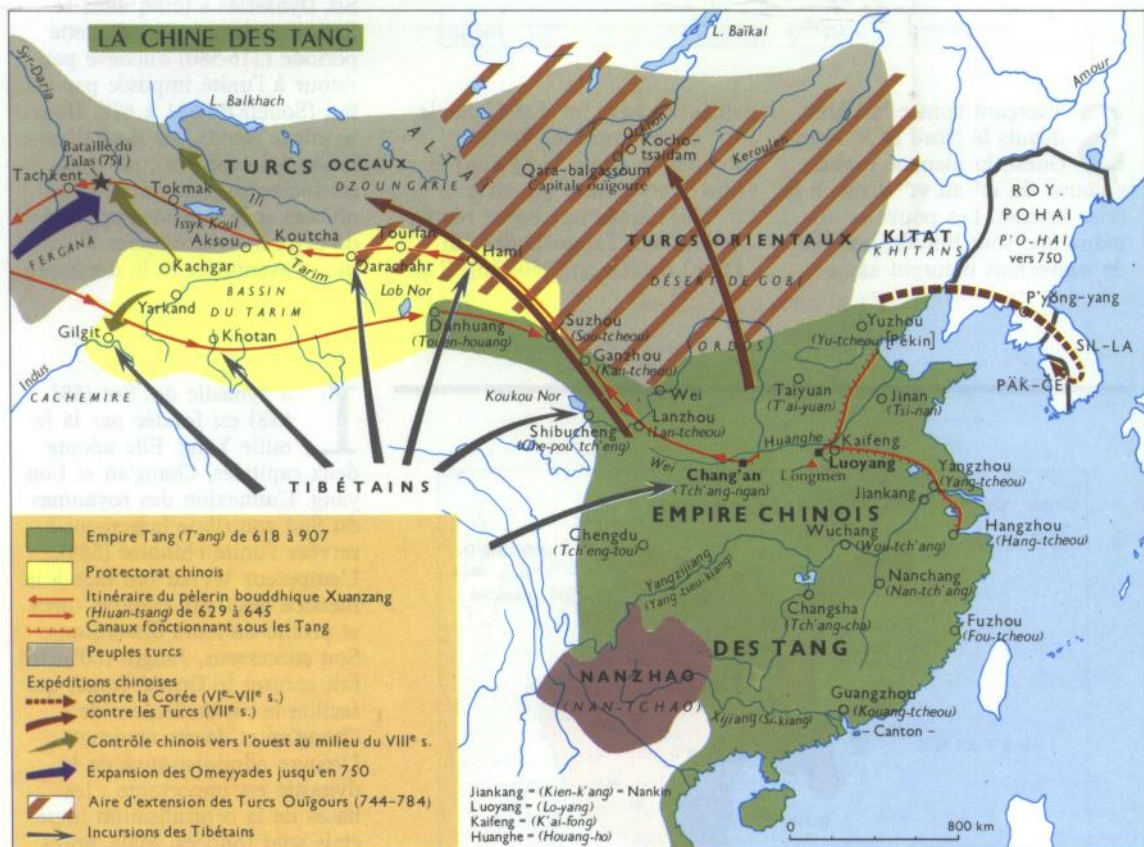
Les Sui

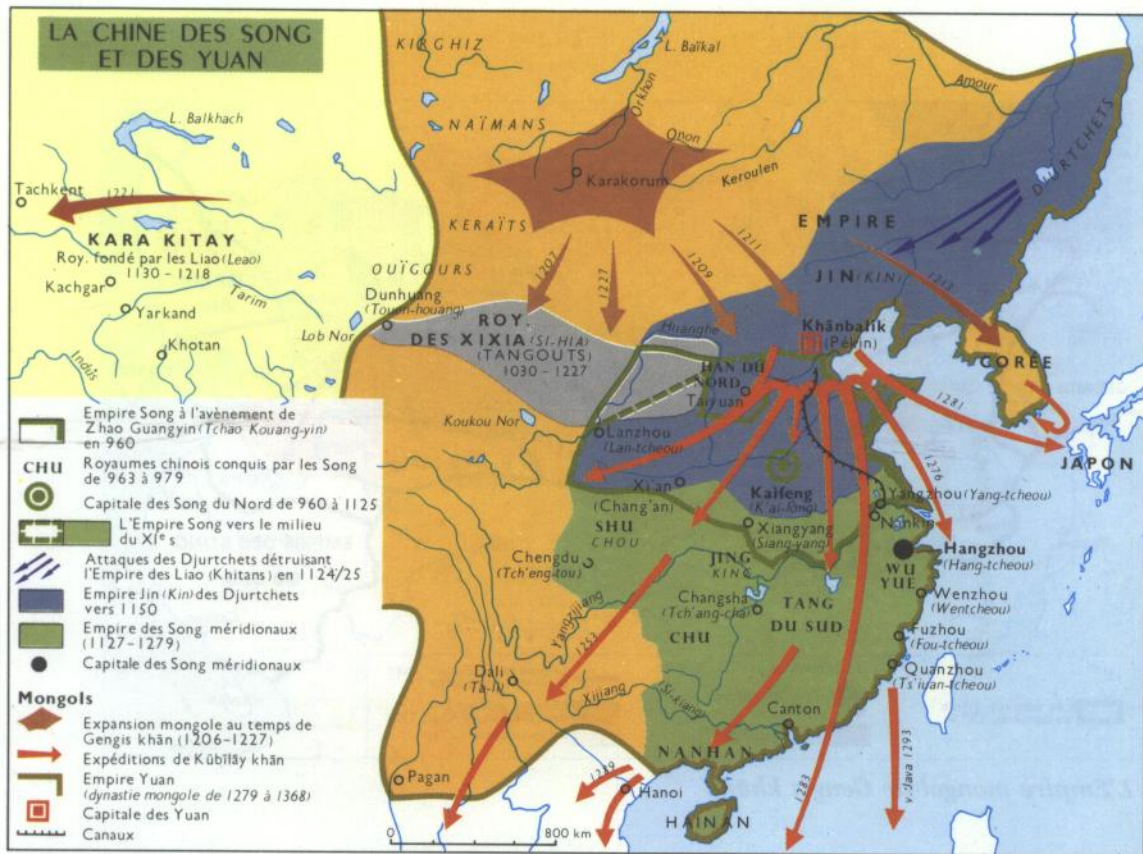
La dynastie des Sui (581-618) est fondée par la famille Yang. Elle adopte deux capitales, Chang'an et Luoyang. L'annexion des royaumes du Sud contribue largement à recréer l'unité chinoise (589). L'empereur Wendi fait face à la menace des deux empires turcs et profite de leurs dissensions. Son successeur, Jangdi (605-616), fait creuser le Grand Canal, qui facilite le ravitaillement de Chang'an et de ses environs. L'œuvre administrative de la dynastie est importante : les bases de la centralisation impériale sont fondées. Mais, après de graves revers militaires en Corée (615), suivis d'une grande révolte intérieure, l'empire tombe dans l'anarchie jusqu'à ce que la dynastie des Tang rétablisse l'ordre.

Issue d'un coup d'État militaire, la dynastie des Tang (T'ang) prétend descendre de Lao-tseu et favorise le taoïsme. Taizong (T'ai-tsong) [627-649], vainqueur des Turcs orientaux et occidentaux, rétablit le contrôle chinois sur la route du Tarim ou « route de la soie », par où pénétrèrent le bouddhisme, l'islam, le christianisme nestorien ; mais il échoue en Corée. Il organise une administration centralisée, recrutée par concours. Remariée à son successeur, sa veuve, l'an-

cienne concubine Wu Zetian (Wou Tsö-t'ien) [† 705], se proclame « empereur » (690), favorise le bouddhisme, prend pour capitale Luoyang (Lo-yang) ; elle fait régner la terreur, mais combat énergiquement les Tibétains. La dynastie Tang est restaurée par Xuanzong (Hiuan-tsong) [713-756] qui passe pour le plus grand empereur de l'histoire chinoise. Il répare les canaux, construit d'énormes silos, organise militairement les frontières ; le commerce prospère ; le

règne est l'âge d'or des lettrés, mais sa fin est désastreuse : les musulmans prennent Tachkent, après une victoire écrasante sur le Talas (751) ; la rébellion d'An Lushan en 755 déchaîne l'anarchie, qui, malgré une courte rémission sous le règne de Hsien-tsong (Hien-tsong) [806-820], s'aggrave avec la terrible jacquerie de Huang Chao (Houang Tch'ao) [875-881]. Elle ne finit qu'avec le dernier Tang et le morcellement de l'Empire. (V. carte pp. 196-197.)



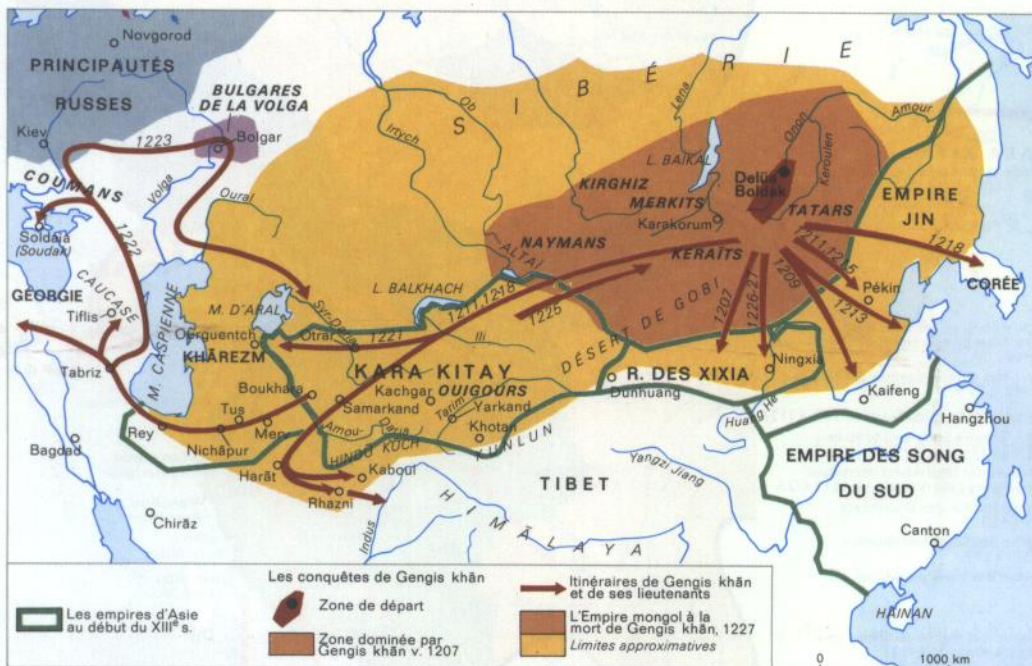


La Chine des Song et des Yuan

Les débuts des Song sont heureux : ils unifient la Chine, achètent en 1004 la paix avec les Khitans au nord et organisent une administration modèle. Puis, en 1122, les Khitans menacent les Xixia et, pour les secourir, Houei-tsong (1100-1125) s'allie aux Djurtchets ; ceux-ci rejettent vers l'ouest les Khitans, fondent à leur place l'empire Jin (*d'or*) et attaquent les Song, qui se replient à Nan-kin, puis à Hangzhou (1127). Il y a alors trois Chines : celle des Xixia, celle des Jin, celle des

Song méridionaux (dont la civilisation reste brillante). Au début du XIII^e siècle, le Mongol Gengis khân submerge les Xixia et repousse les Jin ; après sa mort (1227), Ogoday domine les Jin, puis, en 1234, pénètre dans la Chine des Song, que Kûbilây élimine définitivement en 1279 pour fonder la dynastie Yuan, avec Khânbalik (Pékin) pour capitale. Il y héberge le Vénitien Marco Polo. Ses tentatives d'invasion du Japon, du Champa, de la Birmanie et de Java ne lui permettent que de faire re-

connaître sa « suzeraineté » sur la péninsule indochinoise. Premiers étrangers à gouverner la Chine entière, les Yuan représentent, parmi les grandes dynasties, celle dont la durée est la plus brève : l'immense empire de Kûbilây dépasse les forces trop peu nombreuses de ses successeurs, qu'affaiblissent des querelles familiales. Diffusée à partir de 1351, la révolte chinoise aboutit à la restauration d'une dynastie nationale, celle des Ming (1368). (V. cartes pp. 224 et 225.)



L'Empire mongol de Gengis khân

Élu khân des Mongols en 1196, Gengis khân (Tchingiz khan) unifie les tribus mongoles et turco-mongoles en les opposant avec habileté les unes aux autres : Tatars à l'est de 1198 à 1202 ; Keraïts au centre en 1203 ; Naïmans et Merkits à l'ouest en 1204 et en 1205. Proclamé khaghân (khân suprême) de toutes les tribus par le quriltay de 1206 (assemblée générale des chefs mongols), Gengis khân instaure alors un véritable État mongol, en em-

pruntant aux Ouïgours leurs institutions administratives et en imposant à tous le respect du droit mongol. Surtout, il entreprend de dilater son État en un vaste empire qui englobe, au nord, les Oïrats (Kalmouks) et les Kirghiz en 1207 ; au sud et au sud-est, les Xixia (Shi-hia) de 1205 à 1207 et l'empire des Jin (Kin) jusqu'au Huanghe (Houang-ho), au sud-ouest, les Kara Kitay en 1218 et le Khārezm, au prix de rudes combats, de 1219 à 1224. Dirigé par ses

filis Subutāy et Djebe, le raid dévastateur de 1222-23 ravage la Russie méridionale sur les rives de la Kalka, petite rivière qui se jette dans la mer d'Azov. Ces deux chefs mongols défont même totalement le prince de Kiev le 31 mai 1223. Mais la mort du conquérant, le 18 août 1227, laisse à ses héritiers le soin d'achever la conquête de l'Asie (sauf l'Inde et l'extrême Sud-Est) et de la pacifier sous la domination mongole. (V. cartes pp. 200-201 et 223.)

Les seize empereurs Ming rendent la Chine à ses traditions et la rétablissent dans sa puissance du VIII^e siècle. Le fondateur, Hongwu (Hongwou) [1368-1398], gouverne de Nankin, avec l'aide d'un Grand Conseil de cinq ou six membres et celle d'une administration recrutée par concours et étroitement surveillée. Yongle (Yunglo) [1403-1424] fait définitivement de Pékin, en 1421, une capitale d'aspect monumental. Ses successeurs exercent un pouvoir absolu, gêné par les intrigues des concubines et des eunuques, maintenu par des épurations sanglantes. Le pays reste prospère, à l'abri de la Grande Muraille, restaurée et prolongée; l'époque produit une céramique superbe, des romans, des opéras encore populaires. Au début du XVI^e siècle, les Portugais apparaissent, suivis des Espagnols, des Hollandais, tous mal reçus; mais l'empereur Wanli (Wan-li) [1573-1620] accueille à la cour le père Matteo Ricci, jésuite. Au XVII^e siècle, les Mandchous franchissent la Grande Muraille (1629) et menacent Pékin, en même temps que les paysans du Shānxi (Chen-si) et du Henan (Honan), qui se sont révoltés sous la direction de Li Zicheng (Li Tseu-tch'eng, v. 1605-1645). Abandonné, l'empereur Tch'ung-tchen [Tchouang-lie-ti] (1628-1644) se pend; les chefs militaires font appel aux Mandchous, qui mettent les rebelles en déroute, mais s'emparent de Pékin et du pouvoir (1644). Une résistance Ming persiste dans le Sud-Est pendant une trentaine d'années; Koxinga (Zheng Cheng-gong) [Tcheng Tch'eng-kong] et son fils la prolongent à Taiwan jusqu'en 1683.



La Chine des Ming



La Chine des Qing

Les premiers Qing gouvernent en vrais et grands empereurs chinois. Kangxi (K'ang-hi) [1661-1722] et Qianlong (K'ien-long) [1736-1796] annexent la Mongolie, le Tibet, la vallée de l'Ili, le Xinjiang (Sinkiang) et arrêtent l'infiltration russe par le traité de Nertchinsk en 1689. Jamais l'Empire n'a été si vaste, si prospère, si peuplé, puisqu'il englobe dès lors le bassin de l'Amour : c'est la *Pax sinica*, de 1683 à 1830 environ. Puis, la corruption, les eunuques, les sociétés secrètes, les étrangers (Anglais, Français, Russes d'abord - Allemands, Japonais ensuite) minent les assises de la dynastie. Le traité de Nankin (ouverture de cinq ports et cession de Hongkong au Royaume-Uni, 1842) inaugure l'ère des « traités inégaux ». À Pékin (1860), les Anglo-Français imposent l'ouverture de nouveaux ports (onze), et les Russes, qui ont annexé les territoires au nord de l'Amour (Aihun, 1858), s'avancent jusqu'à la mer du Japon. En écrasant la révolte des Taiping (T'ai-p'ing), les Anglo-Américains raffermissent la dynastie au profit de l'impératrice douairière Zixi (Ts'eu-hi) [1861-1908], adversaire des réformes. Deux guerres perdues, contre la France (1883-1885) et le Japon (1894-1895), la défaite des Boxeurs (Boxers), société secrète antieuropéenne soutenue par Zixi (1900), la contraignent aux réformes - trop tard ! Peu après sa mort (1908), la révolution préparée par Sun Yat-sen part de Wuchang (Wou-tch'ang) le 10 octobre 1911, gagne Nankin (novembre) et force le régent à abdiquer au nom du dernier empereur, Puyi (P'ou-yi), un enfant (12 février 1912).

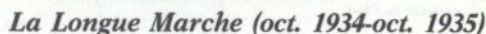
La révolution de 1911 débouche sur la proclamation de la république, avec à sa tête Sun Yat-sen (1912). Mais ce dernier est vite évincé par Yuan Che-K'ai (Yuan Shikai), qui instaure une dictature militaire. À sa mort (1916), la Chine, partagée en zones d'influence par les puissances étrangères, est alors plongée dans le chaos. Le Japon s'empare des

concessions allemandes et le pays, devenu le jouet de généraux rivaux, est en voie de désintégration politique. Après 1927, Sun Yat-sen s'allie avec le parti communiste et obtient l'appui militaire soviétique. Après sa mort (1925), son successeur Tchang Kai-chek (Jiang Jieshi) rompt cette alliance, lance l'« Expédition vers le Nord » dissident et entreprend la re-

construction politique et économique du pays, mais il ne peut empêcher les communistes de former une armée populaire paysanne. En 1931, Mao Zedong (Mao Tsö-tong) proclame une république soviétique chinoise dans la province du Jiangxi et, en 1934, commence la « Longue Marche », alors que se précise la menace japonaise (occupation de la Mandchourie en 1931).



d'après J. Guillermez et l'*Asia rekishi chizu*



paysans. Nommé « président du comité central » (janv. 1935), Mao Zedong poursuit son avance vers le Nord. Peu après, Tchang Kaï-chek se dirige vers le Sichuan. Mao Zedong fonde à Yan'an une nouvelle république soviétique (oct. 1935) où il adapte le marxisme à la Chine.

La crise économique de 1929, qui éprouve durement le Japon, entraîne le retour au pouvoir des militaires, appuyés par les dirigeants de la grande industrie. La Mandchourie, réservoir de matières premières et débouché des produits japonais, est la première victime de leur politique impérialiste : profitant d'un attentat contre la voie ferrée du Sud-Mandchourien, les militaires japonais occupent Moudken (sept. 1931), puis conquièrent le pays en quelques semaines. Ils créent en Mandchourie (mars 1932) un État fantoche, le Mandchoukouo, qui devient un véritable protectorat japonais. Il servira de base à l'élargissement de l'influence japonaise en Mongolie et en Chine du Nord. Mais ce « grignotage », favorisé par la passivité d'un gouvernement chinois surtout préoccupé de combattre les communistes, suscite une réaction nationaliste : à la suite de l'incident de Xi'an (Si-ngan), le 12 décembre 1936, Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek) est contraint d'accepter le « front commun » avec les communistes. Brusquant alors les événements, le Japon envahit la Chine en juillet 1937 et occupe rapidement tout l'est

du pays, jusqu'à Nanjing (Nankin), où le gouvernement collaborateur de Wang Jingwei (Wang Tsin-wei) est installé le 30 mars 1940. Mais le contrôle effectif des Japonais se limite aux grandes villes et aux voies

de communication, ce qui favorise la résistance des troupes de Jiang Jieshi (qui s'est replié sur Chongqing [Tch'ong-k'ing]) et surtout la guérilla communiste, qui immobilise d'importantes troupes japonaises. (V. carte p. 95.)



Après la capitulation japonaise, communistes et nationalistes se retrouvent face à face, l'armée de libération de Mao Zedong (Mao Tsô-tong) [500 000 hommes] ayant refusé de se fondre dans celle de

Tchang Kaï-chek (Jiang Jieshi). Les forces communistes dominent en Chine du Nord et pénètrent en Mandchourie, précédemment occupée par les Soviétiques. Le Guomindang récupère, lui, la plupart des grandes villes.

Les négociations pour la création d'un gouvernement national commun (visite de Mao Zedong à Tch'ong King [Chongqing], 1946) sont un échec, de même que la mission de médiation du général américain Marshall : le rapport du général accablant les dirigeants nationalistes, les États-Unis suspendent leur aide militaire. La guerre civile est inévitable. Jusqu'en 1948, les adversaires engagent une course de vitesse dans le but de récupérer les territoires abandonnés par les Japonais.

Ensuite, la supériorité numérique et la stratégie militaire des forces communistes leur permettent de l'emporter partout. Elles prennent T'ien-tsin (Tianjin) et Pékin (janvier 1949), écrasent les troupes nationalistes restées au nord du Yangtzi-kiang, occupent Nankin (avril), Hang-tcheou (Hangzhou), Shanghai (Chang-hai) en mai, Canton en octobre. Le 1^{er} octobre 1949, la République populaire de Chine est proclamée. Le gouvernement de Tchang Kaï-chek se réfugie à Taiwan (Formose).



L'organisation administrative chinoise obéit à deux impératifs : un souci de centralisation mais aussi la volonté de respecter le particularisme des populations allogènes. La Chine se partage en 22 provinces et 5 régions autonomes. Le gouvernement donne ses ordres directement aux comités révolutionnaires des provinces,

ainsi qu'aux trois grandes villes : Beijing (Pékin), Tianjin et Shanghai. Un rôle essentiel est dévolu aux 75 000 communes créées en 1958. La commune populaire est la collectivité de base de la société ; c'est une unité économique et sociale autonome, placée sous la direction d'un comité révolutionnaire élu. La Chine est un État multinational et les mi-

norités ethniques jouissent d'un statut particulier. Ces minorités vivent dans cinq grandes régions qui couvrent de 50 à 60 p. 100 de la superficie de la Chine : Guangxi, Xizang, Xinjiang, Ningxia, Neimenggu. Elles représentent 60 millions de personnes (6 p. 100 de la population chinoise), partagées en 50 ethnies et 55 minorités nationales.



Le morcellement physique et humain n'a pas permis l'éclosion d'une civilisation indépendante dans la péninsule indochinoise, située dans la zone de convergence des civilisations indienne et chinoise. La première pénètre tous les peuples indochinois, à l'exception des Vietnamiens, et aboutit à la formation, aux premiers siècles de

notre ère, de royaumes totalement indianisés. Au IX^e siècle, l'émigration des habitants de Prome à Pagan donne réellement naissance à la Birmanie. Les Khmers édifient de vrais empires, porteurs d'une brillante civilisation : après la domination du Fou-nan du II^e au VI^e siècle, le relais est pris par la principauté des Kambujas du Tchen-la

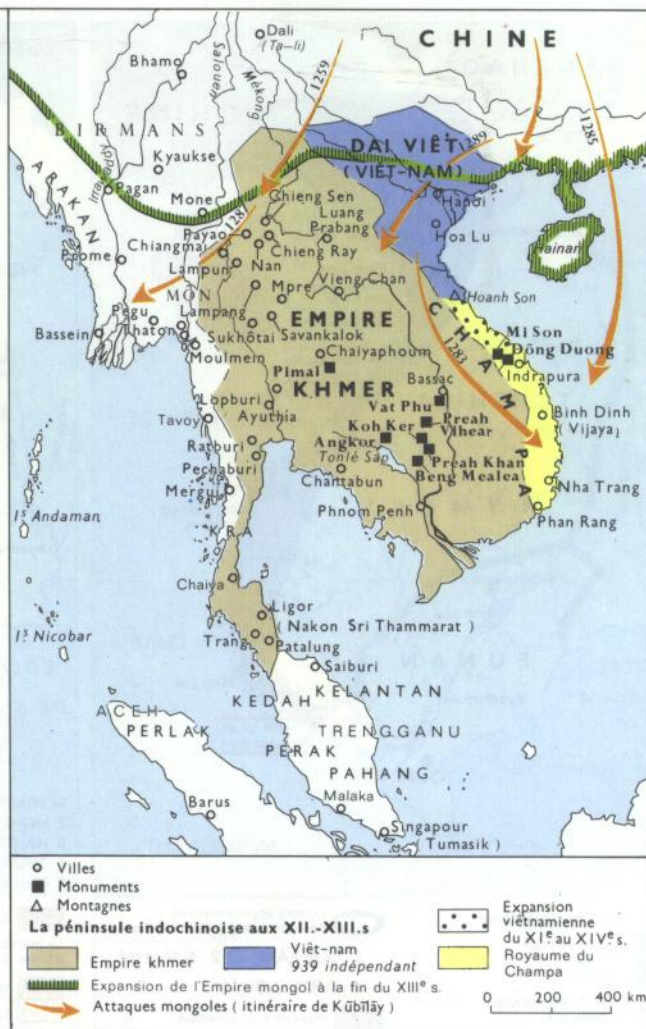
qui l'absorbe au milieu du VI^e siècle. Ainsi se constitue un puissant empire khmer, dont l'apogée au XIII^e siècle se reflète dans la splendeur des monuments d'Angkor Vat. Mais, à partir de la fin du XIII^e siècle, la décadence khmère témoigne du recul de l'influence indienne et des progrès des éléments mongoïdes.

LA PÉNINSULE INDOCHINOISE

À la période préangkorienne



À la période angkorienne



LE VIÊT-NAM DES ORIGINES AU X^e SIÈCLE

Le Viêt-nam apparaît divisé en deux aires culturelles. Au sud, les Chams subissent l'influence indienne par l'intermédiaire du Fou-nan (Oc-èò, centre du commerce international), puis du Tchen-la ; en 192,

ils fondent le royaume du Champa. Au nord, les Vietnamiens sont marqués par l'influence chinoise, qui devient prépondérante à partir de la création du royaume du Nam Viêt (en chin. Nanyue [Nan-yue]), en 208 av. J.-C. Annexé en 111 av. J.-C. par les Han et englobé dans le Nanyue, le nouveau royaume

du Nam Viêt (Tonkin, Thanh-hoa, Je-nan) subit une sinisation. Le sentiment national provoque des révoltes et, en 939, le pays se libère des Chinois. Après un siècle d'anarchie, l'arrivée au pouvoir de la dynastie Ly consolide définitivement le nouveau royaume du Dai Viêt. (V. cartes pp. 222 et 233.)



Le Viêt-nam des origines au X^e s.



Le Viêt-nam du XI^e au XVIII^e s.

L'Indochine française

LE VIÊT-NAM

DU XI^e AU XVIII^e SIÈCLE

L'organisation d'un pouvoir central fort, établi en 1020 à Thang Long (Hanoi), s'appuyant sur une classe de mandarins, permet de développer la puissance du Dai Viêt, qui pratique une politique d'expansion. Impossible vers le nord en raison de la présence menaçante des Chinois, cette expansion s'exerce au sud, aux dépens du Champa, qui perd ses provinces septentrionales (en deux étapes [1069 et 1307]), puis le Centre-Annam après une bataille décisive en 1471. Le pays se divise au xvi^e siècle. Tandis que le Nord est soumis à la dictature du clan Trinh, les Nguyễn, établis à Phu Xuân (Huê), reprennent à leur compte la marche vers le sud, atteignant, à la fin du xvii^e siècle, le delta du Mékong, d'où ils refoulent peu à peu les Khmers. Ayant retrouvé son unité en 1789, le Dai Viêt semble atteindre alors son apogée. (V. cartes pp. 222, 223, 225 et 226.)



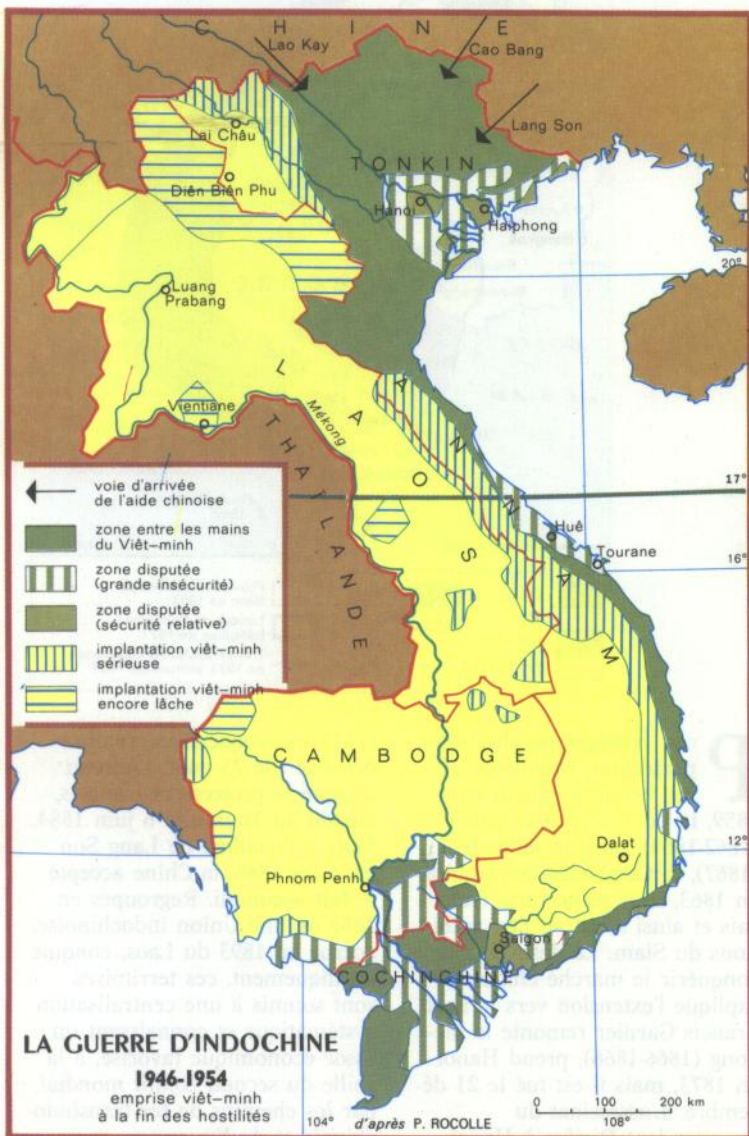
Pour protéger les chrétiens persécutés, Napoléon III fait occuper Saigon en 1859, la Cochinchine orientale (1862-1864), puis occidentale (1867), le Cambodge étant placé, en 1863, sous protectorat français et ainsi soustrait aux ambitions du Siam. Le désir de conquérir le marché chinois explique l'extension vers le nord. Francis Garnier remonte le Mékong (1866-1868), prend Hanoi en 1873, mais il est tué le 21 décembre. L'assassinat du commandant Rivière à Hanoi

(1883) provoque l'intervention décisive : le 25 août, l'Annam accepte le protectorat français, étendu au Tonkin le 6 juin 1884. Malgré l'incident de Lang Son en mars 1885, la Chine accepte le fait accompli. Regroupés en 1887 en une Union indochinoise, accrue en 1893 du Laos, conquis pacifiquement, ces territoires sont soumis à une centralisation systématique et connaissent un essor économique favorisé, à la veille du second conflit mondial, par les chemins de fer transindochinois et du Yunnan.

Conséquence de la défaite française en Europe, l'occupation japonaise, à partir du 23 septembre 1940, a renforcé le nationalisme indochinois; aussi, le 2 septembre 1945, profitant du vide du pouvoir dû à la capitulation japonaise, Hồ Chí Minh, chef du mouvement nationaliste et communiste viet-

minh, proclame à Hanoi l'indépendance du Viêt-nam. Pour se réinstaller au Tonkin, les Français doivent donc négocier avec lui; mais malentendus et suspicions concernant l'interprétation des clauses de l'accord du 6 mars 1946 engendrent deux incidents graves qui créent l'irréparable: le bombardement de Hai-

phong par l'artillerie française le 23 novembre; l'attaque de Hanoi par Võ Nguyên Giáp le 19 décembre. Pendant trois ans, les Français se heurtent à la guérilla menée par le Viêt-minh qui, par la propagande ou la terreur, s'assure le contrôle de vastes régions rurales en Cochinchine et au Tonkin; à partir de 1950, l'aide massive que lui assurent les communistes chinois permet au général Giáp de remporter d'importants succès dans le nord du Tonkin. En renforçant les effectifs franco-vietnamiens (près de 450 000 hommes à la fin de 1953) et en obtenant l'aide des États-Unis, déjà alertés par la guerre de Corée, le général de Lattre de Tassigny opère pendant deux ans un redressement militaire, mais le désastre de Diên Biên Phu, le 7 mai 1954, précipite la fin de la guerre: dans la nuit du 20 au 21 juillet, à la conférence de Genève, Pierre Mendès France entérine le partage provisoire du Viêt-nam en deux zones, de part et d'autre du 17^e parallèle nord, et confirme l'intégrité des États du Cambodge et du Laos, dont l'indépendance a été affirmée dès 1953.



*La guerre d'Indochine :
emprise viêt-minh
à la fin des hostilités*

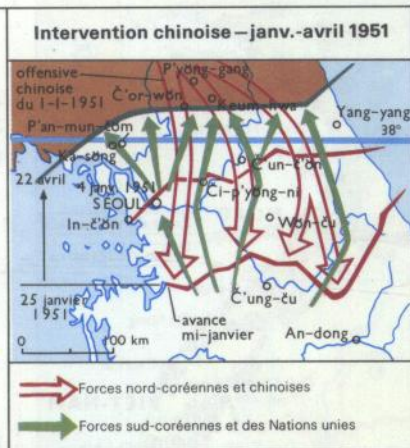
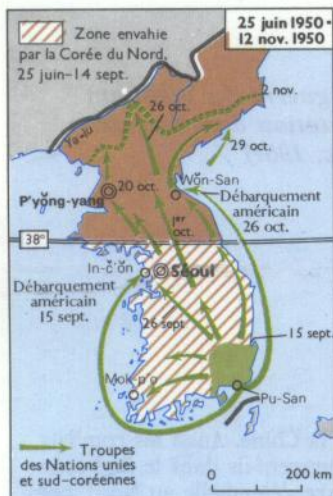


La guerre du Viêt-nam Situation approximative (déc. 1967)

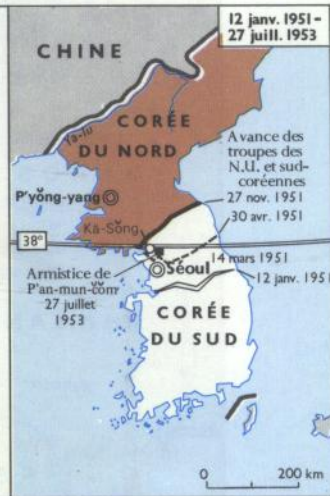
par la Chine. Aussi les combats s'aggravent-ils dans le Sud et la guerre s'étend-elle au Nord, bombardé par les Américains. L'échec de la politique de « pacification » est révélé par l'offensive du Têt du 30 janvier 1968 et par l'hostilité de l'opinion américaine, ce qui entraîne l'arrêt des bombardements sur le Nord, l'ouverture de négociations et la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie en 1969. Mais, ni la « vietnamisation » de la guerre, ni son extension au Cambodge en avril 1970, pour couper la « piste Hô Chi Minh », ni la reprise des bombardements sur le Nord, ni le blocus naval du golfe du Tonkin ne viennent à bout de la résistance du peuple vietnamien. Aussi les États-Unis se retirent-ils du conflit, auquel il est mis un terme théorique par les accords de Paris du 27 janvier 1973. Ne recevant plus, dès lors, qu'une aide américaine limitée, le gouvernement sud-vietnamien du général Nguyễn Văn Thiệu s'effondre le 30 avril 1975, après deux ans de résistance.

La guerre du Viêt-nam est née du refus de Ngô Đình Diêm, chef de la république du Viêt-nam (sud), de procéder aux élections prévues par les accords de Genève. Regroupant communistes et progressistes sud-vietnamiens, le Front national de libération (F.N.L.) coordonne les opérations de guérilla menées contre le régime en place dès sa fondation en 1960.

Deux facteurs contribuent à l'internationalisation rapide du conflit : l'intervention directe des États-Unis (165 000 hommes en 1965 ; 510 000 en 1968) pour éviter l'effondrement du Viêt-nam du Sud ; l'aide apportée au F.N.L., via la « piste Hô Chi Minh », par les armées du Viêt-nam du Nord, appuyées par le Pathet Lao et largement ravitaillées en matériel par l'U.R.S.S. et



LA GUERRE DE CORÉE (1950-1953)



La guerre de Corée (1950-1953)

En 1945, après la défaite du Japon, la Corée est divisée en deux zones d'occupation, américaine et soviétique, de part et d'autre du 38^e parallèle nord. La guerre froide rendant la réunification impossible, la « république de Corée » (au sud) et la « république démocratique populaire de Corée » (au nord) sont créées en 1948. Encouragés par les succès communistes en 1949 (première bombe atomique soviétique, victoire communiste en Chine), les Nord-Coréens franchissent le 38^e parallèle par surprise le 25 juin 1950 et marchent sur Séoul. Le Conseil de sécurité de l'O.N.U., dont l'U.R.S.S. se trouve volontairement absente, et qui ne peut donc user valablement de son

droit de veto, enjoint à la Corée du Nord de cesser son agression, puis, dès le 27 juin, fait appel aux nations membres pour porter militairement assistance à la Corée du Sud. Le même jour, le président Truman s'engage au nom des États-Unis. Le 28, Séoul est prise par les Nord-Coréens et, dès le 30, les divisions américaines stationnées au Japon interviennent sous le commandement de MacArthur. Aux troupes américaines se joindront des contingents plus ou moins symboliques de pays occidentaux (Grande-Bretagne, France, Belgique, Turquie) ou asiatiques (Thaïlande, Philippines). Les troupes débarquent à In-čŏn (Inchon) le 15 septembre 1950, prennent Séoul, et atteignent le

Yalu le 26 octobre. Elles sont rejetées aussitôt par les « volontaires » chinois jusqu'au sud de Séoul, qui tombe le 4 janvier 1951, avant d'être reprise le 14 mars par les troupes de MacArthur. Celles-ci sont renforcées par le président Harry Truman, qui refuse cependant de recourir à l'arme nucléaire, de peur de déclencher une troisième guerre mondiale. MacArthur est rappelé le 11 avril, et son successeur, le général Ridgway, stabilise le front entre le 23 mai et le 27 novembre 1951, un peu au nord du 38^e parallèle. Après deux ans de négociations, l'armistice est signé à P'an-mun-čŏm (Panmunjom) le 27 juillet 1953 : il rétablit le *statu quo ante*, sans résoudre le problème coréen.



Conquête de l'archipel par les Japonais (IV^e-XVIII^e s.)

D'abord peuplé par des groupes venus de Sibérie ou de l'Asie méridionale, le Japon reçoit, au I^{er} millénaire avant notre ère, de nouveaux arrivants. Leur avance technique (riziculture, métallurgie), l'unification des clans primitifs en petits royaumes permettent la formation, au milieu du VI^e siècle, d'un « empire » : l'État du Yamato. Au terme de violents affrontements, les Aïnous sont refoulés au VIII^e siècle au nord

de Honshū. Mais cette expansion est freinée, à partir du XII^e siècle, par le développement progressif d'une « féodalité » et par l'affaiblissement d'un pouvoir impérial trop éloigné (à Heijō-kyō [Nara], 710-794 ; puis à Heian-kyō [Kyōto], 794-1185) : après l'expulsion définitive des Aïnous d'Honshū, seule la restauration d'un pouvoir central fort (qui s'installe à Edo [auj. Tōkyō] en 1603) permet d'engager la colonisation d'Hokkaidō.

DISTRIBUTION DES GRANDS SEIGNEURS AU XVI^e SIÈCLE

L'usurpation de vastes domaines, qu'ils concèdent en fiefs à des vassaux, fait des gouverneurs provinciaux de véritables « seigneurs féodaux » (*daimyō*), disposant d'une vaste clientèle, et pratiquement indépendants du pouvoir du *shōgun* résidant à Kyōto. Le morcellement politique affaiblit l'autorité centrale ; le pouvoir est en effet accaparé par une trentaine de grands *daimyō*, par une centaine de petits seigneurs révoltés, enfin par les sectes religieuses (*Ikko*). Les guerres sanglantes plongent le pays dans l'anarchie et le ruinent en suscitant de nombreuses jacqueries, qui aggravent les désordres.

LES SOIXANTE-SIX PROVINCES TRADITIONNELLES À L'ORIGINE

Dans un cadre provincial qui n'a guère changé depuis le VII^e ou le VIII^e siècle, le rétablissement, au XVI^e siècle, de l'autorité centrale par la dynastie *shōgunale* des Tokugawa entraîne un nouveau style de gouvernement local, mélange de féodalité et de centralisation. Le processus de féodalisation semble achevé, puisque les provinces sont concédées en fiefs aux *daimyō* ; mais le *shōgun* y assure son autorité en « domestiquant » les seigneurs, contraints de résider une année sur deux dans la capitale, Edo (aujourd'hui Tōkyō).

Japon : distribution des grands seigneurs au XVI^e s.



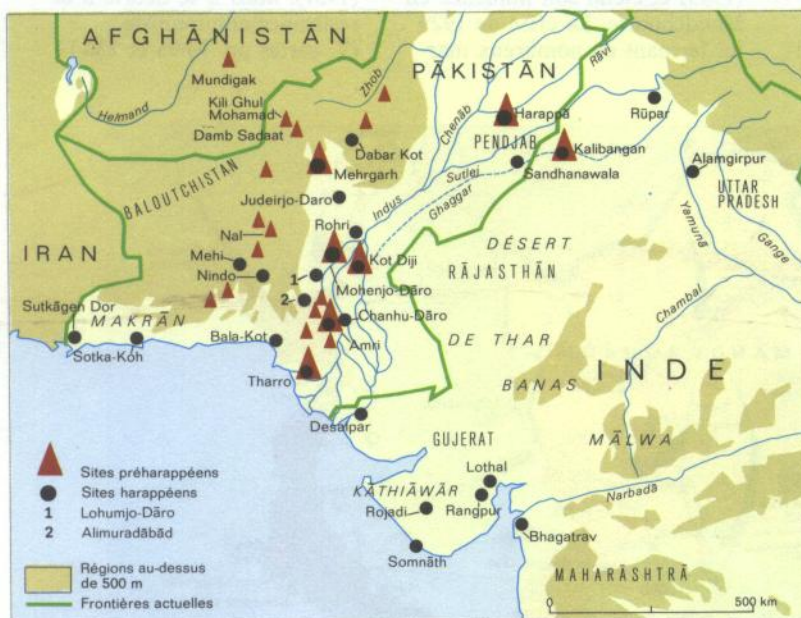
Les soixante-six provinces traditionnelles à l'origine

Contraint de s'ouvrir aux étrangers (1854), le Japon assimile rapidement les apports occidentaux, l'empereur Mutsuhito inaugurant l'ère « Meiji » (1868-1912), marquée par d'importantes réformes poli-

tiques et sociales. Parallèlement, le Japon s'engage dans une politique impérialiste : il s'empare de Taiwan (1895) et de la Corée (1905) et étend son influence en Mandchourie. La crise de 1929 lui fermant de nombreux mar-

chés, le Japon engage alors une nouvelle politique de conquêtes : occupation de la Mandchourie (1931), invasion de la Chine (1937). Mais il se heurte à la résistance communiste. (V. cartes pp. 94-95 et 230.)





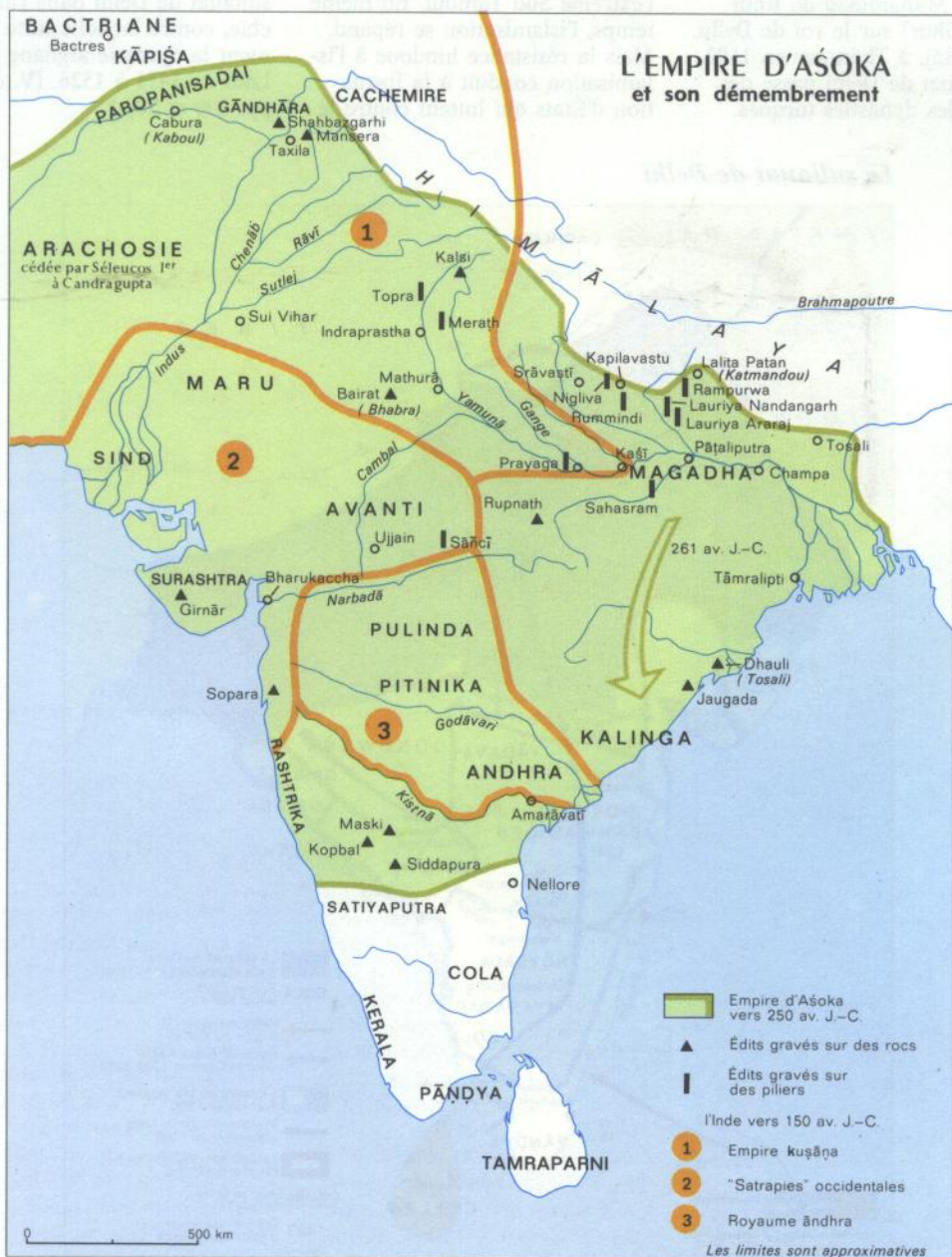
La civilisation de l'Indus

On appelle « civilisation de l'Indus » ou « de Harappā », du nom du premier site étudié, la culture qui, dans le bassin de ce fleuve (au sens le plus large), correspond à la période protohistorique et se caractérise par la diffusion du cuivre (v. 2500-v. 1500 av. J.-C.). Les principaux sites sont Mohenjo-Dāro, Chanhu-Dāro et, surtout, Harappā ; on y voit les vestiges des villes comportant une citadelle et des quartiers d'habitation. L'existence de surplus agricoles (vastes greniers) explique cette floraison urbaine et alimente un commerce lointain, attesté par la découverte de sceaux jusqu'en Mésopotamie. La destruction de la culture d'Harappā correspondrait à l'arrivée de cavaliers armés de fer, les Aryens (Indo-Européens venus d'Iran).

L'EMPIRE D'ASOKA ET SON DÉMEMBREMENT

Le règne d'Asōka (v. 268-v. 232) marque l'apogée de la dynastie des Maurya et, pour l'Inde, sa première unification. Sacré à Pātaliputra, sa capitale, le roi est converti au bouddhisme et se montre fervent prosélyte, comme l'attestent ses édits gravés sur le roc ; il embellit les sanctuaires existants et en construit d'autres, provoquant l'essor d'un art admirable. Profitant du reflux des Grecs consécutif à la mort d'Alexandre en 323 (v. carte pp. 18-19), exploitant l'héritage de Candragupta, le Sandrakottos des historiens

grecs, Asōka étend son empire : celui-ci comprenait les bassins de l'Indus et du Gange, le nord-ouest de l'Inde et l'Afghānistān oriental ; il atteint les limites de l'Inde actuelle, à l'exception de l'Assam et du sud du Deccan. Le gouvernement est religieux sans excès, la civilisation mixte : au fonds indien s'ajoutent des influences iraniennes et grecques (bilinguisme de Kandahar en Afghānistān). L'unité ne survit pas à Asōka : on a incriminé sa politique de non-violence, une possible réaction des brahmanes contre le bouddhisme ; il faut aussi tenir compte de l'excessive pression économique exercée par l'État.



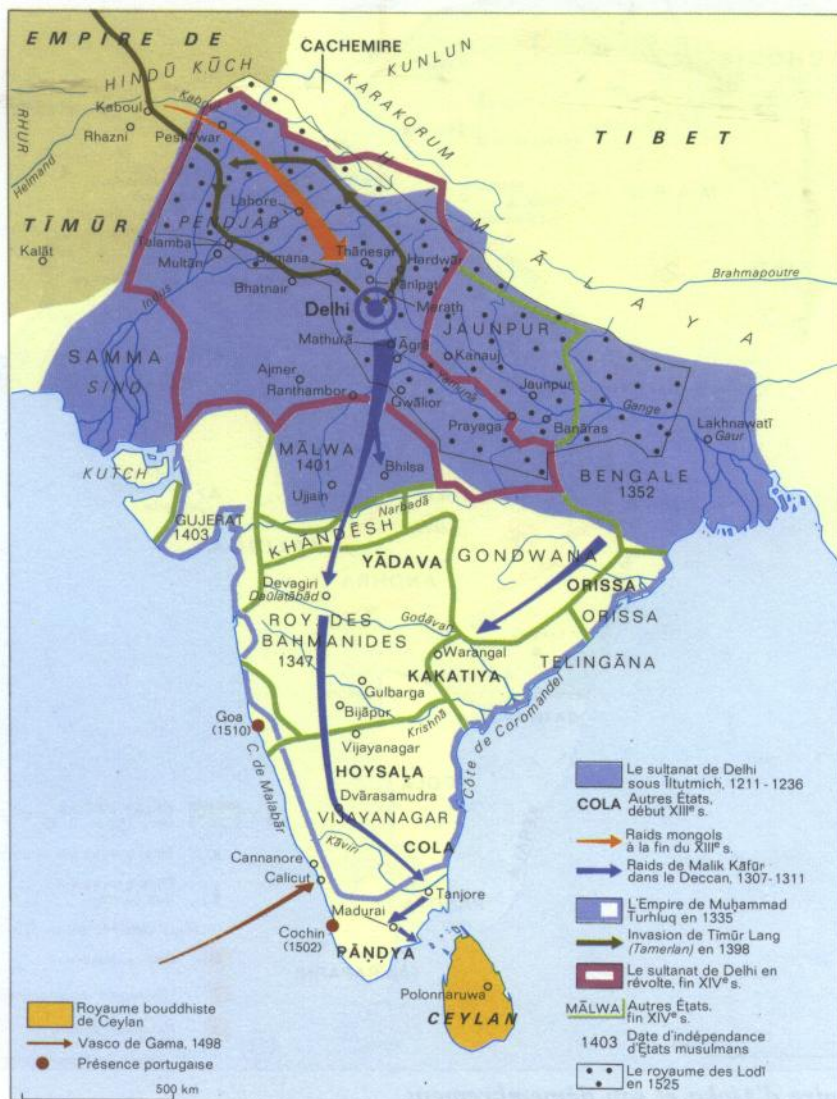
L'empire d'Asôka et son démembrement

Commencée au XI^e siècle par les raids de Mahmūd de Ghazni, la mainmise des musulmans sur l'Inde septentrionale est achevée par la victoire de Muhammad de Ghori (ou de Ghor) sur le roi de Delhi, Prithvī Rāj, à Thānesar en 1192. Le sultanat de Delhi passe dès 1206 à des dynasties turques.

Étendant sa domination du Sind au Bengale, cet État vassalise, au début du XIV^e siècle, presque tous les royaumes hindous du Deccan, à l'exception de l'extrême Sud Tamoul. En même temps, l'islamisation se répand. Mais la résistance hindoue à l'islamisation conduit à la formation d'États qui luttent contre le

sultanat (confédération rājput, Orissa de la dynastie Ganga, Pāndya et, surtout, empire de Vijayanaga). Après 1398, le raid de Timūr plonge définitivement le sultanat de Delhi dans l'anarchie, contre laquelle lutte vainement la dynastie afghane des Lōdī de 1451 à 1526. (V. cartes pp. 200 et 202.)

Le sultanat de Delhi



La faiblesse du sultanat de Delhi permet au prince timūride Bābur (1483-1530) de constituer un Empire moghol après ses victoires de Pānīpat (1526) et de Khānuā (1527). Son petit-fils Akbar (1556/1561-1605) renforce l'Empire en annexant toute l'Inde du

Nord, du Sind à l'Orissa, et en le protégeant par un système de glacis (Afghānistān, Cachemire, Baloutchistan); de plus, après la destruction du royaume de Vijayanagar en 1565, il vassalise les États du Deccan central. À la fin du XVII^e siècle, Awarangzib (1658-1707) conquiert la majeure

partie du Deccan, mais la politique anti-hindoue suscite de violentes révoltes : Jāts en 1669 ; Rāj-pūts, surtout Marathes, qui édifient, à partir de 1674, un véritable État. L'affaiblissement de la puissance moghole est mis à profit par les Européens pour renforcer leurs positions sur les côtes.

L'Empire moghol



Maîtresse du Bengale après la victoire de Plassey en 1757, bénéficiaire indirecte de la défaite infligée à Pānīpat, en 1761, aux Marathes et aux Moghols par l'Afghan Aḥmad khān, la Compagnie anglaise des Indes orientales arrache à sa rivale française la suzeraineté sur l'Inde (traité de Paris, 1763). Pour empêcher un retour en force de la France et pour briser les soulèvements indiens, la Compagnie étend peu à

peu sa domination sur l'Inde. En 1849, l'Inde est entièrement contrôlée, soit directement (Inde britannique), soit indirectement (États princiers). Une fois réprimée la grande révolte des cipayes (1857), l'Inde devient colonie directe de la Couronne. L'administration locale est renforcée par l'institution de l'Indian Civil Service. On essaie de désarmer les oppositions par une plus grande souplesse vis-à-vis des princes, par un effort d'édu-

cation pour créer une élite « occidentalisée ». L'exploitation économique de la colonie, érigée en Empire des Indes en 1877, en fait la pièce maîtresse de l'Empire britannique, défendue par un système de « glacis » (Népal, allié dès 1816 ; Birmanie, annexée en 1886 ; Afghānistān, neutralisé entre Russie et Angleterre en 1895). Mais la destruction de l'économie traditionnelle suscite un nationalisme virulent. (V. carte p. 205.)

L'Inde à l'époque coloniale



et l'Union birmane en 1948. Dans l'Union indienne et le Pâkistân, le retrait précipité des Britanniques crée un vide politique, qui favorise de nouvelles violences (massacres au Pendjab, assassinat de Gândhi le 30 janv. 1948), notamment lors des échanges de populations ; l'hostilité entre l'Inde et le Pâkistân, aggravée par le problème du Cachemire, semble irrédicible, alors même que la Chine conteste le tracé des frontières.

Carte de l'Asie du Sud montrant l'Inde, le Pakistan, le Népal, le Bhoutan, le Sikkim, le Cachemire, le Pendjab, le Bengale, l'Assam, le Bihar, l'Orissa, le Gujarat, le Junagadh, le Goa, le Maharashtra, le Karnataka, le Tamil Nadu, le Kerala, le Ceylan, l'Afghanistan, la Chine, le Xinjiang, le Tibet, le Cachemire, le Pendjab, le Bengale, l'Assam, le Bihar, l'Orissa, le Gujarat, le Junagadh, le Goa, le Maharashtra, le Karnataka, le Tamil Nadu, le Kerala, le Ceylan.

Legende :

- Ligne de "cessez-le-feu", 1949
- Territoires contestés entre la Chine et l'Inde
- Zone sous administration pakistanaise depuis 1949
- Conflit sino-indien, 1962
- Zone revendiquée par la Chine
- Établissements français dans l'Inde intégrés à l'Union de 1952 à 1956
- Inde portugaise jusqu'en 1961

Partition de l'Inde, 1947

- État à majorité hindoue
- État à majorité musulmane
- Indépendance du Pakistan oral devenant le Bangladesh
- 1971
- Capitales
- Personnes déplacées
- Réfugiés hindous 9 millions
- Réfugiés musulmans 6 millions

0 1000 km

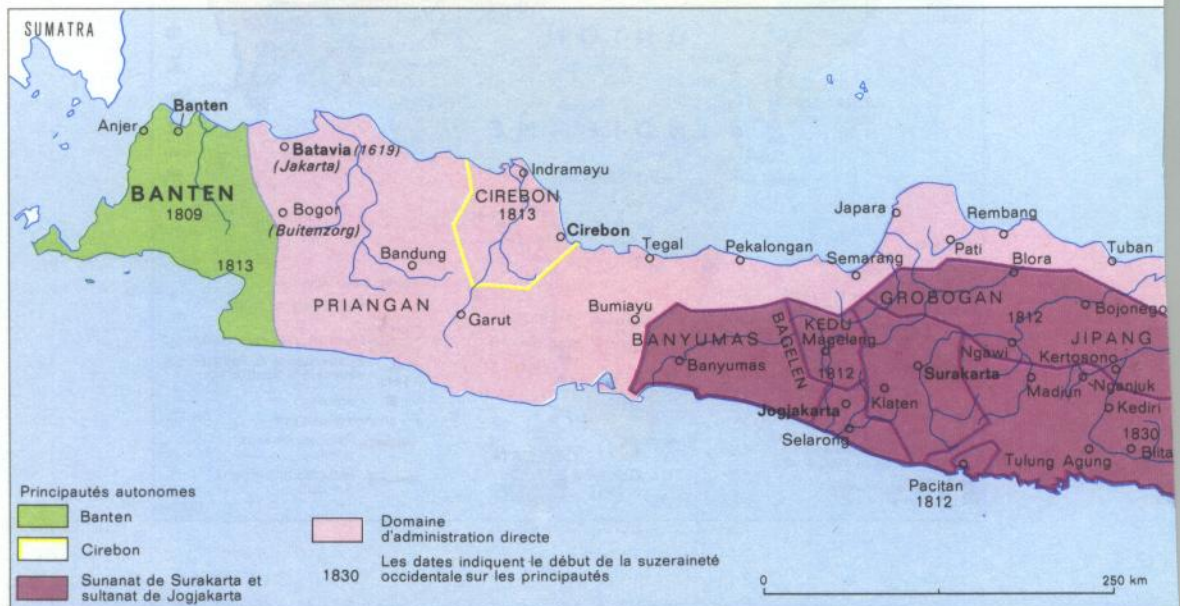
En 732 se constitue dans le centre de Java un État dont les rois deviennent vassaux, à la fin du VIII^e siècle, des Sailendra de Sumatra. Sur le plan culturel, l'indianisation de l'île a débuté dès le V^e siècle, ainsi que l'attestent des textes épigraphiques dérivés du sanskrit. Elle progresse du VII^e au IX^e siècle au centre de Java, où sont édifiés de magnifiques monuments : sanctuaires dédiés, dès 732, à Śiva sur le plateau de Dieng, ou à la trimūrti hindouiste à Prambanan ; célèbre stūpa bouddhique édifié à Bārabudur vers 750.

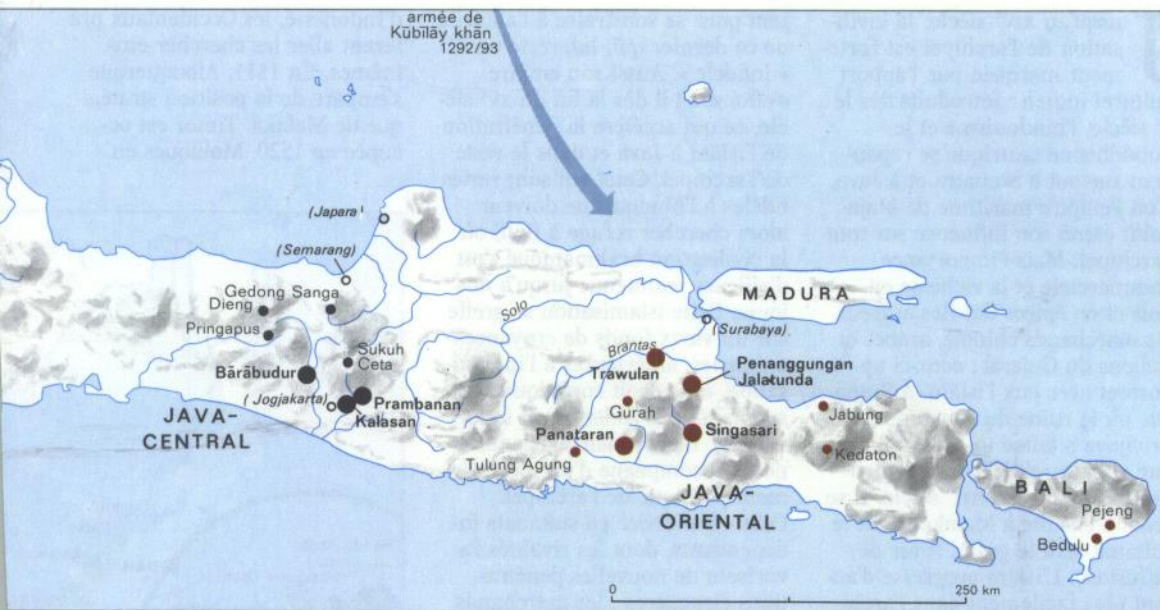
La dynastie est remplacée par des rois hindouistes qui transfèrent la capitale dans l'Est. Le centre de la civilisation se dé-

place en même temps (X^e-XI^e s.). C'est dans la région orientale de Java que sont désormais édifiés du X^e au XIV^e siècle des sanctuaires, à Gurah au XII^e s., au XIII^e s. à Singasari, capitale d'une dynastie fondée en 1222. Le roi Kertanagara (1268-1292) étend la puissance de Java, dont la prédominance dans l'archipel est bien établie. Il favorise les progrès du bouddhisme tantrique. Après lui, la capitale se fixe à Majapahit, et, au cours du XIV^e siècle, le royaume exerce son autorité sur tout l'archipel. L'art est de plus en plus imprégné de culture indigène, aux dépens de la tradition indienne. L'islam commence à pénétrer dans l'île au début du XV^e siècle avec Malik Ibrāhīm et triomphe vers 1520.



La pénétration hollandaise à Java (1800-1830)





Java du VIII^e au XIV^e s.



Installés dès le début du XVII^e siècle à Java, où ils fondent Batavia en 1619, les Hollandais s'assurent, au XVIII^e siècle, le contrôle de la côte nord de l'île et vassalisent le sultanat de Mataram, divisé (1755) en deux principautés, Jogjakarta et Surakarta. La Compagnie hollandaise des Indes orientales, fondée en 1602, exploite l'île à son profit avec l'aide des intermédiaires chinois. Mais les variations de la conjoncture économique mondiale aboutissant à la remise en cause du principe des compagnies à monopole, la Compagnie hollandaise disparaît en 1799. La République batave, alliée de la France depuis 1795, voit son domaine colonial tomber aux

maines des Anglais, qui occupent les Moluques (1809-1810), Batavia (1811) et reprennent la politique d'intervention et d'annexion de la Compagnie. En 1816, les Hollandais retrouvent toutes leurs possessions et renforcent leur mainmise sur Java. L'économie coloniale est alors désorganisée et plusieurs rébellions se succèdent jusqu'en 1830. Un certain calme ayant été rétabli, Johannes Van den Bosch est nommé gouverneur (1830-1833), avec pour mission de rétablir l'économie. C'est lui qui instituera le *cultuurstelsel* (« système des cultures »), chaque village devant abandonner au gouvernement un cinquième de ses terres, et chaque paysan fournir un cinquième de son temps.

Jusqu'au xiv^e siècle, la civilisation de l'archipel est fortement marquée par l'apport culturel indien : introduits dès le v^e siècle, l'hindouisme et le bouddhisme tantrique se répandent surtout à Sumatra et à Java, d'où l'empire maritime de Majapahit étend son influence sur tout l'archipel. Mais l'importance commerciale et la richesse en bois et en épices des îles attirent les marchands chinois, arabes et indiens du Gujérât ; ceux-ci apportent avec eux l'islâm. À Sumatra, où la ruine du royaume de Srīvijaya a laissé un vide politique et culturel, l'islâm est introduit dès la fin du $xiii^e$ siècle. Il se répand ensuite à Malaka (dont le sultanat sera le grand foyer de diffusion). L'islâm progresse d'autant plus facilement dans l'archipel que les princes vassaux de l'empire de Majapahit en profi-

tent pour se soustraire à l'autorité de ce dernier qui, lui, reste un « infidèle ». Aussi son empire s'effondre-t-il dès la fin du xv^e siècle, ce qui accélère la pénétration de l'islâm à Java et dans le reste de l'archipel. Ceux qui sont restés fidèles à l'hindouisme doivent alors chercher refuge à Bali, où la civilisation brahmanique s'est d'ailleurs maintenue jusqu'à nos jours. Cette islamisation se greffe sur un vieux fonds de croyances animistes, antérieures à l'indianisation, et le droit coranique ne supprime pas l'adat (droit indonésien). En revanche, l'islamisation s'accompagne d'un morcellement politique de l'archipel. Celui-ci se divise en sultanats indépendants, dont les rivalités favorisent de nouvelles pénétrations étrangères : les marchands indiens et surtout arabes leur ayant fait connaître les épices

d'Indonésie, les Occidentaux préférèrent aller les chercher eux-mêmes. En 1511, Albuquerque s'empare de la position stratégique de Malaka. Timor est occupée en 1520, Moluques en

Islamisation de l'archipel

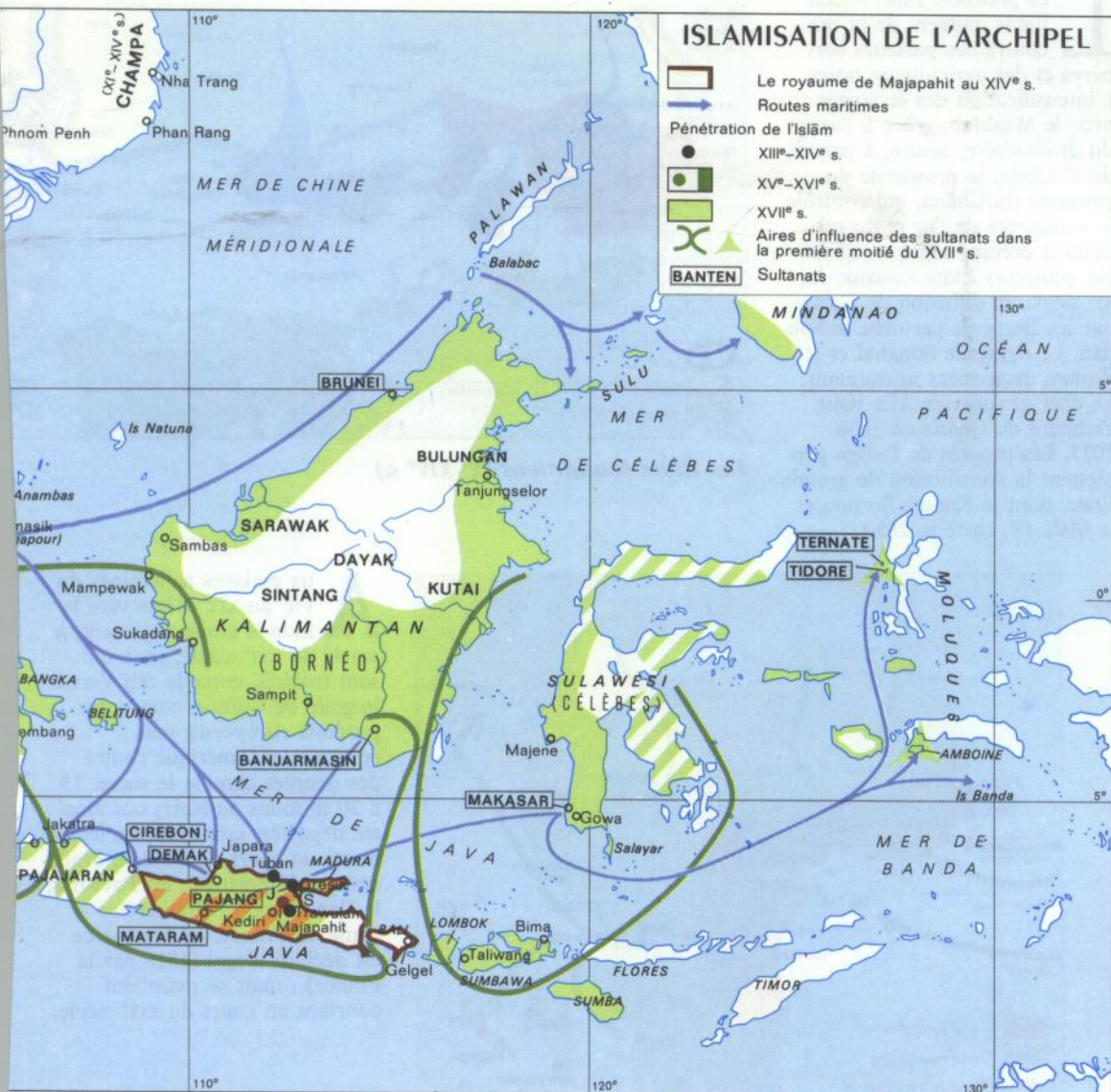


1521, Flores en 1667. À partir du XVII^e siècle, les Européens s'attaquent aux grands sultanats (Mataram, Banten, Aceh), surtout à l'instigation des Hollandais. Avec la pénétration européenne, le

christianisme s'introduit dans l'archipel. Les missionnaires (François Xavier à Ternate, 1546) entament rapidement une évangélisation dont Flores et Timor ont gardé des traces.

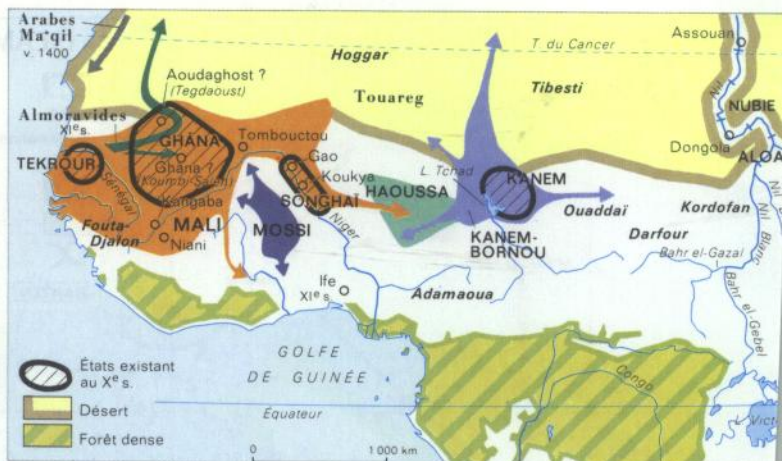
ISLAMISATION DE L'ARCHIPEL

-  Le royaume de Majapahit au XIV^e s.
-  Routes maritimes
- Pénétration de l'islam**
 -  XIII^e-XIV^e s.
 -  XV^e-XVI^e s.
 -  XVII^e s.
-  Aires d'influence des sultanats dans la première moitié du XVII^e s.
-  **BANTEN** Sultanats

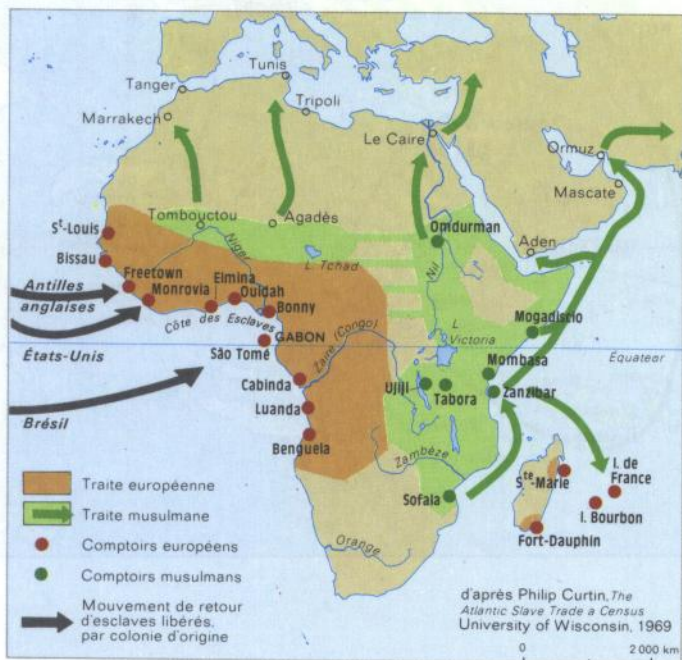


L'Afrique

Les premiers États soudanais naissent de la rencontre des pasteurs berbères et des agriculteurs noirs. L'intensification des échanges avec le Maghreb, grâce à l'usage du dromadaire, assure, à partir du v^e siècle, la prospérité du royaume du Ghana, qui contrôle le commerce de l'or et du sel. Celui-ci domine ainsi, au x^e siècle, plusieurs États vassaux. Au xi^e siècle, la diffusion de l'islam par les Berbères perturbe le Soudan. Le royaume Songhaï et le Kanem deviennent musulmans. Le chef almoravide Abū Bahr s'empare du Ghana en 1076-1077. Les progrès de l'islam permettent la constitution de grands États, dont le Kanem-Bornou et le Mali. (V. carte p. 268.)



Les États soudaniens (x^e - xiv^e s.)



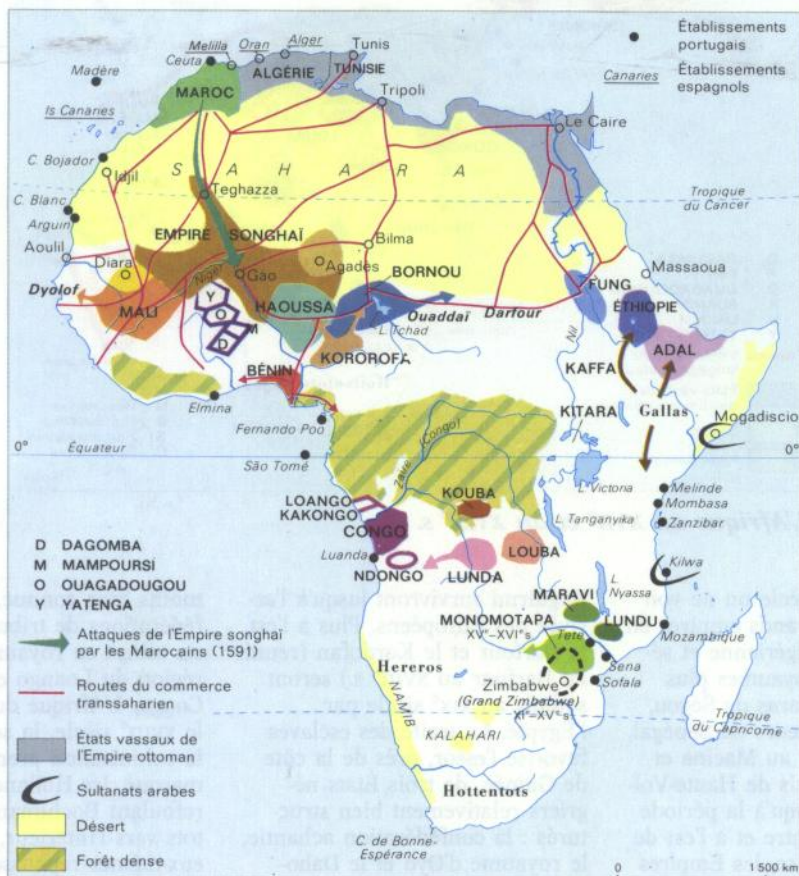
Aux esclaves acheminés du vii^e au xix^e siècle vers le monde arabe s'ajoutent, à partir du xvi^e siècle, ceux qui sont troqués, entre le cap Vert et le golfe de Guinée, contre des produits européens, puis échangés en Amérique contre des denrées comme le sucre. 15 à 20 millions de Noirs ont ainsi été déportés, sans compter les morts au cours du voyage. Pratiqué par le Portugal, les Pays-Bas, le Danemark, la Grande-Bretagne, la France, ce commerce est déclaré illégal (1815 par la France), mais se maintient pourtant au cours du xix^e siècle.

La traite des esclaves

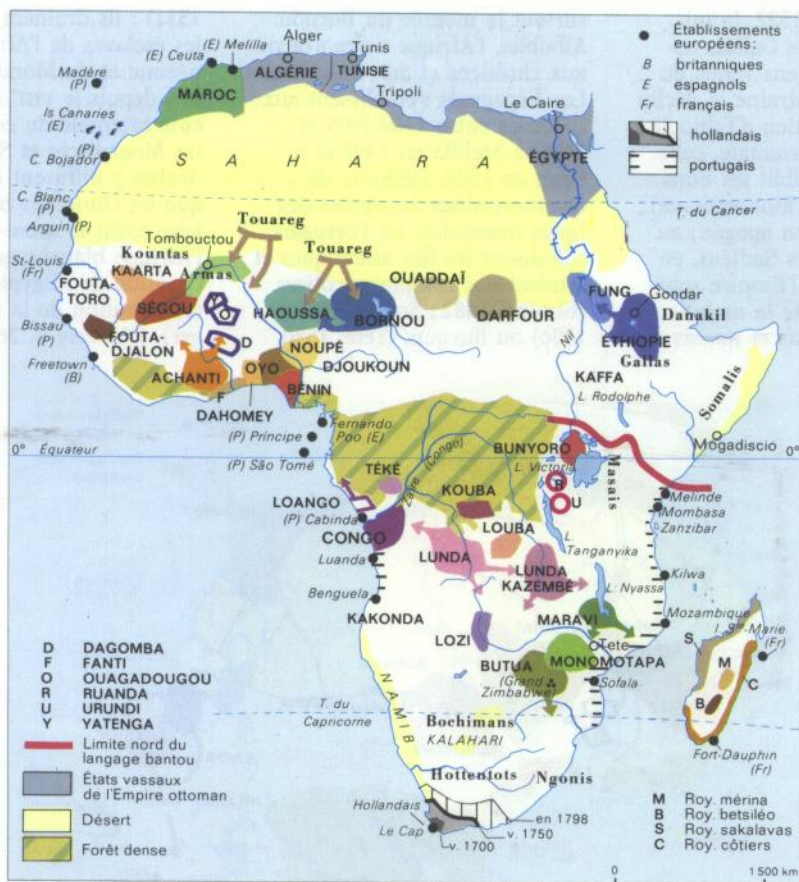
A partir de 1522, la migration des Gallas, nomades païens venus du lac Rodolphe, entraîne le déclin de l'empire chrétien d'Éthiopie ; en Afrique sud-orientale, celle des Hereros affaiblit les États bantous (Congo, Monomotapa) ; le Bénin est à son apogée ; au Soudan, enfin, les Sadiens, en 1591, détruisent l'Empire songhaï, ce qui facilite le maintien des États haoussas et mossis et

surtout la montée du Bornou. Affaiblie, l'Afrique noire s'ouvre aux chrétiens et aux musulmans. Les Espagnols s'établissent aux Canaries entre 1404-1405 et 1496, à Melilla en 1497 et à Oran en 1509. Désireux de commercialiser les épices des Indes orientales, les Portugais colonisent les îles atlantiques et fondent des comptoirs côtiers (Elmina, 1482 ; Sofala, 1505-1506) ou fluviaux (Tete, 1530-

1531) : ils drainent ainsi l'or et les esclaves de l'Afrique guinéenne et du Monomotapa. Établis depuis le VIII^e siècle sur la côte orientale du continent, entre Mogadiscio et Sofala, les Arabes y diffusent l'islâm avant que les Ottomans n'aient unifié à leur profit la quasi-totalité de l'Afrique blanche entre 1517 (occupation de l'Égypte) et 1587 (constitution de la Régence d'Alger). (V. carte p. 268.)



L'Afrique au XVI^e s.

L'Afrique au XVII^e et au XVIII^e s.

Au XVIII^e siècle on ne voit plus de grands empires en Afrique nigérienne et sénégalaïse. Des royaumes plus modestes (Bambaras de Ségou, Peuls et Toucouleurs au Sénégal, au Fouta-Djalou, au Macina et au Nigeria, Mossis de Haute-Volta) coexistent jusqu'à la période coloniale. Au centre et à l'est de la zone soudanaise, les Empires du Bornou, du Ouaddaï et du

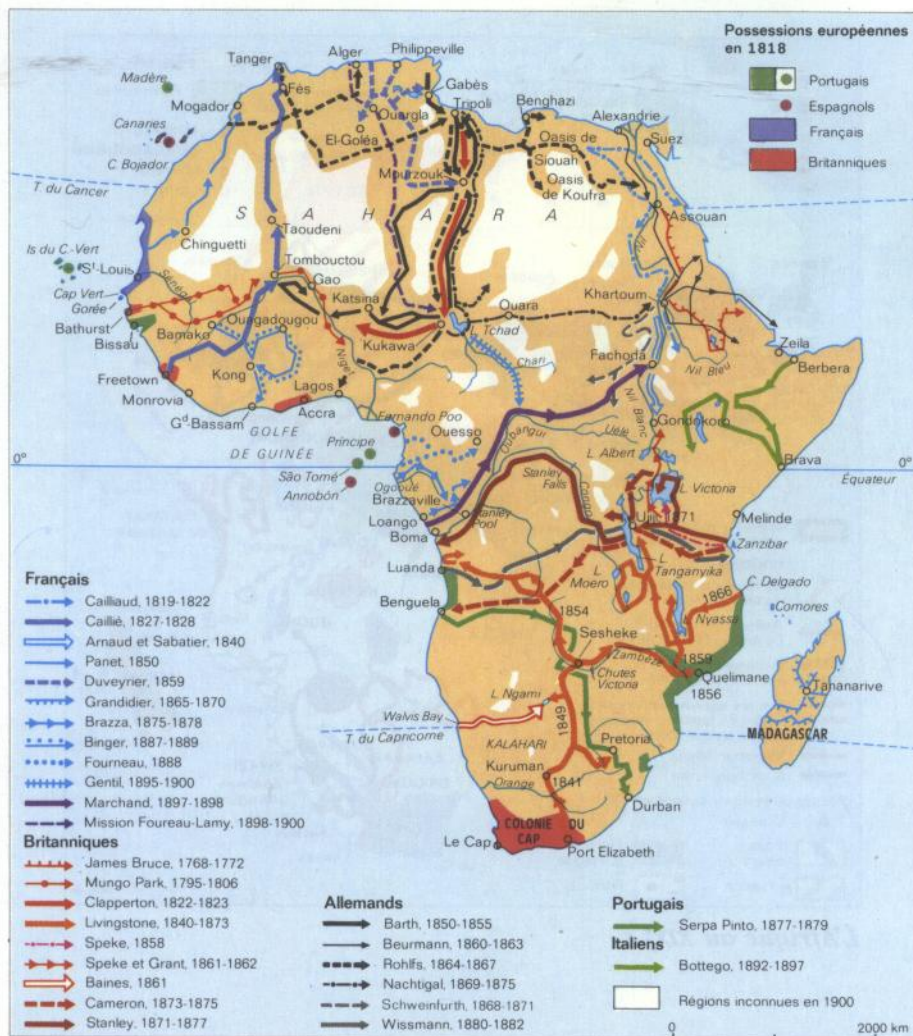
Baguirmi survivront jusqu'à l'arrivée des Européens. Plus à l'est, le Darfour et le Kordofan (réuni au Darfour au XVIII^e s.) seront soumis au XIX^e siècle par l'Égypte. La traite des esclaves favorise l'essor, près de la côte de Guinée, de trois États négriers relativement bien structurés : la confédération achantie, le royaume d'Oyo et le Dahomey. La zone sud-équatoriale est

moins bien connue, hormis les fédérations de tribus groupées un temps en royaume dans la région du Loango et du bas Congo. L'Afrique du Sud est, dès le XVIII^e siècle, la seule zone où la colonisation prend un tour marqué, les Hollandais du Cap refoulant Bochimans et Hottentots vers l'intérieur, avant d'être eux-mêmes repoussés par les Anglais après 1815.

Le mouvement antiesclavagiste, la curiosité scientifique de la fin du XVIII^e siècle suscitent un intérêt nouveau pour l'Afrique. Le mouvement d'exploration est renforcé au XIX^e siècle par les préoccupations missionnaires et les intérêts économiques. D'abord

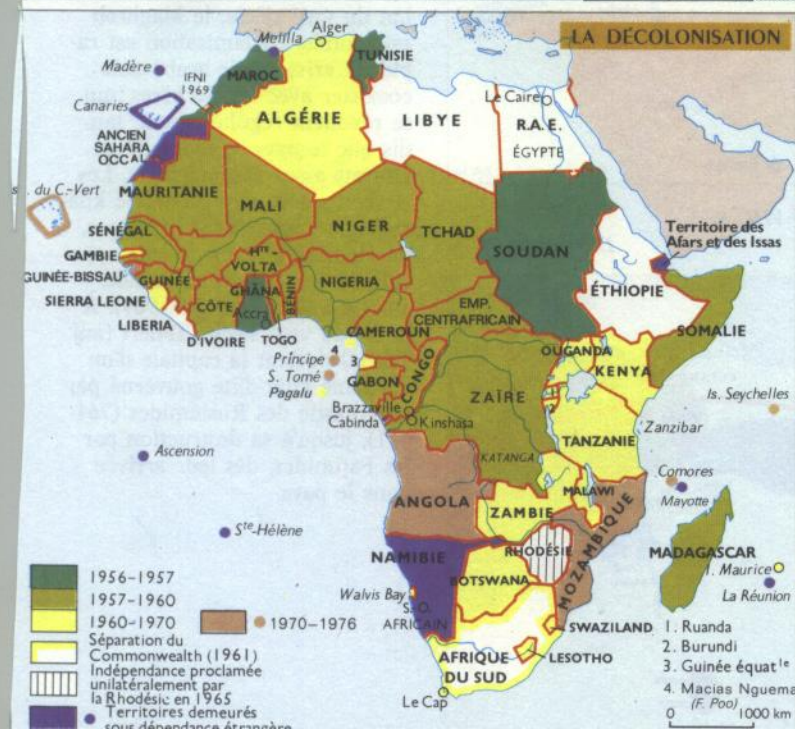
consacrées à l'Afrique musulmane, à la liaison Maghreb-Soudan, à la quête des sources du Nil, les explorations s'orientent ensuite vers l'Afrique équatoriale après les voyages de Livingstone. Dès 1875-1880, les préoccupations politiques l'emportent : les voyages de Stanley et de Wiss-

mann pour le compte de Léopold II, de Brazza et de Binger pour la France, de Serpa Pinto pour le Portugal, de Bottego pour l'Italie, ouvrent la voie de la colonisation. Après 1890, des missions militaires (mission Fourreau-Lamy) se chargent de relier les territoires déjà colonisés.



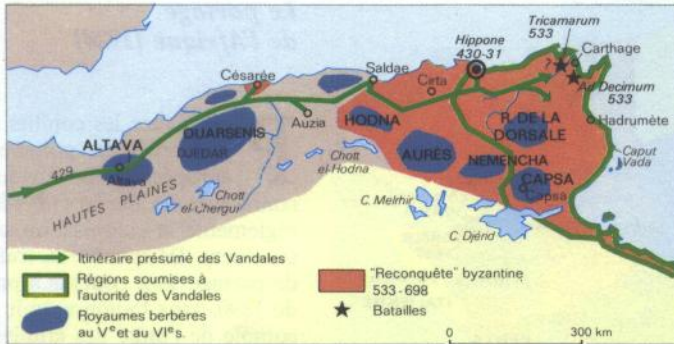
Le partage de l'Afrique (1924)

Pour éviter les conflits nés de la ruée des puissances européennes en Afrique, la conférence de Berlin (1884-85) réglemente la colonisation sur ce continent. De nombreux traités de partage sont conclus à partir de 1890, sans toujours tenir compte de l'unité des ethnies. Le partage n'est remis en cause, entre les deux guerres mondiales, que par l'attribution, en 1919-20, par la S.D.N. des colonies allemandes aux puissances mandataires (Belgique, France, Royaume-Uni) et par la conquête de l'Éthiopie par l'Italie en 1936.

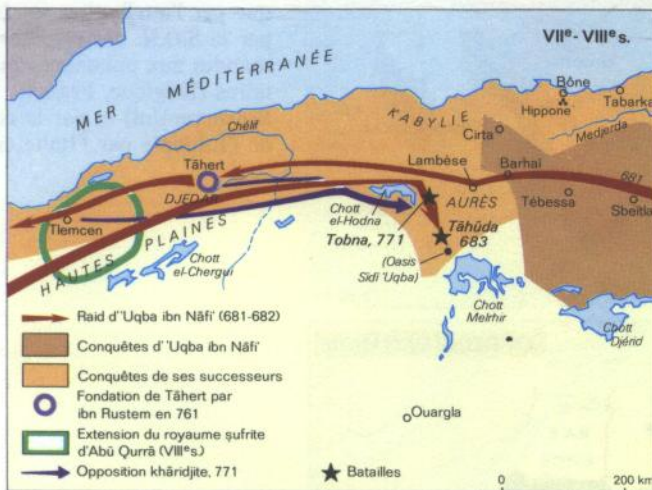


L'Afrique blanche suit le mouvement d'émancipation du monde arabe après 1945, la révolution égyptienne l'amplifiant après 1952. En Afrique noire, des insurrections mal organisées laissent place à une décolonisation pacifique : les cadres européens sont relayés par les élites africaines occidentalisées. Du Ghana (1957), le mouvement s'étend à toute l'Afrique française en 1960, puis à l'Afrique orientale britannique. Mais le « pouvoir blanc » se maintient en Afrique du Sud.

La décolonisation

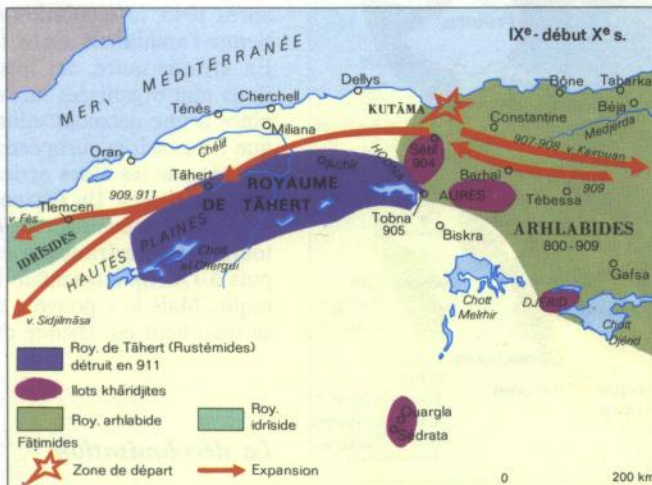


Le Maghreb au V^e et au VI^e s.



La conquête arabe - VII^e-VIII^e s.

IX^e-début X^e s.

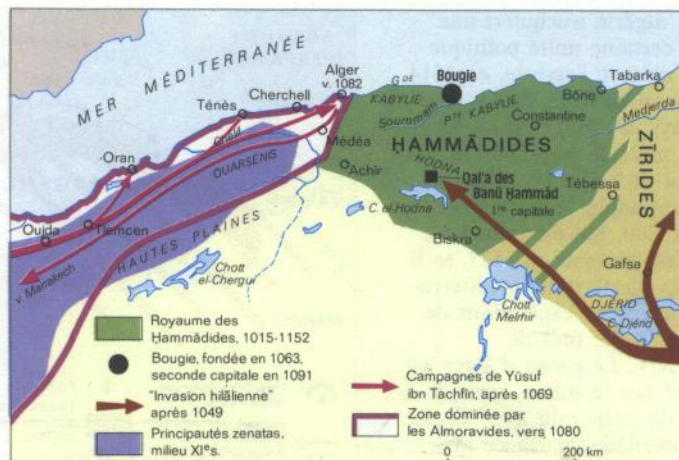


Après avoir suivi le sort de l'Empire d'Occident, le Maghreb est occupé par les Vandales venus d'Espagne. Ils assiègent Hippone (auj. Annaba), s'emparent de Carthage (439) et s'enracinent. Mais ils sont menacés par les royaumes berbères et les raids des chameliers du Sud. En 533, en deux batailles (Tricamarum et Ad Decimum), le général Bélisaire conquiert le royaume au profit de l'Empire byzantin.

En 647, les premiers conquérants arabes pénètrent au Maghreb. Leur installation est lente car Byzantins et Berbères résistent. Au début du VIII^e siècle, le Maghreb est soumis. L'islamisation est rapide. L'aristocratie arabe doit coexister avec les Berbères, qui se révoltent régulièrement, tandis que le pays se morcelle en émirats assez indépendants. Les Berbères découvrent dans le khâridjisme, mouvement hérétique, un élément moteur de leur opposition à la dynastie arhlabide établie à Kairouan (800-909). À la fin du VIII^e siècle, Tihert (auj. Tihert) devient la capitale d'un royaume khâridjite gouverné par la dynastie des Rustémides (761-911), jusqu'à sa destruction par les Fâtîmides, dès leur arrivée dans le pays.

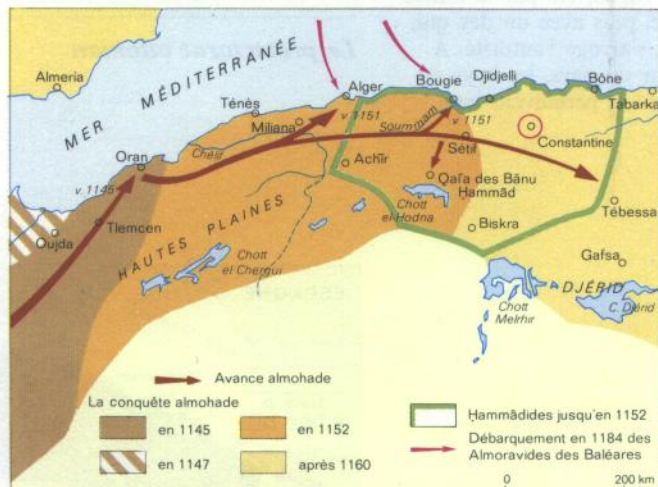
Les Hammārides

Au XI^e siècle, les Hammārides, dynastie berbère sanhādjiennne (1017-1152) issue d'une branche des Zīrides, règnent sur le Maghreb central à Qal'a des Banū Hammād, qu'ils abandonnent en 1091 pour Bougie, fondée en 1063. Le dernier Hammāride, Yaḥiyya, est détrôné par les Almohades.



Les Berbères almohades, issus de l'Anti-Atlas marocain, se révoltent au début du XII^e siècle, sous l'influence d'Ibn Tūmart, partisan de l'interprétation allégorique du Coran. Ils occupent rapidement le Maghreb et s'emparent d'une partie de l'Espagne.

les Almohades

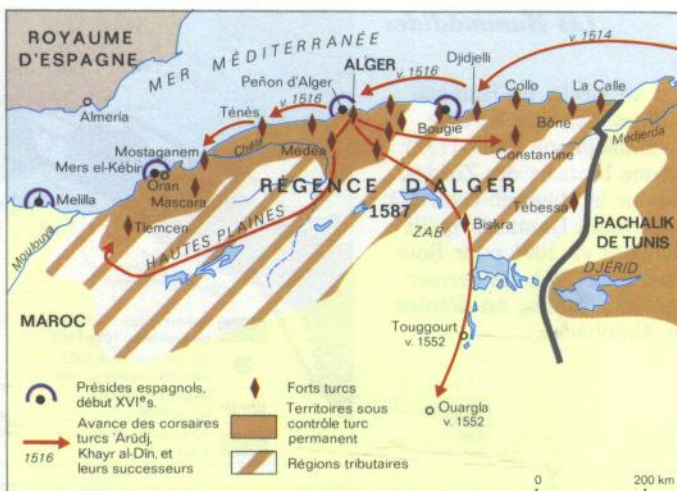


La dynastie berbère des 'Abdalwārides règne à Tlemcen (auj. Tilimsen) après l'effondrement des Almohades au XIII^e siècle. Les Marinides prennent Tlemcen en 1337, mais les 'Abdalwārides reviennent au pouvoir avec Abū Hammū Mūsā (1339-1389). Le royaume tombe aux mains des Turcs en 1550.

Les 'Abdalwārides

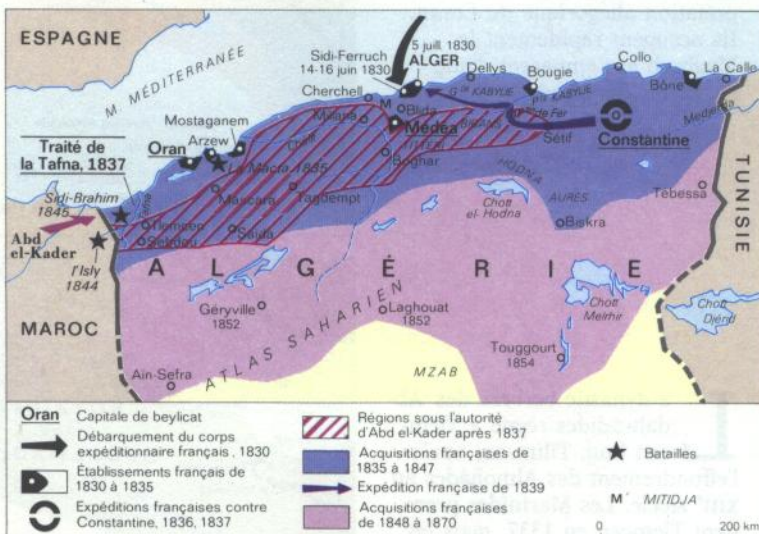


L'Algérie n'acquiert une certaine unité politique qu'avec l'arrivée, en 1514, des corsaires turcs, Bâba 'Arūdj et Khayr al-Dīn. En 1518, Khayr al-Dīn place le pays sous le protectorat de Selim I^{er}, sultan de Constantinople. Ainsi protégé, le nouvel État, qui est rattaché à l'Empire ottoman en 1533, se livre à la piraterie en Méditerranée, malgré les expéditions de Charles Quint, puis de Louis XIV. Le pacha d'Alger est nommé par le sultan, mais, à partir du milieu du xvii^e siècle, son autorité est partagée avec celle de l'agha, élu par la milice algéroise, puis avec un dey qui, en 1771, s'arroge l'autorité. À l'intérieur du pays, les beys administrent et perçoivent les impôts.



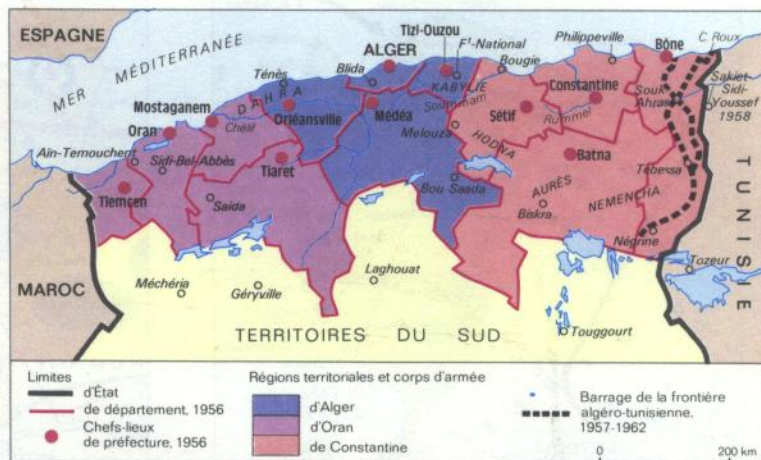
Le protectorat ottoman

Les étapes de l'occupation française



émigrer en France ou les incitent parfois à l'insurrection (1871). La politique d'intégration se veut assimilatrice mais fait des musulmans des citoyens de seconde zone.

Né vers 1930, le mouvement national algérien est stimulé par la Seconde Guerre mondiale. La répression brutale du soulèvement constantinois (mai 1945), l'hostilité des Français d'Algérie et des musulmans au statut libéral de 1947 expliquent en partie l'insurrection du 1^{er} novembre 1954 et la création d'un Front de libération nationale (F.L.N.). La guerre s'accroît à partir de 1955-56 : les nationalistes modérés (Farhāt 'Abbās) se rallient à la rébellion, qui se dote d'institutions au congrès de la Soummam (20 août 1956). L'aide du Maroc et de la Tunisie indépendants, la solidarité arabe, les interventions diplomatiques anglo-américaines contribuent à l'inter-nationalisation du conflit. En reconnaissant le droit de l'Algérie à l'autodétermination (16 sept. 1959), de Gaulle modifie le cours de la guerre, qui se complique des réactions de désespoir d'une partie de l'armée française et des « Pieds-Noirs ». La flambée de violence qui en résulte ne peut empêcher la signature des accords d'Évian (18 mars 1962), la proclamation de l'indépendance de l'Algérie (3 juill.) et l'exode de la majorité des « Pieds-Noirs ».

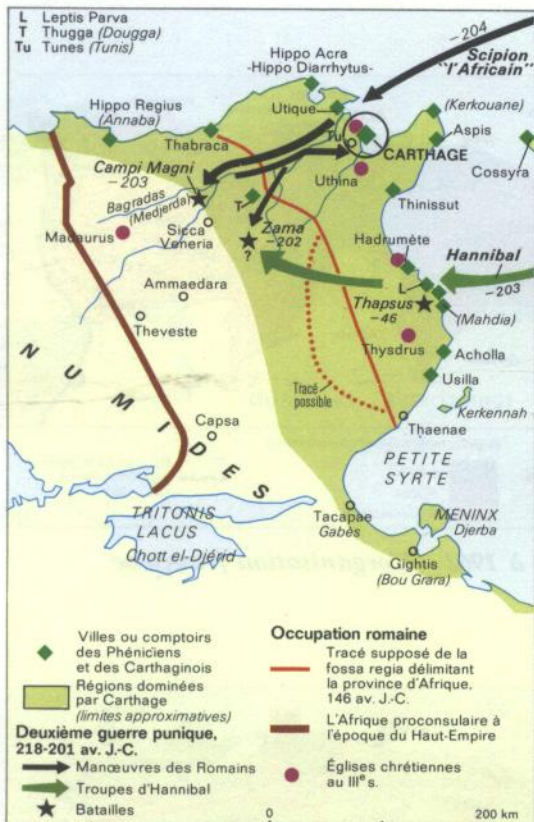


L'Algérie de 1954 à 1962 – L'organisation française



La guerre d'Algérie (1954-1962)

Carthage et Rome

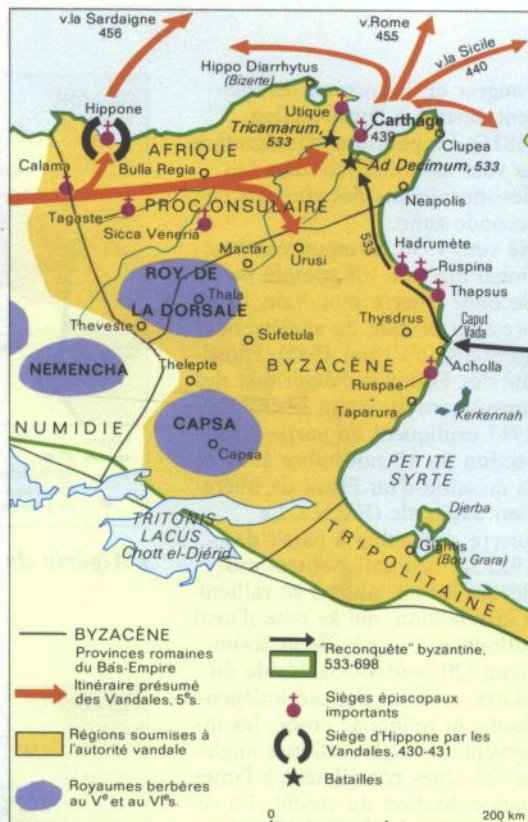


CARTHAGE ET ROME

Pendant la deuxième guerre punique (v. carte p. 21), Carthage domine un territoire limité, approximativement, par la *fossa regia* de 146 av. J.-C., auquel il faut ajouter les *Campi Magni* et le pays au sud de Zama ; au traité de 201, Carthage garde ce territoire africain. À l'issue de la troisième guerre punique (149-146), la province d'Afrique est constituée ; sa limite est la *fossa regia*. César, en

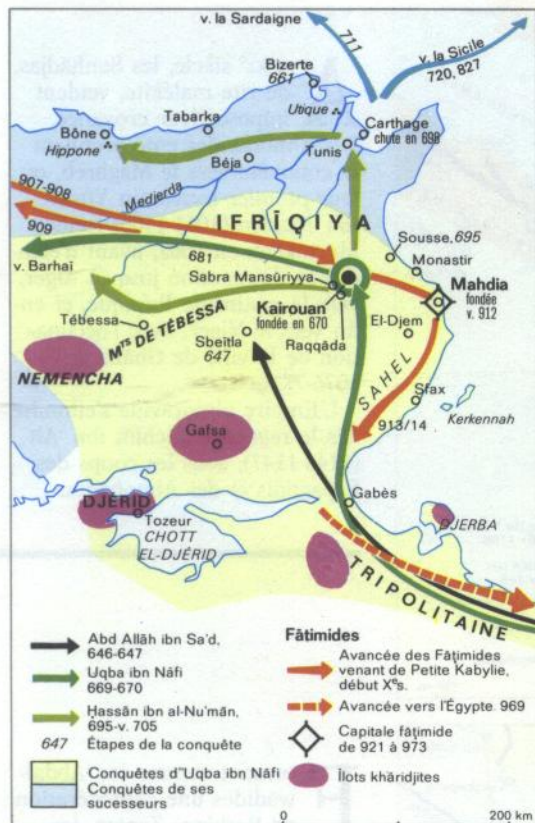
46 av. J.-C., annexe la Numidie de Cirta ou *Africa Nova* (par opposition à l'ancienne province dite dès lors *Africa Vetus*. Auguste fonde les deux provinces en une seule, à une date qui reste imprécise : les régions de Cirta, Theveste, Capsa en font déjà partie ; les Flaviens atteignent l'Aurès, qui est encerclé sous Trajan et Hadrien. Avec Septime Sévère, l'apogée territorial est atteint : au sud, l'Afrique romaine s'étend de *Castellum Dimmidi* à Ghadamès.

L'Afrique romaine et byzantine

L'AFRIQUE ROMAINE
ET BYZANTINE

L'Afrique connaît au IV^e siècle une remarquable renaissance mais les donatistes, les circoncillons et la révolte de Gildon en 396-397 affaiblissent le pays. Les Vandales débarquent en Tingitane (429), traversent l'Afrique et battent les Romains (431) ; organisés en royaume, ils conquièrent des terres et s'établissent. En 533, sur ordre de Justinien, Bélisaire débarque à Caput Vada, bat Gélimer (Ad Decimum, Tricamarum). Les troupes de Byzance occupent le pays jusqu'à la fin du VI^e siècle. (V. cartes pp. 36 et 38-39.)

La conquête arabe du VII^e au X^e s.



LA CONQUÊTE ARABE DU VII^e AU X^e SIÈCLE

La décomposition de l'Afrique byzantine, l'irréductibilisme berbère facilitent la conquête de l'Ifriqiya par les Arabes. Celle-ci est amorcée par le raid d'Abd Allāh ibn Sa'd, vainqueur des Byzantins à Sbeitla en 647. Elle est poursuivie par 'Uqba ibn Nāfi, fondateur de Kairouan, place forte et ville sainte de l'islām, qui est finalement tué à Tāhūda en 683 par les Berbères (v. carte p. 258).

La conquête de l'Ifriqiya est achevée par Hassān ibn al-

Nu'mān, qui occupe Carthage en 698 et brise la résistance berbère en 702 lorsque meurt Al-Kāhina, héroïne qui l'avait pendant longtemps animée.

Rapidement islamisée et arabisée, l'Ifriqiya est placée, par le calife 'abbāsside Harūn al-Rachīd, sous l'autorité des Arhlabides, qui fondent un émirat héréditaire (800-909). La capitale est transférée par Ibrāhīm II (875-952) à Raqqāda. Éliminant en 909 les Arhlabides, la dynastie chī'ite des Fātimides fonde la ville d'al-Mahdiyya (Mahdia), capitale jusqu'en 973 de l'Ifriqiya. (V. cartes pp. 196-97 et 198-99.)

L'Ifriqiya du XI^e au milieu du XII^e s.



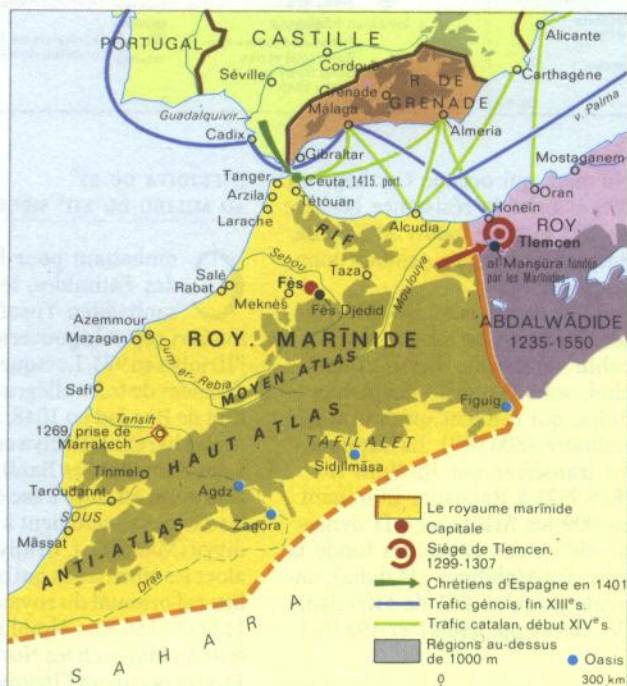
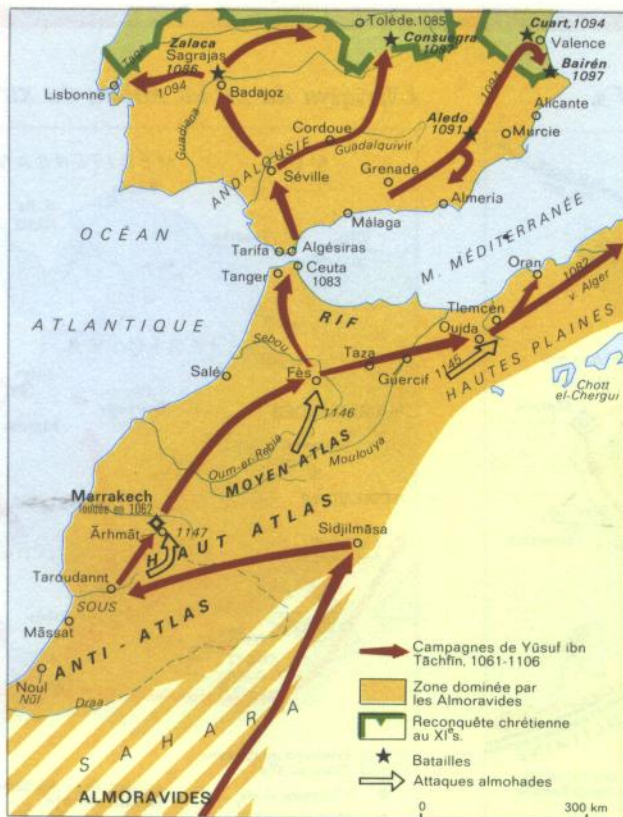
L'IFRIQIYA DU XI^e AU MILIEU DU XII^e SIÈCLE

Combattant pour le compte des Fātimides, le Berbère sanhadjien Yusuf Bulukkīn ibn Zīrī reçoit le gouvernement de l'Ifriqiya en 973. Lorsque les Zirides décident de faire allégeance au califat de Bagdad en 1048, les Fātimides livrent l'Ifriqiya en 1051-52 à des nomades, les Banū Hilāl : Kairouan est mise à sac en 1057, et les Zirides se réfugient à al-Mahdiyya (Mahdia). L'Ifriqiya tente alors les Normands qui occupent le littoral oriental du royaume entre 1134 et 1156. Les Almohades chassent du Maghreb les Normands en 1160 et occupent l'Ifriqiya.

Les Almoravides (1056-1147)

Àu XI^e siècle, les Sanhādjas, de rite malékite, veulent imposer leur croyance. Les Almoravides entreprennent la conquête vers le Maghreb, où leur premier souverain Yūsuf ibn Tāchfin (1061-1106) fonde Marrakech en 1062, avant d'étendre sa domination jusqu'à Alger, vers la péninsule Ibérique, et enfin vers le Niger, avec l'occupation de la ville de Ghāna en 1076-77.

L'Empire almoravide s'effondre dès le règne de Tāchfin ibn 'Alī (1143-1147), sous les coups des Espagnols et des Almohades.

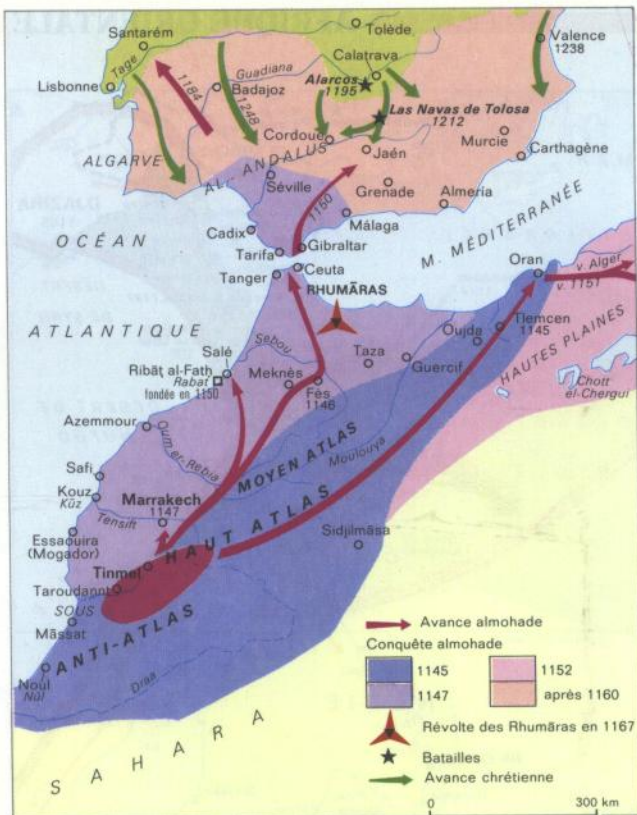


Formant comme les 'Abdalwādides une confédération de Berbères Zenāta, les Marīnides mettent un terme à la domination almohade dans le Maghreb occidental en s'emparant de Meknès en 1244, de Fès en 1248 et de Marrakech en 1269. De multiples expéditions en Espagne échouent. À l'est, la lutte contre les 'Abdalwādides se cristallise autour de Tlemcen, de 1299 à 1389. Aux prises avec leurs divers adversaires de la péninsule Ibérique, les Marīnides sont finalement éliminés par les Wattāsides (1465). [V. cartes pp. 60 et 61.]

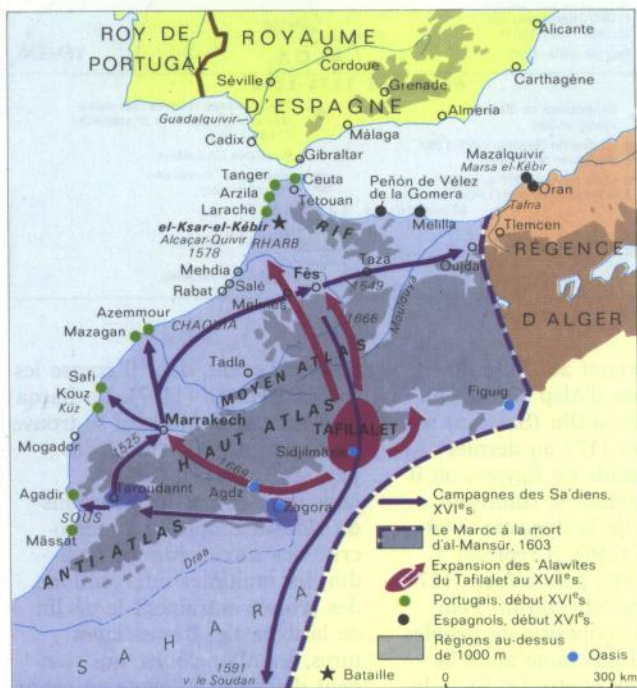
Les Marīnides (1269-1465)

Les Almohades (1147-1269)

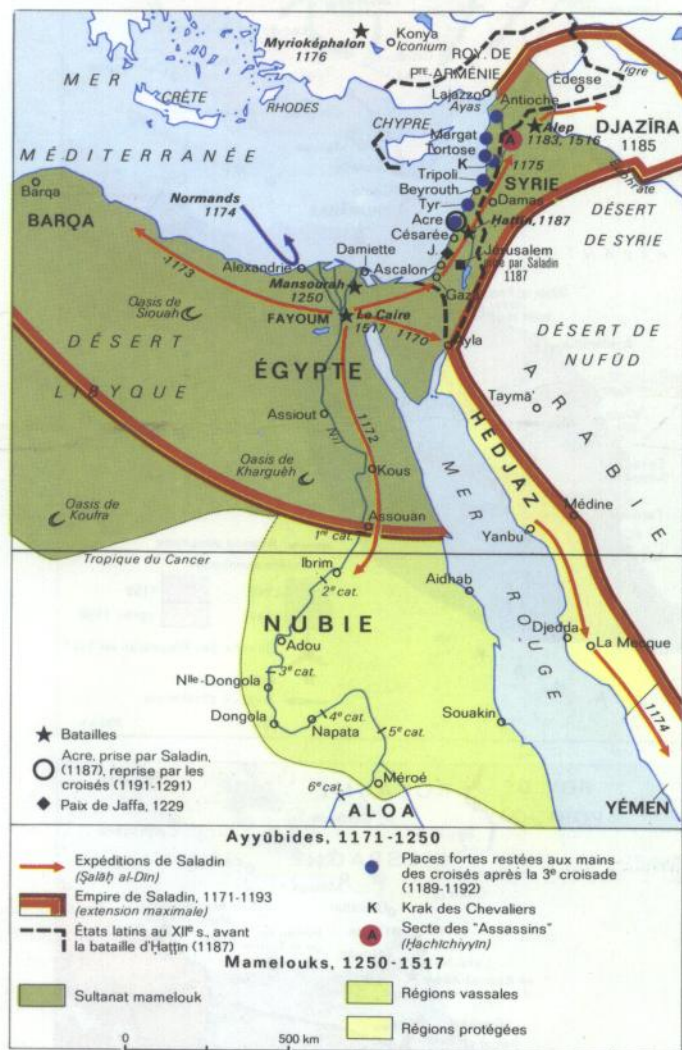
Fondée par Ibn Tūmart, la communauté des Almohades naît dans le Maroc du Sud. Elle se révolte en 1145 et prend Tlemcen, Fès en 1146, Marrakech en 1147. Ensuite, le Maroc atlantique, le Rif et al-Andalus (jusqu'au Guadalquivir) sont occupés dès 1147. L'ensemble du Maghreb est conquis entre 1151 et 1160. Ébranlée par la victoire des chrétiens ibériques à Las Navas de Tolosa en 1212, la puissance almohade s'effondre sous les coups des Berbères Zenāta entre 1244 et 1269. (V. cartes pp. 47 et 110.)



Teutons des Marīnides (1420-1465), les Wattāsides s'emparent définitivement du pouvoir en 1471, mais ne peuvent empêcher Portugais et Espagnols de s'établir sur la côte marocaine. Ils sont chassés du pouvoir en 1553 par les Sa'diens. Ces derniers, fondateurs de l'Empire chérifien, organisent de fructueuses expéditions vers le continent noir ; mais ils doivent céder le pouvoir à une autre dynastie chérifienne, celle des 'Alawītes du Tafilalet, fondée par Mūlāy al-Rachid (1660-1672), unificateur du Maroc, dont ont été chassés les Européens.



Le Maroc (XVI^e-XVIII^e s.)

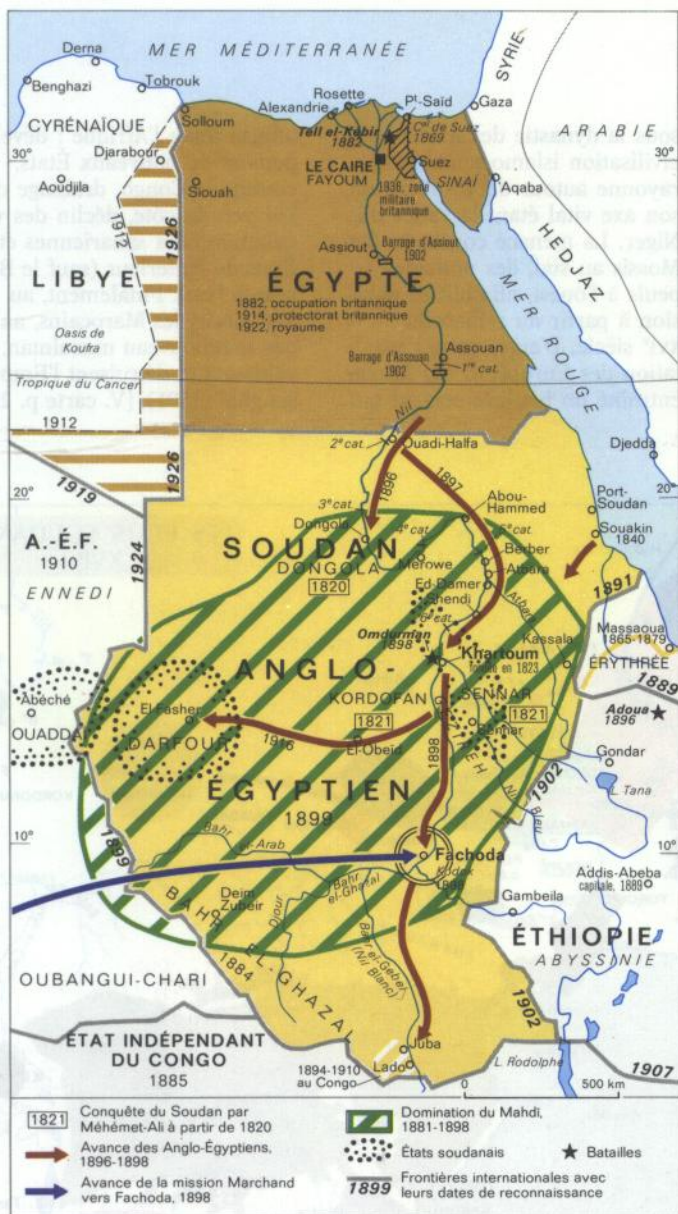


L'Égypte du XII^e au XVI^e s.

Lieutenant au Caire du prince d'Alep Nūr al-Dīn, Ṣalāh al-Dīn (Saladin) se substitue en 1171 au dernier prince fātimide en Égypte, où il restaure aussitôt le sunnisme. Fondateur de la dynastie ayyūbide (1171-1250), il reprend à Damas (1174), puis à Alep (1176) l'héritage de Nūr al-Dīn. Pour renforcer la cohésion de peuples si divers, il proclame alors la guerre sainte contre les États la-

tins du Levant, dont il écrase les forces à Hattin (1187). De Barqa et d'Assouan à Mossouk se trouve ainsi reconstituée l'unité des pays du Croissant fertile jadis réalisée par les pharaons du Nouvel Empire. La médiocrité des successeurs de Saladin, les multiples interventions des croisés entraînent le déclin de la dynastie. Des esclaves turcs, les Mamelouks, qui viennent de sauver l'Égypte en captu-

rant Saint Louis à Mansourah, l'éliminent en 1250. Chassant définitivement les Latins du Levant en 1291, ils maintiennent, pour l'essentiel, le cadre territorial de l'ancien Empire ayyūbide. Amputée de la boucle de l'Euphrate, mais agrandie de la Nubie, dont les souverains de Dongola (chrétiens jusqu'en 1315, musulmans depuis lors) sont réduits à la condition de tributaires, l'Égypte islamique domine le Proche-Orient au XIV^e siècle. Mais, en 1517, les Ottomans portent un coup fatal à sa puissance en l'occupant et en la réduisant à l'état de pachalik. (V. cartes pp. 7, 56-57 et 61.)



Égypte et Soudan (XIX^e-début XX^e s.)

Devenue pratiquement indépendante de l'Empire ottoman, l'Égypte commence à se moderniser sous l'impulsion de Méhémet-Ali (1804-1849) et, à partir de 1820, elle étend sa domination sur le

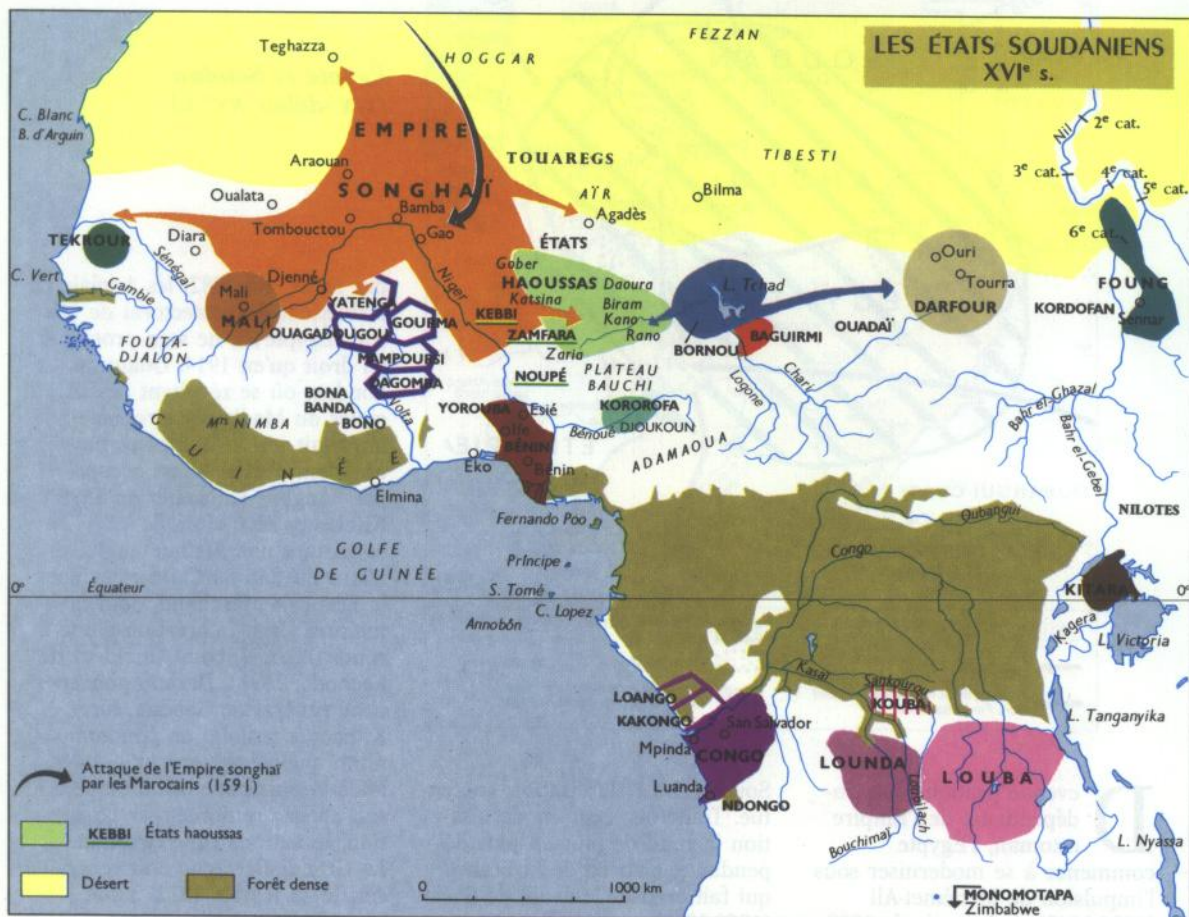
Soudan, où l'islamisation s'accroît. Toutefois, cette modernisation la rend de plus en plus dépendante, d'abord de la France, qui fait creuser le canal de Suez (1859-1869), puis de l'Angleterre, qui veut contrôler seule la route

des Indes. En 1882, les Anglais établissent un protectorat de fait sur l'Égypte ; il ne sera proclamé en droit qu'en 1914. Quant au Soudan, où se révoltent des disciples du Madhî, un prophète qui avait instauré dans ce pays un islam purifié, il est occupé par l'Anglais Kitchener en 1898. Kitchener rêve alors de construire une Afrique anglaise allant du Cap au Caire et évince le Français Marchand, dont la mission visait la création d'une route Dakar-Djibouti (incident de Fakhoda, 1898). Devenu gouverneur général du Soudan, lord Kitchener installe un condominium anglo-égyptien sur le pays. Mais la puissance britannique à son apogée renforce, par réaction, le nationalisme égyptien. La Grande-Bretagne doit renoncer, le 28 février 1922, à son protectorat sur le royaume d'Égypte. (V. carte p. 87.)

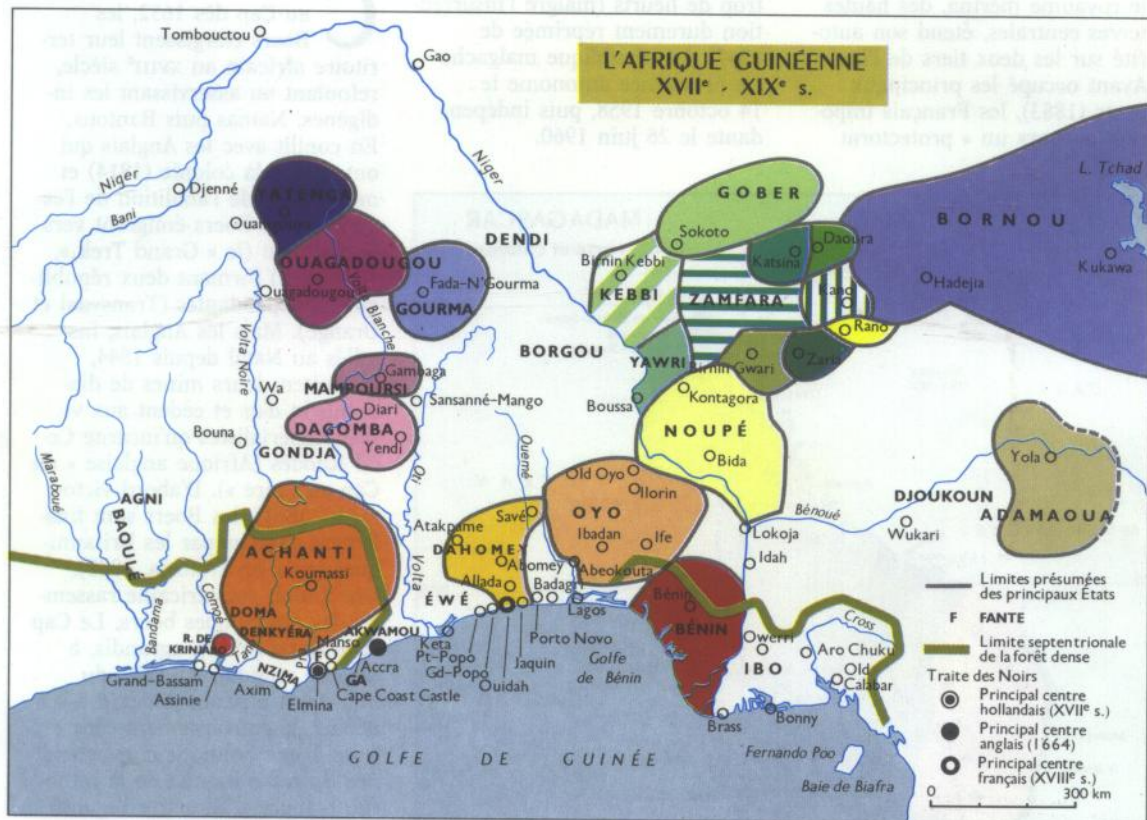
Prenant le relais du Mali, l'Empire songhaï représente la dernière des grandes civilisations soudaniennes. Partis de Gao, émançipés de la tutelle du Mali au xv^e siècle, les Songhaïs, convertis à l'islâm, édifient au xvi^e siècle un vaste empire dont l'influence s'étend sur le Sénégal, les États haoussas et le Sud saharien,

sous la dynastie des Askias. Une civilisation islamo-soudanaise rayonne autour de Tombouctou, son axe vital étant la vallée du Niger. La menace constante des Mossis au sud, des nomades peuls à l'ouest, affaiblit sa cohésion à partir du milieu du xvi^e siècle. D'autre part, l'installation des Européens sur la côte entraîne un bouleversement qui

affecte toute l'Afrique : développement de nouveaux États, comme le Congo, drainage de l'or vers la côte, déclin des voies commerciales sahariennes et des États de l'intérieur (sauf le Bornou, à l'est). Finalement, au xvi^e siècle, les Marocains, animés par le renouveau musulman, envahissent et détruisent l'Empire songhaï (1591). [V. carte p. 253.]



Les États soudaniens (xvi^e s.)



L'Afrique guinéenne (XVII^e-XIX^e s.)

Les Portugais au XVI^e siècle, les Hollandais et les Anglais qui les supplantent au XVII^e siècle, les Français au XVIII^e siècle pratiquent la traite des esclaves à partir des comptoirs côtiers. La perte de 11 millions d'habitants au cours de ces trois siècles provoque la décadence des civilisations qui avaient brillé aux XIII^e et XIV^e siècles. En revanche, trois

États négriers prennent leur essor près de la côte de Guinée : la confédération achantie, le royaume d'Oyo, le royaume d'Abomey (Dahomey). Ces États bloquent l'accès à l'intérieur du continent, où ils pillent le « bois d'ébène ». Aussi les États soudanais – Mossis au sud du Niger, Haoussas au nord de la Bénoué et Bornou – n'ont-ils aucun contact avec les Européens.

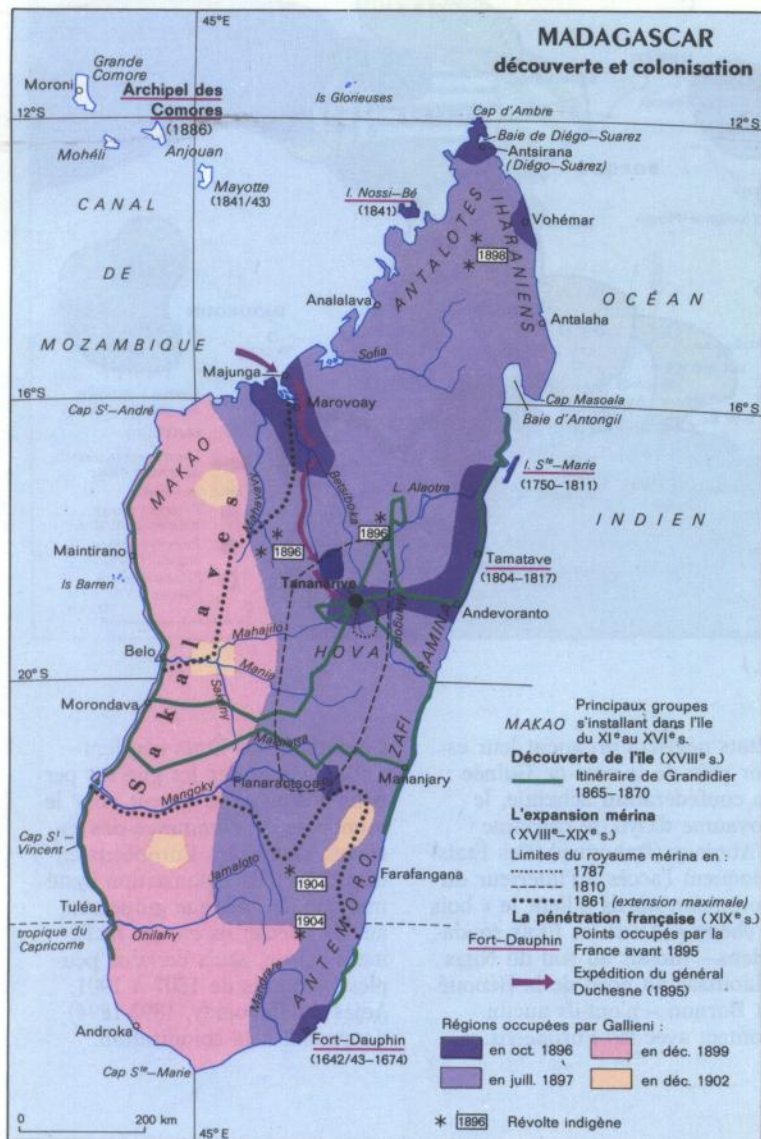
Cependant, les États négriers s'affaiblissent par les guerres perpétuelles qu'ils se livrent pour le monopole du commerce des esclaves. Quand les Européens entreprennent la colonisation systématique de l'Afrique guinéenne au XIX^e siècle, ils en ont facilement raison, seuls certains peuples (Achantis de 1807 à 1901, Adjass du Dahomey, 1892-1894) s'opposant à la colonisation.

Établis à Madagascar dès le ^{xvii}e siècle, les Français ne s'y maintiennent que par intermittence. Au ^{xix}e siècle, le royaume mérina, des hautes terres centrales, étend son autorité sur les deux tiers de l'île. Ayant occupé les principaux ports (1883), les Français imposent au pays un « protectorat

fantôme » (1885). Annexée en 1896, l'île, avec Gallieni, jouit d'une relative prospérité. Aussi l'émancipation se fera-t-elle sans trop de heurts (malgré l'insurrection durement réprimée de 1947). La république malgache est proclamée autonome le 14 octobre 1958, puis indépendante le 26 juin 1960.

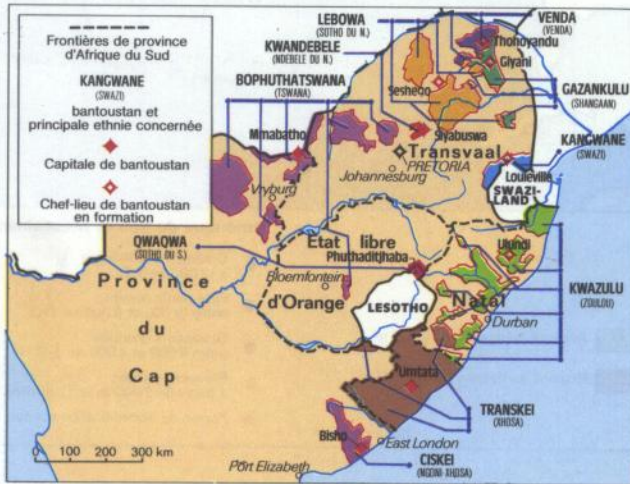
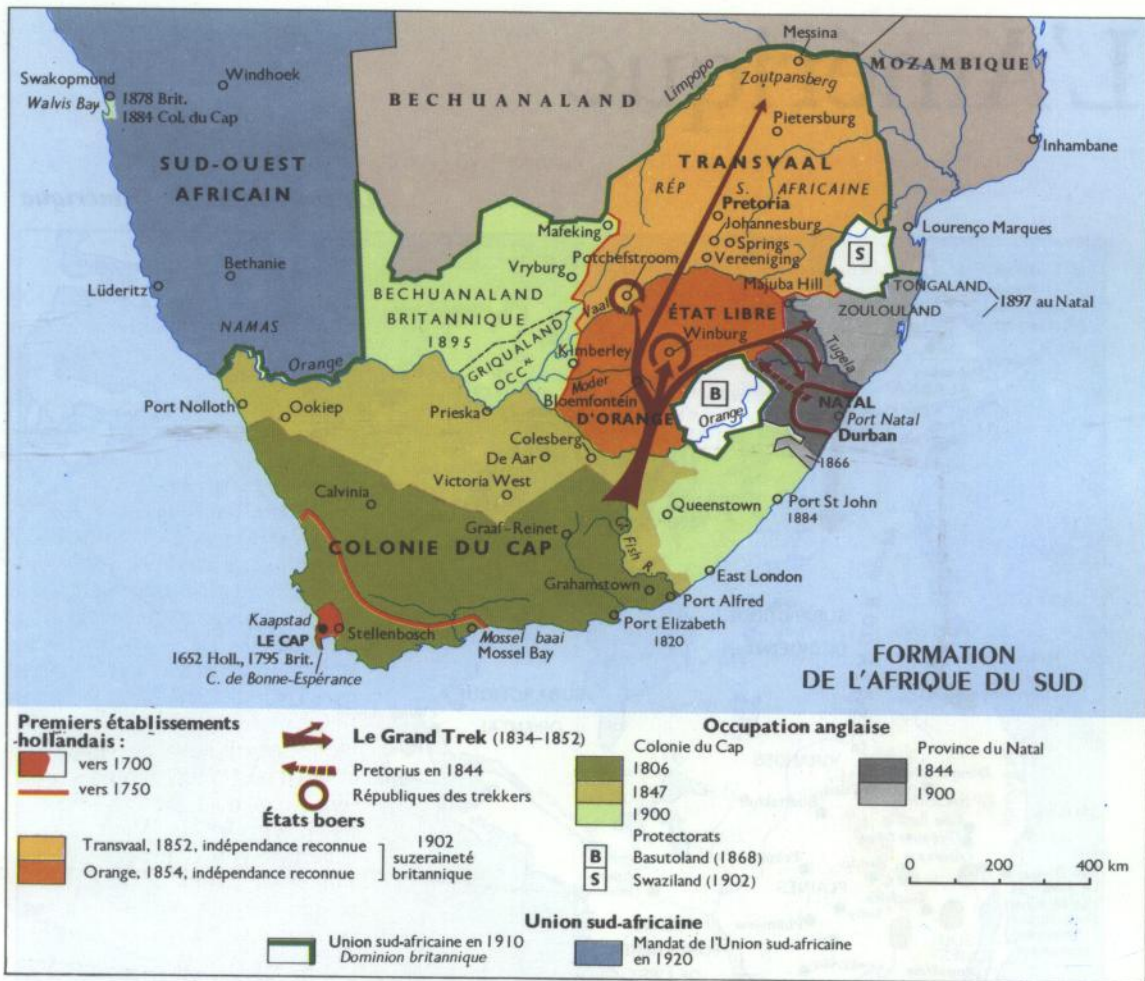
Formation de l'Afrique du Sud

Colons hollandais installés au Cap dès 1652, les Boers élargissent leur territoire africain au ^{xviii}e siècle, refoulant ou asservissant les indigènes, Namas puis Bantous. En conflit avec les Anglais qui ont acquis la colonie (1814) et mécontents de l'abolition de l'esclavage, les Boers émigrent vers le Nord-Est (le « Grand Trek », 1834-1852) formant deux républiques indépendantes (Transvaal et Orange). Mais les Anglais, installés au Natal depuis 1844, convoitent leurs mines de diamants et d'or et cèdent aux visées impérialistes qu'incarne Cecil Rhodes (Afrique anglaise « du Cap au Caire »). D'abord victorieux (1881), les Boers sont finalement vaincus par les Britanniques (paix de Pretoria, 1902). Une Union sud-africaine rassemble les républiques boers, Le Cap et le Natal (1910), agrandis, à titre de mandat, en 1920, du Sud-Ouest africain. Modéré à ses débuts, le gouvernement cède ensuite à une politique d'apartheid, née du refus inquiet de la minorité blanche d'admettre l'égalité des droits avec la forte majorité noire.



Madagascar, découverte et colonisation

AFRIQUE DU SUD



Les bantoustans sont les « foyers nationaux » attribués aux Noirs sud-africains. Au nombre de 13, ils occupent 13 p. 100 de la surface de l'Afrique du Sud et rassemblent 73 p. 100 de la population. Indépendants ou autonomes, mais soumis économiquement au pouvoir blanc, ils favorisent le maintien de l'apartheid.

Les bantoustans en 1985

L'Amérique

La préhistoire de l'Amérique



Les premiers habitants de l'Amérique sont des Sibériens venus d'Asie par le détroit de Béring et installés en Alaska. Entre 70 000 et 15 000 av. J.-C., on découvre des indices de la présence humaine jusqu'en Californie et au Mexique. Dans les Grandes Plaines, la chasse prospère grâce au bison et à l'invention du forçage des hordes vers les précipices. Les Califor-

niens, réfractaires à l'agriculture, tirent de mieux en mieux parti du milieu marin. La culture de Cochise utilise les plantes cultivées originaires de la Mésoamérique et adopte la céramique. La culture de Dorset se partage avec celle de Thulé les régions arctiques. Au I^{er} millénaire av. J.-C., les hommes de la culture de Dorset usent de microlames, construisent des habitations mas-

sives et semi-souterraines et sont équipés pour la chasse hivernale. Ceux de Thulé se répandent d'autant mieux qu'ils associent au traîneau l'oumiak, bateau de peau : ils se déplacent ainsi de l'Alaska au Groenland. Ils précèdent immédiatement les Esquimaux.

Le peuplement du Nouveau Monde se fait du Nord au Sud. Mais les traces de la présence



humaine sont aussi anciennes au Mexique et au Brésil que dans le Grand Nord. En Mésoamérique, les sites les plus anciens sont El Bosque, Tlapacoya, Tequixquiac, Valsequillo. La domestication des animaux est limitée et tardive, l'agriculture précoce. L'activité horticole s'épanouit au V^e millénaire avec l'avocat, l'amarante, la courge, suivis du maïs. Dès lors, vers 3 000-2 500 av. J.-C., se construisent de gros villages (Tehuacán).

En Amérique du Sud, le Brésil possède les sites les plus anciens (Toca do Boqueirão). Au Chili, à Monte Verde, on a découvert, dans un habitat de 12 000 av. J.-C. environ des bolas et des traces d'habitations en bois et peaux. La domestication des animaux s'observe à partir de 4 000 av. J.-C., comme le témoigne le gisement de Telarmachay (Ayacucho). Vers 3 000-2 500, le Pérou connaît déjà une bonne partie des productions agricoles précolombiennes. Le reste du continent suit avec retard, mais découvre la poterie vers 3 000.

Dès le I^{er} millénaire av. J.-C. la civilisation olmèque est déjà très évoluée (villes avec temples en pierre et marchés, calendrier et système de numérotation); aussi étend-elle son influence, à partir de la côte atlantique (La Venta [v. 100-v. 400 av. J.-C.], puis Tres Zapotes [à partir de 31 av. J.-C.]), sur toute la zone mésoaméricaine; elle donne

alors naissance à de nouvelles civilisations qui, au I^{er} millénaire apr. J.-C., s'individualisent en deux grandes aires. Au sud, dans les basses terres guatémaltèques du Petén (Tikal, Uaxactún, Seibal), les Mayas édifient à partir du IV^e siècle la plus brillante civilisation de la région, qui rayonne au Chiapas (Palenque, Bonampak, Yaxchilán), au Yucatán et vers le sud-est (Kaminal-



juyú, Amatitlán, Copán). Dans l'aire mexicaine, la civilisation de Teotihuacán étend son influence sur tout le plateau central (Xochicalco, Cholula) et jusqu'en pays maya ; elle domine, par la splendeur de ses monuments, les cultures voisines des Zapotèques, dans l'Oaxaca (Monte Albán), et des Totonèques, en Veracruz (El Tajín). À la fin du I^{er} millénaire apr. J.-C.,

toutes ces civilisations disparaissent, pour des raisons mal connues, peut-être sous les coups de chasseurs nomades venus du Nord : dans un premier temps, les Toltèques, dans la région de Tula, recueillent l'héritage de Teotihuacán ; mais, au XII^e siècle, ils sont balayés par de nouveaux envahisseurs (affrontement mythique entre Quetzalcóatl, le serpent à plumes toltèque,

et Tezcatlipoca, le dieu de la Guerre) ; aussi se réfugient-ils au Yucatán, où ils revivifient la civilisation maya, à Uxmal, à Chichén Itzá et à Mayapán. À la même époque, les Aztèques s'imposent au Mexique central ; réalisant la synthèse de la civilisation toltèque et de leurs traditions guerrières, ils édifient, en cent cinquante ans, un empire couvrant tout le Mexique.



La Mésoméridique. Archéologie

L'Amérique du Sud précolombienne présente de grandes différences culturelles, liées à la variété des conditions naturelles. Au sud, les populations ignorent encore l'agriculture : pêcheurs de l'ar-

chipel fuégien (Yahgans, Alakalufs) ; chasseurs de guanacos des pampas (Tehuelches, Puelches) ; tribus du Chaco et du Sud brésilien, combinant chasse et cueillette. Les régions tropicales et l'Est sont peuplés d'Indiens prati-

quant une agriculture itinérante sur brûlis (manioc, igname, patate), répartis en trois grands groupes culturels : Tupi-Guaranis, Arawaks au sud de l'Amazonie, (qui édifient la civilisation Marajoara sur l'Amazone) et Carib au nord, d'où ils envahissent les Antilles. Enfin la région andine connaît, depuis le II^e millénaire, une véritable agriculture sédentaire, fondée sur la culture du maïs, qui permet l'éclosion de civilisations évoluées. Mais le relief accidenté des Andes entraîne un morcellement en petites aires culturelles, qui ne sont que tardivement unifiées. Malgré leurs remarquables réussites dans la métallurgie de l'or (Atacames, Milagro), les civilisations des franges septentrionales pâlisent auprès de celles des Andes centrales.

En Colombie, toutefois, le site de San Agustín, dont les débuts sont antérieurs à l'ère chrétienne, peut s'enorgueillir de ses statues colossales. Les Andes sont d'abord marquées par l'influence mésoaméricaine (civilisation de Chavín, qui rayonne sur toute la côte, à Cupisnique, à Ancón, à Paracas). Paracas est une zone de gisements d'époques variées, favorisée par un climat désertique qui a conservé la flore et les textiles. Un bon niveau technique (agriculture irriguée, artisanat développé) permet l'épanouissement, à partir de 300 av. J.-C., de cultures originales : sur la côte, la culture mochica au nord, celle de Nazca au sud. Le site de Nazca, d'épo-



Sites archéologiques de l'Amérique du Sud

que classique, s'est rendu célèbre grâce aux qualités de ses céramiques polychromes.

Ces civilisations sont bientôt éclipsées par celles des hauts plateaux où, à partir de Tiahuanaco, s'édifie, vers 600 apr. J.-C., le premier empire sud-américain. Son effondrement vers 1100 entraîne un nouveau morcellement en petits royaumes ou confédérations (Chincha, Chancay, surtout Chimú), dont la culture composite reprend les acquis des civilisations côtières et de celle de Tiahuanaco. Il faut attendre le ^{xv}^e siècle pour que se construise, à partir des hautes terres, un nouvel empire qui unifie toute la région andine : venus de la vallée du Cuzco, les Incas étendent leur domination de l'Équateur au Chili central. De nombreux facteurs témoignent de leur haut degré de civilisation : perfection de l'organisation sociale, importance du réseau routier, ingéniosité du système comptable, splendeur des monuments.

Cuzco, capitale de l'ancien Empire inca, comporte de nombreux vestiges enfouis dans les constructions modernes. Machu Picchu, ville morte, aujourd'hui très accessible, est le site le plus étonnant.

Mais, comme chez les Aztèques, le manque de cohésion de l'Empire, aggravé par les luttes intestines (querelle dynastique entre Atahualpa et son demi-frère, Huàscar), favorise la conquête espagnole en 1532-33. (V. cartes pp. 280 et 281.)



Sites archéologiques de la région andine

Vers 982, Erik le Rouge, parti d'Islande, aborde au Groenland, qui est colonisé. De là, les navigateurs vikings atteignent le mystérieux Vinland et s'y établissent entre 1003 et 1006. Des traces de

leurs installations ont été identifiées à la pointe nord de Terre-Neuve. La route du Nouveau Monde est ouverte véritablement par Christophe Colomb en 1492, suivi très vite par divers navigateurs espagnols. Dès 1497, Jean

Cabot, au service des Anglais, retrouve le chemin de Terre-Neuve. À l'autre extrémité du continent nord, l'Espagnol Cabeza de Vaca pénètre dans les profondeurs du Mexique jusqu'à la Sierra Madre.



À la recherche d'un passage septentrional vers le Pacifique (le « passage du Nord-Ouest »), les Britanniques pénètrent, à la fin du xvi^e siècle, dans le détroit de Davis (Martin Frobisher en 1576, John Davis en 1587), puis, au

début du xvii^e siècle, dans la baie d'Hudson, à laquelle un anglais, Henry Hudson, donne son nom, en 1609-10.

Mais c'est dans le nord-est des actuels États-Unis qu'ils fondent leurs premiers établissements permanents (Jamestown en 1607, Boston en 1630), en concurrence notamment avec les Néerlandais qui achètent aux Indiens l'île de Manhattan en 1625 (Nieuw Amsterdam, auj. New York).

Entre ces deux zones d'établissement en majorité britanniques, explorateurs (Jacques Cartier au xvi^e s.) et colonisateurs français (Samuel Champlain au xvii^e s.) pénètrent loin à l'intérieur du continent, le long de l'axe du Saint-Laurent, où sont fondés Québec (1608) et Montréal (1642). Autour de ces villes se constitue alors la colonie de la Nouvelle-France, noyau du Canada. Disposant d'une excellente voie de pénétration, le Saint-Lau-

rent, les Français explorent la vallée du Mississippi (le P. Jacques Marquette et Louis Joliet, puis Robert Cavelier de La Salle) et s'aventurent jusqu'aux montagnes Rocheuses (Pierre de La Vérendrye et ses fils).

Partant de leurs établissements de la baie d'Hudson, dont la compagnie exploite les fourrures depuis 1670, les Anglais entreprennent l'exploration de la région de la Saskatchewan (Henday, 1754-55) et surtout celle du Grand Nord après 1763. Mackenzie atteint l'Arctique en descendant la rivière qui porte actuellement son nom (1789), puis le Pacifique, non loin de l'île du Prince-de-Galles (1793), déjà reconnue par mer par George Vancouver qui, relayant James Cook (1778), explore le littoral occidental de l'Amérique du Nord de 1792 à 1794. Pour l'essentiel, la reconnaissance du continent est achevée.

Vikings

- Erik Thorvaldsson, 982 (Erik le Rouge)
- Expéditions des Vikings à partir de l'an mille

Expéditions espagnoles

- Christophe Colomb, 1^{er} voyage, 1492-93
- Cortés, 1519-1525
- Cabeza de Vaca, 1528-1536

Français

- Jacques Cartier, 1534
- Jacques Cartier, 1535
- Champlain et de Monts, 1604
- Champlain, 1609 et 1615
- Joliet et Marquette, 1669 et 1673
- Joliet, 1679
- Cavelier de La Salle, 1682 et 1684-1687
- Pierre de La Vérendrye et ses fils, 1731-1739 et 1742-43
- Ile Royale (Île du Cap-Breton)
- F Fort Frontenac

Anglais et Américains

- Jean Cabot, 1497
- Davis, 1585 et 1586-87
- Hudson, 1610
- Baffin, 1616
- James, 1632
- Cook, 1778 (3^e voyage)
- Thompson, 1785-1811
- Mackenzie, 1789 et 1792-93
- Lewis et Clark, 1804-1806
- Ross, 1818 et 1829
- Parry, 1819
- Peary, 1892
- Peary, 1909

Norvégiens

- Nansen, 1888
- Amundsen, 1903-1906

Allemands

- Wegener, 1930

Premiers établissements européens

- français
- anglais
- ▲ hollandais

Regions au-dessus de 1000 m



Découverte de l'Amérique du Sud

En 1492, l'arrivée de Christophe Colomb aux Bahamas ouvre la voie à la colonisation de l'Amérique du Sud. Dès 1494, le traité de Tordesillas partage le monde entre Espagnols et Portugais. En 1500, Cabral s'empare, pour le compte du Portugal, de la « Terre de la

Vraie Croix », région du futur Brésil. Amerigo Vespucci longe jusqu'en Patagonie les terres du littoral sud-américain. L'intérieur du continent est exploré par des conquistadores (Almagro, Pizarro, Orellana) mais aussi par des aventuriers en quête d'eldorados. Vers l'Atlantique sud, Díaz

de Solís pénètre dans le Río de la Plata dès 1516. La jonction avec les possessions andines est assurée, avant le milieu du XVI^e siècle, par Irala ; les Portugais s'engageront plus tard à l'intérieur du Brésil, l'Amazonie restant en grande partie inconnue jusqu'au XIX^e siècle.

En quelques années, les conquistadores se rendent maîtres des puissants empires amérindiens (Cortés au Mexique, Pizarro et Almagro au Pérou). Un vaste empire espagnol se constitue en trente ans, tandis que les Portugais s'installent lentement sur la côte brési-

lienne (arbitrage pontifical de 1493 ; traité de Tordesillas, 1494). La monarchie espagnole crée en Europe des organismes de contrôle des nouvelles colonies et, sur place, une administration locale. Les galions drainent vers l'Europe les métaux précieux de Colombie, du Mexi-

que et du Pérou, rapportent les produits manufacturés et assurent, depuis Acapulco, la liaison avec les Philippines et l'Asie. Mais la colonisation entraîne l'effondrement de la population amérindienne, qui passe de 80 millions d'habitants à 11 ou 12 millions au cours du XVI^e siècle.



L'organisation de la conquête

L'Amérique au XVII^e et au XVIII^e s.

À l'aube du XVII^e siècle, l'Amérique est, de la Floride à l'Argentine, le domaine réservé des Ibériques, notamment des Espagnols. Mais, en deux siècles, la situation est bouleversée. Les Portugais occupent peu à peu le désert humain qui va de l'Atlantique aux Andes. Si la présence hollandaise, de Nieuw Amsterdam (New York) au Brésil, est peu durable, les Français conquièrent depuis le Canada une bonne partie de l'Amérique du Nord. Faiblement implantés dans l'ensemble du continent au XVII^e siècle, les Anglais étendent au XVIII^e siècle leur influence commerciale dans l'Amérique espagnole. Après avoir évincé les Français du Canada et de Louisiane occidentale (traité de Paris, 1763), ils peuvent créer un vaste empire en Amérique du Nord. Dans la plupart des colonies, de grands latifundia se créent, exploités par des esclaves noirs. La minorité créole de la société coloniale s'impose aux esclaves, métis et indigènes, que les Européens tentent épisodiquement de protéger et d'évangéliser, notamment dans le cadre des réductions jésuites. Mais les colonies, surtout en Amérique espagnole, restent sous la tutelle politique des pays européens, dont la domination économique (pacte colonial) mécontente les colons.



L'INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE LATINE AU XIX^e S.

La chute de la monarchie espagnole en 1808 provoque, à partir de 1810, une première vague révolutionnaire. Au Mexique, les prêtres Hidalgo et Morelos mènent l'insurrection. En Amérique du Sud, des mouvements séparatistes éclatent, animés par Miranda puis par Bolívar au Venezuela, Belgrano dans le vice-royaume de la Plata, O'Higgins au Chili. Mais les dissensions internes et la restauration des Bourbons en Espagne permettent partout le rétablissement de la souveraineté espagnole, sauf dans les pays de la Plata. En 1817, les révoltes reprennent : San Martín libère le Chili et le Pérou ; Bolívar prend les trois pays du Nord, qu'il fède en une « Grande-Colombie » ; Iturbide proclame l'indépendance du Mexique en 1821. Entre 1821 et 1824, les pays d'Amérique centrale créent une république fédérale. Au Brésil,

don Pedro, l'héritier du trône portugais, évite la révolution en acceptant la couronne impériale.

L'affirmation des tendances centrifuges en Amérique latine fait échouer les rêves fédéralistes de Bolívar (congrès de Panamá, juin-juill. 1826) : la Grande-Colombie se voit privée du Venezuela, puis de l'Équateur. En 1839, les Provinces-Unies d'Amérique se morcellent en cinq républiques, auxquelles se joint le Panamá en 1903.

FORMATION DES ÉTATS D'AMÉRIQUE LATINE (XIX^e-MILIEU DU XX^e S.)

L'indépendance en Amérique latine a renforcé le pouvoir des caciques (seigneurs locaux) sur les indigènes. Dès lors, se manifeste une tendance permanente à l'éclatement des États, évité seulement par l'instauration de dictatures militaires. Le rôle croissant de l'armée dans la vie politique exa-

cerbe les nationalismes. Les guerres se multiplient, favorisant les modifications de frontières, au détriment, notamment, des États intérieurs (Paraguay, Bolivie) et au profit des États relativement solides (Chili, Pérou et surtout Brésil).

La faiblesse des États facilite l'impérialisme des grandes puissances : mainmise économique de la Grande-Bretagne sur le « triangle blanc » (Argentine, Uruguay, Chili) ; intervention militaire en 1862 des Français au Mexique, où ils créent l'éphémère empire de Maximilien (1864-1867) ; domination des États-Unis. Ayant annexé les provinces septentrionales du Mexique par le traité de Guadalupe Hidalgo en 1848, ceux-ci étendent leur influence, d'abord dans la région des Caraïbes ; après la Première Guerre mondiale et l'effacement britannique, cette influence s'exerce dans toute l'Amérique latine. La véritable émancipation, commencée au Mexique avec la révolution de 1911, reste à réaliser.

L'indépendance de l'Amérique latine au XIX^e s.



Formation des États d'Amérique latine (XIX^e-milieu du XX^e s.) ▶

FORMATION DES ÉTATS D'AMÉRIQUE LATINE XIX^e - milieu du XX^e s.



- Territoires perdus au XIX^e s. par le Mexique au profit des États-Unis
- Zone contestée
- Rectifications de frontières au profit:**
 - de l'Argentine
 - du Brésil
 - de la Colombie
 - du Paraguay
 - du Pérou
- Objet du litige entre le Pérou et la Colombie (1932-1934)
- Acquisition du Pérou en 1942 (accord de Rio de Janeiro)
- Territoire de l'Acre
 - 1898-à la Bolivie
 - 1899-s'érige en république indépendante
 - 1903-au Brésil
- RÉP. DOM.**
 - 1822-1844-unie à Haïti
 - 1865-indépendante
 - 1916-1924-occupation militaire des États-Unis
- HAÏTI**
 - 1915-1934-occupation militaire des États-Unis
- CUBA**
 - 1898-1902-protectorat américain
 - 1903-1934-intervention des États-Unis
- Capitales d'État
- Frontières actuelles

• 1883 Traité d'Ancón: Tacna et Arica au Chili pour 10 ans
• 1929 Traité de Lima: Tacna au Pérou Arica au Chili

Acquisition du Chili après la guerre du Pacifique 1879-1883

Territoire contesté entre l'Argentine et le Chili 1899-1902

Zone neutre 1850-1885

Litige franco-brésilien. Règlement du 2 déc. 1900 au profit du Brésil

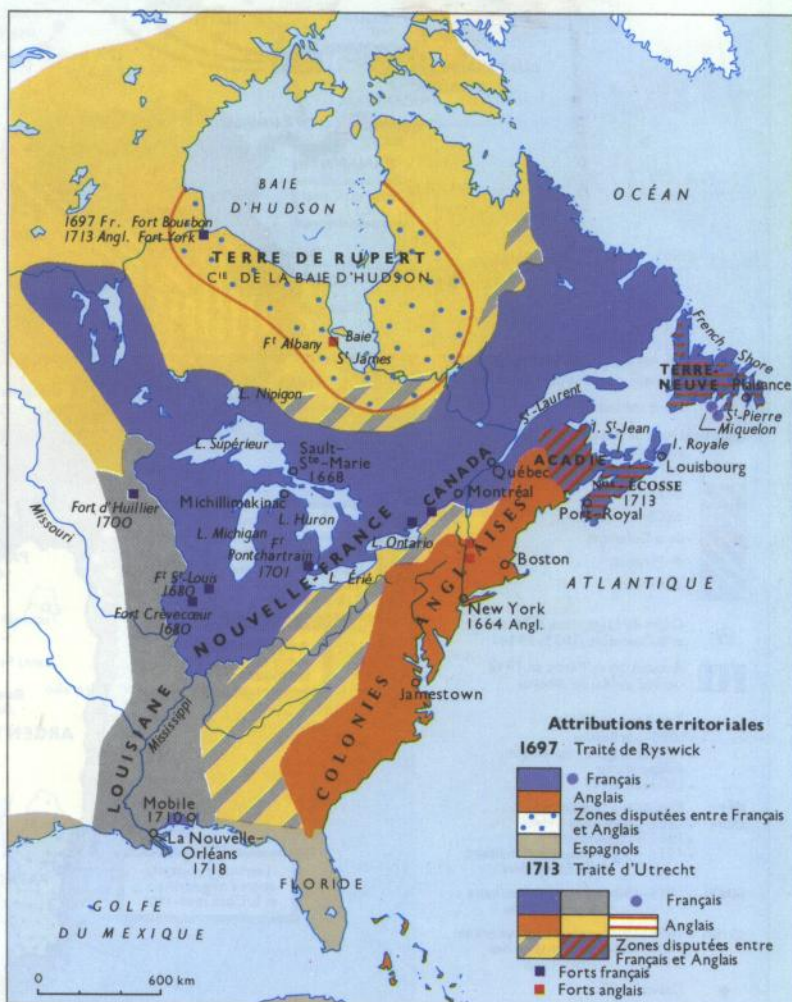
Zone colonisée à la fin du XIX^e s.

Découvert par Jacques Cartier (1534), le Canada accueille en 1604, en Acadie, les premiers colons français (fondation de Québec en 1608, de Montréal en 1642). Pourtant, le Canada reste une colonie fragile, menacée par les Iroquois et les Anglais, malgré l'effort d'immigration et de colonisation agricole réalisé après 1673 sous le gouverneur Frontenac.

Canada : Les établissements français (XVII^e-XVIII^e s.) ▶



Dès 1670, la rivalité franco-anglaise en Amérique du Nord s'accroît avec le développement des colonies anglaises et avec la concurrence qui naît autour de la baie d'Hudson pour le trafic des fourrures. Les Hurons se rallient aux Français et les Iroquois aux Anglais. En s'étendant vers le sud-ouest (découverte du Mississippi par Joliet et Marquette, fondation de la Louisiane par Cavalier de La Salle en 1682), les Français bloquent l'expansion anglaise vers l'ouest. En 1690 s'ouvrent les hostilités. Au traité de Ryswick (1697), la France perd une partie de l'Acadie mais elle conserve presque tous les postes de la baie d'Hudson. Au traité d'Utrecht (1713), la France perd la baie d'Hudson, l'Acadie, Terre-Neuve. Le Canada n'est peuplé en 1754 que de 54 000 Français face aux 2 millions de colons anglais.

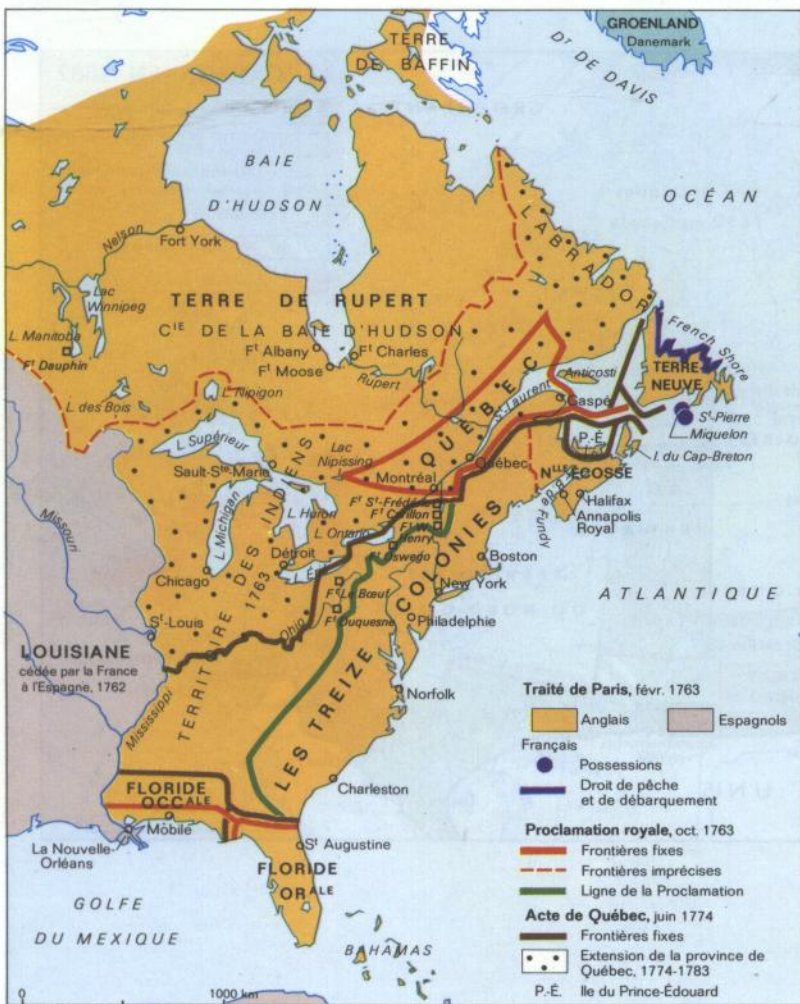


La colonisation de 1697 à 1713

Lors de la guerre de Sept Ans (1756-1763), l'affrontement franco-anglais aboutit inévitablement, en raison de la disproportion des forces, à la défaite française, scellée par la capitulation de Montréal le

8 septembre 1760. Après avoir dû céder la Louisiane occidentale à l'Espagne par le traité secret du 3 novembre 1762, la France perd, au traité de Paris du 10 février 1763, toutes ses possessions nord-américaines (sauf Saint-Pierre-et-Miquelon). La nouvelle Amérique anglaise est partagée en trois : le Nord est rattaché aux territoires de la baie d'Hudson ; la région des Grands Lacs et du Mississippi, théoriquement laissée aux Indiens, dépend directement de la Couronne ; seule une frange le long du Saint-Laurent est abandonnée aux francophones, par ailleurs brimés dans leurs convictions religieuses et pratiquement exclus de toute fonction publique par la loi du Test. Mais le pragmatisme anglais comprend la nécessité de bonnes relations avec les Canadiens français : l'Acte de Québec du 22 juin 1774 élargit le Québec (donc le champ d'extension des francophones) du Labrador au Mississippi, abolit le Test et rétablit les lois françaises. Aussi suscite-t-il le mécontentement des vieux colons anglais, dont l'expansion vers l'ouest est de nouveau impossible, et qui dénoncent la « collusion anglo-canadienne » ; la rupture qui s'ensuit en 1774 entre l'Angleterre et les Treize Colonies est le point de départ de la formation de deux nations anglophones en Amérique. (V. carte p. 87.)

L'Amérique du Nord de 1763 à 1774



Le régime bâtarde instauré en 1867 ne peut durer. Dès 1869, le Canada achète les immenses territoires du Nord-Ouest, divisés géométriquement en districts entre 1876 et 1882. La promesse de l'établissement de

liaisons ferroviaires facilite la création de nouvelles provinces : Manitoba en 1870 ; Colombie britannique en 1871 ; île du Prince-Édouard en 1873. Seule Terre-Neuve conserve son statut de colonie britannique.



LA PÉRIODE COLONIALE JUSQU'AU TRAITÉ DE PARIS (1763)

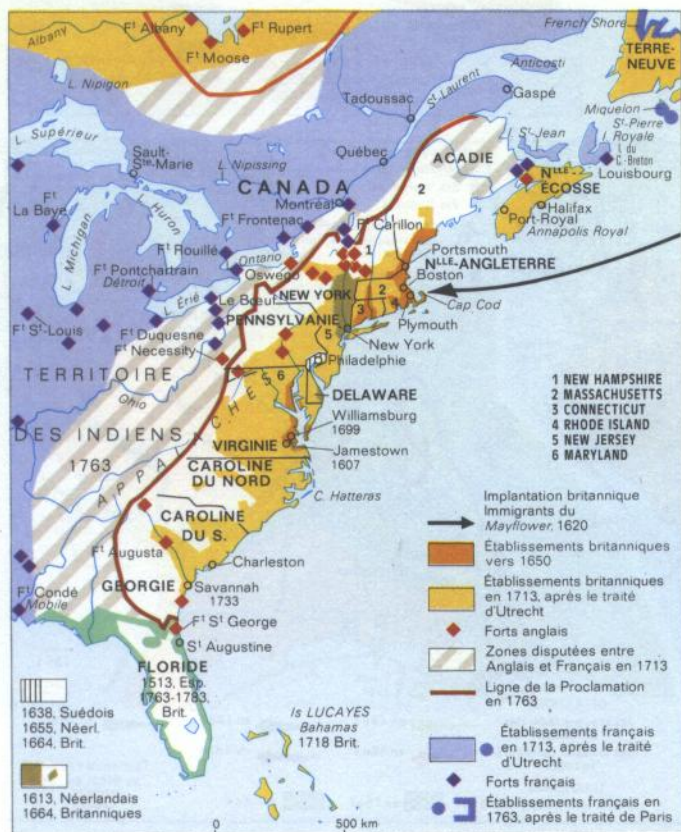
Commencée en 1607 (premier établissement en Virginie), la colonisation britannique naît à la fois de raisons matérielles (croissance démographique, bouleversements ruraux dus au mouvement des enclosures, mutations de l'industrie textile) et de motivations religieuses (fuite des groupes minoritaires ou persécutés, tels les puritains du *Mayflower*). Ainsi, par fondations successives ou par annexion des territoires hollandais, se créent, de 1624 à 1732, treize colonies, où affluent nombre d'immigrants (50 000 Blancs en 1640, 450 000

en 1715, 3 millions en 1775); elles forment de petits États séparés, très jaloux de leur autonomie. Aussi les assemblées locales jouent-elles un rôle essentiel et développent-elles un sens aigu de la liberté individuelle. Ces facteurs renforcent le particularisme de chacune de ces colonies; entre le Sud, « cavalier » (royaliste), dominé par une société de planteurs propriétaires de grands domaines exploités par des esclaves noirs, et le Nord, puritain ou quaker, à société plus égalitaire, où dominent artisans et marchands, l'unité n'est que négative: contre les Indiens, contre les Espagnols et les Français, et, après 1763, contre la tutelle économique anglaise.

LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE AMÉRICAINE (1775-1782)

Après 1763, l'aggravation du mercantilisme et des taxes imposées par l'Angleterre, le blocage de l'expansion vers l'ouest par l'Acte de Québec de 1774 (v. carte p. 287) suscitent une agitation qui prend vite une forme politique; la répression britannique, maladroite et brutale, conduit à la rupture en 1775, officialisée par la Déclaration d'indépendance des treize États unis le 4 juillet 1776. Malgré la supériorité théorique des Anglais, les « insurgents », bien commandés par George Washington et aidés de volontaires étrangers tel La Fayette, chassent les Anglais du Nord par la victoire de Saratoga le 17 octobre 1777. La signature d'un traité d'alliance officielle avec la France le 6 février 1778 renforce leur posi-

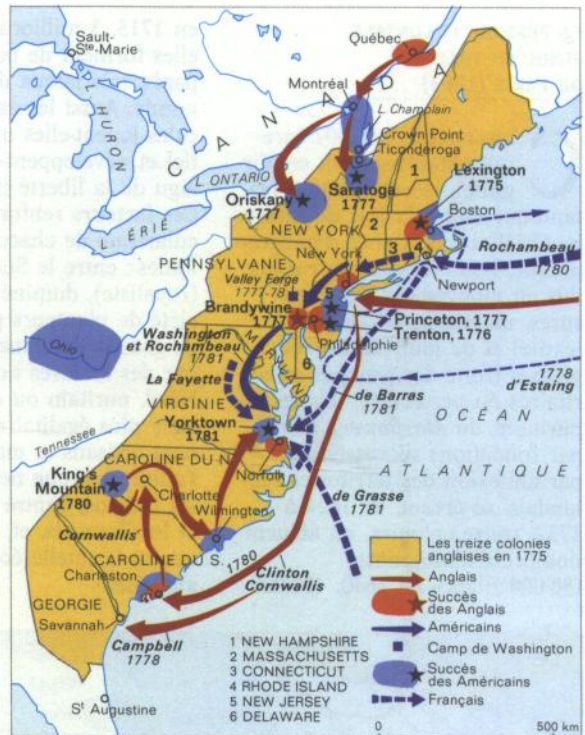
Carte p. 290 →



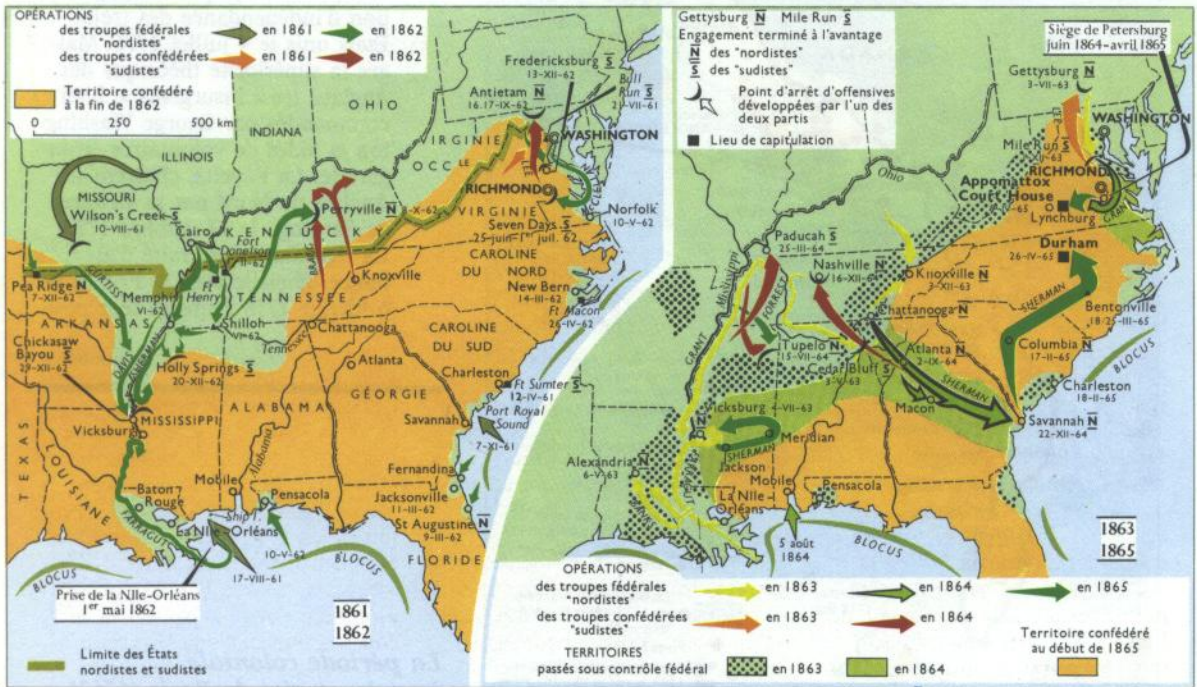
*La période coloniale
jusqu'au traité de Paris (1763)*

tion militaire. Avec l'aide des troupes de Rochambeau et celle de l'escadre de l'amiral de Grasse, ils bloquent l'avance des Britanniques débarqués en Géorgie : la capitulation de Cornwallis à Yorktown le 19 octobre 1781 scelle la défaite anglaise. Le traité de Versailles, signé le 3 septembre 1783, reconnaît l'existence, de l'Atlantique au Mississippi, de la République fédérée des États-Unis. Mais il reste à organiser la nouvelle nation. (V. carte p. 292.)

La guerre de l'Indépendance américaine (1775-1782)



La guerre de Sécession (1861-1865)





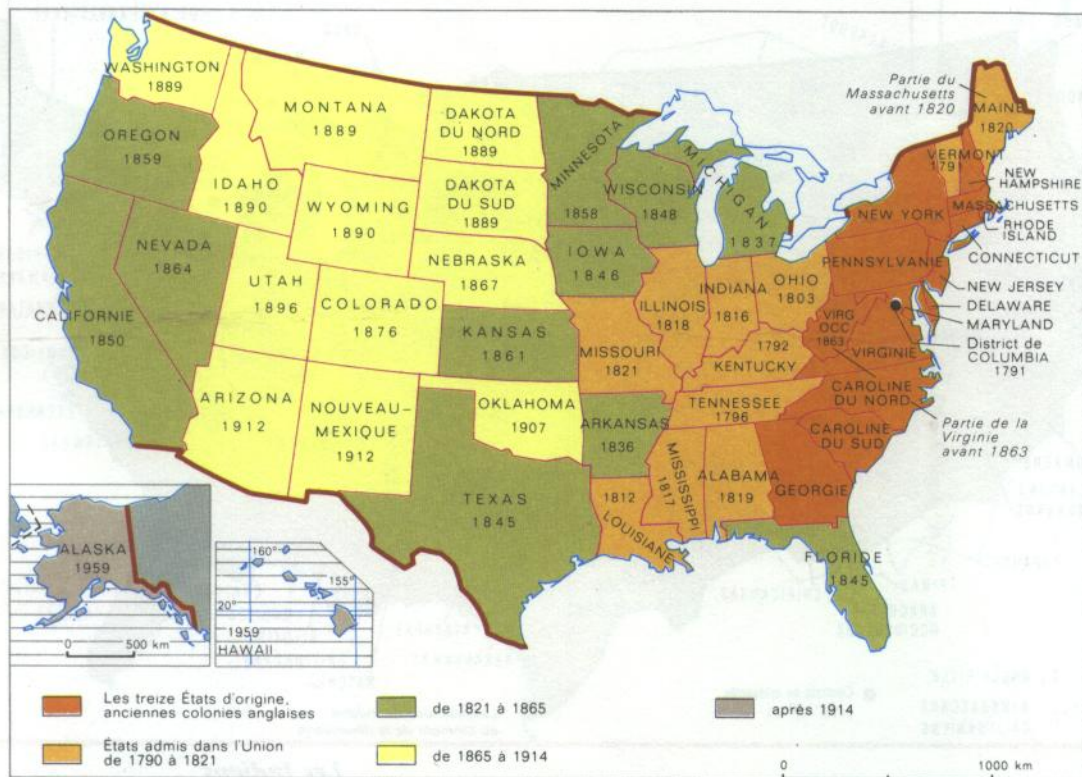
LA GUERRE DE SÉCESSION (1861-1865)

Entre le Nord qui s'industrialise et le Sud agricole exportateur de coton, le fossé se creuse à partir de 1840. L'esclavage, stigmatisé par le Nord, est vital pour les sudistes. D'abord évité par des compromis, l'affrontement a lieu après 1850, le mouvement abolitionniste s'étant trouvé renforcé par la publication du roman *la Case de l'oncle Tom*, par la création du parti républicain (1854) et par l'élection de son chef, Abraham Lincoln, à la présidence des États-Unis. Onze États du Sud font sécession et s'organisent en confédération le 8 février 1861.

La guerre civile commence le 12 avril 1861 (bombardement de Fort Sumter). Jusqu'en 1862, les sudistes ont l'avantage grâce à l'excellence de leur commandement (Lee, Jackson), mais les nordistes l'emportent à partir de 1863, du fait de leur supériorité numérique et de leur incontestable prépondérance industrielle. Le général Grant isole les trois États de l'Ouest, puis lance une offensive en Géorgie, qui coupe en deux le territoire confédéré. Vaincus à Gettysburg (3 juill. 1863), au nord-est, et menacés au sud, les confédérés capitulent à Appomattox et à Durham les 9 et 26 avril 1865. Le problème noir n'est pourtant réglé qu'en apparence.

Les Indiens de la découverte au XIX^e s.

Avant la colonisation, la population d'Amérique du Nord se réduit à un million d'Indiens. La faiblesse numérique des Blancs et la rivalité franco-anglaise permettent aux Indiens de résister longtemps. Devenus indépendants, les États-Unis entreprennent la conquête de l'Ouest, de là les guerres indiennes et la spoliation des tribus. Mais le génocide indien commence vraiment après 1848, avec la ruée vers l'or, la poussée pionnière dans les plaines et la construction des voies ferrées. Les indiens ne sont plus que 330 000 aujourd'hui.



Entrée des États dans l'Union

Malgré les acquisitions territoriales réalisées en 1783, la poussée américaine vers l'ouest reste bloquée par les colonies européennes. Les pressions américaines et l'incapacité des métropoles à maintenir dans leurs colonies une présence efficace permettent d'acheter successivement en 1803 et en 1819 la Louisiane, redevenue française en 1800, et la Floride espagnole. Des accords avec la Grande-Bretagne fixent la

frontière avec le Canada (annexion de l'Oregon en 1846). L'admission dans l'Union de la république du Texas en 1845 provoque une guerre avec le Mexique ; vaincu, celui-ci cède les territoires du Sud-Ouest, par le traité de Guadalupe Hidalgo, en 1848. En même temps, la croissance démographique et les déplacements de population provoquent l'érection en États des territoires dont la population dépasse 60 000 habitants, selon le

principe édicté en 1787. En 1860, la frontière passe encore par le Missouri (mise à part la côte ouest, peuplée depuis la ruée vers l'or californien) ; la construction des transcontinentaux l'abolit dès 1890. L'Union est achevée en 1912 par l'intégration des territoires réservés aux Indiens. Mais, en 1959, elle s'accroît de l'Alaska et des îles Hawaii, qui en deviennent les 49^e et 50^e États membres. (V. carte p. 289.)

8 833 000 personnes en 1900 (11,62 p. 100 de la population totale) à 22 672 000 en 1970 (11,16 p. 100). Encore cantonnés en 1900 à 90 p. 100 dans le Vieux Sud, les Noirs commencent alors leur exode vers les grandes villes du Sud et, surtout, vers le Nord industriel.

Privée d'apport extérieur depuis 1808, la population noire augmente pourtant en raison de sa fécondité supérieure à celle des Blancs, dont l'immigration vient gonfler le nombre. Elle passe de

A la crise rurale du
xx^e siècle et au chômage
s'ajoute pour les Noirs le
désir de fuir le racisme des
« petits-blancs » du Sud. La
population noire, longtemps

concentrée dans le Vieux Sud, tend à se déplacer vers les métropoles du Nord et de l'Ouest, qui se gonflent d'immenses ghettos. Ce glissement crée de nouveaux problèmes : misère accrue, chômage, délinquance, exaspération du racisme.

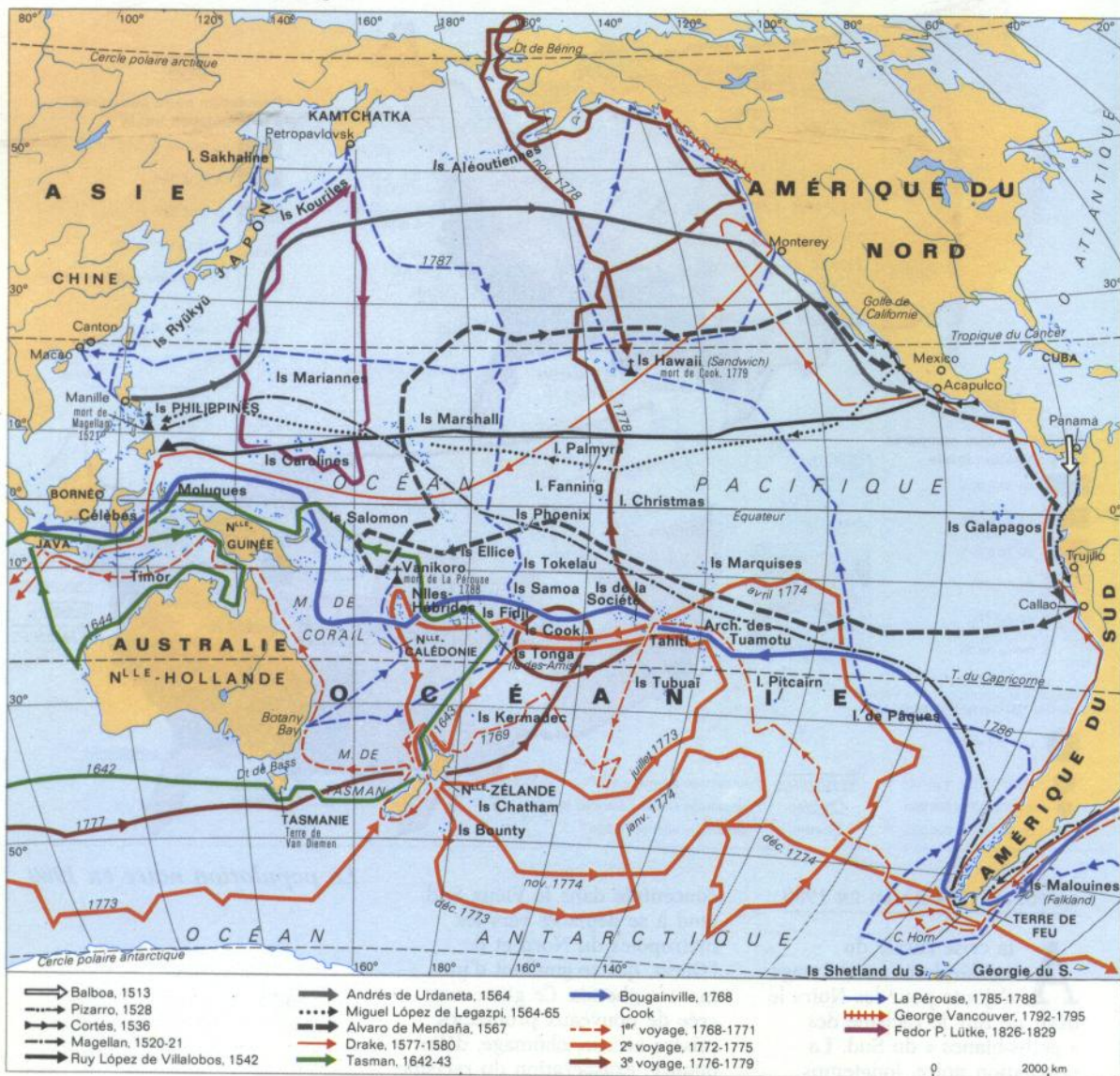
La population noire en 1980

L'Océanie

Le Pacifique suscite au XVII^e siècle l'intérêt des Hollandais. Installés en Insulinde, ils multiplient les explorations. Au XVIII^e siècle, les intérêts économiques et scientifiques donnent un nouvel élan

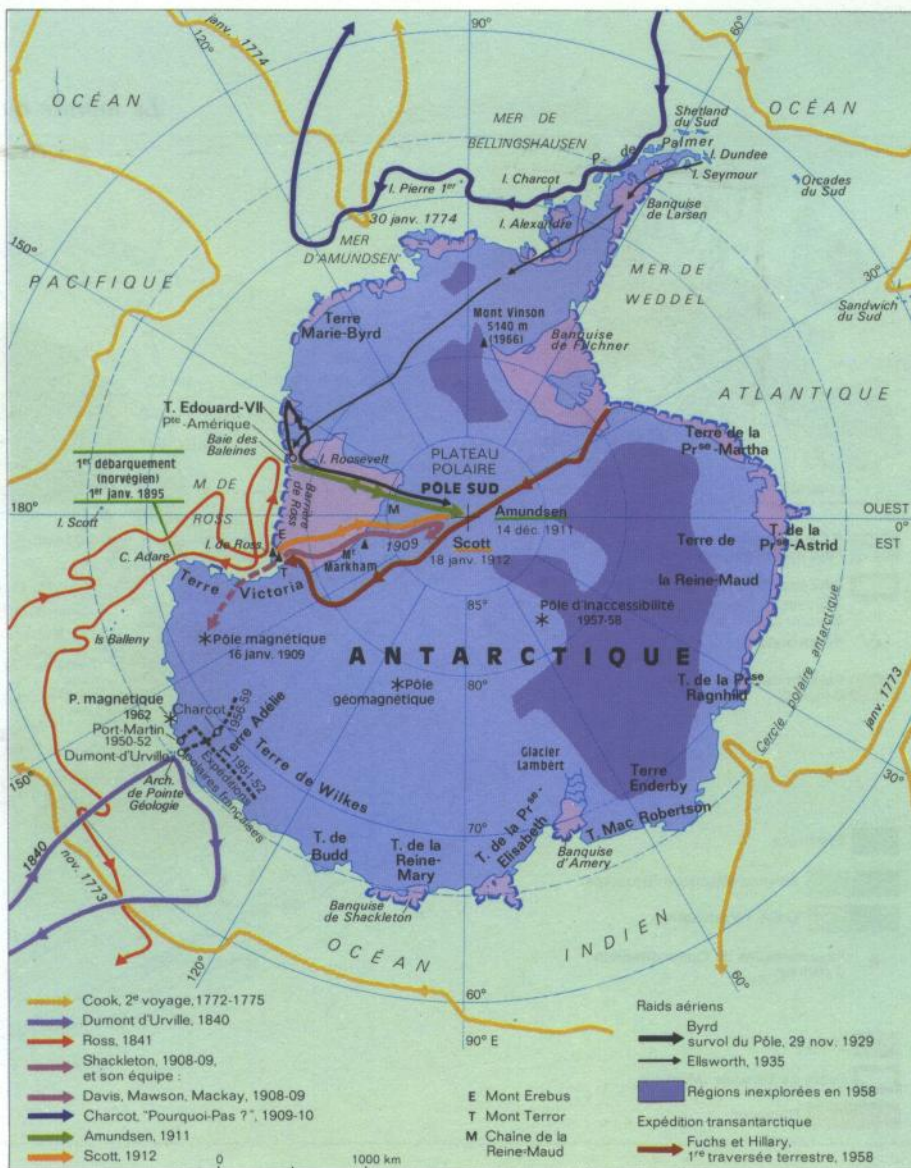
aux expéditions. En l'espace de vingt ans, les voyages des explorateurs anglais (Cook) et français (Bougainville, La Pérouse) permettent d'établir la cartographie de l'Océanie et de l'intégrer au monde connu.

La découverte du Pacifique



Le continent est abordé en 1831 par l'Anglais John Biscoe, qui ouvre l'ère des explorations scientifiques, long-

XIX^e siècle, l'exploration terrestre se précise après 1918 : création de la première station permanente (1929) et programme international de prospection lorsque l'Anglais E. Fuchs et le Néo-Zélandais E. Hillary réalisent le premier raid transantarctique (1957-1958).



À la fin du second conflit mondial, les Alliés mettent en place un système de maintien de la paix, avec l'Organisation des Nations unies (juin 1945). Mais les rivalités reprennent rapidement le dessus : la guerre froide (dès 1947) et la révolution chinoise (1949) donnent une dimension planétaire au conflit idéologique opposant dès cette époque les États socialistes aux États capitalistes. Cette

structure bipolaire subsiste encore en 1987. Les États socialistes restent liés à l'U.R.S.S. par des accords économiques (Comecon) et militaires (pacte de Varsovie) ; les États capitalistes se regroupent autour des États-Unis dans le cadre d'organisations économiques (O.C.D.E.) et militaires (O.T.A.N. ; U.E.O.). Toutefois, de nouveaux clivages apparaissent. Le premier oppose les pays riches aux pays en voie

de développement, qui, depuis la conférence de Bandung (1955), cherchent à constituer un front commun s'exprimant aujourd'hui surtout au sein de l'Assemblée générale des Nations unies. Un second clivage oppose, depuis 1973, les principaux pays exportateurs de pétrole, rassemblés au sein de l'O.P.E.P., aux pays consommateurs occidentaux. La cohésion interne des blocs est mise à l'épreuve par des tentatives d'« autonomisation » de certains pays. Ainsi, trois États socialistes ont pris leurs distances à l'égard de Moscou : la Yougoslavie (1948), La Chine (1959) et l'Albanie (1961). À l'Ouest, l'opposition entre les États-Unis et les autres pays occidentaux (notamment la C.E.E.) prend la forme d'une rivalité idéologique parfois, mais surtout technologique, commerciale et financière. Ainsi apparaissent entre les deux « super-grands » des relations paradoxales de solidarité et de concurrence. Solidarité, chacun s'efforçant de préserver la cohésion de sa sphère d'influence ; concurrence aussi, qui se déplace de l'Europe (apaisement du problème allemand) vers d'autres zones : Proche-Orient, où l'islam brouille les données idéologiques, Afrique et Amérique centrale, où les États-Unis et l'U.R.S.S. s'affrontent directement, comme en Angola et au Nicaragua.



Index

Cet index répertorie par ordre alphabétique les principaux noms de lieux, de personnes et les sujets figurant dans les cartes de cet ouvrage.

A

Abadan, 204, 210
 'Abbāsides, 198
 Abbeville, 2
 'Abd al-'Aziz III ibn Sa'ūd, 210
 'Abdalwāddides, 259
 Abd el-Kader, 260
 Abou-Simbel (site archéol.), 6
 Abydos (bat. d'), 16, 17
 Abyssinie (Éthiopie), 88
 Acadie, 286
 Acapulco, 284
 Achaïe, 33
 Achaïe (principauté d'), 59
 Achanti, 254, 255, 269
 Achéménide (Empire), 12
 Acholla, 262
 Acier (pacte d'), 93
 Acre, 53, 57, 150, 212
 Acre (terr. de l') [en Amérique latine], 285
 Actium (bat. d'), 25, 32
 Adamanoua, 269
 Ad Declinum (bat. d'), 38
 Adjars, 204
 Adria, 10
 Adrianopol, 192
 Aduatuca (Tongres) [bat. d'], 29
 A.É.F. v. Afrique équatoriale française
 Afars et des Issas (territoire fr. des), 257
 Afghanistan, 204, 205, 209, 246
 Afrique, 252-271
 Afrique-Équatoriale française ou A.É.F., 257
 Afrique noire, 252-257, 268-271
 Afrique-Occidentale française ou A.O.F., 257
 Afrique-Orientale allemande, 89
 Afrique du Sud, 257, 271
 Agadir, 265
 Agathē (Agatha, Agde), 14
 Agedincum (Sens) [bat. d'], 29
 Agrā, 206
 Agrigente, 20
 Aguada, 277

Agulrre (L. de), 280
 Ahmadābād, 206
 Ahmadnagar, 245
 Aigos-Potamos (bat. d'), 16
 Alhun (traité d'), 174
 Alinous (les), 239
 Aïx-en-Provence, 30
 Aïx-la-Chapelle, 40
 Aix-la-Chapelle (paix d'), 124
 Ajantā, 216
 Akbar, 245
 Akhetaton, 7
 Akkad, 4, 11
 Akkoyunlu (conféd. des), 203
 Alabama, 290, 293
 Alaca Höyük (site archéol.), 5
 Alains, 36, 216
 Alakaluf, 276
 Alalla (col. ion'), 14
 Alamans, 36
 Alamein (EL), 94
 Alamgirpur (site archéol.), 242
 Al-Andalus, 108
 Alarcos (bat. d'), 110, 265
 Alasia (Chypre), 7
 Alaska, 174, 292
 'Alawites, 265
 Alba (roy. d'), 139
 Alba Iulia, 46
 Albanie, 84, 85, 93, 209
 Alberta (district d'), 288
 Albuquerque, 65
 Alcaçar-Quivir (bat. d'), 265
 Alcalá de Henares, 68
 Alcludia, 264
 Aledo (bat. d'), 109, 264
 Alep, 42, 206, 266
 Alésia (bat. d'), 22, 26, 30
 Alexandre le Grand, 18
 Alexandra Charax, 18
 Alexandraia Eskhatē (Leninabad), 18
 Alexandrette, 189
 Alexandre (Égypte), 6, 18, 27, 35, 53, 61, 147, 150
 Alexandrie (Margiane), 18
 Alexis Comnène, 58
 Alger, 259-261
 Algérie, 257-261

Algérie (guerre d'), 261
 Algésiras, 264
 Algonquins, 291
 Alicante, 21
 Allénor d'Aquitaine, 141
 Alise-Sainte-Reine, v. Alésia
 Allemagne, 98-107
 Allemagne (République fédérale d'), 97, 107
 Allemagne du Nord (confédération d'), 84
 Allemande (République démocratique), 97, 107
 Allemande (unité), 105
 Allemands, 184-185
 Allia (bat. de l'), 22, 24
 Alliance atlantique, v. OTAN
 Alliés v. (1^{re} guerre mondiale et 2^{de} guerre mondiale)
 Allobroges, 28, 29
 Al-Manšūra, 259, 264
 Almería, 264
 Almoahades, 110, 259, 265
 Almoravides, 109, 252, 259, 264
 Alsace, 84, 92, 105, 106, 124, 136
 Alsace-Lorraine, 84, 92
 Åltmark (t^{re} de paix), 164
 Amalécites, 8
 Amasya, 208
 Amathonte, 10
 Amatitlán (site archéol.), 274
 Amaya, 108
 Ambassadeurs (conf. des), 184-185
 Ambata, 16
 Amboise (édit d'), 122
 Amboise (paix d'), 122
 Américaine (guerre d'indép.), 290
 Amérique centrale, 274, 285
 Amérique latine v. Amérique du Sud
 Amérique du Nord, 272, 278-279, 282, 286-293
 Amérique du Sud, 273, 276, 277, 280-285
 Amlens, 28, 51
 Amlens v. Samarobriwa
 Amon (oasis d'), 10, 18
 Amour (terr. de l'), 174
 Amoy, 241

Amphipolis, 15, 16
 Amritsar, 246
 Amundsen, 295
 Anagni, 147
 Anatolie, 4, 209
 Anasazi, 272
 Ancenis (t^{re} de 1468), 120
 Ancône (marche d'), 147, 154
 Ancyre, 33
 Ancyre (bat. d'), 150
 Andhra, 243
 Andrinople, 34, 35, 36, 208
 Andrinople (traité), 209
 Andros, 15
 Androussovo (t^{re} d'), 164
 Angkor, 233
 Anglaises (col. en Amér.), 286, 287, 289
 Anglaises (possess. en 1223), 116
 Angles, 36
 Angleterre, 138-141
 Angleterre (bat. d'), 94
 Anglo-Saxons, 36
 Anglo-saxons (missions des moines), 138
 Angola, 255, 257
 Ani, 42
 Anjou, 116, 120
 Anjou (acquisitions de Louis XI sur la maison d'), 120
 Ankara, 60, 189
 Annaba (Hippo Regius = Hippone), 262
 Annam, 235, 236
 Annam (Porte d' [mont.]), 234
 Anschluss, 93
 Antarctique, 295
 Antilles, 282
 Antioche, 18, 33, 35, 42, 56, 57, 150
 Antioche (p^{re} d'), 57, 58, 61
 Antongil (b. d'), 270
 Anvers, 62, 68, 71, 157
 Anyang = Ngan-yang, 219
 A.O.F. v. Afrique-Occidentale française
 Aornos (s^{re} d'), 18
 Aoste, 146
 Aoudāghost, 252
 Apaches, 291

Apmée-Kibôtes (paix d'), 18, 20
 Appenzel, 180
 Aqaruf (Dour-Kourigalou) [site archéol.], 4
 Aquae Sextiae (Aix-en-Provence), 30
 Aquilée, 32, 34, 36
 Aquitaine, 28, 37, 141
 Aquitaine (d^{ché} d'), 114
 Aquitaine (p^{ché} d'), 118
 Arabes (v. Islam et invasions), 113, 213-215, 258
 Arabie, 195-196
 Arachosie, 18
 Aragon, 60, 61, 110, 151
 Aragon (maison d'), 120
 Aragon (roy. d'), 47, 60, 61, 66, 112
 Araucan, 276, 277
 Arcole (bat. d'), 76
 Ardennes v. Guerre mondiale (Seconde)
 Arelate (Arles), 28
 Arezzo, 23
 Argentine, 284, 285
 Arginuses (is.) [bat. des], 16
 Argonne (1915), 90
 Argos, 16
 Arhlabides, 258
 Arhmât, 264
 Arie, 18
 Arkansas, 290, 293
 Arkhangelsk, 170, 174
 Arles, 28
 Armagnac, 116, 120
 Arménie, 38, 57, 59, 175, 176, 189, 194, 209, 210
 Armorica, 30
 Arques (bat.), 123
 Arras, 120
 Arras (t^{ché} de 1435), 119
 Arras (union catholique d'), 158
 Arsouf (bat. d'), 57
 Artois, 116, 117, 120, 121, 124, 157
 Artois (1915), 90
 Arvernes, 22, 28, 30
 Arwad (Arados), 8
 Arzawa, 5
 Arzila, 265
 ASEAN (Association of South-East-Asian Nations), 296
 Aser (tribu), 8
 Ashindon, 138
 Asie (prov. rom. d'), 33
 Asion-Gaber, 10
 Asoka (Emp. d'), 243
 Aspromonte (bat. d'), 155
 Assam, 247
 « Assassins » (secte des) [Hachichiyin], 57, 200, 266
 Assinaros (bat. d'), 16
 Assiniboia (district canadien d'), 288
 Association des nations de l'Asie du Sud-Est, v. ASEAN
 Assouan, 6
 Assour, 4, 11
 Assyrie, 11
 Asti (C^{ché} d'), 151
 Astrakhan, 60
 Astrakhan (khânat d'), 170
 Asturies (roy. des), 41, 108
 Atacama, 277
 Athabasca (district canadien d'), 288
 Athènes, 14, 15, 16, 38
 Athènes (d^{ché} d'), 59, 110, 192
 Atjeh, 250
 Atlanta (bat. d'), 290
 Atrebat, 28
 Attalia, 39
 Attila, 36

Auca, 108
 Auerstedt (bat. d'), 78
 Augsburg (paix d', 1555), 100
 Augusta Treverorum, 32
 Augusta Vindelicum, 32
 Auguste, 32
 Aulôn, 38
 Auray (bat. d'), 118
 Aurès, 261
 Auschwitz (c. de concentr.), 167
 Austerlitz (bat. d'), 78
 Australie, 294
 Austrasie, 37, 40
 Autriche, 66, 92, 93, 106, 183
 Autriche (Emp. d'), 84, 103
 Autriche (Haute), 73
 Autriche-Hongrie, 182
 Autun, 50
 Auvergne, 37, 116
 Auvergne (terre d'), 116
 Avaricum (Bourges), 30
 Avaris, 7
 Avebury (site archéol.), 22
 Avignon (papauté d'), 60, 117
 Axoum, 196
 Ayacucho (bat. d'), 272, 284
 Ayas, 150
 Ayuthia, 233, 234
 Ayyûbides, 200, 266
 Azak, 170
 Azay-le-Rideau (t^{ché}), 116
 Azerbaïdjan, 175, 176, 203
 Azincourt (bat. d'), 119
 Azov (Tana) [compt. vén.], 60, 150, 170
 Aztèques, 274, 278

B

Bäber, 245
 Babylone, 4, 11, 18
 Bachkirs, 170
 Bactres, 12, 18
 Bactriane, 12, 18, 243
 Badajoz, 264
 Badr (bat. de), 196
 Bagdad, 198, 206
 Baguirmi, 268
 Bahmanides (roy. des), 244
 Bahrein, 198
 Balrén (bat. de), 109, 264
 Bâle, 68, 69, 180
 Bali, 248
 Balkans, 85, 182-193
 Balkh (Bactres), 196, 198, 200
 Baloutche, 205
 Banat, 186, 187
 Bangladesh, 247
 Bânîyâs, 57
 Banjarmasin, 250
 Banten, 248, 250
 Bantous (langages), 255
 Bantoustan, 271
 Banû Hilâl (tribus bédouines des), 263
 Banû Hammâd, 248
 Bapaume, 136
 Bar (d^{ché} de), 124
 Barbares (invasions en Occident aux iv^{ché}-v^{ché} s.), 36
 Barbastro (bat. de), 56, 108
 Barcelone, 36, 40, 52, 61, 112
 Barcelone (c^{ché} de), 109
 Barents, 65
 Barhaï, 258
 Barletta, 54
 Barnett (bat. de) [1471], 142
 Baroque (art), 71
 Barqah, 196, 198, 266
 Bar-sur-Aube, 54
 Barth (exploration de l'Afrique), 256
 Barygaza, 216
 Bas-Empire, 34
 Basile II (Empire byzantin de), 42
 Bassano (bat. de), 76
 Bassora, 196, 198
 Bastarnes, 33
 Batave (rép.), 77, 160
 Batavia, 88, 248
 Batna, 261
 Bavière, 73, 102
 Bavière (roy. de), 104
 Bayeux, 51
 Béarn, 123
 Beaulcaire, 54
 Beaufort (Syrie), 57
 Beaulieu (édit. de), 122
 Beaune-la-Rolande, 136
 Beauvais, 51
 Bechuanaland, 257
 Beersheba, 212
 Behistoun, 12
 Beijing v. Pékin
 Belfort (siège de), 136
 Belgique, 28, 29, 160, 161
 Belgorod, 170
 Bellovaques, 30
 Bénévent, 146, 147
 Bénévent (d^{ché} de), 40
 Bengale, 244, 247
 Bénin, 253, 254, 257, 268, 269
 Benjamin (tribu au temps des juges), 8
 Berezina (pass. de la), 78
 Bergen, 60, 63, 94
 Bergerac (paix de), 122
 Berlin, 71, 83, 96, 97, 106, 107
 Berlin (congrès de), 190, 193
 Berne, 180
 Berniclé, 138
 Besançon, 71, 99
 Bessarabie, 92, 97, 190, 208, 209
 Bethléem, 8, 212
 Bétique, 32
 Beuvray (mont), 28, 29
 Beyrouth, 148, 150
 Bhoutan, 247
 Bibracte, 22, 28, 29
 Bichâpur, 194
 Blocco (bat. de La), 152
 Biélorussie, 164, 165, 171, 176
 Bihâr, 147
 Bilbao, 112
 Billung (m^{ché} des), 98
 Binh Dinh (Vijaya), 234
 Birka, 41, 46
 Birmanie, 95, 246
 Bisenzio, 23
 Biskupin, 22
 Bithynie, 20
 Bythinie et Pont, 33
 Bituriges, 22, 30
 Bizerte, 263
 Blocus continental, 80
 Bloemfontein, 271
 Bobbio (abb.), 146
 Boers (États), 271
 Boğazköy (Hattousha) [site archéol.], 5
 Bogor (Buitenzorg), 248
 Bohême, 66, 73, 102, 182, 184-185
 Bohême (roy. de), 47

Bohême-Moravie, 93, 106, 184
 Bolgar, 46, 224
 Bolivar (Simón), 284
 Bolivie, 284, 285
 Bolsena (Volsini), 23
 Bonampak, 274
 Bonaparte (Napoléon), 76, 78-82, 127
 Bône, 261, 263
 Bophuthatswana, 271
 Bordeaux, 32
 Bornéo, 88
 Bornholm (île), 178
 Bornou, 253, 254, 255, 268, 269
 Bosnie, 70, 186, 208
 Bosnie-Herzégovine, 84, 85, 182, 186, 187, 209
 Bosphore (détroit du), 210
 Boston (Angleterre), 52, 54
 Boston (É.-U.), 278, 290
 Bosworth (bat. de) [1485], 142
 Botswana, 257
 Bottego (exploration de l'Afrique), 256
 Bougainville, 294
 Bougie, 259, 260
 Boukhara, 198, 200
 Boukhara (khânat de), 173
 Boulogne (c^{ché} de), 121
 Bourbaki, 136
 Bourbon (seigneurie de), 114
 Bourbon [I.] (la Réunion), 87
 Bourges, 51
 Bourges (Avaricum), 30
 Bourges (roy. de), 119
 Bourgogne, 37
 Bourgogne (cercle de), 157
 Bourgogne (c^{ché} de), 114, 119-121
 Bourgogne (d^{ché} de), 60, 114, 119-121
 Bourgogne (roy. de), 114
 Bouto, 6
 Bouvines (bat. de), 116
 Boves (t^{ché} de), 116
 Boxers (Boxeurs), 227
 Boyne (bat. de la), 143
 Brabant, 157
 Braga, 36
 Brandebourg, 73, 74, 101, 102, 103
 Brazza (S. de), 256
 Brazzaville, 256
 Brême, 63
 Brésil, 88, 280, 282, 284, 285
 Breslau, 63, 162
 Brest-Litovsk (armist. de), 175
 Brest-Litovsk (paix de) [1918], 92
 Bretagne, 118
 Bretagne (époque romaine), 32, 34, 36
 Brétigny (t^{ché} de), 118
 Bretons, 36, 37
 Brindes, 32, 33
 Brindisi, 26, 27
 Bristol, 52, 53
 Brno, 162
 Brousse (Bursa), 58, 59, 70, 206
 Broussilov (off.), 90
 Bruges, 52, 62
 Brundisium (Brindisi) [bat. de], 26, 27
 Brunel, 250
 Brunswick, 63
 Brunswick (d^{ché} de), 100
 Bucarest (t^{ché} de), 85, 190, 193
 Bucovine, 97, 182-185
 Buczacz (t^{ché} de paix), 164
 Buganda, 255
 Buitenzorg (Bogor), 248
 Bulgares, 169, 218

Bulgarie, 42, 70, 84, 85, 91, 97, 192, 193, 208, 209
 Bunyoro, 254
 Burdigala, 32
 Burgenland, 183, 188
 Burgondes, 36, 37, 216
 Burgos, 51
 Butua, 254
 Byblos, 8
 Byrd, 295
 Byrsa, 21
 Byzacène, 262
 Byzance, 14, 15, 38, 44
 Byzantin (Emp.), 38, 42, 60, 146

C

Cabot, 65, 278
 Cabral, 65
 Cachemire, 247
 Cadix, 26, 110
 Cadurques, 30
 Caen, 50
 Caere (Cerveteri), 23
 Caesarea (Cherchell), 32
 Caesarea (Palestine), 33
 Caffa (Feodosia), 53, 61
 Caillié (explorat. de l'Afrique), 256
 Caire (Le), 206, 266
 Calais, 117, 118, 120
 Calama, 262
 Calatafimi (bat. de), 155
 Calcutta, 245, 246
 Californie, 285
 Calvin, 66
 Camarine, 20
 Cambodge, 233, 234, 235, 236, 237
 Cambrai, 124, 157
 Cambrésis, 157
 Cambridge, 68
 Cameroun, 88, 257
 Campanie, 23
 Campi Magni (bat. des), 262
 Campoformio (1^{re} de), 77
 Canada, 278, 282, 286, 288
 Candle, 53, 59, 148, 150
 Cannes (bat. de), 21
 Canossa, 147
 Canterbury, 69, 138
 Canton (Guangzhou), 220, 221, 228
 Cantons suisses, 100, 152, 180, 181
 Cap (col. du), 255
 Cap (Le), 254, 271
 Cap (Le) [établissement hollandais], 88
 Capoue, 21, 23, 24
 Cappadoce, 20, 35, 42
 Capsa (Gafsa), 262
 Cap-Vert (île du), 86
 Carabobo (bat. de), 284
 Caracac (capitainerie générale de), 282
 Carélie, 97, 171, 176, 179
 Carhan, 139
 Carib, 229
 Carlberg (royaume de), 37
 Carmanie, 18
 Carnutes, 28, 29, 30
 Caroline du Nord, 289, 290, 293
 Caroline du Sud, 289, 290, 293
 Carolines (îles), 95
 Carrollington (Emp.), 40, 113
 Carres (Carrhae) [bat.], 25
 Carrhae, v. Carres
 Cartel des gauches, 137

Carthage, 8, 10, 20, 21, 26, 36, 258, 262, 263
 Carthagène (Espagne), 32, 110
 Cartier (Jacques), 65, 278
 Casas Grandes (site archéol.), 274
 Cassin (mont), 146
 Cassitérides (île), 22
 Castelfidardo (bat. de), 155
 Castiglione (bat. de), 76
 Castille, 66, 109
 Castille (roy. de), 47
 Catal Höyük (site archéol.), 5
 Catalogne, 112
 Cateau-Cambrésis (traité du), 158
 Catherine II, 171
 Cattaro, 148
 Caucase, 209
 C.E.E. (Communauté économique européenne), 296
 Celtes, 22
 Celtique, 28
 Cent Ans (guerre de), 60, 117-119
 Centrafricaine (Rép.), 257
 Cerdagne, 120
 César (campagnes de), 26, 27, 29, 30
 Césarée de Cappadoce, 35
 Cetatea Alba (Maurocastro), 148
 Ceuta, 61, 109, 264
 Ceylan, 86, 244, 247
 Chahar = Tchahar, 241
 Chalcedoine, 14
 Chalcis, 15
 Chalon-sur-Saône, 37
 Châlons-sur-Marne, 136
 Châlus (bat. de), 116
 Chameau (bat. du), 196
 Champa, 233
 Champa (roy. du), 233, 234
 Champagne (c^{te} de), 114, 116
 Champagne (offensive de 1918), 90
 Champlain (Samuel), 278
 Champmol, 121
 Chancay (site archéol.), 277
 Chanchan (site archéol.), 277
 Chandernagor, 87, 245, 247
 Chang'an = Tch'ang-ngan, 216, 220, 222
 Chang-hai, v. Shanghai
 Changsha = Tch'ang-cha, 219, 221, 222
 Chanhu-Daro (site archéol.), 242
 Chan-Si, v. Shānxi
 Chan-Tong, v. Shandong
 Chanzy (II^e armée de la Loire, 1870), 136
 Charcot (Jean), 295
 Charité (La), 48
 Charlemagne, 40
 Charles Quint, 66, 157
 Charles V (roi de Fr.), 118
 Charles VIII (roi de Fr.), 152
 Charles le Téméraire, 121
 Charm al-Chaykh, 214, 215
 Charmes, 51
 Charolais, 66, 124
 Charrua, 276
 Château-Gallard (bat. de), 116
 Château-Thierry (bat. de), 90
 Chattes, 32
 Chavin (site archéol.), 276, 277
 Chelmo, 163
 Chemin des Dames (bat. du), 90
 Chengdu = Tch'eng-tou, 220, 221
 Chen-Si v. Shanxi
 Chen-Yang v. Shenyang
 Cherchell (Caesarea), 32

Cherokees, 291
 Chéronée, 16, 17
 Chersonesos (col. dor^{ne}), 14
 Cheryennes, 291
 Chiangmai, 233
 Chicago, 292
 Chichén Itzá (site archéol.), 274
 Chieng Sen, 233
 Childbert I^{er} (roy. de), 37
 Chili, 282, 284, 285
 Chimú, 277
 Chinchá (site archéol.), 277
 Chine, 219-232
 Chinnon, 119
 Chio v. Chios (île)
 Chioggia, 150
 Chios, 15, 150, 189
 Chiriqui, 276
 Chiusi (Clusium), 23
 Choluta (site archéol.), 274
 Chongqing = Tch'ong-k'ing, 227, 230
 Chorrera (site archéol.), 277
 Christianisme (diffusion dans l'Emp. rom.), 34
 Chypre, 8, 57, 148, 189
 Chypre (roy. de), 60
 Cid (seigneurie du), 109
 Cieszyn, 167, 185
 Cilicie, 33, 80, 189
 Cimmériens, 10
 Cinque Ports (les), 139, 141
 Cipayes, 246
 Cirebon, 248
 Cirebon (sultanat), 250
 Clirta (Constantine), 32, 35
 Cisalpine (rép.), 77
 Cisjordanie, 215
 Ciskel, 271
 Cisleithanie, 84, 182
 Cisterciens, 49
 Cîteaux (ordre de), 49
 Clairvaux (abb.), 49
 Clapperton, 256
 Clarence (terres du duc de), 142
 Clarendon (constitutions de), 141
 Clermont, 56
 Clèves (d^{ché} de), 101
 Clèves (p^{ché} de), 121
 Clodomir (roy. de), 37
 Clontarf, 139
 Clotaire I^{er} (roy. de), 37
 Clovis, 37
 Clovis (site archéol.), 272
 Cluny (abb.), 48, 50
 Clupea (Kelibia), 20
 Clusium (Chiusi), 23
 Cnlde (bat. de), 16
 Coalitions, 76, 78
 Coblenze, 76
 Cocherel (bat. de), 118
 Cochín, 244
 Cochinchine, 235, 236
 Cohise (site archéol.), 272
 Code civil ou Code Napoléon, 79
 Colesyrie, 18
 Cò-Loa (site archéol.), 234
 Cologne, 51, 52, 63, 83
 Colomb (Christophe), 65, 278, 280
 Colomba (s'), 138
 Colombar (s'), 138
 Colombie, 284, 285
 Colombie Britannique, 288
 Colombo, 247
 Colonisation, v. Empire colonial
 Colosses, 35
 Columbia (district de), 292
 Combe-Grenal, 2

Comecon, 296
 Commagène, 33
 Commonwealth, 296
 Communauté économique européenne, v. C.E.E.
 Commènes (Emp. des), 58
 Comores (îles), 270
 Compiègne, 115, 119
 Comté (Angleterre), 140
 Comuneros (rév. des), 66
 Confédération athénienne, 15, 16
 Confédération germanique, 104, 160
 Confédération helvétique, 81, 180, 181
 Confédération des treize cantons, 180
 Confédération du Rhin, 81
 Congo, 253, 254, 257, 258
 Congo Belge, 257
 Connecticut, 289
 Conques (abb.), 50
 Conquistadores, 65, 280, 281
 Constante, 99
 Constantine, 260, 261
 Constantinople, 34-36, 39, 42, 44, 53, 58, 59, 60, 61, 148, 150, 192, 208
 Consuegra (bat. de), 109, 264
 Comtat Venaissin, 126
 Contre-Réforme, 69
 Convention, 76, 127-129
 Cook (James), 278, 294, 295
 Copán (site archéol.), 274
 Copenhague, 63, 80
 Corbeil, 115
 Corbie, 102, 115
 Corbie (abb.), 40
 Corcyre (île) [Corfou], 32, 33
 Cordoue, 26, 108, 110, 206, 265
 Cordoue (émirat de), 41
 Corduba (Cordoue), 26, 32
 Corée, 230, 236, 241
 Corée (guerre de, 1950-1953), 238
 Corfinium (bat. de), 25-27
 Corfou (île), 148
 Corialum, 14
 Corinthe, 14, 15, 24, 32, 35
 Cornouailles (Angleterre), 22
 Coron (terr. vén.), 59, 148
 Coronée (bat. de), 16, 17
 Corse, 20, 60, 150
 Cortenuova, 99
 Cortés (Hernán), 278
 Corvey (abb.), 98
 Cosaques, 163, 170, 171
 Costa Rica, 284
 Côte-d'Ivoire, 257
 Couch, 7
 Coulmiers, 136
 Coumans, 47, 58
 Coumaxa (bat. de), 12
 Courlande, 163, 165
 Coutras (bat. de), 123
 Covadonga, 108
 Cracovie, 46, 47, 63, 83, 162, 165
 Cracovie (rép. de), 104, 165
 Cravant (bat. de), 119
 Crécy (bat. de), 117
 Creeks, 291
 Crépy-en-Laonnois (tit^e de paix), 157
 Crète, 15, 59, 148, 150, 189
 Crimée, 70, 208, 209
 Crimée (khānāt de), 60, 170
 Croates, 186
 Croatie, 82, 186, 187
 Croisade (1^{re}), 56, 58

Croisade (2°), 56, 58
Croisade (3°), 47, 56
Croisade (4°), 47, 59
Cromwell, 143
Ctésiphon, 194
Cuart (bat. de), 264
Cuba, 284, 285
Culloden (bat. de), 74
Cumes, 14, 16, 17
Cupisnique (site archéol.), 277
Curzon (ligne), 166
Custoza (bat. de), 155
Cuzco, 276, 277
Cynoscéphales (bat. de), 18, 25
Cyrénaique, 88
Cyrène, 10
Cyrène (col. dorée), 14
Cythère (île), 15
Cyzique, 15, 16, 20

D

Dacca, 247
Dacie, 190
Dagomba, 253, 269
Daguestan, 170, 204
Dahomey, 254, 269
Dahren, v. Dalian
Dai Viêt, 233
Dailan = Dairen, 241
Dalmatie, 82, 148, 182, 186, 187
Dalriada, 138
Damao, 247
Damas, 35, 53, 57, 196, 206
Damiette, 60
Damme, 62
Dan, 8
Da Nang, 237
Dandānqān (bat. de), 200
Dandi, 247
Danelaw (roy. de), 41, 46, 47, 139
Danemark, 46, 47, 60, 104, 178, 179
Dānchēmēdites, 58, 200
Dantzic (Gdańsk), 63, 74, 92, 93, 106, 162, 163, 165, 168
Dardanelles, 91, 210
Darfour, 254, 255, 267, 268
Dauphiné, 117
Davis, 65, 295
Débarquements alliés, 96
Décolonisation, 257
Découvertes (les grandes), 64
Dedan, 10
Deira, 138
Delaware, 289
Delft, 157
Delhi, 206, 244, 246
Delhi (sultanat de), 244
Délou, 15
Delphes, 15, 22
Demak (sultanat), 250
Démétrias, 38-39
Denain (bat. de), 124
Deoullino (tit de), 164
Départements français (époques révol. et impér.), 130
Derbent, 46
Deux-Roses (guerre des), 142
Deux-Siciles (roy. des), 74, 82-84, 151, 154, 155
Dhauli (Tosali), 243
Diaguita-Calchaqui, 277
Diên Biên Phu, 236
Dieng (site archéol.), 248

Dijon, 121
Dilmoun, 11
Dioclétien, 34
Dioscouras, 10
Diu, 247
Djabal Tāriq (Gibraltar), 108, 196
Djakarta = Jakarta (Batavia), 248
Djazira, 266
Djerba (île de), 263
Djurtchets (Emp. Jin des), 223, 226
Dobroudja, 190, 193
Dodécanèse, 189
Dodone, 15
Domaine royal français, 116-120
Dominicaine (rép.), 285
Domrémy, 119
Dông Sơn (site archéol.), 234
Dorchester, 139
Dordrecht, 157
Dorestad, 41
Dorpat, 63
Dorset, 272
Dortmund, 63
Dorylée, 56, 58
Dorylée (bat. de), 200
Douai, 52
Dour-Kourigalzu, 4
Dour-Ountash (Tchoga-Zanbil), 4
Dour-Sharroukén (Khursabād), 4
Drake, 65
Drangiane, 18
Drenthe, 157
Dresde, 71
Dreux, 115
Drogheda, 143
Dublin, 41
Dubrovnik (Raguse), 59, 186, 187
Duchés (affaire des), 104
Dülün-Boldak, 224
Dumont d'Urville, 295
Dunes (bat. des), 73, 124
Dunhuang = Touen-houang, 216, 218, 220
Dunkerque, 124
Durazzo (Durrési), 59, 61, 148
Durham (É.-U.) [capitul. de], 290
Durham (îles Britanniques), 50
Durrési (Durazzo), 60, 148
Dyrrachium, 42
Dzoungarie, 173

E

Eauze (archev.), 37
Ebla, 4
Èbre (bat. de l'), 112
Éburons, 28, 30
Ecbatane, 12
Ecbatane (Hamadhān), 196
Écluse (l'), 62
Écluse (bat. de l'), 117
Écône (bat. d'), 20
Écosse, 46, 47, 69, 74, 143
Édesse, 42
Édesse (cité d'), 57, 58
Edington (bat. d'), 41, 139
Edo (Tōkyō), 239, 240
Édomites, 8
Éduens, 22, 30
Égates (îles) [bat. des], 20
Église (États de l'), 40, 80, 82, 146, 147, 152, 154, 155
Égypte, 210, 214, 215, 255, 257, 266, 267

Égypte (ancienne), 6
Élam, 4, 11
Elseneur (Helsingør), 63
Emar, 4
Emerita Augusta (Mérida), 32
Èmèse (Homs), 33
Émilie, 154
Empire, voir aux noms propres
Empire (premier), 78-81, 130
Empire (second), 133-136
Empire britannique, 87, 246
Empire colonial espagnol, 86, 281, 282
Empire colonial français, 87, 246, 282
Empire colonial italien, 88
Empire colonial néerlandais, 88, 282
Empire colonial portugais, 86, 281, 282
Enclosures (mouvement des), 142
Ensérme (site archéol.), 22
Entremont (site archéol.), 22
Éparges (les), 90
Èphèse, 20, 35
Éphraïm (tribu au temps des Juges), 8
Épidamne, 16
Épidaure, 15
Épire, 15, 59, 186
Épire (despotat d'), 59, 60
Équateur, 284
Érètrie, 15
Erfurt, 63
Éric le Rouge, 278
Érythrée, 88, 257
Erzurum (congr.), 189
Esclaves (traite des), 252, 282
Esclaves (côte des), 252
Espagne, 24, 108-112
Espagne (guerre civile d') [1936-1939], 112
Espagne (m^{che} d'), 113
Espelechin (trêve d'), 117
Essex, 138
Est-Anglie, 138
Este, 151
Estes, 169
Estonie, 74, 92, 97, 171, 175, 179
Esztergom (Gran), 98, 162
Étampes, 115
États-Unis, 290-293
Etchmiadzine, 42
Éthiopie, 88, 253, 254, 257
Étolie, 15
Étrurie, 23, 80
Étrusques, 23
Euhepérides, 10
Eupen, 106
Evesham (bat. d'), 141
Eylau (bat. d'), 78

F

Fachoda (Kodok), 255, 256, 267
Fal Fo, 234
Faidherbe, 136
Falkenhayn, 91
Falkland (bat. des), 89
Falköping (bat. de), 178
Famagouste, 53, 148, 150
Farfa (abb.), 146
Färs, 194
Fātimides, 200

Fayoum, 6
Feodosia (Kaffa), 53, 61
Féroé (îles), 41, 46, 60
Ferrare (d^{che} de), 151, 154
Fès, 206, 264
Finlande, 94, 97, 175, 178, 179
Firuzābād (Gūr), 94
Flume, 92, 97, 183, 187
Flandre, 124, 156-159
Flandre (cité de), 121, 157
Flandres (off. allemande en 1918), 90
Fleurus (bat. de 1794), 76, 127
Florence, 51, 54, 60, 68
Florence (rép. de), 151
Floride, 287, 289, 290, 292
Foch, 90
Foggia (Phocée), 53, 61, 148
Foix, 119, 126
Folsom (site archéol.), 272
Fontaine-Française (bat. de), 122
Fontenoy (bat. de), 74, 103
Fontenoy-en-Puisaye (bat. de), 40
Fontevault (nécropole des Plan-tagenêts), 141
Fontfroide (abb. cistercienne), 49
Formose v. Taiwan
Fornoue (bat. de), 152
Fort-Dauphin, 270
Fossa Regia, 262
Fou-Kien v. Fujian
Foung, 268
Fourau-Lamy (mission), 256
France, 113-137
France (campagne de, 1940), 94
Francfort-sur-le-Main, 54, 99, 104
Franche-Comté, 66, 102, 111, 124
Franco-allemande (guerre, 1870-1871), 105, 136
François I^{er}, 152
Francs, 36, 37, 216
Francs Salins, 37
Frédéric II (roi de Prusse), 101
Frédéric I^{er} Barberousse, 147
Freetown, 252
Freiburg, 54, 55
Fréteval (bat. de), 116
Fribourg (traité de), 180
Friedland (bat. de), 78
Frise, 157
Frisons, 32
Front populaire, 137
Fuchs et Hillary (exp.), 295
Fujian = Fou-Kien, 229
Fulda, 40
Funan, 234
Fustāt (Le Caire), 196, 198, 206

G

Gabales, 30
Gabon, 255, 257
Gad, 8
Gades (Cadix), 32
Gadir (Gades), 26
Gaète, 152, 155
Gafsa, 263
Galaad, 8
Galates, 22
Galatie, 20, 33
Gallicie, 165, 182
Gallée, 8, 214
Gallies (pays de), 141
Gallien, 270
Gambie, 257

Gand, 157
 Gāndhāra, 12, 243
 Gansu = Kan-Sou, 219, 221
 Ganzhou = Kan-tcheou, 218, 220
 Gao, 252
 Garde-Freinet (La), 198
 Garibaldi, 136, 155
 Garigliano (bat. du, 1503), 152
 Gasconne (d^{ché} de), 114
 Gasteln (conv. de), 104, 105
 Gaule, 24, 28-31, 37
 Gaule Carolingienne, 40
 Gaule Cisalpine, 26
 Gaule (général de), 137
 Gaza, 7, 18, 212, 215
 Gdańsk (Dantzig), 63, 74, 92, 93,
 106, 162, 163, 165, 168
 Gédrosie, 18
 Geisberg (bat. du), 76, 127
 Généralité (pays de la), 158
 Gènes, 52, 54, 60, 61, 150
 Gènes (rép. de), 60, 150-151
 Genève, 68, 69, 180
 Gengis khān, 224
 Géorgie, 175, 176
 Géorgie [Amér.], 289, 290, 293
 Gépides, 36, 38, 216
 Gergovie (bat. de), 30
 Germain, 138
 Germanie, 32
 Germanie (roy. de), 46, 47, 98, 99
 Germanique (conféd.), 104
 Germano-soviétique (pacte), 93
 Gernmynn, 208
 Gettysburg (bat. de), 290
 Ghāna (roy. du), 252
 Ghāna (État du), 257
 Ghor (Rhūr), 200
 Gibelins, 99
 Gibraltar, 111, 196
 Gifu, 240
 Girsou (Tello) [site archéol.], 4
 Gisors (t^{hé} de), 116
 Glzeh (site archéol.), 6
 Gniezno, 46, 162
 Goa, 86, 244, 247
 Gölan, 215
 Golconde, 245
 Gold Coast, 257
 Gong Xian, 221
 Gontran (roy. de), 37
 Gordon (site archéol.), 5
 Gortyne, 15
 Gorze (abb.), 98
 Göteborg, 72
 Gothique (art), 51
 Gotland (i.), 41, 63, 178, 179
 Goulet (Le) [t^{hé}], 116
 Gourma, 269
 Grado, 146
 Gran (Esztergom), 46, 98, 162
 Grande-Bretagne, 74, 138-145
 Grande-Grèce, 16
 Grande Peur, 76
 Grandson (bat. de), 121, 180
 Grand Zāb (bat. du), 196
 Granique (Le) [bat.], 12, 18
 Grèce, 84, 85, 91, 189, 209
 Grèce ancienne, 14-21
 Gréco-bactrien (Et.), 18
 Grenade, 264, 265
 Groningue, 157
 Grunwald (Tannenberg) [bat. de],
 60, 163
 Guadalcanal (i.) [opérations japo-
 naises], 95
 Guadalete (bat. du), 108
 Guangxi = Kouang-Si, 232

Guangzhou, v. Canton
 Guatemala, 284
 Gueldre, 121, 157
 Guelfes, 99
 Guérande, 118
 Guernica, 112
 Guerre mondiale (Première), 89-
 91, 210
 Guerre mondiale (Seconde), 94-
 96
 Gujerat, 247
 Guillaume III d'Orange-Nassau,
 143
 Guinée, 257
 Guinée-Bissau, 257
 Guinée espagnole, 257
 Guinée portugaise, 257
 Guitarrero, 273
 Guizhou = Kouei-Tcheou, 229
 Gujerat, 244
 Gund-e-Chāhpohr, 194
 Guomindang = Kouo-min-tang,
 228
 Gupta, 216
 Gür (Firuzābād), 194
 Gurah (site archéol.), 248
 Gustave II Adolphe, 179
 Guyanes, 282, 285
 Guyenne, 116-119

H

Habsbourg v. Allemagne, Autri-
 che, Espagne, Pays-Bas
 Hachichiyin (secte des Assass-
 sins), 57, 200, 266
 Hadrumète, 262
 Haifa (Caiffa), 212
 Hainan, 230, 231
 Haiphong, 236
 Haïti, 284, 285
 Halicarnasse, 18
 Halland, 179
 Hallstatt (site archéol.), 22
 Hamadhān (Ecbatane), 196
 Hambourg, 63
 Hami, 222
 Hammādides, 259
 Han, 219, 220
 Handan = Han-tan, 219
 Hang-tcheou v. Hangzhou
 Hangzhou = Hang-tcheou, 223
 Hannibal, 21
 Hannon, 10
 Hanol, 233-235, 236
 Hanovre (roy. de), 104
 Hanse teutonique (la), 62
 Han-tan v. Handan
 Haoussas (Ét.), 253, 254, 268
 Harappā (site archéol.), 242
 Harāt, 196, 198, 206
 Harāt (s^{se} de), 204, 205
 Härjedalen, 179
 Härūn al-Rachid, 198
 Hastings (bat. d'), 139
 Hattī, 5
 Haïfūn (bat. d'), 47, 56, 57, 265
 Hattousha (Hattousa) [Boğaz-
 köy], 5
 Haute-Volta, 257
 Hawali (île), 292, 294
 Haye (La) [t^{hé} de], 159
 Hazāra, 205
 Hebel (Ho-Pei), 241
 Hébreux, 8
 Hébron, 212

Hedeby (Haithabu), 41
 Hégémons, 219
 Hégire (l'), 196
 Heian-kyō (Kyōto), 239
 Heijō-kyō (Nara), 239
 Helgoland (île), 82
 Helvètes, 28-30
 Helvétique (rép.), 77
 Hémérocopion, 14
 Henri IV, 123
 Henri II Plantagenêt (possessions
 d'), 141
 Henri VII Tudor, 142
 Herculanum, 23
 Héricourt (bat. d'), 121
 Hérules, 36
 Hesse, 83, 100
 Heunebourg, 22
 Hibernie, 32
 Hilaliens, 259, 263
 Hillary et Fuchs (exp.), 295
 Himère, 16
 Hlong-nou, v. Xiongnu
 Hipponne, 35, 258, 262, 263
 Hippo Regius (Annaba), 262
 Hīra, 39
 Hiroshima, 96
 Hispallis (Séville), 26
 Hispaniola, 66, 278, 281
 Hitler, 93
 Hittérienne (expansion), 93
 Hittites, 5
 Hoanh Son, 234
 Hô Chi Minh (piste), 237
 Hohenstaufen, 99
 Hô An, 234
 Hōjō, 240
 Hokkaidō, 239
 Hollande, 80, 127, 157
 Holstein (d^{ché} de), 104, 105
 Hondshoote (bat. de), 76, 127
 Honduras, 284
 Honein, 264
 Hongkong, 241
 Hongrie, 83, 84, 92, 93, 182-188,
 208, 209
 Hongrois, 113, 184-185
 Honshū (île), 239
 Ho-Pei v. Hebei
 Hopewell, 272
 Horde d'Or, 61, 170
 Horodlo, 163
 Hottentots, 253, 254
 Hougue (La) [bat. navale], 143
 Hubertsbourg (t^{hé}), 103
 Hudson (c^{de} de la baie d'), 282, 286
 Hué (Phu Xiān), 234
 Hugues Capet, 114
 Humanisme (centres d', en Eu-
 rope au xv^e s.), 68
 Hunan = Hou-nan, 229
 Huns, 36, 194, 216

I

Iakoutie, 176
 Iapyges, 24
 Ibères, 10
 Ibiza (île), 110
 Ibn Tāchfin, 259
 Ibo, 269
 Iconium (Konya), 58
 Iconium (sultanat d'), 58
 Idrisides, 258
 Iermak = Yermak, 170

Iéna (bat. d'), 78
 Ife, 252
 Ifriqiya, 196, 263
 Ikkō, 240
 Ile-de-France, 115
 Ilerda (Lérida), 26
 Ilkhāns (Emp. des), 60, 225
 Illiberis (Elvira), 35
 Illyricum, 38
 Illyrie, 32
 Illyriennes (provinces), 80
 Imbros (île), 15
 Incas, 276, 277
 Inde, 242-247
 Indes néerlandaises, 88, 96
 Indes occidentales, 66
 Indépendance (guerre de l', aux
 É.-U.), 290
 Indienne (Union), 247
 Indiens (aux É.-U.), 291
 Indochine, 233-237
 Indochine (guerre d') [1946-1954],
 236
 Indochine française, 95, 230, 235,
 236
 Indonésie, 250
 Indus (civilisation de l'), 242
 Industrielle (rév. en G.-B.), 144
 Ingrie, 179
 Invasions barbares, 36, 113, 138,
 139, 216
 Iona (monast.), 138
 Ionie, 14
 Ionniennes (îles), 82, 189
 Ipsos (bat. d'), 18
 Iran, 194, 203, 204
 Iraq, 92, 203, 209, 210
 Irlande, 139, 140, 142, 143
 Iroquois, 291
 Islām, 108-110, 196-201, 203-207,
 250, 258, 263-265
 Islām (arts de l'), 206
 Islāmābād, 247
 Islande, 41, 97, 278
 Isly (L.) [bat. de], 260
 Ispahan, 206
 Israël, 213, 214, 215
 Israélo-arabes (guerres), 214, 215
 Issachar, 8
 Issos, 12, 18
 Istanbul (Constantinople), 206,
 209
 Istrie, 182, 183, 186, 187
 Istros, 10
 Italie, 24, 25, 76, 93, 98, 99,
 146-155
 Italie (campagne d') [1796-1797],
 76
 Italie (guerres d') [1494-1525], 152
 Italie (pacte d'Acier), 93
 Italie (poss. des Hohenstaufen),
 99
 Italie (roy. d') [au Moyen Âge], 98,
 99, 146
 Italie (roy. d') [I^{re} Empire], 81
 Italienne (unité), 155
 Itil, 41
 Ivan IV le Terrible, 170
 Ivory (bat. d'), 123

J

Jaffa, 57
 Jagellons (États de la Maison des),
 163

Jamestown, 178
 Jämtland, 179
 Japon, 95, 228, 230-231, 239-241
 Jarnac (bat. de), 122
 Jarrow (monast.), 138
 Jäts, 245
 Java, 3, 88, 248-250
 Javols, 37
 Jean II Comnène (frontières de), 58
 Jean III Asen II, 192
 Jean le Bon, 118
 Jean de Lancastre, 118
 Jeanne d'Arc, 119
 Jemmapes (bat. de), 76, 127
 Jéricho, 8, 212
 Jérusalem, 8, 11, 33, 35, 56, 57, 206, 212-215
 Jérusalem (roy. de), 57
 Jésuites (missions), 282
 Jiangxi (Kiang-Si), 228, 229
 Jiang Jieshi, v. Tchong Kai-chek
 Jiankang = Kien-k'ang (Nankin), 221, 222
 Jin = Kin (Emp.), 223
 Jin = Tsin, 219
 Jing = King, 223
 Joffre, 90
 Jogasses (les), 22
 Johor, 250
 Jordanie, 214, 215
 Jouan-Jouan (Ruanruan), 216
 Juda (tribu au temps des Juges), 8
 Judée, 8, 33
 Juifs, v. Hébreux et Israëls
 Juillet (monarchie de), 131-132
 Junagadh, 247
 Justinien I^{er}, 38
 Jutes, 36

K

Kaboul, 205, 245, 246
 Kabylie, 261
 Kachgarie, 173
 Kadesh (bat. de), 7
 Kaffa, v. Feodosia
 Kahlenberg (bat. de), 208
 Kaifeng = K'ai-fong, 223, 225
 K'ai-fong, v. Kaifeng
 Kairouan, 196, 206, 263
 Kakongo, 253
 Kalasan (site archéol.), 248
 Kalgan (Zhangjiakou), 226
 Kalhou (Nimroud), 4, 11
 Kalibangan (site archéol.), 242
 Kalinga, 243
 Kaliningrad (Königsberg), 106
 Kallatis, 10
 Kalmar (Union de), 60, 178
 Kalmouks, 173
 Kamakura, 239, 240
 Kameniec Podolski, 163
 Kaminaljuyú (site archéol.), 274
 Kamtchatka, 174, 176
 Kandahar, 245
 Kanem, 252
 Kanem-Bornou, 252
 Kanesh (Kultepe) [site archéol.], 5
 Kantara (El-), 214
 Karachi, 247
 Kara-Kirghiz, 176

Kara Kitay, 223, 224
 Karakorum, 223
 Karakoyunlu (conféd. des), 203
 Karamanie, 208
 Karbalâ, 196
 Kärkäl, 247
 Karakemish, 4
 Karlowitz, 208
 Karluks, 218
 Karnak, 6
 Kassendria, 38
 Katanga, 255
 Katowice, 166, 183
 Kaunas (Kovno), 63
 Kazakhs, 173, 174
 Kazakhstan, 176
 Kazan, 170
 Kebbi, 269
 Keewatin (district de), 288
 Kent, 138
 Kentucky, 293
 Kenya, 257
 Keraïts, 223
 Kerkouane, 262
 Kermân, 203
 Khân (Emp. du Grand), 225
 Khânbalik (Pékin), 223
 Khânua (bat. de), 245
 Khârezm, 173, 196, 198, 200
 Khârezmshâh, 200
 Khâridjites (hlots), 258
 Khartoum, 267
 Khaybar (passe de), 205, 246
 Khayr al-Dîn, 260
 Khazars, 169, 218
 Khitans (Kïtat), 218, 222
 Khiva, 200
 Khiva (khânat de), 203
 Khmer (Emp.), 233
 Khorasân, 203
 Khotan, 218, 220
 Khurasân, 194
 Khursabad (Dour-Sharroukên), 4
 K'lang, 220
 Kiang-si, v. Jiangxi
 Kiel, 104
 Kien-k'ang, v. Jiankang
 Klev, 169, 175
 Kilwa, 253
 Kimberley, 271
 Kimeks, 218
 Kin, v. Jin (Emp.)
 King, v. Jing
 King's Mountain, 290
 Kippour (guerre du), 215
 Kirghiz, 205, 218
 Kirghizie, 176
 Kirrha (site archéol.), 4
 Kitlon, 8
 Klagenfurt, 183
 Klein-Schnellendorf (t^{te}), 103
 Klokotnica (bat. de), 192
 Kocho-tsaidam, 222
 Koenigsberg, v. Königsberg
 Koguryo, 221
 Komis, 176
 Königsberg (Kaliningrad), 97, 106
 Konya, 206
 Koobi Fora (I. Turkana), 2
 Kordofan, 267, 268
 Kororofa, 253, 268
 Kosovo, 70
 Kosovo (bat. de), 60, 208
 Kouang-si, v. Guangxi
 Kouang-tcheou, v. Guangzhou
 Kouban, 209
 Kouel-tcheou, v. Guizhou
 Koulikovo (bat. de), 60, 170

Kouomin-tang = Guomindang, 220
 Kouriles (îles), 241
 Koutcha, 220
 Kovno, 63
 Krak des Chevaliers, 57
 Krak de Moab (al-Karak), 57
 Krak de Montréal (al-Chawbak), 57
 Kraków (Cracovie), 162
 Krefeld (bat. de), 103
 Kronstadt (rév. de), 175
 Ksar el-Kebir (el-), 265
 Kûfa, 196, 198
 Kulm (Chefmnoh) [év.], 163
 Kultepe (Kanes), 5
 Kumanovo (bat. de), 85
 Kurdes, 203
 Kurdistan, 189, 204, 209, 210
 Kusâna (Emp.), 243
 Kûtama, 258
 Kutchuk-Kaïnardji (t^{te} de), 70, 171
 Kwandebele, 271
 Kyôto (Heian-Kyô), 239, 240
 Kyûshû, 239

L

Labrador, 287
 Lacédémoniens, 16
 Laconie, 4
 Ladakh, 247
 Laetoli, 3
 Lagash (al-Hiba) [site archéol.], 4
 Lagny, 54
 Lahore, 206, 245
 Lajazzo (Ayas), 61, 150
 Lampun, 233
 Lancastre (les), 142
 Lang Son, 235, 236
 Laos, 234, 235, 236
 La Pérouse, 294
 Larsa (site archéol.), 4
 La Salle (Robert Cavalier de), 278
 Lastovo (Lagosta) [île], 97, 187
 Latin (Emp.), 59, 61, 192
 Latins du Levant (Êt.), 57
 Latium, 23
 Laubenbourg (d^{ché} de), 104, 105
 Lausanne, 180
 Lausanne (t^{te} de), 189, 209, 210
 Lavinium, 23
 Lazaret (Le), 2
 Lazique, 39
 Lechfeld (bat. du), 98
 Leeds, 74
 Legnano (bat. de), 99, 147
 Lelpzig, 54
 Lemberg (Lwów), 163
 Lemnos (île), 15
 Lendit (foire du), 54
 Leninabad (Alexandreia Esk-hatê), 18
 Lenigrad (Saint-Petersbourg), 71, 94
 Lens (bat. de), 73, 102, 124
 León, 109
 Léon (roy. de), 46, 47, 109, 110
 Leou-Lan, v. Loulan
 Léopante (bat. de), 70, 208
 Leptis Magna, 10
 Lérda, 110
 Lérda (Ilerda) [bat. de], 26
 Lesbos (île), 15

Lesotho, 257
 Lettonie, 92, 97
 Leutres, 16
 Leuthen (bat. de), 103
 Levant (États latins du), 57
 Lewes (bat. de), 141
 Leyde, 68
 Liban, 209, 210, 214
 Libénice (site archéol.), 22
 Liberia, 257
 Libye, 88, 257
 Libye (campagne de, 1940-1943), 94
 Libyens, 10
 Liège, 120
 Liège (p^{te} de), 157
 Ligue (sainte), 123
 Ligures, 29
 Ligurie, 150
 Ligurienne (rép.), 77
 Lille, 124
 Lilybée, 26
 Lincoln, 51, 141
 Lindisfarne (abb.), 41, 138
 Lingons, 28, 30
 Lioubetch (t^{te} de), 169
 Lisbonne, 71, 110
 Little Bighorn, 291
 Lituanie, 92, 97, 165, 171, 175
 Lituanie (g^d-d^{ché} de), 60, 164
 Livingstone (exploration de l'Afri-que), 256
 Livonie, 63, 74, 163, 164, 171
 Lixos = Lixus, 10
 Luchmayor, 110
 Loango, 253, 254
 Lodi, 151
 Lodi (bat. de), 76
 Lodi (paix de), 151
 Lodi (dynastie), 244
 Lombarde (ligue), 99, 147
 Lombardie, 40
 Lombards, 38, 146
 Lombards (roy. des), 146
 Lombard-Vénitien (roy.), 82, 154
 Londres, 52, 62, 94
 Londres (t^{te} de), 85
 Longmen, 221, 222
 Longue Marche (la), 229
 Longpui, 233
 Lorraine, 92, 105, 106, 124, 126, 136
 Lorraine (Basse-), 114
 Lorraine (d^{ché} de), 124
 Lorraine (Haute-), 114
 Lorrin, 115
 Lothaire (partage de Verdun), 40
 Lothal (site archéol.), 242
 Lotharinge, 40
 Lou, v. Lu
 Louba, 253, 254, 268
 Louis le Germanique (partage de Verdun), 40
 Louis VI le Gros, 115
 Louis XI, 120
 Louis XII, 152
 Louis XIII, 124
 Louis XIV, 124
 Louis Napoléon Bonaparte, v. Napoléon III
 Louisiane, 282, 286, 287, 290, 293
 Louna = Leou-lan, 220
 Louda, 268
 Louqsor (site archéol.), 6
 Louvain, 157
 Lo-yang = Luoyang, 219, 220, 222
 Lu = Lou, 219
 Lübeck, 52, 63, 99

Lublin (camp de concentration), 167
 Lublin, 163
 Lucaniens, 24
 Lucerne, 180
 Lucques (d^{ché} de), 154
 Lucques (rép. de), 151, 153
 Ludendorff, 90
 Lund, 178
 Lunda, 254
 Lundu, 253
 Lunel-Viel, 2
 Luolang, 220
 Luoyang, v. Lo-yang
 Lüshun (Port-Arthur), 241
 Lusitanie, 32
 Lutèce (Lutetia), 28, 30, 34
 Lützen (bat. de), 73, 102, 179
 Luxembourg, 106
 Luxembourg (d^{ché} de), 157
 Luxembourg (g^d-d^{ché} de), 160
 Łwów (Lemberg), 163, 164
 Lycandros, 42
 Lycie, 20
 Lydie, 10
 Lyon, 32, 35, 52, 127

M

Macao, 226
 MacArthur (général), 96
 Macédoine, 10, 17, 18, 25, 85, 186, 187, 189
 Machalilla, 277
 Machu Picchu, 277
 Mackensen, 91
 Madagascar, 255, 257, 270
 Madaurus, 262
 Madras, 245
 Madrid, 71, 78, 112
 Magadha, 243
 Magdeburg, 63, 162
 Magellan, 65, 280, 294
 Magenta (bat. de), 155
 Maghreb, 196, 258-265
 Magnésie du Sipyle, 25
 Mahdi (Muhammad Ahmad ibn 'Abd Allah) [domination du], 267
 Mahdia, 262, 263
 Mahé, 247
 Mahomet, 196
 Maimake, 14
 Maine (Fr.), 116, 120
 Majapahit (roy. de), 250
 Majdanek (c. de concentr.), 167
 Majorque (île), 110
 Makasar, 214
 Maktar, 262
 Malacca, 86
 Málaga, 108, 110, 264
 Malaka v. Malacca
 Malaka (sultanat), 250
 Malestroit (trêve de), 117
 Mali, 252, 253, 257, 268
 Malmédy, 106
 Malmö, 63
 Malouines (Falkland) [îles], 294
 Malplaquet (bat. de), 124
 Malte (île), 110
 Malvā ou Malwa, 244
 Mamelouks, 61, 266
 Mampourai, 253, 269
 Man (île de), 47
 Manassé (tribu), 8

Manching, 22
 Mandchoukou, 95, 230, 241
 Mandchourie, 228, 231, 241
 Manltoha (district), 288
 Mannéens, 11
 Mansourah (bat. de), 47, 57, 266
 Mantes, 41, 115
 Manteuffel (Edwin, baron von), 136
 Mantinée (bat. de), 16
 Mantoue (mar^{sst} de), 151-153
 Mantoue (s^{se} de), 76
 Mantzikert, 56
 Mantzikert (bat. de), 200
 Manuel I^{er} Comnène, 58
 Mao Tsé-tong v. Mao Zedong
 Mao Zedong = Mao Tsé-tong, 229
 Maracanda (Samarkand), 18
 Marajoara, 276
 Marāra, 225
 Marathes (les), 245, 246
 Marathon (bat. de), 14, 16
 Maravi, 254
 Marchand (mission), 256
 Marché commun (pays du, en 1987), 296
 Mardj Rāhit (bat. de), 196
 Mari (site archéol.), 4
 Mariannes (îles), 96
 Marica (bat. de la), 60, 206
 Marignan (bat. de), 1515, 152
 Marinide (roy.), 264
 Marinides, 259, 264
 Marne (bat. de la), 90
 Maroc, 257, 264, 265
 Maroc espagnol, 257
 Marônela, 15
 Marquette et Joliet, 278
 Marrakech, 260, 264, 265
 Marseille, 61
 Marseille (Massalia), 14, 22, 24
 Marshall (îles), 95, 96
 Marston Moor (bat. de), 143
 Mary (Merv), 18
 Maryland, 289
 Masada (roy. de Juda), 8
 Masaïs, 254
 Massachusetts, 289
 Massalia, 14, 22, 24
 Masinissa, 21
 Mataram (sultanat), 250
 Maurétanie, 32
 Mauritanie, 257
 Maurocastro (Cetatea Alba), 148, 150
 Maurya (dynastie des), 243
 Mayapán (site archéol.), 274
 Mayas, 274, 278
 Mayence, 68
 Mazagan, 265
 Mazovie, 162, 163
 Mazurie, 166, 168
 Mecque (La), 196
 Médéa, 260, 261
 Médès, 10
 Médie, 12
 Médie Atropatène, 18
 Médine, 196
 Médiques (guerres), 14
 Méditerranée (mer), 10, 14, 61
 Mégare, 14
 Megiddo (bat.), 7
 Méhémet-Ali, 267
 Mehrgarh, 242
 Meiji (ère), 241
 Meknès, 265
 Melilla, 265

Melilla (préside espagnol), 260
 Méliène, 42, 194
 Meloria (bat. de la), 60, 147, 150
 Méros, 15
 Melun, 115
 Memel, 92, 93, 106
 Memphis (Égypte), 6
 Mentana (bat. de), 155
 Mercie, 138
 Mérida (Espagne), 108
 Mérida (roy.), 209, 255, 270
 Merkits, 224
 Méroé, 7
 Merseburg (év.), 98
 Mers el-Kébir, 260
 Merv (Mary), 194, 204
 Mésie, 33
 Meskeneh, 4
 Mésopotamie, 4
 Messène, 15
 Messine, 20, 54
 Métaure (le) [bat.], 21
 Metz, 37, 124
 Mexico (Tenochtitlán), 274
 Mexique, 284, 285
 Michel le Brave (p^{ie} de), 190
 Milagro, 277
 Milan, 32, 34, 52, 54, 83, 151
 Milan (d^{ché} de), 153
 Milan (édit de) [313], 35
 Milanais, 66, 111, 152
 Milet, 14, 15, 20
 Milo, 15
 Milvius (pont) [bat. du], 34
 Minden (év.), 101
 Ming (Emp. des), 226
 Minorque (île), 110, 111
 Minyue, 220
 Misène, 32
 Mississipi, 278, 290, 293
 Mistra, 59, 60
 Mitanni, 4, 7
 Mitterrand (François), 137
 Moabites, 8
 Moçica, 277
 Modène (d^{ché} de), 151, 155
 Modon (territ. vén.), 60, 61, 148
 Moeris (lac), 6
 Mogadishio (Mogadishu) [Muq-disho], 253
 Moghol (Emp.), 173, 245, 246
 Mogollon, 272
 Mohács (bat. de), 70
 Mohenjo-Dāro, 242
 Moissac, 50
 Moldavie, 70, 163, 190, 208
 Molesmes (abb. cistercienne), 49
 Mollwitz (bat. de), 103
 Moluques (îles), 88
 Môn, 233
 Monaco (p^{ie} de), 151
 Moncontour (bat. de), 122
 Mondovi (Italie) [bat. de], 76
 Mongol (Emp.), 224, 225, 233
 Mongols, 200, 225
 Monomotapa, 253, 254
 Montagne Blanche (bat. de la), 73, 102
 Montauban, 122
 Montdidier, 90
 Monte Albán (site archéol.), 274
 Monténégro, 182, 186, 187
 Montereau, 119
 Montferrat (mar^{sst} de), 151
 Monthéry, 115
 Monthéry (bat. de), 120
 Montpellier, 52, 68, 117
 Montréal, 278

Morat (bat. de), 121, 180
 Moraves, 184-185
 Moravie, 47, 66, 182, 184-185
 Moraves, 61
 Morée, 70, 148
 Moret, 115
 Mōri, 240
 Morimond (abb. cistercienne), 49
 Moscou, 78
 Moscou (g^d p^{ie} de), 60, 170
 Moscovie, 164, 170
 Moskova (Borodino) [bat. de la], 78
 Mossi, 252
 Mossoul, 206
 Mostaganem, 261
 Moudros (t^{ie} de), 209
 Mou-jong, 221
 Moukden (Shenyang), 226
 Mouroug, 221
 Moyen-Orient (pendant la Première Guerre mondiale), 91
 Moyen-Orient, 194-215
 Mozambique, 255, 257
 Mudanya (armist. de), 189
 Muhammad Ahmad ibn 'Abd Allah, v. Mahdi (le)
 Mühlberg (bat. de), 100
 Mulhouse, 124
 Munda (bat. de), 24, 26, 32
 Mundigak (site archéol.), 242
 Munich, 71, 83, 93
 Münsingen (site archéol.), 22
 Münster (Westphalie) [t^{ie} de 1648], 102
 Muraille (G^de), 216, 218, 219
 Murcie, 108, 110
 Muret (bat. de), 116
 Mustafa Kemal (Mustapha Kemal), 189
 Musulmans v. Islām
 Mycale (m^{re}), 14, 16
 Mycènes (site archéol.), 22
 Mykonos (île), 15
 Myles (bat. de, en 260 av. J.-C.), 20
 Myra, 35
 Myrioképhalon (bat. de), 58, 200
 Mytilène, 15

N

Nachtigal (exploration de l'Afrique), 256
 Nādir Chāh, 173
 Nadjd, 210
 Nagasaki, 96
 Naissus (Niš), 34
 Nam Hai, 234
 Namibie, 257
 Nam Viêt (roy. du), 233, 234
 Nanjing v. Nankin
 Nankin = Nanjing, 221, 222, 227, 228, 231, 241
 Nan-tchao, v. Nanzhao
 Nantes, 127
 Nantes (édit de), 123
 Nanyue, 220
 Nanzhao = Nan-tchao, 222, 234
 Napata, 7
 Naples, 14, 71, 83
 Naples (roy. de), 60, 66, 110, 111, 152, 153, 154
 Naplouse, 212

Napoléon I^{er}, 78-82
 Napoléon III, 134, 135, 136
 Naqsh-e Rostem, 194
 Nara (Heijō-Kyō), 239
 Narbo Martius (Narbonne), 26, 29
 Narbonnaise, 24, 32
 Narbonne, 26, 32, 36, 108
 Nariño Cauma, 277
 Natal, 255, 271
 Nations (Europe des), 84
 Naukratis, 14
 Nauoque (bat. de), 32
 Navarin (bat. de), 189, 209
 Navarre (Basse), 122
 Navarre (roy. de), 109, 114, 118, 119
 Navas de Tolosa (Las) [bat. de], 110, 265
 Naxos (i.), 15, 148
 Naxos (d^{ché} de), 59
 Naymans, 224
 Nazareth, 212
 Nazca (site archéol.), 277
 Nazianze, 35
 Ndebele, 255
 Ndongo, 253
 Néerlandais (emp.), v. empire colonial
 Neerwinden (bat.), 127
 Nefa, 247
 Negapatam (compt. hollandais), 245
 Négrepont, 59, 148
 Neguev (désert du), 214
 Nehavend, 194
 Nehavend (bat. de), 196
 Neimengu (R.A. de Mongolie-Intérieure), 232
 Nemencha (p^{te} berbère), 262, 263
 Néopatra, 110
 Népal, 246, 247
 Nephtali (tribu au temps des Juges), 8
 Nérac (paix de 1579), 123
 Nertchinsk (t^{te} de), 227
 Nerviens, 30
 Neuchâtel (p^{te} de), 180
 Neuilly (t^{te} de), 92, 193
 Neustrie, 37, 40, 113
 Neva (riv.), 47
 Nevers (c^{te} de), 121
 Newbury (bat. de), 143
 New-Delhi, 247
 New Hampshire, 289
 New Jersey, 289
 New York, 282
 New York (État de), 289
 Ngan-yang, v. Anyang
 Ngwane ou Swaziland (roy. de), 257
 Nicaragua, 284
 Nice, 84, 127, 154, 155
 Nicée, 35, 56, 58, 200
 Nicée (emp. de), 59, 61
 Nichāpūr, 198, 200
 Nicomédie, 33, 35, 58
 Nicopolis, 42
 Nicopolis (Nikopol) [Bulgarie], 39, 70
 Nicopolis (Bulgarie) [bat. de 1396], 208
 Nicose, 53
 Nidaros (Trondheim), 41, 46, 178
 Nieuw Amsterdam (New York), 88, 278
 Niger, 257
 Nigeria, 257

Nikaia (col. ion^{ne}), 14
 Nil (riv.), 6, 7
 Nimègue (t^{te} de 1678), 124
 Nimitz (amiral), 96
 Nimroud (Kalhou), 4
 Ningbo = Ning-po, 226
 Ningxia = Ning-hia, 223, 232
 Ninive, 4, 11
 Nippour (site archéol.), 4
 Nisibe, 34, 194
 Notre (population, É.-U.), 293
 Noirmoutier (île), 41, 113
 Nord (paix du, 1660), 73
 Norique, 32
 Normandie, 41, 114, 116
 Normands (raids en Fr. au ix^e et au x^e s.), 40, 41, 113
 Normands, v. Vikings et Varègues
 Northampton, 54
 Norvège, 47, 60, 178
 Norvège (roy. de), 60, 82, 178-179
 Norvégiens, 41
 Nostr-Bé (île), 270
 Notion, 16
 Noupé, 269
 Nouveau-Brunswick, 282
 Nouveau-Mexique, 286
 Nouvelle-Angleterre, 289
 Nouvelle-Calédonie (i.), 294
 Nouvelle-Écosse, 287, 288, 289
 Nouvelle-Espagne, 66, 281, 282
 Nouvelle-France, 286
 Nouvelle-Grenade, 282
 Nouvelle-Guinée (île), 88, 95, 294
 Nouvelle-Hollande (Australie), 294
 Nouvelle-Phocée, 60
 Nouvelle-Zélande, 294
 Novare, 154
 Novempopulanie, 37
 Novgorod, 55, 60, 63, 169, 170
 Nubie, 7
 Numance, 22, 24
 Numides, 10
 Numidie, 24, 26, 32
 Nuremberg, 68
 Nuremberg (ligue catholique de), 100
 Nurestani, 205
 Nystad (t^{te} de 1721), 171

O

Obeid (El-) [Iraq, site archéol.], 4
 O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), 296
 Oc èo (site archéol.), 234
 Oda, 240
 Odawara, 240
 Oder-Neisse (ligne), 97
 Odessa, 171
 Odessus, 39
 Odrin, 193
 Oea (exp^{on} phénicienne), 10
 O.E.A., v. Organisation des États américains
 Offa's Dyke, 139
 Oghouz (Turcs), 218
 Ohrid, 46, 192
 Ôland (île), 41
 Olbia (Sarmatie), 10, 14
 Olbia (près d'Hyères), 10
 Olbia (Sardaigne), 10
 Oiduvai, 3

Olmèque (civilisation), 274
 Ôlmütz, 104, 105
 Oltenie, 192
 Olympe, 14, 15
 Ombriens, 24
 Omeyyades, 196-197
 Omo, 3
 Ona, 276
 Ontario (district), 288
 O.P.E.P. (Organisation des pays exportateurs de pétrole), 296
 Opis, 18
 Opsikion, 42
 Oran, 259, 260, 261, 264, 265
 Orange (Guillaume d'), v. Guillaume III d'Orange-Nassau
 Orange (Ét. libre d'), 271
 Orcaades (Orkney) [îles], 46
 Ordos, 219
 Ordu balig, 218
 Organisation des États américains (O.E.A.), 296
 Organisation des pays exportateurs de pétrole, v. O.P.E.P.
 Organisation du traité de l'Atlantique nord, v. O.T.A.N.
 Organisation de l'unité africaine, v. O.U.A.
 Orgnac, 2
 Orient latin, 57
 Orient (Empire latin d'), 38
 Orissa, 244
 Orléans, 115, 119, 136
 Orléansville, 261
 Orval (abb. cistercienne), 49
 Osaka, 240
 Ôsel, 179
 Oslo, 63
 Osnaabrück (t^{te} d'), 102
 Ostrogoths, 36, 216
 O.T.A.N. (Organisation du traité de l'Atlantique nord), 296
 Otrar, 223
 Ottoman (Emp.), 70, 85, 91, 193, 203, 204, 208, 209
 Ottomans, 70
 O.U.A. (Organisation de l'unité africaine), 296
 Ouaddaï, 254, 268
 Ouagadougou, 253, 254, 269
 Ouganda, 257
 Ougarit (Ras Shamra) [site archéol.], 4
 Ouidah, 252
 Ougours, 218, 223
 Oujda, 264
 Our (site archéol.), 4
 Ourarthou, 5
 Ourguentch, 200, 223
 Ourouk (Warka) [site archéol.], 4
 Ouzbékistan, 176
 Ouzbeks, 173, 203, 205
 Overijssel, 157
 Oviedo, 112
 Oxford (Provisions d'), 141
 Oyo, 269

P

Pachtou, 205
 Pacifique (Océan) [découverte de l'], 294
 Pacifique (guerre du), 95, 96
 Paikche, 221

Pajang (sultanat), 250
 Pâkistân, 247
 Pâkistân occidental, 247
 Pâkistân oriental (Bangladesh), 247
 Palatia, 60
 Palatinat, 73, 100, 102, 124
 Pale, 143
 Palencia, 110
 Palenque (site archéol.), 274
 Palerme, 26, 83, 147, 154
 Palestine, 209, 210, 212, 213
 Palma, 52, 54, 61
 Palmyre, 33
 Palmyre (Tadmor) [site archéol.], 4
 Pampelune, 40
 Pamphylie, 33
 Panamá, 284, 285
 Panatara (site archéol.), 248
 Pândya, 244
 Panion ou Panelon (bat. de), 18
 Pânipat (bat. de 1526, de 1556 et de 1761), 245, 246
 P'an-mun-t'ôm (armist. de 1953), 238
 Pannonie, 32, 34
 Panormos (Panorme) [bat. de, 254 av. J.-C.], 20, 26
 Panticapée (col. ion^{ne}), 10
 Paphlagonie, 20
 Paphos (site archéol.), 10
 Paracas (site archéol.), 277
 Paraguay, 284, 285
 Paris, 36, 37, 41, 51, 52, 54, 68, 83, 113, 115, 118, 119, 123, 128, 132, 133
 Paris (roy. de), 37
 Paris (s^{re} de) [1870-1871], 136
 Paris (t^{te} de, 1763), 74, 287, 289
 Paris (t^{te} de, 1947), 193
 Parisil (Lutèce), 28
 Parme (d^{ché} de), 153, 155
 Parthénopéenne (rép.), 77
 Parthes (roy. des), 18, 33
 Parthie, 12
 Pasargades, 12
 Passarowitz (Požarevac) [t^{te} de], 70, 186
 Patagonie, 285
 Pātāliputra, voir Patnā
 Patay (bat. de 1429), 119
 Patmos (i.), 35
 Patnā (Pātāliputra), 216, 243
 Patras (Patrai), 61
 Patrimoine de Saint-Pierre, 146, 147
 Paul (saint), 35
 Pavie, 40, 66, 98, 146
 Pavie (bat. de 1525), 152
 Pays-Bas, 156-160
 Pays-Bas (roy. des), 82, 160
 Pays-Bas autrichiens, 74
 Pays-Bas espagnols, 111, 124, 158
 Pearl Harbor, 96
 Peary, 278
 Pegu, 233
 Pègue (Le) [site archéol.], 22
 Pékin (Beijing), 226-228, 241
 Pékin (Khānbalki), 223
 Pékin (t^{te} de), 174
 Pékin (Yuzhou) [Yu-tcheou], 222
 Pella, 18
 Péloponnèse, 15, 189
 Péloponnèse (guerre du), 16
 Péluse, 27
 Penangungan Jalatunda (site archéol.), 248

Pendjab, 247
 Pennsylvanie, 289
 Peñón d'Alger, 260
 Peñón Véléz de la Gomera, 265
 Pentapole, 146
 Penthèvre, 114
 Pergame, 18, 20
 Pergame (roy. de), 18, 20
 Périgueux, 50
 Périrthe, 15
 Péronne, 120
 Pérou, 66, 282, 284, 285
 Pérou (vice-royauté du), 281
 Pérouse, 23
 Perse, 12, 14, 26
 Persépolis, 12, 18
 Perses, 17
 Perses Sassanides v. Sassanides
 Peshāvar, 205
 Petchénèques, 58, 169, 218
 Petra, 195
 Phalère, 15
 Pharsale (bat. de), 26, 33
 Phénicie, 8, 33
 Philadelphie, 290
 Philae (site archéol.), 6
 Philippe II Auguste, 116
 Philippe II le Hardi (Ét. bourgui-
 gnon au temps de), 121
 Philippe III le Bon, 121
 Philppes (bat. de), 25, 33
 Philppines (i.), 95, 294
 Phillistins, 8
 Phnom Penh, 234
 Phocée, 14
 Phocée (Foggia), 148, 150
 Phrygie, 20
 Phu Xuân, v. Huê
 Piast, 162
 Piazza Armerina, 38
 Picardie, 120, 121
 Picéniens, 24
 Picquigny (entrevue de), 120
 Pictes, 36
 Pictes et Scots (roy. des), 46
 Piedras Negras (site archéol.),
 274
 Piémont, 76, 82
 Piémont-Sardaigne (roy. de), 84,
 154
 Pierre le Grand, 171
 Pimal, 233
 Piombino (d^{ché} de), 151
 Pîrêe (Le), 15
 Pisac, 276, 277
 Pise, 52, 61
 Pizarro (Francisco), 280
 Places de sûreté accordées aux
 protestants, 122, 123
 Plaisance (Italie), 52
 Plantagenêts, 117, 118, 141
 Plassey (bat. de), 246
 Plata (La), 282
 Plata (río de La), 284
 Platées, 14, 16
 Plébisците (Fr. 1852), 134
 Plébisците (Fr. 1870), 135
 Plemmyrion (bat. de), 16
 Plessis-lez-Tours, 120
 Plovdiv, 192
 Podolie, 70, 164, 165, 208, 209
 P'ohai = Po-Hai (roy.), 222
 P'ohai, v. P'ohai
 Poissy (colloque de), 122
 Poitiers, 50, 118, 196
 Poitou, 116, 118
 Pologne, 46, 47, 60, 162-168
 Pologne (Au temps des Piast), 162

Pologne (gouvernement g^{al} 1939-
 1944), 106, 167
 Pologne (invasion de la, en 1939),
 93
 Polonais, 184-185
 Polovtzes (Coumans), 169
 Polynésie française, 87
 Poméranie, 73, 100, 101, 102, 103,
 168, 179
 Pompéi, 23
 Pondichéry, 245, 247
 Pont, 20, 25
 Ponthieu, 114, 117
 Ponthieu (c^{hé} de), 121
 Pontigny, 49
 Pontvallain (bat. de 1370), 118
 Populonia, 23
 Port-Arthur (Lüshun), 241
 Porte-Glaive (chevaliers), 163
 Porto Rico, 285
 Port-Saïd, 214, 215
 Portsmouth (t^{hé} de), 241
 Portugal, 47, 109-111
 Portugal (c^{hé} de), 109
 Portus Itius, 28, 29
 Posnanie, 163
 Potidée, 16
 Potsdam (accords de 1945), 97
 Pougatchev, 171
 Pount, 7
 Poznań, 162
 Prague, 51, 71, 73, 83, 102
 Prambanan, 248
 Prapathom, 233
 Preah Khan, 233
 Preah Vihear, 233
 Précolombiennes (civilisations),
 272-277
 Presbourg (t^{hé} de 1805), 78
 Pretoria (t^{hé} de), 271
 Prince Noir (le) [Édouard Planta-
 genêt, prince de Galles], 118
 Prome, 233
 Protestantisme 122, 123 et v.
 Réforme
 Provence, 110
 Provinces-Unies (rép. des), 158
 Provins, 54
 Prusse, 106, 163
 Prusse (d^{ché} de), 101, 164
 Prusse (roy. de), 74, 82, 84, 101,
 103-105
 Pruthènes, 162
 Przemysł (év.), 163
 Pskov, 47
 Pteria, 12
 Puelche, 276
 Puerto Hormiga (site archéol.),
 276, 277
 Puniqes (guerres), 20, 21
 Puy-d'Issolud (Uxellodunum), 30
 Pydna, 18, 25
 P'yōng-gang, 238
 P'yōng-yang, 238
 Pyrénées (paix des), 73, 124
 Pyrgi (Santa Severa), 23
 Pythéas (voy. de), 10, 22

Q

Qādisiyya (bat. de 637), 196
 Qahar, 241
 Qaidu (domaine de), 225
 Qara-balgassoum (cap. ouïgoure),
 222
 Qarachahr, 218, 222

Qarmates, 198
 Qargar (bat. de), 11
 Qi = Ts'i, 219
 Qiang, 220
 Qin (Ts'in) [dynastie des], 218
 Qing = Ts'ing (dynastie mand-
 choue), 173, 227
 Qiptchaq (khānat de), 225
 Qom, 200
 Quadrilatère (Roumanie), 190
 Quang Binh = Đông Hoi, 234
 Quang Tri, 234
 Québec (ville), 278, 286
 Québec (Acte de), 287
 Québec (province de), 287, 288
 Quê-lâm, 234
 Querandi, 276
 Quetta, 246
 Quiberon, 127
 Qumrân, 8

R

Rabat, 265
 Raguse (Dubrovnik), 59, 61, 148
 Rājapūts (rév. des), 245
 Raleigh, 65
 Rangpur, 242
 Rapallo (t^{hé} de paix, 1920 et
 1922), 92
 Raphia (bat. de), 11, 18
 Raqqāda, 263
 Raša, 192
 Ras Shamra (Ougarit) [site ar-
 chéol.], 4
 Rastatt (t^{hé} de) [1714], 74, 124
 Rathlin, 139
 Ratisbonne, 100, 102, 103
 Ravenne, 36, 38, 146
 Ravenne (bat., 1512), 152
 Ravenne (exarchat de), 146
 Rawalpindi, 205
 Rayy (Rey), 194, 196, 198
 R.D.A., voir allemande (Rép.
 dém.)
 Recknitz (la) [bat.], 98
 Reconquête espagnole, 109, 110
 Reconquista (la), v. Reconquête
 espagnole
 Réforme, 69, 100, 122, 123
 Rehe = Jo-Ho, 228, 241
 Reich (II^e), 105
 Reich (III^e), 93, 94, 96
 Reichenau, 98
 Reims, 36, 37, 51, 119
 Reims (roy. de), 37
 Religion (guerres de), 122, 123
 Rèmes, 30
 Renaissance, 68
 Réole (La) [pl. de sûreté protes-
 tante], 122
 République (III^e), 137
 République (V^e), 137
 République démocratique alle-
 mande (R.D.A.), v. allemande
 (Rép. dém.)
 République fédérale d'Allemagne
 (R.F.A.), v. Allemagne (Rép.
 féd. d.)
 République socialiste fédéra-
 tive soviétique de Russie
 (R.S.F.S.R.), 176
 Républiques sœurs, 77
 Rethel (c^{hé} de), 121
 Reval (Tallin), 63
 Révolutions de 1848, 83
 Révolution française, 76, 127-130
 Rey, v. Rayy
 Rhassân, 39
 Rhaznévides, 200
 Rhazni (Rhazna), 206, 244
 Rhénanie, 93
 Rhétie, 32
 Rhin (bataille du), 96
 Rhode Island, 289
 Rhodes, 18, 208
 Rhodésie du Nord, 257
 Rhodésie du Sud, 257
 Rhumâras, 265
 Rhûr (Ghor), 200
 Rhûrides, 200
 Ribât al-Fath (Rabat), 265
 Richard Cœur de Lion, v. 3^e croi-
 sade
 Richmond, 290
 Riga, 63
 Riga (t^{hé} de), 92, 166, 175
 Rijeka, v. Fiume
 Ripoll, 50
 Rivoli (bat. de), 76
 Roche-aux-Moines (La), 116
 Roche-Derrien (La), 117
 Rochelle (La), 52, 118, 122, 123
 Rocourt (bat. de), 103
 Rocrol (bat. de), 73, 102
 Rohlfis, 256
 Romagne, 147
 Romain (l'Emp. au temps d'Au-
 guste), 32, 33
 Romain germanique (Emp.), v.
 Saint Empire romain germani-
 que
 Romain d'Occident (Emp.), 36
 Romain d'Orient (Emp.), 36, 38
 Romaine (Rép.), 77
 Roman (art), 50
 Rome ancienne, 24-34
 Rome, 10, 20, 21, 24, 25, 26, 32,
 33, 35, 36, 38, 40, 68, 71, 83, 98,
 154, 156, 262
 Rome (Bas-Emp.), v. Bas-Empire
 Roncaglia (diète de), 147
 Roncevaux, 40, 108
 Roquepertuse (site archéol.), 22
 Rosette (site archéol.), 6
 Roskilde (t^{hé} de), 179
 Ross, 295
 Rossbach (bat. de), 103
 Rostock, 63
 Rouen, 52
 Roumains, 182
 Roumanie, 84, 85, 91, 92, 183,
 190-191, 193
 Roumélle, 70, 193
 Roussillon, 110, 111
 Rouvray, 119
 Royan (pl. de sûreté protestante),
 121
 Royaumes Combattants, 219
 R.S.F.S.R. v. République socia-
 liste fédérative soviétique de
 Russie
 Ruanda, 254
 Ruanda-Urundi, 257
 Ruannuan = Jouan-Jouan, 216
 Ruben (tribu), 8
 Rubicon (passage du), 25, 26
 Rügen, 178
 Ruhr (occupation de la), 92
 Ruifin = Jouei-kin, 229
 Rûm (sultanat de), 58, 59, 200
 Rûnnymede, 141
 Rupert (terre de), 286, 287

Ruspina (s^{re} épiscopal), 262
 Russe (Empire), 174
 Russie, 169-175, 204
 Russie blanche, v. Biélorussie
 Rustémides, 258
 Ruthènes, 184-185
 Ruthénie, 93-94, 97
 Ruthénie rouge, 165
 Ruthénie subcarpatique, 184-185
 Ryswick (t^{ie} de), 124, 286
 Ryūkyū (is), 241

S

Sabins, 24
 Sabratha, 10
 Saces, 12
 Sa'diens, 265
 Sadowa (bat. de), 104, 105
 Saïfarides, 198
 Saïf, 265
 Sagonte, 21
 Sagrâs (Zalaca) [bat. de], 109, 264
 Sahara espagnol, 257
 Sahara occidental, 257
 Saigon, 237
 Saint-Acheul, 2
 Saint-Albans (bat. de), 142
 Saint-Barthélemy (massacre de la), 122
 Saint-Clair-sur-Epte, 41, 139
 Saint-Denis, 115
 Saint-Denis (bat. de, 1567), 122
 Saint-Domingue, 284
 Saint Empire romain germanique, 47, 66, 98-103
 Saint-Gall, 180
 Saint-Gall (abb.), 98
 Saint-Germain-en-Laye (paix de 1570), 122
 Saint-Germain-en-Laye (t^{ie} de 1919), 92, 190
 Saint-Gotthard (bat. de), 186, 208
 Saint-Jacques-de-Compostelle, 50, 109
 Saint-Michel-de-Cuxa, 50
 Saint-Petersbourg (Leningrad), 71, 171, 174
 Saint-Pierre (patrimoine de), 147
 Saint-Pierre-en-Tuscle (patrimoine de), 154
 Saint-Riquier (abb.), 40
 Saint-Sébastien, 112
 Sakhaline (i.), 174, 241
 Sakiet-Sidi-Youssef, 261
 Saladin (Šalāh al-Dīn Yūsuf) [l'Emp. de 1189], 57
 Salamanque, 110
 Salamine (Grèce) [bat. de], 14, 16
 Saldæ, 258
 Salerne, 61
 Saliens (Francs), 37
 Salomon (is), 96
 Salona (Salonae) [Salone], 34, 38
 Salonique (off. des Alliés en 1915), 90
 Saluces (mar^{ant}), 151
 Salvador, 284
 Salyens, 29
 Salzbourg, 71
 Samarie, 8, 11
 Samarkand, 198, 200, 206, 216, 218

Samarkand (Maracanda), 18
 Samarobriya (Amiens), 28, 29
 Sāmarrā, 198, 206
 Samnites, 24
 Samogitie, 163, 165
 Samos (i.), 15
 Samosate, 36
 Samothrace (i.), 20
 Samuel (Emp. bulgare du tsar), 42, 46
 Saint-Agustín (site archéol.), 276, 277
 San Giovenale, 23
 San Martín, 284
 San Salvador (i.) [Guanahani], 278
 San Stefano (t^{ie} de), 193
 Santones (Santons), 30
 Saragosse, 40
 Saragosse (roy. de), 109
 Sarajevo (attentat de), 182
 Saratov, 170
 Sardaigne, 20, 60, 110, 150
 Sardaigne (roy. de), 74, 83, 84, 111, 153
 Sardes, 12, 14
 Sarre, 92, 93, 106
 Sarrelouis, 123
 Saskatchewan (district de), 288
 Sassanides (Emp. des), 39, 194, 216
 Satsuma, 241
 Savankalok, 233
 Savole, 74, 76, 82, 84, 127, 155
 Savole (d^{ché} de), 151-153
 Savole (roy. de Sardaigne), 153
 Saxe, 82, 102
 Saxe (roy. de), 104
 Saxons, 36
 Sbeitla (Sufetula), 258, 263
 Scandinaves (invasions des îles Brit.), 139
 Scandinavie, 178-179
 Scanle, 63
 Schaffhouse, 180
 Schleswig (d^{ché}), 105
 Schleswig du Nord, 92
 Scots, 36
 Scott, 295
 Scythes, 10
 Sébastopol, 94
 Sécession (guerre de, 1861-1865), 290
 Sedan, 105, 136
 Séfévide (Ét.), 203
 Seibal (site archéol.), 274
 Seldjoukides, 58, 200
 Séleucide (Emp.), 18
 Seminara (bat. 1503), 152
 Senanque (abb. cistercienne), 49, 50
 Sénégal, 257
 Senlis, 115
 Senons (Senonais), 22
 Sens, 29, 51, 115
 Séoul, 238
 Sept Ans (guerre de), 75
 Septem (Ceuta), 38
 Sept-Fons (abb. cistercienne), 49
 Septimanie, 37, 108, 113
 Séquanes, 28, 29
 Serbie, 61, 70, 84, 85, 186, 187, 208
 Serpa Pinto (exploration de l'Afrique), 256
 Sestos (col. ion^{ne}), 14
 Séville, 26, 41, 71, 110, 264
 Sèvres (t^{ie} de), 92, 189, 209
 Sfax (Taparura), 263

Shaanxi, 229, 231
 Shackleton, 295
 Shandong = Chan-Tong, 241
 Shang (dynastie), 219
 Shanghai = Chang-hai, 232, 241
 Shānxi = Chan-si, 229, 241
 Shatuo, 218
 Sheffield, 74
 Shenyang = Chen-yang (Moukden), 226
 Shetland (is), 41, 46
 Shikoku, 239
 Shimonoseki (t^{ie} de), 227, 241
 Shu = Chou, 219
 Shu Han (Chou), 220
 Siam, 234, 235
 Siang-Yang, v. Xiangyang
 Sicambres, 30, 32
 Sicca Veneria (Le Kef), 262
 Sichuan = Sseu-Tch'ouan, 221, 228, 229
 Sicile, 110
 Sicile (roy. de), 61, 66, 111, 147, 153
 Sicile (roy. normand de), 46
 Sidjilmāsa, 264, 265
 Sidon, 11, 148, 150
 Sidon (site archéol.), 4, 8
 Sienne, 52, 61
 Sienne (rép. de), 151
 Sien-Pei, v. Xianbei
 Sierra Leone, 257
 Siffin (bat. de), 196
 Sigebert I^{er} (roy. de), 37
 Sigée, 15
 Si-Hia, v. Xixia
 Si-K'ang, v. Xikang
 Sikhs, 245
 Si-Kiang, v. Xijiang (riv.)
 Sikkim, 247
 Silésie, 66, 101, 103, 166, 168, 183
 Silésie (Haute), 184-185
 Silla, 221
 Silvacane (abb. cistercienne), 49
 Siméon (tribu), 8
 Siméon (tsar), 162
 Simla, 246
 Sinaï, 6, 11, 214, 215
 Sind, 247
 Singapour, 95
 Singasari (site archéol.), 248
 Sinope, 10, 200
 Siouah (Amon) [oasis de], 18
 Sippar, 4, 11
 Sirmium, 32, 34
 Sivas (congr. de), 189
 Six jours (guerre des), 215
 Skiringasal, 41
 Slavonie, 186, 187
 Slesvig (Schleswig), 104
 Slovaques, 184-185
 Slovaquie, 93, 184-185
 Slovènes, 186
 Slovénie, 186, 187
 Smalkalde (ligue protestante de), 100
 Smolensk, 164
 Smyrne (Izmir), 61, 92, 189
 Société des Nations, 87, 92
 Sogdiane, 12, 18
 Soissons, 36, 37
 Soissons (roy. de), 37
 Sokoto, 255
 Solelhac, 2
 Soleure, 180
 Solferino (bat. de), 155
 Soliman le Magnifique, 66, 208
 Soloi (Chypre), 10

Somalie italienne, 88
 Somalis (côte fr. des), 257
 Somme (bat. de la, 1916), 90
 Somnāth (site archéol.), 242
 Song, 219, 223
 Songhai, 252
 Songhai (Emp.), 253, 268
 Sopron (Ödenburg), 188
 Soudan, 210, 255, 257
 Soudan anglo-égyptien, 257, 267
 Soudaniens (États), 252, 268
 Souei, v. Sui
 Sousse (Hadrumète), 263
 Sou-tcheou, v. Suzhou
 Souvigny, 48
 Sparte, 14, 15, 16
 Splennes, 3
 Spina, 10, 23
 Spoleté, 40, 146, 147
 Sseu-Tch'ouan, v. Sichuan
 Stalingrad, 94, 96
 Stamford Bridge (bat. de), 139
 Stanley, 256
 Stavanger, 46
 Stettin (Szczecin), 63, 106
 Stonehenge, 22
 Strasbourg, 35, 40, 51, 68, 69, 124
 Strathclyde, 138
 Stuarts, 143
 Stuttgart, 83
 Succession d'Autriche, de Po-logne (guerres de), 74
 Sud-Africaine (Union), 89, 257, 271
 Sudètes, 93
 Sud-Ouest africain, 89, 257
 Suède, 47, 60, 82, 164, 178, 179
 Suèves, 36, 216
 Suèves (roy. des), 108
 Suez (canal de), 91, 214, 215
 Sul = Souei, 221
 Suisse, 180-181
 Sukhōtal, 233
 Sumatra, 250
 Sumer, 4, 11
 Sundgau, 124
 Surat, 245
 Surinam, 88, 296
 Suse (Élam), 11, 12
 Suse (Italie), 146
 Suse (site archéol.), 4
 Sussex, 138
 Sutkagen-Dor (site archéol.), 242
 Suzhou = Sou-tcheou, 218
 Swaziland, 257
 Syagrius (roy. de), 37
 Syène (Assouan), 6
 Syracuse 10, 14, 16, 20, 21, 24
 Syrie (ancienne), 18, 33
 Syrie, 92, 210, 214, 215
 Szczecin (Stettin), 106

T

Tabal, 11
 Tachkent, 218, 222
 Tadjik, 205
 Tadmor (Palmyre), 4
 Tadoussac, 278
 Tafna (t^{ie} de la, 1837), 260
 Tagaste (Souk-Ahras), 262
 Tagliacozzo (bat. de), 99, 147
 Tahert, 258
 Tāhrides, 198
 Tāhūda (bat. de), 258

Taiwan = Tai-Wan (Formose), 226, 228, 230, 231, 241
 Tajin (El-), 274
 Takeda, 240
 Talas (bat. du), 196, 218, 222
 Tamatave, 270
 Tamaulipas, 274
 Tamerlan, v. Timūr Lang
 Tana (Azov), 61, 148, 150
 Tanais, 14
 Tananarive, 270
 Tang = Tang (dynastie des), 222
 T'ang, v. Tang
 Tanganyika, 257
 Tanis (site archéol.), 6
 Tannenberg (bat. de, 1914), 91
 Tannenberg (Grunwald) [bat. de 1410], 163
 Tanzanie, 257
 Tâq-e-Bostân (grottes du), 194
 Tara (bat. de, 980), 139
 Tarente, 14, 24, 32
 Tarifa, 110
 Tarnovo, 192
 Tarquini (Tarquinia), 23
 Tarraco (Tarragone), 32
 Tarraconaise, 32
 Tarragone, 112
 Tarse, 33, 35
 Tartessos, 8, 14
 Tartous, 57
 Tasmanie, 294
 Tatais, 224
 Tautavel, 2
 Taxila, 243
 Tchad, 257
 Tchaldiran (bat. de), 208
 Tch'ang-cha, v. Changsha
 Tch'ang Kai-shek (Tsiang kai-she ou Jiang Jieshi), 228
 Tch'ang-kia-k'ou (Kalgan), v. Zhangjiakou.
 Tch'ang-ngan, v. Chang'an
 Tchao, v. Zhao
 Tchecoslovaquie, 92, 183-185
 Tch'eng-tou, v. Chengdu
 Tchen-La, 233, 234
 Tch'eu-k'ou-tien, v. Zhoukou-dian
 Tchèques, 182, 184
 Tchérémisses, 170
 Tcherkesses, 170
 Tchoga-Zanbil (Dour-Ountash), 4
 Tchong-k'ing, v. Chongqing
 Tchou (riv.), 173, 216
 Tchouang, v. Zhuang
 Tegdaoust, 252
 Tehuelche, 276
 Teima (Taymā), 10
 Téké, 255
 Tekrou, 252, 268
 Telamon (bat. de), 22
 Telarmachay, 272
 Tell Ahmar (Tilbarsip), 4
 Tell al-Hamra (site archéol.), 6
 Tell al-Hibā, 4
 Tell al-Rimah, 4
 Tell Mardikh, 4
 Tell Mureybat, 4
 Tello (Girsou), 4
 Teluch, 42
 Temesvár (Timișoara), 83
 Tencères, 29
 Tène (La), 22
 Ténédos (I.), 150
 Tennessee, 290, 293
 Tenochtitlán (Mexico), 274
 Teotihuacán, 274

Ternate (sultanat), 250
 Ternifine, 2
 Terra Amata, 2
 Terre Adèle (Fr.), 295
 Terre-Neuve (I.), 278, 286, 287
 Terre-Neuve (province), 288
 Terre Sainte, 56
 Terre Victoria, 295
 Teruel, 112
 Teschen (Těšín), 92, 93, 166, 167
 Těšín, v. Teschen
 Tessin (bat. du), 21
 Tettenhal (bat. de), 139
 Teutonique (ordre), 47, 60, 63, 99, 163
 Tewkesbury (bat. de), 142
 Texas, 284, 285, 293
 Thabracca (Tabarka), 262
 Thānesar, 244
 Thanet, 139
 Thapsus (bat. de), 26, 32, 262
 Thasos (I.), 15
 Thèbes (Grèce), 15, 16
 Thèbes (H^{te}-Égypte), 17
 Théra, 15
 Thermopyles (bat. des), 14, 16, 18
 Thessalie, 15, 182
 Thessalonique, 35, 59, 61, 148
 Theveste (Tébessa), 262
 Thierry (roy. de), 37
 Thorn (Toruń), 63, 163
 Thoronet (Le), 49
 Thrace, 189, 193
 Thulé, 272
 Thysdrus (El-Djem), 262
 Tiahuanaco, 276, 277
 Tianjin, v. T'ien-tsin
 Tiarat, 261
 Tibériade, 57, 212
 Tidore (sultanat), 250
 T'ien-tsin = Tianjin, 232
 T'ien-tsin = Tianjin (traité de), 227
 Tigre (riv.), 148
 Tikal (site archéol.), 274
 Tilbarsip (Tell Ahmar), 4, 11
 Timor (I.), 86
 Timūr Lang (Tamerlan), 60, 202
 Tingis (Tanger), 32
 Tizi-Ouzou, 261
 Tiemcen, 259, 261, 265
 Toba = To-pa, 216
 Tobna (bat. de), 258
 Toca do Boqueirão, 272
 Togo, 88
 Tokugawa, 240
 Tōkyō (Edo = Yedo), 239, 240, 241
 Tolède, 108, 109, 112, 264
 Tolitèques, 274
 Tombouctou, 252
 Tomot, 10
 Tongres (Aduatuca) [bat.], 29
 Tonkin, 230, 235, 236
 Tordesillas (I^{re} de), 65, 86, 280
 Tortose (Ét. latins du Levant), 57
 Toruń (Thorn) [v. hans.], 63, 163
 Tosalt (Dhauli), 243
 Toscane (g^d-d^{ché} de), 82, 153, 155
 Totonagues, 274
 Touaregs, 254, 255
 Toucouleurs, 255
 Touden-houang, v. Dunhuang
 Toul (év.), 124
 Toulon, 127
 Toulouse, 36, 37
 Toulouse (c^{ité} de), 114
 Tourfan, 218

Tournaisis, 57
 Tournus, 50
 Touthpa, 10
 Towton (bat. de), 142
 Trafalgar (bat. de), 80
 Transcaucasie, 176
 Transjordanie, 209, 210
 Transkei, 271
 Transleithanie, 84, 182
 Transvaal, 255, 271
 Transylvanie, 70, 182, 190
 Trapézonte, 14
 Trappe (La) [abb.], 49
 Trasmène (bat. du lac), 21
 Trawulan (site archéol.), 248
 Trébie (La) [bat. de], 21
 Trébizonde, 42
 Trébizonde (Emp. de), 59, 61
 Treblinka (c. de concentr.), 167
 Treize Colonies, 282, 287
 Trek (le G^d), 271
 Trente Ans (guerre de), 72, 102
 Trentin, 183
 Tres Zapotes (site archéol.), 274
 Trèves, 32, 34
 Trévières, 28, 29, 30
 Trianon (t^{ité} de) [4 juin 1920], 92, 188, 190
 Tricamarum (bat.), 38, 258, 262
 Trieste, 97
 Tripoli (Liban), 57
 Tripoli (Libye), 253, 257
 Tripolitaine, 88
 Troie (Ilium), 5
 Trois-Èvêchés (poss. fr. des), 124
 Trois-Rivières, 286
 Trondheim, 94
 Troyes, 54
 Troyes (t^{ité} de 1420), 119
 Truso, 46-47
 Tsaritsyne, 170
 Ts'ei, v. Qi
 Tsiang Kai-she, v. Tch'ang Kai-she
 Ts'in = Jin, 219
 Ts'in, v. Qin (dynastie de)
 Ts'ing, v. Qing (dynastie mandchoue),
 Tsushima (I.), 241
 Tunis, 61, 148
 Tunis (pachalik de), 260
 Tunisie, 257, 262, 263
 Turcs, 218-219, v. aussi Oghouz, Ottomans, Ougours, Rhaznévides, Seldjoukides
 Turhuq, 244
 Turin, 155
 Turkestan, 176
 Turkmènes, 205
 Turkménistan, 176
 Turku, 179
 Turquie, 189, 210
 Tuscie, 146
 Tyr, 8, 18, 150
 Tyras, 10
 Tyrol, 182

U

Ubediyya, 3
 U.E.O. (Union de l'Europe occidentale), 296
 Uhuud (bat. d'), 196
 Ujjain, 243
 Ukraine, 164, 171, 175

Ukraine (Rép. d'), 92, 166
 Unétice, 22
 Union de l'Europe occidentale, voir U.E.O.
 Uppsala, 46, 178
 'Uqba Ibn Nafi', 258
 U.R.S.S., 176, 296
 Uruguay, 284, 285
 Urundi, 254
 Usipètes, 29
 Utique, 26, 262
 Utrecht, 157
 Utrecht (union protestante d'), 158
 Utrecht (t^{ité} d') [1713], 124, 286, 289
 Uxellodunum (Puy-d'Issolud), 30
 Uxmal (site archéol.), 274

V

Valachie, 70, 190, 208
 Valbonne (abb. cistercienne), 49
 Valdivia, 276, 277
 Valence (Espagne), 61, 110, 265
 Valence (roy. de) [Espagne], 109
 Valenciennes, 125
 Vallée des Rois (site archéol.), 6
 Val Moysse (forteresse chrétienne), 57
 Valmy (bat. de), 76, 127
 Valois, 117
 Valteline, 73
 Vandales, 36, 216
 Vargues, 41
 Varennes, 127
 Varna (bat. de), 60, 70, 208
 Varsovie, 164, 165, 175
 Varsovie (g^d-d^{ché} de), 165
 Varsovie (pacte de), 296
 Varus (désastre de), 32
 Vasco de Gama, 65
 Vascons, 37, 108
 Vaspourakan, 42
 Vasvár (Eisenburg) [t^{ité} de], 186
 Vaudan, v. États de l'Église
 Vendée (soulèvement de 1793), 127
 Vénètes, 28, 29
 Vénétié, 77, 155, 182
 Venetuela, 284
 Venise, 52, 54, 59, 60, 68, 83, 99, 147, 148, 150, 154
 Venise (Rép. de), 148-151, 186
 Venta (La) [site archéol.], 274
 Vêpres siciliennes, 147
 Veracruz, 278
 Vercingétorix, 30
 Verdun (bat. de) [1916], 90
 Verdun (év.), 124
 Verdun (partage de, 843), 40
 Vereeniging, 271
 Vermandois, 114, 116
 Verneuil-sur-Avre (bat.), 119
 Véronne, 147
 Versailles (t^{ité} du 28 juin 1919), 92, 106, 166, 183
 Vértesszöllös, 3
 Vespucci (Amerigo), 65, 280
 Vetulonia, 23
 Vézelay, 50
 Vézéronce (bat. de), 37
 Vicus, 277
 Vienne (Fr.), 34
 Vienne (Autriche), 70, 71, 83

Vienne (Autriche) [assiégée par les Turcs, 1529, 1683], 208
 Vienne (congrès de), 82
 Viêt-Nam, 233-237
 Viêt-Nam (guerre du), 237
 Vijaya (Binh Dinh), 234
 Vijayanagar (Hampi), 244, 245
 Vikings, 41, 139, 278, 279
 Villafranca (armist.), 155
 Villersexel, 136
 Vilnius (Wilno), 163, 168
 Viminacium, 33
 Vincennes (t^{ie} de), 124
 Virginie, 290
 Virunum, 32
 Visby, 61, 63
 Vix, 22
 Vladimir (Russie), 170
 Vladimir (Włodzimierz, év.) [Volhynie], 163
 Vladivostok, 174, 227
 Volhynie, 165
 Votlaks, 170
 Vouillé (bat. de), 36, 37
 Vulci (Vulcia), 23

W

Wagram (bat. de), 78
 Wahhabites, 210
 Wakefield (bat. de), 142
 Warka (Ourouk), 4
 Washington, 290
 Wassy (massacre de), 122

Waterloo, 78
 Wattignies (bat. de), 76, 127
 Wei, 219, 220, 221
 Welfs, v. Guelfes
 Wessex, 138
 Westminster (t^{ie} de 1153), 141
 Westphalie (t^{ies} de), 73, 124
 Wilno (Vilnius), 163, 165, 166, 167, 168
 Winchester, 54
 Wisigoths, 36, 108, 216
 Wissembourg, 136
 Wittenberg (capitul. de), 100
 Wittenberg, 68, 69
 Włodzimierz (Vladimir, év.) [Volhynie], 163
 Worcester (G.-B.), 143
 Worms, 50, 99
 Wou, v. Wu
 Wou-houan, 220
 Wounded Knee Creek (bat. de), 291
 Wrocław (Breslau), 162
 Wu = Wou, 219, 220
 Wuchang = Wou-tch'ang, 227
 Wu-huan, v. Wou-houan
 Wurtemberg, 100

X

Xerxès I^{er}, 14
 Xiamen = Hia-men (Amoy), 241
 Xianbei = Sien-Pei, 216
 Xiangyang = Siang-yang, 223

Xikang = Si-K'ang, 229
 Xijian = Si Kiang (riv.), 229
 Xinjiang = Sin-Kiang, 232
 Xiongnu = Hiong-nou, 219
 Xiongnu méridionaux, 216, 220
 Xiongnu septentrionaux, 216
 Xixia = Si-Hia (roy. des), 223, 224
 Xizang (R.A. du Tibet), 232
 Xochicalco (site archéol.), 274

Y

Yalta (conférence de), 97
 Yan = Yen, 219
 Yan'an = Yen-ngan, 231
 Yanaon, 237
 Yarkand, 220
 Yarmouk (bat. de), 196
 Yatenga, 253, 269
 Yathrib (Médine), 196
 Yaxchilán (Menche) [site archéol.], 274
 Yémen, 196
 Yen, v. Yan
 Yermak = Iermak, 65, 170
 Yokohama, 241
 York (Angleterre), 51, 138, 139
 York (les), 142
 Yorktown (bat. de), 290
 Yougoslavie, 92, 97, 183, 186-187, 193
 Yuan (Emp.), 223
 Yue-tche, v. Yuezhi
 Yuezhi = Yue-tche, 219

Yungang, 221
 Yunnan = Yun-Nan, 229

Z

Zabulon, 8
 Zadar (Zara), 59, 60, 148
 Zagros (m^{te}), 11
 Zaire, 257
 Zalaca (Sagrajas) [bat. de], 109, 264
 Zama (bat. de), 21, 262
 Zambie, 257
 Zamfara (Ét. Haoussa), 269
 Zangides, 57, 58, 200
 Zanzibar, 252
 Zapotèques, 274
 Zara, v. Zadar
 Zéla (bat. de), 25, 27
 Zélande, 156
 Zenāta (p^{ies}), 46, 47
 Zhangjiakou = Tch'ang-kia-k'ou, 226
 Zhao = Tchao, 219
 Zhou = Tcheou, 219
 Zhoukoudian (Tcheou-k'ou-tien), 219
 Zhuang = Tchouang (rég. aut. des), 232
 Zimbabwe, 253
 Zirides, 259, 263
 Zollverein, 105
 Zoulous, 255
 Zurich, 69

Table des matières

Le monde ancien jusqu'à l'an mille

Les débuts de l'aventure humaine	2-3
L'Anatolie ancienne	4-5
La Mésopotamie ancienne	4
Égypte : archéologie	6
Le Nouvel Empire	7
Le pays des Hébreux	8
Phéniciens et Carthaginois	8-9
Le Bassin méditerranéen	
du IX ^e au III ^e siècle av. J.-C.	10
L'Assyrie. Expansion maximale	
(VIII ^e -VII ^e siècle av. J.-C.)	11
Babylone	11
L'Empire achéménide	12-13
L'expansion grecque (VIII ^e -VI ^e siècle av. J.-C.)	14
Les guerres médiques (V ^e siècle av. J.-C.)	14
La Grèce au V ^e siècle av. J.-C.	15
Athènes	15
Le monde grec du VI ^e au III ^e siècle av. J.-C.	16-17
L'Empire d'Alexandre	
et les débuts du monde hellénistique	18-19
Le monde hellénistique en 188 av. J.-C.	
au lendemain de la paix d'Apamée	18-19
Le royaume de Pergame en 188 av. J.-C.	
au lendemain de la paix d'Apamée	20
La 1 ^{re} guerre punique	20
La 2 ^e guerre punique	21
Carthage punique. Carthage romaine	21
Le monde celtique	22-23
L'Étrurie	23
La conquête romaine de l'Italie	24
Rome sous la République	25
Le monde romain à la fin de la République	24-25
Les campagnes de César	26-27
La Gaule vers 60 av. J.-C.	28
La conquête des Gaules (58-54 av. J.-C.)	29
La révolte gauloise	30
Routes et courants commerciaux en Gaule	31
L'Empire au temps d'Auguste	32-33
Le Bas-Empire	34
La diffusion du christianisme	
dans l'Empire romain jusqu'en 395	34-35

Les invasions barbares au V ^e siècle	36
Conquête de la Gaule par Clovis et ses fils	37
Partage de la Gaule à la mort de Clovis (511)	37
Partage de la Gaule à la mort de Clotaire (561)	37
L'Empire romain d'Orient	
à la mort de Justinien (565)	38-39
Formation et partage de l'Empire carolingien	40
Vikings et Varègues	41
L'Empire de Basile II	42-43
Constantinople. Plan archéologique	44

L'Europe depuis l'an mille

cartes générales

Le monde occidental en l'an mille	46
Le monde occidental au XII ^e et au XIII ^e siècle	47
L'expansion clunisienne	48
L'expansion de l'ordre de Cîteaux au XII ^e siècle	49
L'art roman	50
L'art gothique	51
Les productions du monde occidental	
au XIII ^e siècle	52-53
Les relations commerciales	
dans le monde occidental au XIII ^e siècle	54-55
Les premières croisades (XI ^e -XII ^e siècle)	56-57
L'Orient latin (XII ^e - début du XIII ^e siècle)	57
L'Empire des Comnènes	58-59
La 4 ^e croisade	59
Le monde occidental (1270-1454)	60
La Méditerranée du XIII ^e au début du XV ^e siècle	61
La Hanse teutonique	
dans la seconde moitié du XIV ^e siècle	62-63
Les grandes découvertes (XV ^e -XVI ^e siècle)	64-65
L'Empire de Charles Quint	66-67
Renaissance et humanisme	68
La diffusion de la Réforme au XVI ^e siècle	69
Expansion et retrait de la puissance ottomane	
en Europe (XIV ^e -XVIII ^e siècle)	70
L'art baroque en Europe	71
La guerre de Trente Ans	
et ses prolongements (1618-1660)	72-73
L'Europe au temps	
de la prépondérance britannique	74-75

La révolution en Europe (1789-1799)	76-77
Les républiques sœurs	77
Les guerres du premier Empire	78
Bataille d'Austerlitz (1805)	78
Diffusion du Code civil (Code Napoléon)	79
L'Europe napoléonienne en 1811	80-81
L'Europe du congrès de Vienne	82
Les révolutions de 1848 et la réaction	83
L'Europe des nations (1850-1914)	84
Les Balkans (1912-1913)	85
Empire colonial portugais	86
Empire colonial espagnol	86
Empire colonial français	87
Empire britannique	87
Empire colonial italien	88
Empire colonial néerlandais	88
La guerre dans le monde (1914-1918)	89
Fronts français	
et la Marne 1915-1916/1917-1918	90
Fronts d'Europe et du Moyen-Orient	91
L'Europe de 1919 à 1923	92-93
L'expansion hitlérienne de 1935 à 1939	93
La guerre dans le monde (1939-1945)	94-95
La guerre en Europe (1939-1942)	94
La guerre dans le Pacifique (1941-1942)	95
La guerre en Europe (1942-1945)	96
La guerre dans le Pacifique (1942-1945)	96
L'Europe au lendemain	
de la Seconde Guerre mondiale	97

les pays d'Europe

L'ordre des cartes se réfère aux classifications politiques contemporaines de l'Europe. Elles sont donc regroupées par États, rangés dans l'ordre alphabétique. Toutefois, les cartes concernant les pays de l'Europe centrale et des Balkans sont rassemblées en fin de chapitre.

ALBANIE	84
ALLEMAGNE	
Le Saint Empire au x ^e siècle	98
Le Saint Empire au temps	
des Hohenstaufen (xii ^e -xiii ^e siècle)	99
Les princes et la Réforme	100
Brandebourg-Prusse (xvii ^e -xviii ^e siècle)	101
L'Allemagne pendant la guerre	
de Trente Ans (1618-1648)	102
Les Allemagnes à la fin du xviii ^e siècle (1786)	103
La Confédération germanique (1815-1866)	104
L'affaire des duchés	104
L'unité allemande	105
Les frontières allemandes depuis 1914	106
L'Allemagne au lendemain de	
la Seconde Guerre mondiale	107
AUTRICHE	182-183
BELGIQUE	161
BULGARIE	192-193
CHYPRE	57, 189
DANEMARK	178-179

ESPAGNE ET PORTUGAL	
L'Espagne wisigothique	108
La conquête musulmane	108
La Reconquête au xi ^e siècle	109
La Reconquête au xiii ^e siècle	110
Expansion de l'Aragon en Méditerranée	110
Les possessions espagnoles en Europe	
jusqu'en 1714	111
La guerre civile d'Espagne (1936-1939)	112
FINLANDE	178-179
FRANCE	
Les invasions en France aux ix ^e et x ^e siècles	113
La France à la fin du x ^e siècle	114
Le domaine royal sous Louis VI	115
La France au temps	
de Philippe Auguste (1180-1223)	116
Les débuts de la guerre de Cent Ans	
de 1338 à 1350	117
Conquête anglaise et reconquête française	
de 1356 à 1380	118
La France de 1415 à 1436	119
Les acquisitions de Louis XI	120
L'État bourguignon	121
Les guerres de Religion (1562-1577)	122
Les guerres de Religion (1578-1598)	123
La frontière du nord et de l'est	
de la France sous le règne de Louis XIV	124
Répartition de la population française vers	
1700	125
La France en 1789	126
La France sous la Convention	127
Paris pendant la Convention	128-129
Les départements aux époques	
révolutionnaire et impériale	130
L'analphabétisme au début	
de la monarchie de Juillet	131
L'essor ferroviaire sous la monarchie	
de Juillet	132
La croissance de Paris de 1801 à 1848	132
Paris, plan Haussmann	133
Plébiscite du 21 novembre 1852	134
Plébiscite du 8 mai 1870	135
La guerre franco-allemande (1870-1871)	136
III ^e République	
Listes de cartel et forces de gauche	
non communistes (11 mai 1924)	137
Front populaire (26 avr. 1936, 1 ^{er} tour)	137
V ^e République	
Élections présidentielles	
(5 déc. 1965, 1 ^{er} tour). Général de Gaulle	137
Élections présidentielles	
(10 mai 1981, 2 ^e tour). François Mitterrand	137
GRANDE-BRETAGNE	
Les invasions germaniques en Angleterre	138
L'Angleterre anglo-saxonne	
et les invasions scandinaves	139
Évolution de la population	
en Angleterre (xi ^e -xiv ^e siècle)	140
L'Angleterre et ses dépendances continentales	
au xii ^e et au xiii ^e siècle	141

La guerre des Deux-Roses (1450-1485)	142
L'essor des enclosures (fin du xvi ^e siècle - fin du xvii ^e siècle)	142
Les îles Britanniques au xvii ^e siècle	143
La révolution industrielle (1750-1850)	144
Évolution de la population britannique de 1871 à 1931	145
GRÈCE	189
HONGRIE	188
IRLANDE	139
ISLANDE	46, 97
ITALIE	
L'Italie byzantine et lombarde	146
Formation de l'État pontifical	146
Les États de l'Église du xi ^e au xiii ^e siècle	147
L'Italie au xii ^e et au xiii ^e siècle	147
L'Empire vénitien (xiii ^e -xv ^e siècle)	148-149
Gênes du xiii ^e au xv ^e siècle	150
Le commerce vénitien au xiv ^e siècle	150
L'Italie après la paix de Lodi (1454)	151
Les guerres d'Italie	152
L'Italie de 1714 à 1748	153
L'Italie de 1815 à 1848	154
Les États de l'Église du xvi ^e au xix ^e siècle	154
Les débuts de l'unité italienne	155
L'Italie de 1860 à 1870	155
LUXEMBOURG	157, 160
NORVÈGE	178-179
PAYS-BAS ET BELGIQUE	
Les Pays-Bas du ix ^e au xiii ^e siècle	156
Les Pays-Bas au temps de Charles Quint	157
Les Pays-Bas de 1555 à 1648	158
Les Pays-Bas et les Provinces-Unies de 1648 à 1715	159
Les Pays-Bas de 1789 à 1815	160
Pays-Bas et Belgique de 1815 à 1920	160
Belgique. Régions linguistiques	161
POLOGNE	
La Pologne des Piast au x ^e et au début du xi ^e siècle	162
Les États de la maison des Jagellons (xiv ^e -xvi ^e siècle)	163
La Pologne au xvii ^e siècle	164
Les partages de la Pologne au xviii ^e siècle	165
La Pologne de 1807 à 1815	165
La Pologne après la Première Guerre mondiale	166
La Pologne de 1939 à 1945	167
La Pologne depuis 1945	168
PORTUGAL	109-110
ROUMANIE	190-191
RUSSIE ET U.R.S.S.	
L'État de Kiev	169
La Moscovie de 1300 à 1598	170
La Russie de Pierre le Grand et de Catherine II (1682-1796)	171

L'Asie centrale au xviii ^e siècle	172-173
Formation de l'Empire russe (1689-1900)	174
La guerre civile (1917-1921)	175
U.R.S.S. Évolution de la situation administrative de 1921 à 1924	176-177
SCANDINAVIE	
La Scandinavie au Moyen Âge	178
La Scandinavie et les régions baltiques (xvi ^e -xviii ^e siècle)	179
SUISSE	
La Confédération des huit cantons vers 1385	180
La Confédération du xv ^e au xviii ^e siècle	180
Langues et religions de la Confédération suisse actuelle	181
TCHÉCOSLOVAQUIE	184-185
TURQUIE	189
U.R.S.S.	176-177
EUROPE CENTRALE ET BALKANS	
La monarchie austro-hongroise	182
Nouvelles frontières en Europe centrale (1919-1921)	183
Formation de la Tchécoslovaquie	184-185
La Tchécoslovaquie de 1920 à 1945	184-185
Les régions « yougoslaves » du xvi ^e au xix ^e siècle	186
Formation de la Yougoslavie	187
Formation de la Hongrie	188
Formation de la Grèce contemporaine	189
Formation de la Turquie contemporaine	189
Formation de la Roumanie	190-191
La Bulgarie sous le règne du tsar Jean III Asen II (1218-1241)	192
La Bulgarie (1878-1913)	193
La Bulgarie (1919-1947)	193
YUGOSLAVIE	186-187
L'Asie	
MOYEN-ORIENT	
L'Iran à l'époque sassanide	194
L'Arabie préislamique	195
L'Arabie islamique	196
L'expansion de l'Islām au temps des Omeyyades (661-750)	196-197
Les 'Abbāssides au viii ^e et au ix ^e siècle	198-199
Les Seldjoukides (xi ^e -début xiii ^e siècle)	200-201
L'Empire de Timūr Lang	202
L'État séfévide	203
L'Iran au xix ^e et au début du xx ^e siècle	204
L'Afghānistān (xix ^e -xx ^e siècle)	205
Les arts de l'Islām	206-207
Formation de l'Empire ottoman	208
Démembrement de l'Empire ottoman (1863-1920)	209

Le Moyen-Orient pendant et après la Première Guerre mondiale	210-211
La Palestine sous mandat britannique	212
Formation de l'État d'Israël	213
Guerres israélo-arabes	214-215
EURASIE	
Les migrations de peuples en Eurasie du IV ^e au VI ^e siècle	216-217
La conquête des steppes de l'Eurasie et les premiers Empires turcs (540-946)	218-219
CHINE	
Préhistoire et période shang (XVIII ^e -XII ^e siècle av. J.-C.)	219
Les Zhou et la période des Hégémons (VII ^e -V ^e siècle av. J.-C.)	219
Les Royaumes Combattants (V ^e -III ^e siècle av. J.-C.)	219
Les Qin (III ^e siècle av. J.-C.)	219
La Chine des Han	220
La Chine du IV ^e au VI ^e siècle	221
Les Sui	221
La Chine des Tang	222
La Chine des Song et des Yuan	223
L'Empire mongol de Gengis Khān	224
L'Empire mongol au XIII ^e siècle	225
La Chine des Ming	226
La Chine des Qing	227
La Chine de 1911 à 1934	228
La Longue Marche (oct. 1934-oct. 1935)	229
L'invasion japonaise - La Chine de 1945 à 1949	230-231
Divisions administratives de 1969 à 1979	232
INDOCHINE	
La péninsule indochinoise	
A la période préangkorienne	233
A la période angkorienne	233
Le Viêt-nam des origines au X ^e siècle	234
Le Viêt-nam du XI ^e au XVIII ^e siècle	234
L'Indochine française	235
La guerre d'Indochine (1946-1954)	236
La guerre du Viêt-nam Situation approximative (déc. 1967)	237
CORÉE	
La guerre de Corée (1950-1953)	238
JAPON	
Conquête de l'archipel par les Japonais (IV ^e -XVIII ^e siècle)	239
Distribution des grands seigneurs au XVI ^e siècle - Les soixante-six provinces traditionnelles à l'origine	240
Le Japon (1868-1939)	241
INDE	
La civilisation de l'Indus	242
L'empire d'Asoka et son démembrement	243
Le sultanat de Delhi	244
L'Empire moghol	245
L'Inde à l'époque coloniale	246
L'indépendance et la partition de l'Inde	247

INSULINDE	
Java du VIII ^e au XIV ^e siècle	248-249
La pénétration hollandaise à Java (1800-1830)	248-249
Islamisation de l'archipel	250-251

L'Afrique

Les États soudaniens (X ^e -XIV ^e siècle)	252
La traite des esclaves	252
L'Afrique au XVI ^e siècle	253
L'Afrique au XVII ^e siècle et au XVIII ^e siècle	254
L'Afrique au XIX ^e siècle	255
L'exploration de l'Afrique au XIX ^e siècle	256
Le partage de l'Afrique (1924)	257
La décolonisation	257

ALGÉRIE

Le Maghreb au V ^e et au VI ^e siècle	258
La conquête arabe	258
- VII ^e -VIII ^e siècle	258
- IX ^e -début X ^e siècle	258
Les Hammâdides	259
Les Almohades	259
Les Abdalwadides	259
Le protectorat ottoman	260
Les étapes de l'occupation française	260
L'Algérie de 1954 à 1962 : l'organisation française	261
La guerre d'Algérie (1954-1962)	261

TUNISIE

Carthage et Rome	262
L'Afrique romaine et byzantine	262
La conquête arabe du VII ^e au X ^e siècle	263
L'Ifriqiya du XI ^e au milieu du XII ^e siècle	263

MAROC

Les Almoravides (1056-1147)	264
Les Almohades (1147-1269)	265
Les Marinides (1269-1465)	264
Le Maroc (XVI ^e -XVIII ^e siècle)	265

AFRIQUE ORIENTALE

L'Égypte du XII ^e au XVI ^e siècle	266
Égypte et Soudan (XIX ^e -début XX ^e siècle)	267

AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE

Les États soudaniens (XVI ^e siècle)	268
L'Afrique guinéenne (XVII ^e -XIX ^e siècle)	269

MADAGASCAR

Madagascar, découverte et colonisation	270
--	-----

AFRIQUE DU SUD

Formation de l'Afrique du Sud	271
Les Bantoustans en 1985	271

L'Amérique

La préhistoire américaine	272-273
La Mésoamérique. Archéologie	274-275
Sites archéologiques de l'Amérique du Sud	276
Sites archéologiques de la région andine	277

Découverte de l'Amérique du Nord	278-279
Découverte de l'Amérique du Sud	280
L'organisation de la conquête	281
L'Amérique au XVII ^e et au XVIII ^e siècle	282
L'indépendance de l'Amérique latine au XIX ^e siècle	284
Formation des États d'Amérique latine (XIX ^e -milieu du XX ^e siècle)	285

CANADA

Canada : les Établissements français (XVII ^e - XVIII ^e siècle)	286
La colonisation de 1697 à 1713	286
L'Amérique du Nord de 1763 à 1774	287
Le Canada en 1882	288

ÉTATS-UNIS

La période coloniale jusqu'au traité de Paris (1763)	289
La guerre de l'Indépendance américaine (1775-1782)	290
La guerre de Sécession (1861-1865)	290

Les Indiens de la découverte au XIX ^e siècle	291
Entrée des États dans l'Union	292
La population noire en 1900	293
La population noire en 1980	293

L'Océanie

La découverte du Pacifique	294
----------------------------	-----

L'Antarctique

La découverte de l'Antarctique	295
--------------------------------	-----

Le monde actuel

Le monde en 1987	296-297
------------------	---------

INDEX	312
-------	-----

ATLAS HISTORIQUE

l'histoire du monde en 317 cartes

GEORGES DUBY

Quel est le but d'un atlas historique ?

Mettre en lumière l'histoire globale des civilisations, depuis la préhistoire jusqu'à nos jours, par la représentation cartographique des faits, et donc des rapports entre ces faits.

L'ATLAS HISTORIQUE LAROUSSE entend tenir compte des plus récents progrès de la connaissance historique et utilise les ressources les plus expressives du langage graphique. Associant la notion de géographie historique au déroulement chronologique, il permet de suivre à la fois dans le temps et dans l'espace, depuis le plus lointain passé, les étapes de l'aventure humaine.

G. Duby

L'ATLAS HISTORIQUE de Georges Duby, dans une édition mise à jour et une nouvelle présentation claire et maniable, maintenant accessible à tous.

Avec 317 cartes entièrement en couleurs et autant de notices explicatives, voici un instrument indispensable aux étudiants, notamment pour préparer les examens, grâce à l'index qui permet le repérage immédiat des principaux noms de lieux, de personnes et des sujets figurant sur les cartes... Un ouvrage précieux pour les historiens et pour tous les passionnés d'histoire.

ISBN 2 03 503 009 9



Larousse